



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°06 - SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Fonds de gestion des édifices religieux
Nouvel horaire des CFL
Lutte contre l'exploitation de la prostitution

p. 195
p. 183
p. 218

Sommaire des séances publiques n°s 15 à 17
Sommaire des questions parlementaires

p. 230
p. Q104

15^e séance
16^e séance
17^e séance

Mardi 16 janvier 2018
Mercredi 17 janvier 2018
Mardi 6 février 2018

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram

Konferenzzyklus des Forschungslehrstuhls für parlamentarische Studien

Konferenz mit Professor Grimm: Gründe für das Demokratiedefizit in Europa

Der Verfassungsrechtler Dieter Grimm von der Humboldt-Universität zu Berlin war am 22. Februar 2018 für eine Konferenz zum Thema «Search of Acceptance. On the Legitimacy Deficit and the Legitimacy Resources of the European Union» in der Abgeordnetenkammer zu Gast.

Mit dieser Konferenz wurde eine Vortragsreihe des Lehrstuhls für parlamentarische Studien in Zusammenarbeit mit dem Fachbereich Rechtswissenschaften der Universität Luxemburg eingeleitet.

Die Ursachen des Demokratiedefizits in Europa, der zunehmende Euroskeptizismus als Hindernis für die europäische Integration, die Legitimität des Europaparlaments und der nationalen Parlamente sowie der Mehrwert transnationaler Listen bei den kommenden Europawahlen gehörten zu den Themen, die von dem deutschen Verfassungsrechtler angesprochen wurden.

Laut Professor Grimm ist das Demokratiedefizit der Europäischen Union hauptsächlich durch die Überkonstitutionalisierung zu erklären. Dieses Problem kann nur mit Hilfe einer



Professor Dieter Grimm während seines Vortrages

Repolitisierung der wichtigsten Entscheidungen überwunden werden. Der deutsche Verfassungsrechtler war Rektor des Wissenschaftskol-

legs zu Berlin, dessen „permanent fellow“ er heute ist. Ferner ist er Mitglied der Academia Europæa und der American Academy of Arts

and Science. Von 1987 bis 1999 war er Richter am Bundesverfassungsgericht in Karlsruhe.

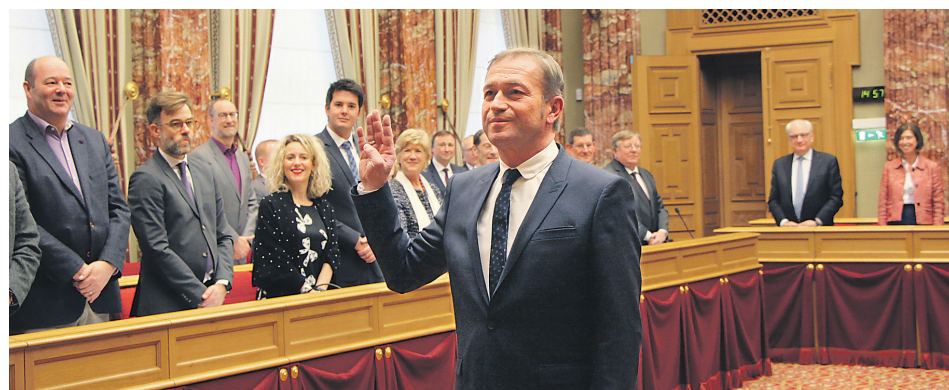
Assermentation d'un nouveau député

Le groupe politique DP compte un nouveau membre dans ses rangs: M. Frank Colabianchi a été assermenté en séance plénière le 6 février 2018.

Il succède à Mme Anne Brasseur qui, après 42 ans de vie politique active, a mis fin à son mandat de député fin janvier. Le nouveau parlementaire du parti démocratique est bourgmestre de la commune de Bertrange depuis 2009. Instituteur de formation, M. Frank Colabianchi assure depuis 2010 la fonction de di-

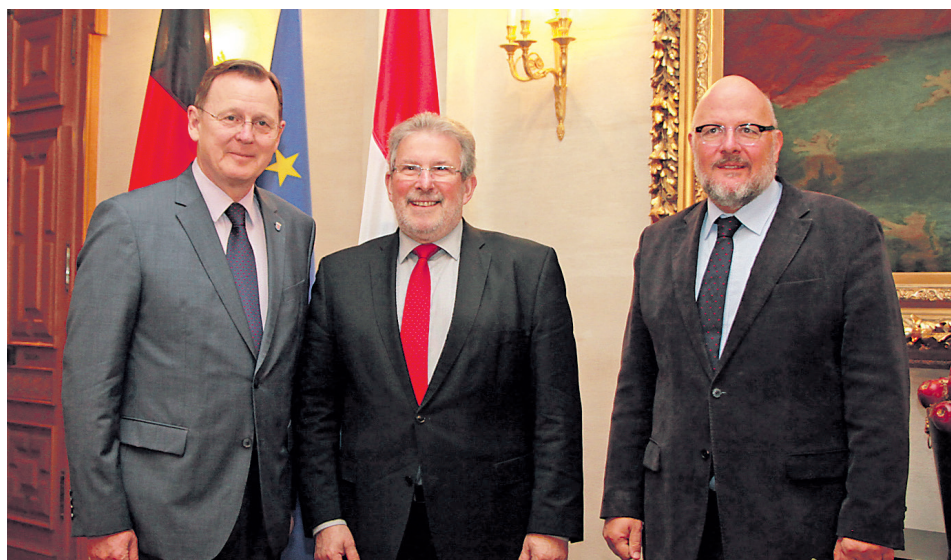
recteur adjoint du Lycée classique de Diekirch - Bâtiment de Mersch.

Au sein de la Chambre des Députés, il a intégré trois commissions parlementaires, à savoir la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture, du Développement rural et de la Protection des consommateurs, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace et la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire.



Prestation de serment de M. Frank Colabianchi

Visite du Ministre-Président de Thuringe: priorité au social



L'importance d'un renforcement du domaine social était le message principal de l'entrevue du Ministre-Président de l'État libre de Thuringe, M. Bodo Ramelow, avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Marc Angel, le 5 février 2018 au Parlement luxembourgeois.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a précisé que même lors de la crise financière, le système social luxembourgeois basé sur la solidarité n'a pas été affaibli ou remis en cause.

Restaurer la confiance des citoyens

Les causes pour lesquelles les citoyens se détournent de plus en plus des partis politiques traditionnels étaient un autre sujet évoqué lors de l'échange de vues. Les trois hommes poli-

tiques ont insisté sur la nécessité de regagner la confiance des citoyens dont certains se sentent abandonnés à cause des phénomènes de la mondialisation et du néolibéralisme en Europe. À leur avis, il est essentiel de comprendre les raisons à l'origine de ce sentiment de peur.

Les discussions ont également porté sur l'importance de l'intégration des réfugiés.

L'essor du Land de Thuringe

M. Bodo Ramelow a en outre informé ses interlocuteurs luxembourgeois sur le développement économique et surtout industriel qu'a connu le Land de Thuringe ces vingt dernières années. Le taux de chômage y avoisine les 5% - presque 25% de moins qu'il y a vingt ans. «Face à cet essor industriel et économique, le Land est confronté à une pénurie de professionnels qualifiés, d'où la nécessité d'attirer des travailleurs étrangers», a-t-il expliqué.

(de gauche à droite) M. Bodo Ramelow, M. Mars Di Bartolomeo et M. Marc Angel

Visite de la Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement géorgien

La Géorgie, un pays orienté vers l'UE et l'OTAN



Renforcer les relations parlementaires entre le Grand-Duché et la Géorgie, c'était le message clé de la Présidente de la Commission des Affaires étrangères du Parlement géorgien, Mme Sophie Katsarava, reçue à la Chambre des Députés par son homologue luxembourgeois, M. Marc Angel, le 7 février 2018.

La Géorgie mène une politique étrangère orientée vers l'Union européenne ainsi que l'OTAN, a expliqué la députée géorgienne. Dans ce contexte, M. Angel a salué la libéralisation du régime des visas en faveur de la Géorgie. «Elle constitue une étape importante pour les citoyens

géorgiens car elle aura un effet positif sur le parcours pro-européen et euro-atlantique du pays», a souligné M. Angel.

Le développement économique, les investissements étrangers ainsi que des réformes au niveau de l'éducation nationale figurent parmi les principaux défis auxquels la Géorgie est confrontée, a expliqué Mme Sophie Katsarava.

Un échange de bonnes pratiques

La «success-story» des pétitions publiques, introduites au Parlement luxembourgeois en 2014 pour encourager la participation citoyenne,

les lois concernant les disparités entre les sexes, l'introduction de quotas pour favoriser la participation des femmes à la vie politique ainsi que les relations avec la Russie ont fait partie des sujets abordés lors de l'échange de vues.

Plus généralement, les deux députés ont parlé du fonctionnement de leurs parlements respectifs en évoquant entre autres des pistes pour renforcer les relations parlementaires entre la Géorgie et le Luxembourg. Mme Katsarava a notamment exprimé le souhait de procéder à un échange de bonnes pratiques en matière de contrôle parlementaire.

M. Marc Angel et Mme Sophie Katsarava

Agenda européen pour la migration

Des parlementaires nationaux et européens se sont réunis le 24 janvier 2018 à Bruxelles pour débattre, en présence d'experts et de représentants de la société civile, des opportunités et défis liés à l'immigration. La Chambre des Députés était représentée par M. Marcel Oberweis.

Pour M. Dimítris Avramópoulos, Commissaire chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, l'immigration ne pourra être stoppée et il va falloir s'adapter à cette nouvelle réalité. «L'ère de la mobilité humaine que nous vivons aujourd'hui doit nous amener à réfléchir sur les moyens de gestion de cette mobilité et les programmes de réinstallation ad hoc doivent laisser place à une procédure unifiée dans le cadre de la réforme du système d'asile commun et à des règles harmonisées pour l'intégration économique des réfugiés», a-t-il souligné.

Le continent européen vieillissant a besoin d'attirer des migrants pour soutenir sa croissance et sa compétitivité à son avis. Voilà pourquoi la Commission avait proposé en 2016 d'améliorer le processus de la carte bleue européenne, sans pour autant vouloir prescrire aux États membres un nombre de travailleurs hautement qualifiés à accueillir.

Pour restreindre les voies migratoires irrégulières et périlleuses, la Commission privilégie ainsi l'ouverture de voies d'entrée sûres et légales. Pour M. Felipe González Morales, rapporteur spécial sur les droits des migrants, des programmes de visa contribueraient d'ailleurs à faciliter l'identification des migrants et réduiraient la part de marché des trafiquants.

Le débat a en outre été enrichi par la présentation de plusieurs expériences concrètes d'installation et d'accueil de migrants, comme celle

de Gaziantep en Turquie, où différents programmes sociaux et d'intégration ont été mis en œuvre pour assurer un vivre ensemble harmonieux entre migrants et population locale.

Les représentants des parlements du groupe Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) ont défendu une ligne opposée à la politique européenne de migration et se sont montrés favorables à une «solidarité flexible» et la nécessité de distinguer entre réfugiés légaux et migrants économiques illégaux.

D'autres intervenants ont appelé à investir davantage dans les pays d'origine et de transition ainsi que dans des politiques d'intégration. Certains se sont exprimés en faveur de zones de transit afin d'avoir le temps et les moyens pour déterminer le statut véritable des demandeurs d'asile. Et le rejet de la demande de



M. Marcel Oberweis

reconnaissance de statut de réfugié par un État membre devrait pouvoir,

selon certains, être reconnu par tous les autres États de l'UE.

Débats sur les situations politiques au sein de l'espace francophone



Le Bureau de l'Assemblée parlementaire de la francophonie s'est réuni les 1^{er} et 2 février 2018 à Paris à l'invitation de l'Assemblée nationale et du Sénat français.

Sous la présidence de M. Jacques Chagnon, Président de l'APF et de l'Assemblée nationale du Québec, cet événement a réuni une trentaine de parlementaires francophones issus des quatre continents, parmi lesquels M. Alex Bodry en sa qualité de Trésorier international de l'APF.

Après avoir entendu le Président de l'Assemblée nationale française, M. François de Rugy ainsi que l'Administrateur de l'Organisation internationale de la francophonie, M. Adama Ouane, le Bureau a nommé M. Jacques Krabal, député français, Secrétaire général parlementaire.

Le Bureau a également évoqué les situations politiques dans l'espace francophone. Ainsi, le Président Jacques Chagnon a présenté le rapport de la mission d'information et de contact qu'il a conduite au Burundi. Dans ce contexte, une déclara-

tion sur le Burundi a été adoptée et l'évolution de la situation politique en République démocratique du Congo a fait l'objet d'un long débat.

Les membres du Bureau ont en outre auditionné le commandant de la Compagnie de gendarmerie départementale de Metz, M. Marc Léoutre, sur l'évolution de la menace terroriste.

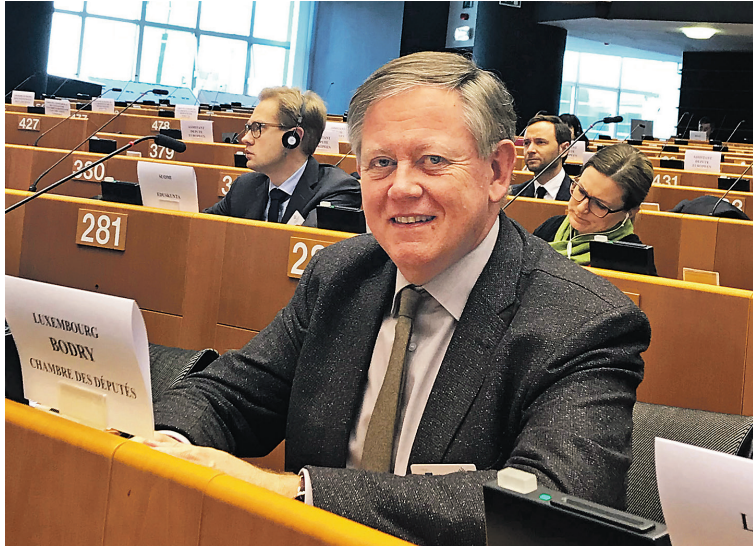
La demande d'adhésion à l'APF du Congrès de la Nouvelle-Calédonie a été accueillie favorablement par le Bureau et devra ensuite être approuvée par l'Assemblée plénière lors de la prochaine session annuelle qui se tiendra à Québec. Pour cette prochaine session, le Président de l'APF a proposé aux parlementaires comme thème du débat général «Les bonnes pratiques des parlements à l'ère du numérique».

Pour sa part, M. Alex Bodry a présenté un budget 2018 de l'APF en équilibre et a été nommé à la tête d'un groupe de travail ayant pour mission l'augmentation des recettes budgétaires de l'APF.

M. Alex Bodry (3^e rangée au milieu) parmi les autres membres du Bureau de l'APF au Sénat français

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne

Justice sociale et croissance inclusive



M. Alex Bodry

Dans le cadre de la semaine parlementaire européenne, les députés nationaux des 28 États membres se

sont rencontrés les 19 et 20 février 2018 à Bruxelles pour débattre ensemble avec les députés européens

du semestre européen, de l'avenir de l'économie de l'UE, de la politique fiscale, de la numérisation et de l'avenir du travail.

Lors du premier jour, les débats se sont rapportés aux priorités du semestre européen 2018, à la fiscalité dans l'UE, aux inégalités dans les États membres ainsi qu'à la réforme des ressources propres de l'Union. La justice sociale et la croissance inclusive ont particulièrement été mises en lumière.

Mme Marianne Thyssen, Commissaire en charge de l'emploi, des affaires sociales, des compétences et de la mobilité des travailleurs, a déclaré qu'il faut surtout réduire les inégalités et ceci pour des raisons économiques, sociales et politiques. La Commissaire a rappelé qu'il s'agit du premier sommet social depuis 20 ans où les chefs d'État et de gouvernement ont mis en place un socle européen des droits sociaux. Ce socle, proclamé le 17 novembre 2017, comprend toute une série de mesures dont le but principal est de

mettre fin aux inégalités. Le droit à un salaire équitable, le droit à la protection de la santé, la formation tout au long de la vie, un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que le revenu minimum en sont quelques revendications.

Dans son intervention, M. Alex Bodry a remarqué que la dimension sociale reste un corps étranger dans un système axé sur le budget et les finances. Il a posé les questions comment la Commission européenne entend mieux intégrer cette dimension sociale et surtout la rendre plus contraignante et comment ces mesures sociales peuvent être conciliées avec les règles d'équilibre budgétaire prévues par le pacte de stabilité et de croissance. Il a ajouté que jusqu'ici le Luxembourg était dénoncé dans les recommandations de la Commission européenne pour son système d'indexation des salaires alors que cette mesure permettait de maintenir le pouvoir d'achat des citoyens. M. Bodry a exprimé le sou-

hait que la Commission européenne reconnaisse ce système à son juste titre.

Durant le deuxième jour de la conférence, les députés nationaux et européens ont eu un échange de vues avec le Commissaire Valdis Dombrovskis, Vice-Président de la Commission européenne en charge de l'euro et du dialogue social, et M. Mário Centeno, Président de l'Eurogroup. Les débats ont porté entre autres sur le renforcement et l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, sur la création du Fonds monétaire européen et le prochain budget à long terme, ainsi que sur le cadre financier pluriannuel de l'UE pour l'après 2020, notamment suite au retrait du Royaume-Uni. En marge de la session plénière, des réunions de commissions interparlementaires ont été organisées par la Commission des affaires économiques et monétaires, la Commission de l'emploi et des affaires sociales et la Commission des budgets.

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Guerre en Syrie et élargissement aux Balkans occidentaux

Les parlementaires des Commissions des affaires étrangères et de la défense des parlements nationaux des États membres de l'Union européenne (UE), des Balkans occidentaux et du Parlement européen se sont retrouvés du 15 au 17 février 2018 à Sofia pour discuter des dernières évolutions en matière de la PESC et la PSDC.

La Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne, Mme Federica Mogherini, a présenté aux participants les priorités et les objectifs actuels de l'Union européenne. Mme Mogherini a déclaré que les récents événements en Syrie démontrent que le conflit est bien loin d'être résolu. Elle a rappelé que l'Union européenne continue à soutenir une solution politique et qu'il n'existe pas d'alternative aux négociations à Genève sous l'égide des Nations Unies.

La Haute Représentante a également réaffirmé les principes énoncés

dans la stratégie de l'UE sur les Balkans occidentaux, publiée il y a quelques jours, ouvrant une perspective européenne à cette région pour 2025. Elle a rappelé que l'élargissement au niveau des Balkans occidentaux revêt un intérêt stratégique pour l'UE, mais que la stratégie de l'UE prévoit une série de conditions devant être remplies. La Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, Mme Ekaterina Zaharieva, a exposé qu'un éventuel élargissement constitue une priorité majeure pour la présidence bulgare. Elle a ajouté que les Ministres des Affaires étrangères se sont mis d'accord que l'UE doit être prête à accepter les pays des Balkans occidentaux remplissant les critères d'adhésion.

Les députés ont également débattu de la mise en œuvre de la stratégie globale de l'UE et des mesures à mettre en place afin de faciliter le lancement de la coopération structurée permanente (CSP). En particulier, le renforcement des capacités de défense européennes, en évitant tout

double emploi en matière de matériel militaire, et la mise en place d'un Fonds européen de défense et la mobilité militaire ont été mis en évidence. Mme Mogherini a également affirmé qu'il faut renforcer la capacité de l'UE pour les missions civiles, rappelant l'approche de l'UE de ne pas considérer uniquement des réponses militaires à une crise.

De nombreux intervenants ont souligné que l'UE devait se focaliser davantage sur un des domaines les plus importants de la défense, à savoir la cyberdéfense, et qu'il fallait y trouver une réponse stratégique. La cybermenace constitue en effet une menace hybride affectant de nombreux acteurs du secteur privé ou public.

L'ordre du jour de la conférence comprenait également un échange de vues sur la situation dans la région de la mer Noire, sur la connectivité stratégique de l'énergie et des transports dans les Balkans occidentaux, sur la stratégie du Danube ainsi que sur les relations UE-Chine.



M. Eugène Berger et Mme Claudia Dall'Agnol

17^e session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne

Augmenter la confiance par le dialogue politique



«Le dialogue et la confiance au sein de l'espace de l'OSCE se trouvent à un niveau historiquement bas», a constaté le Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), M. George Tsereteli, dans son discours d'ouverture de la 17^e session d'hiver de l'APOSCE qui s'est tenue les 22 et 23 février 2018 à Vienne.

«D'un côté, ce fait pourrait être perçu comme preuve de l'échec des organisations multilatérales comme l'OSCE, mais, de l'autre, ce constat peut aussi servir comme opportunité historique de faire revivre cette orga-

nisation», a ajouté le Président de l'Assemblée parlementaire.

Les sujets débattus pendant les deux jours de la conférence étaient multiples: crises et conflits au sein de l'espace de l'OSCE, égalité des chances, migration, «fake news», lutte contre le terrorisme, liberté des médias, contrôle des armes, droits des minorités nationales et effets du changement climatique n'en sont que quelques exemples.

Par ailleurs, les rapporteurs des trois commissions de l'APOSCE ont présenté les idées et lignes conductrices de leurs rapports qui seront

discutés et adoptés lors de la session annuelle à Berlin en juillet 2018.

La longue liste des sujets à ajouter dans le rapport de la Commission générale des affaires politiques et de sécurité, proposée par les délégués, est révélatrice des soucis actuels. À côté du besoin pressant de trouver des solutions pour l'Ukraine, la Transnistrie, la Géorgie et le Haut-Karabakh se posent des questions sur l'avenir du «Good Friday Agreement» après le Brexit, sur le financement du terrorisme ou encore sur le droit des minorités nationales d'être enseignées dans leur langue maternelle.

La délégation luxembourgeoise représentée par M. Gusty Graas, Mme Josée Lorsché et M. Jean-Marie Halsdorf.

Vältesdag an der Chamber



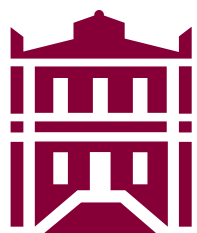
Bei Geleëenheet vum traditionelle Vältescortège, deen dëst Joer ënnert dem Motto „En halleft Joerhonnert Flowerpower“ stoung, kruten de Chamberspresident Mars Di Bartolomeo (an der Mëtt), d'Membere vum Chambersbureau Claude Wiseler (lénks) an Eugène Berger (rechts vum President) souwéi de Generalsekretär Claude Frieseisen Blumme vun de Vertrieber vun der Fédération horticole iwwerrecht.

L'Administration parlementaire compte un nouveau fonctionnaire



Le 20 février 2018, le Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Claude Frieseisen (3^e de gauche), a procédé à l'assermentation de M. Christophe Li (3^e de droite), nommé aux fonctions d'attaché au Service des Commissions.

La procédure d'assermentation a eu lieu en présence des Secrétaires généraux adjoints, M. Benoît Reiter et Mme Isabelle Barra (1^{er} et 2^e de gauche), ainsi que des responsables du Service des Commissions, M. Laurent Besch, et du Service des Ressources humaines, Mme Manon Hoffmann (2^e et 1^{re} de droite).



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°06 • SESSION ORDINAIRE 2017-2018

Bail commercial

6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil

L'initiative législative sous rubrique a pour objet de modifier le régime des baux commerciaux

au Luxembourg. Adoptée, elle introduira tout un ensemble de règles nouvelles dans le Code civil.

Cette réforme vise à remédier à un certain nombre de dysfonctionnements constatés sur le marché de l'immobilier commercial. Le tableau qui suit met en évidence les principales modifications:

	Législation en vigueur	Nouveau projet de loi (amendé)
Champ d'application	peu clair: - immeubles destinés à l'exercice d'un commerce (art. 1762-3 du Code civil) - immeubles à destination commerciale (art. 1762-4)	les baux en rapport avec une activité commerciale, industrielle ou artisanale (incluant centres commerciaux, stations-service, horeca ... mais pas: professions libérales, banques, bureaux, droit de superficie, emphytéoses ...) exclus de la loi: baux à durée déterminée jusqu'à un an maximum
Durée	- pas défini légalement - usage: «3-6-9»	durée indéterminée, ou durée déterminée, sans minimum
Garantie locative	libre	limitée à six mois (durée d'usage, suggérée par CE et autorités judiciaires) garantie bancaire à première demande, ou souscription d'une assurance ou de toute autre garantie permettant de couvrir six mois de loyer
«Pas de porte» et autres commissions	pas d'interdiction	interdiction de tout supplément de loyer versé à la signature du contrat, ainsi que des clauses d'attribution de mandat exclusif

Résiliation anticipée en cas de situation financière désespérée	./.	./. (retiré suite à une opposition formelle du Conseil d'État et de nombreuses autres critiques)
Clauses compromissaires	pas d'interdiction	pas d'interdiction
Modifications du contrat	lors du renouvellement du bail ou bien d'un commun accord des parties ou alors suite à une offre supérieure formulée par un tiers	./. (retiré suite à une opposition formelle du Conseil d'État, alors que le droit commun permet aux parties de régler la question. Néanmoins, en cas de désaccord: intervention du juge de paix.)
Renouvellement	- le locataire depuis plus de trois ans a le droit d'obtenir le renouvellement de son contrat par préférence à toutes autres personnes, mais il ne pourra faire valoir ce droit au-delà de la quinzième année de la location; - pour l'évincer plus tôt de ce droit le propriétaire devra justifier d'une offre sincère et réelle supérieure; - si le propriétaire justifie d'une offre sincère et réelle faite par un tiers, le loyer sera alors déterminé à ce prix, à moins qu'eu égard au prix le preneur ne renonce à son droit de préférence.	- droit du locataire ou du sous-locataire d'obtenir le renouvellement du bail à durée déterminée, pendant neuf années; - la demande devra être formulée auprès du bailleur au moins six mois avant l'expiration du contrat de bail; - sinon, renouvellement du bail à durée déterminée également par tacite reconduction, sauf notification contraire (=résiliation) par le bailleur; - après neuf ans de bail, le bailleur peut refuser le renouvellement du bail à durée déterminée, ou résilier le bail à durée indéterminée mais est tenu de payer une indemnité d'éviction, qui peut aussi être réglée par le preneur.



Motif de refus	- en cas de griefs légitimes à l'égard du preneur; - aux fins d'occupation personnelle par le propriétaire ou ses descendants; - en cas d'abandon de toute location aux fins de commerce semblable ou analogue; - en cas de reconstruction ou de transformation.	- si faute dans le chef du preneur ou de l'exploitant (qui peut aussi entraîner, avant terme, une action du bailleur en résiliation judiciaire du bail); - aux fins d'occupation personnelle par le propriétaire ou ses descendants; - si abandon de toute location aux fins d'activité semblable ou analogue; - si reconstruction ou transformation.
Sous-location	./.	le loyer de sous-location ne peut être supérieur au loyer de location; exception: si des investissements spécifiques à l'activité de sous-location sont réalisés par le locataire.
Délai de résiliation	six mois	au moins six mois, sauf faute du locataire qui peut aussi entraîner immédiatement une action du bailleur en résiliation judiciaire du bail;
Indemnité d'éviction	./.	le montant de l'indemnité d'éviction est déterminé par les parties (accord ad hoc ou clause fixant les critères) et, à défaut, par le juge de paix sur base de la valeur du fonds pour l'activité en question.
Sursis	sursis commercial: deux sursis successifs, chacun de six mois au maximum.	le tribunal peut accorder un sursis unique, de un à neuf mois sans prorogation ni appel possible, à l'exécution de l'ordonnance de déguerpissement; conditions: - tous les loyers et avances sur charges échus ont été réglés au jour de l'introduction de la demande; - le sursis est accordé dans le seul but de permettre au requérant de trouver un autre immeuble en vue de poursuivre son activité et de répondre à ses obligations légales procédant du droit du travail.
Droit de repentir du bailleur	./.	./. (prévu, puis retiré suite aux critiques du Conseil d'État car le droit commun permet de régler la situation.)
Droit de préemption	./.	droit de préemption pour le preneur de longue durée (au moins 18 ans) en cas de vente de l'immeuble dans lequel il exerce son activité.

texte de l'Union européenne en matière de justice et d'affaires intérieures pénales visant à mettre en œuvre le principe de disponibilité. Par ce principe, on entend l'obligation faite à tout service répressif d'un État membre de fournir à un agent d'un autre État membre toute information disponible susceptible de présenter un intérêt communautaire.

Le projet de loi sous rubrique propose également de mettre en œuvre certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. Cette décision-cadre vise l'échange d'informations entre les autorités policières des États membres de l'Union européenne et des pays associés à l'Espace Schengen.

La structure du texte de loi proposé comporte deux chapitres, un premier chapitre régissant l'échange de données en matière policière sur le plan international et un deuxième chapitre régissant l'échange de données en matière policière sur le plan national. Cette deuxième partie s'avère nécessaire étant donné que la mise en œuvre du principe de disponibilité suppose logiquement un alignement des règles applicables aux échanges d'informations policières au niveau international à celles applicables au niveau national et que de telles dispositions n'existent pas encore en droit luxembourgeois.

La section 1^{re} du premier chapitre de loi future transpose la décision-cadre 2006/960/JAI et constitue une nouveauté en ce qu'il confère la base légale autorisant la Police grand-ducale et, le cas échéant, l'Administration des douanes et accises, à communiquer, en toute autonomie, à des homologues étrangers, énumérés de manière exhaustive, des données à caractère personnel et informations en matière policière sans autorisation préalable d'une autorisation judiciaire. La finalité est de faciliter l'échange de données aux fins de prévention, de la recherche, de la constatation et de la poursuite d'infractions pénales.

Constituent une exception les données à caractère personnel et informations provenant d'une enquête en cours ou d'une instruction préparatoire en cours. Pour cette catégorie de données, l'autorisation écrite préalable du procureur d'État respectivement du juge d'instruction compétent reste nécessaire.

Les informations transmises ne peuvent pas être utilisées comme éléments de preuve devant une autorité judiciaire sauf si l'autorité judiciaire luxembourgeoise compétente a autorisé un tel usage.

Le projet de loi définit encore les conditions dans lesquelles la Police grand-ducale ou l'Administration des douanes et accises peuvent refuser la transmission des données à caractère personnel et informations en matière policière directement disponibles, les délais de réponse à respecter ainsi que les canaux de communication entrant en ligne de compte.

La section 2 du premier chapitre transposant certaines dispositions particulières relatives à la décision 2008/615/JAI en droit national décline les dispositions de la section 1 pour les adapter à la transmission de données à caractère personnel et informations directement disponibles dans le cadre de la prévention des infractions pénales et du maintien de l'ordre et de la sécurité publics lors de manifestations de grande envergure à dimension transfrontalière, notamment dans le domaine sportif ou dans le cadre de réunions du Conseil européen.

Le deuxième chapitre traite des échanges de données à caractère personnel et d'informations en matière policière au niveau national.

La section 1^{re} du deuxième chapitre concerne l'échange aux fins de prévention, de recherche et de répression d'infractions pénales et définit de manière exhaustive les acteurs et les catégories d'informations pouvant être échangés, sur demande ou de manière spontanée, si des raisons factuelles donnent lieu de croire que cet échange est utile à l'accomplissement des missions susmentionnées.

Parallèlement aux dispositions du chapitre 1^{er}, la transmission de données à caractère personnel et informations provenant d'une enquête en cours ou d'une instruction préparatoire en cours reste soumise à l'autorisation écrite préalable du Procureur d'État respectivement du juge d'instruction compétent.

L'utilisation comme preuve des données et informations ainsi échangées est licite.

La section 2 du deuxième chapitre concerne l'échange de données à caractère personnel et d'informations à des fins administratives entre la Police grand-ducale et, le cas échéant, l'Administration des douanes et accises d'une part, et les autres administrations de l'État, d'autre part.

La transmission de données à caractère personnel et informations provenant d'une enquête en cours ou d'une instruction préparatoire en cours est soumise à l'autorisation écrite préalable du Procureur d'État, respectivement du juge d'instruction compétent.

La transmission ultérieure des données à une tierce personne requiert l'accord préalable écrit de la personne à l'origine de la transmission initiale.

Dépôt par M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 03.09.2015

Rapporteur: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Économie

(Président: M. Franz Fayot):

- 20.10.2016 Présentation du projet de loi
Désignation d'un rapporteur
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 10.11.2016 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 17.11.2016 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 08.12.2016 Adoption d'amendements parlementaires
- 01.06.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 14.09.2017 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 05.10.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport
- 12.10.2017 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire
- 07.12.2017 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'amendements parlementaires
- 11.01.2018 Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un deuxième projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 17.01.2018

Loi du 3 février 2018

Mémorial A: 2018, n°110, page 1

Échange de données policières

6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

L'objet principal du projet de loi sous examen est la transposition en droit national de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne. Il s'agit du premier

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 24.03.2016

Rapporteur: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

- 23.11.2016 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 29.11.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'amendements
- 03.01.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.01.2018

Encadrement de la prostitution

7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal

Le projet de loi 7008 s'inscrit dans la stratégie gouvernementale en matière de l'encadrement de la prostitution au Luxembourg, présentée le 29 juin 2016. Il met en œuvre les mesures préconisées par le premier des cinq axes principaux du Plan d'action national «prostitution»: renforcer le cadre législatif afin d'intensifier le cadre législatif de la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles.

Le projet de loi propose l'institutionnalisation de la «plateforme prostitution» comme comité permanent. Ses missions consisteront à suivre le phénomène de la prostitution au Luxembourg et d'en analyser l'évolution et les conséquences. Il devra en outre suivre la mise en œuvre du PAN «prostitution». Le comité sera

composé de représentants des instances publiques compétentes en matière de prostitution ainsi que de représentants du secteur social. Il travaillera en étroite collaboration avec le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains.

Le projet de loi contient des mesures législatives préconisées par le Parquet général, la Police grand-ducale et le Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains.

Ainsi, l'article 11, paragraphe 4 du Code de procédure pénale sera modifié afin de permettre aux officiers de police judiciaire, avec l'autorisation préalable du procureur d'État, d'entrer dans les lieux au sein desquels il existe des indices certains, précis et concordants faisant présumer que des actes de proxénétisme y sont commis. De plus, les officiers de police judiciaire pourront également, avec l'autorisation préalable du procureur d'État, entrer dans les hôtels, pensions, débits de boissons, clubs, cercles, dancings, lieux de spectacle et leurs annexes, ainsi que tout autre lieu ouvert au public ou utilisé par le public lorsqu'il est constaté que des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement.



L'article 71-2 du Code pénal est complété d'un alinéa 3. Les victimes d'exploitation de la prostitution, de proxénétisme ainsi que de la traite des êtres humains ne sont pas pénalement responsables d'une infraction de racolage.

Il est créé une nouvelle infraction au Livre II, titre III, chapitre IV du Code pénal concernant les pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité. Ainsi, la confiscation, destruction, etc. d'un document de voyage ou d'identité et la facilitation de l'usage frauduleux d'un tel document avec l'intention de commettre des infractions d'exploitation sexuelle, de proxénétisme, de traite des êtres humains ou de trafic illégal de migrants sera passible de peines de prison de trois à cinq ans et d'amendes à hauteur de 10.000 à 50.000 euros.

Finalement, le Code pénal est complété en son Livre II, titre VII par un chapitre VI-III concernant le recours à la prostitution. Ce nouveau

chapitre entend introduire la pénalisation des clients d'un(e) prostitué(e) s'il s'avère qu'il s'agit d'une personne mineure, d'une personne particulièrement vulnérable ou d'une victime d'exploitation de la prostitution, du proxénétisme ou de la traite des êtres humains à des fins sexuelles. Ces infractions sont passibles d'une peine de prison d'un à cinq ans et d'une amende de 251 à 50.000 euros dans les deux premiers cas de figure (personne mineure ou particulièrement vulnérable) et d'une peine de prison de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 50.000 euros dans les autres cas.

L'action publique ne sera cependant pas exercée si les personnes ayant commis une de ces infractions acceptent de témoigner et révèlent aux autorités compétentes des faits qui sont en relation avec son propre recours à la prostitution d'autrui et susceptibles de constituer une infraction d'exploitation de la prostitution, de proxénétisme ou de traite des êtres humains.

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

12.09.2016 Présentation du projet de loi

19.07.2017 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

24.07.2017 Échanges de vues avec des représentants du SYFEL et de l'archevêché

07.12.2017 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

11.01.2018 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018

Loi du 13 février 2018

Mémorial A: 2018, n°142, page 1

Accord de partenariat UE-Kazakhstan

7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015.

Comme indiqué à l'article 2 «Objectifs du présent accord», l'APCR vise à établir un partenariat impliquant une coopération renforcée entre les parties, sur la base de leur intérêt commun. Il est conçu pour développer les relations entre les deux parties dans tous les domaines de son application. Cette coopération est décrite comme un «processus entre les parties qui contribue à la paix et la stabilité aux niveaux international et régional ainsi qu'au développement économique et s'articule autour de principes que les parties réaffirment égale-

ment par leurs engagements internationaux, notamment dans le cadre des Nations unies et de l'OSCE».

L'accord comprend les clauses politiques standard de l'UE sur les droits de l'homme, la Cour pénale internationale, les armes de destruction massive, les armes légères et de petit calibre et la lutte contre le terrorisme. Il contient aussi des dispositions relatives à la coopération dans les domaines de la santé, de l'environnement, du changement climatique, de l'énergie, de la fiscalité, de l'éducation et de la culture, de l'emploi et des affaires sociales, de la science et de la technologie, ainsi que des transports. Il couvre également la coopération judiciaire, l'État de droit, le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la criminalité organisée et la corruption. Les dispositions relatives au commerce incluses dans l'APCR garantissent un meilleur environnement réglementaire pour les entreprises au Kazakhstan, et apportent d'importants avantages économiques pour les entreprises de l'UE.

Dès son entrée en vigueur, cet accord annule et remplace l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé le 23 janvier 1995.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 18.11.2016

Rapporteur: M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.11.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

08.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018

Loi du 3 février 2018

Mémorial A: 2018, n°130, page 1

Fonds de gestion des édifices religieux

7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Le projet de loi a pour objet la création d'un «Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique» qui remplacera les fabriques d'église, dont il reprendra les missions, ainsi que les droits et obligations qui s'y rattachent.

Le texte est subdivisé en cinq chapitres. Le premier chapitre est relatif à l'institution du fonds, lequel aura le statut d'une personne morale de droit public et dont la finalité sera de «pourvoir aux besoins matériels liés à l'exercice du culte catholique». Il sera placé sous le contrôle de l'archevêché.

L'article 6 dispose qu'un financement des activités du fonds par les communes est exclu, tout en permettant à celles-ci de subventionner les propriétaires d'édifices religieux en vue de la préservation et de l'embellissement de ces édifices érigés sur le territoire de la commune concernée.

Le deuxième chapitre traite de la suppression des fabriques d'église.

Le troisième chapitre concerne le statut de propriété des édifices religieux du culte catholique. Il comporte les règles d'établissement et de transfert de la propriété des édifices religieux relevant du culte catholique, notamment dans l'hypothèse où l'église est dégrevée de sa finalité culturelle.

Le quatrième chapitre prévoit des dispositions générales sur la façon future de gérer le patrimoine ayant relevé des fabriques d'église.

Le dernier chapitre regroupe les dispositions modificatives et abrogatoires concernant d'autres textes légaux, la formule d'un intitulé abrégé de la loi en projet ainsi que la date de son entrée en vigueur.

Le dispositif est complété par trois annexes qui en font partie intégrante. La première énumère les biens immobiliers connus sous la dénomination domaniale de «biens de cure (proprement dits)». La deuxième comporte l'inventaire dressé à la suite des négociations menées au niveau local entre les communes et les fabriques d'église pour déterminer la propriété des différents édifices religieux pour lesquels, soit sur base d'actes légaux ou notariés, soit sur base d'un arrangement trouvé entre les deux parties, il y a accord sur l'identité du propriétaire, ou pour trancher la question de la propriété sur base des règles légales prévues à cet effet au cas où il n'existe pas de titre de propriété et où un arrangement n'a pas pu être trouvé.

La troisième annexe énumère les édifices religieux relevant de la propriété d'une commune, mais qui se révèlent indispensables pour la mission pastorale de l'archevêché et pour lesquels une désaffectation à la simple demande de la commune s'avérerait dès lors problématique.

Profession d'avocat

7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

L'objectif de ce projet de loi est la transposition de la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 relative à la reconnaissance professionnelle qui modifie la directive 2005/36/CE pour la profession d'avocat.

Ce projet de loi est à mettre en relation avec le projet de loi relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (n°6893) déposé en date du 19 octobre 2015 par le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Chaque État membre reste libre dans certaines limites de soumettre l'accès à une profession réglementée à la possession d'une qualification professionnelle délivrée en principe sur le territoire national. Ceci constitue cependant un obstacle à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union européenne et afin d'y remédier, la directive 2005/36/CE relative à la reconnaissance professionnelle ainsi que la directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 pré-

voient un corps de règles de reconnaissance mutuelle de ces qualifications professionnelles.

Les principaux objectifs de la directive 2013/55/UE sont de simplifier les systèmes pour accroître la mobilité professionnelle, de prendre en compte les dernières réformes éducatives ainsi que de renforcer la coopération administrative par le biais de la gouvernance électronique.

La profession d'avocat n'est pas visée par le système de reconnaissance automatique prévu pour un nombre limité de professions, qui se fonde sur l'harmonisation des exigences minimales de formation (professions dites sectorielles: médecin, infirmier, dentiste, vétérinaire, sage-femme, pharmacien et architecte) et non plus par une reconnaissance automatique sur base de l'expérience professionnelle pour toute une série d'activités listées dans l'annexe IV (activités industrielles, commerciales et artisanales).

Le demandeur de la reconnaissance des qualifications professionnelles qui est ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, et qui dispose d'un titre de formation dont il résulte qu'il remplit les conditions nécessaires d'exercer la profession d'avocat dans un autre État membre de l'Union européenne, est admis à exercer au Luxembourg la profession d'avocat à la Cour. Si la formation qu'il a reçue porte cependant sur des matières substantiellement

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 29.08.2016

Rapporteur: M. Claude Haagen



différentes de celles couvertes par la formation d'avocat à la Cour au Luxembourg, le demandeur ne peut être admis à exercer la profession d'avocat à la Cour au Luxembourg qu'après avoir réussi à une épreuve d'aptitude.

La directive 2013/55/UE du 20 novembre 2013 ne modifie cependant pas substantiellement le système prévu initialement par la directive 2005/36/CE pour la profession d'avocat et les objectifs sont restés les mêmes.

Il y a lieu de procéder seulement à des adaptations mineures voire terminologiques de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat et de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles ainsi qu'à l'extension du régime de langue dérogatoire prévu à l'article 6 (1) d) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat.

ment la publication des mesures prononcées, ainsi que la mise en place de mécanismes de signalement des violations de ces obligations professionnelles, tant au niveau des professionnels qu'au niveau des autorités de contrôle.

Le règlement (UE) 2015/847

Mettant en œuvre au niveau de l'Union européenne de façon uniforme les recommandations du Groupe d'action financière dans le domaine des transferts de fonds, le règlement (UE) 2015/847 établit un régime visant à assurer la traçabilité des transferts de fonds tout au long de la chaîne de paiement. Il impose aux prestataires de services de paiement l'obligation de veiller à ce que des informations complètes soient disponibles sur le donneur d'ordre et le bénéficiaire de transferts de fonds aux

quels s'applique le règlement (UE) 2015/847 ainsi que, sous certaines conditions, de vérifier l'exactitude de ces informations.

Les États membres doivent mettre en place un dispositif de surveillance, calqué sur celui prévu par la directive (UE) 2015/849, avec désignation d'une autorité compétente chargée d'assurer un contrôle effectif du respect du règlement. Ce dispositif de surveillance doit lui aussi comprendre des sanctions et autres mesures administratives que les autorités compétentes peuvent prononcer en cas de violation des dispositions du règlement, des mécanismes de signalement des violations du règlement, en interne et aux autorités compétentes, et une publication des sanctions et autres mesures administratives prononcées par les autorités compétentes.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 06.12.2016

Rapporteuse: Mme Viviane Loschetter

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

22.03.2017 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

03.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.01.2018

Loi du 14 février 2018

Mémorial A: 2018, n°139, page 1

Lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme

7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'apporter au cadre législatif luxembourgeois les adaptations nécessaires pour assurer d'une part la transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission (dénommée ci-après «directive (UE) 2015/849»), ainsi

que d'autre part la mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006 (dénommé ci-après «règlement (UE) 2015/847»).

La directive (UE) 2015/849

Étant donné l'émergence de toujours nouvelles formes de menaces, la directive (UE) 2015/849 prévoit des mesures de prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui permettent au cadre réglementaire européen de rester en phase avec les règles de coordination et de coopération mises en place au niveau international - notamment les recommandations du Groupe d'action financière de 2012 - et de garantir son efficacité.

Les nouvelles normes, ayant trait aux obligations préventives des professionnels et au contrôle du respect de ces dernières par les autorités de contrôle et les organismes d'autorégulation, visent à assurer une meilleure compréhension des risques et vulnérabilités auxquels tous les acteurs, publics et privés, nationaux, européens et internationaux font face, notamment par une évaluation approfondie des risques. Le nouveau cadre réglementaire s'inscrit en effet dans une approche basée sur les risques. Les professionnels sont obligés de prendre des mesures appropriées pour identifier et évaluer les risques auxquels ils sont exposés et de prendre des mesures efficaces pour les atténuer. Afin de guider les professionnels dans leur évaluation, la directive (UE) 2015/849 comprend trois annexes énonçant différentes variables de risques et des facteurs qui peuvent aider à apprécier le degré de risque.

Dans la logique de l'approche basée sur les risques, la directive (UE) 2015/849 ne fournit plus une liste de situations et transactions permettant d'office de mettre en œuvre une vigilance simplifiée. Il revient en effet aux professionnels d'évaluer leurs risques et d'appliquer des mesures appropriées pour gérer et atténuer les risques identifiés. D'un autre côté la directive (UE) 2015/849 identifie un certain nombre de situations qui comportent un risque plus élevé et dans lesquelles les professionnels doivent obligatoirement mettre en œuvre des mesures de vigilance renforcées, telles que des relations d'affaires avec des clients établis dans des pays tiers identifiés comme étant à haut risque ou avec des personnes politiquement exposées, y compris nationales.

La directive (UE) 2015/849 prescrit également des dispositions relatives à l'organisation interne des professionnels afin que ces derniers soient dotés des politiques, procédures et contrôles leur permettant de mettre en œuvre leurs obligations de prévention du blanchiment et du financement du terrorisme.

En ce qui concerne le contrôle du respect des obligations professionnelles la directive (UE) 2015/849 contient également des prescriptions détaillées quant au dispositif de surveillance que les États membres doivent mettre en place. Elle prévoit notamment un socle minimal de sanctions et d'autres mesures administratives qui doivent pouvoir être prononcées par les autorités de contrôle en cas de violation des obligations des professionnels. Elle prévoit égale-

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 26.04.2017

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017 Désignation d'un rapporteur

19.09.2017 Présentation du projet de loi

08.01.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État

08.01.2018 Présentation et adoption d'amendements parlementaires

30.01.2018 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

30.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.02.2018

Loi du 13 février 2018

Mémorial A: 2018, n°131, page 1

Coopération transfrontalière et interterritoriale

7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014.

Le règlement européen GECT a apporté des avantages et des désavantages par rapport à la convention Benelux de 1986. Pour cette raison, les pays du Benelux ont décidé de combiner les points avantageux de la convention Benelux de 1986 et du règlement GECT de 2006 dans l'élaboration d'une nouvelle convention Benelux.

Les points forts de la convention Benelux de 1986 qui sont conservés par la nouvelle convention sont les suivants:

- Les trois formes de coopération transfrontalière à différents degrés d'engagement juridique continuent d'exister. Tandis que la forme la moins poussée, l'accord administratif, et l'organe commun restent inchangés, la forme la plus poussée de coopération transfrontalière sera adaptée. L'organisme public transfrontalier (OPT) est renommé «Groupement Benelux de coopération territoriale» (GBCT) et incorporera certains avantages du règlement GECT.

- La mise en place flexible et facile des trois formes de coopération transfrontalière sans demande d'autorisation préalable reste en place.

- Les domaines envisageables pour une coopération transfrontalière ne sont pas définis de façon exhaustive et restent ainsi flexibles. Il n'y a pas de domaines qui sont formellement exclus.

- La gestion des moyens propres est garantie.

Les éléments novateurs inspirés de la réglementation européenne qui sont incorporés dans la nouvelle convention concernent:

- Le champ d'application des participants est élargi à toutes les autorités régionales, centrales et institutions publiques.

- Les trois pays limitrophes du Benelux, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auront la possibilité d'adhérer à la convention et de participer à la coopération transfrontalière pour autant qu'au moins un partenaire des pays du Benelux soit impliqué.

- Le GBCT sera plus flexible en ce qui concerne le choix du système de gestion (directeur ou conseil d'administration). Traditionnellement, les États membres du Benelux connaissent un système d'administration composé d'une assemblée générale et d'un conseil d'administration. Le modèle anglo-saxon compose l'administration plutôt d'une assemblée générale et d'un directeur. Étant donné que les deux modèles peuvent offrir des avantages, la nouvelle convention donne le choix aux participants d'un nouveau GBCT de choisir le mode d'administration qui leur convient.

- L'exigence de la convention Benelux de 1986 que les statuts d'un OPT doivent être conforme au droit interne de tous les pays participants a souvent posé problème en pratique et a été abandonnée dans la nouvelle convention. Celle-ci permet cependant au GBCT de créer plusieurs établissements. Ainsi, le personnel d'un GBCT peut travailler sous les conditions de travail de son État de résidence. Les règles des conventions préventives de la double imposition restent applicables.

- Finalement, la convention introduit la possibilité de transférer le siège d'un GBCT au-delà de la frontière sans dissolution, disposition qui est inspirée du droit européen.

Cette nouvelle convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale innove et renforce donc la convention Benelux de 1986, notamment avec de nouvelles possibilités de collaboration. Ces instruments permettent à la coopération transfrontalière et interterritoriale d'être plus flexible, plus adaptée à la réalité du terrain et plus proche du citoyen. La convention constitue un nouvel outil de travail pour les communes et les syndicats de communes, à côté de la possibilité de conclure des conventions spécifiques avec les collectivités locales d'autres États participants.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 22.05.2017

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):



13.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018
Loi du 14 février 2018
Mémorial A: 2018, n°142, page 1

Assemblée interparlementaire Benelux

7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015.

La convention change tout d'abord la dénomination officielle du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux en la remplaçant par une nouvelle appellation, Assemblée interparlementaire Benelux (l'Assemblée), plus conforme à la terminologie en usage aujourd'hui sur le plan international. En effet, l'actuelle dénomination officielle n'est déjà plus guère utilisée dans la pratique depuis plusieurs années.

Du point de vue des compétences, la convention vise à réorienter les travaux de l'institution. Les nouvelles dispositions comprennent la coopération transfrontalière à tous les niveaux, le maintien et développement d'une union économique en conformité avec les règles du marché unique de l'Union européenne, le développement durable, la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, la coopération externe de l'Union Benelux avec d'autres États et entités fédérées, et la coopération dans le domaine de la politique européenne. Par contre, la convention ne reprend plus l'objectif de l'unification du droit des trois États, ni celui du rapprochement culturel de la Convention de 1955.

Les possibilités d'agir sur ces sujets sont également renforcées. L'Assemblée peut non seulement adresser des avis au Comité de ministres et aux gouvernements, mais également leur poser des questions écrites sur ces matières et organiser des débats en plénière, auxquels des représentants des gouvernements concernés seront présents.

partie institue un conseil conjoint au niveau ministériel et un comité mixte au niveau des hauts fonctionnaires chargés de la réalisation des objectifs de l'accord et de sa mise en œuvre générale. L'article 86 de l'accord dispose que l'Union européenne et Cuba peuvent

appliquer l'accord à titre provisoire, en tout ou en partie, dans le respect de leurs procédures internes et de leur législation respective. L'accord est conclu pour une durée illimitée et il peut y être mis fin moyennant un préavis de six mois.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.07.2017

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018

Traitement TVA des bons

7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de transposer la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, qui vise à harmoniser le régime du traitement TVA des bons.

L'utilisation de bons pour effectuer l'achat de biens et de services, sous différentes formes et de plus en plus dans un contexte transfrontalier, se trouve en progression constante. Dans la perspective de l'état, le fait que les bons ne constituent cependant pas en eux-mêmes l'objectif final d'une transaction, mais sont acquis dans l'intention de faciliter l'achat d'autres biens et services, la détermination du moment de perception de la TVA et de la base d'imposition pour définir le taux de la TVA s'avère difficile.

De plus, l'évolution des pratiques commerciales, l'utilisation de bons «électroniques» toujours plus répandue et l'existence de différents régimes d'application de la TVA dans les États membres de l'UE ont amené la commission à présenter des dispositions spécifiques quant au traitement TVA des bons. Les mesures adoptées consistent essentiellement dans la définition de la notion de «bon» pour les besoins de la TVA, dans la détermination du moment de la perception de la taxe ainsi que dans la détermination de la base d'imposition de la livraison de biens ou de la prestation de services effectuée en échange d'un bon.

La directive (UE) 2016/1065 n'est à transposer qu'avec effet au 1^{er} janvier 2019. Comme les assujettis concernés devront éventuellement adapter leurs systèmes informatiques, il est tout de même recommandé de procéder à la transposition le plus rapidement possible. Puisqu'en outre les bons peuvent faire l'objet de transferts transfrontaliers, les auteurs du présent projet de loi proposent d'aligner les dispositions de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée strictement sur les dispositions correspondantes de la prédictive directive, afin de garantir la sécurité juridique pour les assujettis nationaux et pour les assujettis ressortissants d'autres États membres de l'Union européenne.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 06.06.2017

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

13.11.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.01.2018 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.01.2018
Loi du 3 février 2018
Mémorial A: 2018, n°112, page 1

Accord politique UE-Cuba

7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016.

L'ADPC est essentiellement un accord politique entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et Cuba, d'autre part, mais il comporte également une partie sur le commerce. L'accord vise à consolider et renforcer les relations existantes entre les parties, et à permettre un vaste échange de vues et d'informations entre les parties sur les positions respectives dans les enceintes internationales et de promouvoir la confiance mutuelle.

L'ADPC s'appuie sur une structure à cinq parties définissant les principes et objectifs généraux des relations entre l'Union européenne et ses États membres, et Cuba et crée une structure institutionnelle pour la gestion de l'accord.

1) La première partie (art. 1 et 2) contient les dispositions générales définissant les principes et les objectifs principaux de l'accord, dont des relations diplomatiques renforcées basées sur le respect mutuel, la promotion des principes démocratiques, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le développement durable, les relations économiques et le renforcement de la coopération régionale dans les Caraïbes et en Amérique latine. Cuba a notamment joué un rôle important en tant que médiateur et garant dans le processus de paix en Colombie, et l'UE souhaite promouvoir ces relations régionales.

2) La deuxième partie (art. 3 à 14) instaure un dialogue politique institutionnalisé afin de clarifier les intérêts et les positions des parties et de trouver un terrain d'entente en vue de mener des initiatives de coopération dans les domaines prévus par l'accord. Ces domaines sont les droits de l'homme, le commerce illicite d'armes et le désarmement, la lutte contre le terrorisme, les crimes graves de portée internationale, des mesures coercitives unilatérales, la lutte contre la traite des êtres humains, les drogues illicites et la discrimination, ainsi que le développement durable.

3) La troisième partie (art. 15 à 59) porte sur la coopération et le dialogue sur les politiques sectorielles, dont les droits de l'homme, la gouvernance, la justice, la société civile, le développement social et économique, l'environnement ainsi que la coopération régionale. À cette fin, une assistance technique et financière peut être offerte. De même, la participation de Cuba aux programmes de coopération régionale et thématique de l'UE et, en tant que partenaire associé, aux programmes-cadres de l'UE, est promue. L'UE fournira de l'aide humanitaire sur la base des besoins définis conjointement et en accord avec les principes humanitaires lors de la survenance de catastrophes naturelles ou autres.

4) La quatrième partie (art. 60 à 80) a pour objectif de renforcer les relations commerciales et économiques, de favoriser l'intégration de Cuba dans l'économie mondiale, de renforcer la contribution du commerce au développement durable, y compris à ses aspects environnementaux et sociaux, et de soutenir la diversification de l'économie cubaine. Afin d'y arriver, cette partie traite des principes généraux du commerce international et porte sur la coopération douanière, la facilitation des échanges, les règles et les normes techniques, le commerce et l'investissement durables. Cet accord ne contient pas de chapitre sur les préférences commerciales.

5) La cinquième partie (art. 81 à 89) contient les dispositions institutionnelles et finales. Cette

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 09.08.2017

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

19.09.2017 Désignation d'un rapporteur
24.11.2017 Présentation du projet de loi
09.01.2018 Examen de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 06.02.2018

Loi du 27 février 2018
Mémorial A: 2018, n°149, page 1

Organisation du Conseil d'État

7213 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État

Suite à l'entrée en vigueur de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, plusieurs articles du Règlement de la Chambre doivent être modifiés afin de tenir compte des

nouvelles dispositions régissant le Conseil d'État. Certaines dispositions de la loi précitée ont aussi pour conséquence la création de nouvelles dispositions dans le Règlement.

Sont notamment concernés les chapitres relatifs aux commissions, aux propositions de loi, à la discussion des projets de loi et propositions de loi, à la procédure de l'établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller d'État, ainsi que le chapitre relatif aux rapports de la Chambre avec le Grand-Duc, la Cour des comptes et le Conseil d'État.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Député, le 30.11.2017

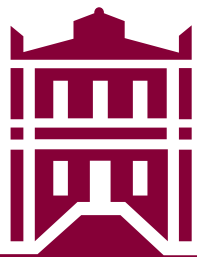
Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission du Règlement

(Président: M. Gast Gibéryen):

07.12.2017 Désignation d'un rapporteur
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 14.12.2017



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Communications

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur

- Mme Anne Brasseur

- M. Mars Di Bartolomeo, Président, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Claude Wiseler

5. Ordre du jour (suite)

- M. Gast Gibéryen, M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, M. Mars Di Bartolomeo, Président

6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

- M. Gusty Graas - M. Gérard Anzia - M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs

Question n°289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement)

- M. Léon Gloden - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

- Mme Taina Bofferding - M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Question n°291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Kartheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Fernand Kartheiser - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure

Question n°292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. André Bauler - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

Question n°293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie

- M. Félix Eischen - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

Question n°294 du 16 janvier 2018 de Mme Josée Lorsché relative à la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Question écrite n°3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire

Question n°295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

- M. Aly Kaes - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxem-

bourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie

- Mme Joëlle Elvinger - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

Question n°297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Max Hahn - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure

Question n°298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question écrite n°3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Alexander Krieps - Mme Cécile Hemmen - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL

- Exposé: M. Marco Schank

- Débat: M. Roger Negri, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen (intervention de Mme Viviane Loschetter), M. David Wagner (intervention de Mme Viviane Loschetter)

- Prise de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

8. 6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

- Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter

- Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Alex Bodry, M. Eugène Berger, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (interventions de M. Gilles Roth)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

- Rapport de la Commission juridique: Mme Viviane Loschetter

- Discussion générale: M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, Mme Simone Beissel, M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Franz Fayot et Mme Simone Beissel)

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Fernand Kartheiser (parole après ministre), M. le Ministre Félix Braz

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. Ordre du jour (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

11. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil

- Rapport de la Commission de l'Économie: Mme Tess Burton

- Discussion générale: M. Léon Gloden, Mme Simone Beissel, M. Gérard Anzia, M. Marc Baum

- Prise de position du Gouvernement: Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Félix Braz, M. Nicolas Schmit, M. François Bausch, M. Fernand Etgen, M. Claude Meisch, Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg et M. Marc Hansen, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- E schéine gudder Mëtteg! Ech maachen heimat d'Sëtzung op a froen den Här Premierminister, ob d'Regierung eng Matdeelung ze maachen huet.

(Négation)

Mir verstinn eis ewell ouni grouss Wieder. Et ass keng Kommunikatioun ze maachen.

2. Communications

Ech maachen da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber:

1) Wéi gewinnt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerthen hei deponéiert.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber abruucht gi sinn, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit geangen.

3) D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass ebensfalls un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéit weidergaangen.

4) Sou wéi dat am Chambersreglement virgesäit, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen, wat d'Besetzung vun engem Posten am Statsrot ugeet:

De 15. Dezember 2017 huet de President vum Statsrot matgedeelt, dass e Poste vum Statsrot, Conseiller d'État, fräi gëtt, wann dem Vizepräsident vun deemselwechte Conseil d'État, dem Här Albert Rodesch, säi Mandat den 13. Februar 2018 zu Enn geet.

Sou wéi et am Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot an an den Artikelen 115 bis 117 vum Chambersreglement festgehale ass, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Kandidat fir de Poste vun engem Conseiller d'État ze decidéieren. Interessente

kënnen hir Kandidatur per Brëif un de Chamberspräsident riichten, an dat bis spéitstens de 16. Februar 2018. Den Datum vum Poststempel zielt.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi bäizeleeë sinn, an d'Konditioun vum Gesetz mussen erfëllt ginn. Dat heescht, de Kandidat muss d'Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, am Besët vun den zivillen a politesche Rechter sinn, hei zu Lëtzebuerg wunnen, den Alter vun 30 Joer erreicht hunn, an an deem Fall muss et eng Fra sinn. D'Applikatioun vum Artikel 45 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot gesäit dat esou vir.

Sou wéi den Artikel 6 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot et virgesäit, huet eis de Statsrot folgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: Wa méiglech soll deen nächste Conseiller am Statsrot eng Formatioun als Jurist hu mat enger Spezialiséierung am Aarbechts- a Sozialrecht, bezéiungsweis eng Formatioun als Jurist mat enger Spezialiséierung am Zivill- an am Handelsrecht.

Et ass ze bemerken, dass den Artikel 7 vum Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Statsrot virgesäit, dass beim Choix vum Kandidat an der öffentlecher Sëtzung d'Chamber soll drop oppassen, dass d'Zesummesetzung vum Statsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll erëmispigelen, ënner der Konditioun, dass déi jeeweileg Parteie bei deene leschten zwou Legislativwahlen op d'mannst dräi Sätz kritt hunn.

Ech erënneren lech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat nowiese kann.

Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press a selbstverständlech um Site vun der Chamber verëffentlecht.

Communications du Président - séance publique du 16 janvier 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7219 - Projet de loi 1) concernant certaines modalités d'application et les sanctions du règlement (CE) 338/97 de la Commission du 9 décembre 1996 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce; 2) abrogeant les articles 2 à 12 de la loi modifiée du 19 février 1975 portant approbation de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, signée à Washington, le 3 mars 1973

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 13.12.2017

7220 - Projet de loi portant réforme du régime de confiscation et modification

1. du Code pénal;
2. du Code de procédure pénale;
3. de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;
4. de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie;
5. de la loi modifiée du 17 mars 1992 portant approbation de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, faite à Vienne, le 20 décembre 1988;
6. de la loi modifiée du 14 juin 2001 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg, le 8 novembre 1990

Dépôt: M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 14.12.2017

7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 18.12.2017

7222 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 18.12.2017

7223 - Projet de loi portant modification de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 19.12.2017

7224 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Lituanie sur les transferts statistiques d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Vilnius, le 26 octobre 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

7225 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Estonie sur l'établissement d'un cadre pour le transfert statistique d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de respecter les objectifs prévus par la directive 2009/28/CE, signé à Tallinn, le 7 novembre 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

7226 - Projet de loi portant approbation de la «Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Cyprus for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance», faite à Nico-sie, le 8 mai 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2017

7228 - Projet de loi portant modification

1) de la loi modifiée du 2 septembre 2011 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales;

2) de la loi du 23 décembre 2016 sur les ventes en soldes et sur trottoir et la publicité trompeuse et comparative; et

3) de la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 22.12.2017

7229 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 12 juillet 1995 relatif aux générateurs d'aérosols

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie, le 27.12.2017

7230 - Projet de loi portant organisation de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA et modifiant

- la loi modifiée du 22 frimaire an VII organique de l'enregistrement;

- la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 11.01.2018

7231 - Projet de loi relatif à la promotion de la langue luxembourgeoise et portant modification

1. de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État;

2. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État;

3. de la loi du xx.xx.20xx concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018 et

4. de la loi modifiée du 25 juin 2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'État

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 11.01.2018

7232 - Projet de loi relative aux banques d'émission de lettres de gage et portant modification de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 12.01.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

924 - Demande de pétition publique: Cours de luxembourgeois pour les apprentissages francophones

Dépôt: M. Joscelino Silva dos Santos, le 15.12.2017

925 - Demande de pétition publique: Rétablir la ligne de bus n°16 sur l'avenue J. F. Kennedy - direction aéroport Findel

Dépôt: Mme Vera Dos Reis Semedo, le 18.12.2017

926 - Demande de pétition publique: Ofschaf vum Freedefeier op Nationalfeierdag

Dépôt: M. Mike Roderes, le 19.12.2017

927 - Demande de pétition publique: Méi ambi-tiéis Klimaziler

Dépôt: M. Mathieu Putz, le 20.12.2017

928 - Demande de pétition publique: Droit de l'enfant de terminer sa scolarité dans l'école fondamentale attribuée dès le départ - Recht fir d'Kand, an där Primärschoul, wou et ageschoult ginn ass, bis zum Schluss ze bleiwen

Dépôt: M. Claude Soricelli, le 26.12.2017

929 - Demande de pétition publique: Pour l'obligation d'un accès handicapé dans tout commerce existant

Dépôt: Mme Sandra Barreca, le 27.12.2017

930 - Demande de pétition publique: Construction d'un métro reliant tous les réseaux existant au Luxembourg

Dépôt: M. Miguel Martinho Rodrigues, le 27.12.2017

931 - Demande de pétition publique: Gratuité des transports en commun pour les personnes touchant le RPGH (revenu pour personnes gravement handicapées)

Dépôt: M. Philippe Claude, le 28.12.2017

932 - Demande de pétition publique: D'Chamberblietchen digitaliséieren (digitalisation du Compte rendu de la Chambre des Députés)

Dépôt: M. Guy Wolff, le 31.12.2017

933 - Demande de pétition publique: Interdiction d'utilisation et de vente de pétards et de feux d'artifice pour le réveillon du Nouvel An

Dépôt: Mme Beatrice Labalestra, le 01.01.2018

934 - Demande de pétition publique: Poubelles en plastique

Dépôt: M. Alain Klein, le 03.01.2018

935 - Demande de pétition publique: Permettre sur le site des pétitions publiques d'instaurer un vote négatif qui vise à marquer sa désapprobation

Dépôt: M. Damien Garot, le 03.01.2018

936 - Demande de pétition publique: Pour la liberté de choix du nom de famille des époux en cas de mariage

Dépôt: Mme Diana Tóth, le 05.01.2018

937 - Demande de pétition publique: Transports AVL, CFL, LUXTRAM, TICE, RGTR

Dépôt: Mme Simone Arlia, le 06.01.2018

938 - Demande de pétition publique: Solutions visant à améliorer les passages pour piétons

Dépôt: M. Jerry Le Vaillant, le 07.01.2018

939 - Demande de pétition publique: Complément familial pour les familles recomposées frontalières

Dépôt: M. Arnaud Royer, le 08.01.2018

940 - Demande de pétition publique: Réforme du congé du secteur privé

Dépôt: M. Alain Raas, le 08.01.2018

941 - Demande de pétition publique: Fir eng Revisioun vun der Reform vun der Assurance dépendance - Pour une révision de la réforme de l'assurance dépendance

Dépôt: Mme Isabelle Scholzen, le 08.01.2018

942 - Demande de pétition publique: Die Erbschafts- und Schenkungssteuer abschaffen

Dépôt: M. Gérard Philipp, le 08.01.2018

943 - Demande de pétition publique: Contrôle biennuel obligatoire de la vision oculaire à déposer dans les papiers de la voiture

Dépôt: M. Patrick Schumacher, le 10.01.2018

4) Par courrier du 15 décembre 2017, M. le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés que le mandat de M. Albert Rodesch, Vice-Président du Conseil d'État, viendra à terme le 13 février 2018.

La loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 115 à 117 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés sera appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État qui deviendra vacant.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 16 février 2018, le cachet de la poste faisant foi.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir:

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité);

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales);

3) résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence);

4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance);

5) être de sexe féminin - en application de l'article 45 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État - (copie de la carte d'identité).

Conformément à l'article 6 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, le Conseil d'État a proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit:

1) une personne ayant une formation de juriste spécialisé en droit du travail et en droit social;

2) une personne ayant une formation de juriste spécialisé en droit civil et commercial.

Il y a lieu de noter que l'article 7 de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État prévoit que lors de la désignation du candidat en séance publique la Chambre des Députés devra veiller à ce que la composition du Conseil d'État tienne compte des partis politiques représentés à la Chambre des Députés à condition d'avoir obtenu au moins trois sièges au cours de chacune des deux dernières élections législatives.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Da wollt ech iwwergoen zum Ordre du jour vun der Chamber, sou wéi d'Presidentekonferenz der Chamber e virgeschloen huet.

ler ech doriwwer ofstëmme loossen, gesinn ech eng Wuertmeldung vun eiser - däerf ech dat soen, Madamm Brasseur? -, vun eiser Doyenne, der Madamm Anne Brasseur. Miam Doyenne Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

4. Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur

► **Mme Anne Brasseur (DP)**.- Merci, Här President, dass Der mer erlaabt, hei d'Wuert ze huelen, well ech wëll eng perséinlech Deklaratioun maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn no 42 Joer aktiver Politik decidéiert, net méi Kandidat ze si fir déi nächst Wahlen. An dofir wëll ech mäi Mandat als Deputéierten zur Verfügung stellen, an dat mat Effet op den 31. Januar. An ech wëll lech och heimat meng Lettre de démission iwverreechen.

(**Mme Anne Brasseur dépose sa lettre de démission.**)

Wann Der mer erlaabt, géif ech d'Geleeënheet elo notzen, fir e puer Wuert ze soen, net fir e Réckbléck iwver meng Carrière ze maachen, well ech mengen, da kéimen d'Froen un d'Regierung duerno net méi drun. Mä ech wëll d'Wuert hei huelen, fir Merci ze soen:

Eng ganz Rei Mercien un lech, Här President, souwéi un Är Virgänger, fir déi Aart a Weis, wéi Dir dës Chamber geleet hutt. Un lech, léif Kolleegeen a Kolleegeinnen, fir déi Zesummenaarbecht mat deene vieregten Deputéierten, mat deene jëtzege, déi meeschtens gutt Zesummenaarbecht, déi mer haten, an der Kollegialitéit trotz alle parteipoliteschen Differenzen, mä am volle Respekt ee vis-à-vis vun deem aneren.

Mäi Merci riicht sech och un lech, Här Generalsekretär, an un Är zwee Virgänger souwéi un d'ganzt Personal vun der Chamber fir hir Kompetenz, hir Disponibilitéit an hir Gentillesse.

Mäi Merci geet selbstverständlech och un d'Regierung, un déi jëtzege, mä och un déi vu vir-drun. Well all Regierungsmember, och wa mer net ëmmer mateneen d'accord woren, huet sech enorm agesat am Interêt vun dësem Land.

E Merci awer och un d'Wieler, well d'Wieler hu mer säit menger éischer Wahl 1975 an de Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg ëmmer erëm hir Konfienz ausgeschwat.

De Merci riicht sech u meng Partei, un d'DP, wéi och un d'Membere vun der Fraktioun, un all déi Membere, mat deenen ech konnt zesummeschaffen.

An ech muss lech soen: Ech hunn net nëmme Kolleegeen an der Partei an an der Fraktioun fonnt, mä och Frënn. A wann een do esou enk Frëndschaft ka knäppen an enger Partei, gleeft mer, dat ass en Atout, deen een huet, fir déi Aarbecht gutt ze maachen!

An ech wëll do ernimmen: d'Colette Flesch, wat mech iwverzeegt huet, fir dass ech mech sollt politesch engagéieren; d'Lydie Polfer, mat deem ech jorzéngelaang zesummegeeschafft hunn an der Gemeng, an der Regierung an hei an der Chamber; an och d'Frëndschaft vum Xavier Bettel.

Mäi Merci riicht sech och u meng Frënn, well déi hu mech ëmmer ënnerstëtzt. An ech mengen, et ass wichteg, dass een och ausserhalb vun der Politik gutt Frënn huet, déi een dobäi ënnerstëtzen an ee beroden.

Ech denken dann awer och u meng Famill, u meng Mamm, déi mer jorelaang de Réck fräigehalen huet, fir dass ech dat hei iwverhaapt konnt maachen, an u meng Duechter fir hiert immens grousst Verständnis, well ech ganz oft net doheem wor.

Zum Schluss, Här President, wëll ech jiddweringem wënschen, dass en déiselwecht Chance huet, déi ech hat. Ech wor ganz oft zur richteger Zäit op der richteger Plaz. An an all deene Joren hunn ech am Fong ëmmer probéiert, un engem Prinzip festzehalen: bei allen Decisiounen dee laangfristegen Interêt général am A ze hunn, och wann dat net ëmmer populär wor, ob dat op lokalem, nationalem oder europäeschem Plang wor. Et wor net ëmmer einfach, dat ginn ech ganz gär zou, mä ech wor 42 Joer laang politesch aktiv, an dat mat Häerz a Séil.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

(**Applaudissements**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech wëll der Madamm Brasseur soen, dass d'Iwwerraschung gegléckt ass. Wéi ech de Moien informéiert ginn, dass se mer dee Bréif wëllt iwverreechen, war ech gradesou iwverrascht, wéi wéi ech d'Kolleegeen informéiert hunn, dass Der wëllt zum Ordre du jour schwätze respektiv wëllt déi doten Decisioun ukënnegen.

Ech kennen lech gutt genuch, fir ze wëssen, dass Der lech dat ganz gutt iwverluecht hutt.

An ech kann lech och versécheren, dass Der an der ganzer Chamber Frënn a ganz gutt Kolleegeen hutt an hat, wann ech fir déi schwätzen, déi haut net méi bei eis setzen. An Dir hutt de Respekt genoss vun de Kolleegeen hei an der Chamber an an der Regierung, well jiddweree wousst, dass Dir en Deputéierten, e Politiker sidd, deen net de Mann, mä de Ball spillt, an een, dee weess, vu wat e schwätzt, well e fläisseg ass an ëmmer gutt preparéiert an d'Diskussiounen erageet, souwuel hei an der Chamber wéi och am Conseil de l'Europe, wou Der ganz vill Spore gewonnen hutt a vill Respekt an Anerkennung vun Äre Kolleegeen aus deene ville Länner, mat deenen Der zesummegeschafft hutt, konnt gewinnen.

Mir bleift just, lech am Numm vun eis alleguer dat Allerbescht ze wënschen, lech ze bieden, heiansdo un eis ze denken. An ech verloosse mech op lech, dass Der, wann Der gutt Rotschléi hutt, déi och wäert un eis weiderginn, net nom Motto: „Duerno huet ee virdu schonn alles besser gewosst“, wat ee leider ganz oft an der Politik erëmgesäit, mä an enger gudder Kollegialitéit.

An, wann ech eng Kéier dann dat Formellt dierf op der Säit loossen: Anne, et war eng Freed, mat Dir zesammenzeschaffen. Maach et gutt a vill Spaass an eng ganz zolidd Gesondheet an deene ville Joren, déi nach komme wäerten!

Merci.

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Statsminister huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech soen lech Merci. Ech mengen, 42 Joer laang d'Veutraue vum Wieler geschenkt ze kréien, kënnt net vun näischt, dat kënnt vun engem Engagement, kënnt vun enger Iddi, kënnt vun enger Persoun, vun engem Charakter.

Ech muss lech soen, am Numm vun der Regierung, Madamm Brasseur, wëlle mer lech alleguer Merci soe fir deen Engagement während 42 Joer, fir dat wat Der gemaach hutt an der Opposition, an der Majoritéit, an der Regierung, am Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg. An ech kann lech nëmme soen, dass mir lech wäerte vermessen hei am Haus, net privat, well ech wäert lech awer nach hoffentlech ganz oft gesinn, mä hei am Haus wäerte mer lech vermessen.

An erlaabt mer just, lech och hei nach Merci ze soe fir deen Engagement, deen Der och hat an europäeschen Dossier. Dir hutt am Conseil de l'Europe en Engagement gehat, dee wirklech remarkabel war. Dir hutt et fäerdegbruecht, dass Lëtzebuerg am Conseil de l'Europe eng gutt Reputatioun kritt huet a konstruktiv geschafft huet. An haut si scho ganz vill Leit, déi ëmmer froen: „Wéi geet et der Madamm Brasseur?“, wann ee Leit begéint aus dem Conseil de l'Europe.

Merci fir Äert Engagement fir Äre Haaptstad, fir Aert Land a fir Europa!

(Applaudissements)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Claude Wiseler huet d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech sinn e wéineg iwwerrascht trotzdem, Madamm Brasseur, dofir just e puer kuerz Wieder, fir och am Numm vun eiser Partei, eiser Fraktioun lech Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi mer konnte mat lech maachen a Majoritéits- an Oppositionszäiten.

Ech wëll just soen, dat, wat ech ëmmer gemierkt hunn a wat ëmmer wichteg fir mech war, dat sinn déi Relatiounen, dat een iwwert d'Differenzen, déi een op den Iddien hat, iwwert d'Dossiere vläicht, wou een aner Positionen hat, mat lech op engem perséinleche Plang déi Diskussiounen konnt féieren, dat deen Austausch, deen ee konnt hunn, wann d'Saachen e wéineg méi schwéier gi sinn, och ëmmer en Austausch war, dee wichteg war, fir dat, wat essenziell ass an der Politik, bäizebahlen: déi mënschlech Relatiounen, déi ee kann a soll och iwwert d'Parteien ewech hunn.

Ech soen lech fir viles Merci, haaptsächlech awer och dowéinst. Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech mengen, deene Wieder schléisst jiddweree sech am Parlament un. An d'Anne ass net fort, si ass just niewendrun.

(Hilarité)

Voilà, Merci gesot. Dann hunn ech nach eng Wuertmeldung zum Ordre du jour. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

5. Ordre du jour (suite)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Et ass kloer, dass et elo net esou einfach ass, erëm op deen normalen Ordre du jour iwwerzegoen, ech mengen, andeems eis Kolleegeen eis hei matgedeelt huet, dass se eis verléisst. Mä wéi d'Anne virdu gesot huet: Mir sinn net nëmme Kolleegeen, mä och Frënn, an eng Frëndschaft, déi besteet och weider, och no eisem politesche Liewen, wat mer heibanen hunn. An duerfir, mengen ech, vläicht kann ee sech nëmme wéi eis Kolleegeen alleguer deene Wieder uschlëssen, déi virdu geschwat si ginn.

Här President, ech hunn d'Wuert gefrot zum Ordre du jour, well ech den 28. Juli dëst Joer eng Question parlementaire un d'Regierung gestallt hunn am Zesammenhang mat enger eventueller Nidderloosung vu Google hei zu Lëtzebuerg. An et huet genau zwee Méint an néng Deeg gedauert, bis ech dunn eng Äntwert kritt hunn, wat awer eng generell Äntwert war a wou am Fong op keng vu meng Froen, déi ech gestallt hunn, geäntwert gi war.

Ech hat zum Beispill gefrot: Ass eng Impaktstudie gemaach ginn? Wat fir eng Konsequenzen huet dat op d'Ëmwelt, de Landverbrauch, den Energieverbrauch, de Waasserverbrauch, de Verkéier an esou weider? Ob d'effentlech Hand, de Stat oder d'Gemengen, sech missten do un Infrastrukture weider bedeelegen, wat et eventuell u Steierrecetté fir de Stat als Repercussiouen hätt... An op all déi Froen hunn ech keng Äntwert kritt.

Ech hunn lech dunn, Här President, deeselwechten Dag, wéi ech d'Äntwert kritt hunn, den 11., e Bréif geschriwwen, dass ech net averstane wier mat där Äntwert, an ech hätt gären Äntwerten op déi Froen, déi ech gestallt hunn. Dir hutt deeselwechten Dag, den 11. Oktober, dunn der Regierung e Bréif geschriwwen, wou Der ganz kloer dra geschriwwen hutt: «...afin qu'ils fournissent une réponse complète à la question parlementaire...».

Dat war, wéi gesot, den 11. Oktober. Haut hunn ech nach ëmmer keng Äntwert. Et sinn also am Fong elo véier Méint an 19 Deeg vergangen, dass ech déi Froe gestallt hunn, an ech hunn nach keng Äntwert op meng Froe kritt.

Do dertëscht ass eng Fro gestallt ginn, ech mengen vun de Kolleegeen vun der CSV, eng Detaillfro, op déi awer geäntwert ginn ass, a wat dann och eng vu meng Froen ass. An ech mengen, de Statsminister an de Wirtschaftsminister hate souguer eng Pressekonferenz, fir och do op eng Fro ze äntwerten, näamlech dass Google den Terrain hei zu Lëtzebuerg kaaft huet. Mä ech hunn nach ëmmer keng Äntwert kritt!

Eist Reglement gesäit a sengem Artikel 80 vir, dass en Deputéierten, wann den Delai ofgelaf ass, wou och keng Verlängerung gefrot gi war, ka verlaangen, dass d'Regierung hei an der Chamber da mëndlech dorobber soll äntwerten.

Här President, ech wëll awer keng mëndlech Äntwert op meng Froen. Ech hätt gären eng schrëftlech Äntwert op meng Froen. An duerfir hunn ech am Fong haut vun der Geleeënheet elo profitéiert, fir ze soen: Ech ginn och nach der Regierung gären eng Kéier véierzéng Deeg, bis déi nächst Woch, wou d'Chamber nees hei zesummekënn. A wann ech bis dohinner keng Äntwert kritt hunn, Här President, dann deponéieren ech eng Motioun - dann deponéieren ech eng Motioun -, wou ech soen, d'Chamber soll d'Regierung opfuederen, op déi Froen, déi d'Deputéiert gestallt hunn, eng Äntwert ze liwweren, an zwar op all Froen an an den Delaien.

Ech ginn dovun aus, dass keen Deputéierten heibanen ass, dee seet: „Ech stëmme géint esou eppes, ech wëll keng Äntwert vun der Regierung kréien.“

An Däitschland ass elo kierzlech vum Bundesverfassungsgericht eng Decisioun geholl ginn, wou an Däitschland déi gréng Kolleegeen och op Froe keng Äntwert kritt hunn, an d'Bundesverfassungsgericht huet decidéiert, dass eng Regierung muss op d'Froen vun den Deputéierten äntwerten, och wa se onbequem sinn, an dass se sech net kann hanner Betribs- oder Steiergeheimnisse verstoppen, mä dass se muss äntwerten.

Dat ass eng elementar Regel an engem demokratesche Stat. An ech mengen, mir sinn iwwerzeegt, dass mer en demokratesche Stat hei sinn. Da muss och, mengen ech, jiddweree sech drun halen. An dat hei ass am Fong net dann zum Ordre du jour vun dëser Woch, mä schonn zum Ordre du jour fir a véierzéng Deeg geschwat, wann ech keng Äntwert bis dohinner kritt hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. De Statsminister kritt d'Wuert zu där dooter Interventioun, an dann hunn ech och nach e Wuert ze soen. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Just, erlaabt mer an deem Kontext, awer ze soen: Ech mengen, den Här Gibéryen huet selwer schonn d'Äntwerten a senger Fro ginn!

Hie seet, ob eventuell Steiere bezuelt ginn, ob eventuell..., ob eventuell... Hei gëtt eng Fro gestallt iwwer Eventualitéiten. Huet et net béis, Här President, mä mir kënnen als Regierung iwwer Eventualitéite keng Äntwerte ginn! Mir wäerte keng verschidden Hypothesen oder verschidden Zeenarie kënnen opbauen, soulaang net genau gewosst ass, wat do ass.

Mir hunn eis engagéiert, de Wirtschaftsminister an ech selwer, dass, wa bis eppes Konkretes do ass, mir och déi Eischt sinn, déi bei lech an d'Chamber kommen, fir lech doriwwer ze informéieren. Dofir géif ech wierklech insistéieren: Wa méi do ass, kënnen mer net méi äntwerten. An ech wäert net op Spekulationen elo kënnen hei Äntwerte ginn, déi net machbar sinn.

Dowéinst, Här President, wéi gesot, mir hunn déi Äntwerte ginn. Ech kucken elo no bei eis am Sekretariat, ob nach méi Infoen do sinn. Mä verlaangt net, dass mir Spekulationen iwwer Spekulationen hei als Regierung engem Deputéierten äntwerten! Dat wier net respektvoll vis-à-vis vun enger Chamber.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Gibéryen huet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech ka mam Här Statsminister absolutt net d'accord sinn. Ech ginn hei net op Spekulationen. Mir haten hei virun zwee Joer an der Chamber eng Interpellatioun, déi ech gemaach hunn an deem Zesammenhang. Do huet den Här Wirtschaftsminister deemools gesot, an Zukunft géif d'Regierung bei groussen Investitiounen eng Impaktstudie maache loossen.

A wann ech hei froen: „Ass eng Impaktstudie gemaach ginn?“, ass dat keng Spekulation! Do soll d'Regierung äntworten: „Mir hunn eng gemaach“, oder: „Mir hu keng gemaach“. Dat ass dach keng Spekulation!

A wann ech froen: „Wivill ass dat u Landverbrauch?“, oder: „Wat huet dat als Konsequenzen op d'Energie an op d'Ëmwelt an esou virun?“, dann ass dat keng Spekulation. An ech mengen, et ass jo awer kloer: Wann eng Regierung eng Impaktstudie mécht, da ginn déi Froen dach do alleguer sécher analyséiert. Si geet jo wahrscheinlech net hin, dass se engem Betrib seet: „Jo, Dir kënnt heihinnerkommen“, an dass duerno eng Impaktstudie gemaach gëtt. A mir mussen dach als Deputéiert, fir kënnen an deem Dossier mateschwätzen, iwwert d'Fakte kënnen decidéieren. An et ass net méi an net manner! Et si keng Spekulationen, déi ech gefrot hunn, et si Fakte, déi ech gefrot hunn.

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, nach eng Kéier, d'Madamm Ministesch Dieschbourg seet mer et och nach eng Kéier: Soubal mer wëssen, wéi de Projet ausgesäit, kënnen mer och iwwert d'Zuele schwätzen an iwwer Repercussionen an doriwwer, wat fir Konsequenzen et sinn. Am Moment gëtt et kee Projet.

Dowéinst, ech weess net, wéi ech et soll dréien, ech kann lech mam beschte Wëllen net verschidden Zeenarien opbauen. Ech sinn net de Maître d'ouvrage, ech sinn net deen, deen et baut. Dat heescht, soubal eppes do ass - an ech engagéiere mech nach eng Kéier dozou -, sinn de Wirtschaftsminister an ech selwer bereet, an d'Chamber ze kommen, fir se ze informéieren an dann och déi néideg Devoiren ze maachen. D'Ëmweltministesch kann elo mam beschte Wëllen lech net soen, wéi den Elektreschverbrauch a wéi de Waasserverbrauch an déi Saache sinn, well mer net genau wëssen, wat soll gebaut ginn.

Soubal d'Konfirmatioun kënnt, dass Google hei eppes géif bauen, si mir déi Eischt, déi bei lech kommen an lech och déi Informatiounen kënnen ginn. Mä elo Kaffisazlieserei ze maachen an enger Question parlementaire, fir ze soen, dass et verschidden Zeenarie gëtt, ass Netrespekt vis-à-vis vun enger Chamber.

Dowéinst, ech insistéieren nach eng Kéier, ech kucken, wou se drun ass bei eis am Ministère. Wa méi Informatiounen sinn, sinn ech bereet selbstverständlech, méi kënnen ze äntwerten. Mä wann et keng méi gëtt, kann ech och keng ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech wollt just zu där heiter Diskussioun

präzisieren, dass, wann en Deputéierten eng Äntwert kritt, déi en net zefriddestellt, oder Froen do sinn, déi net beäntwert sinn, da mécht de Chamberspräsident seng Aarbecht am Interêt vun der Institutioun a gëtt dat weider un d'Regierung. Wann déi zousätzlech Informatiounen huet, liwwert si se no.

An deem heite Fall ass keng Äntwert och op de Bréif vum Chamberspräsident komm. Et ass also méi einfach, wann esou e Bréif kënnt, ze soen: „Hei, op déi an déi an déi Froen hu mer am Moment keng Äntwerten“, da kann een dat regelen, och ausserhalb vun enger öffentlecher Sëtzung. Mä ech mengen, et ass d'Aufgab, et sinn d'Prärogative vun engem Deputéierten, fir Froen ze stellen an och Äntworten ze kréien. An ech muss soen, dass dat an der Regel exzellent klappt, dass d'Äntworten zäitno op d'Froen kommen.

Mä an deem heite Fall, wa Schwierigkeiten do sinn, op déi Froen, déi ausstinn, eng Äntwert ze ginn, dann ass et gutt, wann d'Chamber déi Informatiounen kritt an dem Deputéierte se ka weiderginn. Voilà!

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.** - Här President, ech kucken dat nach haut de Mëtten no.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Super! Villmoals Merci!

Da géif ech den Ordre du jour, sou wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloe ginn ass, zum Vott bréngen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Majo, da maache mer dat esou.

Éischte Punkt um Ordre du jour ass haut eng Froestonn un d'Regierung. D'Spillregele kennen d'Kolleegeen: zwou Minutten, fir d'Fro virzedroen, a véier Minutte fir d'Regierung.

Déi éischt Fro kënnt vum Här Gusty Graas an déi gëtt zesumme behandelt mat der Fro N°288 vum Här Gérard Anzia un de Landwirtschaftsminister iwwert déi Afrikanesch Schwéngspesch. Den Här Graas huet d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- **Question n°287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

- **Question n°288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs**

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv huet déi Afrikanesch Schwéngspesch sech an deene leschte Woche méi staark ausgebreet. Et kann een och soen, dass se um Wee ass fir an de Weste vun Europa. An Osteuropa sinn u sech scho fënnf Länner dervun touchéiert, besonnesch Polen. An éischer Linn gëtt se iwwert d'Wëllschwäi weidergedroen. An Tschechien ass schonn d'Decisioun geholl ginn, dass d'Wëllschwäin elo solle vun enger Spezialpatrull vun der Polizei ofgeschoss ginn. An a Lettland an an Estland si ronn 95% vun de Wëllschwäi vun där Pescht do betraff.

Duerfir hätt ech an deem Sënn elo fënnf Froen un de Landwirtschaftsminister Fernand Etgen ze stellen.

Déi éischt ass: Gëtt et scho Fäll, déi bekannt sinn, vun der Afrikanescher Schwéngspesch hei zu Lëtzebuerg?

Zweetens: Wann net, ass de Landwirtschaftsministère awer preparéiert an der Hypothese, déi Seuch, déi Pescht kéim och hei op Lëtzebuerg?

Drëttens: Wat misst an deem Fall da konkret gemaach ginn?

Véiertens, an dat sinn elo méi Froen, wat elo Informatiounen ubelaangt iwwert déi Pescht u sech: Wéi verbreet dee Virus sech? An dann och, ob Präventiounsmesurë getraff ginn.

An dann och nach eng fënneft Fro, ech mengen, keng onwesentlech: ob dee Virus, déi Seuch do och geféierlech ass fir de Mensch.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Graas. D'Wuert huet den Här Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech kann et kuerz maachen. Mä Virriedner huet jo schonn e bëssen d'Thema opgeworf vun der Afrikanescher Schwéngspesch.

Ech hunn awer en Artikel an der „Zeit“ gelies elo vom Januar, wou awer driwwersteet: „Das ist irreführende Propaganda“, wou et grad drëm geet ze soen, dass et net duergeet, Wëllschwäin ofzeschëssen, mä dass et u sech déi Reesender a virun allem déi Berufscamionneure wärend, déi duerch hiert Reesen ebe grad d'Schwéngspscht géifen heihinnerbréngen. Duerfir mengen ech, dass een elo net virschnell einfach Léisungen hei soll virschloen. A meng Froen dozou kommen awer elo och, wann ech gelift.

Also, den Hauptverursacher, gëtt an deem Artikel eben da gesot, wier de Mënsch an net d'Wëllschwäin. Der Veterinärinspektioun nu gëif och bei der Schwéngspscht keng Gefor fir d'Gesondheet vum Mënsch bestoen, wann een dat Flesch géif iessen, mä awer natierlech fir d'Schwäin an och insbesonere fir eis Hauschwäin, well de Virus ebe ganz schnell iwwerdroe gëtt duerch den direkte Kontakt zwëschen Déieren oder iwwert den indirekte Wee eben duerch den Transport vun dësen Déieren.

Duerfir d'Fro, ergänzend zu all deene ville Froen vu mengem Virriedner: Wat ass zu Lëtzebuerg vu Mesurë virgesinn, fir d'Ausbreedung anzudämmen, de Fall gesat, dass mer u sech d'Schwéngspscht hei an eenzelne Fäll op de Betriber géife virfannen?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Anzia. D'Wuert huet elo den Här Landwirtschaftsminister, den Här Fernand Etgen.

► **M. Fernand Etgen, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs.**- Merci villmoos, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, virop wëll ech de Kollege Gusty Graas a Gérard Anzia Merci soe fir dës Fro, déi jo wierklech d'actualité ass. An ech wëll och direkt kloerstellen, dass et nach kee Fall vun der Afrikanescher Schwéngspscht hei zu Lëtzebuerg gëtt. An ech hoffen, dass dat och esou bleift, wat awer net heescht, dass mer net musse virbereet sinn.

Dofir huet Lëtzebuerg, sou wéi déi europäesch Legislatioun dat virgesäit, en Noutplang fir déi verschidde Déieresuchen, ënner anerem och fir déi Afrikanesch Schwéngspscht. D'Veterinäre vun der Veterinärverwaltung huelen och regelméisseg u Reunionen zu Brüssel deel, fir um leschte Stand ze bleiwen. Mir handele proaktiv an dofir huet de Ministère elo decidéiert, eng Taskforce „Afrikanesch Schwéngspscht“ op d'Been ze setzen, fir eis mat de concernéierte Leit vun deene verschidde Secteuren ze konzertéieren.

Am Fall, wou de Virus an engem Schwéngsstill oder an der Wëllschwäipopulatioun detektéiert gëtt, gesäit déi europäesch Legislatioun nämleche eng ganz Rei vu Moosnamen vir, déi musse geholl ginn. Bei engem Fall an engem Schwéngsbetrieb musse sämtlech Schwäin an deem Betrieb souwéi och eventuell an de Betriber an engem enken Émkrees gekéilt ginn an d'Kadavere fachgerecht entsuergt ginn. Ronderëm de Betrieb gëtt dann eng Restriktiounszon vun 3 km respektiv eng Iwwerwachungszone vun 10 km agericht, an deene regelméisseg Kontrollen duergefouert ginn, fir ze kucken, ob d'Krankheet sech net weider ausbreit.

Ënner anerem ginn dann och streng Regelen agefouert a puncto Transport an Handel vu liewege Schwäin wéi och vu Schwéngflesch a Fleschprodukter, wat natierlech e groussen ekonomeschen Impakt op de Schwéngssektor huet.

Am Fall vun der Afrikanescher Schwéngspscht an der Wëllschwäipopulatioun sinn äänlech Moosnamen ze huelen, wou et virun allem drëm geet ze verhënneren, dass de Virus op d'Hausschwäin iwwergräift.

De Virus verbreet sech nämleche op direktem Wee duerch Kontakt tëschent den Hausschwäin respektiv Wëllschwäin. Hie ka sech awer och indirekt iwwert d'Material, de Mënsch, awer och iwwer infizéiert Flesch oder Fleschprodukter iwwerdreien.

Wat d'Iwwerdroung duerch de Mënsch oder d'Material betrëft, ass et wichteg, dass déi Professionell, déi mam Schwéngssektor a Kontakt sinn, iwwert déi néideg Biosécherheits- an Hygiënemoosnamen informéiert sinn an déi och korrekt unnenen. Datselwecht gëllt fir déi Leit, déi iwwert de Beruff oder d'Juegd a Kontakt si mat de Wëllschwäin.

Mir versichen, regelméisseg a Reunionen oder iwwert d'landwirtschaftlech Press heiriwwer ze informéieren an déi concernéiert Leit ze sensibiliséieren. Fir iwwert de Risiko vun enger Iwwerdroung duerch mam Virus infizéiert Flesch oder Fleschprodukter opmierksam ze maachen, ginn et Informatiounscampagnen op verschidde strategesche Plazen, zum Beispill hänken um Fluchhawe Panneauen, fir d'Leit

drop opmierksam ze maachen, dass déieresche Produkter aus anere Länner net solle mat op Lëtzebuerg bruecht ginn.

Hei ginn och Kontrolle vun der Douane duergefouert a gegebenfalls Produkter confiscéiert. Mir sinn och dobäi, zesumme mat de Ponts et chaussées eng Informatiounscampagne op de Raststätten ze lancéieren, wou mer d'Leit a speziell d'Camionschauffeuren, déi aus deenen infizéierten osteuropäesche Länner kommen, sensibiliséieren, hir lessensreschter an de Poubellen ze entsuergen an net an d'Natur ze geheien, wou e Wëllschwäin dës da kann ophuelen a sech iwwert de Wee infizéieren.

Eng wichteg Präventioun vun der Ausbreedung vun der Krankheet an der Wëllschwäipopulatioun ass eng systematesch Reduktioun vun dëser Populatioun. An esou ass et wichteg, dass d'Juegd op d'Wëllschwäin dat ganz Joer op ass. Wat d'Impfung ubelaangt, hu mer bei der Afrikanescher Schwéngspscht contrairement zur klassescher Schwéngspscht bis elo keen Impfstoff zur Verfügung.

Wichteg ass et, hei och ze ënnersträichen, dass de Virus net geféierlech fir de Mënsch ass. Souguer de Konsum vu mam Virus infizéiertem Flesch oder gedréchente respektiv gereecherte Fleschprodukter wéi zum Beispill Ham oder Zoossiss stellt kee Risiko fir de Mënsch duer, contrairement zu de Schwäin oder Wëllschwäin, déi sech iwwert de Wee kënnen ustiechen.

Als Fazit kann ee festhalen, dass, obschonn de Moment kee gréissere Risiko besteet, dass de Virus iwwert den direkte Wee eis Schwéngsrespektiv Wëllschwäipopulatioun infizéiert, besteet awer ëmmer de Risiko, dass dës iwwert den indirekte Wee geschitt. An dofir si mer, och wa mer dat Beschit hoffen, op de Worst Case preparéiert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Déi nächst Fro kënnt vum Här Léon Gloden, riicht sech un den Nohaltegkeetsminister an un, gegebenfalls, d'Émweltministesch an dréit ronderëm déi rezente Iwwerschwemmungen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement)**

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Viru knapps zwou Woche ware mer erëm mam Héichwaasser konfrontéiert, besonnesch op der Musel. Ech wëll fir d'Éischt op dëser Plaz alle Pompjeeën, fräiwëllege Rettungsdéngschter, der Police an de Gemengenaarbechter Merci soe fir hire groussen Asaz. Réimech war wéi esou oft am meeschte betraff, mä och Schengen, Eenen an zum Deel och Waasserbëleg.

Am Oktober 2016 hu mer hei an der Chamber am Kader vun dem Debat zum Finanzement vun de grands Projets d'infrastructure eisen Accord de principe ginn iwwert de Fonds des routes, fir d'Esplanade vu Réimech ze reamanageréieren, inklusiv den Héichwaasserschutz. 16 Milliounen soll de Projet kaschten.

Ech wëilt an dësem Kontext folgend Froen un d'Regierung stellen, Här President:

Wou ass de Projet Esplanade Réimech mat den Héichwaasserschutzmoosnamen drun? Wéi ass et mat Waasserbëleg? Wat ass virgesinn tëschent Réimech a Schengen an och an der Gemeng Wuermer?

D'Gesetz vum 20. Juli 2017, dat Waasserkadengesetz vum 2008 émgënnert huet, gesäit och verschidde Mesuren am Beräich vum Héichwaasserschutz vir. Wéi wäit si mer do mat der Émsetzung? Well ech hunn nogekuckt, an ech hu just Reglementer vun 2015 fonnt. Ginn déi - wann dat richteg ass - opgeschafft? Ass do d'Regierung a Kontakt mat de betraffene Gemengen?

Souwäit ech dat och gesinn an och konnt héieren a liesen, an d'Kollegin Octavie Modert huet och an deem Bezuch eng Question parlementaire gestallt, gouf et Problemer mat der Koordinatioun, besonnesch am Kader vum Bustransport, well do musse jo da kuerzfristeg d'Buslinien ofgënnert ginn. Do gëtt et haut keng richteg Kommunikatioun doriwwer. D'Leit hunn dat missen iwwer Facebook liesen, wann dann eng Gemeng dat publizéiert huet.

Wat gedenkt de Stat do ze maachen, fir eng iwwergräifend Koordinatioun ze kréien? Gëtt sech do mat de Gemengen a Kontakt gesat, fir déi Gestiouen sécher ze verbesseren?

An da meng lescht Fro: Wéi ass et mat de finanziellen Hëllef fir déi Leit, déi e Schued hunn? Gedenkt de Stat do ze hëllef?

Ech soe Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Ech ginn dovun aus, dass fir d'Éischt d'Madam Émweltministesch an da gegebenfalls den Här Nohaltegkeetsminister op een Deelaspekt wäert äntwerfen.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.**- Villmoos Merci. Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Här Gloden fir déi pertinent Froen. Am September d'lescht Joer hate mer u sech eis Efforten, déi mer am Beräich Héichwaasserschutz a -präventioun maachen, virgestallt. Do gëtt et en neie Site „inondation.lu“, soudass dës Kéier d'Leit och konnte wesentlech méi kucken, wat kënnt.

Mir mussen a Lëtzebuerg ënnerscheeden, wa mer iwwer Héichwaasser schwätzen: D'Sauer ass ganz anescht wéi d'Musel. Bei der Musel, do kënnt d'Héichwaasser aus de Vogesen an do ass och méi eng grouss Concertatioun néideg tëschent den Akteuren. An déi ass awer haut och scho geregelt.

Et ass esou: Mäi Service an d'Waasserverwaltung sinn zustänneg fir d'Previsiounen. An da ginn déi Informatiounen, déi mer hunn, un déi lokal Akteuren, un d'ASS weidergeleet, déi dann u sech mat de concernéierte Gemengen a Servicer gutt schaffen. Och mengersäits all deenen, déi an dësem Fall gehollef hunn, e ganz grouse Merci!

Dir hat eng konkret Fro gestallt: Wou si mer mam Projet drun, iwwert deen am Oktober 2016 geschwat gouf? Deen ass duerch de leschte Waasserfong als Gesamtprojet derduerchgaangen. Et sief gesot, et ass hei wierklech e grouse Projet. Et gouf elo zwee Joer laang koordinéiert, well et e Projet ass, wou och d'Esplanade nei geplangt gëtt, wat och mat Ponts et chaussées huet misse gekuckt ginn, mat allen Instanzen. An da wäert elo d'Detailetüd kommen, fir dass 2019, no alle Previsiounen, d'Aarbechte kënnen hei och ufänken.

Sollt elo e Koordinatiounsproblem sinn, an ech hunn och héieren, dass et do néideg ass nozehaken, wäert dat an der nächster Héichwaasserpartnerschaft, wou jo all Akteure mat um Dësch setzen, wou d'ailleurs och déi aner concernéiert Länner mat um Dësch setzen, nach eng Kéier mussen thematiséiert ginn.

Et wäert och nach, an dat kann ech lech och hei soen, et wäert och nach eng Kéier den Tour gemaach ginn iwwert de Fonctionnement tëschent den eenzelnen Administratiounen, déi am Generelle gutt schaffen, wou et awer ka sinn, dass op iergendenger Plaz eng Informatioun net schnell genuch weider duergegaangen ass. Mä wéi gesot, dofir gëtt et eng Héichwaasserpartnerschaft.

Zu de Reglementer: Mir hunn en neit Waassergesetz, an dës Regierung huet och am Februar 2015 déi sechs Reglementer iwwerschaft gehat. All sechs Joer ginn d'Héichwaasserkaarten aktualiséiert. Den nächste Jet, dee wäert kommen.

Et ass jo esou, mir entwéckelen eis als Land weider. Dofir muss ëmmer gekuckt ginn: Wat ass méi versigelt? Wou hu mer méi Geforepotenzial? Déi nächst Héichwaasserkaarte wäerten 2019 kommen. Dat heescht, do hu mer elo schon ugefaangen, déi erëm no an no opzeschaffen, fir ëmmer um neiste Stand ze sinn, fir déi beschtméiglech Previsiounen och hei kënnen ze maachen.

Et sief nach gesot, dass mer duerch déi Reglementer och d'Bauen am Héichwaassergebitt engersäits geregelt hunn, deblockéiert hunn, wat wichteg ass, wa mer iwwer Wunnengsbau schwätzen. Op där anerer Säit si mer amgaangen, eng Broschür ze maachen, fir grad d'Leit op d'Geforen an awer och op d'Méiglechkeeten hinzewiesen, wéi da soll ënner ganz konkrete Konditiounen gebaut ginn. Fir de Rescht sinn déi Reglementer also à jour, ginn awer all sechs Joer gemaach.

An dann d'finanziell Hëllef, ben, do ass et esou, dass, wa mer iwwert d'Gemenge schwätzen, den Interieur lech kann de ganze Fall opweisen, a wa mer iwwer Privatleit schwätzen, d'Familljeministesch d'Responsabilitéit huet.

An iwwert d'Aiden insgesamt kann ech vu menger Säit nach soen, dass mer am Kader vum neie Waassergesetz vum leschte Joer d'Gemengen, wat de präventive Volet vum Héichwaasserschutz ugeet - an dat ass dat, wat mer nach musse verstärkt upaken, wou mer naturbaséiert Solutiounen hei zu Lëtzebuerg ewell féerden -, d'Gemengen also wesentlech méi ënnerstëtzen. Bis zu 90% kann ee gehollef kréien als Gemeng, fir präventiv Mesuren ze maachen. Dat ass och dat, wat mir wëllen deblockéieren. A wann een dat Ganz mat enger Renaturéierung verbënnt, da ka souguer de Stat ganz asprangen.

Ech mengen, dass dat, wat mer musse maachen: eis künfteg op esou Situatiounen, déi

mer haut wesentlech ëfter hunn, wesentlech besser virbereeden.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Nohaltegkeetsminister huet d'Wuert zu engem Deelaspekt vun der Fro.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, ech wollt just nach deen Aspekt vu Réimech soen, dee Réimecher Projet, fir d'Esplanade frëschzemaachen, inklusiv dann och déi ganz Problematik vum Héichwaasserschutz, fir do nach zousätzlech Verbesserungen ze maachen: Do si mer amgaangen, den APD auszeschaffen.

Ech mengen, wann d'Chamber, Dir wësst, eng Motioun hei stëmmt, wou déi grouss Projeten dra sinn, dat ass jo eréischt de Feu vert, fir dass mer iwwerhaupt kënnen Etüde maachen. Mä mir sinn amgaangen, um APD ze schaffen, an ech ginn dovun aus, dass deen am Laf vun dësem Joer och wäert fäerdeg ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da kënnt déi nächst Fro vun der Madam Taina Bofferding. Déi riicht sech un den Aarbechtsminister a geet ëm déi legal Stagë vun de Studenten an de Betriber. Madam Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Merci, Här President. Ech war frou, wou ech héieren hunn, dass iwwer e Gesetzesprojet d'Stagë vu Studenten an den Entreprises dann elo endlech och gesetzlech geregelt sollte ginn. Virun engem Joer hat ech schon eng Kéier an enger Froestonn mech un den Aarbechtsminister gerichtet, well et absolut noutwendeg ass, fir esou e Kader ze schafen, mat der Garantie, dass d'Stagiairë qualitativ héichwäerteg Aarbechts Erfahrung kënnen sammelen an och fair Aarbechtskonditiounen kënnen virfannen.

Et kann nämleche net sinn, dass mer weiderhin hei am Land Stagiairë beschäftegen, wou se weder eppes léieren nach eppes verdéngen, oder, fir et mat de Wiederer vum President vun der ACEL an engem Interview auszedrücken: „Et muss verhënnert ginn, dass Studenten als wëlleg oder gratis Aarbechtskraaft méissbraucht ginn.“

Dofir elo meng Froen un de sozialisteschen Aarbechtsminister:

► **Plusieurs voix.**- Aah!

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).**- Éischtens, wéini kënnt dee Projet de loi?

Zweetens, d'ACEL war jo um Gesetzesprojet bedeelegt, wat ech iwwerengs e ganz gudder Reflex fannen. Et géif mech awer interesséieren, ob nach weider Jugendorganisatiounen, ech denken do un d'Jugendparlament oder och un d'Jugendsektiounen vun de Gewerkschaften oder vläicht d'UNEL, ob déi och konsultéiert gi sinn oder vläicht nach konsultéiert ginn. An ech hoffe jo och, dass déi gesetzlech Bestëmmunge sech net herno nëmmen exklusiv u Studente richten, mä un all Jonken, deen hei am Land wëllt e Stage maachen.

Dann, drëtten géif mech interesséieren, ob och d'Iwwerleeunge vun der Europäescher Kommissioun mat an dee Gesetzesprojet afléissen. Déi hat jo viru véier Joer eng Recommendation ausgeschafft fir esou e Cadre de qualité.

An da véiertens: Vlächent kënnt Der eis jo och haut schon e puer Detailler nennen? Zum Beispill: Ass virgesinn, dass d'Stagiären an Zukunft eng finanziell Entschiedegung géife kréien?

Dës gesot, soen ech lech elo scho Merci fir d'Äntwerfen op meng véier Froen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. D'Wuert huet den Aarbechtsminister, den Här Nicolas Schmit.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Här President, Madam Bofferding, ech soen lech natierlech Merci fir déi Froen. Ech mengen, mir sinn ons all bewosst, dass d'Aarbechtswelt amgaangen ass, vill ze changéieren, a besonnesch fir jonk Leit, an dass vill vu jonke Leit och gefuerdert gëtt. An d'Preparatioun op d'Aarbechtswelt ass natierlech extrem wichteg, wann déi Transitioun tëschent Schoul an Aarbechtswelt soll fir déi jonk Leit gutt iwwert

d'Bün goen. An deem Kontext ass et effektiv ganz wichteg, datt déi jonk Leit emol fir d'Éischt Accès op e Stage kréien.

An iwwert déi do Saach hu mer d'lescht Joer am Kader vun enger Fro diskutéiert. Mir hunn och mat de Sozialpartner virun, ech mengen, zwee Joer diskutéiert am Kader vum CPTÉ. Mir hunn natierlech och dat, wat notamment d'Chambre des Salariés geschriwwen huet iwwert d'Stügen, mä awer och wat d'UEL dozou kontribuéiert huet, gekuckt.

D'ACEL ass u mech och direkt erugetruede bei enger Entrevue, déi se bei mir gefrot hat, fir datt mer elo effektiv géifen ze enger Konklusioun kommen an datt mer dee relative Vide, dee mer hunn hei zu Lëtzebuerg, wat d'Stügen ubelaangt, géife combléieren an datt mer do géifen eng Regelung fannen.

Elo muss ee soen: E komplette Vide hu mer net. Et ass net esou, datt an onsem Dispositif guer näischt vu Stagë steet. Mir hunn e Reglement vun 1982, wat eng Rei Dispositiounen enthält, déi kloer soen, wéi e Stage soll organiséiert sinn. Mir hunn och punktuell Dispositiounen fir gewësse Stagiairen, zum Beispill Stagiairen aus der Hotelschoul, wou festgeluecht gëtt, wat déi zum Beispill als Indemnitéit musse kréien.

Mä ausser deem hu mer awer keng Präzisiounen, besonnesch dann, wann emol fir d'Éischt e Stagiaire, e Jonken aus enger Schoul kënnt - dat kann eng Post-Bac-Schoul sinn, dat kann awer och enger engem Bac sinn -, deen a sengem Kursus e Stage muss gemaach hunn. Dat also, wat een en „stage conventionné“ nennt, dat heescht, d'Schoul verlaangt, datt dee Jonken e Stage vun zwee, dräi, engem Mount mécht bei engem Patron. An dat ass natierlech extrem wichteg, datt mer och da genau soen, wéi dee Stage ofzelafen huet, wat d'Rechter an natierlech och d'Obligatioun vum Stagiaire sinn, mä wat awer och d'Rechter an d'Obligatioun vum der Entreprise sinn oder vum deem Porteur, wou dee Jonken da sai Stage mécht. Dat muss jo net onbedéngt eng Entreprise sinn.

Dat ass also en éischte wichtege Punkt, wou mer mat der ACEL driwwer diskutéiert hunn, fir e System ze hunn, deen einfach ass, dee kloer ass, wou d'Rechter an d'Flichte vun deenen zwou Parteie kloer fixéiert sinn, wou natierlech och d'Fro vun der Indemnitéit geregelt ass, wou awer opgrond vun der Demande vun deene Jonken do gesot ginn ass: „Et muss een oppassen, datt mer d'Lat net esou héich leeën, datt kee Jonke méi herno e Stage fënnt!“

Ech mengen, mir sinn absolut d'accord, fir deene Jonke ganz vill Rechter an deem Kader ze ginn, y compris och eventuell, wat d'Bezuelen ubelaangt, mä wa mer natierlech déi Lat ganz héich leeën, bon, dann ass dobaussen, besonnesch bei den Entrepreneuren, net onbedéngt e ganz groussen Interêt, fir vill Stagiairen ze huelen. Deen Equilibre muss mer also an deem Dénge fannen.

Dat ass also deen éischte Punkt, dee soll regléiert ginn. Ech hat eng Sëtzung mat der ACEL, well si Demandeur war, wou mer ons eigentlech op déi Eckwäerter fir deen dote System vu Stage géengent hunn. An ech ginn dovun aus, datt d'ACEL zwar net deen eenzege Porte-parole ass vun deene Jonken, mä awer besonnesch an där doter Rubrik, wat d'Studien ubelaangt, weess, wat och vun de Schoule gefuerdert ass a wéi d'Praxis am Ausland fonctiounéiert.

Ech mengen, mir kënnen jo hei elo net e Système de stage en vase clos maachen. Mir müssen also och kucken, wéi d'Stügen notamment a Frankräich gehandhabt ginn - a Frankräich besteet e Gesetz, wat fir déi do Zort vu Stagë ganz kloer Linnen huet - a wéi se gehandhabt ginn an Däitschland, wou eigentlech kee Gesetz besteet, mä awer eng Rei Prinzipien, déi sollen applizéiert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, Dir sidd bei véier Minutte fofzeg an Dir misst zur Konklusioun kommen, well mir hunn nach ganz vill Froen hannendrun.

► **M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Okay. Elo och nach den zweete Punkt vu Stügen, dat ass deen, deen hutt Der ugeschwat, wann e Jonken net onbedéngt am Kader vu sengem Kursus, mä ausserhalb wëllt sech eng Expérience professionnelle maachen, an do brauche mer och Regeln.

Wat ass dee Kontrakt, deen dee Jonke mat enger Entreprise oder der Organisatioun mécht, wou en dee Stage mécht? Wat ass d'Natur dovun? Wat sinn do d'Rechter? Ass do eng Indemnitéit ab welchem Mount virgesinn? A wat ass déi Indemnitéit?

Wou och nach derbäikënn: Mir müssen dee Jonke jo ofsécheren, besonnesch wat Aarbechtsaccidenter ubelaangt. Ass deen assuréiert? Ass en et net? Wéi einfach kann déi Assurance bei der Assurance accident goen?

Ech mengen, dat sinn all déi Saachen, déi wäerten an dee Projet kommen. Och: E Stage kann net dräi Joer daueren. E Stage muss an der Zäit limitéiert ginn. Bon, de Maximum, deen een do a priori virgesäit, si sechs Méint.

A meng lescht Remarque ass: Et ka jo net sinn, datt nëmmen déi e Stage fannen, déi ee kennen, deen ee kennt. Et muss all Jonke Recht an Accès hunn op e Stage. An duerfir wëlle mer och eng Banque de données schafen, wou d'Entrepreneuren hir Stagë kënnen dropsetzen a wou déi Jonk kënnen kucke goen, wat fir eng Stügen offeréiert ginn a wéi se effektiv och un dee Stage kommen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Nicolas Schmit, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.**- Onsen Zäithorizont ass, datt den nächste Mount dee Projet de loi wäert hoffentlech duerch d'Regierung goen an datt en dann definitiv proposéiert gëtt.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Ech wëll just drop hiweisen, dass mer an enger Froestonn sinn an dass d'Regele ganz kloer sinn, zwou Minutten a véier Minutten, soss komme mer net mat alle Froen duerch. Soss muss mer et op eemol maache wéi am franséische Parlament, wou no Oflaf vun der Zäit de Mikro aus ass. Merci!

(*Brouhaha, interruption et hilarité*)

Déi nächst Fro kënnt vum Här Kartheiser, riicht sech un - et ass gekläert - d'Statssekretärin fir d'bannenzeg Sécherheet an dréit ronderëm de Musée vun der Polizei. Et ass un lech, Här Kartheiser.

- **Question n°291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Kartheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministère du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools Merci, Här President. Ech hat eigentlech geduecht, den Här Bausch wär den zoustännege Ministër, mä ech riichte mech awer do gären no Ärer Weisheet.

Et geet em de Policemusée. Mir hate schon d'Geleeënheet hei an der Chamber...

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Här Kartheiser, den Här Bausch ass net zoustännege fir d'Police...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mä fir d'Gebai eventuell. An ech soen lech och firwat, Här Bausch. Lauschtert gutt no, och wann Dir vläicht net dee sidd, deen op d'Fro äntwert, mä et ass awer vläicht fir lech interessant!

Et ass näamlech esou, datt de Policemusée, dat wësse mer, an engem Gebai ass, dat historesch interessant ass, eenzegearteg an der Groussregioun. An do waren eng Rei Diskussiounen schon iwwer e puer Joer: Ass dat Gebai baufällig oder ass et net baufällig?

De Musée disposéiert an der Tëschenzäit iwwer zwou Etüden, aus deene kloer erausgeet: En ass net baufällig a mat klengen Amengementer kéint en och weider a Betrib bleiwen. Do ass eng Heizung ze reparéieren. Et sinn e puer Träpen, fir eng Evakuatioun am Noutfall ze garantéieren, déi kéint een do nach oder misst ee souguer do ubréngen. Et si Klenggekeeten, et si Klenggekeeten do ze maachen.

A wat elo dat Wichteg ass: Elo war am Mee 2017, dat ass elo schon iwwer en halleft Joer hier, eng Reunion, wou dann diskutéiert ginn ass iwwert de méiglechen zukünftege Site vum Policemusée, an den MDDI - Här Bausch, Äre Ministère - huet deen Abléck gesot, e géif alternativ Sitte proposéieren. Et ass awer bis haut nach näischt geschitt.

Duerfir ass meng Fro un d'Regierung, éischstens: Firwat, wann nëmme ganz kleng Amengementer ze maache sinn, déi héchstens e puer Dausend Euro kaschten, firwat ginn déi net gemaach, déi et dem Policemusée géifen erlaben, virunzefonctiounéieren a weider eben en Accueil vun e puer Honnert Visiteuren am Joer ze assuréieren?

An zweetens: Den MDDI huet jo säit engem hallwe Joer versprach, alternativ Sitte ze proposéieren. Wéini kann de Policemusée déi Propositiounen héieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- D'Wuert huet elo den Nohaltegkeetsminister François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministère du Développement durable et des Infrastructures.**- Här President, ech äntwerten dann awer drop. Neen, mä ech mengen, dat hei ass esou en typesche Fall, an ech wëll vläicht eng Kéier emol dem Här Kartheiser dann erklären, wéi d'Kompetenzen opgedeeelt sinn an der Regierung:

De Bauteminister ass zoustännege, wann en anere Ressortminister freet, well en eng Schoul brauch oder e Musée brauch - wat weess ech -, fir dat ze kucken, wann ee seet: „Hei, ech wär nawell frou, wann dat an déi Géigend oder op déi Plaz kéim, wann s Du mir dat“, wann e Gebai do steet, „kéints renovéieren oder installéieren oder bauen.“

Mä de Bauteminister ass net zoustännege, fir ze decidéieren, weder wou et soll sinn, nach scho guer net, wat soll drakommen. An an deem heite Fall ass et jo relativ kloer. De Policemusée huet näischt mam Bauteministère ze dinn, ganz kloer. Mä de Policemusée huet eigentlech emol net richteg eppes ze di mat der Sécurité intérieure. Dat ass am Fong jo op fräiwëlleger Basis entstanen, mä dat Ganz gëtt awer natierlech vu Polizisten ennerhalen an ass vun hinnen opgebaut ginn. Ech mengen, datt et awer éischer mat der Sécurité intérieure ze dinn huet. An dat ass net, well ech de Ball wollt eriwverschiben, datt ech dat gemaach hunn.

Ech fannen et awer eng Umoossung, wann den Här Kartheiser einfach hei behaapt, wa meng Verwaltung, d'Bauteverwaltung, déi zoustännege ass, fir d'Gebai an d'Stabilitéit ze kucken, Sécherheetsfeststellung mécht, datt hien einfach hei behaapt, do wieren iergendwelch Etüde gemaach gi vun aneren, déi géife behaapten, et wier iwwerhaupt näischt, et wiere just zwou, dräi kleng Saachen ze maachen, da géif dat duergoen, da wär dat schon tipp-topp, da kéint een dat esou loossen.

Dat ass net wouer! An dat ass och de Grond, firwat mäi Ministère dem Ministère vun der Sécurité intérieure e Bréif geschriwwen huet, wou mer gesot hunn, dat Gebai wär vetuste a mir wäeren der Meenung, datt dat Gebai an engem Zoustand wier, datt een et eigentlech misst ofrappen an datt een net sollt an dat dote Gebai Suen investéieren, elo onofhängeg vum Policemusée, deen do dran ass, mä generell och wéinst deem Gebai, an datt een dann en anere Site misst siche fir de Policemusée. Doropshin ass en Aarbechtsgrupp effektiv agesat ginn, an dee fonctiounéiert och, deen Aarbechtsgrupp. Mä et ass awer net esou einfach, fir fir esou eppes en Echange ze fannen.

Et ass och esou, datt de Minister vum Interieur och e Besoin huet fir de Pompjeemusée an datt dunn de Ministère de l'Intérieur sech mam Ministère de la Force publique zesummegesat huet an do gekuckt gëtt, do gëtt et anscheinend iergendwou elo eng Hal, ob een déi net kéint reamenagéieren, fir dat ze maachen. Dat heescht, dat sinn d'Realitäten, do ass och guer näischt Extraes dobäi.

Mä ech géif awer nach ëmmer dorëm bieden, éischstens, d'Froen un déi richteg Leit ze stellen. An iwwerregens wëll ech och soen, déi heiten ass scho schrëtlech beäntwert ginn! Et ass iwwerhaupt keen een neie Moment tëschent deem, wat den Här Kartheiser hei gefrot huet, par rapport zu där schrëftlecher Äntwert, déi e kritt huet virun e puer Wochen; oder ech mengen, et war net hien, et war en aneren Deputéierten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Zousätzlech Präzisiounen vun der Madamm Statssekretärin fir d'bannenzeg Sécherheet.

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure.**- Här President, ech mengen, den Nohaltegkeetsminister huet quasi alles scho gesot. Et ass jo esou, dass mer wierkelech eng grouss Léisung wëlle fannen, wou mer eben och dee Pompjeemusée wëllen integréieren. Dat geet natierlech net vun haut op muer. Duerfir si mer amgaangen, no enger Tëscheleisung ze sichen. An deen Aarbechtsgrupp fonctiounéiert wéi gesot. A mir wäerten eis an den nächste Wochen nach eng Kéier erëm alleguerte mat der Asbl zesummeseetzen, fir eng Léisung ze fannen.

Ech wëll och soen - an dann dinn ech eng aner Kap un -, dass et awer och aus touristescher Vue eng interessant Expositioun ka ginn, wa mer déi néideg Moyenen doranner investéieren, wa mer och mat Interaktivitéit schaffen, wa mer mat digitale Mëttele schaffen. Dat alles engendréiert natierlech e gewëssene Käschtpunkt. Mä mir sinn awer der Meenung, dass dat sech kéint rentéieren, dass dat eng flott Geschicht wier. Dat muss awer gutt geplangt sinn. An dat geet net vun haut op muer. Mä mir bleiwen um Ball.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Da géife mer zur nächste Fro iwwer goen. Déi kënnt vum Här André Bauler, riicht sech dann och un d'Statssekretärin, des Kéier

am Wirtschaftsministère, an et geet em d'Évolution an der Hotellerie. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministère de l'Économie**

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Wéi gesot, ech wollt eng Fro iwwert d'Entwécklung an der Hotellerie stellen. 2016 gouf näamlech heizuland als e Rekordjoer an der Hotellerie bezechent. Op der Foire „Vakanz“ gouf déi Tendenz vun der Statssekretärin dann och bestätegt. D'Barre vun den dräi Milliounen Iwwernuechtungen wier depasséiert ginn. Et geet do allermeeschtens rieds vu Variatiounen a Prozenter, soudatt d'Base an absoluten Zuelen net kloer genannt gëtt.

Ech wollt dofir froen, wéi déi Zuelen eigentlech erfaasst a gerechent ginn, wien dat och mécht, wat fir eng Instanz dat mécht.

Wier dat de Statec net, huet déi Instanz da genuch Onofhängegkeet? Wat fir eng Methodologie gëtt an deem Kontext applizéiert? A wien iwwerpréift d'Donnéen?

Och wann d'Iwwernuechtungen eropginn, sou geet d'Zuel vun den Hoteller iwwer Land, awer och an der Stad bestännege erof. An der Stad sinn 2017 iwwer 140 Zëmmer verschwonnen. An touristesche Stied iwwer Land hunn Hoteller bis zu 25 Zëmmer zougemaach. Bei méi Iwwernuechtungen a manner Capacitéiten ass et normal, datt d'Akonomie pro Zëmmer klëmmt, den Taux d'occupation also an d'Luucht geet. Mä des positiv Tendenz maskéiert méttelfristeg eng lues Degringolade.

Dofir meng Froen: Wéi eng Moosname gesäit de Wirtschaftsministère, fir d'Reprise vun Hoteltreiber ze férdere? Wat mécht de Ministère, fir Investisseuren a Chaïnen aus der Hotellerie op Lëtzebuerg ze zéien? Wann esou Mesurë geholl ginn, gëtt do den Effet och gemooost? Wat kënnen d'Ursaache sinn, datt trotz boomenden Zuele sech net genuch Investisseuren fannen? Goufen 2017 Autorisatiounen fir nei Hoteltreiber ausgestellt? Wéi gesäit d'Situatioun an de Lëtzebuurger Ardennen aus? Gëtt et Perspektiven, fir de Réidener Kanton a puncto Iwwernuechtungsméiglechkeete besser auszustafféieren?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Dat war scho bal eng Interpellatioun.

(*Hilarité*)

Ech géif d'Wuert weiderginn un d'Statssekretärin am Tourismus. Et ass awer ëmmer déiselwecht. Madamm Cloesener, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Merci, Här President. Als Éischt wëilt ech dem Deputéierten André Bauler soen, dass d'Luuchten am Tourismus effektiv op gréng stinn. A wat ech op der Vakanzefoire gesot hunn, ass, dass mer 2017 fir d'éischte Kéier de Cap vun den dräi Milliounen Iwwernuechtungen depasséiert hunn. Dat stëmmt. Och wa mer bis elo eréischt e Resultat hunn iwwert déi zéng éischt Méint, en definitiiv Resultat, kann een awer wierkelech dovunner ausgoen, well mer dee Cap am Fong schon dat Joer virdrun depasséiert haten, wann een déi Lëtzebuurger Visiteuren och matarechent.

Et muss een awer och soen, bei deenen dräi Milliounen Nuiteen, do sinn net nëmmen d'Hoteller dran. Do sinn och d'Campingen dran, d'Jugendherbergen an d'Gitten. Ech mengen, dat muss ee soen. Nach ass et awer esou, dass an deene leschte Joren ëmmer erëm nei Rekordjore geschriwwen goufen an eben och 2017 sou eent wäert sinn, och an der Hotellerie, wou mer am Moment mat engem Plus vu 4% rechnen.

Déi Zuelen, déi op der Vakanzefoire zitéiert gi sinn, déi si vun „Luxembourg for Tourism“ an déi ginn op Basis vun enger Enquête, vun engem Echantillon opgestallt. Déi erlaben eis ganz schnell, fir Tendenzen ze erkennen an déi och un de Secteur weiderzeginn. An dann ass et de Statec natierlech, deen eis e puer Méint duerno déi global Chifferen, déi global Zuele iwwert, an déi gi mat darselwechter Methodologie produzéiert, wéi dat och a ganz Europa gemaach gëtt, well déi Zuele jo dann och un Eurostat geliiwert ginn.

Här President, déi lescht Wochen huet sech vill gedoen am Tourismus. An déi lescht Woch hunn ech opgrond vun enger ganz staarker Zesummenaarbecht mat eise sämtlechen institutionelle Partner d'Strategie fir den Tourismus 2022 kënnen virstellen. Dat Dokument definéiert déi grouss Linnen, déi grouss Orientatiounen, wéi sech de Secteur soll weiderhi positiv entwéckelen. Et stellt am Fong d'Weiche fir eng qualitativ an nohalteg Entwécklung vum Tourismus iwwert déi nächst fënnf Joer.

An ech sinn iwwerzeegt dovunner, dass dës gemeinsam Ambitioun déi richteg Approche ass, fir den Tourismus zu Lëtzebuerg weider auszubauen.

Här President, eng Rei Hotellen, speziell iwwer Land, hunn effektiv an deene leschte Jorzéngten opgehalen, si verschwonnen. Dee Problem ass bekannt. Et ass iwwerreges och en internationale Phänomeen, vun deem och vill aner Destinatioune betraff sinn. Nichtsdestotrotz hunn ech awer eng ganz Rei vun Aktiounen ënnerholl, fir deem géigenzesteieren.

E Beispill ass och de Projet RegiÔtels, e Projet vun engem privaten Entrepreneur, ee Projet, dee ganz gutt virukënnt, wou elo aacht Hotellen am Mëllerdall an ee vun der Musel matmaachen. Den Internetoptrëtt vun deene Betriber gouf komplett iwwerschafft, en ass moderniséiert ginn. An d'Sitten, déi an e puer Sprooch sinn, kënnen eben och den Onlinereservationssystem zerwéieren. Dat ass déi Digitalisierung, déi mer brauchen, déi grad bei deene klengen Hotelle ganz dacks feelt a wou mir hei e Coup de pouce ginn, fir ebe via déi Firma den Hotellen eng Hand mat unzepaken.

An der Tëscht hunn och aner Hotellen aus anere Regionen Interêt manifestéiert, notament eben och aus dem Éislek. An zousätzlech dozou huet den ORT Mëllerdall eng Etüd maache gelooss, déi sech mat der Problematik vun der Successioun vun de Betriber beschäftegt, wann den aktuellen Exploitant an d'Pensioun geet oder ophält.

Ech si jiddefalls ganz zouversichtlech, dass mer mat esou Aktiounen an och anere kënnen dozou bäidroen, dass manner Hotellen iwwer Land verschwannen, dass mer eng gesond Hotelstruktur weiderhin erhalten. Déi ass jo extrem wichteg fir den Tourismus.

Dann zu deenen 140 Zëmmeren, déi verschwonnen sinn. Dat ass fir mech eigentlech och just temporaire, well dat si gréisstendeels déi Zëmmeren, déi beim Hotel Alfa op der Gare ewechgefall sinn. An ech kann lech och do soen, dass et nei Investisseure ginn, déi ganz interesséiert sinn, fir eben en Hotel an deem Gebai op där Plaz weiderhin ze bedriewen.

Dir hutt d'Fro gestallt, wéi et insgesamt mat den Investisseuren am Beräich Hotellerie ausgesäit. An och do kann ech lech berouegen, well et gesäit eigentlech ganz gutt aus. Mir sinn am permanente Kontakt mat potenziellen Investisseuren. Mä déi Projekte brauchen natierlech Zäit, bis se sech maachen. Am Moment sinn am Ganzen zéng Hotelsprojeten an der Maach. A wann déi sech alleguerter realiséieren, d'Halschent dovunner um Territoire vun der Stad, awer och d'Halschent dann eben iwwer Land, da kommen 1.500 Hotelzëmmeren an den nächste Joren derbäi, wat dann natierlech och e positiven Impakt huet op d'Präisser, op jidde Fall aus der Vue vum Client. Zum Beispill um Kierchbierg si jo zwee grouss Hotellen an der Maach. Zu Useldeng, wat Der och ugeschwat hutt, de Réidener Kanton, do ass e Projet mat deene sougenannten „Champignonshaischer“ a Gitten am Bau. Dann zu Esch si Bamhaiser opgaangen, zu Bëtzel sinn nei Chaleten entstanen an esou weider an esou virun.

Bref, wann een dat alles weess a sech virun Ae féiert, da kann een eigentlech ganz berouegt sinn, wat d'Zukunft vun eisen Hebergementsstrukturen a -capacitéiten ueget. Vu dass mer ee Rekordjoer nom anere schreiwten, wäerten och an Zukunft d'Investisseure sech bei eis d'Klensch an d'Hand ginn, fir op eisem attraktive Standuert ze investéieren.

Ech sinn also wierklech vill manner pessimistes wéi eisen honorabelen Deputéierten André Bauler. Au contraire! Ech mengen, dass mer d'Weiße fir d'Zukunft richteg gestallt hunn, dass een net ka vun enger „dégringolade“ schwätzen an dass ee wuel net alles soll duerch de rosa Brëll kucken, mä dass et awer och dem Secteur net gedéngt ass, wann ee seng Attraktivitéit ëmmer nees a Fro stellt.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Och hei e Bléck op d'Auer. Mä ech wëll awer och soen, dass et schwéier ass, fir an deene véier Minutten op zéng Froen ze äntwerten, soudass dat och en Appell vläicht un d'Kollegen ass bei där heite Geleehent, méi succint Froen ze stellen, soss muss mer d'Reglement änneren. A wa vill Froen ze stelle sinn, da bleift ëmmer nach d'Méiglechkeet vun enger Question élargie oder vun enger Interpellatioun. Merci fir d'Verstesdemech.

Ech géif dann direkt d'Wuert un den Här Félix Eischen ginn, dee selwer erkläert, em wat dass seng Fro geet.

- **Question n°293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie**

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Ech kommen zréck op den Dossier Google. Google huet jo bekanntlecherweis an der Gemeng Biissen eng 30 ha Land en vue vum eventuelle Bau vun engem Datenzenter.

De Statssekretär am Ëmweltministère Camille Gira huet an engem RTL-Interview viru Kuerzem gesot, dass déi 30 ha do bannent deene 600 ha géife leien, déi fir déi nächst 15 Joer zu Lëtzebuerg sollen iwwert de Plan sectoriel d'activités ausgewise ginn.

Ech zitëiere ganz kuerz aus deem Interview. Den Här Gira sot: „Duerch déi do 30 ha gëtt de Landverbrauch hei am Land an deenen nächste 15 Joer net méi grouss, well do ginn och op anere Plazen Hektaren ewechgelooss.“ Also am Kloertext heescht dat doten, dass dës Terrainen op anere Plazen ewechgelooss ginn an de PMEen dann net méi zur Verfügung stinn. 30 ha, 5%!

Wann also am Virfeld vun där Google-Aktioun 600 ha ausgewisen a virgesi waren, an et elo heescht, dass déi 30 ha hei en Deel dovu sinn, heescht dat jo, dass se enzwousch anescht wäerte feelen.

An dësem Kontext wëll ech der Statssekretärin vun der Wirtschaft da folgend Froe stellen:

De Fait, dass déi 30 ha vu Google am Plan sectoriel matgezielt ginn, heescht dat effektiv, dass de PMEen elo manner Terrainen an den nächste 15 Joer wäerten zur Verfügung stoe wéi ursprénglech geplangt?

Wéi erkläert d'Regierung dës Decisioun, déi jo awer ganz kloer zum Nodeel vun de PMEen ass? Ass d'Regierung net der Meenung, dass et fir d'PMEen elo nach méi schwéier wäert ginn, un Terrainen ze kommen, fir sech da weider kënnen ze entwéckelen? Terrainen, déi wierklech, a mir hunn dat heibanne schon dacks gesot, ganz, ganz néideg sinn!

A meng lescht Fro: Op wéi enge Plazen am Land sinn dann déi sougenannten oder déi gezielten 30 ha op der Säit gelooss ginn?

Merci am Virus fir Är Äntwert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. D'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère, d'Madamm Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, et steet ausser Zweifel: De Problem vum Accès fir Terrainen ass e groussen, wann net dee gréisste Problem fir vill Betriber, déi zu Lëtzebuerg wëllen ausbauen oder investéieren. Dat géllt effektiv besonnesch fir kleng a mëttelgrouss Betriber. An duerfir brauche mer jo ganz dréngend de sougenannte PSZAE, de Plan sectoriel «Zones d'activités économiques», fir ebe 600 ha Terrainen ze reservéieren fir eis ekonomesch Entwécklung. Prioritéit hu grad Handwierksbetriber, Kleng- a Mëttelbetriber, fir hinnen nei Méiglechkeeten ze ginn, fir ze investéieren an auszubauen. An duerfir ass jo och de Fokus beim PSZAE grad op regional Syndikater geluecht ginn.

Fir dass dee Plan sectoriel kann a Kraaft trieden, muss jo fir d'Éischt bekanntlech dat neit Aménagement-du-territoires-Gesetz gestëmmt ginn, an da kënnen mer zügeg an d'Prozedur goen.

Wat awer elo déi 600 ha ueget: An de leschte Méint ass ganz vill geschafft ginn tëscht de Ministären, mam Environnement, mam Nohaltegekeetsministère, fir ze decidéieren, wéi eng Zonen dann elo sollen ausgewise ginn an deem PSZAE. A mir hunn do als Ministère eng ganz Rei vu Propose gemaach. Mir hu ganz vill Terrainen kucke gelooss, mä vun deene konnte se awer natierlech net alleguerter akzeptéiert ginn, well se net an eng Politik vum Aménagement du territoire passen.

Ech kann elo keng Detailler ginn, well dat soll public gemaach ginn, wann d'Prozedur bis leeft. Mä richteg ass awer, dass à ce stade vun eisen Diskussiounen den Terrain vun 30 ha zu Biissen effektiv een Deel vun deene 600 ha ass, déi am PSZAE drastinn. Awer ob mer elo 600 oder 630 ha an deem Plan sectoriel draстоen hunn, dat ass fir mech net dat Wichtigst, dat ass fir mech wierklech net de sprangende Punkt, well, éischters, d'Gesetz virgesäit, dass dee Plan sectoriel regelméisseg iwwerpréift gëtt. Et gëtt jo e Comité de suivi agesat, deen de Suivi mécht, fir eben och de Pouvoir ze hunn, fir Modifikatioune vum Plang ze proposéieren. All dräi Joer gëtt e Rapport gemaach. Éischters: Et ginn also och an Zukunft nach genuch Méiglechkeeten, fir nei Zonen auszewiesen, jee no Besoin.

Mä de Plan sectoriel ass awer och kee Wonnermëttel fir d'Betriber. E gesäit jo, wéi gesot, just vir, dass op deene reservéierten Terrainen näischt aneres ka gebaut ginn oder näischt aneres däerf hikomme wéi eben eng ekonomesch Aktivitéit. Mä wat vill méi wichteg ass fir d'Betriber, an dat ass a mengen Aen de sprangende Punkt, an do ass den Afloss vu

mengem Ministère limitéiert, dat ass, dass d'Gemengen déi Zonen dann awer ganz schnell an hire PAGE mussen ëmsetzen, soss ka guer net gebaut ginn an deenen Zonen. De Plan sectoriel setzt de Kader an da sinn d'Gemenge gefuerdert.

Duerfir wëll ech vun deser Plaz och heibannen en Appell lancéieren un all Gemengen, un d'Buergermeeschteren, d'Schäffen an d'Conseilleren, fir dass Dir dofir suerget, dass aus den Zonen am Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» och wierklech richteg Plaze ginn, wou eis Handwierker, PMEen an aner Entreprisë kënnen hikommen, sech néierloossen. Dat ass dat, wat wichteg ass; et ass do, wou de sprangende Punkt läit.

Wann d'Gemengen net matmaachen, da kënnen mir esou vill Pläng ausweisen, wéi mer wëllen am Kader vun engem PSZAE oder esou, da gëtt net gebaut. Duerfir wär ech frou, wa mer eis elo zesumme géifen druginn, fir déi Terrainen, déi mer erausgesicht hu fir d'PMEen, um Niveau vun de Gemengen och ëmzesetzen, an zwar net eréischt an e puer Joer, mä soubal et méiglech ass.

Mir hunn an deene leschte Méint ganz vill geschafft. Mir hunn och de Gemenge vill nogelauschert a vill vun hiren Doleancen, bal alleguer, an de Kader vum PSZAE opgehall. Et gëtt méi einfach, fir e regionale Syndikat op d'Been ze stellen. Si kréie vill méi Flexibilitéit am Choix vun de Betriber, d'Limitatioun vun deenen zwee Hektar fir kommunal Zonen hu mer fale gelooss. Also, mir hunn eis Hausaufgaben als Wirtschaftsministère gemaach. A mir hoffen elo wierklech op d'Gemengen, hir Pappen an hir Mammen, am Interessi vum Mëttelstand!

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Déi nächst Fro kënn vum der Madamm Josée Lorsché an dréit ronderëm d'Gesetz vum 15. Dezember iwwer Loungläichkeet fir Mann a Fra a richt sech un den Aarbechtsminister.

- **Question n°294 du 16 janvier 2018 de Mme Josée Lorsché relative à la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

- **Question écrite n°3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire**

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ganz richteg, Här President. Här Minister, meng Fro betrëfft de Prinzip vum gläiche Loun fir gläich Aarbecht, dee mer mam Gesetz vum 15. Dezember 2016 am Code du travail verankert hunn. Als Gréng ware mir deemools der Meenung, dass méi Transparenz an d'Lounstrukture vun de Betriber muss kommen, fir datt net justifizéiert Ongläichheeten an de Léin d'office opgedeckt kënnen ginn.

An Island beispillsweis, wou den „gender pay gap“ bei 16% a méi läit, ginn d'Betriber mëttlerweil zu där Transparenz forcéiert a mussen beweisen, dass fir déi gläich Aarbecht effektiv och deeselvechte Loun bezuelt gëtt.

Donieft ware mir eis an där Debatt eens, dass Ongläichheeten an de Salären tëscht Fraen a Männer schwéier opzedecke sinn, wann déi Betraffe sech net selwer zu Wuert mellen.

A schlussendlech hutt Dir betount, Här Minister, dass d'Betriber mam gudden Beispill mussen virgoen a selwer fir eng gerecht Lounpolitik an hirem Betrib solle suergen, well dat an hirem eegenen Interêt ass.

An deem Kontext hutt Dir deemools e Plan d'action ugekënnegt, deen Dir zesumme mam Chancégläichheetsministère a mat aneren Akteuren aus der Wirtschaft wollt opstellen, mam Zil natierlech, méiglechst vill Betriber dozou ze kréien, d'Ecart vun de Salären op null ze setzen.

Laut Eurostat läit den Ecart zu Lëtzebuerg mëttlerweil nach just bei 5,6%, dee Lëtzebuerg par rapport zu anere Länner wierklech auszechent an eis zum Spëtzereider an der Europäescher Unioun mécht. Dat heescht natierlech net, dass mer net méi sollen aktiv ginn, dofir d'Froen, déi ech un lech wollt stellen:

1) Kënn Dir schon e Bilan zéien iwwert d'Applikatioun vum Gesetz an iwwert d'Sanktiounen, déi am Kontext vun Inegalitéiten an de Salären ausgeschwat gi sinn?

2) Wivill Dossiere sinn insgesamt opgrond vun enger Inégalité de traitement bei der ITM a beim CET eragereecht ginn, zanter datt d'Gesetz en vigueur ass?

3) Kënn Dir eis Informatiounen ginn zum Plan d'action, vun deem Dir deemools geschwat hutt an deen Dir zesumme mat den Akteuren wollt op d'Bee stellen?

Ech soen lech Merci fir d'Äntwerten.

(**Interruption par M. Nicolas Schmit**)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, entschëllegt, Här Minister! Ech sinn drop opmierksam gemaach ginn, dass zu deemselwechten Thema am Laf vun der Woch eng vergläichbar Fro gestallt ginn ass. A wann Der d'accord wäert an den Auteur vun där Fro d'accord ass, da kënnen mer déi zesumme behandelen. Mir maachen dat ëmmer esou. An hei schéngt dat...

De Froesteller, ass deen d'accord, dass mer dat esou maachen?

(**Assentiment**)

Den Här Yves Cruchten huet dann d'Wuert an dann den Här Minister.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här President. Merci och, Madamm Lorsché, mir sinn emol allen zwee op darselwechter Schinn. Vun deene véier Froen, déi ech gestallt hunn, hutt Dir der elo dräi och gestallt.

Ech hat nach eng derbäigestallt, wou ech wollt froen: An Däitschland hu mer jo och elo gesinn, dass et ab dem 1. Januar e Gesetz gëtt, wat am Fong d'Méiglechkeet gëtt, dass een a sengem Betrib ka froen, wéi d'Situatioun am Betrib ass, wéi d'Loungläichheet oder wéi d'Léin a sengem eegene Betrib sinn. An ech wollt am Fong just nach derbäihänken a froen, ob d'Lëtzebuurger Regierung sech och do iwwer esou eng äänlech Initiativ scho Gedanke gemaach huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet den Här Aarbechtsminister d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire.** - Voilà. Très bien! Fir d'Éischt, ech mengen, mir deelen alleguerter d'Suerg, dass et soll eng perfekt Gläichkeet zwësche Mann a Fra op der Aarbechtsplaz ginn. Ech mengen, dass ass jidderwengem säi Souci. An duerfir ass dat Gesetz natierlech ganz wichteg.

Ech mengen, Dir hutt och widerhollt elo, Lëtzebuerg steet eigentlech ganz gutt do. Mir gehéieren zu deene Länner, wou déi Ongläichkeet kleng ass, mä awer nach ëmmer eng Ongläichkeet do ass; ech mengen, et misst null sinn! Mä déi Ongläichkeet ass 5,4%, 5,6%. D'OCDE seet souguer, Lëtzebuerg wier bei 4%. Wann een europäesch Duerchschnëttler kuckt, dann ass et 10,7%. Wann een d'OCDE kuckt, ass et souguer 15% an der Moyenne. Dat heescht, et leien eng Rei Länner driwwer. Dat ass also eng generell Remarque.

Déi zweet ass: Wivill Dossieren hu mer kritt? Ech kennen een. Een! Een Dossier ass bei der ITM Enn leschte Joers am Oktober gemellt ginn. An deen ass amgang instruéiert ze ginn. Dir wësst, dass sinn ëmmer ganz komplizéiert Dossieren.

Interessant ass, an dat gëtt schon e bëssen eng Äntwert och op déi zweet Fro, dass deen Dossier net vun där Persoun selwer abruecht ginn ass, mä vum Délégué à l'égalité. Dat heescht - dat, wat mir och wëllen -, et ass esou, dass den Délégué à l'égalité am Betrib e wichtige Rôle hei ze spillen huet.

Firwat? Well ganz oft d'Leit, déi concernéiert sinn, net selwer wëllen an d'Éischt Rei goen, fir dat ze maachen. Dann ass et scho ganz gutt, dass den Délégué à l'égalité dat mécht. Dat heescht, och an Däitschland ass et jo esou, dass de Betriebsrat do e wichtige Rôle ze spillen huet.

Bon, een Dossier kenne mer, deen deposéiert ass a vun der ITM elo analyséiert gëtt. Ech kann lech net méi soen, bis elo ass do nach keen definitiv Resultat do an ass also och nach keng Sanktioun ausgeschwat.

Wat elo d'Analys ubelaangt, bon, hu mer e Logiciel, deen haaptsächlech vum „Mega“ promouvéiert gëtt, wou all Betrib ka kucken iwwert dee Logiciel, wéi et mat der Gläichkeet a sengem Betrib steet. Mir versichen, dee Logiciel ze promouvéieren, fir datt all Betrib dee Logiciel huet, mat deem e kann analyséieren: Ass do eng Ongläichkeet oder ass dat plus ou moins okay an deem Betrib?

Dir hutt och richteg gesot: Island huet méi eng héich Ongläichkeet wéi mir. Island huet awer eng aner Approche. Et ass e Renversement de la charge de la preuve. Dat heescht, all Betrib muss weisen, dass e keng Ongläichkeet huet. Mir hunn déi Saach jo ëmgedréit. Et muss een also beweisen, dass ee Victime ass vun enger Ongläichkeet.



Wat de Plan d'action ass: Mir hunn eng Broschür gemaach, déi hu mer an enger breeder Diffusioun an d'Betriben, och bei d'Delegatiounen bruecht, a mir wëllen elo an enger zweeter Phas mat deene verschiddenen Instanzen, souwuel de Gewerkschafte wéi och de Patronatsvertrieder, nach eemol en Ulaf huelen, fir dat Ganzt do nach méi staark ze thematiséieren. Mä et gëtt also eng Broschür, wou jiddwereen, all Salarié informéiert ass, wat seng Rechter sinn an och wat déi Demarché kënne sinn, déi e ka maachen, wann en an esou enger Situatioun ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Mir kommen zu der nächster Fro. Den Här Aly Kaes ass schonn ënnerwee. D'Fro riicht sech un d'Familljeminesch an et geet em d'Conditions d'admission fir an d'Altersheim.

- **Question n°295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration**

► **M. Aly Kaes (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Vergaangenheet si ganz vill Efforten ënnerholl ginn, fir datt eis eeler Matbierger d'Méiglechkeet hunn, u sech hire Liewenswend an engem Altersheem ze verbréngen.

Iwwert de Wee vun de Centres intégrés kënne se an dësen Haiser och da bleiwen, wa se eventuell fleegebedürfteg ginn. Elo ass et, mengen Informatiounen no, an den allermeeschten Haiser awer esou, datt en neierdengs d'Konditiounen vun der Fleegeversécherung muss erfëllen, fir nach iwwerhaapt eng Plaz an dësen Haiser ze fannen. Dat bedeit also, datt en eelere Mënsch, deen an en Altersheem wëllt goen, net méi ugeholl gëtt, wann en net fleegebedürfteg ass.

Duerfir wollt ech u sech dräi Froen un d'Madamm Minister stellen:

Sidd Dir iwwert dës Situatioun informéiert a kënnt Dir dat konfirméieren?

Zweetens: Wa jo, wéi kënne eeler Leit, déi net ënnert d'Fleegeversécherung falen, haut nach an en Altersheem erakommen?

An drëtts: Hu mer net an engem gewëssene Sënn domadder dat classescht Altersheem, wéi mer et ëmmer kann hunn, ofgeschaaft?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. D'Wuert huet direkt d'Familljeminesch, d'Madamm Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Villmools Merci, Här President, a villmools Merci dem Här Kaes fir d'Fro. Ech mengen, dass et dräi ganz interessant Froen sinn, ganz sécherlech.

Et ass am Fong esou, dass natierlech och villes hei un der Fleegeversécherung läit. Wann eng Persoun ewechfällt, déi e ganz héije Bedarf u Fleegeversécherung hat, dann ass d'Personal natierlech dann dee Moment do. Dat heescht, do ass et dann esou, dass, wann déi Persoun e ganz héije Fleegeplang hat, dann huet natierlech dat Haus och dat Personal, wat dat konnt dee Moment assuréieren. Dat ass en Deel vun der Gestiouen vun engem Haus, dorobber hu mir alleguerten natierlech keen Afloss.

Mir stelle fest, dass d'Leit ëmmer méi spéit an en Haus ginn, ob dat e CIPA ass oder eng Maison de soins. Dat heescht, d'Leit bleiwen ëmmer méi laang doheem. Mä do ass et ganz ënnerschiedlech. Do gëtt et Waardelëschten. Et gëtt keng national Waardelëscht, mä all Haus huet Waardelëschten. Do si vill Leit, déi sech op Waardelëschten aschreiwene, obwuel se nach guer net wëllen an en Alters- oder Fleegeheim goen. Si schreiwene sech alt emol drop fir de Fall, wou se eng Kéier wëllt goen.

Mir héieren ëmmer nees vun Haiser, wann e Bett fräi gëtt, da rufe se dacks op ganz, ganz vill Nummern un, bis deen Eische seet, e kéint eventuell envisagéieren wëllen, an en Haus ze goen. Dat heescht, et ass esou, dass d'Leit präventiv sech ganz, ganz dacks op Waardelëschte schreiwene. Mä wann ee wëllt an en Haus goen, och wann ee keng Fleege brauch, da soll ee sech op eng Waardelëscht schreiwene. An dann ass et iergendwann eng Kéier un engem. Dat dauert och net ze vill laang. Mä dann, jo, muss en natierlech dann dee Moment och goen, well da kéint et sinn, dass ee grad dee Moment awer féint, dass ee ganz gutt doheem ass, an den Dag duerno awer nees denkt: „Oh, vläicht wëll ech awer goen“, mä dann ass den Tour vläicht dee Moment fort.

Et muss een och soen, et gëtt natierlech och Leit, déi ganz séier mussen ënnerdaach kommen, well se op eemol eng Urgence hunn, well se an der Klinik sinn, well se net méi kënne heemgoen. Do ass et dann awer och wichtig, dass mer natierlech Plazen hunn, dass déi Leit och ganz séier kënne aus der Klinik eraus an en Alters- oder Fleegeheim ebe kommen.

An dann ass et och wichtig ze kucken, wou een higeet. Dofir invitéieren ech d'Leit ëmmer ganz gären, emol kucken ze goen. Gitt op Porte-ouvert! Gitt, wann d'Associatiounen Porte-ouvertë maachen oder aner Fester feieren, gitt déi Haiser eng Kéier kucken! Gitt kucken, wéi et wou ass, wat wou gebuede gëtt! Ech mengen, dass dat ganz, ganz wichtig ass, fir dass een och gesäit, wéi d'Ambiance an engem Haus ass. Ech mengen, dass dat net ganz onwichtig ass.

Ech profitéieren awer dovunner, dass ech nach e ganz e bëssen Zäit hunn, Här President, fir ze soen, dass mer och un enger Reform schaffe vum Volet Personnes âgées, am Beräich ASFT justement. Ech hunn en Aarbechtsgrupp agesat um Familljeminesch. Et ass wichtig, dass mer méi Transparenz kréien am Secteur. An ech wëll eben, dass den eelere Leit an hire Famillje méi Protektioun och gi gëtt am Sënn vun der Protection du consommateur.

Een, deen an en Alters- oder Fleegeheim geet, dee bezilt e Präis. Mä dee sollt och wëssen, wat do an deem Präis dran ass a wat d'Supplémenter sinn a wivill d'Supplémenter kaschten. Do si mer am Moment amgaangen, drun ze schaffen, fir dass d'Leit och déi eenzel Haiser kënne vergläichen, well et wëllt jo net jiddwereen an all Haus vläicht goen, mä da kritt een awer och emol... Mir hätte gären, dass d'Leit gesot kréien, wat dann och effektiv do dee Moment ugebuede gëtt.

Dat zweet Zil vun där Reform ass et, fir d'Qualitéit vun de Servicer ganz héich ze halen. A mir wäerte geschwënn do och Consultatiounen mam Secteur ufänken a mat deenen anere concernéierte Ministären.

Mä neen, fir op Är Fro ganz konkret ze äntwerthen, neen, et ass mir net bekannt, dass elo Leit, déi kee Fleegeplang hunn, net an en Alters- oder Fleegeheim erakommen. Si mussen op eng Liste d'attente natierlech an do geet et natierlech dann dee Moment der Rei no.

Voilà, ech soen lech villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Minister. Déi nächst Fro kënnt vun der Madamm Joëlle Elvinger a riicht sech erëm un d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère an dréit ronderëm de Projet „Luxembourg - Let's make it happen“.

- **Question n°296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxembourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie**

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).**- Merci, Här President. 2016 huet Lëtzebuerg sech eng Signature ginn, fir eist Land besser no bausse visibel ze maachen an och op deene verschiddene Wirtschaftsmissiounen eenheetlech ze vermaarten.

D'DP begréisst dës nei Signature, déi jo och bei jiddweringem, an de Käpp gutt ukomm ass an hiren Zweck och gutt erfëllt.

Ech wollt awer eng Fro stellen iwwert déi Parteneriater, wat d'Signature „Luxembourg - Let's make it happen“ ugeet, virun allem mat Sportler, awer och mat der Privatwirtschaft. Verschiddene Nationalequppen, awer och individuell Sportler droe jo de Logo „Luxembourg - Let's make it happen“ op hiren Uniform, wa si am Ausland op Kompetitiounen am Asaz sinn.

D'lescht Woch hunn ech awer net schlecht gestaunt, wéi ech dës Signature op engem Reklammeblietche vun enger grousser Lëtzebuerger Supermarchéschaïne gesinn hunn.

Dofir meng Froen: Déi Equippen a Sportler, déi de Logo „Luxembourg - Let's make it happen“ op hiren Tenue droen, ginn déi dofir vum Ministère subventionéiert? A wa jo, wéi héich ass de Budget fir d'Sportler insgesamt?

A wéi gesäit et mat den Entrepreneuren, der Privatwirtschaft aus, wéi zum Beispill der genannter Supermarchéschaïne? Kréien déi och Suen, fir dës Logo op hirem Reklammeblietchen ze drécken? A wa jo, wéi héich ass de Budget fir esou Parteneriater mat der Privatwirtschaft?

A wat sinn d'Kritären, déi dës Entreprisë mussen erfëllen, fir dierfen de Logo vun „Luxembourg - Let's make it happen“ ze benotzen? Muss een zum Beispill do Lëtzebuerger Produiten ubidden oder kéint och all aner Supermarchéschaïne, déi zu Lëtzebuerg aktiv ass, esou e Parteneriat ufroen?

An da meng lescht Fro: Geet de Ministère proaktiv op esou Entrepreneuren duer oder sinn et

si, déi op de Ministère zoukommen, fir unze-froen, fir kënne déi Signature „Luxembourg - Let's make it happen“ ze benotzen?

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. D'Wuert huet d'Statssekretärin am Wirtschaftsministère, d'Madamm Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.**- Merci, Här President. Ech si frou, vun der Madamm Elvinger ze héieren, datt d'Efforten zugonschte vun der Reputatioun vu Lëtzebuerg, déi gemaach ginn, appreciéiert ginn.

Wat elo d'Fro ugeet, wien d'Signature, de Logo applizéiert an zu wéi enge Konditiounen, wëll ech als Eischt soen, datt, fir datt iwwerhaapt d'Ennerschrëft vu Lëtzebuerg zum Droe kënnt, se jo och muss an d'Welt gedroe ginn, an zwar vun eise Partner, an dat sinn zu engem groussen Deel déi national Sportsfederatiounen, awer och eenzel Sportler, déi duerch hiren exzellenten Niveau an hirem jeeweilege Sport op internationalem Niveau ëmmer positiv opfallen. An déi sinn natierlech an dësem Kader immens wichteg Ambassadeuren. Ee gutt Beispill ass de Gilles Müller, wéi Der wësst, mä et gëtt natierlech awer och nach eng ganz Rei aner. Si sinn déi sportlech Vertrieder vum Land a weisen, datt de Grand-Duché och sportlech vill ze bidden huet. A mir ënnerstëtze se an där Demarche a ginn hinnen d'Méiglechkeet, fir eist Land och eenheetlech ze representéieren.

An deem Sënn hu mer eng Rei vu Parteneriater ausgeschafft, wou mer am Géigenzuch vun enger finanzieller Participatioun en Engagement vun hinne kréien, datt si eis Ennerschrëft no bausse droen an och eis Wäerter vun Zouverlässegkeet, Oppenheet an Dynamik am Ausland verrieden.

Esou e Parteneriat muss eng international Ausrichtung hunn, dat ass wichtig, entweder eng Participatioun op engem internationale Sportsevent oder den Accueil vun auslänneschen Delegatiounen zu Lëtzebuerg respektiv och eng grouss Mediepräsenz a Visibilitéit op den Televisiounschäinen, am Internet, am Livestream an esou weider.

An d'Partner engagéiere sech, fir déi Ennerschrëft op hire Sportstenuen ze droen a se an hir international Kommunikatioun erafflëssen ze loosse. Dat erlaabt eis, wéi gesot, en eenheetlech a kohärent Bild vu Lëtzebuerg no bausse ze droen.

Mir evaluéieren op Basis vun de Kritären, déi mer opgestallt hunn, a kucken, wéi déi jeeweileg Federatioun déi Kritäre wëllt ëmsetzen. Do muss jo dann d'Sportstricoten nei bedréckt ginn, awer och d'Calicote fir d'Sportshalen zum Beispill gemaach ginn, Lettragé fir d'Autoen, d'Bussen an esou weider. Et ass esou, datt mir natierlech fir déi zousätzlech Fraisen am Kader vun dësem Parteneriat opkommen.

De Gesamtbudget fir d'Parteneriater am Sport mat am Ganze bis elo 19 Federatiounen a fénef individuelle Sportler louch zejoert bei 190.000 Euro insgesamt.

Wéi gesäit et elo ass mat den Entrepreneuren der Privatwirtschaft? Also, et ass esou, datt d'Regierung wuel d'Entrepreneuren encouragéiert, fir d'Signature unzewennene, wa se sech mam Land, mat de Valeuren identifzéieren. Mä do gëtt et absolutt kee Finanzement vum Stat. Et gëtt keng Konventioun an also och keng Subventioun.

D'Betriben mussen eng Demande maachen un de Ministère, deen hinnen d'Mark zur Verfügung stellt, ënnert der Konditioun, wéi gesot, datt hir Initiativ an och d'Applikatioun konform si mat de Valeuren, konform sinn zu deem, wat mir eis virstellen, an och natierlech zu der Promotioun am Ausland vu Lëtzebuerg bäidroen.

De Ministère mécht kee Lobbying bei de Betriben. Dat wëll ech ganz kloer soen, well dat risquéiert eriwwezekommen, wéi wann ee sech misst un iergendeng Linn vun Nation Branding halen oder wéi wann ee géif eppes imposéiert kréien. Dat ass net eis Approche. Dat wär a mengen Aen och kontraproduktiv. Mä wann een interesséiert ass, da kann een déi Demande maachen, online, ganz onkomplizéiert, um Internetsite vun „Inspiring Luxembourg“. Sou huet de Ministère dann och ëmmer den Iwwerbléck, wien iwwerhaapt déi Signature applizéiert a wou, a kéint och en eventuelle Messbrauch evitéieren. Bis elo gouf et dat awer net, bien au contraire.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och der Madamm Statssekretärin. Laut Reglement si mer elo um Enn vun eiser Froestonn ukomm. Et ass eng Stonn eriwwe. Ech sinn awer selbstverständlech bereet, wann d'Chamber dat wëllt, fir déi zwou Froen, déi nach ausstinn, ze behandelen.

Wat ass d'Meenung vun der Chamber? Solle mer déi fäerdeg maachen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert an den Här Hahn d'äerf iwwert den Tesla seng Fro stellen.

- **Question n°297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Merci, léif Kollegeen, dass mer déi Froen hei och nach kënne mat duerchhuelen.

Rezent ass de Fuerpark vun der Police vergréisert ginn em zwee ganz besonnesch Gefierer: zwee Elektroautoe vum Typ Tesla, deemno emissionsfräi Autoen, déi menges Wëssens geduecht sinn haaptsächlech fir den Asaz op den Autobunnen.

Net méi spéit wéi de Moien ass et eng gréisser Opreegung ginn an der Press, awer haaptsächlech och an de soziale Medien, well et geheescht huet, déi Gefierer kéinten net a Betrib goen, well se net duerch de Contrôle technique passéiere géifen, well et Problemer géif gi mat der Stroossekonformitéit, wat déi blo Luuchte respektiv d'Sirenen um Auto ugeet, an elo missten dann déi zwee Gefierer an d'Ausland goen, an Däitschland, fir dann an Däitschland den TÜV ze passéieren.

Et ginn awer och ganz kontradiktoresch Aussoen an deem heiten Dossier. An dofir wier ech frou, wann de Minister vläicht do e bësse Liicht kéint an deem Dossier erabréngen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech wollt dem Här Hahn vläicht just soen,...

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech stelle just...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...Här President: En huet d'Fro un dee falsche Minister gestallt. Ech sinn net Policeminister, mä Nohaltegekeetsminister. Et ass eng Fro fir un de Minister vun der Sécurité intérieure, an et ass elo fir d'Madamm Closener.

► **M. Max Hahn (DP).**- Ma wann Der mer d'Chance géift ginn, Här Minister, et ass jo d'Froestonn un d'Regierung, an Der loosst mech déi zwou Froen stellen, déi ech lech wëllt stellen, da wär ech zumindest...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, d'Madamm Statssekretärin ass scho prett, fir dat ze maachen, an et ass effektiv...

(Interruption)

Et ass keng Äntwertstonn vun der Regierung, mä et ass eng Froestonn vum Parlament.

► **M. Max Hahn (DP).**- Villmools Merci fir déi gewonnen Ennerstëtzung, Här President. Ech mengen awer, dass och vläicht Dir zoustänneg sidd, mä dat gesi mer jo dann, wie wëllt äntwerthen. D'Fro geet un d'Regierung. Bon!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Voilà!

► **M. Max Hahn (DP).**- Déi zwou Froen, déi ech dann am Kader vun der Froestonn un d'Regierung géif stellen, dat ass a) firwat vläicht dës Gefierer net, wéi déi meescht Gefierer, direkt och am Wierk equipéiert gi si mat deene Luuchten.

An déi zweet Fro, déi ech mer an deem heite Kontext stellen, dat ass: Firwat ginn déi Gefierer elo an Däitschland bei den TÜV? Firwat kënne mer dat net hei bei ons um Territoire maachen, hei zu Lëtzebuerg, notament wann ee weess, dass ee vun deene gréissten TÜVen, Dekra, fir en net genant ze hunn, jo och implantiert ass hei zu Lëtzebuerg, zu Bartreng?

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. D'Regierung äntwert.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à la Sécurité intérieure.**- Här President,...

(Hilarité)

...leider muss ech jiddwereen enttäuschen, deen haut e wéineg „Police-Bashing“ hei wollt maachen, well et jo zu engem neie Sport zu Lëtzebuerg schéngt auszearten!

Déi nei Elektroautoe vun der Police, déi kënne guer net vu Sandweiler refuséiert gi sinn, dat wëll ech hei ganz kloer soen, well et ass emol iwwerhaapt nach keng eigentlech Demande gemaach ginn op d'Zouloosung. Wat gemaach gouf, ass eppes ganz Normales an Alldeeglech: Well dat hei jo méi speziell Ween sinn, mat technesche Spezifitéiten, huet d'Police sech bei deene kompetente Servicer

vun der SNCA reiseignéiert iwwert d'Demarchen, fir eben déi Ween kënnen unzemellen. An am Kader vun hirer Missioun, vun hirer Mission d'assistance, huet d'SNCA hir Expertise zur Verfügung gestallt, huet d'Police beroden, fir dass se kann, le moment venu, e kompletten Dossier presentéieren, mat all deenen néidege Piëcen, fir d'Autoen dann effektiv kënnen eng Kéier unzemellen.

Bis haut, an dat wëll ech och betounen, waren déi Autoen emol nach net zu Sandweiler iergendwann eng Kéier. Déi stinn an der Garage.

Am Kader vun der Prozedur huet d'Police Opnametester bei engem agreéierten technische Service, dem TÜV, maache gelooss. Verschidden Tester gi vun deem Service am Ausland gemaach. Dat ass intern esou festgehalten. An een Test um Circuit, deen eigentlech am Dezember hätt solle gemaach ginn, deen huet misse verréckelt gi wéinst dem Wieder a gëtt elo Enn Januar gemaach.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass déi Prozedur, déi hei gemaach gëtt, sech bei all Umeldung vun engem Gefier applizéiert, dat Ännerunge par rapport zu sengem État d'origine gemaach krut. Soubal déi néideg Elementer do sinn, wäert d'Police bei der SNCA d'Immatrikulation virhuelen.

Ech gi staark dovun aus, dass dat dann och jiddwerengem eng ganz grouss Nouvelle an eng Risikowäert wäert wäert sinn. Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Déi lescht Fro kënnt vum Här Alexander Krieps a betrëfft déi Accidenter, bei deene Foussgänger Affer gi sinn. Den Här Krieps huet d'Wuert.

- **Question n°298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

- **Question écrite n°3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Gudde Mëtteg, Här President, a Merci fir d'Wuert. E Merci un de Minister, dass e kann bleiwen. Ech stellen him haut keng Fro iwwert den Irrgarten. Dat ass eng Entlaaschtung am Fong. Mä ech wollt lech eng Fro stellen iwwert déi Multiplikation vun den Accidenter, déi Foussgänger implizéieren. Dir hat wuel am Hierscht vun zwee vu menge Kolleegen, den Hären Hahn a Lambert, eng Fro kritt, eng schréfflech Fro dorriwwer.

Mä rezent muss ee kucken, an Dir kënnt dat haut um Internetsite vun RTL liesen: haut de Moien zwee Foussgänger an der Stad Lëtzebuerg, geschlechter Esch, virgëschter um Houwald, de Samschdeg zu Diddeleng, Nidderfeelen de Freideg, den Donneschdeg an der Stad, d'Woch virdrun erëm Nidderfeelen, Hiefenech, d'Stad, Schéffleng an esou virun. Am Mount Dezember 20 Accidenter mat Foussgänger! Dat steet alles um RTL-Site. Dofir. An de Moien hunn ech déi Fro gestallt, Här Minister, ouni ze wëssen, dass dat erëm haut um Site do wär.

Ech weess zwar, dass et eng schlecht Joreszäit ass. Et ass donkel, et reent schonn zwee Méint laang. Ech weess och, dass d'Gemengen an de Stat vill Efforte gemaach hunn, fir d'Foussgängersträifen, verschiddener, ze belichten. Ech fueren all moies duerch d'Rue Pierre Krier, do sinn dräi grouss Foussgängersträifen, déi sinn net belicht, net gutt belicht. Si sinn en plus en face vu Busarrëten, wat och nach vill méi risquéiert ass fir d'Foussgänger.

An da kenne mer d'Habitude vun de jonke Leit haaptsächlech, den „Hoody“, déi nei Moud. Ech hu menger Duechter esou eng Jackett kaaft virun e puer Deeg, an eng grousser Kaputz. Dat nennt een e „Hoody“ anscheinend, ech kennen näischt dovunner. Si hu Kopfhörer un, si kucken net, si kucken op den Handy, wa se iwwert de Foussgängersträife ginn, a sécher den Automobilist och, dee kuckt och op säin Handy.

(Hilarité)

An dann..., neen, dat muss een esou gesinn! An de Problem: Si lafen och iwwert d'Strooss net onbedéngt um Foussgängersträifen, ob-schonn de Code de la route seet: „Wann Der innerhalb vu 25 m sidd, sollt Der iwwert de Foussgängersträife goen.“ An da gi se och nach an der Faarrichtung schif eriwwer, mam Hoody op. Et freet sech..., e Kollege huet mer de Mëtteg gesot: „Am Ostblock, wann et nuets ass oder owes an däischer, sollt Der Reflecteuren um Arem hunn.“

Ech wollt lech just déi puer Froe stellen, wat ee ka maachen, fir d'Foussgänger besser ze schützen, an ob een net sollt d'Reglementer änneren, dass se mussen zwou Sekonne waarden, wéi dat am Code de la route fir e Stopp fir en Automobilist géllt.

Ech soen lech Merci, Här Minister.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Eng Sekonn, Här Minister, wann ech gelift! Här Nohaltekeetsminister, just eng Sekonn! D'Madamm Hemmen huet eng äänlech schréfflech Fro un lech gestallt an dat gëtt eis d'Geleeënheet, fir déi zwou mateneen ze behandelen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Effektiv, ech hunn lech och esou eng Fro gestallt, direkt am Ufank, wou et scho lassgangen ass eigentlech mat där traureger Serie vun Accidenter.

An ech hunn lech an deene sëlliche Froen, wou ech mech dann och elo deem ralliéieren, wat den honorabelen Här Krieps hei gefrot huet, nach als Suggestioun bäigefléckt, ob een net vläicht sollt déi Campagnen, déi Der souwisou jo scho lafen hutt a wou d'Foussgänger drop opmierksam gemaach ginn, dass se sech méi visibel solle kleeden, ob een déi net wierklech nach sollt verstärken an ob net grad an deene Perioden hei déi Campagné vill méi intensiv nach sollte propagéiert ginn. A firwat net, och bei de Kanner, déi Reflektoren, dass een déi wierklech vläicht kéint zum Deel - an ech weess, dass dat ka komplizéiert sinn - vläicht emol obligatoresch maachen, oder wéi och ëmmer.

Op alle Fall, ech mengen, mir sinn eis eens, dass mer do vill méi staark mussen virgoen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Elo huet den Här Nohaltekeetsminister, den Här François Bausch, d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir all déi Froen. D'Verkéierssécherheet ass en Thema, wat sech net eegent, fir Witzer ze maachen, fannen ech. An ech fannen, et soll een dat ganz eescht diskutéieren. Dat wäert ech och maachen.

Et ass och esou, dass bei de Verkéiersteilnehmer, an dat si mer alleguerten, ob mer Foussgänger sinn, Vëlofuerer, Autosfuerer oder Busfuerer oder wat och ëmmer, do gëtt et där enger an et gëtt där anerer. Et gëtt där enger, dat sinn där, déi hale sech un d'Regelen alleguerten, déi passen op an déi maachen de Maximum, dass hinnen näischt geschitt an deenen anereren och näischt geschitt. An et gëtt där anerer, déi fannen, dass d'Regelen, déi et gëtt, net fir si do sinn. Déi ginn iwwert d'Strooss, wou se wellen a wéi se dat wellen. An et gëtt och bei den Autosfuerer der, déi fannen, dass e Foussgängersträifen eigentlech just nëmmen esou iergendeppes um Buedem Gemooltes ass, mä net richteg do ass, fir si drop hinzewiesen, dass, wann e Foussgänger sech op e Foussgängersträifen engagéiert huet, dee Prioritéit huet a si gebiede sinn, stoen ze bleiwe respektiv hir Vitesse esou ze adaptéieren, wa se bei de Foussgängersträife kommen, dass se dann och un d'Hale kommen, wann een an d'Strooss geet.

Mir hunn an deem leschte Joer enorm vill Campagné gemaach ronderëm dee ganzen Aspekt urban Mobilitéit, Foussgänger, Vélo, Kanner, eeler Leit. Ech hu selwer en Tour duerch d'ganz Land gemaach. Aacht, neen, néng Oweveranstaltungen hat ech kräiz a queesch duerch d'Land mat Virtrag dorriwwer, wat d'Gemenge kënne maachen, fir den Design vun de Stroossen ze verbessern, fir dass eben d'Foussgängersträifen uerdentlech agezechent ginn, wéi een d'Vitessé soll an de Gemengen amanageréieren, fir dass d'Foussgänger méiglechst gutt geschützt sinn.

Mir hunn där Campagnen „Gitt siichtbar!“ méintelaang gemaach. Mir haten dat schonn dat Joer virdrum gemaach an dést Joer leeft dat scho vu September un. Vun de Supermarchéen iwwer allméglech Plazen, wou mer waren, sinn där Brassarden zu Dausende verdeelt ginn, mat dem Dépliant derbäi.

Also, méi ze maachen an der Sensibilisation - et kann een ëmmer nach méi maachen -, mä dat ass ganz schwierig.

Et gëtt och, wat den Aménagement vun de Foussgängersträifen ubelaangt, kloer Richtlinie vu mengem Ministère. Et gëtt och eng Broschür, déi all Gemeng zur Verfügung gestallt kritt huet, wou kloer drageschriwwen ass, wéi e Foussgängersträife muss agezechent sinn, wat d'Bedéngunge sinn, wéi e misst belicht sinn, zum Beispill, dass et net ëmmer drop ukënn, dass de Foussgängersträife belicht ass, mä dass

eben, wann den Auto kënnt, dee belicht ass, deen driwwergeet virun allem, dass d'Luuchten esou gericht sinn, dass se Sënn maachen.

Mir haten och - also meng Stroossebauverwaltung - vill Sträit mat de Gemengen, déi ëmmer erëm Foussgängersträifen ufroen, déi net esou belicht sinn, déi da verworf ginn dowéinst, wa se op Statsstroosse sinn, op Gemengestroossen. D'Commission de circulation vum Stat, also vu mengem Ministère, och déi verwerft der vill dowéinst, an dowéinst ass vill Sträit.

Also mir sinn all, jiddwereen, gefuerdert matzehlëfen, dass am urbane Raum, wat eng spezifesch Situatioun ass, wou vill Verkéiersteilnehmer, schwächer bis méi staarker, ganz staarker sech begéien, d'Regele respektéiert ginn an d'Stroossekonduitiounen esou sinn, dass keng Accidenter passéieren.

Elo hate mer effektiv déi lescht Woche vill Foussgängeraccidenter. Dat ass traureg, dat mussen feststellen. Ech muss awer allerdéngs och soen, dass déi lescht Wochen déi Foussgängeraccidenter - mä dat ass ëmmer e bëssen esou e Selbstläufer; mir maachen dat jo elo scho véier Joer an der Stroossesécherheet! - extra medial ervirgehewe gi sinn! Well ech wëll lech awer soen, dass d'Joer 2017, wat d'Accidenter ubelaangt, haaptsächlech déi schwéier Accidenter mat de Foussgänger, manner schlëmm war wéi 2016! An 2016 zum Beispill, do sinn déi Accidenter vill manner beschriwwen ginn an der Press.

Also, et ass och eng Saach vu Wahrnehmung. Et ass natierlech schlëmm, all Accident ass schlëmm, wann e geschitt. An duerfir dierf een awer och elo net dramatiséieren a maachen, wéi wann zu Lëtzebuerg d'Situatioun esou wär, dass een hei quasi kee Fouss méi dierft op d'Strooss setzen, well alles onsécher wär. Esou ass et net!

Mir hunn e Problem, generell. Fir meng Begrëffer kann e souwisou nëmmen eppes ginn: Dat ass d'„Vision Zéro“, keng Verkéiersdoudeger a keng schwéier Verkéiersbleséierter. An duerfir maachen ech de Maximum, ech mengen, dat hutt Der jo an deene leschte Joren erlieft, inklusiv, wann et drëms geet, heiansdo onpopulär Moosnamen ze huelen.

An eis Zuelen, dat kann ech lech och elo scho soen - ech hunn zwar am Moment nëmmen d'Bruttozuele vun 2017 -, dat ginn awer ganz sécher déi bescht zënter dass jeemools gemooss ginn ass. A wa se esou bleiwen, wéi ech se de Moment um Dësch leien hunn, gi se extrem gutt, haaptsächlech, wat d'Doudeger ubelaangt, souguer par rapport zum Joer virdrun, soudatt ee gesäit, dass déi Mesuren, déi mer ergraff hunn, iwwert déi jo och vill diskutéiert ginn ass, hir Wierkung weisen.

Dat stëmmt mech positiv, fir dass mer sollen op deem Wee weiterfueren. An dat heiten ass en Aspekt, deen natierlech ganz besonnesch wichteg ass, well et dréit sech ëm déi besonnesch Schwaach am Verkéier. An do sinn d'Gemengen, de Stat, de Minister, mä och all eenzelne Bierger gefuerdert matzehlëfen, dass mer déi Zuelen erofkréien!

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. Mir sinn dann elo um Enn vun eisen 80 Minutte Froestonn ukomm an ech géif dann zu deem nächste Punkt vun dem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass déi Aktualitéitsstonn, déi vun de Kolleegen vun der CSV gefrot ginn ass, iwwert déi nei CFL-Zuchhorairen.

Dir kennt d'Spillregeln: zéng Minutte fir déi Kolleegen, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot hunn, a jee weils fënnf Minutte fir d'Fraktiounen an d'Sensibilitäten. D'Wuert huet elo den Här Marco Schank.

7. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL

Exposé

► **M. Marco Schank (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem 10. Dezember fonctionnéiert deen neie Fahrplan vun der CFL. Deen huet de Motto „Good Morning Mobilitéit“, dee jo en neien Depart an der Mobilitéit vu jiddwerengem am Alldag soll markéieren.

No fënnf Wochen dierf een, mengen ech, en alleréischte Bilan zéien, nodeems deen een oder anere Kollege/Kolleegin awer och hei aus dem Haus eng parlamentaresch Ufro zu deem Thema scho gestallt hunn.

Ech denken, dass et sënnvoll ass, e kuerzen Iwwerschlag ze maachen an ze kucken, wat fonctionnéiert respektiv wat net, wat eventuell besser gouf oder wou soll nogebessert ginn. Ech wëll och betounen, dass et onméiglech ass, an deenen zéng Minutten op all SMSen a

Mailen anzegoen, déi ech virun der Heur d'actualité krut, oder op déi Gesprächer, déi een am Zuch féiert, wann ee mam Zuch schaffe fiert. An duerfir beschränken ech mech och op eng Auswiel vun den Aspekter a Kritikpunkten.

Ze begreissen ass, dass ass och am Virfeld ëmmer nees erausgestrach ginn, dass d'Leit aus dem Norde respektiv Süden, iwwerhaapt déi Leit, déi um Kierchbiërg schaffen, elo direkt op de Pôle d'échange vun der Roudier Bréck kënne fueren, fir do mam Funiculaire an duerno mam Tram Richtung Kierchbiërg bruecht ze ginn. Dat ass fir des Leit e reellen Zäitgewënn. An ech mengen, dass des Offer mam Tram och ganz gutt vum Public ugeholl gëtt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Beim neie Fahrplan gëtt et awer och eng Partie Problemer, besonnesch do, wou d'Situatioun natierlech par rapport zum fréiere Fahrplan geännert huet, dobäi grad dacks bei méi klengen Ännerungen, déi den Utilisateur awer um Terrain séier vill Zäit kaschten. Ech wollt der duerfir just e puer opzielen, well déi Oplëschung sécher och net komplett awer ka sinn.

Villes, fir net ze soen alles, ass, denken ech, dem Minister bekannt, an ech ginn och dovunner aus, dass hien och nach ewell op aner Problemer higewise gouf am Land, déi mir elo net bekannt sinn.

Ech fänke mat der Nordstreck un. An de vergaangene Jore gouf hei en Hallefstonnentakt agefouert, wat eng reell Plus-value fir d'Leit aus dem Norde bedeit. Mam neie Plang fällt den Hallefstonnentakt zu Méchela an op der Giewelsmillen ewech, ausser fir dräi Zich moies respektiv zwee Zich owes. Dass an de Spëtzenzäiten den Hallefstonnentakt bestoe bleift, ass gutt, begrëssenswäert, wërt awer d'Fro op, firwat den Hallefstonnentakt net kann ausserhalb vun de Spëtzenzäite bäibehale ginn. Wann et an de Spëtzenzäite geet, freet ee sech, firwat et an enger Zäit, wou manner Leit ënnerwee sinn, do net geet.

Op der Nordstreck fueren och vill Schüler mat. Sou konnten d'Schüler aus dem Norden, déi am Emile Metz, am Uelzecht Lycée, an de Lycéeën um Lampertsbiërg an d'Schoul ginn, ëmmer vun Zich um Arrêt zu Dummeldeng profitéieren, déi hiren Depart an der Gare Lëtzebuerg haten. Dës Arrête sinn ewechgefall. Firwat ass dat esou? An ech froen: Wier et net noutwendeg, grad vläicht hei awer wéinstens de Schüler des Arrëten erëm hierzustellen?

Nom Fahrplanwiessel beklot sech och eng grouss Zuel vun Utilisateuren op der Ligne 60 vu Rémeleng a Käl, dass vill Zich Retard hätten an dass se géifen hir Korrespondenzen net kréien. Heizou huet de Kollege Yves Cruchten eng Fro gestallt, méiglecherweis geet en dann herno selwer dorop an.

Et ass just ee Saz, deen ech awer wollt erausträichen: Do kann ee liesen, dass d'CFL-Clients en „manque d'informations (...) aux passagers“ kritiséieren, well een duerch de Retard vun den Zich eben dacks net wéisst, ob den nächsten Zuch, deen an d'Gare eraleeft, dee mam Retard ass respektiv ob deen dann och an all Gare duerno stallhält. Iwwergens och um Sujet vun de Kommunikatiounen wëll ech herno nach e puer Wuert soen.

Eng weider Kritik kënnt vun de Gemenge Biver, Betzder, Manternach a Schëtter respektiv vun de Leit, déi d'Linn 30 Lëtzebuerg-Waasserbëlleg benotzen: Nom Fahrplanwiessel gi verschidden Arrête manner dacks respektiv vu verschiddene Schnellzich guer net méi bedéngt, och net während de Spëtzenzäiten. Konkret geet et do och ëm d'Arrête Wecker a Mënsbech. Hei gëtt vun enger Verschlechterung vum Takt op dëser Streck geschwat. Innerhalb vun aacht Minutte fueren an der Stad zwee Zich fort, an dann no 52 Minutten eréischt deen nächsten. An och do schwätzen d'Clienté vun enger Verschlechterung vun der Offer respektiv vun engem reellen Zäitverloscht.

Da krut ech och nach geschriwwen, dass duerch d'Mise en circulation vun Tram déi Busser, déi virdrun iwwert d'Avenue John F. Kennedy gefuer sinn, deviéiert ginn, ënner anere och an de Wunnquartier Domaine du Kiem. Déi passéieren do, wat, wéi et schéngt, zu engem spektakulären Zouwuess vun Arrëten do gefouert huet. Ech kann déi Zuel net kontrolléieren. Do si Familljen, déi vu méi wéi 1.300 Arrête pro Dag schwätzen, a wou d'Leit, déi do wunnen, sech natierlech iwwer entspreichend Nuisancen da bekloen.

Ech mengen, dass de Minister eng Kéier do geäntwert hat, dass d'Situatioun sech géif verbessern, wann all d'Tramaarbechten ofge-

schloss wieren. Mä dozou meng Fro: Wéi en Zäitpunkt ass hei gemengt, wann ee seet: „Ofschloss vun den Aarbechten“? An ass net noutwendeg, entre-temps awer eppes ze ennerhuelen, fir déi Situatioun ze entlaaschten?

Dann hunn ech eng Fro, déi vu Leit gestallt gouf, déi den Tram regelméisseg huelen: Wat geschitt, wann en Tram eemol blockéiert ass, en Accident huet? Gëtt et e Plang B, esou wéi beim Zuch; e Plang B mat Busser? Oder sinn d'Leit gezwongen dann, ech soen emol, vun der Luxexpo erof op de Funiculaire ze goen? Ech mengen, esou e Fall goud et eng Kéier an der Chrëschtvakanz, wéi en Auto ze vill no un den Tramsschinn geparkt hat.

Madamm Presidentin, deen neien Zuchplang war jo virun allem mam Objektiv ugekënnegt ginn, d'Pünktlechkeet um Reseau ze verbesseren. Meng Fro: Huet de Ministère respektiv d'CFL schonn dozou Donnéeë gesammelt? An: Si schonn Ännerungen um Zuchplang vum 10. Dezember fir d'Zukunft geplangt?

Ech hunn an der Syprolux-Zeitung „Transport“ gelies, datt den CFL-Direkter am Bârot vum 13. Dezember gesot huet, datt sech déi Pünktlechkeet op alle Linnen, ausser der Linn 50, verschlechtert hätt, also tëschent Januar an November. Dat war virun dem Fahrplanwiessele, wuel verstanen. A vill Ursache wieren eng Uneneekettung vu Mëssstänn, steet an der Zeitung. Et sinn och vläicht nëmme Problemer gemengt, „Missstände“ ass en anert Wuert, en anere Begrëff. Den Direkter hätt weider gesot, hunn ech gelies, d'Zuel vun den ausgefallenen Zich wieser och eropgaangen, an hien hätt an alle Fäll eng konkret Ursachefuerschung gefrot, dëst en vue vu Verbesserunge fir 2018.

Meng Fro dozou, Här Minister: Gëtt et en Datum, wou d'Resultater vun dëser Ursachefuerschung solle kënnen virleien, respektiv wier et net sénnvoll, ebe genau dës Ursache mat de Realitéiten nom 10. Dezember ofzegläichen?

En anere ganz wesentlechen Aspekt ass dee vun der Kommunikatioun, déi a mengen Aen awer nach ëmmer ze kuerz kënn, obwuel et Verbesserung goud; dat ginn ech gären zou. Zum Beispill déi besteeënd App vu mobilitéit.lu mat Alarmfunktions ass net schlecht, mä trotzdem: Näischt ass méi lästeg, wéi wann den Zuch steet an et dauert a kee wees eppes Geneeës, fir de Patron oder aner Leit ze informéieren.

Insgesamt mengen ech, datt d'CFL-Responsabel solle manner crispéiert mam Thema Kommunikatioun ëmgoen. An ech denken och, datt et wichteg wier, wann d'Zuchbegleeder, déi jo ganz dacks och kee Bescheid kréien, da vun de Responsabelen aus de Leitzentralen direkt a korrekt méi séier au courant géife gehale ginn.

Erlaabt mer eng Fro, déi ech méi dacks vu Leit gestallt kréien, wann ech mam Zuch ennerwee sinn, nämléich déi, ob et net um besteeënd Reseau awer Gestionsreserve gëtt - ech si keen Expert -, an deem Sënn, datt beispillsweis bei den Arréten Zäit kéint agespuert ginn. Oder spillen do Sécherheetskritären? Dat mag jo sinn. Dacks gëtt gesot: Firwat kann een net e System hunn, dee méi no un d'S-Bunn erukënn? Geet dat iwwerhaupt op eisem Reseau? Ech weess dat net. Ech froen dat.

Da wollt ech am Kontext Verspéidung awer kuerz op eng noamenswäert Initiativ vun der Deutschen Bahn hiweisen, nämléich de Projet, deen ech och zu Berlin eng Kéier konnt gesinn: en „PlanStart“-Team mat senge Coordinateuren, déi iwwer Wochen a Méint an enger Regioun um Terrain kucken an iwwerwaachen, an dat dagdeeglech, wéi eng Problemer et mat Verspéidung ginn, Verspéidungen, déi ëmmer erëmkommen, déi sech widderhuelen, a wou da mat de gesammelten Donnéeë Léisunge gesicht ginn.

Eng lescht Fro nach zu den Zich, déi aus der Belsch kommen, vu Léck fort. Dovun ofgesinn, datt déi effektiv bal ëmmer Retard hunn, ass och den Equipement, speziell d'Sëtzer, definitiv keng Reklam fir den ëffentlechen Transport. Ech mengen, et war eng Kéier gesot ginn, et wier awer mat de Belsch geschwat ginn. Déi hätte versprach, fir en anert Equipement do anzusetzen.

Ech kommen zum Schluss, Madamm Presidentin. Mir wëssen, datt et mat deene ville Leit, déi all Dag mat den Zich, mat de Busser fueren, net einfach ass, eise Reseau pünktlech ze bedéngen - d'Zuel hält zou -, an datt d'Mataarbechter vun der CFL a vum ëffentlechen Transport insgesamt all Dag hiert Beschta maachen, fir datt et rullt, an datt besonnesch d'Mataarbechter an den Zich déi sinn, déi de Frust vun de Clienten direkt matkréien, ouni datt se derfir kënnen. An de Moment ass eng Partie Onze-

friddenheet an den Zich - ech mierken dat, well ech quasi all Dag dermat fueren -, mä an dësem konstruktive Sënn wollt ech awer meng Heure d'actualité vun haut de Mëtteg verstanen wëssen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Schank. Als éischten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Madamm Presidentin. An och Merci dem Kollege Marco Schank fir d'Ufro vun dëser Aktualitéitsstonn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguer, datt d'Zuel vun de Voyageuren am Zuchverkéier an deene leschte Jore staark an d'Luucht gaangen ass. Besonnesch an den zéng Joer tëschent 2005 an 2015 sinn d'Voyageurszuele vu 14 Milliounen op 22,5 Milliounen eropgaangen. Dat sinn 8,5 Milliounen Passagéier hei am Land méi, wéi gesot, respektiv 60% méi an deenen zéng Joer.

Dat ass eng gutt Nouvelle, well mir wëlle jo, dass méiglechst vill Leit vum Individualverkéier op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Mir wëssen awer och, dass d'Capacitéiten, déi mer um Zuchreseau hunn, net duerginn. Et gouf an et gëtt massiv an d'Schinnennetz investéiert.

An d'LSAP steet zu 100% zu där Politik. Mir sinn iwwerzeegt, dass eist Verkéiersnetz insgesamt weider staark muss ausgebaut ginn, wa mer net definitiv am Verkéierschaos wëllen ënnergoen.

Dat bréngt mat sech, dass zu engem Zäitpunkt, wou et eis wierklech u Capacitéite feelt, wou et en plus och nach Aschränkungen duerch Chantiere gëtt, besonnesch schweier ass. D'Erausfuereung ass deemno, den Trafic trotz deene Problemer esou gutt wéi méiglech ze geréieren.

Den 10. Dezember 2017, d'lescht Joer, hunn net nëmme einfach d'Horairé vun den CFL changéiert, mä et war déi éischte Kéier, wou den Tram gefuer ass, wat eng super Saach ass, an ee konnt aus dem Pafendall mam Funiculaire erop op de Kierchbiere fueren. Dee gesamte Reseau vum ëffentlechen Transport huet deemno mussen un déi nei Situatioun ugepasst ginn. Well den Tram awer just eréischt op engem Deelstéck, wéi mer alleguer wëssen, vun der virgesinnener Streck fiert, ass de Wee fir an de Stadzentrum fir eng Rei vu Leit do-duerch nach net méi einfach ginn.

Mir gi jo och dervun aus, dass d'Situatioun sech bessert, wa bis all Projeten, dat souwuel um Eisebunnsreseau wéi och um Tramsreseau, ëmgesat ginn, mä an der Tëschenzäit muss sech natierlech vill Clientéit vun der Schinn drop stellen, dass se manner Confort hu wéi vir-drun. Dat ass eben och duerch déi Chantiere bedéngt.

Verbesserunge sollt dann och deen neie Fahrplan vun der CFL bréngen. Et gouf ugekënnegt, dass engersäits zwar souwuel op eenzelne Strecke manner Zich géife fueren, dass net onbedéngt all Haltestell esou oft géif deservéiert ginn, dass verschidden Direktverbindunge géifen ewechfalen, dass d'Zich awer do-duerch géifen erëm méi pünktlech ginn.

An deem Kader hat och mäi Fraktiounskolleeg Yves Cruchten eng Fro gestallt iwwer d'Källdall-Retarden. An ech géif et awer dann, wéi mer de Mëtten hei héieren hunn, wierklech dem Minister iwwerloossen, dem Kollege Yves Cruchten schréfflech dorop eng Äntwert ze ginn. Dann huet dat och déi richteg Form, wéi dat soll sinn.

Zanterdeem deen neie Fahrplan applizéiert gëtt, gëtt et natierlech, dat hu mer elo héieren, nawëll vill Kritik vu ville Säiten. Eenzelner vun deene Kriticken hunn ech och schonn a Question parlementaire erëmfonnt. An dofir hu mer jo dann och de Mëtten déi Heure d'actualité.

Et gëtt awer och ganz sécher Leit, déi haut manner Zäit brauchen, fir op hir Aarbecht ze kommen, wéi nach am leschte Joer; mä dovunner héiert een natierlech manner respektiv näischt. Et wär dofir gutt, vum Här Minister ze héieren, wéi d'Situatioun op eisem Schinnennetz am Moment tatsächlech ausgesäit.

Gëtt et haut tatsächlech méi oder manner Verspéidung wéi nach mat deem ale Fahrplan? Wivill Zich falen a Wierklechkeet aus? Wéi heefeg sinn d'Konnexionsproblemer op deene Strecken, wou virdu méi Direktzich gefuer sinn? Gedenkt de Minister no den Erfahrungen aus deene leschte puer Wochen, de Fahrplan op eenzelne Punkten nozebesseren? Wa jo, wéini soll a kéint dat eventuell geschéien?

Vläicht nach just en anere Punkt, deen ech och alt wéll uschwätzen, well deen och heiansdo zu Onzefriddenheet féiert: Dat ass d'Kommunikatioun. Do goufe vill Fortschreitter gemaach. Ech mengen, mäi Kollege, de Marco Schank, huet dat och scho gesot vun der CFL-App. Ech mengen, dat ass eng gutt Saach, wou een an Echtzäit ka gesinn, wéi d'Veerspéidung vun den Zich sinn. Et klappt awer deelweis nach net ëmmer.

An do hu mer de Problem, wa Leit op enger Gare mat Verspéidung ukommen an eventuell de Bus mussen huelen, haauptsächlech de Privatbus, dass déi Privatbussen nach net mat deenen Digitalanzeigen do funktionnéieren. An hei wollt ech och dann de Minister froen, ob een do vläicht am Sënn vun de Privatbussen déi Aktioun kéint weiderféieren a wéini déi fonctionnsfäeg wär, fir dass déi Kommunikationsproblemer an deem Sënn kéinte behuewe ginn.

An domadder soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Negri. Als nächst Riednerin hunn ech d'Madamm Josée Lorsché ageschriwwen. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, et muss een net Ingenieur oder Consultant sinn, fir ze wëssen, datt d'Problemer, inklusiv d'Veerspéidungen op der Eisebunn, historiesch gewuess sinn an datt vill Hiewelen a Bewegung muss gesat ginn, fir d'Zerwisser op der Eisebunn op deen Niveau ze bréngen, op dee se gehéieren.

Ee vun dësen Hiewelen, wann et och just e minimalen Hiewel ass, ass den neien Zuchhoraire, deen den 10. Dezember 2017 agefouert ginn ass, parallel zu der Mise en service vun der Gare Houwald, dem Arrêt Pont Rouge, dem Funiculaire an der éischter Phas vum Tram.

Op d'Demande vun de Kollegee vun der CSV geet et jo haut drëms, e Bilan iwwer dësen neien Horaire ze zéien an iwwer verschidden Ajustementer ze schwätzen. Ech ginn dervun aus, datt den Här Minister dat opgrond vu rezente Statistike wäert maachen.

Mir sinn awer der Meenung, datt zu dëser Diskussioun och aner Saache gehéieren, well et geet net eleng hei ëm Minutten, déi ee verléiert oder gewënnt, jee nodeems, op wéi enger Streck datt een ennerwee ass.

Zu där Diskussioun gehéiert och eng ganz Pannoplie vu Moosnamen, déi an enker Relatioun mam Horaire stinn an e groussen Afloss op d'Pünktlechkeet vun den Zich hunn. Et handelt sech ëm all déi Moosnamen a Projeten, déi schonn eleng um Niveau vun der Eisebunn ëmgesat ginn oder kuerz-, mëttel- a laangfristeg wäerten ëmgesat ginn, nodeems déi Lëtzebuerger Mobilitéitspolitik de Kapp jorelaang an de Sand gestach huet, wann et ëm den Ausbau an ëm d'Moderniséierung vun den Eisebunnsinfrastrukture gaangen ass.

Et muss ee wierklech wëssen, datt trotz dem Wuesstum vun der Populatioun a vun den Aarbechtsplazen, virun allem an der Stad, d'Investitiounen an den CFL-Reseau sech jorzéngtelaang op engem Minimum beweegt hunn. Derbäi kënn, datt d'Zuel vun de Passagéier, esou wéi den Här Negri et scho gesot huet, innerhalb vun zéng Joer explosiounsarteg an d'Luucht gaangen ass: vu 14 Milliounen am Joer 2005 op 22,5 Milliounen am Joer 2015. Déi Explosioun huet definitiv zu der kompletter Iwwerlaaschtung vun den Zich a vun den Infrastrukture gefouert, egal wéi d'Horairen ajustéiert ginn.

D'Konklusioun, déi mir als Gréng an deem Kontext mussen zéien, ass a bleift déiselwech. Et ass déi, datt et carrement onméiglech ass, a kuerzer Zäit nozehuelen, wat während jorzéngte verpasst ginn ass, an datt et nëmme een eenzegt Mëttel gëtt, wat laangfristeg wierkt: Dat Mëttel nennt sech ganz einfach investéieren a schaffen. An et ass ganz genee dat, wat de Moment gemaach gëtt!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - D'Zuele soen alles. An de Joren 2013 bis 2023 fléissen 3,8 Milliarden Euro an d'Eisebunnsinfrastrukturen, géigeniwwer just 1,3 Milliarden an de Joren 2003 bis 2013. Dat ass eng Verdräifachung vum Budget, deen zur Verfügung gestallt gëtt fir den Ausbau an d'Moderniséierung vu verschiddene Linne vun der Stater Gare - Dir kennt déi Projeten -, och fir de Bau vun neie Pôles d'échange a fir d'Erneuerung vum Zuchmaterial, wou deemnächst 400 Milliounen Euro wäerten drafléissen.

Woubäi ech wéilt ervirsträchen, datt den Ausbau vun der Stater Gare mat zwee neie Quaien

och ëm zéng Joer virgezu gëtt, fir endlech déi néideg Plaz fir déi vill Zich ze schafen, déi do passéieren. An duerno kann een da wierklech vu Pünktlechkeet schwätzen.

Ëm zéng Joer virgezunn, dat wësst Der och, gëtt den Ausbau vum Tram a béid Richtungen, en Ausbau, deen doudsécher e positiven Afloss op de Fonctionnement an och op d'Pünktlechkeet vum Zuchtransport wäert hunn. Dat Ganzt hânt jo, wéi Der wësst, zesummen. An et wier engstireg, sech just op déi nei Zuchhoreiren an op déi vill CFL-Projeten ze fixéieren, ouni dem Gesamtkontext Rechnung ze droen, an deem mer eis hei bewegen.

D'Projeten, déi an deem Kontext nach ëmgesat ginn, wäerten den Drock haauptsächlech op d'Stater Gare, onofhängeg vun hirem Ausbau, reduzéieren an Enkpäss verhënnern, ganz einfach well net méi all Mënsch bis op d'Stater Gare muss fueren, wann en um Kierchbiere oder an der Géigend vun der Cloche d'Or schafft.

Donieft féieren all dës Moosnamen och zu engem massiven Zäitgewënn op deene betrafene Strecken; och doriwuer muss emol geschwat ginn. An dat huet sech zanter dem 10. Dezember schonn erausgestallt. Wéi gesot, et muss een och emol déi positiv Aspekter ervirhiewen, wa mer esou vill Kriticken héieren.

Donieft féieren dës Moosnamen och zu enger grousser Zefriddenheet, déi sech warscheinlech dann och vläicht eng Kéier a Lieserbréiwer kann ausdrécken, amplaz nëmme d'Kriticken!

Madamm Presidentin, mir sinn eis jiddefalls eens: D'Afféierung vun engem neien Horaire huet net all d'Problemer geléist. Mir sinn eis awer gradesou eens, datt scho vill Fortschreitter am Gesamtkontext vun der Mobilitéit gemaach gi sinn an datt weider massiv Verbesserung virun der Dier stinn, ganz einfach, well dës Regierung de Kapp net an de Sand stécht, mä investéiert an handelt, och wa verschidden onbequem Chantiere mat dëse Projete verbonnen sinn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Lorsché. Als nächst ageschriwwene Riednerin hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Madamm Presidentin. Et ass de Mëtteg schonn e puermol hei gesot ginn: De leschten 10. Dezember war jo u sech en historieschen Dag fir den ëffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg, well no 53 Joer emol erëm eng Kéier en Tram hei gefuer ass. Et sinn och zwee nei Arréten ageweit ginn. Ech wëll dat elo net méi am Detail hei nach eng Kéier ennersträchen, mä virun allem, wéi gesot, ass och en neien CFL-Fahrplang a Kraaft getrueden. An et ass evident, wann eng Émännerung vu Fahrpläng kënn, da gëtt et ëmmer Stëmmen, déi dat begrëssen, an et gëtt natierlech och emol Stëmmen, déi dat manner gutt fannen. Et ass och evident, datt d'Leit mussen hir Gewunnechte vläicht emol upassen. An da bréngt dat och mat sech, datt do eng Rei vun Diskussiounen opkommen. Dofir ass et och gutt, datt d'Kollegee vun der CSV dat haut hei awer emol kuerz zur Sprooch bréngen.

Eppes ass ganz kloer: An deene leschte Joren ass enorm vill an den ëffentlechen Transport investéiert ginn, virun allem natierlech, wat d'Schinn ubelaangt. Eng Rei Gesetzer goufen hei gestëmmt. Et sinn der nach eng Rei an der Waardeschleef. An et kann ee soen, datt jo bis d'Joer 2023 praktesch 4 Milliarde wäerten investéiert ginn. Do dernieft sinn och vill zousätzlech Zich agesat ginn. Och dat gëtt vläicht munchmol hei vergiess ze soen: zum Beispill zwee Zich pro Stonn op der Linn 70 oder zwee Zich pro Stonn op der Linn 10, wéi jo och en Zuch an der Stonn fir op Koblenz.

Dann dierf een och net hei vergiessen, datt jo och neierdengs Nuetszich agegat goufen. An ech beruffe mech hei op eng Äntwert op eng Question parlementaire vun der Kollegin Claudia Dall'Agnol, wou eis da matgedeelt ginn ass, datt vum 11. Dezember 2016 bis zum 18. November 2017 ëmmerhi 738 Zich 16.576 Passagéier transportéiert hunn. An dat ass jo awer och e Chiffer, dee sech weise léisst.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, datt, wéi gesot, déi lescht Wochen hei eng Rei Reklamatiounen virgeluecht goufen, ass verständlech. Et muss een dat vun deene Leit, déi betraff sinn, natierlech och novollzéie kënnen. Ech weess, datt zum Beispill natierlech virun allem och Leit, déi zu Diddeleng wunnen, net ganz frou sinn, datt do Zich suppriméiert goufen, déi direkt an d'Stad fueren. Dat huet jo als Reaktioun gehat, datt eng ganz Rei Kollegen heibannen zu Recht och Question-parlementairen, net nëmme zu deem Sujet, mä och zu anere Sujeten, gestallt hunn.



Dann ass engem awer och matgedeelt ginn, datt och Ännerunge komm sinn, fir ebe virun allem och d'Pünktlechkeet vun den Zich méi kënnen ze garantéieren. An da si mer direkt och bei engem ganz grouse Problem. An een, deen da regelméisseg mam Zuch fiert, dee kritt dat jo dann och ëmmer regelméisseg ze spieren. Dat ass den Enkpass, kann ee soen, an der Stad Lëtzebuerg, do wou d'Zich dann - loosse mer soen déi, déi vun Süde kommen - spéitens nom Arrêt Houwald erëm eng Kéier mussen eng kleng Paus aleeën, bis datt u sech d'Signaler fräi sinn, datt ee kann an d'Gare eraufieren.

Mä och do muss een awer hei ënnersträchen, datt sech jo e lo immens vill do deet. De Bau vun neie Quai ass voll amgang. An ech fanne, datt déi Aarbechten züege virginn. Dowéinst ass et vläicht zu deem Zäitpunkt och verfréit, fir schon en definitive Bilan ze maachen iwwert déi Fahrplanëmstellung.

Op där anerer Säit sinn dann awer och zousätzlech Zich agesat ginn, dat hunn ech schon hei gesot. Da missten awer och zum Beispill d'Streck Sandweiler-Contern, déi jo e lo zweigleiseg gëtt, oder den Ausbau vun der Gare Waasserbëlleg nach Entlaaschtungen a Richtung Oste mat sech bréngen.

Ech hu bei deene ville Reklamatiounen och emol gelies, datt enzel Leit sech - net zu Onrecht - opgereegt hunn, dass se e lo deen Zuch net méi kréien, dee se ëmmer kruten, well deen eben e lo zéng Minutten éischter fiert. D'Fro ass awer dann och ze stellen, ob net och kënnen emol d'Aarbechtszäite gegebenenfalls vläicht e bësse méi flexibel an deem Sënn gestaffelt ginn, datt een och vläicht emol eng Kéier ka fënnf, zéng Minutten éischter fortgoen. Oder ëmgedréit kéint dat jo och emol de Fall sinn.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, nach eng Kéier: Déi Kriticken, déi hei geäussert gi sinn, si mat Sécherheet novollzëibar. Ech wëll awer dann nach eng Kéier hei ënnersträchen, datt jo awer ganz villes bis e lo gemaach ginn ass an datt mer sollen nach e bëssen ofwaarden, wéi sech déi ganz Investitiounen an Zukunft wäerten entwéckelen.

Mir als Demokratesch Partei jiddefalls begrëissen awer déi Transportpolitik, déi an deene leschte Jore gemaach ginn ass. Mir wäerten dat och an Zukunft esou ënnerstëtzen. An ech sinn och iwwerzeegt, wa bis eng Kéier dee ganze Reseau reamenagéiert ass mat deenen Neierungen - ech denke virun allem natierlech un dee ganz grouse Projet vun der Stad op Beetebuerg, wann dee bis fäerdeg ass 2022-2023 -, da wäerte sech och nach zousätzlech Besserungen astellen.

Et dierf ee jo awer och net vergiessen: Mir lafen der Entwécklung ëmmer e bëssen hannendrun. Et ass méritoire, a virdu sinn hei Zuele genannt ginn, datt vill Leit ëmmer méi op den ëffentlechen Transport ëmklammen. Da muss natierlech och d'Ugebuert stëmmen. Mä dat ass awer och erëm en Zeechen, datt mer och weiderhin an enger Wuesstumsspiral sinn, datt vill méi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen, datt vill méi Leit mam ëffentlechen Transport fueren.

An datt da Problemer am Ufank vun esou Ëmstellung kommen, ass ganz normal. Mir jiddefalls sinn awer do gudder Hoffnung, datt sech an deenen nächste Méint a Joren awer nach villes um Niveau vun dem Reseau vun der CFL wäert verbesseren.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Graas. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, et ass scho gutt, datt mer driwwer diskutéieren an d'Initiativ vun der CSV a vum Kolleg Marco Schank iwwert deen neien CFL-Fahrplan hei begrëissen. Ech mengen, d'Kriticken no deem neie Fahrplan, déi si quasi aus allen Himmelsrichtungen komm, ob se vu Beetebuerg, vu Waasserbëlleg oder vun Elwen erof komm sinn. An duerfir, mengen ech, si jo eng Rei vu Questions parlementaires gestallt ginn. An, wéi gesot, haut hu mer eng Heure d'actualité.

Mä wa mer richteg kucken, dann ass dat eng Entwécklung, déi déi Konsequenzen einfach mat sech bréngt. Mir hunn haut an der Mobilitéit, ob dat am ëffentlechen Transport ass oder ob dat op den Autoen ass, iwwerall Stau. An duerfir gëtt et am Fong, doriwwer ass net esou vill geschwat ginn... De Kolleg Gusty Graas huet et e lo kuerz awer ugeschnitten: Et ass am Fong eise Wuesstum.

Mir mussen eis bewosst sinn: Wa mer esou weiderwuessen, da wäerte mer och déi Problemer

do net esou séier geléist kréien. An ech mengen, mir schwätze vill vun engem qualitative Wuesstum - wat dat och ëmmer anscheinend soll heeschen -, mä ech erënnere drun, datt de Finanzminister virun engem Mount hei op dëser Plaz stoung am Kader vun de Budgetsdebatten an en hat du jiddwerengem déi heiten Tabell ginn: 60.000 nei Aarbechtsplaze bannent fënnf Joer; 12.000 d'Joer. D'Regierung war also frou, houfreg, datt mer a fënnf Joer 60.000 nei Aarbechtsplaze geschafft hunn.

60.000 nei Aarbechtsplazen, dat si 40.000 Frontalieren. A gläichzäiteg hu mer a fënnf Joer och nach 60.000 nei Residenté kritt, soudatt ee weess: An engem Zäitraum vu fënnf Joer hu mer 100.000 Leit weider hei am Land, déi sech Dag fir Dag entweder mat Autoen oder dem ëffentlechen Transport bewegen. Dat ass d'Realitéit an dat ass eise Problem.

A wa mer esou weiderwuessen... Et ass scho gutt, datt mer investéieren. Mir si jo derzou condemnéiert, ze investéieren. A wann d'Statsfinanzen ëmmer am Defizit sinn, dann huet dat eben domat ze dinn, datt d'Konsequenze vun deem stramme Wuesstum méi grouss sinn, wéi mer eis et normalerweis kéinte finanziell erlaben, a mer duerfir permanent am Defizit sinn an net méi nokomme mat investéieren.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

A wann e lo zum Beispill hei och déi nei Zuchstreck vu Beetebuerg an d'Stad ugeschnidde gëtt, déi 2023-2024 soll fäerdeg sinn: Wa mir weider esou wuessen, wéi mer e lo an deene leschte fënnf Joer gewuess sinn, dann hu mer bis dohinner schon erëm 150.000 Leit weider hei am Land, Residenten a Frontalieren, déi sech hei am Land bewegen. Dat heescht, dee Plus, dee mer do kréien, dee gëtt quasi schon erëm duerch d'Progressioun vun der Populatioun an de Frontalieren, déi kommen, opgefaangen.

An dann ass et nun eben normal, datt mer en Enkpass kréien. A wa mer investéieren, dann ass et och normal, datt et Schantercher gëtt, well wann een deen neie Plang kuckt, deen d'CFL e lo iwwert d'Schantercher erausginn huet, an et kuckt een, wou op alle Strecken déi rout Plazen agezeecht sinn, wou iwwer Woche praktesch keng Zich kënnen fueren, dann ass dat awer eng Normalitéit, wa mer investéieren. Mä Dir musst lech awer virstellen, wat et dann e Chaos gëtt an deenen Zäiten, wann déi ganz Honnerten an Dausende Leit, déi mam Zuch fueren, dann zäitweilig mat de Busse gefouert ginn. Do gëtt de Kameidi nach vill méi grouss, wéi en e lo ass.

Duerfir muss mer eis bewosst sinn, wa mir mengen oder Leit hei am Land mengen, mir misste weider esou wuessen, da gëtt dee Chaos do komplett, an zwar esou komplett, datt et wierklech wäert décke Buttke hei am Land ginn! An duerfir, mengen ech, muss mer als Parteien de Courage hunn, fir doriwwer ze diskutieren.

D'Madamm Lorsché huet gesot: „Et gëtt nëmmen ee Mëttel: Dat ass investéieren.“ Jo, mä virun deem Mëttel gëtt et nach en aner Mëttel: Mir mussen driwwer diskutieren, wéi mer dee Wuesstum an de Grëff kréien!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wa mer deen net an de Grëff kréien, da komme mer och mat deem Mëttel „hannendrun investéieren“ ni méi no. An dat ass jo net nëmme beim ëffentlechen Transport, et ass net nëmme an de Stroossen, dat ass an allen Infrastrukturen, déi mer hei am Land mussen maachen, wou mer net méi nokommen!

Dat huet mat Personal beim Stat ze dinn. Ech brauch mech net ze widderhuelen. Ech hunn dat e lo scho fënnf-, sechsmol hei op dëser Tribün bei Budgetsdebatten a bei der Lag vun der Natioun gesot.

Mir kommen net derlaanscht, doriwwer ze diskutieren! An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Leit dat och wëlle matdiskutieren, well d'Leit gesi jo e lo lues a lues, datt mer mat där Wuesstumspolitik do un eis Grenze stoussen. A wann dann och nach gesot gëtt: „Mir mussen d'Liewensqualität...“ Ass dat eng Liewensqualität, wann d'Leit all Dag stonnelaang am Stau sinn, wann d'Leit mussen all Dag méi wäit wunne goen, wa se an d'Ausland mussen wunne goen? Ass dat Liewensqualität, wann eis Familljen an zéng Joer mussen an Appartementshaiser un fënnf-, sechte Stack an engem Appartement mat der Famill a Kanner a 40, 50, 60 m² wunnen? Ass dat déi Liewensqualität, déi mer ustriewen? Déi Froe mussen mer eis stellen.

(**Interruption par Mme Viviane Loschetter**)

Gelif?

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Mir sinn hei bei „nouvel horaire des CFL“!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, mä ganz genau! An ech si frou, deen Zwëscheruff do ze kréie vun der grénger Säit, well et gesäit een, datt déi gréng sech iwwerhaupt net bewosst sinn, wat d'Konsequenze vun deem Wuesstum do sinn.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dach, dach! Well Dir maacht blanne Wuesstum mat. An hei sinn d'Konsequenzen dovunner.

► **Une voix.** - Also a Saachen Nohaltegkeet, do weess ech awer net...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech hunn de grouse Privileeg, an der Stad ze liewen an ze schaffen. Dat heescht, den Zuch brauch ech ganz weineg ze benotzen, am Alldag op jidde Fall, fir innerhalb vum Land ze reesen. Ech benotzen en zwar soss ganz gär, well et wierklech agreabel ass, mä anscheinend ass et awer tatsächlech net esou agreabel, wann ee gewësse Linne muss fueren.

An ech kréien dat permanent mat, wéi jiddweree vun lech. An nach e lo bis viru Kuerzem, e bëssen an der Virbereedung vun dëser Heure d'actualité, kritt een nach esou Geschichte mat, datt zum Beispill verschidde Waggonen, deemno wéi, zu Spëttestonnen esou voll sinn, datt, wann d'Dieren erëm opginn, d'Leit quasiment erausfallen. Et huet ee bal japanesch Zoustänn, wéi an der Metro, wou och souguer Leit jo agestallt ginn, Dir wësst, fir d'Leit eranzedrécken. D'Japaner sinn dat gewinnt. Ech weess net, ob dat bei eis esou géif fonctionnéieren, mä et géif Aarbechtsplaze schafen. Jo, wahrscheinlech.

Ech mengen, mir hunn awer e seriöse Problem. Et gëtt vu Retarde geschwat. Mä mir hunn e Problem mat gréssere Retarden, justement bei den Investitiounen an d'Infrastrukture vun der Bunn. An ech mengen, et muss een awer soen, ech maachen dat net gär, mä éierlecherweis muss een awer soen: Et gëtt awer e lo wéinstens eng Transportpolitik am ëffentlechen Transport an eng Zuchpolitik, déi bedriwwen gëtt, déi virun net bedriwwen gouf.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Firwat sot Der dat net gär?

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Bon, dach, ech soen dat och gär a Wirklechkeet, well et stëmmt.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Dir sollt et gär soen. Et geschitt emol endlech eppes!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Et geschitt emol eppes. Et ass eng gewëssen Dynamik do. Ob et duergeet, ass eng aner Saach. Vun haut op muer geet et wahrscheinlech och net. Et ass komplex, mä et muss ee feststellen, datt iwwer Jorzéngten den Individualtransport ëmmer privilegéiert gouf an den ëffentlechen Transport net privilegéiert gouf.

Et ass eng Saach vun Investitiounen. An et muss ee weiderhin investéieren. Wahrscheinlech muss een eendeiteg méi investéieren. Dofir ass et och vläicht einfach gewiescht fir aner Regierungen, fir ze soen: „Hei, mir hu gesond Statsfinanzen.“ Wann ee weineg investéiert an Infrastrukturen, dann ass et och einfach, sougenannt „gesond Statsfinanzen“ ze hunn.

Ob dat eng gutt Saach ass, zemoos vu politesche Kräften och heiansdo, déi der Meenung sinn, datt ee Steierdumping muss maachen, datt heescht, manner Recetté muss kréien, an duerch Steierdumping, fir datt zum Beispill Betriber manner Steiere bezuelen - ech kucken op meng riets Säit an och op mäi Virriedner, déi dat och, deemno wéi, ënnerstëtzen -, da mécht een och eng Politik, déi de Wuesstum, an den ongebremste Wuesstum unzitt.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - An da soll een net heihinnerkommen a soen: „Et muss een oppasse mam Wuesstum“! Et muss een e bësse rationell sinn.

Bon, bei der Ëmstellung vun Horairen an der Aféierung vun neie Linne muss een ëmmer mat Retarden a Problemer rechnen. Ech mengen, den Hauptproblem, mat deem mer konfrontéiert sinn, ass deen, datt de Reseau einfach net méi nokënn mat de Besoinen. E Reseau, deen och net richteg ausgebaut ass. Wann een eng Landkaart kuckt an esou weider, da gesäit een: Et gëtt jo awer immens vill grouss wäiss Flecken.

Et huet ee Retarden, et héiert ee Saache vu Leit, déi mussen 10, 20, 30 Minutten um Quai waarden. Heiansdo gëtt de Retard gemellt, heiansdo gëtt en net gemellt. An da weess een emol net, wat fir e Retard een huet. Dat heescht, et steet een do um Quai, et weess een net, ob een op eng Alternativ muss zréckgräi-

fen, also ze Fouss muss weidergoen oder vläicht de Bus muss huelen. Bleift een do stoen, vläicht kéint en. Ech mengen, dat ass net normal.

Anscheinend - ech mengen, dat si Froen, déi ech stellen - gëtt et och nach kee richtegen Accord innerhalb vun der CFL - ech si kee Spezialist dovunner -, fir ze wëssen, wat soll als Retard ugesi ginn: 10 Minutten, 15 Minutten? Dat ass eng Fro, déi ech hunn.

D'Informatiounspolitik ass natierlech bekanntlecherweis och net genial. E lo soll eng App kommen. Dat ass gutt, mä natierlech: Eng gutt Informatioun muss och déi sinn, déi een direkt gesäit, um Quai oder bannen an der Gare, wann een iwwerhaupt och eng Gare huet, déi iergendwéi e Bannen huet oder en Haischen huet. Well dat ass och eng Saach, déi mer hei zu Lëtzebuerg deelweis net hunn. Garen ouni Haisercher, oder mat ganz klengen. Mä souguer op der Gare bei de Busquaien huet ee kleng Bushaisercher, déi een och e lo direkt kéint vergrésseren, well wann et reent, da gëtt et e bësse komplizéiert.

D'Fro stellt sech och bei der Upassung. Also, et ass eng Fro, déi ech mer stellen. Et huet een éischter den Androck, datt sech alles op d'Stad an op hir Peripherie fokusséiert, datt och net onbedéngt richteg ugepasst gëtt, also datt d'Bushorairen an d'Zuchhorairen zum Beispill am Süden, beim TICE an esou weider, net richteg ugepasst ginn, oder op anere Plaze vum Land.

Ob net d'Bushorairé sech missten un d'Zuchhorairen upassen an esou weider an esou virun, dat si Froen, déi sech stellen, oder déi ech stellen. Ech weess emol net, inwiefern et souwäit ass, mä et huet een heiansdo den Androck, datt et éischter esou ass, datt een do eng komplett Diskrepanz huet par rapport zum Bus oder den Zuchschinnen.

Voilà! Ech hu schon e bëssen ze vill geschwat. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An d'Wuert huet e lo d'Regierung: den Nohaltegkeetsminister, den Här François Bausch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci allen Intervenanté fir déi Diskussioun de Mëtteg. Wéi ech mäin Amt am Dezember 2013 ugetratt sinn, wéi dës Regierung hiert Koalitionsouffkommes geschriwwen huet, du ware mer eis eens: Den ëffentlechen Transport a virun allem de Schinnentransport fonctionnéiert net esou, wéi e soll fonctionnéieren. A mir waren eis och dunn eens an duerfir hu mer dat am Koalitionsouffkommes festgehalten, datt massiv misst an dëser Legislaturperiod doran investéiert ginn. An dat hu mer och gemaach.

D'Zuele beleeeën dat, sougutt d'Konte vun der Chamber (veuillez lire: vum Stat) vun deene leschte Joren, wéi awer och de Pluriannuel, dee mer virleien hunn, wat nach alles investéiert gëtt. D'Madamm Lorsché huet et opgezielt, 2013 bis 2023: 3,8 Milliarden Euro ginn an den Ausbau vun der Capacitéit vun eisem Schinnenresseau investéiert.

Dir kënn roueg versichen, dat mat iergendengem aneren europäesche Land ze vergläichen. Ech hat mer souguer eng Kéier d'Méi gemaach, et e bësse mat der Schwäiz ze vergläichen, déi modellhaft ass. Mir sinn um Niveau vun der Schwäiz e lo, wat den Invest an de schinnegebonnenen Transport ubelaangt. An an der Schwäiz ass et quasi eng Obligation jee nodeem, wat een nei entwéckelt, nei usidelt, datt den Zuch automatesch muss dohinnergebaut ginn. Dat heescht, mir maache gewaltig Efforten - gewaltig Efforten! -, fir déi Enkpass, déi do sinn, opzehiewen.

An ech hunn och scho virun enger Rei Méint gesot, schon ier de Fahrplang a Betrib gaangen ass - well déi Froen, déi e lo hei erëmkommen, si jo awer e bëssen déi nämelech, zumindest zu engem Deel, déi och scho gestallt gi sinn, wéi erauskomm ass, wéi de Fahrplang géif ausgesinn -, dunn hunn ech gesot: „Den 10. Dezember maache mer en éischte Schrott, sougutt an den Infrastrukture wéi och beim Fahrplangwiessel, a Richtung vun enger anerer Eisebunn, vun engem aneren ëffentlechen Transport. Awer et ass nëmme den éischte Schrott!“

An deen éischte Schrott, dee kann natierlech net all d'Problemer léisen, déi mer bis dohinner kann hunn. Wann ech weess, datt eise Reseau... An duerfir kann ech direkt op déi Fro

antworten, déi vum Här Schank gestallt ginn ass, ob mer an der Gestiou nach Reseausreserven hätten. Déi hu mer wierklech net méi! Et ass just de Contraire. Mir sinn de Moment schonn op verschidde Strecken op engem Punkt, datt mer eigentlech ze vill Zich fuere loosse par rapport zu deem, wat de Reseau hiergëtt. Dat ass jo eise grondleeënde Problem!

Wa mir d' Stad Lëtzebuerg haut wéilten esou bedéngen, mat där Capacitéit, déi se huet, fir datt an de Spëttestonnen déi Zich och all kënnen normal an uerdentlech erakommen an ouni datt mer dann direkt bei allem Verspéidungen op de ganze Reseau kréien, dann dierfte mer haut schonn eng Rei Zich net méi fuere loosse.

Dat ass och precisement de Grond, firwat mer verschidde Adaptatiounen um Reseau gemaach hu mat Arrêten zum Beispill. Woubäi ech verstinn, datt deen Eenzelne seet: „Jo, firwat hält dann elo grad deen Zuch just net méi op menger Gare hei, wou en nach virdu gehalen huet?“, well dee just seng Situatioun vu senger Gare gesäit, an natierlech net d'Gesamtminutten kuckt an dem Zesummespill vun deene puer Minuten, déi et fir seng Gare bedeit, fir de Gesamtresseau, wa mer e Reseau hunn, dee komplett saturéiert ass!

An ech weess, datt dat Geréngstent, wat paséiert, net nëmmen Implikatiounen fir déi Streck huet, mä automatesch och fir all déi aner Reseauen, well et hänkt jo alles zesummen, vu datt alles, wéi et zu Recht vum Här Wagner gesot ginn ass, de Moment zimlech op d' Stad hei achséiert ass. An dovu wëlle mer jo ewechkommen, well et soll d'Zil sinn, datt mer dat Ganz entflichten aus der Stad. Natierlech brauche mer héich Capacitéiten an d' Stad, mä mir mussen awer an der Organisatioun vum Reseau, vun den Horairen ewechkomme vun der Fixatioun op d' Stad.

Iwwregens, beim RGTR wëlle mer dat nämlech maachen, bei där Reform, déi jo amgang ass, geplangt ze ginn.

Mä wéi gesot, et huet awer ni ee behaupt, datt den 10. Dezember, wann dee Fahrplang géif a Kraaft treden, auf wundersame Weise... Well dat wär jo net méiglech... Wann ech dat versprach hätt, dann hätt ech...

(Interruption par M. Marco Schank)

Neen, ech wëll just soen, well dat jo awer elo dobaussen, wann ech esou kucken, wéi d' Stimmung plazeweis ass, dann duergestallt gëtt, wéi wann dee Fahrplang vum 10. Dezember elo alles dat, déi Problemer, déi Netzcapacitésproblemer hätt kënnen léisen. Neen, dat konnt et natierlech net.

Allerdéngs hu sech Saachen duerch den 10. Dezember verbessert. Ech wëll lech just soen: Ech hunn hei d' Tabell vun der Punctualitéit, och wann een natierlech muss versichteg sinn, well ee Mount ass awer delikat, d' autang plus, wou och nach zum Deel Vakanz dra war, fir datt scho kënnen ze vergläichen.

An da kommen esou Saachen derbäi: Et waren ufanks Januar och nach Streiker; net op eisem Reseau, mä op engem Nopeschresseau. Dat huet direkt en Impakt op eise Reseau. Do kënnen mer eis dréinen a kéieren, wéi mer wëllen. Et waren och nach Deeg derbäi, wou extrem schlecht Wieder war - dat wësse mer och -, wou déi ganz extrem Wiedersituatiounen waren. Och dat huet um Eisbunnresseau natierlech Konsequenzen, zwar vläicht manner dramatescher wéi op der Strooss, mä et huet awer Konsequenzen an der Pünktlechkeet.

Mä trotzdem wëll ech lech soen, datt mer op der Streck vun Thionville op Lëtzebuerg, der Linn 90, 2017 eng Punctualitéit hatten, datt ass elo iwwert d' ganz Joer gekuckt, vun nëmme méi 85%. Dat ass eng Katastroph fir en Eisbunnresseau. Do si mer awer elo erëm eropgaange vu 85% op 91,20%, datt heescht 6,20% Verbesserung an der Pünktlechkeet op där Streck.

Op der Linn 70, Rodange-Dippech-Lëtzebuerg, do hate mer virdrun eng Pünktlechkeet vun 91,26%. Do hu mer eis op 95,56% verbessert.

Op der Streck Rodange-Esch-Lëtzebuerg, der Linn 60, hate mer virdrun eng Pünktlechkeet vun 90,61%, elo hu mer 95,70%.

Op der Linn Klengbetten-Arel, der Linn 50, déi am schlechteste war virdrun, si mer vun 88,36% eropgaangen op 97,23%, bal 10% Verbesserung vun der Pünktlechkeet op där Streck! Dat war déi, wou mer virdrun am schlechtesten dru waren.

An da kommen zwou Strecken, do huet et sech bei där enger liicht verschlechtert a bei där anerer e bësse méi verschlechtert. Dat eent ass

d' Linn 30, Waasserbëlleg, do si mer vun 92,61% op haut 90,51% gaangen, also loosse mer soen, datt huet sech ëm ee gudden Prozent verschlechtert.

An da bei der Linn Elwen-Ettelbréck-Lëtzebuerg, der Linn 10, do hate mer virdrun 94,38%. Do si mer ganz liicht erofgaangen op 93,3%, also quasi stabil bliwwen op engem schlechten Niveau, muss ee soen, op der Linn 10.

Also et sinn zwou Linnen, déi bis elo net dovou profitéiert hunn, véier aner Linnen, déi vill bis ganz vill profitéiert hu vum Fahrplang. Also kann ee schonn emol mindestens als Konklusioun zéien, datt net alles falsch war, wat hei gemaach ginn ass.

Et muss een och soen, wa gefrot gëtt: „Firwat hu mer net eng Gesamtrevisioun gemaach?“, ma déi ass gemaach ginn! Et ass e Schwäizer Büro, deen huet e Joer en deem ganze Fahrplangwiesel geschafft. An et ass och esou, datt mer am Hierscht op enger Pressekonferenz eng ganz Rei Schwaachpunkte, déi detektéiert gi sinn, erausgestallt hunn. An déi Schrauwen, un déi mer dréie gaange sinn, datt sinn natierlech där Schwaachpunkte. An déi kommen dohier, well mer op deene Strecke Problemer hunn.

Firwat hu mer missen op der Waasserbëlleger Streck un de Schrauwen dréien? Mä well de Problem ass, datt mer haut nach ëmmer dee Problem hu fir an d' Gare eran. De Viaduc ass nach net fäerdeg, de Viaduc Polfermillen. Och d' Verduebelung vun der Sandweiler Streck ass nach net fäerdeg. Wann dat Enn 2019 fäerdeg ass - an da kënn och nach en plus derbäi, datt bis Enn 2019, den Dezemberwiesel 2019, d' Weststrecke wäert opgoe vun Tréier, also déi nei Verbindung, déi da wäert derbäikommen -, da wäerte mer éischtens méi Capacitéit hu fir déi Streck an da komme ganz sécher erëm Zich och nach bäi op där Streck par rapport zu haut.

Et ass esou, datt mer natierlech och versicht hunn, méiglechst enger Rei Saache Rechnung ze droen. Dat hunn ech och a Question-parlementaire géintwert. Et sinn an de Spëttestonnen ëmmerhin awer nach dräi Zich d' Stonn do fir d' Leit. Natierlech, de Rescht vum Dag hu mer do - fir déi zwee Arrête wuelverstanen, also op der ganzer Streck ass et aneschter, do hu mer den Hallefstonnentakt -, mä fir déi zwee Arrêten, wou den Här Schank gefrot huet, do hu mer natierlech de Stonnentakt just fir de Rescht vun der Zäit.

Mä wéi gesot, wann 2019 déi Infrastrukturaarbechte fäerdeg sinn, de Viaduc Polfermillen, an da jo och nach am Dezember 2019 dee fënnefte Quai vun der Gare Lëtzebuerg fäerdeg gëtt, dann hu mer méi Capacitéit an der Gare Lëtzebuerg plus d' Weststrecke - dat hunn ech och ëmmer gesot, datt hunn ech och an den Äntwerte geschriwwen -, da wäerten op der Waasserbëlleger Streck ganz aner Méiglechkeeten nach kommen an d' Situatioun wäert sech verbessere par rapport zu haut.

Also mir hu missen hei e klengen, mini Réckschritt maachen, ganz kloer, fir datt mer dat kënnen fäerdegbauen an datt mer da kënnen besser Situatiounen kréien.

Mir kucken awer och nach no, ob mer net deen een oder aneren Zuch vläicht zousätzlech kënnen asetzen, well mir hu jo déi Doleancen och alleguer kritt am Ministère an och bei der CFL. A mir huelen déi natierlech alleguerenten eesch. Och d' Bréiwer hunn ech deene Gemenge beäntwert, déi mer ee Bréif geschriwwen hunn. An ech hu gesot, d' CFL kuckt awer nach no, ob se nach kann a Fonctioun vu verschiddeenen Enregistrer Saache maachen. Mä alles kënnen mer am Moment bis 2019, bis mer déi Infrastrukture fäerdeg hunn, awer net maachen.

Dann zum Beispill op der Diddelenger Streck, do hu mer schonn Nobesserunge gemaach entre-temps, well mer do Reklamatiounen kritt hu mat de Verbindungen vun Diddeleng op Beetebuerg, datt déi net gutt géife klappen. A virun allem hunn d' Leit sech beklot, datt se och nach elo keng gutt Verbindung hätten op deen Zuch, dee vun Esch kënn an deen op d' Pafendaller Gare duerchfirt. Do hu mer mat de Leit zesumme gekuckt, d' CFL huet souguer eng Delegatioun empfaangen an der Direktioun a mir hunn den 2. Januar Ajustementer gemaach, soudatt elo d' Verbindungen an d' Korrespondenzen zu Beetebuerg vill besser sinn op déi Zich. An elo hu mer och dono dozou keng Reklamatiounen méi kritt.

A wa geschwat gëtt vun der Gare Dummeldeng, vun dem Lycée vun Dummeldeng: Éischtens wëll ech soen, op d' Reklamatioun hi vum Lycée hu mer een Zuch bäibehalen, deen d' Schoul gefrot huet. An awer, datt muss een och soen, esou wéi et dann elo ass, hutt Der moies téschent sechs an néng Auer do 13 Zich, déi zu Dummeldeng halen, déi aus dem Éislek erofkommen, datt heescht all 14 Minuten en Zuch. Ech mengen, do kann een awer net be-

haupten, datt dat awer elo eng ganz schlecht Verbindung wär, och wann natierlech ëmmer jiddweree frustréiert ass, wann e virdrun nach méi hat an eppes liicht verluer huet.

Mir hunn och op anere Strecke schonn Ännerunge virgeholl, an do sinn zum Beispill och Remarquë komm zu der Capacitéit. Dat ass op der Streck Dikrech-Lëtzebuerg, do hu mer wéinst Materialmangel, deen d' CFL de Moment huet, a well effektiv d' Zich strubbelvoll sinn, mussen déi al Z2000 asetzen. Déi sinn natierlech net ideal, déi gi jo och ersat elo an deenen nächste Joren. Do gëtt awer elo gekuckt, fir vum Abrëll un och deelweis mindestens anert Material kënnen anesetze vun Dikrech erf, fir deem entgéintzkommen.

Mir hunn op deene ganze Strecken, wéi gesot, alles gekuckt, an all déi Reklamatiounen, déi komm sinn - an déi dréie sech gréisstendeels ëm déi Saachen, ech mengen, déi den Här Schank och beschriwwen huet -, sinn, wéi gesot, eesch geholl ginn. Mir probéieren de part et d' autre nach Saachen ze verbessern. Mä wierklech Verbesserung kréie mer eréischt - an dat muss ech awer leider soen -, wa mer déi Infrastrukture bis all gebaut hunn.

Dann dierf een och net vergiessen, datt mer fir 400 Milliounen eng Ausschreibung gemaach hunn, eng europäesch Ausschreibung fir neit Zuchmaterial. D' Eisenbahn wäert hir Sätzplazcapacitéit bis d' Joer 2023 verduebele par rapport zu haut. Dat heescht, mir hunn engersäits d' Streck, déi mer massiv ausbauen, mä och nach verduebele mer d' Sätzplazcapacitéit. Do wäerten déi éischt Liwwerunge vun deem Material 2020, 2021 ugoen an dann zitt dat sech bis 2023. An dat kënn jo dann nach drop on the top zu deem, wat mer awer scho gemaach hunn. Ech wëll drun erënneren, datt an dëser Legislaturperiod am Total 17 KISS-Automotrice kaaft gi sinn an och entre-temps um Reseau fueren. Stellt lech emol vir, mir hätten dat net gemaach, da wäere mer souwisou schonn um Enn mat deem Ganzen! Mä wéi gesot, mir schaffen intensiv dodrunner.

Dann zu den Informatiounen. Den Informatiounssystem, deen ass schlecht, dat ass ganz kloer. Deen ass einfach schlecht an deen dierf net esou sinn. Dat weess d' CFL och an ech hunn hinnen och scho méi wéi eng Kéier gesot: „Ech hätt gär, datt Der virumaacht, datt mer dee System verbessere.“ Do ass jo och massiv investéiert ginn. Dat fängt jo och lues a lues un, sichtbar ze ginn. Wann Der kuckt an der Gare Pafendall, wéi do d' Panneau-d'affichagé sinn, oder deenen heien an der Gare Lëtzebuerg, dat ass eng aner Welt par rapport zu deem vu virdrun.

Elo hutt Der awer nach keng Echtzäit dodrober. An dee System mat der Echtzäit, deen ass jo elo op der Pétenger Streck an der Pilotphas. D' Gare Beetebuerg wäert nach drukomme bis d' Fréijoer, dann d' Gare Lëtzebuerg an da bis Enn 2019 ass dee ganze Reseau esou equipéiert, datt Der op Ären Horairen, also op de Panneauen, Echtzäit hutt. Mä och op där App, déi elo nei wäert erauskommen, kënn Der dann an Zukunft d' Echtzäit vun Ärem Zuch kucken.

Do kritt Der dann all Informatiounen dodrober an da kommen och automatiséiert Informatiounen op de Quaien an an den Zich. Dat geet alles iwwer Computer, wou de Fahrplang dra gespeichert ass an deen och permanent vun de Leitstelle gefiddert gëtt, deen automatiséiert Informatiounen gëtt. Dat heescht, d' Informatioun wäert sech wesentlech verbessere.

Mir kréie jo och de Wi-Fi an de Garen. Bis Enn des Joers ass e fäerdeg an de Garen. An an den nächsten zwee Joer wäert en och a sämtlechen Zich sinn. Eng Rei KISSe si jo schonn equipéiert. Also do geschitt wierklech ganz vill. Beim RGTR ass et iwwregens d' nämlech. Déi éischt Leitstelle wäerten elo installéiert ginn. Do ass d' Echtzäit ofgeschloss, also op de Panneauen an och op dem Handy kann een dat scho kucken. Elo kommen nach just do d' Leitstellen.

Dann déi Fro vum Kiem mat de Bussen. Bon, et ass richtig, datt duerch de Fait, datt d' Bussen net méi op de Boulevard John F. Kennedy, mä elo iwwert de Boulevard Konrad Adenauer fueren, do elo vill Busse fueren. Ech hunn déi Leit och gesinn entre-temps. An ech hunn deene Leit och gesot, datt déi Busse wäerte graduell ofhuelen. Dat heescht, wann den Tram elo bis op d' Stäreplaz firt, da wäert erëm en Deel ewechgeholl ginn. A wann den Tram bis ganz fäerdeg ass... Also fir si ass et souguer schonn esou, wann den Tram bis op der Gare Centrale ass, an dat ass, géif ech soen, am Fréijoer 2020, esou wéi et de Moment ausgesäit, dann hu si iwwerhaupt keen een RGTR-Bus méi op deem Boulevard fueren.

Et ass och esou, datt mer hinnen awer elo gesot hunn, mir géifen eng Rei Saache wëlle kucken, well mir hunn eng Rei Schwierigkeeten och mat där neier Endstatioun, déi mer gemaach hu bei der Coque, well mer do Konflik-

ter hu mat der Europaschoul. An do kommen Ännerungen. Et si vill Bussen nämlech, déi elo bei hinne laanschtfueren, déi fueren do op den Terminus. De Problem ass, déi Busse mussen jo iergendwann um Terminus eng Paus maachen. A mir hunn och net 100.000 Plazen, wou mer dat kënnen maachen. Mir hunn awer elo eng aner fonnt a mir huelen déi hei wahrscheinlech net méi bis dohinner, soudatt awer schonn e gudden Deel Bussen zousätzlech zu deenen, déi mer ofbanne wäerte mat der Stäreplaz, wann den Tram bis dohinnerfirt, do ewechkommen.

Ech muss awer allerdéngs och soen, déi dote Busse si virdrun op enger anerer Plaz laanschtfuerer, nämlech laansch de Weimeschhoff. Also et ass net esou, wéi wann d' Nuisancé bei anere Leit net gewiescht wiere virdrun. Ech verstinn awer d' Leit, déi natierlech d' Flemm hunn, wa se se op eemol esou virun hirer Dier hunn. Mä wéi gesot, do komme schrittweis Léisungen, bei engem gudden Deel scho bis Enn des Joers. An ech hunn de Leit och versprach, datt ech hinnen datt wëll schrëftlech elo ginn, wéi déi Etappe sinn, soudatt dat misst klappen.

Dann zu der Belscher Streck Léck-Lëtzebuerg. Dir wësst, datt déi Desiro-Zich sollen agesat ginn, déi nei vun der Belsch. Allerdéngs, an der Belsch muelen d' Mille lues. An déi mussen homologéiert ginn. An eis Administration des chemins de fer huet nach ëmmer keng Dossieren do virleien. An Dir wësst, dat dauert awer, d' Homologation. A soubal se homologéiert sinn, kënnen se op der Streck fueren. Da misst dat besser ginn op där Streck.

Da war nach d' Fro komm vum Tram, wann e Problem ass, wa Schwierigkeete bestinn. Wa Schwierigkeete bestinn, ass virgesinn, datt natierlech den AVL-Busresseau aspréngt. Bon, deen Accident, deen elo war, éischtens war et deen éischten, an zweetens, dee war e bëssen onglécklech och gaangen. Et muss ee soen, datt den Tram emol quasi näischt gemierkt huet. Et war och esou, den Tram hat nëmmen eng Schrëps. Den Auto hat méi eng déck Schrëps. An deen ass awer do stoe bliwwen hannendrun. Mä et ass awer effektiv virgesinn, do gëtt et e Plang, wéi dat ofleef an och wéi dat ofgeschwat gëtt mat der Stad Lëtzebuerg an deem dote Fall.

Dann hat ech nach ee Punkt... Ah, wat ech wollt soen zu der Wuesstumsdebat an zu deem Ganzen: Natierlech ass et richtig, datt, wa mer einfach alles weider wëll wuesse loosse, Aarbechtsplazen, Awunner, wéi déi lescht 30 Joer, da lafe mer der Situatioun ëmmer hannendrun. An den Här Gibéryen huet do recht. Dat ass wierklech eng Evidenz.

An Dir wäert et och gesinn, Enn des Mounts kritt d' Chamber jo dat Dokument virgestallt mat den neie Strukturdaten iwwert d' Landesplanung. Dat ass jo am Fong geduecht, fir d' Debatt ze preparéieren, déi mer Enn Februar zesummen an der Chamber hunn. Do wäert Der gesinn, datt ass zimlech alarmant, wéi déi Zuele sech entwéckelen. An natierlech, an den Infrastrukturen, wa mer net verschidde Saachen iwwerdenken, wéi mer eis entwéckelen, da lafe mer gnadenlos éiweg hannendrun.

An ech wëll lech just soen, den Ausbau vun der Gare Lëtzebuerg zum Beispill, dee mer elo do maachen, wa mer dee fäerdeg hunn, da si mer um Maximum. Méi kënnen mer d' Gare Lëtzebuerg net ausbauen. Also do geet dann net méi méi. Mir kréien zwar elo méi Sputt, mä mir sinn dann awer ganz kloer um Maximum. An duerfir ass et och wichtig effektiv, datt mer déi Diskussioun vum Wuesstum féieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bleiwen dobäi, datt ech iwwerzeegt sinn, datt, wa mer all déi Infrastrukture weider an där Konsequenz an Dynamik bauen, wéi mer et déi lescht Jore gemaach hunn, da wäerten de schinnegebundene Reseau an den éffentlechen Transport an Zukunft aneschter ausgesinn.

Mir sinn op alle Fall gudd Wellens, datt weiderzemaachen. D' Dynamik ass do. Mir mussen déi oprechterhalen, datt ginn ech net midd genuch ze soen. An ech wäert am Mee, Juni och do - a mir féiere jo och do nach eng Debatt virdrun hei - de MoDu 2.0 virstellen. Mir wäerten net dierfen ophalen 2023. Mir mussen duerno och nach weiderfueren. Wat mer do musse maachen, dat wäerte mer dann zesumme respektiv wäert ech lech duerno virleien. Mä déi nächst Legislaturperiod mussen do Neel mat Käpp gemaach ginn!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och.

A mir géifen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6976, d' Transposition vun enger europäescher Decisioun, fir den Informatiounsaustausch téschent de Polizeidéngschter an

deenen eenzelne Länner ze vereinfachen. An d'Wuert huet d'Madamm Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter.

8. 6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:

1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;

2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng), rapportrice. - Jo. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet de loi 6976 ass deposéiert ginn de 24. März 2016. De Statsrot huet en éischten Avis ofginn de 15. November 2016. D'Commission juridique huet sech deem Projet dunn uegoholl an huet mech als Rapportrice den 23. November 2016 genannt. An d'Regierung huet eng Rei vun Amendements gouvernementaux den 1. August 2017 agerecht.

Doropshin huet de Statsrot säin éischten Avis complémentaire den 21. November 2017 ginn. Mir hunn an der Commission juridique nach en Amendement parlementaire nogereecht an de Statsrot huet säin zweeten Avis complémentaire de 15. Dezember 2017 ginn. De Rapport ass viru ronn 14 Deeg, den 3. Januar 2018 uegoholl ginn.

Ëm wat geet et an deem Projet de loi? Ma den Hauptobjektiv vun deem Projet de loi ass éischtes, eng Décision-cadre vum JAI-Conseil vum 18. Dezember 2006 ëmzesetzen. An zwar geet et do ëm eng Simplificatioun vun dem Austausch vun Informatiounen a vu Renseignementschëschtent de Services répressifs vun de verschiddene Länner aus der Europäescher Unioun. Ech wëll hei eng Kéier präzisieren, datt mir zu Lëtzebuerg ënner Services répressifs d'Police an ënner Ëmstänn och d'Douane geseinn.

Dese Projet de loi huet awer och als Objet, fir verschiddene Dispositiounen vun der Decisioun vum JAI-Conseil vum 23. Juni 2008 ëmzesetzen. Dat heescht, aner Decisioun, aneren Datum, do geet et ëm d'Verdéiwung vun der Coopération transfrontalière, an zwar virun allem, fir géint den Terrorismus a géint d'Criminalité transfrontalière ze kämpfen. Dës Décision-cadre viséiert virun allem den Austausch och do erëm eng Kéier vun Informatiounen tëschent den Autorités policières vun den États membres a vun de Pays associés, déi am Espace Schengen virgesi sinn.

Also Dir verstitt, d'Hauptzil vun deem Projet de loi ass eben den Echange vun den Donnéeën tëschent verschiddene Länner. An zwar, fir mech einfach ze faassen, datt deen Echange vun den Donnéeën eigentlech eng spontanen Donnéeëchange ass oder Renseignementschange ass, dat heescht, wou een net nach Recherche muss maachen a wou ee keng Autorisatioun vun enger Instance judiciaire brauch.

Exceptionne ginn et an zwar, wou een eng Autorisatioun vun enger Instance judiciaire brauch. An zwar, wann eng Enquête en cours ass vum Procureur d'État oder wann eng Instruction préparatoire en cours ass, da vum Untersuchungsriichter.

An ech géif gären nach ënnersträichen, datt bei deemem Projet de loi selbstverständlech déi besteeënd Gesetzer, notamment d'Gesetz iwwert d'Entraide judiciaire internationale en matière pénale aus dem Joer 2000, an awer och de Projet de loi, deen nach net ofgeschloss ass, deen nach net hei ass, iwwert dat zukünftegt Gesetz vun der Protection des données berücksichtegt gi sinn an och konform si mat souwuel deem enge Gesetz a mat deemem Projet de loi, deen elo de Moment beim Statsrot ass.

Fir kuerz iwwert d'Struktur vun deemem Projet de loi schwätzen. Dee Projet de loi huet u sech zwee Chapitren. Deen ee Chapitre définiert sämtlech Dispositiounen um internationalen Niveau: wéini a wéi enger Zäitspann wéi eng Informatioun vu wem bei wie kënnen vermëttelt ginn an iwwer wéi eng Kanal.

An deen zweete Chapitre, dee beschäftegt sech mat der Ëmsetzung vun deemem Projet de loi um nationalen Niveau. Wat eigentlech komesch ass, wa mer iwwer Echanges transfrontaliers schwätzen, mä notament och, ouni do an den Detail ze goen, well um nationalen Niveau verschiddene Dispositiounen nach net esou geholl waren a well et och wichteg ass, datt mer net um internationalen Niveau Saache festgehale hunn, déi anescht geregelt wäer wéi bei ons doheem.

Fir de Rescht vun deene Präzisatiounen verweisen ech op de Commentaire des articles, deen och a mengem Rapport ass a wou Der all Detail erëmfant.

Ech gi ganz kuerz nach an, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op déi verschiddene Avisen. Dat ass notament den Avis vum Parquet général, den Avis vun der Commission consultative des droits de l'homme an den Avis vun der Commission nationale pour la protection des données, déi sech allen dräi haaptsächlech mat deemselwechten Thema beschäftegen, an dat ass, et wonnert een och net, d'Thema vun der Kontroll vun der gudder Applikatioun vun deene Prozedure vun deem Echange de données an Echange d'informations et de renseignements, wéi en an deemem Projet de loi beschriwwen ass.

A virun allem gëtt sech och méi no mat der Transmission des informations et des données beschäftegt, wa mer um nationale Plang bis bei d'Administration-publique kommen. Och do wëll ech net weider an den Detail goen. Och do verweisen ech op de schréfflechen Deel vu mengem Rapport.

Voilà. Dat do ass eng Direktiv oder e Projet de loi, dee mir an onsem Mond ëmmer als la suédoise bezechent hunn a wou mer immens frou sinn, datt mer dat haut kënnen am Plenum stëmmen, well mer e gewëssene Retard oder e séchere Retard hu bei der Ëmsetzung an et dofir och ganz wichteg ass, datt dee Projet de loi elo am Januar 2018 ka gestëmmt ginn.

Dest gesot, wëll ech och direkt nach soen, datt déi gréng Fraktioun dese Projet de loi selbstverständlech wäert matstëmmen. An ech soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och der Madamm Rapportrice. An den éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (CSV). - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt der Rapportrice, der Madamm Loschetter, Merci soe fir hire schréfflechen a mëndleche Bericht.

Dat hei ass alles anescht wéi en technesch Projet de loi. Et ass e Projet de loi, dee politesch sensibel ass, an et ass e Projet de loi, deen net manner wéi 201 kleng gedreckte Säiten huet an den Documents parlementaires.

Et ass richtig, wat d'Rapportrice gesot huet, dass en éischte Volet den Austausch vu polizeilechen Informatiounen mat den anere Polizeiautoritéiten vun den EU-Memberstaaten an och vun Drëttmemberstate betrëfft.

Et ass richtig, dass dat zréckgeet op eng Décision-cadre vum 2006 an 2008, wou also och déi fréier Regierung, dat muss ee soen, Zäit gehat hätt, fir dat zäitlech ëmzesetzen.

Et muss een awer hei wëssen, dass dat, wat ausgetosch gëtt, Informatiounen sinn iwwert d'Bierger. Mir stinn als CSV zu dem éischte Volet vun deemem Projet de loi, näamlech dem Austausch vun de Polizeinformatiounen mat aneren EU-Memberstaaten. A mir stinn och derzou, dass et en Austausch gëtt mat Drëttlänner, mä pourvu dass et Accordé gi mat deenen Drëttlänner.

Ech soen lech och, firwat: Wa mer wëllen, dass mer an eisem europäesche Rechtsraum sinn, wa mer wëllen, dass d'Autoritéiten, sief et d'Police, sief et d'Justiz, déi Moosname kréien, fir déi organiséiert Kriminalitéit an aner Forme vu Kriminalitéit ze bekämpfen, jo, da muss mer och deenen Autoritéiten grenzüwwerschreidend Moyene ginn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Madamm Loschetter huet mat Recht drop gepocht, dass se gesot huet, et ginn net déi Daten ausgetosch, déi sech am Kontext vun enger sougenannter Entraide judiciaire, dat heescht vun enger rechtlecher Amtshëllef bewegen. Déi sinn ausgeschloss. Do spillen allegueren déi Rechtsinstrumenter, déi do exklusiv virgi sinn. An déi heiten Décision-cadre respektiv dese Projet de loi kann och net benotzt ginn, fir do Informatiounen ze contournieren.

Den zweete Volet, an erlaabt mer awer trotzdem, quitte dass mer e Modèle de base hunn, Här President, fir do méi am Detail op véier Punkten anzegoen. Deen zweete Volet ass deen, dass och hei en Austausch virgesinn ass tëschent Informatiounen, déi d'Police huet an

déi un national Administratiounen kënnen weidergi ginn.

Elo sot Der: Wéini ass dat de Fall? Mä dat ass de Fall zum Beispill, wann an de Classes moyennes eng Enquête d'honorabilité gemaach gëtt iwwer eng Persoun, ob déi apte ass, fir dass se eng Handelsermächtigung ka kréien. Dat sinn awer sensibel Donnéeën vun de Bierger. An dat wou mir als CSV (veuillez lire: An dat ass do, wou mir als CSV ee Problem gesinn), ech soen dat riicht eraus, den Här Braz ass elo de Justizminister, deen de Projet veräntwert, mä et concernéiert awer éischer de Minister oder de Ministère vun der Sécurité intérieure.

De Problem ass folgenden: Hei gëtt d'Police Donnéeën weider un national Administratiounen an déi Donnéeën, déi d'Police huet, déi si bei eis rechtlech net zur Genüge geregelt. An dat seet och an den Documents parlementaires d'Commission consultative des droits de l'homme, déi net nëmme seet, dass de System rechtlech net zur Genüge den Ufuerderunge vun dem Dateschutz entsprécht, mä souguer, dass déi rechtlech Virgaben, wéi se virgesi sinn zënter 1992, net agehale ginn.

An ech zitieren lech hei de Rapport vun 2013 vun der sougenannter Autorité de contrôle, déi schreift: «Le système de traitement envisagé dans le règlement» grand-ducal vun 1992 - et ass also deen, deen déi polizeilech Datebanke fir de Moment regelt -, «répond à la réalité du traitement des données opéré actuellement par la police grand-ducale.»

Do menge mir, dass dat net ka sinn. A mir hunn och zur Kenntnis geholl, dass, wéi bei de Wiesselen an der Spëtzt vun der Police judiciaire de Minister vun der Sécurité intérieure grad wéi de Minister Braz confirméiert hunn, dee betreffende Beamten exklusiv mat der Ausschaffung vun enger Reglementatioun fir den Dateschutz bei der Police sollt betraut sinn. Or, dat war am August 2016. Dat sinn elo annerhalft Joer hier. An duerfir muss mer soen, dass mer et bedauerlech fannen, dass hei Date vun der Police ausgetosch ginn, wou aveéiert ass, dass déi rechtlech Basis duerfir net do ass.

En zweete Punkt ass deen, mir hätte gär als CSV, dass séchergestallt ass, dass eng sougenannte Journalisatioun vun den Daten do ass. Dat heescht am Kloertext, dass, wann Date vun der Police un eng national Verwaltung ginn, festgestallt gëtt, wien zu wat fir engen Zwecker an zu wat fir engem Zäitpunkt wat fir eng Date weiderginn huet an och vu wat fir engem betreffende Beamten déi Daten an Empfang geholl gi sinn. Dat ass eng Pflicht, déi ee vis-à-vis vun dem Bierger huet.

Den drëtten Punkt, dat ass deen vun de sougenannte Recoursen. Am Ufank hat de Projet de loi a senger initialer Versioun net virgesinn, dass de Bierger, deem seng Daten also vun der Police un eng aner Verwaltung ginn, e Recours hätt. Do stoung am Projet de loi dran: «Aucun recours contre cette décision n'est possible.» De Statsrot huet zu Recht och op deem dote Punkt eng Opposition formelle gemaach. Dinn ass dee Passus erausgeholl ginn, well gesot ginn ass: Dat verstéisst soss géint d'Precepter vun der Europäescher Mënscherechtskonvention.

De Punkt, deen awer nach net gekläert ass, an do hätte mer gären, dass de Justizminister haut eng verbindlech Ausso mécht, dat ass, dass zënter enger Rechtsprechung vun 2015 vun dem Europäesche Gerichtshaff hei um Kierchbiereg een net nëmme d'Méiglechkeet kann hunn, op d'Gesetz hin, fir e Recours ze maachen, mä et muss een och dee Recours kënnen effektiv ausüben. Wat heescht dat? Mä dat heescht am Konkreten...

(Interruption)

Dat heescht... Ech schwätzen elo, do kann ee mech ënnerbriechen, mä ech wëll dat hei, ech mengen, et ass wichteg genuch, dass mer dee Projet do,...

(Interruption)

Jo, jo, et ass wichteg genuch, dass dat hei op der Chambertribün gesot gëtt, wann et net vun der Rapportrice selwer präziséiert gouf. Fakt ass, dass, wann ee wëllt e Recours exercieren, jo, da muss een och wëssen, dass seng perséinlech Date vun der Police un déi betreffend Verwaltung gaange sinn.

An hei ass et eng Jurisprudenz vun dem Europäesche Gerichtshaff vun Kierchbiereg, déi ganz kloer seet: Mä da muss dee betreffende Bierger iwwert deen Datenaustausch och speziell an individuell informéiert ginn. A mir hätte gären eng verbindlech Ausso vun dem Justizminister op deem Punkt, wéi de Minister dat wëllt an der Praxis handhaben. Sachant bien, dass de Conseil d'État dat do och monéiert huet.

An e leschte Punkt, Här President, dat ass folgenden, dass mir och gären hätten, dass de

Minister op der Chambertribün präziséiert, wat fir eng Sanction-pénale sech applizieren, wann an engem Fall en Abus gemaach gëtt vun deem Austausch vun deenen Donnéeën, dat heescht souwuel op Polizeisäit wéi och um Niveau vun der Administratioun.

Dat gesot, Här President, wäert d'CSV sech bei deemem Gesetzesprojet enthalten. Mir sinn d'accord mat dem europäesche Volet. Mir sinn net d'accord mat der Ëmsetzung vun deenen nationalen Dispositiounen, esou wéi se elo an dem Gesetz virgesi sinn.

Ech entschëllege mech, dass ech iwwert d'Zäit war, mä ech mengen, dass dee Projet de loi hei sensibel genuch ass, fir dass ee 7 Minutten an 30 doriwwe ka schwätzen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry** (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei net den Tounfall vum Procureur unhuelen, wéi de Virriedner dat hei gemaach huet. A wann ee sécherlech eng Rei vu Virwërf lancéiere kann un d'Exekutiv respektiv och un d'Parlament, déi eng Kontrollfunktioon hunn, dann ass den Adressat e bësse méi breet auszerichte wéi den aktuelle Justizminister, da muss een do scho vill méi wäit goen. Et muss ee mindestens op d'Joer 2002 zréckgoen.

Well, wéi ganz richtig hei bemierkt ginn ass, huet d'Dateschutzkommissioun effektiv nach eng Kéier rappéléiert - an dat ass e Souci, deen des Chamber och scho mat ausgedréckt huet -, dass nach wie vor eis Polizeie verraalt Reglement huet, wat d'Regelen ugeet, wéi mat Date soll verfuert ginn, an dass déi zoustänneg Ministeren et successiv - zumindest zënter 2002; ech hoffen, dass et net scho virdund de Fall war - net fäerdegbruecht hunn, derfir ze suergen, dass esou e Reglement do ass.

Ech weess, dass scho Projeten ausgeschafft gi sinn, déi dann erëm eng Kéier ganz kritesch vum Statsrot zerpléckt gi sinn, dass jo och, an dat ass e bëssen de Problem, d'Gesetzlag andauernd amgaangen ass ze änneren. Et kommen och op europäeschem Plang ëmmer erëm eng Kéier nei Regeln, déi et noutwendeg maachen, och déi national Regeln erëm eng Kéier nei ze definieren.

Nach wie vor si mir och als LSAP-Fraktioun der Meinung, dass deen Zoustand, wéi mer en elo hunn, dass mer eigentlech wëssentlech mat engem net an alle Punkte konforme Reglement, wat d'Polizeidaten ugeet, weiderfuere, net gutt ass. Déi sinn ëmmer vun de successive Ministeren... Et ware besonnesch d'CSV-Ministeren an der Vergaangenheet, déi ebe Responsabilitéit an deenen zwee Ressorten, vun der Police wéi och vun der Justiz, haten. Dat ännert näischt drun, dass dat eng ogutt Situatioun ass an dass et Zäit ass, dass mer do en zerguttstent Reglement kréien.

Dat gëllt iwwregens net nëmme fir d'Police. Ech dierf awer och soen, dass mer en äänleche Problem, net gradesou laang, awer bal esou laang, mam Service de renseignement hunn, wou och do e Reglement grand-ducal virgesinn ass, wat déi ganz Fro vun der Behandlung vun den Daten ugeet, dass et zwar selbstverständlech eng Rei vun interne Regele gëtt, déi och bekannt sinn, mä dass et net fäerdegbruecht ginn ass, dat an e wierklech verbindleche reglementareschen Text ze gëssen, dat ass bedauerlech. An do muss mer alleguer e gemeinsamen Effort maachen, dass mer déi Lacunen esou schnell wéi méiglech zougesecht kréien.

Deen heite Projet war net esou einfach, wéi en ausgesinn huet. Dat Éischt, wat ee muss feststellen, ass: Et sinn Texter vun 2006 a vun 2008. Déi hätte misse bannent dräi Joer transposéiert ginn. An et ass érischt des Regierung, déi déi Texter 2016 deponéiert huet, fir d'Transpositioun ze maachen. Dat hätt scho missen ënner der vieregter Regierung geschéien, ënner der vieregter Responsabele geschéien. Dat ass net geschitt. Dat muss een einfach feststellen.

Dat erkläert natierlech och, dass mer elo mat engem Avis motivé konfrontéiert sinn, zënter dem leschte Joer, an dass also eng absolutt Urgenz besteet, fir déi heiten Texter guttzeheeschen.

Ech wëll och soen: Déi heiten Texter sinn net vun deser Regierung ënnerschriwwen ginn. Déi ginn op JAI-Conseilen aus der vir-viregter Regierungsperiod zréck. An déi Marge de manoeuvre, déi d'Chamber huet, ass jo och net méi enorm, wat d'Ëmsetzung vun deenen heiten Texter ugeet.

Duerfir wonneren ech mech e bëssen iwwert déi ganz haart Haltung vun der CSV. Déi schéngt vergiess ze hunn, dass déi doten Accord sengerzäit vun CSV-Ministèren op europäeschem Plang guttgeheescht si ginn an dass de Kader also europawäit gesat ginn ass an dass national och net méi all Méiglechkeete bestinn, fir alles op d'Kopp ze werfen, wat da gemeinsam europäesch Recht ass.

Dat gesot, menge mir als LSAP, dass hei versicht ginn ass, och opgrond vun engem ganz kriteschen éischten Avis vum Statsrot, mat enger ganzer Kuerbelbootsch voll Oppositionformellen, fir iwwer Amendemente vu Regierungssäit e gudden Text ze kréien, e besseren Text ze kréien, deen, mengen ech, awer all deenen Haaptkriticke Rechnung dréit, déi hei formuléiert gi sinn, dee rechtsstaatlech an der Rei ass. Texter, déi och konform sinn zu de Grundprinzipien, wat den Dateschutz ueget, déi jo och op internationalem Plang verankert gi sinn an déi och eng Rei vu Fräiheeten a Mënscherechter, déi notament an der Europäescher Mënscherechtkonvention festgehale sinn, voll a ganz respektéieren.

Et ass, mengen ech, wichteg, dass et fäerdegbruecht ginn ass, schlussendlech en Text hei an d'Chamber ze bréngen, dee mer haut diskutéieren, iwwert dee mer haut ofstëmmen, deen an deenen dote Punkte konform ass zu den internationalen Texter, wou mer och d'Suerg mussen gemeinsam droen, dass déi och voll a ganz respektéiert bleiwen. Dat erkennt jo och de Statsrot a senger leschten Avise vollkommen un.

Zum Schluss wëll ech och rappéléieren, fir awer eng Nuance eranzebréngen an dat, wat den Här Roth virdu gesot huet. Ech mengen, en huet net 100%eg korrekt hei erëmgin, wat an deem Arrêt vun 2015 vun dem Europäesche Geriichtshaff hei zu Lëtzebuerg drasteet, a wou d'Regierung effektiv muss, dat gëtt net einfach, Suerg droen, net dass am Eenzelfall jiddwieren informéiert gëtt, ier d'Donnéen transmettéiert ginn, mä dass déi Haaptinteressente mussen virdu iwwert d'Possibilitéit vun enger Transmissioun vun Donnéeën informéiert ginn. Dat sinn zwou verschidde Saachen.

Et muss also net am Eenzelfall all Kéiers gesot ginn: „Ma elo soll een eng Donnée weiderginn.“ Mä wat deen Arrêt hei seet, dat ass, dass se mussen am Virfeld iwwert d'Méiglechkeet vun esou enger Transmissioun vun Donnéeën vun där Verwaltung, informéiert ginn. Et ass do, wou d'Regierung also muss derfir suerge bei der praktescher Emsetzung, dass dat och korrekt geschitt, dass mer och an deem dote Sënn, no europäeschem Recht hei, wat och Mënscherecht ass, konform sinn.

An deem Sënn wäert d'LSAP-Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Eugène Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här Président. Ech wäert och direkt ufanks der Rapportrice Merci soe fir hire Rapport. Ech wëll mech och op e puer Remarque beschränken.

Effektiv huet dee Projet de loi hei zwee Voleten. Et ass elo vill iwwert, ech soen emol, deen zweete Volet geschwat ginn. Ech wëll awer trotzdeem och nach eng Kéier kuerz rappéléieren, dass deen éischte Volet awer och net onwichtig ass; ech soen emol, den Echange op europäeschem Plang. Well mir wëssen allegueren: Mir liewen an enger Zäit, wou awer d'Gefor vun terroristesche Gewaltakte weiderhin héich bleift, wou déi international Kriminalitéit eis och europawäit an doriwwer eraus ze schafe mécht.

An an esou Zäiten ass et einfach onabdingbar, dass déi zoustänneg Autoritéiten, d'Police an esou weider, séier an och onkomplizéiert kënnen iwwert d'Grenzen eraus mateneen zesummeschaffen. Dat ass wichteg. An dozou gehéieren dann eben och hei déi Dispositiounen respektiv dass mer kucken, tëscht den europäesche Memberstaaten ze harmoniséieren. Doderch, dass een zum Beispill bei Kontrollen um Flughafen, soen ech, ka schnell op Donnéeën vun anere Länner, Banques de données, zréckgräifen, ass et och scho méi wéi eng Kéier méiglech gewiescht, dass een zum Beispill eng kriminell Persoun konnt festhuelen.

Bon, ech mengen, wat d'Prozeduren an d'Demarché vu Police a Justiz, och méi spezifesch wat den Accès vun Donnéeën ubelaangt, ass dat jo a verschidde europäesche Länner ënnerschiddlech. Dat steet och am Rapport respektiv et ass kuerz illustriert ginn. An ebe mat

dëser Transpositioun vun der Décision-cadre soll also déi Prozedur iwwert d'Grenzen ewech harmoniséiert ginn, fir dass een also dann do méi schnell a vereinfacht kann agéieren. Ech mengen, dat ass wierklech e Punkt, wou ech och verstanen hunn, dass dat hei an der Chamber e Problem fir kee mécht, och fir déi gréisst Oppositionspartei net, déi deem och kann zoustëmmen.

Jo, dann huet de Projet effektiv och en zweete Volet, méi en nationale Volet, wou et eben em den Accès an den Echange vun den Donnéeën hei zu Lëtzebuerg innerhalb vun der Polizei respektiv vun der Polizei mat der Douane, mat aneren Administratiounen geet. Ech mengen, do ass et fir eis op alle Fall och ganz wichteg, dass beim Accès, beim schnellen Datenaustausch - deen heiansdo muss stattfannen, wéi gesot, net nëmme iwwert d'Grenzen eraus, mä och zu Lëtzebuerg - de Schutz vun de perséinlechen Donnéeën muss garantéiert sinn.

Dat ass eppes, wat fir d'DP op alle Fall ëmmer ganz wichteg war an och ganz wichteg bleift. Emmer dann, wa perséinlech Donnéeën gesammelt, gespäichert, ausgetosch ginn, gëllt et einfach opzepasst, dass dat net op d'Käschte vun de Rechter vun der Confidentialitéit vun perséinlechen Donnéeën geet. Well emsou méi, besonnesch beim Echange vun Donnéeën hei zu Lëtzebuerg - et war vun engem Virriedner illustriert ginn -, geet et jo net ëmmer em Donnéeën vu soi-disant suspekten, kriminellen Persounen, mä einfach vu Bierger, wou dann eng aner Verwaltung wëinst iergendenger Prozedur wëllt op esou Donnéeën zréckgräifen.

Effektiv, dese Projet de loi hat an engem éischten Worf vläicht déi eng oder aner kleng Schwächt. Et war zum Beispill keen direkte Renvoi op d'Dateschutzgesetz vun 2002 dran. Dat Dateschutzgesetz vun 2002 ass jo awer trotzdeem op eng gewëssen Aart a Weis, géif ech emol soen, de Wichter vun dem Dateschutz hei zu Lëtzebuerg. Do ass an deem Punkt nogebessert ginn. Dat ass also eng gutt Saach.

Mir hunn also elo am Text ëmmer en direkte Renvoi op eist nationaalt Dateschutzgesetz. Dat ass am Text verankert. An et ass eben och präziséiert, dass d'CNPD déi zoustänneg Autorité de contrôle ass, déi also och ëmmer kontrolléiert, dass am Beräich vum Dateschutz do alles soll op déi richteg Aart a Weis dann och gemaach ginn.

An där Hisiicht ass dat also eng gewësse generell Garantie an eisen Aen, fir dass den Dateschutz awer hei zu Lëtzebuerg respektéiert gëtt. Et sief, dass een iwwert déi eng oder aner Punkte kann diskutéieren.

Ech mengen, mir sinn eis alleguer eens, dass dat Reglement mat den Donnéeën bei der Polizei an, wéi gesot, och beim Geheimdéngecht muss finaliséiert ginn. Och do kann ech nëmme mengem Virriedner zoustëmmen, dass dofir eigentlech effektiv scho ganz laang Zäit war. An ech mengen awer, dass mer do um gudden Wee sinn, dass et do jo awer och méttlerweil schon intern Dispositiounen gëtt, fir dat ze regelen.

Ech ka mech erënneren, an der Kommissiounssetzung hate mer och emol ënner anere eng Diskussioun, wou et dréms gaangen ass, fir d'Zuel vun de Beamten, déi Accès op esou Donnéeën hunn, och nach vläicht méi kloer ze limitéieren, méi kloer ze präziséieren. Ech mengen, och dorunner kann ee vläicht an der Praxis nach schaffen.

Effektiv, et sollt esou sinn, dass eigentlech och wierklech nëmme Beamten, déi konkret an der Prozedur oder mat engem Fall befasst sinn, sollen als Eenzeg Réckgrëff op esou Donnéeën kënnen maachen. Ech mengen, do ass et dann natierlech och gutt, wann déi concernéiert Beamten och eng spezifesch Formatioun an der Matière vun Dateschutz kréien, wa se dat bis elo nach net gemaach hunn.

Dat einfach, fir ze soen, dass sécherlech nach e puer Saachen an der Praxis mussen verbessert ginn, dass dat Reglement och muss eng Kéier kommen. Mä generell ass dat heiten awer eppes, wou zousätzlech Garantie gi sinn, ënner anere doduercher, dass mer ëmmer e ganz enge Lien mat dem Dateschutzgesetz vun 2002 gemaach hunn, dass dat wierklech och hei u Ketten, géif ech bal soen, gebonnen ass.

Vläicht dann nach eng lescht Remark. Ech mengen, mir gesinn och, dass den Aarbechtsopwand vun der nationaler Dateschutzkommissioun net méi kleng gëtt. E gëtt all Dag méi grouss. Och mam Vott vun deem heite Gesetz wäerten d'Aarbechten nach weider zouhuelen. Duerfir mussen mer vläicht och derfir Suerg droen, dass d'CNPD déi néideg Ressourcen zur Verfügung huet, fir all hire Missiounen dann och kënnen nozokommen.

Dat gesot, géif ech awer och hei den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi bréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An deem nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och ufänke mat engem Merci un d'Madamm Loschetter fir dee Rapport, dee si eis presentéiert huet.

Et ass eng laangjäreg ADR-Fuerderung gewiescht, dass mer dës Direktiv sollten emsetzen. Zënter dass et hei an der Chamber sinn, kann ech mech u keng Ried iwwer Police, Justiz oder aner Froen erënneren, wou mer net dorobber insistéiert hätten. An dass mer dat elo mat esou engem spéiden Delai eréischt emsetzen, weist och u sech, wivill Resistenze géint dës Direktiv hei a verschidde Verwaltungene existéiert hunn.

Et ass eng Direktiv, déi net gutt emgesat gëtt. A mir wäerten eis dowéinst och enthalten. Wa mer dat heite liesen, sinn eng Rei Interrogatiounen, déi och eis an de Sënn kommen, wou och scho Verschiddener vun de Virriedner hir Suergen haten.

Et sollt éischters emol eng Vereinfachung si vum Echange vun Informatiounen tëscht deenen zoustänneg Sécherheetsorganer - Police, Douane - an eisem Land an equivalenten Organer an anere Länner: méi séier, méi einfach, méi onbürokratesch. Dat ass hei net geschitt!

Et ass esou, dass nach ëmmer ganz vill iwwer eng Entraide judiciaire muss sinn, iwwer Commission rogatoire internationale, Entraide pénale, an dass eigentlech d'Zilsetzung vun der Direktiv, näamlech eng einfach, onbürokratesch, séier Zesummenaarbecht international tëscht verschidde Policen, hei net richteg realiséiert gëtt.

Et ass och symbolesch, dass de Policeminister haut net do ass, dass de Justizminister do ass.

► **Une voix.** - En ass verhënnert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mir hunn... Jo, dann hätt een den Datum missen esou festleeën, dass de Policeminister hätt kënnen do sinn! Et geet jo u sech em den Echange vun Informatiounen tëscht Polizeiforcen. Dat ass de But. An et wär och normal gewiescht, dass eigentlech de Policeminister da bei den Aarbechte matgemaach hätt, dass hien haut hei gewiescht wier, well et geet em seng Verwaltung an éischer Linn, accessoirement och em d'Douane; déi allerdéngs net esou repressiv Funktiounen huet, dass dat hei elo géif wierklech an d'Gewicht falen.

Wat hei bliwwen ass, dass ass, dass dat meescht nach ëmmer iwwert d'Justiz leeft, nach ëmmer relativ bürokratesch ofleef. An dass d'Police kann eng Rei vun Informatiounen ginn, déi a verschidde Fichiere stinn, dorobber kommen ech, dass ass net onproblematesch. Mä eigentlech deen operationelle Wäert vun deem Ganzen, deen ass a Fro gestallt duerch dat Resultat, wat hei erauskoum.

Eng zweet Bemierkung ass, dass et e Choix politique war, fir net nëmme den EU-Memberstaaten den Zougrëff hei op dës Donnéeën ze erméiglechen, well et sollt jo u sech eng Préférence communautaire sinn an där schwedescher Initiativ. Et ass dréms gaangen, fir dat Verhältniss, wat duerch d'JAL, duerch déi Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun existéiert, doduerch och ze dokumentéieren, dass méi Informatiounen am Polizeisector kënnen tëscht de Memberstaaten ausgetosch ginn, inklusiv zum Beispill aus engem Fichier central de la police. Dat ass hei net gemaach ginn.

An et ass u sech och Interpol oder anere méiglech, Zougrëff ze hunn. An och do si mir der Meenung, dass een dat hätt kënnen mat State maachen, wou een e gewëssenen Accord huet, e gewëssenen Niveau un Zesummenaarbecht an u Vertrauen, äänlech wéi dat mat den EU-Staten existéiert, awer net eng allgemeng Generaliséierung.

Interpol, wéi dat hei ass, kann Donnéeën mat all Land op der Welt deelen, op Demande, ausser et opposéiert ee sech, inklusiv Diktaturen. An do ass d'Fro natierlech: Wat geschitt mat Donnéeën, déi mat esou Instanzen da gedeelt ginn?

(**Interruption**)

Dat ass net harmlos! Ech ginn hei just e puer Beispiller vu Fichieren, déi a Fro kommen, mat Donnéeën vu Bierger, déi kënnen gedeelt ginn. Dat ass de Registre général des personnes physiques, de Fichier relatif aux affiliations des salariés, de Fichier des autorisations d'établissement, de Fichier des titulaires des permis de conduire, véhicules routiers, propriétaires de véhicules routiers, de Fichier des assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée an esou weider.

Et sinn eng ganz Rei Fichieren, wou Donnéeën iwwer ganz normal Bierger, déi sech gwer näischts zuschëlde komme gelooss hunn, awer kënnen einfach gedeelt ginn. An all déi Froen, déi opgeworf ginn iwwert d'Protection des données, sinn also méi wéi pertinent a mussen op jidde Fall nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn.

Eng aner Iwwerleung ass déi vun der Sprooch. Et wäert lech net wonneren, dass ech als ADR-Verrieder och dorobber aginn. Mir wëllen, an dat ass och de Wëlle vun der Regierung ewell zënter Kuerzem, dem Lëtzebuergesche méi en héije Statut géintwärt den europäeschen Institutiounen ginn. Dozou gehéieren natierlech och Eurojust.

Wann een also awer déi Sprooch kuckt, mat där de Sproochverkéier tëscht Lëtzebuergesche Verwaltungen an europäeschen Institutiounen hei soll gefouert ginn, feelt Lëtzebuergesch. Da stelle mir eis d'Fro vun der Seriositéit vun der Regierung, déi wëllt Lëtzebuergesch op europäeschem Plang aféieren, a bei Gesetzer, wou et dann em d'Emsetzung vun Direktive geet, dorobber net méi ageet.

Mä leschte Punkt sinn eigentlech déi national Regelungen, déi gefouert gi sinn, fir soi-disant aus Equivalenzgrënn, wou dat allerdéngs muss hannerfrot ginn, och well nei Regele gëlle fir de Partage de données bannent Lëtzebuergesche Verwaltungen respektiv tëscht Lëtzebuergesche Verwaltungen.

Bis elo war et jo esou, dass, wann een Officier de police judiciaire war, d'Regel an de Verwaltungen ëmmer déi vum Secret partagé war, vum géigesäitege Vertrauen, och vum „need to know“, ouni dass dat elo huet missen extra betount ginn. Ewell kréie mer dann och bannent der Police nei Regeln iwwert d'Deele vun Informatiounen, wou praktesch d'Autorisatioun vun der Justiz a verschidde Fall muss gefrot ginn, fir an enger Verwaltung och kënnen zesummeschaffen.

Dat ass eng iwwerflësseg Bürokratiséierung. Si entsprécht weder dem Intérêt du service nach iergendenger operationeller Plus-value. Dofir denke mer, dass dat iwwerflësseg ass.

Am Résumé: Mir si mat der Emsetzung vun där Direktiv méi wéi d'accord. Et war eng laangjäreg Fuerderung. Mä déi Manéier, wéi et emgesat ginn ass, erfëllt a kenger Hisiicht eis Erwaardungen. An dofir wäerte mir eis bei deemem Projet de loi enthalten.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här Président. Ech wëll als Éischt der Rapportrice, der Madamm Loschetter, Merci soe fir hire méndlechen an och schrëftleche Rapport, wou se, mengen ech, am Detail d'Tenanten an d'Aboutissante vun deemem Projet de loi erkläert. Ech brauch dat dann net och nach eng Kéier ze maachen.

Et sinn eng Rei Froen a Remarque gemaach ginn, notament och vum Här Kartheiser, déi am schrëftleche Rapport hir Äntwert och fanen. Ech muss se duerfir net nach eng Kéier alleguer widderhuelen.

Ech wëll op d'Kritik vum Här Roth agoen, dee sech hei, mengen ech, verrannt huet. En huet sech verrannt am Adressat vu senger Kritik. En huet sech verrannt um Fong...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et ass soss keen hei.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Neen, neen, neen!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech wäert dat schonn nach developpéieren.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Neen, neen.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - En huet sech verrannt um Fong vun deem, wat e gesot huet, an zumindst och doduerch schlussendlech dann um Toun, deen en hei ugeschloen huet.

Firwat ass dat esou? Den Här Bodry huet et schonn deelweis gesot. Dir hutt lech am Adressat verrannt, well déi Texter, déi sinn net vun der Regierung ausgehandelt ginn, mä vu Ministere vu virdu, a menger Fonctioun, déi aus Ärer Partei koumen. Dat geet zréck op 2006; déi Ennerschrëften, déi fir Lëtzebuerg ënnert déi Texter gesat gi si bei Prüm, bei der Décision-cadre vun 2006, der sougenannter „Suédoise“. Dat war den 18. Dezember 2006.

Elo kann een haut fannen, dass dat, wat drasteet, net esou hätt dierfen oder solle sinn. Mä dat muss der da mengem Virgänger am Amt

aus Ären eegene Reie soe goen, deen deemools d'politesch Verantwortung derfir iwwerholl huet, fir dass dat zu Lëtzebuerg och e geltend Recht muss ginn, well all déi Texter si mat der Zoustëmmung vu Lëtzebuerg gemaach ginn. Dat ass déi eng Remark.

Déi zweet Remark, an do sidd Der och da falsch um Adressat: Wa mer no esou laanger Zäit eréischt dat heiten ëmsetzen, da kënt Der dat zu 80% erëm eng Kéier Justizministeren imputéieren, déi aus Äre Reie kommen. An ech ka mech gutt erënneren, dass Äre Kolleg Laurent Mosar, dee jo de Mëtteg...

► **Une voix.** - En ass dës Woch erëmkomm.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - ...och bei eis ass, am Ufank vun dëser Legislatur net oft genuch drop hiweise konnt, wéi wichteg et wier, déi Décision-cadre „suédoise“ esou séier wéi méiglech ëmsetzen. En hat all déi Jore virdrun a sengen eegene Reie mat där Fuerderung keen Uklang fonnt, well dat ass jo net virugaangen. Do ass strictement näischt geschitt. Ech sinn also trotzdem frou, haut meng Aarbecht gemaach ze hunn. An de Contenu, deen hutt Der jo deemools mat ënnerstëtzt, Här Mosar, soudass dat heite misst ganz séier geschéien.

Sou vill zu der Geschicht, wou dat doten hierkënt, wien derfir d'Responsabilitéit dréit a wien déi Texter do och ze veräntweren huet.

Dir hutt lech am Fong verrannt, Här Roth, mat de Fuerderungen, déi Der do stellt, wann Der vun der Journalisatioun schwätzt, wann Der vun de Recourse schwätzt, wann Der vun de Sanction-pénale schwätzt. Ech wëll lech drop opmierksam maachen, dass an Ärer Commission juridique och e Projet ass, quitte dass mer deen an der Mediekommission wäerten diskutéieren, fir se zesummen ze behalen.

Do gëtt et e Projet de loi, deen d'Direktiv wäert ëmsetzen iwwert den Dateschutz am Beräich vun den Données policières et judiciaires. Dat ass d'Direktiv, déi zesumme mam Reglement den europäeschen Dateschutzpaquet ausmécht. En Dokument, zwee Dokumenter, déi jo ënner Lëtzeburger Présidence 2015 ofschléissend negociéiert gi sinn. Dat ass jo eent vun de grouse Resultater vun eiser Présidence.

Dozou gehéiert eng Direktiv, déi justement am Beräich vun den Données policières et judiciaires d'Dateschutzregele festleet. Dir kënt lech och erënneren, dass dee Paquet politesch ganz breet gedroe war, en ass am Europaparlament vun der GUE bis eriwuer bei d'EVP eestëmmege ugeholl ginn. Do gëtt et also eng grouss politesch Adhäsion zu de Regele vun der Direktiv. An déi Direktiv, déi regelt all déi dote Froen.

E klunge Bléck an dee Projet de loi wier also duergaangen, Här Roth, fir erauszefannen, dass souwuel d'Fro vun der Journalisatioun wéi d'Fro vun de Recourse wéi och d'Fro vun de Sanctions pénales an deem Projet do wäerten diskutéiert ginn. An Dir wësst och, dass deen dote Projet de loi zesumme mam Reglement muss virun Enn Mee 2018 a Kraaft sinn. Esou verlaangt et den Datum, deen an deenen Dokumenter steet.

Dir hutt och geschwat vun deem Arrêt vun der Cour de justice, wou Der sot, dat hei wär da quasi de Contraire. Den Här Bodry huet lech scho korrigéiert, well dat, wat den Här Bodry gesot huet, absolut zoutreff. Et geet net drëms, au cas par cas de Leit dat ze soen, mä et geet drëms, d'Leit au départ ze informéieren, dass et potenziell kéint geschéien, dass déi Donnée géife weidergeleet ginn.

Dat ass de sougenannten „Bara-Arrêt“, mat engem r, den Arrêt Bara, deen iwwregens, Här Roth, vu dass e vum Oktober 2015 staamt, an den europäeschen Dateschutzpaquet nach eragerutscht ass. Dat heescht, d'Direktiv ass konform zu deem Arrêt vum Oktober 2015, well de Schluss vun den Negociatiounen deemools an eiser Présidence war am Dezember 2015, soudass d'Dispositiounen, d'Exigence vun der Cour op deem dote Punkt am europäeschen Dateschutzpaquet dra sinn.

An de Projet de loi 7168, dee mer virun Enn Mee och hei zu Lëtzebuerg mussen en vigueur hunn, huet all déi doten Elementer dran, y compris de Respekt vum Arrêt Bara vun der Cour de justice. Soudass also Är inhaltlech Kritiken alleguerten am Kader vum Projet 7168 wäerte beäntwert ginn, an dat muss een och zesumme liesen.

Haut gi jo och schon d'Données policières ausgetosch op eng natierlech méi komplizéiert Aart a Weis. Dat soen ech dem Här Kartheiser, deen awer trotzdem misst unerkennen, dass mat der Ëmsetzung heivun, par rapport zu der Ist-Situatioun - well mir si jo do net bei null, mir sinn haut jo och an enger Situatioun, wou d'Donnée kënnen echangeiert ginn -, dës Ëmsetzung eng däitlech Simplificatioun duerstellt. A si huet och d'Ënnerstëtzung souwuel vun der

Polizei wéi vun de Justizautoritéiten, wat an deene Jore virdrun net ëmmer méiglech war, well do de Rôle vun der Regierung net zu engem Konsens tëschent béide gefouert huet. Ech si frou haut kënnen ze soen, dass souwuel d'Polizeiautoritéite wéi d'Justizautoritéiten hanert dësem Text stinn, dass mer do konnten en Accord fannen, deen et wäert erlaben, dass a ganz ville Fäll d'Police dat eleng ka maachen.

Natierlech, bei Donnéeën, déi nach an enger Enquête dra sinn, do muss selbstverständlech d'Justizautoritéit kënn weider e Wuert matschwätzen, well dat lafend Enquête sinn. An dass do d'Police net eleng doriwwer verfüügt, schéngt mer awer en elementaren an och richtige Prinzip, wou ech mengen, dass Dir deen net géift contestéieren. Dat zu deenen dote puer Punkten.

Eng lescht Remark. Do waart Der och mam Adressat net ganz richtig, mä ech kann lech awer soen, dass den Här Schneider am Ausland ass, en huet also e ganz valabele Grond, deen och der Chamber bekannt ass. En ass am Moment a China, kann dofir haut net do sinn. Dat, wat den Här Roth bemängelt huet bei der Polizei, wat en net fir d'Éischt gemaach huet, ech mengen, dat ass jo net ganz falsch. Si schaffe jo och scho méi laang un esou enger Reglementatioun.

Allerdéngs, laut mengen Informatiounen ass och d'Police zur Konkusioun komm, dass mam Vott vum Projet de loi, deen d'Direktiv vum europäesche Paquet ëmsetzt, déi dote Froen eigentlech alleguerte beäntwert sinn. Soudass am Moment déi rechtlich Lag net inexistent ass, mä dat INGEPOL-Reglement wier nach eng Kéier verlängert gi bis den 1. Juni 2018, also eng Woch nodeems den europäeschen Dateschutzpaquet supposéiert ass a Kraaft ze trieden.

Dat ass de Stand vun de Reflexiounen. An domadder ass kloer, dass mer och déi dote Fro spéitstens Enn Mee 2018 wäerte beäntwert hunn. Soudass d'Police och en attente ass, net nëmme vun dësem Projet de loi, mä och vum Vott iwwert déi zwee Projet-de-loien, déi den europäeschen Dateschutzpaquet ëmsetzen.

Ech mengen also, dass dës Regierung hei hir Aarbecht anstänneg gemaach huet an dat och dofir duerch de Statsrot validéiert kritt huet. An all déi Froen, déi Dir gestallt hutt, hunn allequerten eng Äntwert. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Här Minister, den Här Roth huet sech nach zu Wuert gemellt. Bleift vläicht hei, da kënt Der direkt drop äntwerten!

Här Roth, wann ech gelift.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo. Ech ka ganz kuerz sinn, Här President. Mir hunn eis net am Adressat geiert. De Punkt ass deen, dass d'CSV absolut kee Problem huet, dass déi Décisions-cadres ënner CSV-Justizministeren zu Bréssel ausgedandelt gi sinn; zu deene sti mir.

De Problem, dee mir hunn, an ech mengen, deen deelt Der vläicht méi nuancéiert, dat ass deen, dass hei op internem Plang d'Polizeidaten un d'Statsverwaltung weidergi ginn, fir déi et keng rechtlich Basis à ce stade gëtt an déi och manipuléiert gi vun deenen zoustännegen Autoritéiten, déi emol net konform sinn - an dat bestätegt d'Dateschutzkommission grad wéi och d'Kommission vun de Mënscherechter zu Lëtzebuerg - zu deene Preceptor, wéi se am Reglement vun 1992 sinn. Ech mengen, do si mer eis eens.

Déi eng hunn et méi direkt ausgedréckt, wat ech gemaach hunn, Dir méi nuancéiert, quitte dat muss ee verstoen. An de Rescht ass, dass mer haut e Gesetz stëmmen, wou alleguerten déi Garantie fir d'Bierger à ce stade nach net geltend Recht sinn. Dir hutt mat Recht op déi Direktiven higewisen, op dat europäesch Reglement, wat da soll Enn Mee ëmgesat ginn. A mir hoffen da staark, an do ënnerstëtze mer lech och, dat soe mer haut als CSV, dass déi rechtlich Basissen da bis Enn Mee hei duerch d'Parlament wäerte kommen, fir dass d'Bierger dann och nodréiglech déi Rechter kréien, déi hinne mat dësem Gesetzesprojet nach net zugesot sinn.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech freeë mech elo scho fir all Ënnerstëtzung. Mä vu dass all déi oppe Froen, déi lech derzou bréngen, lech bei dësem Projet ze enthalten, all integral, millimetergenee do beäntwert sinn, duerch en Dokument, wat geltend Recht ab Enn Mee 2018 an der ganzer Europäescher Union ass, fannen ech Är Enthaltung trotzdem largement exzessiv. Et gëtt am Fong kee Grond derfir.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm. A mir kënnen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6976 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6976 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 32-mol Jo, 28-mol Abstentiounen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel? Ass dat esou?

(Assentiment)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et seet kee Jo vun deenen, déi sech enthalen hunn.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen von nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7100, och eng Transposition vun enger Direktiv. Mir héieren erëm eng Kéier déiselwech Rapportrice, d'Madamm Viviane Loschetter. Madamm Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

9. 7100 - Projet de loi portant modification:

a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng), rapportrice.** - Jo. Merci, Här President. Effektiv, de Projet 7100 ass de 6. Dezember 2016 deposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 24. Januar 2017 ginn. De Projet ass dunn an der Kommission diskutéiert ginn den 22. März 2017, do sinn ech och zu deemselwechten Datum als Rapportrice genannt ginn.

Mir hunn als Commission juridique, ech kommen herno nach eng Kéier drop zrëck, e Communiqué zur Positioun vum Statsrot den 31. März gemaach. De Statsrot huet dëst och zur Kenntnis geholl, a mir hunn de Rapport, de schréftleche Rapport den 3. Januar, virun ongeféier zwou Wochen, guttgehescht.

Ëm wat geet et an dësem Projet de loi?

Wéi Der et richtig gesot hutt, Här President, geet et ëm d'Transposition vun enger Direktiv. An zwar vun der Direktiv vum November 2013. An an där Direktiv, an notamment och dofir an dësem Projet de loi, geet et ëm d'Reconnaissance professionnelle vun der Profession d'avocat. Dir muss wëssen, dass all Memberstat a gewësse Limite fräi ass, den Accès zu de Professionen ze reglementéieren. Et geet awer drëms, ebe grad an dësem Projet de loi, an dëser Direktiv, fir de System, fir d'Mobilité professionnelle ze vereinfachen, an an dësem Fall hei d'Mobilitéit vun den Affekoten ze vereinfachen.

Elo ass et esou, dass en Demandeur vun enger Reconnaissance, dat heescht en Affekot, deen an engem anere Land deen Titel d'ärf droen, well en déi Ausbildung gemaach huet, och eng Reconnaissance ka froen. An et ass awer och esou, dass a gewëssene Fäll, wann d'Formation, fir Avocat à la Cour au Luxembourg ze sinn, net déi ass, déi där hei entsprécht, dass een dann - fir eben déi Admissioun ze kréien - d'Épreuve d'aptitude maache kann oder éischer gesot maache muss.

An dësem Projet de loi geet et eigentlech ëm, an do verweisen ech och op de Commentaire des articles, ganz minim Adaptatiounen, voire souguer éischer ëm Terminologie vun deem besteeende Gesetz vun 1991 eben iwwert d'Profession d'avocat. Also et ass u sech keng grouss Erneuerung oder keen Direktionswiesel. An dofir wëll ech elo haut hei nach op eng eenzeg Saach agoen, déi och d'Attention vum Barreau hat, vum Ordre des avocats vum Barreau vu Lëtzebuerg, an an hiren zwee Avisen Thema war, an déi iwwregens och Thema war vun der Commission juridique.

Dat ass nämlech déi Diskussioun, déi mer och gefouert hu ronderëm den Accès partiel vun der Profession d'avocat. En Accès partiel, deen et och an aneren EU-Memberlänner gëtt, déi natierlech zum Deel anescht funktionéieren, wéi mir hei funktionéieren. An dat war och eng fir d'Commission juridique net ganz evident Kloestellung vum Avis vum Statsrot, well mer an der Commission juridique à l'unanimité ons eens waren, dass et net ka sinn, dass mir zu Lëtzebuerg en Accès partiel à la profession d'avocat wëllen opmaachen.

An dat war och d'Thema vun deem Bréif, dee mer un de Statsrot geschéck hunn, fir dem Statsrot och nach eng Kéier ganz kloer ze erklären, firwat mir vun deem Accès partiel hei zu Lëtzebuerg wëllen ewechbleiwen. An datt mir eben déi Direktiv esou verstinn, dass mer hei zu Lëtzebuerg och déi Méiglechkeet hunn, fir deen Accès partiel eben net anzeféieren.

An de Statsrot huet ons geäntwert, dass en d'Positioun vun der Commission juridique och esou verstanen huet an eigentlech esou gutt heescht. An du ware mer ons eens an der Commission juridique, fir déi Äntwert vum Statsrot och als Document officiel zu dësem Projet de loi ze maachen, fir datt iergendwann eng Kéier, spéiderhin, sollt et eng Diskussioun ginn, engersäits par rapport zu der Interpretatioun vun där Direktiv, déi mer an en nationaalt Gesetz ëmsetzen, par rapport zu deem Accès partiel à la profession mir eben net op dee Wee ginn. An datt et och kloer soll sinn, dass de Statsrot deem schlussendlech zugestëmmt huet. Well eben an där Direktiv déi aner Méiglechkeet ginn ass, well et an aneren EU-Memberlänner déi aner Méiglechkeet och gëtt.

A just fir ofzeschléissen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn a waren där Meinung, dass dat hei eben net ëmsetzbar ass. An dofir ass deen Accès partiel hei an deem Projet de loi net erëmzefannen. Mä gradesou wéi déi verschidden Avise sech och mat deem Accès partiel beschäftegt hunn, huet d'Commission juridique dann eben och kloergestallt, dass dat net de Fall wäert sinn.

Dëst gesot, verweisen ech fir de Rescht op de schréftleche Rapport. Ech wëll dovunner profitéieren, dass ech hei stinn, fir selbstverständlech och den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Rapportrice. An éischte Riedner ass den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mündlechen Rapport.

Et ass gesot ginn, an et stoung och an dem Exposé des motifs, dass et sech am Fong ëm e Projet de loi anodin handele géif, well et gi just e puer kosmetesch Adaptatiounen gemaach. Am Fong ass et awer e bësse méi, well et geet am Fong ëm d'Sproocheklausel.

Dir wësst, dass et hei um Barreau véier Lëschte gëtt: d'Lëscht 1, den Avocat à la Cour, d'Lëscht 2, den Avocat stagiaire, d'Lëscht 3, dat sinn d'Avocats honoraires, an d'Lëscht 4 sinn déi Affekoten, déi ënner hirem „home title“ hei zu Lëtzebuerg exercéieren.

Déi ënner der „Home-title-Direktiv“ kommen op Lëtzebuerg, a wa se dann hei dräi Joer praktizéiert hunn a si kënnen Franséisch, da kënnen se op d'Lëscht 1 ageschriwwen ginn. Si se net per-



formant genuch am Franséischen, da mussen se e klengen Examen maachen. Mä dann dierfe se awer just an de Matière schaffen, déi op Franséisch sinn. Dann dierfe se net a Matière schaffen, wou eben Däitsch, Lëtzebuergesch oder och, le cas échéant, Englesch d'féierend Sprooch ass, fir datt se hir Klienten natierlech no beschtem Wëssen a Gewësse kënnen conseiléieren.

Déi Direktiv, em déi et hei geet, déi mer ëmsetzen, dat ass am Fong fir déi Affekoten, déi de sougenannten „Areler Wee“ gewielt hunn. Wat heescht dat? Dat sinn Affekoten, déi am Ausland hir Formatioun gemaach hunn oder déi hei den Examen d'aptitude maachen an déi jo am Fong dann net iwwert deen „Home-title-Wee“ kommen, mä déi wëllen direkt op d'Lëscht 1 ageschriwwen ginn.

An déi mussen dann elo, wéi d'Affekoten ënner der „Home-title-Direktiv“, genuch Franséischkenntnisser hunn. Dat heescht, hu se déi net, mussen se och e klengen Examen maachen am Franséischen, fir ze beweisen, datt se déi Sprooch beherrschen. An da kënnen se och just an deenen Domänen exercéieren, wou eben d'Franséisch federféierend ass.

Dat Zweet ass, an d'Rapportrice ass dorobber agaangen: Mir hunn déi Diskussioun gefouert iwwert den Accès partiel vum dem Beruff vum Affekot. Dir wësst, an anere Juridictionen an der Europäescher Unioun gëtt et dat. Dir hutt zum Beispill an England den Ennerscheid tëschen „solicitor“ an „barrister“. Mir waren eis do eens, an d'ailleurs d'Madamm Brasseur hat do och nach e Projet vum engem Rapport vum Conseil de l'Europe. Abee, ech weess net, ob en an Tëschenzäit gestëmmt ginn ass, wat och eng,...

► **Une voix.** - D'nächst Woch.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - D'nächst Woch...wou dann dat do och e Sujet war a wou dann och gesot ginn ass, datt Lëtzebuerg sech agesat huet, fir am Fong de Beruff vum Affekot als eng Profession unie bäizebehalen.

Am Kader vum der Debatt iwwert d'Sproochen, Här Minister, wollt ech lech nach eng Fro stellen. De leschte Samschdeg war en Artikel am „Monde“, deen intituléiert war: «Brexit: Paris se bat aussi sur l'attractivité du droit». Do geet et dorëm: A Frankräich hutt Der en alen Dekret, en Arrêté royal vum 1539 vum François I^{er}, dee seet, datt d'Sprooch vum der Prozedur virum Geriicht Franséisch muss sinn. Mir wëssen, datt dat och hei zu Lëtzebuerg theoretesch de Fall ass. Dank der Flexibilitéit vu ganz ville Magistraten kann en awer Piécken op Englesch bréngen, le cas échéant och Temoignagen op Englesch, quitte datt se am Procès-verbal op Franséisch erëmgi ginn.

An a Frankräich ass eng Debatt lancéiert ginn am Kader vum Brexit, fir Frankräich attraktiv ze maachen, oder d'franséisch Geriichter attraktiv ze maachen, wou elo eng speziell Chamber constituéiert gëtt bei der Cour d'appel zu Paräis iwwer en Accord tëschen der Regierung, dem Barreau an der Magistratur, wou ausser der Assignatioun an dem Jugement alles op Englesch gefouert gëtt.

Firwat? Wann d'Engländer bis eraus sinn, da kënnen se jo net méi vum den europäesche Regele vum der Exequatur profitéieren. Also seet Frankräich: Da probéiere mer souzesoen, dee Marché a Frankräich, an deem Fall op Paräis ze kréien bei d'Juridictionen, fir datt d'Accorde keng Clause d'attribution de juridiction française hunn, fir kënnen dann eben dee Litige, deen d'origine tëschen zum Beispill enger englescher Gesellschaft an enger däitscher Gesellschaft ass, do kënnen ze toiséieren. Wat de Virdeel huet, datt déi Décision judiciaire den EU-Regele vum der Exequatur ënnerläit.

Mir wëssen, an ech hunn et gesot an ech begrëssen dat ausdrécklech, datt hei eng Flexibilitéit scho laang bei verschiddene Magistraten ass. Net bei jiddwerengem. Dofir meng Fro: Kennt Der déi Diskussioun a Frankräich? An zweet Fro: Géift Der dee Sujet och hei eng Kéier mam Barreau a mat der Magistratur uschwätzen?

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. E grouse Merci un d'Viviane Loschetter fir säi gudden schréftlechen a mëndlechen Rapport. Et ass, wéi de Léon Gloden elo just gesot huet, hei effektiv engersäits d'Institutionaliséierung

vum „Areler Wee“ mat enger Sproocheklausel, an op där anerer Säit, wat vläicht nach méi interessant ass, de Refus vum deem Accès partiel, wat eng traditionell Lëtzebuergescher Positioun ass, déi effektiv op der Suerg, fir d'Professioun eenheetlech ze gestalten a fir déi esou ze halen, berout.

Mat deenen zwou Saache kënnen mir liewen. Dat ass effektiv eng traditionell Approche vum der Affekoterei hei zu Lëtzebuerg, soudass ech nach eng Kéier Merci soe fir de Rapport an den Accord gi vum der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächste ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech hänke mech och drun un d'Mercedien un d'Madamm Loschetter fir hiren exzellente schréftlechen a mëndlechen Rapport. Et ass awer trotzdem e sensibele Secteur, well et geet u sech drëm, fir d'Éischt d'Direktiv vum 2013 an den Ordre juridique interne luxembourgeois ëmzesetzen. Da komplettéiere mer och eng Direktiv vum 2005. A mir maachen Adaptatiounen um Basisgesetz vum der Profession d'avocat vum August 1991.

Wéi meng Virriedner et scho gesot hunn: An enger Hëllef kann ee Lëtzebuerg mat näscht vergläichen, net nëmme, well eise Barreau explodéiert ass mat der Zuel vun Affekoten. D'Lëscht 1, d'Lëscht 4, Areler Wee, do hu mer schonn dräi Manéieren, wéi een op de Barreau kënnt. Mir hu ganz vill Affekoten. Mä mir hunn eng Situation spécifique, well eis Basisregel ass nach ëmmer, dass Franséisch gebraucht gëtt fir d'Legislatioun, well eis Texter nach ëmmer op Franséisch sinn. D'Cabinets d'affaires schaffe momentan op Franséisch an op Englesch. Mä déi klasesch Etüden, déi awer och mat Prisonnier a mat Autosaccidenter an Divorcen ze dinn hunn, sinn awer gutt beroden, wa se Däitsch an och Lëtzebuergesch niewent Franséisch an Englesch kënnen.

Dofir, eleng mat dem Régime des langues mussen mer ëmmer extrem oppassen, wann esou Direktiven, oder hei sinn et Reglementer, erakommen, well mer eben déi Texter ganz oft net eent zu eent kënnen ëmsetzen, well mir dann hei ëmmer extrem Problemer kréien.

Mat deene Limitten, déi mer hei gemaach hunn, hu mir jo haaptsächlech Adaptatiounen gemaach un dem Basistext. Mä wat eis ganz vill um Häerz louch, dat ass ebe just, dass mer gesot hunn: Neen, mir fänken net un, en Accès partiel ze maachen, well da kommen déi ganz Problemer vum der Sproochkenntnis an iwwerhaupt vum der Kontroll, fir ze wëssen: Wie kënnt op de Barreau? A wat heescht dat genau, Accès partiel?, well se déi Regele ganz oft net kënnen erfëllen oder eis Konditiounen.

Dofir ass et ganz gutt, dass mer eise Konsens fonnt hunn an der Commission juridique, fir elo esou ze goen. A mir si frou, dass all Mënsch mat op dee Wee geet, fir eben den Text tel quel ze adaptéieren an nëmme déi minim Saachen ze maachen. An dat do ass awer och an der Zukunft ganz genau am A ze behalen, well et ass ëmmer e Risiko, dass erëm gekuckt gëtt, fir alles ze liberaliséieren am Numm vum der Mobilitéit vum der Profession d'avocat. A vu dass Lëtzebuerg praktesch e Statut spécial huet, ass et wichteg, dass mer ëmmer oppassen.

Dat gesot, ginn ech awer gär den Accord vum der DP-Fraktioun. Villmoools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert huet elo den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och mat engem Merci un d'Madamm Loschetter ufänke fir hire Rapport. Et wor awer interessant, datt si an hirem Rapport déi Thematik vum der Sprooch net ugeschwat huet. Ech mengen, jiddwereen heibannen an all Partei ausser deene Gréngen ass dorobber agaangen, fir ze soen: Et geet hei ënner anem och em de Sproocheregimm an alles, wat domadder verbonnen ass.

D'Madamm Loschetter huet an hirem Rapport gesot, et wäert just minim Saachen, Terminologien, déi géifen ugepasst ginn, an et wäert u sech eng Fro, déi ze diskutéieren wär, déi vum Accès partiel. Fir eis ass dat eng ganz aner Situatioun. An eise Ae geet et drëm: Wéi e Justizsystem wëlle mir zu Lëtzebuerg? Wéi hätte mir gär, datt eis Bierger kënnen virun de Juridictionen vertrat ginn? Wat ass d'Zukunft vum der Sproochen zu Lëtzebuerg, an engem vum deenen dräi Pouvoire vum Land op d'mannst? Mir huelen hei Decisiounen, déi d'Entwécklung vum Land op Jore mat beaflossen. Dofir ass dat fir eis keng minim Annerung, wa mer de Sproocheregimm an iergendenger Form hei beréieren.

Et ass fir eis als ADR kloer, datt mer op déi dräi Sproochen halen. Mir hunn näscht géint Englesch, dat ka gär derbäikommen, mä déi dräi administrativ Sproochen vum Land mussen vum all Mënsch hei geschwat ginn, deen an de Juridictionen aktiv ass. Mir kënnen net a mir wëllen net eng sproochlech Segregatioun bei den Affekoten, bei de Magistraten oder bei egal wiem. Mir halen op eis dräi administrativ Sproochen am Land.

Mir halen och fest, et ass politesch interessant, datt de Verrieder vum der CSV sech wuel der Problematik bewosst ass - der Sproochproblematik! - a se och hei korrekt presentéiert huet, an awer decidéiert d'CSV, dëst Gesetz ze stëmmen. Dat ass en Ennerscheid. Mir stëmmen et net, well mir eben déi Betounung op Lëtzebuergesch och duerch konkret politesch Akte wëllen ënnersträchen. Mir sinn eis konsequent als ADR, mir stinn zu eiser Sprooch.

Och d'Verriederin vum der DP ass op déi Problematik agaangen. Och si si sech bewosst als Partei, datt e Problem do besteet, an awer huet och d'DP gesot: „Mir stëmmen dat do.“ Idem d'LSAP.

Mä wat ass dat da fir eng politesch Astellung, wa Parteien heihinnerkommen, se wëssen em d'Problematik vum de Sproochen an eise Justizsystem, si erkenne wahrscheinlech och d'Dimensioun laangfristeg a mëttelfristeg vum deem, wat dat heescht, an awer huele se eng aktiv Decisioun géint d'Däitsch a géint d'Lëtzebuergesch an engem vum deene wichtegste Secteure vum eiseffentleche staatleche Wiesen?

Entschëllegt, ech hat lech vergiess, Här Fayot, selbstverständlech ass och d'LSAP sech der Saach bewosst. A selbstverständlech stëmmt och d'LSAP géint d'Lëtzebuergesch an d'Däitsch an deem Beräich. Pardon, ech hoffen, ech hunn dat elo erëm gutt gemaach. Och Dir sidd géint eis Sprooch. Mir huelen Akt.

(**Brouhaha**)

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Däerf ech dem Här Kartheiser eng Fro stellen?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also,...

(**Brouhaha**)

...den Här Fayot wëllt dat vläicht nach eng Kéier betounen. Selbstverständlech.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ass den Här Kartheiser der Meenung, dass elo op de Lëtzebuergescher Geriichter just nach op Lëtzebuergesch soll plädéiert ginn?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Neen.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ass dat de Sënn vum Ärer...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Fayot, ech hat...

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - ...Demarche?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech soen lech Merci fir Är Fro. Dat éiert mech ëmmer, wann Der lech derfir interesséiert, wat ech hei soen. Ech hunn dat awer net gesot, wat Dir mengt.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Ech interesséiere mech just fir Är absurd Positiounen.

► **Une voix.** - Haha.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Kuckt, Här Fayot, ech hunn an där kuerzer Interventioun, déi ech gemaach hunn, vum der Dräisproochegkeet geschwat. Ech hu gesot: D'ADR hält op déi dräi Sproochen, inklusiv, am Justizwiesem hei am Land. Ech hunn ni gesot, mir sollen nëmme Franséisch, nëmme Lëtzebuergesch oder nëmme Däitsch schwätzen. Et ass eng Tradition vum eise Land, eng Identitéit vum eise Land, eng Plus-value, eng Valeur ajoutée, eppes, wou all Mënsch eis drëm beneit, datt mer déi dräi Sproochen hunn, datt mer se kënnen benotzen, plus Englesch natierlech ëmmer méi, a mir wëllen dat net opginn. Et gehéiert zu eiser Identitéit, et gehéiert zu eise Land. A mir stinn dozou.

Dat gesot, wäert d'ADR...

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Dat steet hei guer net zur Debatt.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...dëst Gesetz net stëmmen. Mir halen op d'Dräisproochegkeet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, ech hu just eng Fro un den Här Kartheiser, well ech mengen, en huet mer net nogelauschert.

(**Brouhaha**)

Ech hu ganz kloer gesot, dass niewent de Cabinet-d'affaires all traditionell Etüden hei gutt

berode wäeren, wa se géifen op Däitsch an op Lëtzebuergesch funktionéieren. Hutt Der dat net héieren?

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Majo dach. An da froen ech lech...

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Wou kënnt Der da soen, dass mer net géifen...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm Beissel...

► **Mme Simone Beissel (DP).** - ...zu der Lëtzebuergescher an der däitscher Sprooch halen? All d'Protokolle vum den...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - ...Poliziste sinn andauernd op Däitsch.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm Beissel...

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Wéi fonctionnéiere mer dann, wa mer keen Däitsch a Lëtzebuergesch...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dofir...

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Ech mengen, Dir hutt eis verdréit an dat ass net fair, Här Kartheiser.

► **Une voix.** - Wëssentlech...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madamm Beissel...

(**Brouhaha**)

Madamm Beissel, am Contraire hunn ech lech dat Kompliment gemaach...

(**Interruption**)

Am Contraire hunn ech lech dat Kompliment gemaach, datt Dir lech jo bewosst gewisen hutt iwwert déi Problematik, datt eben déi aner Sproochen am juristesche Beräich hire Wäert hunn, hir Wichtigkeet. Dir hutt dat Beispill genannt vum der Praxis an den Etüden an der Praxis op de Geriichter. A grad dowéinst, well Der lech der Problematik jo bewosst sidd, froe mir eis, wéi Der kënnt engem Gesetz zoustëmmen, wou zwou vum deenen dräi administrative Sproochen vum Land bewosst ausgeklamert ginn. An dat ënnerscheet Är Positioun vum eiser Positioun. Mir halen och op Lëtzebuergesch an Däitsch, net nëmme op Franséisch. An Dir stëmmt engem Gesetz zou, wou zwou vum eisen dräi administrative Sproochen géintwärt d'är drëtter benodelegt ginn. Dat ass genau dee Vott, deen Dir elo wäert huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, et ass...

(**Brouhaha**)

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Sot!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass fäerdeg!

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Dass Der dat einfach esou dréit, dat ass net richtig!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - An d'Wuert huet elo de Justizminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech muss éierlech soen, ech hat elo e bësse Krämpes, fir dem Här Kartheiser nozekommen. Wann ech e richtig verstanen hunn, ass en nëmme theoretesch derfir, dass déi dräi Sproochen müssen héichgehalen ginn, well praktesch kéinte wéinst senger och all d'Affären op Englesch gehale ginn. Dat hunn ech elo net ganz verstanen, wou dann do déi Plus-value vum där Theorie besteet, wann een an der Praxis dann awer de Fait och an deenen anere Sproochen ka plädéieren.

Ech wëll och nach eng Kéier rappéléieren, dass dat heiten näscht Neies ass. Hei maache mer just eng Dispositioun, déi mer schonn zënter 2013 hunn, dass et also e Wee gëtt, wou ee mat enger Sprooch, dem Franséischen, och en Accès ka kréien op d'Lëscht 1, hei mat deemselwechte Regimm iwwer en anere Wee och kann op d'Lëscht 1 kommen. Et ass also am Fong keng nei Dispositioun, mä si gëtt just op ee weidere Cas de figure applizéiert. Et ass also näscht Neies.

Drëtters wonnert et mech, wann e seet, dass d'ADR hei dergéint stëmmt. Et ass geltend Recht, dass mer dat heite mussen ëmsetzen. Elo kann een net wëlle mat deem Vott haut hei an der Chamber réckwierkend déi europäesch Debatt féieren, déi 2013 zu där Direktiv gefouert huet. Dat ass en zimlech sënne Vott, wann ee géint geltend Recht stëmmt bei senger Ëmsetzung.

Dofir, mengen ech, sollt mer hei d'Saach net méi komplizéiert an duerjerneemaachen, wéi se ass. Eise Sproocheregimm bleift weiderhin iwwer verschidde Weeër deen, dee mer bis haut schon haten, just mat der Applikatioun op ee weidere Cas de figure.

An all déi Leit, déi plädéiere kënnen hei zu Lëtzebuerg, déi elo nëmme Franséisch géife beherrschen, déi sinn domadder och net vollwärtig asetzbar, zu hirem eegenen Nodeel. Si kënnen nëmme déi Affären och plädéieren, wou se den Deontologieregele vum Affekot no och tatsächlech dee beschte Conseil fir hire Client kënnen sinn. Et ass also fir déi Leit e kleng Lëtzeburger Marché, während et fir déi, déi zwou oder déi dräi Sprooch kënnen oder souguer och dat Englescht, e komplette Marché ass, dee sech hinnen opmécht. An déi, déi nëmme déi eng Sprooch géife beherrschen, déi hätte bien entendu um Marché selwer e kompetitiven Nodeel, well se nëmme déi Affäre kënnen plädéieren, wou se och tatsächlech kënnen en optimale Conseil fir hire Client sinn.

Dofir kommt, mir loosse dat hei net méi duerjerneen elo duerstellen, wéi et ass! D'Saach ass eigentlech ganz kloer. Si beinhalt näischt Neies. An zu Lëtzebuerg hu mer jo - dat hunn eenzel Virriedner scho gesot - eng Magistratur, déi ganz flexibel och mat där Situatioun doëmgeet, notament well mer Englesch méi oder weiniger ouni Problem och kënnen akzeptéieren. A mir kënnen eis et jo och guer net erlaben, anescht hei virzegoen. Eis Situatioun, eis Ekonomie verlaangt déi dote Flexibilitéit.

Wa mer wéilten zum Beispill d'Ekonomie vum Englesche maachen an dat ni géife wéile berücksichtigen a mir géifen all maachen an der Magistratur, wéi wa se Englesch net géife beherrschen, da si mer dekaléiert mat der Realitéit vum Land. Déi Portioun Flexibilitéit, déi do gewise gëtt, ass e Corollaire nécessaire vum der Realitéit vum eise Land, vum der Populatioun, awer och vum der Ekonomie. An dat funktionéiert eigentlech reibungslos a flexibel ganz gutt.

An ech mengen, dass mer en plus zënter der Émsetzung vum de sougenannten ABC-Direktive mat de Rechter fir d'Traduatioun jo och do nach eng kéier eng Schépp dropgeluecht hunn an engem europäesche Kontext, ouni iergendwellech Konkurrenznodeeler, wou mer och hei zu Lëtzebuerg jiddwengem kënnen garantéieren, dass mer em an där Sprooch, där hie mächtig ass, kënnen noleeën, wat viru Gericht amgaangen ass mat em ze geschéien. Och dat hu mer zu Lëtzebuerg emgesat. Dat kascht eis all Joers eng Rei vu Milliounen, mä och dat féiert zu enger gerechter an effikasser Justiz. A wa mer all déi Elementer do komputéieren, dann, mengen ech, beschreibe mer reell, wat zu Lëtzebuerg lass ass, op eng flexibel an effikass Aart a Weis à la fois.

Zur Fro vum Här Gloden op dee ganz rezente Artikel vum „Monde“ hin: Dat ass eng Iddi, déi mir nei ass. Si ass nach net diskutéiert ginn. Ech sinn ëmmer bereet, nei Iddien ze diskutéieren mat de Barreuen, mat de Magistraten. Et schéngt mir allerdéngs eng Mesure ze sinn, déi zimlech ad hoc a kuerzfristeg nëmme ausgeföhrt ass op d'Brexit-Situatioun. Mir applizéieren hei jo schon eng aner Flexibilitéit, déi deem awer wäitestgeend schon entgéintkënn. Dat ass a Frankräich net de Fall. Dofir hunn ech éischter d'Impressioun, dass se domadder amgaange sinn, e Retard op eis opzehuelen. Ech weess net, ob mir dat onbedéngt misste kopéieren, mä ech si gäre bereet, wéi ëmmer, all nei Iddi och mat lech ze diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kartheiser freet d'Wuert, wahrscheinlich fir Parole après ministre.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo. Villmools Merci, Här President. Ech hu just e puer Bemerkungen, déi ech hei nach wéilt ubréngen.

An engem Punkt ginn ech lech ganz gär recht, Här Minister, dat ass: Déi Diskussioun ass vum 2013. Dat heescht, datt net Dir et sidd an och net déi aktuell Regierung, déi déi do Dispositionen negociéiert huet. Et wor d'CSV, déi eng Disposition negociéiert huet, déi eis elo an eng Situatioun bréngt, wou mer ebe Lëtzebuergesch an Däitsch mussen par rapport zum Franséischen hei benodelegen. An dat ass e Punkt, deen ech lech gär zeguthalen.

Déi zweet Bemerkung, déi ech wéilt maachen: Ech hunn natierlech mat kengem Wuert... Ech erkennen un, datt och d'Uwweerdigung kann eng rhetoresch Form sinn, mä ech hunn natierlech net behaupt, et soll iergendeen Prozess op Englesch hei gefouert ginn. Et ass awer eng Iddi, déi amüsant ka sinn.

An dat Drétt, wat ech wéilt soen, ass, an dat ass méi eng fundamental Bemerkung: Dir sot an Är Argumentatioun, datt mer jo praktesch forcéiert sinn, eng Direktiv emzesetzen an ze stëmmen, déi 2013 negociéiert an adaptéiert gouf. Dat ass eng Grundfro am europäesche

Recht an dofir wéll ech dat hei just opwerfen. Well esou, wéi Europa sech entwéckelt, ass dat do eng Fro, déi ëmmer méi akut muss gestallt ginn: Wat geschitt, wann en nationaalt Parlament refuséiert, eng Direktiv emzesetzen?

Dat ass eng spannend Diskussioun an Europa, déi wäert op eis zoukommen. Déi wäert wahrscheinlich ëmmer méi aktuell ginn. An déi Iddi, fir ze soen: E Parlament, en nationaalt Parlament ass näischt anescht wéi e passiv, exekutiiv Ratifizierungsinstrument vum enger Decisioun, déi vum Conseil geholl gouf respektiv vum Conseil mam Europaparlament, ass wahrscheinlich eng, déi an der Entwécklung vum Europa net méi ganz laang wäert d'Schinn halen. Ech sinn lech awer dankbar, datt Dir duerch Är Bemerkungen op déi Problematik och opmierksam gemaach hutt.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Minister kritt d'Wuert nach eemol.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Just eng Remark, Här Kartheiser, well ech mat Är Duerstellung net d'accord sinn. Mir ginn hei net obligéiert. Dat, wat hei geschitt, ass en Engagement, wat Lëtzebuerg viru ganz laange Joren als Grënnungsmitglied vum der Union agaan ass, dass mer eis bereet erkläert hunn, all zesammen no bestëmmte Regelen ze funktionéieren, déi zu eise kollektive Gutt bannent de Memberlänner vum der Europäescher Union sinn. Et ass also eng Regel, déi mer eis selwer ginn hunn, där mer fräiwéileg zougestëmmt hunn, well se Resultater produzéiert, déi fir eis alleguerten a fir eis Union vu Virdeel sinn.

Dir frot, wat géif geschéien, wann e Land dat net mécht. Majo, wann eng Direktiv vum engem Land net emgesat gëtt, kënnen mer à la fois an eng Prozedur geroden oder si ass dann awer direkt emgesat an och vum de Leit - ënner Konditiounen - akloerbar. Dofir, et gëtt en europäesche System, dee scho laang festläit. An ech gesinn dat net, wéi Dir dat sot, als eng Obligatioun an deem Sënn, mä als de Respekt vum deene juristesche Regelen, zu deene sech Lëtzebuerg selwer engagéiert huet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn um Enn vum der Diskussioun. A mir ginn zum Vott iwwert de Projet 7100 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7100 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer: 57-mol Jo, 3-mol Neen. Domat ass de Projet ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Kriepe, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Froe mer d'Dispens vum zweete Vott? D'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

10. Ordre du jour (suite)

Vu dass mer net virgesinn haten, fir iwwer hallwer siwen erauszugeen an et awer éischter a Richtung hallwer aacht, aacht Auer geet, wollt ech lech proposéieren, dass mer um Enn vum nächste Projet net ofstëmmen, mä d'Ofstëmmung muer de Mëtten direkt am Ufank maachen, wann d'Chamber do dermat d'accord ass. Ech sinn näamlech vum e puer Deputéierten ugeschwat ginn, déi en anere Planning fir den Owend haten.

Nëmme, wann d'Chamber do dermat d'accord ass?

(Assentiment)

Da maache mer dat esou. Gutt!

Da gi mer zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 6864 iwwert de Bail commercial. An do huet d'Rapportrice d'Wuert: d'Madamm Tess Burton.

11. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil

Rapport de la Commission de l'Économie

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Voilà! Här President, Dir Damm an Dir Härren, haut, no laangem Hin an Hier, kënnen mer endlech de Projet de loi 6864 iwwert de Bail commercial heibanne stëmmen. D'Reform vum Bail commercial huet näamlech schon eng laang Geschicht hannert sech. Ech wéll hei kuerz drun erënneren, dass et schon en Text ënnert der viregter Regierung gouf, deen allerdéngs vum der jëtzege Regierung zrëckgezu gi war.

Am August 2015 ass en neien Text iwwert de Bail commercial vum Wirtschaftsminister deposéiert ginn. Uschléissend sinn e ganze Koup Avise vum de Beruffskummeren, den Autorités judiciaires, der Stater Union commerciale an dem Conseil de la concurrence zu dem Projet de loi geschriwwen ginn.

Déi zoustänneg Chamberskommissioun huet am Oktober 2016 mat hiren Aarbechten ugefaangen, nodeems d'Statsekretärin aus dem Wirtschaftsministère, d'Francine Closener, de Projet an der Wirtschaftskommissioun presentéiert hat.

Am Echange mam Statsrot hu mer zweemol Amendementer gemaach, zu deenen et och all kéiers nei Avise vum deenen eenzelne Beruffskummeren an den Autorités judiciaires gouf. Nodeems mer den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot kritt hunn an desén all Opérations formelles konnt fale loosse, hu mer an der Commissioun de 5. Oktober de Rapport zu dem Projet de loi ugeholl.

Nodeems de Rapport ugeholl war, hu mer nach gesinn, dass et nach zwee kleng Oubliens am Text gouf an dass och nach en Term am Gesetz huet misse geännert ginn.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelifft!

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Zum enge war e Wuert vergiess ginn an zum anere war eng Inkohärenz stoe bliwwen, well vergiess gi war, en Delai unzepassen un eng Ännerung, déi mer am Text gemaach haten. Niewent deenen zwee Oubliens sollt och nach den Term „Logement“ duerch „Locaux loués“ ersat ginn. Mir hunn dem Statsrot e Brëif gemaach, fir en iwwert des kleng Redressementer ze informéieren. Well mer de Rapport awer schon ugeholl haten, hu mer den 12. Oktober e Rapport complémentaire ugeholl, fir des kleng Ännerungen ze dokumentéieren.

Allerdéngs huet de Statsrot eis dunn awer matgedeelt, dass en déi Redressementer, déi mer gemaach hunn, net als Erreur-matérielles, mä als Amendement géif ugesinn an huet eis an där Logik en drëtten Avis complémentaire dozou geschriwwen. Hien huet d'Ännerunge sans observation akzeptéiert, soudass den Text coordonné onverännert bliwwen ass.

Entre-temps war d'Kommissioun awer nach op e Problem opmierksam gemaach ginn, dee sech duerch dës Gesetz stellt. Et geet hei ëm d'Entrée en vigueur vum dem Gesetz. Hei stellt sech e Problem bei de Kontrakter vum der Souslocatioun. Dowéinst ass d'Kommissioun nach op de Wee gaangen, fir eng Transitiionsphas anzeféieren, an huet an hirer Sëtzung vum 7. Dezember nach en Amendement formuléiert. Ech wäert herno nach emol op den Amendement agoen.

Fir awer also all des Redressementer an den Amendement an der Prozedur ze dokumentéieren, hu mer schlussendlech den 11. Januar en zweete Rapport complémentaire ugeholl.

Voilà! Dat zur Virgeschicht. Da géif ech elo op den Detail vu mengem Rapport agoen.

Här President, mir hunn hei zu Lëtzebuerg eng ganz vereelzte Gesetzgebung iwwert de Bail commercial. Déi besteeënd Dispositione fir de Bail commercial ginn zrëck bis op d'Joer 1936. Dat si bal 80 Joer, an deene keng gréisser Upassungen un déi haiteg Zäit gemaach gi sinn. Mir wëssen allerdéngs, dass den Immobiliemarché haut net méi deen ass, wéi en dat virun 80 Joer war. An dofir ass et héich Zäit ginn, dass eis Gesetzgebung iwwert de Bail commercial reforméiert gëtt.

D'Zil vum dem Gesetzestext ass et, fir verschidden Dysfonctionnementer ze verhënnere, déi sech iwwert déi lescht Joren um kommerziellen Immobiliemarché etabléiert hunn. A gläichzäitig ass och Wäert drop geluecht ginn, dese Gesetzesprojet ze notzen an e gewëssenen Equilibre zwëscht dem Rechter an de Flichte vum de Locataires an de Propriétaires ze schafen an esou deenen zwou Parteien eng besser Planungssecherheet ze ginn.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Madamm Presidentin, ech wéll da kuerz déi wichtegst Artikelen, déi an dem Gesetz stinn, ervirhiewen. Et solle mat dem Gesetz eng Rei Onsecherheeten an Ongenauegkeeten aus dem Wee geschafft ginn, déi bis haut déi aktuell Legislatioun opweist.

Eng vun deenen Ongenauegkeete betrëfft de Champ d'application, dat heescht, op wéi eng Gebaier sech de Bail commercial obligatoresch bezitt. Bei dem Artikel hate mer laang Diskussiounen an der Commissioun. An och de Statsrot hat hei eng Textpropos gemaach, fir d'Definitioun vum Champ d'application nach méi ze präziséieren, wéi et am urspringlechen Text virgesi war.

Dat heescht, déi nei Gesetzgebung betrëfft Loyerkontrakter vu Gebaier, déi fir de kommerziellen, industriellen an handwierklechen Zweck genotzt ginn. Och betrëfft sinn domat d'Centre-commercialen, d'Tankstellen an den Horeca-Beräich. Allerdéngs: D'Loyerkontrakter vu Gebaier, déi fir de fräiberufflechen Zweck genotzt ginn, oder Gebaier, déi Banken notzen, sinn hei net concernéiert.

Da gëtt an dem Gesetzestext och d'Dauer vum Bail commercial definéiert. D'Gesetz hat urspringlech virgesinn, dass de Bail obligatoresch à durée déterminée misst sinn. De Statsrot huet allerdéngs a sengem éischten Avis d'Fro opgeworf, wéissou net och Kontrakter, déi indéterminé sinn, mat an d'Gesetz opgeholl géife ginn. Dës Remark ass d'Kommissioun nogaangen an huet des Ergänzung an den Text opgeholl an iwwerléisst domat deenen zwou Parteien d'Decisioun vum der Durée vum Kontrakt. An Zukunft gëtt et also d'Méiglechkeet, e Bail commercial fir eng Durée déterminée oder indéterminée ofzeschléissen.

Allerdéngs applizéiere sech d'Dispositionen aus dem Gesetz net op Kontrakter, déi fir manner oder genau fir ee Joer ofgeschloss ginn. Dës war eng Präzisioun, déi vum der Commissioun gewënscht ginn ass, fir kloeremaachen, dass Kontrakter, déi just fir eng kuerz Zäit ofgeschloss ginn, net an de Genoss komme vum den Dispositione vum dem Gesetz hei. Dës am Hibleck, dass d'Propriétaires et de Commerçants erméiglechen, just fir eng kuerz Zäit e Geschäft opzemaachen. En aktuell Beispill sinn hei d'Pop-up-Storen, déi just fir eng ganz kuerz Zäit op enger Plaz hir Dieren opmaachen.

E weidere wichtige Artikel, woumat eng grouss Neierung mat dem Gesetz a Kraaft trëtt, ass den Artikel, deen déi sougenannten „Pas-de-porte“ verhënnere soll. D'Regierung wéllt de Geschäftsmodell, dee sech iwwert déi lescht Joren ëmmer méi um kommerziellen Immobiliemarché etabléiert huet, mat dem Gesetz hei verhënnere. De Pas-de-porte ass dee sougenannten „Entréesticket“, deen haut oft vum Locataire un de Propriétaire muss bezuelt ginn, dass en iwwerhaapt an de Genoss kënn vum engem Bail, anstatt dass un deen ale Locataire e legitimme Präis fir de Fonds de commerce bezuelt gëtt.

De Statsrot huet zu dem Artikel eng duebel Opposition formelle formuléiert. Hie stellt net de Prinzip vum Verbuet vum all Supplement zum Loyer, dee bezuelt gëtt, a Fro, mä bemängelt, dass den Text méi präzis misst sinn a mécht hei eng Textpropos, déi vum der Commissioun och esou iwwerholl ginn ass. Deen neien Text gesäit also elo vir, dass all Supplement, deen zum Loyer un de Propriétaire bezuelt gëtt, beim Ofschluss vum Kontrakt verbueden ass.

Des Weidere ginn an deemselwechten Artikel och Präzisiounen zu der Garantie locative gemaach, déi de Moment nach net gesetzlech geregelt war. D'Regierung hat hei dräi Méint proposéiert. Allerdéngs huet ënner anere dem Statsrot awer sechs Méint virgeschloen, well dës méi dem Montant entsprécht, deen de Propriétaire brauch, fir sech ze schützen, an och éischter dem Usus an der Praxis entsprécht.

D'Garantie locative gëtt also op e Maximum vu sechs Méint limitéiert. Da gëtt och festgehalten, dass de Locataire des Garantie sous forme vum

enger Bankgarantie oder enger Assurance, déi en ofschléisst, dem Propriétaire ka liwweren.

Voilà! An engem weideren Artikel gëtt an dem Gesetz och d'Souslocatioun reglementéiert. Dësen Artikel ass och eent vun den neien Haaptelementer vun deem Gesetz, well d'Souslocatioun war bis ewell a kengem Gesetzestext ernimmt an huet an der Praxis awer oft zu Abuse gefouert. All Souslocatioun, déi gemaach gëtt, muss dem Propriétaire gemellt ginn. An de Propriétaire huet dann 30 Deeg Zäit, fir säin Accord zu dëser Souslocatioun ze ginn. Gëtt hie keen Accord, dann huet den initiale Locataire aacht Deeg Zäit, fir de Riichter ze kontaktéieren an an Appell ze goen.

Ganz wichteg: Niewent dem Verbuet vum Pas-de-porte gëtt mat deem Artikel och verbueden, dass de Locataire dem Souslocataire e Loyer fret, deen iwwert dem Loyer läit, deen de Locataire mam Propriétaire festgehalten huet. Eng Ausnam gëtt et awer, an zwar wann de Locataire spezifesch Investissementer getäget huet, fir d'Gebai kënnen weiderzevermieten. An deem Fall kann de Locataire, deen d'Gebai weidervermietet, méi en héije Loyer froen.

Am ursprénglechen Text vun der Regierung gouf et allerdéngs nach eng weider Ausnam. An dat war déi, dass d'Tankstellen an d'Brauerien hei exclu wäeren. Dës Ausnam gouf awer vun den Autorités judiciaires an dem Statsrot a Fro gestallt, déi hei op den Egalitéitsprinzip verweisen hunn. Dofir huet d'Kommissioun op deem Punkt den Text geännert an huet dës Ausnam aus dem Text erausgeholl.

Wéi ech ganz am Ufank schonn erwänt hunn, hu mer allerdéngs hei nach nodréiglech en Amendement fir dësen Artikel agereecht, well et an der Praxis eng Rei esou Kontrakter gëtt, wou de Locataire dem Souslocataire e méi en héije Loyer fret, ouni awer Investissementer getäget ze hunn. De Surplus vum Loyer gëtt vun de verschiddeenen Akteuren um Terrain justifiéiert, well se hirem Souslocataire aner Servicer ubidden, wéi zum Beispill de Risque locatif, dee si géintwuer vum Propriétaire iwwerhuelen, soudass de Souslocataire iwwerhaupt d'Gebai miete kann.

Allerdéngs si mir der Meenung, dass, wann de Locataire d'Gebai weidervermietet an dem Souslocataire nach aner Servicer ubitt, dës Servicer anescht geregelt mussen ginn an net hir Plaz am Bail commercial sollen hunn.

Mä fir dese Locatairen Zäit ze ginn, fir sech konform zum Gesetz ze setzen, huet d'Kommissioun eng Transitionphasen vun zwielef Méint agefouert. Esou hunn déi Concernéiert nach Zäit, hir Kontrakter vun der Souslocatioun en règle ze setzen.

Da gëtt elo am Gesetz och den Delai vun der Kënnegung definéiert. Wéi am initialen Text goufen hei vun der Regierung och weiderhin déi sechs Méint zréckbehalen. Des Weidere gëtt festgehalten, dass, wa keng Kënnegung matgedeelt gëtt, de Kontrakt sech automatesch verlängert, an dat fir eng Durée indéterminée anstatt dräi Joer, wéi initialement virgesinn.

An da konnt bis elo den Tribunal dem Locataire erlaben, am Lokal ze bleiwen, nodeems de Kontrakt ofgelaf war. Sou e Sursis commercial konnt zweemol accordéiert gi fir jee weils sechs Méint. An Zukunft gëtt et elo anstatt vum Sursis commercial e Sursis à déguerpissement. Dat heescht, den Tribunal kann e Sursis unique vun engem bis néng Méint accordéieren, dëst ouni Verlängerungsméiglechkeet oder Méiglechkeet, an Appell ze goen. Dëst ass awer och just méiglech, wann d'Loyeren an all aner Avancen, déi opstinn, den Dag vun der Demande fir e Sursis commercial bezuelt goufen.

Des Weidere gëtt de Sursis och just accordéiert, fir dem Requirerant et ze erlaben, en neit Gebai ze fannen, fir seng Aktivitéite kënnen weiderzeféieren a seng Aarbechtsrechtobligatiounen erfëllen ze kënnen.

Madamm Presidentin, bei Vertragserneuerung ass et initial esou gewiescht, dass e Locataire, dee säit dräi Joer miet, d'Recht huet, fir e Renouvellement vu sengem Kontrakt virun engem aneren ze kréien. Mä dat ass e Recht, wat no 15 Joer Locatioun ewechfällt. Elo kann de Locataire an och de Souslocataire de Renouvellement froen an huet en absolutt Recht, en ze kréien déi éischt néng Joer.

Dann huet de Propriétaire d'Méiglechkeet, de Kontrakt mam Locataire ze kënnegen, wann dee sengen Obligatiounen net nokënnert. An des Weidere kann de Propriétaire de Kontrakt kënnegen oder refuséieren, de Kontrakt ze verlängeren, aus verschidde Grënn.

Zum engen ass dëst méiglech, wann de Propriétaire perséinlech d'Gebai wëllt benotze respektiv ee vu senger Kanner, oder wann de Propriétaire säi Gebai net méi fir déi nämlech Aktivitéit verloune wëllt. An drëttens kann de Propriétaire de Kontrakt kënnegen oder d'Verlängerung refuséieren, wann d'Gebai ofgerappt gëtt oder renovéiert gëtt.

De Propriétaire kann awer och ouni Grënn, nodeems de Locataire néng Joer oder méi laang am Gebai war, de Kontrakt kënnegen oder refuséieren, de Bail ze verlängeren, wann de Propriétaire dem Locataire eng Indemnité d'éviction, souzesoen eng Entschiedegung, bezilt.

Dësen Artikel ass eent vun deenen neien Haaptelementer vun deem Gesetz. De Montant vun där Indemnité d'éviction gëtt vun de conceréierte Partei selwer festgeschriwwen, duerch en Accord ad hoc oder eng Clause. Wann dëst net gemaach gouf oder wann ee sech net konnt drop eenegen, gëtt de Montant vum Riichter fixéiert op Basis vun der Valeur vum Fonds de commerce.

Dann nach eng lescht grouss Neierung, déi mer mat deem Gesetz aféieren: Dat ass den Droit de préemption, d'Virkaufsrecht fir de Locataire, dat bis elo och net definéiert war an engem Locataire zoustee, wann hien op d'mannst während 18 Joer d'Gebai gelouft huet.

Voilà, dëst ware kuerz déi Haaptelementer aus dem Gesetz. Dann ass nach ze soen, dass dëst Gesetz sech net op lafend Prozeduren applizéiert, mä awer op lafend Kontrakter. Dëst ass esou gewünscht, fir dass mat der neier Gesetzgebung vum Bail commercial esou schnell wéi méiglech Abuse verhënnert kënnen ginn an dass och esou schnell wéi méiglech e Gläichgewicht geschaf gëtt zwëschen de Rechter an de Flichte vun de Propriétaires an de Locatairen.

Madamm Presidentin, da ginn ech elo zum Schluss nach ganz kuerz op déi verschidde Avisen an, ugefaange bei der Chambre de Commerce, déi an hirem Avis begréisst, dass eng Rei vun hire Propositionen, déi si schonn zum Text vun der viregter Regierung formuléiert hat, elo an deen neien Text vun där aktueller Regierung mat afloss sinn.

Des Weidere gëtt d'Chambre de Commerce an hirem Avis ze bedenken, dass Commerçanten, déi sech nei um Marché wëllen installéieren, mat engem héijen Investissement konfrontéiert sinn. Oft mussen dës Commerçanten en héije Pas-de-porte, eng Garantie locative vun zwielef Méint an all Mount en héije Loyer plus Chargé bezuelen. Dofir begréisst d'Chambre de Commerce, dass mat deem Gesetzestext eng Rei Verbesserunge kommen. Allerdéngs kritiséiert si, dass d'Gesetz sech op lafend Kontrakter applizéiert.

D'Chambre des Métiers begréisst an hirem Avis, dass mat deem Projet de loi den aktuelle Gesetzestext iwwert de Bail commercial méi kloer gëtt, dass duerch de Verbuet vum Pas-de-porte an d'Aféierung vun der reglementéierter Méiglechkeet vun der Souslocatioun spekulativ Praktiken um kommerzielle Marché ofgedämmt kënnen ginn.

Eng Kritik, déi d'Chambre des Métiers an hirem Avis opwerft, ass déi vun der Roll vum Riichter, deen a verschidde Fäll zum Asaz soll kommen, wa béid Partei sech net eens ginn. Hei hätt d'Chambre des Métiers sech gewünscht, dass méi gesetzlech Dispositione festgeluecht gi wäer respektiv der Mediatioun méi eng wichteg Roll zougesprach gi wär, anstatt dass de Riichter soll Decisiounen treffen.

D'Chambre des Salariés huet e ganz kritisches Avis ofginn. Hinne geet den Text net wäit genuch. Si hätte sech gewünscht, dass och eng Reglementatioun fir d'Loyeren agefouert gi wär, fir esou d'Locataire méi ze schützen virun exorbitante Loyeren. D'Loyere wäeren näamlech oft e Grond, wéi esou e Commerçant faillite geet. An am Fall vun enger Faillite sinn et virun allem d'Salarié, déi déi Leidtragend sinn.

Des Weidere ass d'Chambre des Salariés der Meenung, dass d'Rechter vun de Salarié am Fall vun enger Faillite missten onbedéngt gestärkt ginn.

D'Union commerciale vun der Stad Lëtzebuerg huet och en Avis ofginn zu deem Projet de loi. Si begréisst eng ganz Rei vun deenen neien Dispositionen am Gesetz, mä bedauert awer och, dass net profitéiert ginn ass, fir am Kader vun dëser Reform och d'Geleeënheet ze nutzen an e Mechanismus fir de Plafonnement vun de Loyeren anzeféieren. An d'Union commerciale bedauert, dass am Gesetzestext keng Präzisionen zu de Charges locatives gemaach gi sinn.

De Conseil de la concurrence gesäit a sengem Avis de Projet de loi méi kritisches, well e senger Meenung no ze vill an d'Vertragsfräiheet agräift.

An da kommen ech nach eng Kéier kuerz op den Avis vum Statsrot zréck, well de Statsrot

rappeléiert, dass all Reguléierung vun engem Bail commercial sech zwëschen zwee géigesäitige Prinzipie beweegt: engersäits dem Prinzip vun der kontraktueller Fräiheet, déi am Code civil steet, mat Referenz op de Prinzip vun der Liberté du commerce, deen an der Constitution steet, anersäits ennerläit esou eng Regulatioun awer och dem Contrôle vun den öffentliche Instanzen, mam But, fir kommerziell Locatairé géint Abusen oder Spekulationen ze schützen.

De Contrôle ass néideg, fir eng gesond Kompetitivitéit ze garantéieren an eng gewësse kommerziell Struktur oprechtzuerhalen, dëst virun allem an de Stied an natierlech och, fir d'Intérêt vun de Matarbechter aus deem Secteur ze protegéieren.

Madamm Presidentin, iwwert dës Gesetz, dat mir elo gläich hei ofstëmme wäerten, ass vill kontrovers diskutéiert ginn. Mä ech mengen awer, dass et eis hei gelongen ass, e Gesetzestext ze schafen, deen den haitegen Erausforderunge vum Marché gerecht gëtt. Mir passen eis vereezte Gesetzgebung iwwert de Bail commercial un déi haiteg Zäit un. Mir schafen e besseren Equiliber zwëschen de Propriétaires an de Locatairen. An de Gesetzestext hëlleft eis, fir géint d'Spekulatioun an d'Abusen um kommerziellen Immobiliemarché virzegoen.

Voilà! Dëst gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Madamm Rapporteur Tess Burton, fir dee ganz breet gefächerte Rapport. Als éischte Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Léon Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Madamm Presidentin. Dee Projet de loi hei kéint een intituléieren: „Was lange weilt, wird endlich gut.“

Dëse Projet geet zréck op en Avant-projet de loi vun der Madamm Françoise Hetto, déi deemools Mëtzelstandsministerin war. Wéi Enn Summer, uganks Oktober 2013 op eemol esou dach - kann ee soen - Deus ex machina eng ganz Rei Geschäfte mat luxuriöse Marke Faillite gemaach hunn, huet deemools missen urgent gehandelt ginn, well et ass net nëmme em den Erhalt vun deene Geschäfte gaangen, mä et ass och em den Erhalt gaange vun deenen Aarbechtsplazen, déi domadder verbonne sinn.

Haut muss ee feststellen, dass d'Zuel vun de Failliten no de leschte Statistiken erfroget, an dat em 5%. Am Commerce ass et e Réckgang vun 20,65% par rapport zu 2016, well 2017 waren nach 196 Entreprises, déi am Commerce Faillite gemaach hunn. Dat sinn der natierlech nach ëmmer 196 ze vill.

Déi Problematik, déi dese Projet de loi ugeet, ass natierlech och e Problem, dee méi prononcéiert ass an deene gréisseren Uertschaften wéi an deene klengen Uertschaften.

Ech erënneren och an deem Kontext un d'Proposition vum Kollege Serge Wilmes, fir en Droit de préemption vun Fonds de commerce au profit vun enger Gemeng ze schafen.

Dës Regierung huet, an d'Madamm Rapportrice huet et gesot, formell de Projet zréckgezunn an een neien déposéiert, mä um Fong, mengen ech, si mer eis eens, dass en iwwerschafft ginn ass, well d'Basisiddie vum Avant-projet de loi sinn och an deem Projet de loi bliwwen.

Et ass, wéi esou oft am Liewen, fir ze kucken, en Equiliber tëschent deenen engen an deenen aneren ze fannen. Et geet op där enger Säit em d'Protektioun vum Locataire mat den Aarbechtsplazen, also vun der Liberté d'entreprendre an der Liberté de commerce, an op där anerer Säit em den Droit de propriété; Prinzipien, déi och bei eis an der Verfassung ageschriwwen sinn.

De Projet de loi baséiert um belsche Recht, deen dann och eng Rei Prinzipien ännert. D'Diskussionen an der Kommissioun ware ganz sachlech a ganz technesch. An ech soen der Rapportrice Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

D'Kollegin Tess Burton ass hei op eng Rei Detailler agaangen. Ech wëilt e puer Punkten ervirsträchen.

Zum Champ d'application: E Bail commercial ass e Bail betreffend e Lokal, an deem eng kommerziell, industriell oder handwierklech Aktivitéit exercéiert gëtt. Soumat ass kloer, dass de Bail commercial sech net op Locatiounsvertrag fir Büeroen applizéiert, wat awer net heescht, dass d'Parteien net fräiwëllig d'Dispositione vum Bail commercial am Kontrakt

wiele kënnen, fir hire Contrat de bail ze wäelen. Wat och elo ganz kloer ass, wou virdu vill Diskussiounen waren, och an der Jurisprudenz: Vun elo u wäert de Bail commercial sech och op d'Centres commerciaux applizéieren.

Zu der Durée dann. Et ass de Prinzip festgehalten, dass d'Partei fräi sinn, entweder e Kontrakt fir eng onbegrenzt Zäit ofzeschleissen oder fir eng begrenzt Zäit. Am Projet de loi war nëmme à durée déterminée virgesinn. Do waren eng Rei Chamberen an och de Statsrot a mir och an der Kommissioun der Meenung, dass dat am Fong géint de Principe vum Consensualisme contractuel géif goen. Et ass och drop hinzeweisen, dass e Kontrakt, dee fir net méi wéi ee Joer ofgeschloss gëtt, net an de Champ d'application vun deem Gesetz fällt. Dat sinn déi berühmte Pop-up-Storen, dat heescht, wann eng Mark während enger kuerzer Zäit geziilt e Produkt wëllt ervirsträchen. Dir hutt dat zum Beispill an der Autosbranche, wéi et och emol hei an der Stad schonn de Fall war, wou da während e puer Méint geziilt en Automodell exposéiert gëtt.

Wat och elo kloer hei am Gesetz geregelt gëtt, ass, dass dee sougenannte Pas-de-porte nul de plein droit ass. Dat war bis elo am Fong ganz oft ënnert dem Dësch, ënnert der Hand den Akafsticket, den Ticket d'entrée, fir am Fong e besteeende Locataire erauszukréien. Do ass dann eppes bezuelt ginn, fir da kënnen en neie Bail ofzeschleissen. Déi sinn also elo nul de plein droit. A kënn et eraus - well dat ass et, mir kënnen et am Gesetz verbidden, mä wann et net erauskënnert, da kënn et net eraus -, kënn et eraus, da muss de Propriétaire dee Pas-de-porte zréckbezuelen.

An deem Kontext ass et awer wichteg, och ze ennersträchen, dass fir Rechtssécherheet ze hunn, d'Gesetz applikabel ass op déi besteeend Kontrakter. Mä betreffend d'Nullitéit vum Pas-de-porte ass awer eng Exception am Gesetz virgesinn. Dat heescht, all déi, déi dann dat do bezuelt hunn, brauchen näischt ze fäerten. Mä vun elo u mussen déi Leit sech waarm undinn, well kënn et elo eraus, wann e Kontrakt ofgeschloss gëtt, nodeem d'Gesetz publizéiert ass, muss de Propriétaire dee Pas-de-porte zréckbezuelen.

Eng Nouveautéit gëtt et och bei der Garantie bancaire. Si dierf net méi héich si wéi sechs Méint. A wat och wichteg ass, an dat war eng Demande souwuel vun de Locatairé wéi och vum Assurancésektor, ass, dass een amplaz vun enger Garantie bancaire, wéi dat haut de Fall ass, och eng Assurance kann ofschleissen, déi dann am Fong d'Garantie bancaire remplacéiert. Dat huet de Virdeel, dass am Fong de Locataire net muss sechs Méint bei der Bank blockéieren.

Wann de Locataire eng Souslocatioun mécht, dierf de Loyer net méi héich si wéi de Loyer, deen de Locataire un de Bailleur bezilt, ausser et géife spezifesch Investissementer gemaach ginn, fir dass d'Souslocatioun méiglech ass.

Betreffend dës Disposition um mer nach zum Schluss eng Modifikatioun gemaach. D'Madamm Rapportrice ass dorobber agaangen.

De Preavis, fir e Kontrakt ze resiliéieren, muss op d'mannst sechs Méint sinn. De Locataire an de Souslocataire kënnen sechs Méint virum Enn vum Bail de Renouvellement ufroen. De Bailleur muss dann innerhalb vun dräi Méint de Locataire informéieren, ob de Bail verlängert gëtt oder net.

Dann zu enger anerer wichtiger Ännerung: Wéini kann de Kontrakt resiliéiert ginn oder renouveléiert ginn? Beim engem Contrat à durée déterminée, also engem Kontrakt mat begrenzter Lafzäit, leeft de Kontrakt of, wann e säin Enn erreecht huet, ausser et kéim zu enger Reconduction tacite. Duerfir ass et wichteg, a mir hu laang doriwwer diskutéiert, an et steet och explizit an de Commentaires d'article, dass, fir all Diskussiounen ze evitéieren, een am Kader vun engem Contrat à durée déterminée besser huet, awer eng Notifikatioun ze maachen un de Locataire, fir deem ze rappéléieren, dass de Kontrakt zum Enn komm ass, fir dass en net déi Reconduction tacite ka spille loossen.

De Bailleur kann och de Kontrakt mat Effet immédiat kënnegen, wann de Preneur sengen Obligatiounen net nokënnert. Dat ass och haut schonn de Fall. Et steet elo explizit am Gesetz.

Dann, bei engem Bail à durée indéterminée, do hu mer eis am Fong och ganz staark um Bail à loyer inspiréiert. Et steet och esou am belsche Gesetz. Dee kann een nëmme kënnegen a véier Fäll, wann de Kontrakt fir net méi laang wéi néng Joer ofgeschloss gëtt.

1) Den éischte Fall ass wéinst Occupation personnelle duerch de Propriétaire oder duerch ee vu sengen Nokommen, bis zum éischte Grad. Dat heescht, bei den Eltere sinn dat d'Kanner.

2) Wann en Abandon do ass. Den Text seet: „abandon de toute location aux fins d'activité identique“.

3) Oder wann d'Gebai transforméiert gëtt.

4) Oder ofgerappt gëtt, fir erëm opgebaut ze ginn.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

No néng Joer fënnt de Propriétaire eng gewësse Fräiheet zréck. Dat heescht, e kann de Kontrakt à tout moment mat engem Preavis vu sechs Méint resiliéieren, mä muss dann an deem Fall, well en déi gewësse Fräiheet huet, net méi un déi véier Konditiounen virdu gebonn ass, eng sougenannten Indemnité d'éviction bezuelen.

Do stoung och am Projet de loi am Ufank de Montant dran. Do ass gesot ginn, dat wier net gutt. Mir waren och an der Kommissioun der Meinung, datt d'Partei solle fräi sinn, dat kënnen ze stipuléieren. Entweder setzt een et elo an de Kontrakt oder, wann et esou wäit ass, ginn d'Partei sech eens. Gi se sech net eens, kënnen se dat iwwer en Expert oder beim Gericht determinéieren loosse.

En anere Punkt ass, wann de Kontrakt op d'mannst 18 Joer gelaf ass. Dann huet de Locataire en Droit de préemption, fir den Objet ze kafen.

Dann eng aner, méi technesch Nouveautéit ass, datt ee vun engem Sursis commercial op e Sursis à déguerpissement iwwergeet. Ënner deem alen oder elo nach aktuelle Gesetz, well mir stëmme an jo elo eréischt muer, kann een zweemol e Sursis vu sechs Méint froen, fir de Kontrakt ze verlängeren. Elo gëtt de Sursis an e Sursis à déguerpissement emgeswicht.

Wat heescht dat? Wann de Kontrakt bis resiliéiert ass, kann de Locataire keng Verlängerung vun der Lafzäit vum Kontrakt méi ufroen, mä e kann am Fong just nach e Sursis fir maximal eng Period vun néng Méint ufroen, fir net erausgehäit ze ginn.

Här President, dese Projet de loi bréngt also eng Rei substanzuell Verännerungen am Bail commercial. An et ass och wichteg, datt dobaussen doriwirw communicéiert gëtt, well ech mengen, datt vill Commerçanten a Propriétaires sech deem Projet de loi net bewosst sinn. Et muss een och elo Erfahrungswärter sammelen ënner deem neie Gesetz a kucken, ob een d'Ziler à moyen terme erreicht, déi dese Projet de loi emsetzen.

Et ass awer just e Mosaiksteen, dese Projet de loi. Et ass net d'Allheilmittel, fir géint d'Spekulation virzegoen. D'Responsabilitéit, Här President, läit och bei jiddwer Eenzelnem vun eis, also beim Consommateur.

Mir musse lokal kafen. Kafe mer net lokal, egal ob de Loyer héich oder niddreg ass, verschwannen d'Geschäfte. An als Burgermeeschter vun der Muselmetropol weess ech, vu wat ech schwätzen. Well et gi ganz vill Efferte gemaach an den Uertschaften, fir d'Geschäfte, an d'Madamm Rapportrice stëmmt mer deem sécherlech zou, ze erhalen.

All Produkt, wat ausserhalb vun enger Uertschaft hei zu Lëtzebuerg kauft gëtt, all Produkt, wat um Internet kauft gëtt, all Produkt, wat de Consommateur an d'Geschäft ummoosse geet an dann awer iwwer Internetplattform keeft, ass e verluere Revenu fir de Geschäftsmann an e verluere Salaire vun dem Employé, deen am Geschäft schafft.

D'Regierung huet hei mat dem Pakt PRO Commerce ee wieder Mosaiksteen, e wichtige Mosaiksteen geschafen. Eng ganz Rei Uertschaften, Stied a Gemenge maachen do mat, ënner anerem meng.

Et geet drëm, an éischer Linn dem Commerçant eng Hëllef ze ginn, fir datt e mat deem Medium Internetplattform eens gëtt, datt en epauléiert gëtt, well déi Leit hu ganz oft déi Zäit net, fir dat selwer ze maachen, ausser et ass e grouse Grupp, an zweetens fir, wann en dat da wëllt, och iwwer déi Internetplattform seng Produkter kënnen ze verkafen an dem Consommateur et esou erméiglechen ze kënnen, lokal Produkter iwwer eng global Internetplattform ze kafen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci gesot. Deen nächsten ageschriwwene Riedner, deen eng Riednerin ass, ass d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'Éischt och nach eng Kéier der Madamm Tess Burton en häerzleche Merci fir hiren exzellente schréfflechen a mündleche Rapport zu engem Projet, wou wierklech vill dru geschafft ginn ass an deen e ganze Koup Schwierigkeete beinhalt huet, well et eben e wichtige Secteur ass a well mer wollten alleguerten zesummen e gudden Text maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguerten, dass d'Loyerer un fräie Maart hei zu Lëtzebuerg ganz héich sinn. Mir als DP fannen awer, dass et net um Legislatuer ass, fir anze-gräifen, fir eben d'Loyerer festzesetzen oder e Stil Limit anzeferieren, wéi et elo an Däitschland diskutéiert gëtt, mat enger Mietbrems, well mir fannen, dass de Loyerer fräi festgeluecht soll ginn tëschent dem Propriétaire an dem Locataire oder dem Souslocataire an de Stat net agräife soll.

Wou awer de Legislatuer agräife soll, dat si mer amgaangen, mat deemem Projet ze maachen, dat ass, fir de Kader ze setzen, un deen d'Akteure sech sollen halen, awer ëmmer oppassen, dass de Bailleur nach eng Liberté de manoeuvre huet, fir de Loyerer festzesetzen, fir deem Locataire, deen dee wëllt da bezuelen, dann d'Lokal kënnen ze ginn.

A mat deemem Gesetz setze mir dese Kader, deen eben de Locataire besser schützt wéi an deem Gesetz, dat, et ass gesot ginn, e laange Baart huet: Et ass vun 1936. Et ass oft gesot ginn, och géif eppes dru geännert ginn, mä et ass eréischt elo, wou richtig den Text geännert gëtt.

Dat Éischt, wouduerch de Locataire besser geschützt gëtt, dat ass eng Saach vun der Durée vum Bail, well et war jo ëmmer u sech, oder oft eng Zitterpartie fir de Locataire, wa säi Bail à terme komm ass. Dir wësst, mir hu ganz laang Joren de System vun dräi/sechs/néng hei zu Lëtzebuerg gehat. Mä schonn no dräi Joren ass et da lassgaang. Wa wierklech de Propriétaire e vill méi héije Loyer gefrot huet an de Locataire net capabel war, fir deen ze bezuelen, da sinn d'Suerge lassgaang an et huet absolutt keng Planungssécherheet fir de Commerçant bestanen.

Dat wëlle mer hei mat deemem Text wierklech änneren, fir dass de Locataire sech ka vill besser arrangéieren, an deemno wat e selwer och investéiert an als Amortissement muss rechnen, muss en och wësse kënnen, op wat fir enger Durée en a sengem Lokal ka bleiwen.

Mir hu wierklech vill un deemem Projet geschafft. Mir hate jo och eng ganz Serie vun Opposition-formellé vum Statsrot. Mä et ass deenen elo Rechnung gedroe ginn. An ech mengen, an d'Madamm Burton huet et zu Recht gesot, dee Projet, deen elo erauskomm ass, dee ka sech weisen dobaussen. Domat, am Prinzip jiddefalls, kënnen ganz vill Leit liewen.

Ech ginn net méi op d'Detailer alleguerten an. Meng Virriedner hunn dat schonn in extenso gemaach. Ech wëll just nach eng Kéier kuerz op sechs Punkten agoen, déi mer awer extrem wichteg sinn.

Dat Éischt ass d'Durée vun de Bailen. Wéi gesot, ech hat lech gesot: Virdu war et ëmmer dräi/sechs/néng. Elo gëtt et eng Méiglechkeet, entweder e Bail à durée déterminée oder indéterminée ze maachen. An de Commerçant kann also kucken, wann eng Echeance kennt an d'Limit vum Loyer extrem an d'Luucht gesat gëtt, da muss en ebe just kucken: Kann ech mer dat leeschten oder kann ech mer dat net leeschten? Elo de Moment gëtt et jo verlängert. A mat deemem System kritt e wierklech méi Sécherheet.

Et ass och scho gesot ginn: Et gëtt eppes Spezielles agefouert, mä dat ass och, well et sech terribel geännert huet. Dat sinn d'Bailen, déi manner wéi ee Joer sinn, déi ginn hei net erfaast. Dat ass ebe fir déi berühmte Pop-up-Storen. Mir hunn där och an der Stad. Notamment, Dir kennt alleguerten hei derniewent déi al Maison Lassner, wou esou Pop-up-Store sinn. Dat sinn ebe just ganz kuerz Kontrakter. Déi musse ganz flexibel sinn, well et geet ganz oft dorëm, fir eng Vitriinn just ze kréien, fir iergenden Objet do ze presentéieren. Et ass scho geschwat gi vun Autoen. Och aner Produkter kënnen do presentéiert ginn. Do muss Flexibilitéit sinn. Dofir huet de Legislatuer zu Recht och decidéiert, dass e sech do net dran amëscht an do keng strikt Regele mécht.

D'Garantie locative war ëmmer de grouse Souci vun de Commerçanten, well mat Momenter bis zu zwielef Méint gefrot ginn ass. An dat war eng riseg Zomm Geld. A wann een am Ufank e Commerce ufänkt, da brauch ee Geld fir aner Saachen. An dofir war dat ëmmer eng Hürd. Well dann och d'Banke streng waren, fir ze kucken, fir eng normal Garantie bancaire à première demande ze ginn, huet awer de Commerçant missen e ganze Koup Garantie ginn, well d'Bank wollt sech do och ofsécheren.

Wat elo emol scho gutt ass, dat ass, dass et wierklech limitéiert ass op sechs Méint. Bon, deemno wéi héich de Loyer ass, kann dat natierlech nach eng grouse Zomm sinn. Mä wat och gutt ass, dat ass, dass eng aner Option méiglech ass. Niewent der Garantie à première demande, wéi dat schonn ugeklongen ass, ass et elo méiglech, eng Assurance ze souscriéieren.

An d'Assurance deckt dee Moment de Loyer vun de sechs Méint of. An dee Moment huet och de Locataire e weéneig Marge de manoeuvre, fir sech dat ze arrangéieren.

En anere wichtige Punkt, dat ass mäi Punkt 3, dat ass de Pas-de-porte, dee mat Momenter, an notamment an der Stad, well dat op eemol esou Usus ginn ass, d'Loyerer an d'Unermässlecht gedriwwen huet, dass deen elo an Zukunft verbuede ginn ass, well dat effektiv mat Momenter de Marché forcéiert huet, well nëmmen déi Leit, déi de Pas-de-porte konnte bezuelen, de Bail konnte kréien. Dat ass also verbuede. An ech mengen, do géif eng Regulation vum Marché kommen, déi ganz benefique ass an déi och de Principe d'égalité de traitement besser spille léisst.

Zu der Saach vum Renouveau. Do ass ebe wéi gesot den dräi/sechs/néng, deen net nëmme méi spillt, mä et kann een elo Date-limite kréien, 15 Joer wat e ëmmer virdrun, mä elo gëtt et aner Méiglechkeeten, soudass och do de Locataire vill méi Choix huet, fir sech ze arrangéieren, fir ze kucken, wat fir eng Offeren en do ka suivéieren.

De Locataire konnt zwar ëmmer prioritär an dem Lokal bleiwen, mä ëmmer ënner där trotzdeem ganz delikater Konditioun, dass e capabel war, fir de Loyer, dee gefrot ginn ass, wann den Term komm ass, ze bezuelen. Krut de Propriétaire bailleur eng Offer gemaach vun engem neie Locataire, dee vill méi gebueden huet, war den éische Locataire ganz oft gebascht.

Elo gëtt zwar eng Indemnité d'éviction agefouert. Dat ass eng grouse Neierung. Bon, et kann ee soen: Indemnité d'éviction hin oder hier, wann en den neie Loyer net ka bezuelen, ass en nawell gebascht an e muss entweder sech en neit Lokal sichen oder awer e muss wierklech seng Aktivitéiten astellen.

Awer, ech muss lech soen, momentan riskéiert en dat och, a schonn no dräi Joer, an do gëtt et keng Indemnité d'éviction. Et ass also trotzdeem eng grouse Plus-value mat deem neien Text, wou eben déi Indemnité d'éviction elo virgesinn ass. An dee Moment kann erëm eng Kéier de Locataire sech besser arrangéieren.

Ech wollt och nach e Wuert zu de Mesure-transitoire soen. Ech wëll ofkierzen, well meng Virriedner wierklech all d'Detailer ganz gutt bruecht hunn. Bei de Mesure-transitoire hate mer effektiv e Souci bei der Souslocation. Mir krute gesot, dass momentan ongeféier 800 Kontrakter géife lafen. A wann déi ganz Mesur vum der Souslocation d'application immédiate géife gemaach ginn, da wär et wierklech problematesch. Dat géif dann a lafend Kontrakter agräifen an et wär e Risiko, dass géif Duerjereen op de Marché kommen.

Dofir hu mer an der Kommissioun e Konsens fonnt - an ech soen och all Mënsch derfir Merci -, andeem mer eben an den Dispositione vum Artikel 1762, de Punkt 6 an de véierten Alinea, elo en Ausstand gi vun zwielef Méint, bis déi spezifesch Disposition Applikation fënnt. Dann hunn all déi Leit, déi do be-traff sinn, Wach, notamment am Secteur large vun der Horesca, fir ze kucken, wéi se déi Kontrakter an d'Rei kréien, ouni dass se sech direkt an Infraktioun versetzen.

De leschte Punkt betrëfft de Verkaf. Dat ass och schonn ugekënnegt. Dat ass eppes ganz Wichtiges. Wann e Locataire 18 Joer an engem Lokal ass, dann huet en e Virkafrecht. An dat gëtt em dann och d'Méiglechkeet, dass en de Choix huet, fir do kënnen dranzubleiwen, oder eng aner Méiglechkeet ze fannen, ouni dass en direkt forcéiert gëtt, fir opzehalen an direkt totale Stress kritt.

Alles an allem - ech hunn elo immens verkierzt - géif ech soen, dass mer et mat där grousser soignéierter Aarbecht, déi hei während Jore vun der Kommissioun gemaach ginn ass, wou mer versicht hunn, all déi Detailer ze regléieren, fäerdegbruecht hunn, e gudden Text ze maachen. Wéi gesot, et ass scho virdrun hei gesot ginn: Mir mussen elo Erfahrungswärter sammelen, fir ze kucken, ob mer och alles richtig hei an d'A gefaast hunn, fir deem ganze Secteur virunzehëlfen.

Mä et ass heiansdo... Et ass jo hei drëm gaangen, dass mer versicht hunn, Neel mat Käpp ze maachen, fir eben de Locataire opgrond vun och där wierklech grousser Serie vu Failliten, déi mer ee Moment beieneen haten, wat Failliten en cascade ausgeléist huet a wou d'Locataire net geschützt waren, an dee Moment och net d'Salariéien, mat deemem neien Text besser ze schützen.

Dat gesot an opgrond vun deene puer Explikatione, déi ech nach wollt ginn, opgrond och vun all den Explikatione vun de Virriedner ginn ech bien entendu den Accord vun der DP-Fraktioun a soen lech Merci fir Aert Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och lech. An den nächste Riedner ass den Här Gérard Anzia.

► **M. Gérard Anzia (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, e grouse Merci un d'Tess Burton fir säin net einfache Rapport, deen et gemaach huet, an och fir dee ganzen Detail, deen doranner erëmze-fannen ass.

Dese Projet de loi huet schonn e ganz laange parlamentaresche Wee hannert sech. An dee sollt jo och am Oktober 2017, wéi en hei um Ordre du jour war, gestëmmt ginn, wou en u sech scho prett war. Iwwer 30 Avisen a Pièces begleeden dese Projet de loi a weisen, dass et keen einfacht Thema ass. An et ass och en Thema, wat verschidde Lobbyisten op de Plang geruff huet.

An ech verstinn net, dass des Lobby-Initiativen esou spéit komm sinn. Souguer no dem Stëmme vum Rapport vum 5. Oktober vum leschte Joer sinn do verschidden Interessensvertriedungen elo eréischt erwächt. Ech géif hei zwee Zitate ginn, fir dat e bëssen ze illustriéieren.

Dat éischt, wat ech wollt virlesen, dat ass en Auszuch aus dem Avis vun der Union des propriétaires: «Le texte [du projet de loi] mérite d'être reconsidéré au vu des 24 critiques juridiques développées ci-dessous.» An da kommen hannendru 24 Kriticken un deem Projet de loi. Déi krute mer gëschter zougestallt!

Dat zweet Zitat, wat ech wollt ginn, dat ass en Zitat, en Artikel aus dem „Legimag“ - wat ass et? - aus der Nummer 19 vum Oktober 2017. Dat war de Schluss: «Pour conclure, nous relevons qu'en dépit du fait que les ambitions initiales du projet de loi, en termes de protection du commerçant preneur, ont été revues à la baisse, la réforme de la législation sur le bail commercial conserve toute sa pertinence.» A virdrun ass u sech developpéiert, wat dann an deemem Projet de loi geännert gëtt.

Wat hunn elo déi zwee Zitate mateneen ze dinn? Ma ganz einfach: Den Auteur respektiv de Coauteur ass ëmmer déiselwech Persoun, an dach ass d'Liesensart a -weis fir mech awer grondleend verschidden. Dat ass de Maître Krieger. Deeselwech Maître Krieger formuléiert dat u sech a sengem Artikel am „Legimag“. Do vergläicht en den Text initial mat deemem Text vum Projet de loi, deen 2015 deposéiert ginn ass. Dat ass de Schatten-Auteur vun deemem Projet de loi, dee sengerzäit vum Ministère oder vun der Ministesch vun de Classes moyennes an Opdrag gi ginn ass, fir ze schreiwen; wann dat richtig ass, well esou stoung et emol am „Land“ vum 1. Dezember.

An emsou méi verwonnert et mech dann, dass deeselwech Auteur, deen also den initialen Text geschriwwen huet, deen duerno en Artikel am „Legimag“ publizéiert huet, duerno - gëschter eben - en Avis eragëtt vun der Union des propriétaires, wou dese Projet de loi dann op 24 Punkten zerrappt gëtt.

Och eng aner Interessensvertriedung - déi vun Secteur brassicole - huet eréischt spéit, an zwar de 15. November, bei verschiddene Parteien intervenéiert, fir eng extra Konditioun fir Brasseur en erëm an de Projet de loi ze kréien. Eng Konditioun, déi mer nom Avis vum Statsrot aus demem Text vum Projet de loi hu missen eraushuelen. Och déi Interessensvertriedung huet ganz spéit intervenéiert. Wéi gesot: Dese Projet de loi hätt jo scho sollen am Oktober 2017 gestëmmt ginn.

Ëm wat geet et do? Et geet em d'Souslocation. Et geet em de ganz logesche Prinzip, dass ee Locataire sengem Souslocataire net méi dierf froe wéi dat, wat en dem Propriétaire vum Gebai bezilt.

A firwat reagéiert dese Secteur elo esou nervös op des Ännerung am Projet de loi? Ma ech mengen, well vill méi Suen ze verdéngen si mat der Location vum Café wéi mam Verkaf vum Béier. An déi zwou grouse Brasseriesfamilljen zu Lëtzebuerg hu sech jo och scho virun e puer Joer vun hirem Parc immobilier getrennt an an aner getrennt Gesellschaften iwwerfouert. An duerfir hu se u sech zwou Kapen op: déi vum Propriétaire an déi vum Locataire.

Wat d'Location vu Caféen ugeet, och wann dat nëmmen indirekt duerch dese Gesetz hei impaktéiert gëtt, géif ech nawell ganz gär op dese Tribün nach eng Kéier eng Diskussioun iwwer Cafészëmmere féieren. Och mat Cafészëmmere-Verlounen si méi Suen ze maache wéi mam Verkaf vum Béier. Laut RTL sinn et zirka 2% vun de Leit zu Lëtzebuerg, déi a

Cafészëmmere wunnen. An duerfir, mengen ech, sollte mir eng Kéier hei iwwert den Zoustand an iwwert d'Gréisst vun dësen Zëmmere schwätzen. Mir sollten eng Kéier iwwert den appropriéierte Loyer vun dëse Cafészëmmere schwätzen. A mir sollten och eng Kéier iwwert d'Kontroll vun de Reglementer zu de Cafészëmmere an d'Diskussioun féieren.

Mä elo erëm zréck zum eigentleche Projet de loi. Et ass jo kee Cafészëmmere-Gesetz.

Kuerz zum Sënn an Zweck vun dësem Projet de loi. An do kommen ech awer ganz gär op den Artikel an dem „Legimag“ vum Maître Krieger zréck, wou en de Projet de loi erëm eng Kéier, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, op eng ganz gutt Aart a Weis analyséiert. D'Iwwerschaffe vum Code civil, betreffend eben de Bail commercial, war iwwerfällg. Mir schwätzen hei vun Artikelen, déi 1936 iwwer en Arrêté grand-ducal agefouert si ginn.

Dertëscht huet sech vill geännert.

An zwar si vill nei Akteuren op de Maart komm a sinn um Maart aktiv ginn; ënner anerem d'Fonds d'investissement.

Zweetens sinn et eng Rei abusiv Praktiken, déi en och do opwerft. De Pas-de-porte ass virdu genannt ginn. Dat heescht jo soss näischt, wéi dass deen Neien, deen an d'Locatioun soll erakommen, eng Zomm un dee bezilt, deen d'Geschäft hat, fir deem u sech eng kleng Kompensatioun ze gi fir déi Renommée, déi en op där Plaz opgebaut huet, wou e war. An dat ass zu enger Zousatzprimm verkomm, déi un de Locataire respektiv un d'Immobilienagence bezuelt ginn ass. Dat gëtt mat dësem Projet de loi elo verbueden.

Déi zweet Saach, eng zweet abusiv Praxis war déi vu Garantie locative excessive, wou et u sech verhältnert ginn ass, dass verschidde Commerçanten iwwerhaupt an de Genoss vun der Locatioun vu Raimleckeete konnte kommen. Dat gëtt mat dësem Projet de loi, wéi virdu gesot, op sechs Méint limitéiert. An et ginn och verschidde Méiglechteeten opgefouert, an doriwwer si mer als Gréng och ganz frou, wéi zum Beispill eng Assurance, fir d'Garantie locative ze iwwerhuelen, fir dass eben och d'Commerçanten, déi frësch wëlle starten - d'Startuppen an Aänlecher, PMEen -, d'Méiglechteete kréien, och an de Genoss vun enger Locatioun vu Geschäftsraum ze kommen.

An net ze vergiessen: Den Ulass, fir dëse Projet de loi ze maachen, waren eben och déi sëlliche Faillitten 2012, ënner anerem hei an der Stad vum Commerce de détail. An dëse Projet de loi protegéiert de Commerçant, deen e Gebai en location huet, also elo besser.

D'Rapportrice huet d'Ännerunge vum Projet de loi am Detail virgestallt, déi an Zukunft am Bail commercial wäerte gëllen, wann dëse Projet de loi gestëmmt gëtt. An duerfir ginn ech hei elo net nach eng Kéier am Detail dorop an.

Ech kommen zum Schluss. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech ass et net einfach, fir esou géigesätzlech Interesse wéi déi vun de Propriétaires a Locataires ënner een Hutt ze kréien. Mat dësem Projet de loi, mengen ech, gëtt awer probéiert, verschidden Abusen aus der Vergaangeneheet aus de Féiss ze huelen an duerfir zu engem méi equilibrierte Verhältnis ze kommen, zu enger méi equilibrierte Situatioun fir d'Locataires a fir d'Propriétaires ze kommen. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun der grénger Partei zu dësem Projet de loi.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An dee leschten agedroene Riedner ass den Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dëse Gesetzesprojet huet de Meritt, datt e sech mat der Wild-Wild-West-Realitéit vum Bail commercial zu Lëtzebuerg ausenansetzt. An dat ass déi bal komplett onreguléiert Realitéit vu villen a besonnesch kleng Geschäftler a Cafés respektiv Geschäftsleit hei am Land. A wéi esou dacks, wann eppes net reguléiert ass, zéien déi Kleng de Kierzeren. An dat mierke mer an eise Stadkären, wou kleng Butteker a Cafés verschwannen an ëmmer méi dacks Plaz maache mussen fir grouss multinational Chaïnen, well dës Chaïnen natierlech déi finanziell Mëttelen hunn an domadder dee Verdrängungsprozess weider undreiwen.

Dëst Gesetz hëlt de bescheidene Versuch enger Säits vun engem Reequilibrage tëschent de Rechter a Flichte vun de Propriétaires an deene vun de Locataires, an anerersäits gi minimal Regelen agefouert, fir verschidde krass Abusen

ze verhënneren. Duerfir begréisst mir awer drécklech de Verbuet vun Pas-de-porte grad esou wéi d'Aféierung vun enger Limitt vun der Garantie locative, déi bis elo guer net reglementéiert war. An och den Droit de préemption vum Locataire no 18 Joer gesi mer als eng Verbesserung.

D'Kärstéck vun dësem Text ass awer sécher d'Ennerbannung vun der toxescher Praxis vun der lukrativer Souslocatioun vu Geschäftsflechen, déi an der Vergaangeneheet vill Geschäftler un de Rand vun der Existenz gedriwwen huet. An den Här Anzia ass och grad drop agaan: Wéi lukrativ dës Souslocatioun tatsächlech bis elo war, huet jo och d'Interventioun vun de Brauereie gewisen, déi bis elo wuel am stäerkste finanziell vun dëser Praxis profitéiert hunn, andeem si Bistrotten uechtert d'Land u Locataire weiderverlounen an domat e groussen Deel vun hirem Chiffre d'affaires erzilen.

A gradesou wéi den Här Anzia wéilt ech och drop opmierksam maachen, datt doran eng aner Problematik läit, déi privat Locataire betrëfft, nämlech d'Problematik vun de Kafészëmmere. Well analog dozou, datt d'Brasserien en Deel vun hirem Chiffre d'affaires iwwer Loyer maachen, ass et esou, datt déi kleng Cafetiere quasi ëmmer weider gedrängt ginn, ausserhalb vun hirem eigentleche Commerce, nämlech Gedrénks ze verkafen, och nach Kafészëmmere ubidden ze mussen. Déi héich Loyerer, déi also do gefrot ginn, losse ville quasi keng aner Wiel, fir sech eng aner Akommesquell, déi dacks fir déi Leit, déi do wunnen, ganz onangeneem ass, mussen ze beschafen.

Nieft all deene positiven Elementer, déi och scho virdu e puermol hei ervirgestrach gi sinn, muss een awer soen, datt esou richtig Begeeschterung bei eis net opkënn. Et ass zwar e kleng Schratt an déi richteg Richtung, mä mer vermessen awer och wesentlech Elementer an dësem Gesetz, fir deenen exorbitante Präisser entgéintzewierken, déi déi kleng Commerçanten aus de Stadzentren erausdriewen.

Den Text gesäit zum Beispill keng Plafonéierung vum Loyer vir. Dëst feelt en eisen Aen absolut an dësem Gesetz. Et hätt ee sech kënnen virstellen, eng äänlech Dispositioun ze fanne wéi bei de Loyere vu Wunnengen. Och wa mer wëssen, datt déi berüümt 5%-Regel an der Praxis dacks net ëmgesat gëtt, well d'Mietkommissiounen hir Aufgaben net esou erfëllen oder net esou funktionéieren, wéi se dat eigentlech missten, wier dat awer eng Méiglechteete oder e Beispill gewiescht, wéi mer et och an aneren Texter hunn, un deem ee sech hätt kënnen orientéieren.

An dës Dispositioun hätt kënnen kleng Commerçanten awer e minimale Schutz virum Mietwucher bidden. Mä, wéi gesot, dësen Text gesäit esou Mechanisme leider net vir.

De Stater Geschäftsverband huet sech decidéiert fir e strikten a geregelte Plaffong vu Baux commerciaux ausgeschwat. Deem dréit dëse Projet keng Rechnung, gradesou wéineg wéi dem Fait, datt d'Charges locatives méi kloer misste geregelt sinn. Dëst seet och d'Salariatskummer.

Här President, als Lénk ënnerstëtze mer och d'Fuerderung no engem Observatoire national du commerce urbain, deen eng äänlech Funktioun vum statisteschen Erfassee vun Zuelematerial kéint hunn, wéi dat elo den Observatoire de l'habitat aktuell mécht. Well ee vun de Problemer ass, datt mer haut kaum Zuelematerial hunn iwwert d'Präisentwécklung an et doduerjer och immens schwéier gëtt, fir d'Wierksamkeet vun esou engem Projet wéi deem heiten och an Zukunft kënnen anzuschätzen an och an Zukunft eventuell kënnen Verbesserungen dorunner virzehuelen.

Här President, et ass e Projet, wou ee sech froe kann, ob d'Glas hallef voll oder hallef eidel ass, well verschidde gutt a fortschrittlech Initiativen an eng richteg Richtung weisen an anerer awer cruellement feelen, déi ee misst asetzen. Mir hunn eis déi Fro gestallt: Ass et hallef voll oder hallef eidel? A mir mengen, datt dat hallef voll an dësem Fall iwwerweit, an duerfir wäerte mer dëse Projet och matstëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet d'Madamm Stattssekretärin am Wirtschaftsministerium.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Francine Cloesener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Merci, Här President. Als Éischt wollt ech emol den Deputéierten hei och e ganz grouse Merci soe fir Ar Interventiounen vun haut, mä awer och fir den Interesséierten, deen d'Chamber an d'Chamberskommissioun an deene leschte Méint a Joren, muss ee bal soen,

deem Projet hei gewidmet huet, dem Interesséierten fir eisen Einzelhandel, fir seng Defien. Et ass begréissenswäert, grad wann eis Volleksvertreter sech deene Problemer bewosst sinn an no Léisungen hëllef sichen.

Wat elo dëse Projet de loi vum Bail commercial ugeet, ass d'Viraarbecht, déi gelescht ginn ass, effektiv enorm. Mir hunn d'Consultatiounen ganz breet opgemaach gehat, fir den Input vum Secteur ze kréien, fir d'Bedenken an d'Beimarkung vum alle Säiten entgéintzehuelen. Och mam Conseil d'État hate mer konstruktiv Eechangen. Mir si ville Froen op de Fong gaangen, fir sécherstellen, dass d'Gesetz effektiv d'Strooss hält an och eng laangfristeg Verbesserung an der Matière vum Bail commercial bréngt.

Haut hu mer ee Gesetzestext, deen eise Eenzelhandel, awer och dem Secteur Horeca an dem Handwerk zeguttkennt, wou mer e richtigen Equiliber fonnt hunn tëschent de Rechter an de Flichte vun de Propriétaires an de Locataires a wou der Spekulation, déi d'Präisser an d'Luucht gedriwwen huet, en Enn gemaach gëtt. Dat ass d'Zil vun dësem Gesetz. Dat erreche mer heimadder an engem Text, deen net vu Lobbyisten geschriwwen ginn ass, weder vun där enger nach vun där anerer Säit.

Doriwwer eraus ass de Bail commercial ee ganz wichteg Puzzlestéck oder e Mosaiksteen, wéi den Här Gloden gesot huet, an eise ganze Package vu Mesuren, fir den Einzelhandel ze stäerken an ze ënnerstëtzen. Et geet jo hei net nëmmen ëm déi Stater Groussgaass. Mir wëllen am ganze Land en dynamesche Commerce hu mat enger flotter, breet gefächerter Offer. A fir dat ze garantéieren, mussen eben och d'Dispositiounen vum Bail commercial stëmmen.

Et gëtt eng ganz Rei Punkten, déi Dir alleguerter schon opgezielt hutt, déi mir och wichteg schéngen.

Natierlech, fir d'Spekulation ze bremsen, gëtt d'Souslocatioun geregelt;

de Pas-de-porte gëtt verbueden;

d'Garantie locative gëtt maximal op sechs Méint festgeluecht. Wat jo wierklech och wichteg ass, dass mer eng Bankgarantie oder eng Assurance erabruucht hunn, eben am Interesséierten vum Locataire, dee grad an der Startphas jo säi Cash fir vill aner Fraise muss ausginn;

d'Protektioun vum Locataire während den éischten néng Joer, deen esou säi Fonds de commerce ka schützen a Planungssécherheet huet;

an och nach d'Indemnité d'éviction, wann de Locataire gekënnegt kritt.

Dat sinn déi wichtegste Punkte vum Bail commercial.

Wat stëmmt, dat ass, dass mer d'Loyerer net plafonéiert hunn. Mir hunn eis bewosst do dergéint decidéiert, well heimadder déi néideg Moosname geholl ginn, fir eben eng iwwerdrivwe Spekulation mat de Loyeren ze verhënneren, well mer eben d'Souslocatioun jo kloer encadréieren an de Pas-de-porte ofschaffen.

Ee Plafonnement wier e ganz groussen Agréff an de Marché gewiescht. Wuell ass et jo zwar esou, dass an e puer Stroossen hei an der Uewerstad ganz héich Loyerer Usus sinn. Dat ass esou, well mer eben och eng attraktiv europäesch Hauptstadt sinn. An do sinn d'Loyerer nun emol méi héich wéi a kleng Stied. An awer si se vergleichbar mat anere Stied wéi Düsseldorf oder Prag, Athen, Kopenhagen. Déi si genee op deemselwechten Niveau.

An eis Loyerer an, wéi gesot, déi ganz héich Loyerer an der Groussgaass leien e gudder Strapp ënnert deene vu Paräis, London, Mailand oder München. Ausserdeem, an dat ass och, mengen ech, ganz wichteg, weist d'Expérience am Ausland: Ee Plafonnement incitéiert nei Pas-de-porten. Et bleift also trotzdem bei enger héijer finanzieller Belaaschtung fir de Locataire an en plus dat nach an engem méi ontransparente System mat verschiddenen Indexen, mat villen Ausnamen, mat ville Fäll, wou e Riichter huet missen intervenéieren.

D'Expérience aus dem Ausland, och aus den Nopeschlänner, war net ganz gutt. Duerfir hu mer eis, wéi gesot, bewosst dergéint decidéiert. A mir hu jo net nëmmen d'Stad, mir hunn och vill aner Uertschaften. An déi hunn éischer Problemer, iwwerhaupt nach genuch Butteker ze hunn.

Mat eise Text reequilibréiere mer, wéi gesot, d'Rechter vu Propriétaire a Locataire. Béid Säite profitéiere vun deenen neie Bestëmmungen a wësse ganz kloer, wat d'Konditiounen vun der Stee sinn. Et si präzis Delaien an der Prozedur festgeluecht. An ech denken, dass mer hei wierklech d'Jalone fir eng gesond Entwécklung vun eiser Geschäftswelt setzen.

Mä et ass eben nëmmen een Aspekt, wann ee vum Einzelhandel schwätzt. Mir mussen nach

vill aner Puzzlestécker zesummebréngen. A mir sinn do an deene leschte Méint e ganz gutt Stéck weiderkomm.

E Secteur wéi de Commerce, dat däreer een net vergiessen, ass e groussen an e wichtige Secteur mat iwwer 3.000 Betriber an 23.000 Salaréien. An eigentlech geet et dem Secteur ganz gutt. Souguer während de Krisejoren tëschent 2009 a 2014 sinn ëmmer nach Aarbechtsplaze geschafft ginn, ëmmerhin 12% an där Zäit.

De Commerce ass och e ganz wichtige Formateur. A pro Joer, dat wësst Der sougutt wéi ech, wiest déi Lëtzebuurger Populatioun ëm iwwer 10.000 Leit. Mir bidden als Land eng staark ekonomesch Stabilitéit. De Pouvoir d'achat vun de Leit ass mat der Steierreform vun dëser Regierung nach emol geklommen.

De Commerce de détail muss awer natierlech och um Quivre bleiwen a seng Offer upassen: un d'Demande vun de Clienten, un déi geografesch Verdeelung an un de Pouvoir d'achat. A genau an deem Sënn gëtt jo och investéiert. Zu Lëtzebuerg gëtt et am Commerce bal eng Milliouen Metercarré Verkafs- a Betriebsflächen. A bis 2022 missten nach 200.000 zousätzlech Metercarré derbäikommen, déi schonn autoriséiert sinn.

Wat do awer natierlech besonnesch wichteg ass, ass och nach eng Kéier en Equiliber, an zwar deen tëschent deene groussen Akafszentren op der grénger Wiss an der Geschäftswelt am Zentrum vun den Uertschaften. Ech sinn iwwerzeugt, dass hei eng Komplementaritéit besteet. Ee grouse Shoppingcenter an der Peripherie spillt gradesou eng wichteg Roll wéi een dynameschen Einzelhandel an engem Stadkär. Fir béid ass eng Clientèle do. An et ass jo och dacks esou, dass déiselwecht Clientèle, jee no Besoin, Zäit a Loscht, op déi eng an op déi aner Plaz geet.

Ech sinn also wierklech besonnesch wichteg, dass de Commerce an a Zukunft vill Erfolleg huet. Natierlech muss den Handel sech awer och den Defie stellen. An do ass de Wirtschaftsministère deen, dee ganz sécher déi néideg Ennerstëtzung gëtt. Stéchwuert „Pakt PRO Commerce“, dee mer mat der CLC, mat der Chambre de Commerce zesammen ausgeschafft hunn. An doranner si Moosname festgehale, fir den Handel fit fir d'Zukunft ze maachen.

Dee gréissten Defi ass sonner Zweifel d'Digitaliséierung. Et ass effektiv esou, dass bal 80% vun de Lëtzebuurger iwwer Internet akafen, mä nëmmen 9% vun de Butteker zu Lëtzebuerg och iwwer Internet verkafen. Eëmmerhin: Tendenz steigend, mä nawell mussen mer do e gudder Krack zouleeën, d'Geschäftsleit op d'Erausforderung vum Internet sensibiliséieren.

Als Ministère hëllef mer dem Secteur, fir online ze goen. Mir lancéieren eis national Internetshoppingplattform, de letzshop.lu, deemnächst. Ee Geschäft, wat net d'Méiglechteete oder d'Moyenen huet, en eegenen Internetshop opzestellen, ze verwalten, ka sech dëser Plattform unschléissen, fir seng Produiten ze verkafen. De Client kënnt seng Commande dann entweder an de Butteker sichen oder kritt se heemgeliiwwert.

An esou digital Maartplaze gëtt et schonn an aneren europäesche Stied. Mir hunn elo zesumme mat 13 Gemengen, et kommen der och gläich nach zwou derbäi, a mam Secteur e GIE gegrennt, deen d'Trägerstruktur vun där Plattform ass. An d'Gemengen an hir Handelsverbänn sinn elo grad amgaangen, d'Commerçanten ze mobiliséieren, fir matzemaachen, fir vun där Geleeenheet ze profitéieren, déi se net vill kascht.

Mir ginn hinnen also d'Hand, fir an der digitaler Welt matzemaachen, fir sech do erëmzefangen. Nach ass et awer esou, dass d'Commerçanten och selwer de Wëlle mussen hunn, fir matzemaachen.

Eng aner wichteg Achs vum Pakt PRO Commerce ass déi vun der Servicequalität. Leider kënnt d'Qualitéit vum Service dacks nach ze kuerz. Et geet net duer mat engem professionellen Accueil. Et geet och net duer mat Personell, wat e puer Sprooche maistriséiert. De Client fideliséieren ass nämlech nëmme méiglech, wann een em ëmmer erëm weist, dass hien am Mëttelpunkt steet an dass och seng eventuell Kriticken a Reklamatiounen seriö geholl ginn.

Duerfir hu mer d'Initiativ Fit 4 Service lancéiert, déi den Ament nach an enger Pilotphas ass, déi awer gläich ofgeschloss ass. An domadder ofréiere mer dem Betrib, fir sech professionell beroden ze loosser, fir d'Qualitéit vu sengem Service analyséiert ze kréien a Verbesserungsvorschläge gemaach ze kréien. Do gëtt zum Beispill mat Mystery Shopping geschafft. D'Offer vun de Produiten an de Services gëtt awer och ganz genee ënnert d'Lupp geholl.

An déi Käschte fir déi Analys ginn integral vum Ministère iwwerholl. Mir sinn, wéi gesot, am-



gaangen, déi Pilotphas ofzeschléissen. A wann déi Analys positiv ass, da lancéiere mer déi Initiativ Fit 4 Service global fir Kleng- a Mëttelbetriber mat engem Voucher-System, fir och den administrativen Opwand esou kleng wéi méiglech ze halen.

Natierlech kréien d'PMEn a besonnesch d'Commercen, déi investéieren, och finanziell Bähëllef. 2016 hunn déi Hëllef sech op 25 Milliounen Euro chiffréiert. Dir wësst, dass och

hei en neie Projet de loi fir e PME-Bähëllefegesetz um Instanzewe ass. Mir waarden do op dem Conseil d'État säin Avis. An ech denken, dass mer och do ganz flott nei Moosnamen kréien am Beräich vun der Risikofinanzéierung, nei Bähëllefen och fir jonk Entrepreneuren, déi mat neie Konzepter wëlle schaffen.

Et gëtt also eng ganz Panoplie vun neie Moosnamen, fir eise Commerce ze ënnerstëtzen, fir dass e sech optimal ka positionéieren, och an

der Groussregioun. All eenzel Measure gräift aneneen iwwer, bilt zesummen eng iwwergräifend Strategie, fir dass de Commerçant alles fënnt, wat e brauch, fir säi Betrib nohalte, dynamesch a rentabel opzestellen. De Bail commercial ass dobäi ee wichtege Bestanddeel vun där Strategie. An ech si frou, wann d'Chamber hiren Accord zu deem neie Gesetzestext wäert ginn.

Villmools Merci, Här President.

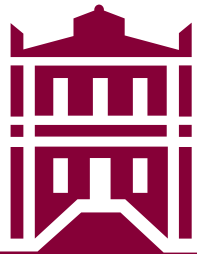
► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madamm Statssekretärin.

Domat wäre mer um Enn vun eisen Aarbechte vun den Owend, grad wéi mer d'Diskussioun elo ofgeschloss hunn. Muer bleift eis just nach ofzestëmme.

Ech soen lech Merci, a kommt gutt heem!

(Fin de la séance publique à 19.41 heures)



SÉANCE 16

MERCREDI,
17 JANVIER 2018

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

2. Changement de composition du comité de discipline

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

3. Ordre du jour

- M. Eugène Berger, M. Mars Di Bartolomeo, Président

4. 7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen

- Discussion générale: Mme Diane Adehm, M. Claude Haagen, Mme Lydie Polfer, M. Roberto Traversini, M. Gast Gibéryen, M. Marc Baum (intervention de M. Gast Gibéryen), M. Michel Wolter (interventions de M. Claude Haagen) (dépôt d'un amendement), M. Alex Bodry, M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry et M. Claude Haagen), M. Alex Bodry

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur (interventions de M. Alex Bodry, Mme Octavie Modert, M. Claude Wiseler, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter, Mme Nancy Arendt, Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen)

- Parole après ministre: M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Gast Gibéryen)

- Amendement 1: M. Michel Wolter, M. Alex Bodry (interruption par M. Gast Gibéryen), M. Michel Wolter (interventions de M. Alex Bodry et M. Claude Haagen), M. Claude Haagen (interventions de M. Michel Wolter, M. Marc Spautz et M. Alex Bodry)

- Vote sur l'amendement 1 (rejeté)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

5. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Yves Cruchten

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Adam, M. Gusty Graas, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, faite à Bruxelles le 20 janvier 2015

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol

- Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Gusty Graas, M. Claude Adam

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

9. 7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, faite à Bruxelles, le 12 décembre 2016

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

10. Changement de composition du comité de discipline (suite)

- M. Mars Di Bartolomeo, Président

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Jean Asselborn, M. Félix Braz, Mme Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudder Mëtteg! Ech maachen d'Sëtzung op a ginn dovun aus, dass d'Regierung eis zënter gëschter keng nei Matdeelungen ze maachen huet. Ass dat esou?

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Jo, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Innenminister.

2. Changement de composition du comité de discipline

Ech wollt da just der Chamber matdeelen, dass op Demande vun de Kollege vun der DP-Fraktion an der Zesammesetzung vun dem Comité de discipline folgend Annerung wäert kommen: D'Madamm Anne Brasseur, där hir

lescht Sëtzung et haut ass, gëtt duerch d'Madamm Simone Beissel ersat.

Ass d'Chamber do dermat d'accord?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann direkt iwwergoen zur Presentatioun an Diskussioun vum Projet de loi 7037. Et ass dee Projet, deen zur Schafung vun engem Fong wäert féieren, deen déi aktuell Kierchefabrik wäert ersetzen. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur weider, den honorabelen Här Claude Haagen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo?

3. Ordre du jour

► **M. Eugène Berger (DP).** - Maache mer haut net...?

(M. Eugène Berger demande quand le vote sur le projet de loi n°6864 aura lieu.)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dach, mir maachen en hannendrun, wann Der näischt dergéint hutt. Mir maachen e mat deem anere Vott zesummen.

(Brouhaha)

Kommt Dir, Här Haagen!

Ech gi jo dovun aus, dass jiddweree bei dëser Diskussioun bis zum Schluss wäert derbäi sinn, och bis zum Vott, an dass mer dann herno deen zweete Vott och kënne maachen. Ass dat esou?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert. An den Här Haagen huet d'Wuert.

4. 7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et**3° abrogeant****a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,****b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,****c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funéraires,****d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,****e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises****Rapport de la Commission des Affaires intérieures**

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur. Merci, Hâr President. Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, de Projet de loi, iwwert dee mer haut ofstëmme, gouf den 29. August 2016 vum Innenminister Dan Kersch deposéiert. De Kontext an d'Virgeschicht vun deem Projet de loi sinn eis alleguete bekannt, dofir erlaben ech mer, hei just ganz kuerz op den Historique anzegoen. Deen ausféierleche Resumé vum Historique fannt Der am schréffleche Rapport vun der Kommissioun.

Hâr President, de Projet ass Deel vu méi enger grondleeënder Reform vun de Reliounsgemeinschaften zu Lëtzebuerg. Schonn an der viregter Regierung gouf et e breede Konsens, dass déi besteend Reliounsgemeinschaften an zum Deel och eis Gesetzgebung zu deem Sujet net ugepasst wieren un d'Realitéit vun eiser Gesellschaft.

En Expertegrupp hat 2012 d'Aufgab kritt, eng Analys vun der besteender Situatioun ze maachen an eng Reflexioun iwwer eng méiglech Neuednung vun de Reliounsgemeinschaften dem Stat an de Culten ze féieren. Dese Grupp huet enner anerem festgestallt, dass d'kathoulesch Kierch am Verglach zu anere konventionéierte Reliounsgemeinschaften op eng Manéier bevirdeelt wier, déi historesch erkläerbar wier, mä déi een haut als diskriminéierend misst ugesinn.

Den Dekret vun 1809, deen oft erwäänt ginn ass, gehéiert dem Expertegrupp no zu de Gesetz, déi der kathoulescher Kierch eng Sonderstellung ginn, déi aner Culten hei am Land net hunn. Et sinn dofir eng Rei Propositionne gemaach ginn, fir den Dekret vun 1809 ze ersetzen. Genau dat huet dës Regierung sech dann och virgeholl, wéi si hire Regierungsprogramm festgeluecht huet.

Am Resultat gouf no Verhandlung mam Bistum de 26. Januar 2015 eng Konventioun ënnerschriwwen, déi virgesäit, dass an enger éischer Etapp d'Gemenge géife vun der Obligatioun befreit ginn, fir den Defizit vun de Kierchefabriken ze decken a fir dem Paschtouer eng Wunneng zur Verfügung ze stellen.

Doriwwer eraus hält d'Konventioun fest, dass den Innenminister an den Äerzbischof sech géife mat de Gemenge respektiv mat de Kierchefabriken a Verbindung setzen, fir dass si sollen hire Bäitrag leeschten, fir kënnen e kompletten Inventaire vun alle Kierchegebaier hei zu Lëtzebuerg ze maachen, déi de Gemenge gehéieren, de Kierche gehéieren oder vun de Kierchefabriken am grouse Ganze verwalt gi sinn.

D'Konventioun hält fest, dass d'Proprietäitsverhältnisser vun de Kierchegebaier misste gekläert ginn. Si gesäit schlisslech vir, dass eng zentrale Kierchefong soll geschafe ginn, deen de Patrimoine an d'Aufgabe vun de Kierchefabriken iwwerhëlt, déi domadder géifen ofgeschaaft ginn.

Déi éischt Etapp hu mir mam Gesetz vum 17. März 2016 iwwer eng Modifikatioun vum Dekret vun 1809 hei an der Chamber geholl. Mat deem Gesetz vun haut setze mer d'Konventioun iwwert d'Ofschafe vun de Kierchefabriken definitiv ëm.

Wat d'Gesetz selwer ugeet, esou gëtt e Kierchefong geschafen, deen de Patrimoine, d'Rechter an d'Flichte vun de Kierchefabriken iwwerhëlt a grondsätzlech och déiselwech Aufgaben huet. Et handelt sech bei deem Fong ëm eng Personne morale de droit public, déi ënner dem Contrôle vum Äerzbischof steet.

Dese Fong huet als Missioun, de Patrimoine, deen e vun de Kierchefabriken iwwerhëlt oder spéider och derbäikritt, ze verwalten an derfir ze suergen, dass déi néideg Moyenen zur Verfügung sti fir d'Ausübe vum kathoulesche Glawen. De Fong muss an deem Kontext fir den Ennerhalt vun de Kierchegebaier suergen, déi him och gehéieren.

D'Gesetz leet fest, wéi de Fong verwalt gëtt. Et gëtt e Verwaltungsrot vu mindestens dräi Membere vum Bistum genannt. Dese stellt en internt Reglement op, dat d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Fong bestëmmt. An deem Kontext ass virgesinn, dass de Verwaltungsrot dezentraliséiert Verwaltungsstrukturen ka schafen, déi selwer keng Personalitéit juridique hunn. De Verwaltungsrot bestëmmt selwer, wivill där dezentraler Verwaltungsstrukturen et gëtt a wéi se da solle funktionéieren.

D'Kontext vun deem neie Kierchefong ginn no de Regele vun der Comptabilité commerciale opgestallt an eemol am Joer vum engem Réviseur d'entreprises kontrolléiert.

Wat d'Finanzéierung vum Fong ugeet, esou gëtt festgehalen, dass d'Gemengen d'Aktivitéit vum Fong ganz allgemeng net dierfe finanzéieren, mä dass si d'Recht hunn, Subsiden ze verginn, wann et konkret ëm den Ennerhalt an d'Verschönerung vun de Kierchen op hirem Territoire geet.

Dat neit Gesetz regelt och d'Besetzverhältnisser. Et gëtt kompletteert duerch dräi Annexen, déi am Detail d'Terrainen an d'Gebai opleschten, mat deem jeweelege Propriétaire.

An der Annex I ginn déi sougenannten „biens de cure“ opgeléicht, déi all an de Fong iwwer ginn.

An der Annex II fanne mer d'Kierchegebaier, déi entweder dem Fong oder der Gemeng gehéieren. Wie vun deene Gebai Propriétaire ass, gouf entweder iwwer entspreichend Besëtzerkunden oder Akte festgeluecht oder, wann et där keng gëtt, opgrond vu Konventiounen, déi d'Gemenge mat de Kierchefabriken konnter ofschléissen. Am Zweifelsfall, wa keng Konventioun ënnerschriwwen gouf a keng Dokumenter Opschluss iwwert de Propriétaire ginn hunn, ass dat betreffend Gebai dem Fong zougeuerdnet ginn.

Et gëtt och nach eng Annex III vu Kierchegebaier, déi am Gemengebesetz sinn, mä wou de Bistum e besonneschen Interêt drun huet, dass si weider kënnen fir kierchlech Zwecker genotzt ginn.

Den Ennerscheid téschent den Annexen II an III kënn zum Droen, wann eng Gemeng hir Kierch wëllt aneschtens notzen an dofir entweide loosse. Am Fall vun enger Kierch an der Annex II, déi der Gemeng gehéiert, kann d'Gemeng eleng decidéieren, dass déi Kierch net méi fir reliéis Zwecker genotzt gëtt. Si kann d'Gebai fir eppes aneschtens notzen, woubäi si awer d'Dignitéit vun deem Gebai respektéiere muss. De Bistum gëtt an deem Fall zwar ëm en Avis gefrot, huet awer doriwwer eraus keen Afloss op d'Decisioun.

Am Fall vun enger Kierch, déi an der Annex III opgeléicht ass, muss den Accord vum Bistum gefrot ginn, fir d'Kierch aneschtens kënnen ze notzen. Wann de Bistum säin Accord net gëtt, da muss de Fong dat Gebai iwwerhuelen, woubäi en der Gemeng en Deel vun den Investissementen, déi dës fir den Ennerhalt vum Gebai gemaach huet, muss bezuelen.

Et gëtt am Gesetz awer och Bestëmmungen, wat geschitt, wann de Fong d'Gebai net méi wëllt fir kierchlech Zwecker notzen. Wann dat Gebai dem Fong net gehéiert, informéiert en doriwwer de Gemengerot, deen dat iwwer eng Deliberatioun zur Kenntnis hält.

Wann d'Gebai dem Fong gehéiert an dësen et net méi brauch, geet et fir een Euro an d'Gemeng, a wann déi et net wëllt, weider un de Stat. A wann dat de Fall ass, dass déi zwee, d'Gemeng an de Stat, d'Gebai selwer net wëllen an op déi Acquisitioun vum Gebai verzichten, kann de Fong fräi doriwwer verfügen.

Bleift nach de Fall, wou de Fong eng Kierch wëllt notzen, déi der Gemeng gehéiert. Do leet d'Gesetz fest, dass d'Gemeng dem Fong d'Gebai zu engem Präis vun 1.000 bis maximal 2.500 Euro am Joer verlount.

Hâr President, zur legislativer Prozedur ass ze soen, dass den initiale Projet de loi e puermol iwwer Regierungsamendement adaptéiert gouf. Zum Deel huet d'Regierung domat op Remarken an op Opposition-formellë vum Statsrot reagéiert, zum Deel goufen iwwert dës Amendementen déi verschidden Annexen, op déi ech elo grad ze schwätze koom, adaptéiert a kompletteert.

Den 19. Juli 2017 sinn ech an der zoustänneger Interieurskommissioun als Rapporteur genannt ginn a mir hunn an där Kommissioun och den

Avis vum Statsrot vum 14. Juli 2017 analyséiert. D'Kommissioun hat des Weideren den Avis vum Syvicol vum 14. November 2016 virleien an och analyséiert.

Vläicht als Éischt e kuerze Resumé vun den Haaptelementer vum Avis vum Syvicol, dee ganz fräi virleien a sech deemno och op de Projet de loi initial baséiert huet a sech och dorobber bezitt.

Generell war de Syvicol scho laang Demandeur fir eng Reform vum Gesetz iwwert d'Kierchefabriken. Punktuell bréngt hien awer och Kriticken um Projet de loi vir.

Net zefridden ass de Syvicol mat dem Prinzip, dass de Bistum eng Aart Vetorecht huet, wann eng Kierch vun der Annex III op Wonsch vun der Gemeng soll fir e wellechen Zweck genotzt ginn. Generell ass de Syvicol der Meenung, dass et besser gewiescht wier, wa Kierchegebaier souwuel fir kierchlech wéi fir weltlech Zwecker hätte kënnen genotzt ginn an net exklusiv fir dat eent oder fir dat anert.

Kritiséiert gëtt awer och de Fakt, dass d'Gesetz virschreift, enner wat fir enge Bedéngungen eng Gemeng hir Kierchegebaier un de Fong verlount.

Eng wesentlech Kritik betrëfft den urspréngleche Verbuet fir d'Gemengen, fir an iergendenger Form den Ennerhalt vun de Kierche vum Fong finanziell kënnen ze ennerstetzen. Dese Punkt gouf iwwer en Amendement ofgeännert, soudatt dës Kritik sech net méi op de finale Projet de loi bezitt, iwwert dee mer herno wäerten ofstëmme.

Dese Punkt hat och de Statsrot a sengem Avis vum 14. Juli opgegraff, op deen ech elo kuerz wëllt agoen. Ech picke just e puer Haaptpunkten eraus. Méi Detailler, wéi gesot, fannt Der a mengem schréffleche Rapport.

A sengen allgemenge Consideratiounen huet de Statsrot eng Rei prinzipiell Remarque gemaach, wou en a gewëssenem Mooss op Diskussiounen agaangen ass, déi an der Effentlechkeet och esou gefouert goufen. Sou hält e fest, dass d'Konventioun iwwert d'Ofschafe vun de Kierchefabriken vum 26. Januar 2015 eng Konventioun am Sënn vum Artikel 22 vun der Verfassung ass an dass den Dekret iwwert d'Kierchefabriken vum 1809 ka per Gesetz ofgeschaaft ginn, ouni dass den Artikel 119 vun der Verfassung domadder verletz gëif ginn.

De Statsrot ass och mat der Approche d'accord, fir d'Aktivitéiten an de Patrimoine vun de Kierchefabriken an engem zentraliséierte Fong zesammenzeleeën. Well de Fong, deen de Patrimoine vun de Kierchefabriken iwwerhëlt, e vergläichbare Statut, déiselwech Zilsetzung an Aufgaben huet wéi d'Kierchefabriken, ennersträicht de Statsrot, dass een hei net vun enger Expropriatioun schwätze kann.

D'Schafe vun engem zentrale Fong huet a sengen Aen dann de klere Virdeel vu méi enger grousser Transparenz, souwuel wat de Patrimoine, wéi och wat de Verwaltungsrot an déi domadder verbonnen Organisatioun ugeet.

Wat d'Proprietäitsverhältnisser ugeet, esou ass de Statsrot sech bewosst, dass d'Ausgangsposition opgrond vun der historiescher, der geschichtlecher Entwécklung ganz komplex ass. En akzeptéiert dofir grondsätzlech déi pragmatesch Approche vun den Ateuren vum Gesetzesprojet.

Am Commentaire des articles huet de Statsrot awer eng ganz Rei Kriticken a Proposen ubruecht, déi vun der Regierung an hiren Amendementer berücksichtegt goufen, soudatt de Statsrot seng Opposition-formellë konnt ophiewen.

Et bleift awer ee Punkt, wou et divergent Meenungen am Statsrot gouf, an dee betrëfft d'Fro vum Transfer vum Patrimoine vun de Kierchefabriken un e Fong. Nieft dem eigentlechen Avis vum Statsrot gouf et de 14. Juli 2017 eng Opinion dissidente vun zwee Membere vum Statsrot. Si si wuel d'accord, dass de Stat d'Recht huet, de Patrimoine vun engem Etablissement public an en aneren ze iwwerdreien, ouni domadder d'Eigentumsrecht ze verletzen. Si sinn awer der Meenung, dass deen neie Fong explizit en effentlech-rechtleche Statut misst hunn an engem allgemengen Interessi dénge misst, fir dass de Statut vun der Domanialité publique oprechterhale bleiwe géif.

D'Majoritéit am Statsrot hat awer argumentéiert, dass am Lëtzebuerg Recht fir de Statut vun der Domanialité publique zwou Konditiounen missten erfëllt sinn, deenen de Fong an hiren Ae gerecht gëtt: Zum enge muss d'effentlech Hand Propriétaire si vun dem Terrain oder der Immobilie, ëm déi et geet, zum anere mussen dës Immobilie oder desen Terrain effentlech zougängelech sinn oder engem Service public déngen. Well d'Kierchen effentlech zougängelech sinn, brauche se, der Majoritéit am Statsrot no, net eng Missioun am allgemengen Interessi ze erfëllen, fir zum Domanialitéit public gerechent ze ginn.

D'Regierung huet op déi Diskussioun och reagéiert, andeem se de Statut vum Fong als Personne morale de droit public präziséiert huet.

Hâr President, an der zoustänneger Interieurskommissioun hu mir awer net nëmme d'Avis gekuckt an diskutéiert. Mir haten och Entrevuë mat Verrieder vum SYFEL a vum Bistum. Dës Entrevuen, wéi Der wësst, waren de 24. Juli 2017 an der Interieurskommissioun d'Suite vun engem Débat public, deen iwwer eng Petitioun komm ass zum Thema „Erhalt und Modernisierung der Kirchenfabriken“.

D'Verrieder vum SYFEL zweifelen oder hunn an där Sitzung generell gezweifelt un der Legalitéit vun der Konventioun vum 26. Januar 2015 téschent dem Bistum an der Regierung a leenen domadder de Gesetzesprojet insgesamt of. Si akzeptéieren net, dass de Bistum d'Kontroll iwwert de Fong an domadder iwwert de Patrimoine vun de Kierchefabriken soll kriéien.

Ee weidere wichtege Kritikpunkt war dee vum Finanzement vum Fong. Si schlësse sech hei der Argumentatioun vum Statsrot un, deen - an ech betounen: um initiale Gesetzestext! - eng Opposition formelle ausgeschwat hat am Besuch op en absolute Verbuet fir d'Gemengen, fir Subsiden un de Fong ze ginn. Dës war eng Kritik, déi och vun de Verrieder vum Bistum gedeelt gouf, dee virun allem ennerstrach huet, dass de Fong misst iwwert déi néideg finanziell Mëttele verfügen, fir seng Missiounen kënnen ze erfëllen.

Kritesch gesäit de Bistum och de generelle Verbuet fir d'Gemengen, fir d'Reliounsgemeinschaften ze finanzéieren. Dat war ursprénglech net esou am Gesetz virgesinn a gouf eréischt opgrond vun enger Remark vum Statsrot esou festgehalen.

Am wictegste war et fir de Bistum, dass garantiert ka ginn, dass de Fong genuch Gebai behält, fir dass d'kathoulesch Kierch hir pastoral Missioun kann erfëllen. D'Annex III bitt grondsätzlech dës Garantie. Allerdéngs bemängelt de Bistum, dass et am Gesetz keng wirkleche Garantie gëtt, dass de Stat net enges Daags de Fong enner staatlech Kontroll kéint setzen.

D'Bistumsverrieder hunn an eiser Kommissioun awer confirméiert, dass d'Gesetz d'Konventioun vum 26. Januar 2015 korrekt ëmsetzt. Si hunn och ennerstrach, dass de Fong d'Missioune vun de Kierchefabriken wäert widerféieren an dass een dofir net vun enger Expropriatioun ka schwätzen.

Wat d'Aarbechten an der Kommissioun betrëfft, do wëllt ech awer och nach erwänen, dass mer an eiser Sitzung vum 11. Januar vun deem Joer, wou mer de schréffleche Rapport ugeholl hunn, zwee Bréiwer virleien haten, déi sech op d'Annex II bezéien. Et ass hei ëm de Kierchebauveräin vu Beggen engersäits an d'Por vu Suessem anerersäits gaangen, déi contestéiert hunn, dass jee weileg Kierch an deser Annex der Gemeng zougeschriwwen gëtt, woubäi si sech als legitimme Propriétaire ugesinn hunn. D'Kommissioun hat a béide Fäll Dokumenter virleien, déi beluecht hunn, dass déi jee weileg Gemeng Propriétaire vun der Kierch ass, soudatt mir als Kommissioun kee Grond gesinn hunn, de Projet net an där virleieder Form unzehuelen.

Doriwwer eraus géif ech betounen, dass d'Kommissioun och net d'Moyenen an och net d'Aufgab huet, déi de Minister am Gesetzesprojet ageschriwwen huet, fir alleguerten d'Besetzverhältnisser ze iwwerpräieren an dee Moment och ze klären.

Ech géif och zum Schluss nach soen, dass zwou Erreur-materiellen am Gesetzestext waren, déi och ugeholl ginn, iwwer Courier mam Statsrot. Et betrëfft dës eng Kéier, wat an der Kommissioun och ernimmt ginn ass, dass am Gesetzestext bei der Kadasteropzielung ze liesen ass, net „section BC de Bastendorf-Est“, mä „de Brandenburg-Est“. An dann ass nach all Kéiers bei der Gemeng, nottamment bei der Gemeng Tandel, „Commune de Tandel“, den „de“ derbäikomm. Dat als Erreur matérielles, fir dass den Dossier och komplett ass.

Aner Courrieren, déi un d'Kommissioun adresséiert gi sinn, si pour information weidergeleut ginn un d'Deputéiert vun där Kommissioun.

Hâr President, Dir Dammen an Dir Hären, a mengem mëndleche Rapport hunn ech elo sécher deen een oder anere Punkt iwwergaangen, awer ech denken, dass et kloer ginn ass, dass dese Gesetzesprojet eng komplex Matière betrëfft a ganz intensiv op deene verschiddenen Niveauen diskutéiert gouf.

Wann een den initialen Text vergläicht mat deem Projet, dee mer haut virleien hunn, da gesäit een, dass wesentlech Annerungen agefloss a gemaach gi sinn. Mir proposéieren dann dofir opgrond vun deene Kriticken, deenen d'Kommissioun an och d'Regierung entgéintkomm sinn, d'Kommissioun also proposéiert natierlech der Chamber, fir dese Gesetzesprojet 7037 unzehuelen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. An éischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Diane Adehm fir d'CSV.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e vermeintlech groussen Dag fir d'Majoritéit. Fir de Mateneen am Land bedeit et awer e Réckschritt. Och mat der CSV wier et zu enger Reform vun de Kierchefabricken komm, awer am Dialog mateneen. Haut den Owend kann d'Majoritéit vu Blo-Rout-Gréng sech op d'Schëller klappen an aus hirer Siicht soen: „Mission accomplie!“. D'Trennung vu Kierch a Stat gouf duerchgezunn.

Mä just aus der Siicht vun der Gambia-Ideologie ass d'Missiou „accomplie“, well objektiv ass mat dëser sougenannter „Trennung“ virun allem d'Lëtzebuurger Gesellschaft ausereendividéiert ginn. An dat ouni Nout, well et hätt och kënne ganz aneschtens goen, am Konsens an am Dialog mat alle Bedeelegten, an dat Ganz ouni Kulturkampf vu virgëschter. Asoufern ass dës Reform kee gesellschaftleche Fortschritt, mä eendeitig e gesellschaftleche Réckschritt an eng Zäit vum Géiteneen an net an eng Zäit vum Mateneen.

Dobäi wier alles esou einfach gewiescht! Mä fuere mer der Rei no!

Här President, éier ech op de virleiden Text ze schwätze kommen, wéilt ech kuerz e Résumé maachen, wéi dësen Text iwwerhaupt zustane komm ass. Dat ass net onwesentlech an dat weist, wéi dës Regierung schafft a wéi se mat de Leit ëmgaangen ass respektiv ëmgeet.

Alles huet ugefaange mat engem Referendum. Déi nei Regierung wollt domadder weisen, wéi vill besser si wier am Verglach zu der viregter Regierung. Si wollt punkten an huet sech eng bluddeg Nues gefaangen! Si huet, op gutt Lëtzebuergesch gesot, „eng Zolidd op den Hutt krit“. Si huet näamlech de Referendum haushéich verluer!

An dësem Referendum sollten eigentlech véier Froe gestallt ginn. Déi véiert Fro war déi iwwert de Finanzement vun de Kultusministeren. Déi gouf fale gelooss, nodeems d'Kierch hiren Accord zu de Konventionne ginn hat. All déi Zäit gouf dës Fro awer als Drockmëttel géint de Bistum verwennt. Dat hunn net nëmme mir esou empfongt, mä och de Bistum huet dat kloer gesot. An ech zitieren hei de Vicair général, den Här Léo Wagener. Hie sot am RTL-„Background“ vum 17. September 2016: „Et muss ee soen, dass déi «Verhandlungen» alles anescht wéi einfach waren. Et ass och do wirklech mat vill Drock geschafft ginn, fir dass et dohinner komm ass. Mä dat Wuert vun der Kierch muss verlässlech sinn, soss si mir net méi e seriöse Vis-à-vis vum Pouvoir politique an dëser Gesellschaft.“ Zitatenn.

Et sief dann awer och nach eng Kéier rappeléiert, dass déi Fro, déi d'Majoritéitspartei dem Vollek eigentlech wollten ënnerbreeden, konträr zum éischte Protokoll vun der Mënscherechtskonvention war. Souguer wann d'Leit mat Jo gestëmmt hätten, hätt déi Fro, esou wéi se am Ufank gestallt war, net kënnen an e geltend Gesetz ëmgewandelt ginn.

D'Regierung huet also vun Ufank u keen oprichtegen Dialog mam Bistum gefouert. Dës Virgoensaart a -weis sollt awer stellvertriedend si fir déi Diskussiounen, déi nach ustoungen.

D'Regierung huet am Dossier Kierchefabricken eenzeg an eleng mam Bistum geschwat a verhandelt. Nëmme mam Bistum a mat soss kengem aneren, obschonns do och aner Akteuren e Matsproocherecht gehat hätten! Mä en oprichtegen Dialog huet den Innenminister zu kengem Zäitpunkt mat de betraffene Partei gesicht.

Net nëmme huet den Innenminister keen Dialog gesicht, mä en huet bewosst den Dialog mat de betraffenen Akteure verweigert. De SYFEL, de Syndicat des fabricues d'église, gouf aus de Verhandlungen ausgeschloss. Den Innenminister huet sech geweigert, fir si ze empfänken an hinnen nozelauschten. Fir den Innenminister war de Bistum deen eenzege Verhandlungspartner an dësem Dossier.

De Syvicol, e gewichtegen Akteur an dësem Dossier, gouf net vum Innenminister konsultéiert. Normalerweis gétt de Syvicol am Virfeld vum Depot vun all Gesetzesprojet am Regierungsrat konsultéiert, wann et ëm d'Gemenge geet. An dësem Fall huet de Syvicol de Gesetzesprojet eréischt pour avis krit, nodeems en am Regierungsrat deposéiert war. De Syvicol als Syndikat vu sämtleche Lëtzebuurger Gemenge gouf am Virfeld einfach iwwergaangen.

De Kultusminister an der Persoun vum Statsminister Xavier Bettel huet een an dësem Dossier

guer net héieren, soudass ee sech d'Fro stelle muss, ob hien iwwerhaupt am Virfeld konsultéiert oder zumindest informéiert gouf.

Och mir als CSV-Fraktioun haten den Innenminister an d'Interieurkommissioun convoquéiert, fir verschidde Punkten ze klären. Den Innenminister ass dësere Demande net nokomm.

Sou vill zur Bulldozerfassung, wéi dës Gesetzprojet op den Instanzeweie komm ass!

Dir Dammen an Dir Hären, de Minister Kersch huet zu engem gewëssenen Zäitpunkt duerchbléckelooss, dass, wann de Bistum an de SYFEL sech géifen eens ginn, dann hätt hien iwwerhaupt kee Problem domadder, fir dës ze akzeptéieren an deem a sengem Gesetzesprojet Rechnung ze droen.

Den Här Kersch war de 24. Januar 2017 Invité vum der RTL-Redaktioun. An deem Kader sot hien, Zitat: „Mä ech soen et nach eng Kéier: Wa Bistum a SYFEL sech eens ginn, fir am Gesetz méi wäit ze goen, hunn ech iwwerhaupt kee Problem, fir dat esou an d'Gesetz ze schreiwen.“ Dir wësst jo, dass de Bistum an de SYFEL sech am Dossier Kierchefabricken net ëmmer gréng waren. No laange Gespréicher hunn de SYFEL an de Bistum dunn awer eng Léisung fonnt.

De 7. März 2017 hunn de Bistum an de SYFEL hir gemeinsam Erklärung public gemaach. An déi gesäit folgend Punkte vir: D'Gemenge mussen net méi den Defizit vun de Kierchefabricken droen, d'Propriétéitsverhältnissen vun de Kierchegebaier gi gekläert, d'Personalitéit juridique vun de Kierchefabricken gétt gekläert a si ginn och fusionéiert an et gétt en neie Kierchefong ageriicht.

Leider haten de Bistum an de SYFEL awer d'Rechnung ouni de Wiert gemaach, an dësem Fall ouni de Minister Kersch! Och wann de Minister nach am Januar 2017 betount hat, dass hien en Accord tëschent dem Bistum an dem SYFEL géif akzeptéieren, esou huet de Minister direkt no der Ukënnegung vun enger Eeneigung e Réckzéier gemaach a gesot, d'Kierchefabricken missten ofgeschaaft ginn an duerch en nationale Fong ersat ginn.

Hei huet de Minister Kersch kloer an däitlech gewisen, dass et him ni drëm gaangen ass, fir en Accord am Dialog mat alle Betraffenen ze fannen. Hei geet et kloer just ëm Ideologie an net drëm, fir déi beschte Léisung ze fannen, déi och um Terrain d'Strooss hält. Ideologie am-plaz vu Pragmatismus!

Här President, wéi esou oft huet sech eise Statsminister - och nach Kultusminister - Xavier Bettel wäit ewech gehale vum dësem Dossier! Hie war de groussen Absent an dësem Dossier. Do soll awer zumindest d'Fro erlaabt sinn, ob et hei net um Statsminister gewiescht wier, fir geziilt den Dialog als Method an de Konsens als Zil ze sichen. Grad an esou engem delikate Sujet hätt de Premier missen aktiv ginn, mä dat ass hei net geschitt.

Fir d'CSV ass et onverständlech, dass grad an esou engem sensibelen Dossier hei den Innenminister sech eleng ëm den Dossier gekëmmt huet an de Kultusminister sech aus allem erausgehale huet. D'Fro no der Sënnhaftegkeet vum Ressort vum Kultusminister dierf een an dësem Kontext duerch stellen.

Här President, den Dossier Kierchefabricken ass och doduerch gekennzeechent, dass den Här Minister Kersch, fréiere Syvicol-President, iwwer Circulaire regéiert huet, déi op kengem legale Fundament baséieren. Iwwert d'Circulair huet den Här Kersch d'Gemengen opgefuerdert, sech konform zu engem Gesetz ze maachen, dat et nach net emol gouf an iwwert dat eréischt haut ofgestëmmt gétt. Dat ass en eemolege Virgang!

De Minister wollt Fakte schafen ausserhalb vun engem gesetzleche Kader. Dat huet dozou gefouert, dass verschidden Delaien hu missen ugepasst ginn an och eigentlech de Prinzip vun der Konvention tëschent de Gemengen a Kierchefabricken an Endeffekt iwwer Bord gehäit gouf.

De 24. Abrëll 2015 koum déi éischt Circulaire un d'Gemengen, an där se opgefuerdert goufen, d'Propriétéitsverhältnissen ze klären respektiv sech mat de Kierchefabricken eens ze ginn. Hei gouf nach den Datum vum 1. Oktober 2016 genannt, bis zu deem d'Gemengen Zäit hätten.

An der Tëschenzäit huet de Minister awer gesinn, dass dësen Delai illusoresch wier, an d'Delaien goufe verlängert bis den 1. Oktober 2017.

De Problem ass awer, dass den 8. Oktober 2017 Gemengewahle waren an dass a verschiddenen Gemengen d'Majoritéit geännert hunn. Doduerjer hunn och d'Vuë vun de Gemengeréit geännert op dat, wat soll mat de Kierchen an de respektive Gemenge geschéien.

D'Fro, déi sech stellt, ass folgend: Ass dës Majoritéit bereet, der Demande vun dëse Gemengen nozekommen? Wäert dës Majoritéit haut nach Amendementer zu dësem Gesetzesprojet abrëngen? Hält de Minister sech u seng Virgaben, dass ënner anerem dem Wonsch vun de Gemengeréit a Kierchefabricken Rechnung gedroe gétt?

Sollt dat net de Fall sinn, besteet op alle Fall de Risiko, dass déi eng oder aner Gemeng wäert kloen. Sollt dat esou sinn, dann ass dat eleng d'Verantwortung vun der Regierung an un éischer Stell vum Innenminister!

Mir hätten eis gewënscht, dass sech fir d'Éischt emol eng Base légale gi gi wier, ier ee Fakte schaaft. Mir hätten eis gewënscht, dass am Dialog Léisungen hätte kënne fonnt ginn. Mir hunn eis ëmmer fir Léisungen am Konsens ausgeschwat an net am Dissens. Mir hätten eis eng Reform vun de Kierchefabricken virgestallt ouni ideologesch A-priorien.

Just zur Erënnung: Och mir haten eis am Wahlprogramm 2013 fir eng grondleeënd Reform vun de Kierchefabricken ausgeschwat. Mä anescht wéi dës Regierung hätte mir dës Reform am Dialog mat allen Akteuren an d'Wëer geleet. Mir haten eng Position a konkret Proposen. Déi wieren eigentlech konsensfäeg gewiescht, wéi sech am März 2017 erausgestallt huet.

Eis Alternativen zu dësem Gesetzesprojet ware folgend:

Mir wollten eng Reform vun de Kierchefabricken. Den Dekret, op deem se baséieren, staamt aus dem Joer 1809, a fir eis war et kloer, dass do eng Rei Dispositionne mussen un eis Zäit ugepasst ginn. Dat stoung iwwregens och esou an eisem Wahlprogramm 2013. Dësen Dekret einfach ofschafen, esou wéi dat mat deem haitege Gesetzesprojet virgesinn ass, dat ass fir eis keng Léisung.

D'CSV seet säit 2012 ëmmer erëm, „dass mir eng gutt duerchduechte Reform vun de Kierchefabricken wëllen. Mir wëllen eng Reform, déi mat alle Betraffenen am Dialog gemaach gétt. Fir eis géllt nach ëmmer de Prinzip „eng Gemeng, eng Kierchefabrik“. Falls eng Kierchefabrik sollt en Defizit maachen an dësen net decke kann, kann d'Gemeng am Sënn vun der kommunaler Autonomie asprangen. Sollt d'Gemeng dës net wëllen oder net kënnen, da soll eng Mutuelle vun de Kierchefabricken asprangen, fir den Defizit ze decken.“

Dës Mutuelle vun de Kierchefabricken géif iwwer Gesetz nei geschafe ginn a vun de Kierchefabricken selwer geréiert ginn. D'Mutuelle representéiert fir eis d'Solidaritéit tëschent de Kierchefabricken.

Dat war d'CSV-Propos. An ech si mer sécher, déi wier konsensfäeg gewiescht!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum Projet de loi selwer:

Wat den Inhalt vun der Konvention ugeet respektiv deem doraus resultéierende Gesetzesprojet, esou gouf den Innenminister es net midd, an der Vergaangenheet ëmmer erëm ze betounen, dass hie just géif eng Motioun vun 2011 ëmsetzen an dass hien dat maache géif, wat d'Experten an hirem Rapport iwwert d'Glawensgemeinschaften aus dem Joer 2012 virgeschloen haten. Dat heescht, an deem Sënn, dass dësere Projet dann eigentlech d'Handschrift vum deemolege Minister François Biltgen droe géif.

Ech maachen e kuerzen Historique iwwert d'Debatt iwwert d'Relatiounen tëschent dem Stat an de Gemengen engersäits an de Glawensgemeinschaften anerersäits. Dës Debatt war de 7. Juni 2011 an dësem Haus. Deemools gouf eng Motioun ugeholl, déi ënner anerem virgesinn huet, d'Legislatioun vun 1809 iwwert d'Kierchefabricken ze reforméieren, an net, d'Kierchefabricken ofzeschaffen. Dës Motioun huet d'CSV matgestëmmt an un déi Virgab huet d'CSV sech och gehalen.

Wéi gesot, mir wollten deemools eng Reform. An dat ass och haut nach ëmmer eise Standpunkt, am Géigesaz zur LSAP, déi awer dës Motioun matgestëmmt hat an och mat ënnerschriwwen hat.

Den deemolege Kultusminister François Biltgen huet am Optrag vun der Chamber no dëser Debatt en Expertebericht an Optrag ginn, fir d'Relatiounen tëschent Stat a Glawensgemeinschaften ze belichten. Dës Rapport gouf am Oktober 2012 der Press an och allen aneren Akteure virgestallt. Iwwregens konnten et all déi aner Akteuren deemools scho Positionen zu dësem Rapport bezéien.

Falsch ass et awer ze behaupten, dës Rapport géif eigentlech de Wee vun der Konvention tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften zezeichnen. Wat d'Kierchefabricken ugeet, hunn d'Experten zwou Alternativen ugeduecht gehat. Keng vun dësen zwou Alternative gouf

am initialen Text vun der Regierung zréckbehalen!

Dat widderleet eigentlech d'Ausso vum Minister Kersch, et wier alles op der CSV hirer Mësch gewuesst.

D'Regierung wëllt d'Kierchefabricken einfach ofschafen an en nationale Fong an d'Plaz setzen. Mä der Regierung hiren Text ass op wesentleche Punkten net dat, wat d'Experten eigentlech virgezechent haten.

Éischtens, de Fong sollt am Minister senger Logik eigentlech e privatrechtleche Statut kréien. Den Artikel 1 vum initiale Projet sot kuerz a knapp, dass de Fong eng Personnalité juridique hätt. Den Artikel 8 huet drop higewisen, dass de Fong beim Registre de commerce et des sociétés no den Dispositionne vun der Fondatioun géif immatrikuléiert ginn.

An zweete Punkt: D'Gemenge sollten d'Aktivitéit vum Fong net méi kofinanzéieren kënnen an also och net méi fir den Ennerhalt vun de Kierchegebaier opkommen, falls d'Gemeng net Propriétaire vum Gebai ass.

Dës zwou Punkte ware fir d'Regierung an hiren Innenminister zwou wesentlech Punkten, op deene si sech vum Expertebericht distinguéiert hunn.

Här President, wat de Statut vum Fong ugeet, esou hat d'Regierung an hirem initiale Gesetzesprojet virgesinn, dass de Fong sollt ënner d'Gesetz vum 21. Abrëll 1928 iwwert d'Associations an d'Fondations sans but lucratif falen. Ausdrécklech gouf dat net geschriwwen. Et sollt sech awer esou aus dem Text erschléissen.

De Statsrot huet der Regierung, wat de Statut vum Fong ugeet, d'Rout Kaart gewisen. Hie sot kloer an däitlech, dass d'Kierchefabricken als Etablissements publics ze betruechte wieren. Dës hat de Statsrot och schonn a sengem Avis iwwert d'Ofännerung vun den Obligatiounen vun de Gemenge géint iwwer de Kierchefabricken an de Paschteier geschriwwen.

An darselwechter Iwwerleeung seet de Statsrot, dass den neie Fong, doduerjer dass en duerch e Gesetz geschafe gétt an dass e sämtlech Biens mobiliers an immobiliers vun de Kierchefabricken iwwerhëlt, och en öffentlech-rechtleche Statut krit. Dass de Fong also elo eng Personne morale de droit public ass, esou wéi d'Experten dat virschloen, läit net um Innenminister, mä um Statsrot!

Här President, de Statut vum Fong ass awer net de gréisste Problem um Terrain! Fir dass d'Kierch hallefweege intakt am Duerf bleift, ass déi finanziell Ennerstëtzung duerch d'Gemenge vill méi wesentlech. Wat de Kofinanzement vun den Aktivitéiten vum Fong duerch d'Gemengen ugeet, esou gétt dësen an der Konvention tëschent dem Stat an dem Bistum ausdrécklech verbueden. Dësere Verbuet steet am Artikel 7 vum Gesetzesprojet.

De Statsrot awer proposéiert fir d'Éischt, den Term „Kofinanzement“ duerch „contribution au financement des activités du Fonds“ ze ersetzen. Hei ass et äusserst interessant, op dem Statsrot seng Iwwerleeungen hinzewisen. Laut dem Statsrot kréien d'Gemengen näamlech net am Gesetzesprojet verbueden, dem Fong seng Aktivitéiten ze finanzéieren, mä de Fong kritt verbueden, vun de Gemengen eng finanziell Kontribution unzehuelen, wann et iwwert d'Bezuelung vu Gidder an Zerwisser erausgeet.

Mä de Statsrot erkläert awer och den Artikel 107 aus der Verfassung, dee Folgendes seet: «Les communes forment des collectivités autonomes, à base territoriale, possédant la personnalité juridique et gérant par leurs organes leur patrimoine et leurs intérêts propres.»

De Statsrot erkläert da seng Interpretatioun vun den „intérêts propres“ vun de Gemengen, andeems e schreift, dass eng Gemeng sech ëmmer soll ëm den „intérêt communal“ beméien. De Gemengerot soll bei sengen Decisiounen ëmmer den „but d'intérêt public communal“ am A hunn. Op der Basis vun dësen Iwwerleeungen kënnst de Statsrot zur Konklusioun, dass eng Gemeng kann en Interêt hunn, an ech zitieren, un «la conservation et la préservation du bon entretien, et même l'embellissement des édifices religieux existant sur leurs territoires.»

Fir de Statsrot si religiéis Gebaier oft Bestanddeeler vum kulturellen a geschichtleche Patrimoine vun de Stied. An der Vergaangenheet hunn d'Gemengen oft fräiwëllig zur Erhaltung a Verschönerung vun dëse Gebaier bäigedroen, an dat wäit iwwert dat eraus, wat den Dekret iwwert d'Kierchefabricken aus dem Joer 1809 verlaangt huet.

Fir de Statsrot verstéisst de Verbuet vun all Subventioun vu Gebaier, just well se fir d'Ausübe vun engem Culte benotzt ginn, géint de Gläichheetsprinzip vum Artikel 10bis aus der Verfassung. Aus deem Grond mécht de Statsrot hei och eng Opposition formelle; dat war dann déi zweet Rout Kaart fir den Innenminister!

Och wann den Innenminister haut näischt méi vu senger Intention vun engem strikte Verbuet méi wëllt wëssen a sech iwwert divers Weeër eng Sortie gesicht huet - ech erënneren zum Beispill un d'Fro vum Deputéierte Georges Engel -, fir eis ass dat eigentlech e Bewäis vum ideologesche Kampf, deen de Minister hei gefouert huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Zousätzlech mécht de Statsrot folgenden Textvorschlag: «Toutefois, peuvent être accordées et acceptées par le Fonds des subventions versées aux propriétaires d'édifices [religieux] érigés sur le territoire de la commune, en vue de la préservation ou de l'embellissement des édifices érigés sur le territoire communal.»

No längerer Diskussioun kënnen mir eis dës Propos uschléissen. Mir hunn eisen Amendement zréckgezunn, well den Text, esou wéi en elo virläit, de Gemengen eigentlech de Choix léisst, iwwer wéi e Wee se dës Subventionnement wëllen duerchféieren, entweder iwwert de Wee vun engem Gemengereglement oder vun enger Konventioun.

De Minister konnt sech also och op dësem Punkt net duerchsetze mat sengem Verbuet vun engem Kofinanzement vun den Aktivitéiten vum Fong duerch d'Gemengen.

Här President, komme mer op d'Fro vun der Legalitéit vun der Konventioun vum 26. Januar 2015 ze schwätzen!

D'CSV huet och schonns an der Vergaangeneit bedauert, dass dës Konventioun net dem Statsrot an hirer Integralitéit ënnerbreet ginn ass. Den Artikel 2 vun dëser Konventioun gesäit ausdrécklech vir, an ech zitieren: «La présente convention (...) sera approuvée par la Chambre des Députés conformément à l'actuel article 22 de la Constitution (...).»

Den Artikel 22 vun eiser Verfassung regelt d'Beziungen tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften. D'Konventiounen iwwert d'Finanzéierung vun de Glawensgemeinschaften goufen dem Statsrot an hirer Integralitéit ënnerbreet.

De Statsrot stellt einfach Folgendes fest an eim Fall: «(...) les auteurs du projet de loi sous avis ne proposent pas l'approbation de la convention par le législateur, mais se limitent à mettre en place un dispositif qui est censé en traduire la substance.» Weider stellt de Statsrot fest, dass den Artikel 22 vun der Verfassung net verlaangt, dass d'ganz Konventioun muss vun der Chamber approvüert ginn, mä dass just déi Punkte mussen duerch d'Chamber goen, op deenen de Gesetzgeber gefuereert ass.

Mir als CSV kënnen dës Argumentatioun nëmme schwéier novollzéien. An ech denken, dass d'Gerichter eis soe wäerten, wat schlussendlech Saach ass.

(Interruption)

Bis op Weideres bleift fir eis d'Fro vun der Legalitéit am Raum stoen.

Här President, komme mer op d'Expropriatioun ze schwätzen. Wat d'Expropriatioun vun de Kierchefabricken ugeet, esou huet de Minister Kersch ëmmer behaupt, mat sengem Gesetzesprojekt géif keen entteegent ginn. Dat gesäit de Statsrot awer anescht!

Am Avis majoritaire setzt de Statsrot viraus, dass de Fong en effentlech-rechtliche Statut kritt, also dass de Fong en Etablissement public gétt. Am éischten Artikel vum Gesetzesprojekt mécht de Statsrot awer eng Opposition formelle, well de Statut vum Fong eben net kloer ass, an e proposéiert dann de Statut vum Etablissement public fir de Fong.

An enger Opinion dissidente seet de Statsrot, dass den Artikel 16 vun der Verfassung mat dësem Gesetzesprojekt net respektéiert gétt. Den Artikel 16 vun der Verfassung seet: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Hei gétt gesot, dass et net duergeet, dem Fong en effentlech-rechtliche Statut ze ginn, mä dass de Fong och misst eng Mission d'intérêt général hunn. Och op dësem Punkt wäert an Zukunft mat Sécherheet nach munch Aarbecht op d'Gerichter zoukommen.

Zousätzlech ass och nach eng Kéier drop hinzeweisen, dass d'Konventioun d'Verméige vun Dréitpersounen betrëfft, nämlech de Kierchefabricken. Déi souzen awer weder um Verhandlungsdësch nach hu si dës Konventioun mat ënnerschriwwen. Den Dossier ass also alles anescht wéi zou.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëllt ech soen, dass dës Majoritéit haut e Projet stëmmt, deen ouni Dialog mat de Betraffenen zustane komm ass. Eng méiglech Konsensléisung gouf aus reng ideologesche Grënn verworfen.

Och d'Fro vun der Legalitéit vun dësem Gesetzesprojekt bleift am Raum stoen an d'Konsequenzen huet eleng dës Majoritéit ze veränderten. Mat der CSV wier et och eng Reform vun de Kierchefabricken ginn, mä eng Reform am Konsens, eng Reform, déi eis multikulturell a multikonfessionell Gesellschaft verbënnt.

De Projet hätt eng aner Nues kritt an et wier net zu deem Zerwürfnis komm, dat mir haut hunn. Mir wäerten duerfir géint dës Projet stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **D'autres voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo erëm den Här Claude Haagen, dës Kéier als Vertrieeder vun der LSAP. Här Haagen!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President. Nodeem ech am Numm vun der Kommissioun de Reportsbericht hei och presentéiert hunn, wollt ech e puer Wuert awer am Numm vun der LSAP zu dësem Gesetzesprojekt soen.

Ech muss lech soen, et wonnert mech schonns e bëssen, wann d'Vertrieederin vun der CSV heihinnerkënn a seet, mat deem heite Gesetzesprojekt géife mer zréck an d'Vergaangeneit goen. Dat kann ee vläicht esou argumentéieren. Mä wann een iwwert deen Dekret vun 1809 schwätzt an et wëllt een den Dekret vun 1809 up-to-date maachen, da misst emol jiddweree liesen, wat am Dekret vun 1809 alles steet. A wann Der dat dann up-to-date maacht, da bleift vun deem Dekret vun 1809 - ech si fein - wahrscheinlech iwwerhaupt näischt iwwreg ausser vläicht dem Titel „Dekret vun 1809“.

Dofir, denken ech, si mir als LSAP op jidde Fall derfir, dat, wa mer hei d'Trennung vu Kierch a Stat, wa mer eng Modernisatioun vun der Kierch wëlle mat Averständnis vum Bistum maachen, mir dat un eis modern Gesellschaft sollten uppassen. Dat just als Virwuert.

Dëst Gesetz, soe mir, reit sech an an déi Suite vu Gesetz, déi d'Regierung mam Koalitionsaccord ofgemaach huet. A mir als LSAP soen, dat mer dës Virgeensweis begrëssen, well se net ee géint deen anere gemaach ginn ass, mä well se consensuel gemaach ginn ass.

Hei ass eng Konventioun gemaach ginn, déi ass tëschent der Regierung an dem Bistum ënnerschriwwen ginn, wou de Bistum dat afléisse geloos huet, wat senger Meinung no fir d'kathoulesch Kierch wichteg a vertrieubar ass, wat op deem anere Punkt d'Regierung och gemaach huet, esou wéi se et am Koalitionsakkord an esou wéi se et am Regierungsprogramm och definéiert huet.

Mir sinn also als LSAP zefridden, dat mer haut iwwerhaupt iwwer esou e Projet kënnen ofstëmmen. Et ass ee jo och verwonnert, wann d'CSV elo op eemol seet: „Mat eis wier dat och esou gaangen, ee Punkt nom anere Punkt.“ Dann, muss ech soen, hätt mer dat vläicht - ech weess net - an zwanzeg Joer gemaach, dann hätt mer déi Punkten alleguerte kënnen ofhaken, déi se elo gesot hunn.

(Interruption)

Mä ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

Dofir ass dee Projet de loi fir eis hei déi lescht Etapp an engem Dossier vun enger Modernisatioun vun der kathoulescher Kierch a vun de Reliounsgemeinschaften alleguerten, well mat deene Konventiounen, déi ënnerschriwwen gi sinn, gétt souwuel festgehalen, wat hir Aufgabe sinn wéi wat hire Finanzement ass a wat hir Pflicht sinn. Dofir ass dat fir eis wichteg an et huet au contraire net zu enger Spaltung an eiser Gesellschaft gefouert.

Mir begrëssen also als LSAP, dat d'Regierung hei Neel mat Käpp gemaach huet an engem Dossier, an dat wësse mer alleguerten, deen extrem komplex ass a wou et beileiwen net ëmmer einfach war, Léisungen ze fannen.

D'Regierung iwwregens ass déi Verhandlungen direkt ugaange mat Vertrieeder vun alle grouse Glawensgemeinschaften, ouni déi et net méig-

lech gewiescht wier, d'Relatioun tëschent dem Stat an de Culen iwwer Konventiounen, déi mer hei och an der Chamber haten, nei ze regelen. Et muss een unerkennen, dat et sécher keng einfach Verhandlung waren. Dofir si mir als LSAP zefridden, mat deene Partner zesummege schafft ze hunn, fir zu enger gemeinsamer - an ech betounen: „gemeinsamer“! - Léisung ze kommen. Fir eis als Partei war dat hei keen Dossier mat engem Géinteneen. Am Konträr! Et war en Dossier mat engem Mateneen.

Här President, no der Reform hëlt de Stat vis-à-vis vun de Reliounsgemeinschaften am grouse Ganzen eng méi neutral Positioun an, déi op gläicher Distanz zu allen - an ech betounen och hei: „zu allen“ - Glawensrichtungen steet. Iwwert déi Konventiounen gétt et eng Unerkennung a finanziell Ennerstëtzung vum Stat fir déi verschidde Reliounsgemeinschaften, déi hirersäits gewësse Verflüchtung vis-à-vis vum Stat aginn. Doriwwer eraus mësch sech de Stat awer net méi an déi kierenintern Froen an.

Am schwierigste waren déi Gesprécher, an dat mierke mer jo hei, an déi Froen ouni Zweifel fir déi kathoulesch Kierch, déi aus historesche Grënn - an dat ass och an der Kommissioun esou gesot ginn, dat hunn ech och a mengem Rapport gesot - eng privilegiert Relatioun mam Stat a mat de Gemengen hat, déi engersäits Virdeeler bruecht huet, an anerendeels hate mer vereelste Strukturen, déi oprechterhale gi sinn, déi au contraire net méi zäitgeméiss sinn a waren.

Mat der Reform vun dëser Regierung ass d'Relatioun un d'Realitéit vun der haiteger moderner Gesellschaft ugepasst ginn, wou d'kathoulesch Kierch eng manner wichteg Roll spillt wéi virun 100 oder virun 200 Joer, a well och eng Gesellschaft, déi a wäiten Deeler sekulariséiert ass, méi wéi jeemools duerch Immigratioun an duerch aner Reliounsgemeinschaften u Bedeutung gewënnt.

Zu deene vereelste Strukturen gehéieren ouni Zweifel d'Kierchefabricken, em déi et hei geet, déi am Gesetz am Wesentlechen haut nach dosti wéi virun iwwer 200 Joer. Dësen Anachronismus an deem Dekret vun 1809 huet awer an der Praxis zu enger Rei vu Problemer gefouert, déi d'Gesetz iwwert d'Schafung vun engem Kierchefong an eisen Ae léist.

D'LSAP, dat kënn Der mer gleewen, wier déi Problemer scho gäre méi laang ugaangen an ass immens frou, dat dee Reformprozess elo kann ofgeschloss ginn. Et ass richtig, dat een an deem heiten Dossier ënnerschiddlech Optiounen hat, dat diskutéiert ginn ass, wat een hätt kënnen maachen, wat ee misst maachen, wat dann déi richtig Léisung wier. Dëst ass a ville Gesprécher tëschent der Regierung an dem Bistum ausgehandelt ginn, a mir sinn zefridden domat. Wéi gesot, et bedeit eng neutral Positioun vum Stat, deen op gläicher Distanz zu sämtleche Glawensrichtungen ass.

Déi besonnesch Relatioun tëschent dem Stat an der kathoulescher Kierch gétt un d'Realitéit vun der haiteger Gesellschaft ugepasst, soudatt eng Gläichbehandlung vun deene verschidene Culté wäert an Zukunft bestoen.

Wat d'Gesetz iwwert de Kierchefong betrëfft, esou léist et eng Rei vu Problemer, déi an eisen Aen hu missen och geléist ginn. Wat waren déi Problemer, déi mir als Partei schonn zanter Jorzéngt kritiséiert hunn?

Mir waren als Partei, als LSAP, net d'accord, dat d'Gemengen automatesch obligatoresch den Defizit vun de Kierchefabricken missten ausgläichen. Et war och fir eis en Anachronismus, dat de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch d'office am Kiercherot mat drasetzt, virausgesat si oder hien ass kathoulesch. Mir waren och net d'accord, dat d'Gemeng dem Paschtouer eng Wunneng muss stellen, obwuel dësen eng Pai vum Stat kritt.

Et war eis deemno wichteg, d'Gemenge vun dësen Obligatiounen ze befreien. Dat ass, wéi schonn ugeschwat am Rapport, geschitt mam Gesetz, wat mer hei ofgestëmmt hunn, vum März 2016.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här President, mat der Diskussioun iwwert d'Trennung vu Kierch a Stat kruten d'LSAP an aner Regierungsparteie reprochéiert, si wiere géint d'Kierch! Ech muss lech soen, dat ass awer beileiwen net de Fall! Mir wëllen iwwerhaupt net, wéi Verschiddener eis dat ënnerstellen, d'Kierch futtimaachen.

Einfach nëmme déi finanziell Obligatiounen fir d'Gemengen ewechzehuelen, hätt vill Kierchefabricken viru finanziell Schwierigkeete gestallt. Eenzel Kierchefabricke sti sech ganz guut, aner Kierchefabricken hunn net vill Kapital, hunn net vill Suen. Et gétt awer tëschent de Kierchefabricke kee Solidaritéitsmechanismus, deen dës Ennerscheeder ausgläicht, dat heescht op Lët-

zebuergesch: Eng Kierchefabrik kann där anerer net finanziell ënnert d'Aerm gräifen.

Wat d'Iddi vun der Mutuelle ubelaangt, déi d'Madamm Adehm hei ugeschwat huet: De Regruppement vum Patrimoine vun deene Kierchefabricken an engem Fong ass jo ganz genau esou eng Mutuelle, wou eben dee Solidaritéitsgedanke wäert matspillen. An ech muss lech soen, ech sinn e bëssen iwwerrascht, well déi Iddi vun engem Fong, fir déi Kreatioun vun deem Fong ze maachen, ass jo net vun der Regierung komm! Déi ass an der Ausarbechtung a mam Dialog ebe vum Bistum komm, fir esou eng Kreatioun vun esou engem Fong ze maachen! Fir elo der Regierung ze ënnerstellen, si géif esou ee Fong kreéieren, ass schonn e bëssen absurd.

Mir hunn och ëmmer als Partei de Mangel un Transparenz beklot. Et war bis elo ëmmer immens schwéier, sech e Gesamtbild vun der Finanzsituatioun oder de Propriétéitsverhältnissen vun de Kierchefabricken ze maachen. Net zulescht gouf eng Reform erschwéiert doduerch, dat bei ville Kierchegebaier d'Propriétéitsverhältnissen net kloer waren.

Wann elo aner Decisiounen kommen, wat d'Propriétéitsverhältnissen ubelaangt, d'accord, mä momentan waren déi Relatioun an déi Diskussioun tëschent de Gemengen an de Kierchefabricken, wa se da stattfonnt hunn, annerhallet Joer declenchéiert. Dat heescht, souwuel d'Kierchefabricke wéi d'Gemengen haten annerhallet Joer Zäit, fir ze kucken, op wat fir ee Wee datt se zesummen oder getrennt sollte goen. Ech denken, dat dat an där Zäit misst machbar sinn.

Dëst Gesetz schaaft domadder kloer Verhältnissen. Et enthält a sengen Annexen en Inventaire - an dat ass am Rapport ganz daitlech ginn an och am Projet de loi - vun alle Kierchen a Biens de cure, wou jeeweils de Propriétaire festgehal gëtt. Wa keng Dokumenter iwwert d'Propriétéit virlouchen, huet d'Regierung eng Decisioun getraff, allerdéngs no enger längerer Periode, wou d'Gemengeresponsabel an d'Kierchefabricken zesumme konnten hir Präferenz zum Ausdrock bréngen. Am Zweifelsfall, do, wou et keen Accord gouf, ass d'Gebai dem Fong zougerecht ginn. Op dës Manéier an op deem Wee konnt séchergestallt ginn, dat d'Kierch a priori all d'Gebaier ka weider notzen, déi si bis elo och zur Verfügung hat.

Et ass natierlech och net ausgeschloss, dat den nei gegréinte Fong, nodeem en eng komplett Evaluatioun vu sengen Immobilien a senger finanzieller Situatioun gemaach huet a gläichzäitig sech en Iwwerbléck verschafft huet, wat fir eng Gebaier dann tatsächlech genotzt ginn a wat fir eng net, eenzel Gebaier erëm ofgëtt. Am Géigesaz zu deene Kierchen, déi elo de Gemenge gehéieren, ass et awer de Fong selwer - de Fong selwer! -, deen doriwwer decidéiert, wat fir eng Gebaier eventuell net méi fir kierchlech Zwecker kënnen genotzt ginn an deemno entweit kënnen ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kierchefabricke ginn ofgeschafft an dann ass et gutt ze verstoen - a mir verstinn dat och -, dat vill vun deenen aktuelle Membere vun de Kiercheréit am léifsten hätten, et géif alles esou bleiwen, wéi et an deene leschten 200 Joer war. Manner novollzéibar sinn eng Rei Kommentaren, déi den Androck vermëttelen, d'Kierch wier verluer, wann hir Gebailechkeeten an de Kierchefong kommen. Grad wéi wann dee Fong just als Zil hätt, Kierchen zouzemaachen oder se ze verkafen!

Éischtens kann de Fong seng Kierchegebaier net einfach esou verkafen an zu Geld maachen. An zweetens weisen esou Reaktiounen um Terrain, dat et mam Vertrauen an d'Féierung vun der kathoulescher Kierch net wäit hier ass.

Et ass och net esou, wéi wann alles elo an engem groussen Déppen ouni Buedem géif verschwannen. An engem interne Reglement kann de Kierchefong selwer dezentral Gremie schafen, soudatt weiderhi Leit um lokale Plang sech kënnen fir den Erhalt an d'Gestaltung vun hire Kierchegebailechkeeten asetzen.

Als LSAP fanne mer et awer richtig, dat et net de Stat ass, dee festleet, wéi dës lokal Unitéiten opgedeelt ginn, mä dat dat eng Fro ass, déi kierenintern soll a muss geregelt ginn. Verschidde Leit, a besonnesch de SYFEL, haten drop higewisen, oder dee schéngt ze fäerten, dat et elo Benevolle géife ginn, déi sech net méi wëlte fir d'Kierch asetzen. Elo muss ech mech awer froen, firwat. Wann déi Responsabel vum Kierchefong net alles falsch maache beim Opstelle vum interne Reglement, wäert deen Engagement um lokale Plang nach genauou vill Sënn maache wéi virun.

Och d'Argument, den administrativen Opwand géif elo vill Leit iwwerfuere, well den zoustännege Kierchefong seng Kontabilitéit anescht muss maache wéi fréier, kann ee beileiwen net gëlle loosse. Vill Veräiner an



ONGen hunn dee Schrëtt scho laang gemaach oder souguer misse maachen. Déi Zäiten, wou e Veräin just eng Opstellung vu sengen Dependenzen a vu senge Recettë gemaach huet an iergendwou an enger Schongkëscht Boergeld hat, aus där déi lafend Ausgabe bezuelt gi sinn, déi sinn eriwuer. Et ass awer net esou, datt d'Veräiner un där Ëmstellung zugronn gaange wieren! Natierlech ass dat mat méi Opwand verbonnen, et kascht och méi Suen. Mä soubal een awer gréisser Zomme geréiert, soll dës Form vun Transparenz an Iwwerprüfbarkeet eng Selbstverständlechkeet ginn.

Här President, als LSAP gi mir dovun aus, datt mat der Ëmsetzung vun dëser Reform an och no Akraafttriede vun dësem Gesetz an der Praxis am Ufank dës Projet de loi net bei jiddwerengem wäert op Akzeptanz stoussen, mä datt e mëttelfristeg souwuel fir d'Gemengen, mä haaptsächlech awer och fir d'Kierch eng positiv Verännerung wäert duerstellen.

Fir d'Gemenge läit de Virdeel op der Hand, well se eng Obligatioun manner hunn, awer weiderhin iwwer Subside kënnen dozou bäidroen, datt de Patrimoine an hiren Uertschafte kann erhale ginn. Wat d'Kierch ugeet, esou ka si ouni weider Amëschung vu bausse sech nei strukturéieren an hir Moyene méi rationell geréiere wéi bis elo. Am Resultat gëtt e vläicht deemnächst, wann de Fong dat decidéiert, e puer Kierche manner, mä dofir gi méi Leit an d'Kierch.

(Interruption par M. Michel Wolter)

Als LSAP si mir deemno der Meenung, datt dës Gesetzesprojet ee wichtegen Deel vun enger Reform ass, deen net nëmmen noutwendeg ass, mä do och e positiven Impakt wäert hunn...

Här Wolter, Dir kënnt jo a verschidde Kierche goen, da gesitt Der, datt se ëmmer eidel stinn e groussen Deel vun der Zäit!

...mä och e positiven Impakt wäert hunn op d'Relatiounen tëschent dem Stat, de Gemengen an de Reliounsgemeinschaften.

Dës Gesetz an domadder d'Trennung vu Kierch a Stat bedeit awer och an den Ae vun der LSAP eng Chance fir d'Kierch, eng Chance, fir sech intern ze moderniséieren, eng Chance, fir sech enger moderner Gesellschaft aus dem 21. Jorhonnert unzepassen. Et ass elo un der Kierch, fir dës Chance ze notzen. Dofir ass et gutt a richtig, datt d'Kierch elo bei d'Kierch kënnt.

An domadder ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Lydie Polfer fir d'DP.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen, mir stëmmen also elo haut of iwwert dee leschten Deel, mat deem d'Konventioun tëschent dem Stat an de Glawensgemeinschaften, an an dësem Fall mat der kathoulescher Kierch, definitiv ëmgëstet gëtt.

Dës Konventioun, déi de 26. Januar 2015 vum Statsminister a vum Aerbëschof ënnerschriwwen gouf, war d'Resultat vun Diskussiounen, jo, vu laangen Diskussiounen tëschent gläichberechtete Verhandlungspartner. An d'Konventioun huet d'Fuerderung vun deenen enge an vun deenen anere berücksichtegt, soudatt d'Regierung an d'kathoulesch Kierch deen Text, deen dobäi erasmus ass, och duerno zesummen der Effentlechkeet konnte presentéieren.

An et héiert een ëmmer nees erëm, an och elo de Mëtten, datt d'Regierung mat dëser Konventioun géif d'Trennung vu Kierch a Stat wierklech wëlle forcéieren. An dobäi stellen d'Konventiounen alles aneschtens wéi eng Trennung duer!

Dës Terminologie vun „Trennung vu Kierch a Stat“ kënnt d'ailleurs och net an dem Regierungsaccord vun 2013 vir, well do heescht et, an ech liesen et vir: «Les réalités sociétales requièrent une remise en cause des relations actuelles entre l'État et les cultes. Les partis de la coalition gouvernementale affirment le principe du respect de la liberté de pensée, de la neutralité de l'État à l'égard de toutes les confessions religieuses ainsi que de l'autodétermination des citoyens.» A weider heescht et nach: «Le Gouvernement dénoncera les conventions existantes pour entamer des négociations avec les cultes, lancer une discussion sur leur financement et redéfinir les relations entre les communes et les cultes.»

Et sollt een also net vun enger „Trennung vu Kierch a Stat“ schwätzen, mä vun enger „Neiregelung vum Verhältnis tëschent dem Stat an deenen eenzelnen unerkannte Glawensgemeinschaften hei zu Lëtzebuerg“. An ech erënneren, an et ass de Mëtten och scho gesot ginn, och un déi sechs Projet-de-loien, déi mer

hei am Juli 2016 gestëmmt hunn an déi d'Finanzierung vun deenen unerkannte Culten zu Lëtzebuerg regelen. Nieft nämleche de Gehälter an de Pensioune vun deenen aktuelle Ministres des cultes vun der kathoulescher Kierch, déi de Stat viru weider bezitt, kréien d'Glawensgemeinschaften all Joers vum Stat nach eng finanziell Enveloppe, mat där si hir Aktivitéite finanzéieren kënnen. An déi ka bis maximal 6,75 Milliounen Euro d'Joer goe fir d'kathoulesch Kierch.

Elong dësé Fait beweist, datt een net vun enger Trennung vu Kierch a Stat ka schwätzen!

Här President, ech wollt déi Präzisiounen maachen, ier ech wierklech elo zu deem Projet de loi kommen, iwwert dee mer haut diskutéieren. Et geet, wéi scho gesot, bei dësem Projet virun allem iwwert d'Besetzverhältnissen bei de Kierchen a Kapellen zu Lëtzebuerg.

Datt dës Fro sech gestallt huet, ass net nei, well - an och dorop ass jo schonn higewise ginn - schonn déi viregt Regierung huet an der Person vun dem deemolege Kultusminister, dem François Biltgen, en Expertegrupp domat chargéiert, Pisten ze zeechnen, fir déi zukünfteg Relatiounen tëschent dem Stat an de Reliounsgemeinschaften ze iwwerdenken. An deen Expertegrupp huet am Oktober 2012 e Rapport mat enger ganzer Rei Konklusiounen a Propositionen virgeluecht; d'Madamm Aderm ass zum Deel schonn drop agaangen. Ech hunn op verschidde Punkten eng aner Liesensaart a -weis, mä ech kommen dorop.

An deem Rapport gëtt kloer op déi awer ganz speziell Situatioun higewisen, datt d'Kierchefabrik fir den Entretien vun de Kierchen zustänneg sinn, awer virun allem d'Gemengen dësen Entretien finanzéieren, entweder well se Propriétaire vun de Kierche sinn oder well d'Kierchefabriken net déi finanziell Moyenen hunn, fir dës selwer ze maachen. Jo, bis haut sinn d'Gemengen obligéiert gewiescht, déi grouss Reparaturen un de Kierchen ze bezuelen, ob se Propriétaire waren oder och net!

Speziell ass och, datt et a ville Fäll guer net kloer war, wien iwwerhaapt Propriétaire vun enger Kierch war an ass! An datt et also iwwerfällig war, dës Onkloerheeten aus der Welt ze schafen, doriwwer si mer eis alleguerten eens, souguer haut de Mëtten hei. Wéi een dat da mécht, do ginn dann d'Meenungen zum Deel ausermeen. Mä dofir ass et ganz normal, datt sech an de Verhandlung fir eng nei Konvention och mat dëser Froe beschäftegt ginn ass.

An deen Expertegrupp do vun 2012, jo, deen huet op zwou Méiglechkeeten higewisen, zwou! An eng dovun - an eng dovun! - war d'Ofschafung vun de Kierchefabriken a fir hir Aufgab souwéi d'Propriétéit vun der kathoulescher Kierch iwwer en neit Organ ze regelen! D'Iddi also dovun, e Fong ze grënnen, en neie Fong ze grënnen, ass net nei! An et ass dofir och net verwonnerlech, datt sech 2015 an der Konventioun op dës Solutioun géeneegt ginn ass. An ouni derbäi gewiescht ze sinn - mä et kennt ee jo awer emol deen een oder deen aneren, deen derbäi war -, mengen ech, kann ech roueg soen, datt dat net op absoluten Drock vun der Regierung geschitt ass!

Der Regierung ass et, wéi gesot, drëm gaangen, datt d'Besetzverhältnissen bei de Kierchegebaier an natierlech d'finanziell Obligatiounen vun de Gemenge gekläert ginn. A wat fir enger Form de Bistum sech duerno organiséiert an deem neie Fong, dat war him iwwerloos, obschonn, an ech kommen herno och dorop zrëck, dat awer net ouni Interêt ass och fir d'Gemengen, besonnesch déi, déi Propriétaire vun hire Kierche bleiwen, well dat ass jo dann hiren zukünftige Partner, mat deem se awer mussen iwwert déi Kierche schwätzen. Mä ech kommen nach dorop zrëck, well den Artikel 4 vun dësem Gesetz mécht do munch Dieren op.

Ech wëll och dofir net méi weider elo op déi Froen agoen, ob elo d'Chamber d'Recht hat, d'Kierchefabriken ofschafte respektiv en neie Fong ze schafen, deen de Besetz vun der kathoulescher Kierch geréiert. De Rapporteur huet dës souwuel a sengem schrëftleche wéi a sengem mündleche Rapport ganz daitlech gemaach. An ech wëll him d'ailleurs fir déi zwou Rapporten e grouse Merci soen an och fir déi Manéier, wéi en eis Diskussiounen an der zustänneger Kommissioun geféiert huet, well och do konnt ech an deenen Diskussiounen näischt vun engem Kulturkampf bei der Iwwerschaffung vun dësem Projet de loi spieren an héieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - D'Regierung an de Bistum hu sech also, wéi gesot, drop géeneegt, d'Besetzverhältnissen bei de Kierchegebaier endgültig ze klären. An d'Approche, déi an der Konventioun festgehale ginn ass, war am Fong eng ganz einfach: D'Gemengen an d'Kierchefabrik sollten am Dialog matenee

festhalen, ob eng Kierch sollt Besetz vun der Gemeng bleiwen oder ginn oder ob se an deen neie Fong sollt iwwergoen. A wann dann d'Besetzverhältnissen kloer waren, wéi dat awer - oft op alle Fall - de Fall war, an den aktuelle Besëtzer d'Kierch weiderhi sollt behalen, dann ass d'Saach och zimlech einfach gaangen. An ech erlabe mer herno - elo ganz geschwënn - méi präzis op dat anzegoen, wat hei an der Stad Lëtzebuerg geschitt ass; dat hu mir esou gemaach!

An anere Fäll ass heiansdo och e bësse méi laang diskutéiert ginn. Och där Situatiounen hate mer. An ech wäert da besonnesch op eng agoen, déi jo och hei schonn op der Tribün erwäant ginn ass, an ech denken do u Beggen.

Et ass awer och festgehale ginn, datt fir d'Kathedral zum Beispill a fir d'Basilika vun lechternach speziell Konventiounen sollte gemaach ginn. Mir hunn dat a grousser Transparenz an op eng ganz flott an onkomplizéiert Aart a Weis fäerdegbruecht mat de Responsable vum Bistum fir d'Kathedral an och mat der Regierung, wou mer den 22. Dezember 2016 ons Konventioun ënnerschriwwen hunn, an där virgesi gëtt, datt d'Stad Lëtzebuerg 125.000 Euro d'Joer bäisteiert fir den Ënnerhalt vun der Kathedral. Déi nämlecht Zomm gëtt vun der Regierung bäigesteiert, ofgesi vun deene grouse Reparaturen, déi géifen néideg gi fir d'Kathedral, do misst et eng speziell Konventioun ginn an do géifen d'Stad an de Stat déi Käschten zu 50% jiddwereen droen.

Dat alles ass virgesinn. A wéi gesot, wann een dat am Dialog ka maachen, da geet dat och relativ gutt iwwert d'Bün. Wann ech dat hei nach eng Kéier ënnerstrach hunn, dann ass dat, well an enger viregter Ried gemaach ginn ass, wéi wann hei net mat de Leit geschwat gi wier oder wéi wann et onméiglech gewiescht wier, mat de Leit ze schwätzen. Deem ass op alle Fall net esou gewiescht!

Mir haten also den Optrag, ze schwätzen. Ech wëllt awer vläicht fir d'Alleréischt nach eppes eng Kéier kloer soen, obschonn et scho gesot ginn ass, a vläicht ganz am Detail: Mä do bausse gëtt net genuch verstanen, datt am Fong, och besonnesch, wa mir dat Gesetz haut elo stëmmen, dann dobaussen an eise Kierchen am ganze Land weiderhi ka Mass gehale ginn, wann dann de Fong dat wëllt!

Ech kann op alle Fall fir déi Gemeng soen, fir déi ech responsabel sinn - an ech kommen dann drop, andeem ech lech e bëssen erzielen, datt dat net esou einfach war an datt do extrem vill Aarbecht hannendrusteet -, datt do näischt wäert änneren, soulaang déi Leit, déi an d'Kierch ginn, och wëlle weiderhin an d'Mass goen a weiderhin hire Glawe wëllen ausüben! An dat ass fir all d'Kierchen an dësem Land dat nämlecht!

Et sinn nëmmen zwou - et sinn nëmmen zwou! - Méiglechkeeten, wou esou Situatiounen kéinte geännert ginn: entweder, datt de Bistum, dat heescht de Bëschof selwer géif froen, aus Grënn, déi dee Moment hir sinn an déi se natierlech wäerten dee Moment och soen: „Mir wëlle fir den Ënnerhalt vun där dote Kierch net méi opkommen, datt do ka Mass gehale ginn.“ A wann déi Kierch dann enger Gemeng gehéiert, da kann déi Gemeng doriwwer fräi disponéieren. Wann déi Kierch dem Fong selwer gehéiert, ma dann hält de Fong, dat heescht de Bistum, ganz eleng déi Decisioun. Dat wier eng Méiglechkeet.

Oder, wann dann eng Kierch wier, déi enger Gemeng géif gehéieren, an d'Gemeng géif wëlle soen: „Ma mir gesinn net méi an, ob do wierklech nach en Zweck ass, fir do eng Kierch ze halen.“ Ier eng Gemeng, géif ech emol mengen, esou eng Decisioun géif huelen, misst schonn eng kloer Situatioun um Terrain sinn, datt effektiv kee méi an déi Kierch géif wëlle goen.

A wat kann d'Gemeng da maachen? Mä dann hântk et dovun of, ob déi Kierch op der Annex II oder op der Annex III ass. Den Här Rapporteur huet et schonn eng Kéier gesot, mä ech soen et nach eng Kéier kuerz: Wann déi Kierch op der Annex II ass, da kann d'Gemeng effektiv dem Bëschof dat mellen, an da kann dat awer, andeem d'Dignitéit preservéiert gëtt, geschéien. Wann se op der Annex III ass, an dat sinn awer iwwer honnert Kierchen - dat sinn iwwer honnert Kierchen! - hei am Land, eleng hei an der Stad Lëtzebuerg der zwielef, kann d'Gemeng net eng Kierch entweien, wéi gesot; oder se kann de Bëschof froen, wa se da géif wëllen eng Kierch entweien. Mä do muss de Bëschof dermat d'accord sinn. A wann de Bëschof dann net dermat d'accord ass, fir déi ze entweien, da muss déi Kierch an de Fong iwwergoen.

D'Situatioun ass also ganz kloer an, géif ech soen, och einfach, überschaubar a gerecht geregelt. Mä muer wäert an där doter Hisicht hei an dësem Land näischt änneren, esou wéi ech dat op alle Fall fir d'Stad gesinn a vun deem, wat ech bis elo héieren hunn.

Mä komme mer dann zu deem soi-disant Manktum un Dialog.

Ech kann op alle Fall dat net bestätegen, ganz au contraire! Mir hunn hei an der Stad 21 Kierchefabriken - 21 Kierchefabriken! -, déi 23 Kierche verwalten. Wéi et kloer ginn ass, datt mer mat deem Projet de loi hei géife befaasst ginn, hunn ech déi 21 Kierchefabriken an de Sall vum Gemengerot invitéiert. Mir hunn dat zesummen duerchgekuckt. Zweemol si se alleguerte komm, an net nëmmen een, mä e puer vun all Kierchefabrik, a mir waren eis eens, datt mer eis d'Méiglechkeet elo géife ginn, an aller Transparenz - an aller Transparenz! - dat ze maachen, wat mer als Optrag kruten, d'Besetzverhältnissen vun deene Kierchen ze definéieren.

An do muss ech wierklech, an ech erlabe mer, dat hei op der Tribün vun der Chamber ze soen, do muss ech dem Service des biens vun der Stad Lëtzebuerg a ganz besonnesch hirem Direkter, dem Här Breger, net nëmmen e grouse Merci, mä e grousst Kompliment maachen. Deen huet déi 21 Kierchefabrik méi wéi eng Kéier gesinn, an doraus ass, kann e wierklech soen, eng Dokteraarbecht, eng Benediktineraarbecht geschitt, well déi Dokumenter, déi se do zesummegeesicht hunn, déi gi bis an d'Jorhonnerten zrëck, wou ganz kloer beluecht ginn ass, wem wat gehéiert.

Fazit vun där Aarbecht, där wierklech extraordinärer Benediktineraarbecht, well dat hei ass nëmmen de Resumé dovun... Jiddweree kann och Abléck doran hunn. Dobäi si véier esou grouss Volumen, wou alles an dem Original derbäiläit. Doropshi war de Fazit, datt vun deenen 23 Kierchen der zwou sinn, déi der Kierchefabrik gehéiert hunn a wou mer mat der Kierchefabrik och ganz eens gi sinn: datt ass d'Glacis-Kapell an dat ass déi kleng Kapell uewen um Kierchberg an der Rue des Maraichers. An déi aner 21 Kierche gehéieren der Stad Lëtzebuerg, dorënner och d'Kathedral, ganz kloer mat Dokumenter beluecht!

Bei deenen allermeeschten, bei 14 Kierchefabriken ass dat och ënnerschriwwen ginn. Siwen hunn net mat ënnerschriwwen, net onbedéngt - net onbedéngt! -, well se d'Propriétéitsverhältnissen a Fro gestallt hunn, mä well se effektiv déi Manéier, wéi virgaange ginn ass eben iwwert de Projet de loi, a Fro gestallt hunn.

Eng Kierchefabrik, mä et war emol net d'Kierchefabrik, et war de Kierchbauveräin vu Beggen, huet do e puer Froen opgeworf, a fir ze soen, mä do kéint een awer soen, et géif dem Kierchbauveräin gehéieren.

Ech gi gären an den Detail dovun an, well et ass u sech interessant, well et weist wierklech och - an ech entschëllege mech elo bei de Kolleegen, déi net aus der Stad sinn -, mä et weist ganz gutt, wéi d'Entwécklung vun dëser Stad war, wat awer eis Haaptstad ass.

Mir hu Kierchen, déi ganz al sinn, déi bis an d'10. Jorhonnert zrëckginn, d'14. Jorhonnert, d'16. Jorhonnert. A mir hunn eng ganz Rei Kierchen, déi eben aus den 30er Jore stamen, wéi d'Stad sech konnt ausdeenen, nodeem d'Festung eben ofgerappt gi war, wou an deene Quartieren, déi do gebaut gi sinn, Kierchen entstane sinn. An déi gi ganz oft - an dat wëll ech dofir ënnersträchen an och deene Leit hire Meritt wierklech unerkennen -, dat geet ganz oft op d'Initiativ vu Leit zrëck, vun eenzelne Bierger, déi hir Kierch wollte maachen. Sou geschitt zum Beispill zu Beggen an och zu Gaasperech. An ech huelen déi zwéi Beispiller, fir lech ze weisen, datt dat guer net esou einfach ass.

Ech huele Gaasperech vläicht vir. Gaasperech huet, well et e Quartier war, deen zur Paroisse Hollerech gehéiert huet, mä deen amgaenge war sech auszubauen, 1932 op engem Terrain, deen hinne gehéiert huet, den Œuvres paroissiales, ugefaangen, eng Kierch ze bauen. Den Architekt war den Här Jean Mackel. A si hunn ugefaangen op hirem Terrain a mat Suen, déi aus der Paroisse koumen. D'30er Jore ware keng einfach Joren, d'30er Jore ware Krisejoren. Op eemol ass et vir an hannen net méi opgaangen an déi nämlecht Œuvres paroissiales sinn un d'Stad Lëtzebuerg erugetrueden a soten: „Wann ech gelift, wann ech gelift, kënnen mer lech den Terrain mat deem, wat dropsteet“ - a wat natierlech nach net fäerdeg war -, „kënnen mer lech dat schenken? Kënnen mer eng Donatioun maachen an Dir obligéiert lech, déi Kierch weiderzobauen a se fäerdeg ze maachen?“

An dat ass dunn och esou iwwert d'Bün gaangen. Dat war 1938, du krute mir duerch Acte notarié, also krut d'Stad Lëtzebuerg d'Donatioun vun dem Terrain mat der net fäerdeger



Kierch, awer mat der Obligatioun, mir misste se fäerdeg maachen, wat d'Stad Lëtzebuerg och gemaach huet.

Firwat hunn ech dat do elo gesot? Mä waart, ech ginn elo zréck op Beggen! Do war et eng äänlech Situatioun. '31 war déi éischt Petitioun vun den Awunner vu Beggen, fir eng Kierch ze kréien. Bis dohinner hu se ofgehaange vu Weimeschkerch, si sinn d'ailleurs eréischt '49 eng eege Paroisse ginn. A si sinn un de Schäfferot erugetrueden, fir ze soen: „Mir géife gären eng Kierch bauen. Gitt ons en Terrain, mir bezuelen, mir siche Suen, mir gi Sue sichen, fir se ze bauen!“

De Schäfferot sot och Jo an de Schäfferot huet hinnen en Terrain zur Verfügung gestallt. Si hu Pläng maache gelooss vun dem Architekt Jentgen an, wéi esou oft, den éischten Devis war 395.000 - déizäit nach Frangen -, an och schonn déizäit sinn d'Devisen herno méi héich ausgefall: Herno waren et der 550.000.

Wuer si se d'Sue siche gaangen? Si hate selwer 44.000 Frang nach vun dem Kierchebauveräin. „An“, sote se, „Mir kréien all Joers esou vill eran“, a fir 300.000 Frang si se en Emprunt maache gaangen. Wien huet fir deen Emprunt d'Garantie ginn? D'Stad Lëtzebuerg! Mä, a ganz richtig, déi éischt Kierch - dat war nach e bësse méi eng kleng wéi elo -, déi éischt ass gebaut ginn duerch wierklech déi ganz generéis Hëllef vun de Leit! An dat muss een unerkennen!

D'Fro war, well an dem Akt steet, d'Stad géif hinnen deen Terrain „céder gratuitement“. An, wahrscheinlech well se héieren hunn, wat zu Gaasperech geschitt war, hunn d'Œuvres, also de Kierchebauveräin vu Beggen, der Stad Lëtzebuerg '38 schnell e Bréif geschriwwen. An ech liesen lech dee gäre vir, fir eben ze weisen, wéi mer an de Fong gaange sinn. Do schreiw se selwer: «A ce sujet...», also am Accusé de réception steet: „Mir soe Jo, Dir kritt deen Terrain“, «...on le cède gratuitement». Da soe si, je cite: «A ce sujet, nous croyons devoir vous faire remarquer que dans nos demandes et entrevues nous n'avons toujours que sollicité l'autorisation de pouvoir construire» - Baugeemeegung! - «sur ledit terrain, lequel resterait propriété de la commune.» Dat heescht, si selwer soten: „Em Gottes wëllen, mir wëllen den Terrain net, haalt deen Terrain! Mir bauen d'Kierch zwar, mä haalt Dir wann ech gelift den Terrain!“

Déi Kierch ass dunn och gebaut ginn. '49 ass Beggen eng eege Paroisse ginn. '60, an de 60er Jore war déi Kierch net méi grouss genuch, an dunn ass d'Kierch vergréissert ginn, esou wéi se haut ass. An deen Ausbau, och do war nees eng Kéier den éischten Devis, dee louch bei 5,5 Milliounen, neen, bei 6,4 Milliounen. A wivill huet et awer herno kascht? 7,1 Milliounen. An dovun huet d'Stad Lëtzebuerg 5 Milliounen eng éischte Kéier, a wéi et dunn nach méi deier ginn ass, nach eng Kéier d'Halschent, 500.000 Frang, bezuelt an all déi Joren alles dat gemaach, wat och der Gemeng hir Kompetenz war.

Ech wëll nëmmen dat hei als déi zwee Beispiller huelen. Mir hu wierklech keng Méi geschiet a keen Dialog geschiet, fir wierklech hei zu gerechten an überschaubare Léisungen ze kommen.

(Interruption)

Dofir, mä ech kommen elo dozou, mir hunn elo vill vun de Kierchefabrikte geschwat, an ech kommen dozou.

Dat hei ass en Dossier, a jiddwereen ass sech d'äers bewosst, dat ass en Dossier, dee mat villen Emotiounen verbonnen ass, well och am 21. Jorhonnert hunn d'Relioun an déi verschidde Reliounsgemeinschaften nach ëmmer hir Plaz zu Lëtzebuerg. A virun allem - awer net nëmmen - d'Unhänger vun der kathoulescher Kierch sinn zählreich an alle Schichten - an alle Schichten! - vun eiser Gesellschaft vertrueden. Si liewen hire Glawen entweder passiv, ganz oft awer och aktiv, andeems se sech am Déngscht vun der Allgemengheet engagéieren.

An ech wëll dofir den Engagement vun deene ville Benevollen - well dat ass benevoll Aarbecht! -, ech wëll deen net nëmmen unerkennen, mä wierklech deenen e grouse Merci soen. Mir hunn an all deene Joren, wou ech d'Geleehheit hat, mat hinnen ze schaffen, exzellent Aarbecht gemaach, wou am Fong och ni gréisser Problemer komm sinn. An ech wëll hinnen dofir mäi Respekt wierklech ausdrécken.

An dofir kann ech eben och gutt novollzéien, dat deen een oder deen aner, dee sech zënter Joren eben engagéiert huet, mat gewësse-

nen Emotiounen an och Ängschten dee Projet de loi hei gesäit. Ech wëll awer an aller Däit-lechkeet betounen an dat ganz kloerstellen, dat d'Gesetz, dat zesumme mam Bistum ausgeschafft gouf, net géint des Leit a géint hir Aarbecht gemaach ginn ass, ganz am Géigendeel! Ganz am Géigendeel! An ech hoffen, dat de Fong och all deene Leit d'Méiglechkeet wäert ginn an Zukunft, sech weider fir hir Kierch ze engagéieren.

An ech kommen op dat, wat ech virun uge-deit hunn: D'Gesetz mécht och do eng ganz kloer Dier op! An ech hoffen, dat eben och dovu profitéiert gëtt.

Am Artikel 4 vun dem Gesetz steet näamlech, bon, fir d'Éischt, dat de Conseil d'administration vun dem Fong also «peut déléguer les pouvoirs qu'il détermine à une ou plusieurs personnes, administrateurs ou salariés du Fonds, pour l'administration courante du Fonds ou pour l'exécution de ses décisions». An da weider, an do gëtt et wierklech interessant an do kann een déi Iddien, déi och haut de Mëtt heit scho gesot gi sinn, iwwerhuelen, hei ginn et Méiglechkeeten, fir déi ze iwwerhuelen: «Le conseil d'administration peut créer des structures de gestion décentralisées du Fonds, sans personnalité juridique propre,» - jo, dat steet dran! - «dont il détermine le nombre, la dénomination, la composition, les missions et le fonctionnement au règlement interne.»

Wann dat do net eng Dier op ass, fir déi vill Asätz, déi vill Leit haten, an net nëmmen déi, déi am Kiercherot waren, mä och nach aner, fir deenen hir Aarbecht hei ze wüdergeen! Ech mengen, dat schéngt mer ganz kloer an ech wënsche mer effektiv an ech wënschen dem Bistum hei eng ganz glécklech Hand, fir wéi gesot iwwert deen do Artikel den Asaz vun deene Leit ze wüdergeen.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Den Debat ass näamlech natierlech mat Emotiounen verbonnen, well d'Leit fäerten, hir Kierch géif hinnen elo geholl ginn. Neen, d'Kierch gëtt hinnen net geholl, ganz au contraire! Oder loosse mer soen, firwat hu mir ons an der Stad... An, Madamm Adehm, ech kann lech nëmme soen, bei ons ass eis Meinung net geännert, weder virun de Wahlen nach no de Wahlen, well mir stoungen alleguete wéi ee Mann oder eng Fra zu deenen Decisiounen, déi mer der Regierung och soumettéiert hunn!

Firwat hunn ech mech effektiv agesat, dat mir all eis Kierche solle behalen? Well ech effektiv der fester Iwwerzeugung sinn, dat dat déi beschte Léisung ass an déi gréisste Sécherheet bitt, fir dat do fir den Ënnerhalt vun deene Kierchen eben och nach, soulaang se dann effektiv fir d'Ausübung vun kathoulesche Glawe genotzt ginn, beschméiglech gesuergt ka ginn. Dat war eis Motivatioun an déi ass, wéi gesot, zu enger ganz grousser Majoritéit och bei ons, souwuel virun de Wahle wéi no de Wahlen, gedroe ginn.

Deene Leit, an all deene Leit, déi sech net nëmmen elo engagéieren - an ech kommen elo net nëmme méi aus der Stad, mä am ganze Land ass dat wahrscheinlech wouer, an all Buergermeeschter heibanne kéint, mengen ech, där dote Geschichten erzielen -, deene Leit wëll ech soen, dat d'Demokratesch Partei d'Kierchegebaier als en Deel vum kulturellen Ierwe vun eisem Land unerkennt an net a Fro stellt. Wat wieren näamlech ons Stied an Dierfer ouni hir Kierchen, déi ganz oft d'Charakteristike vun hirem historiesche Kär ausmaachen?

Ob een elo reliéis ass oder och net, jiddweree misst jo awer agesinn, dat d'Relioun an d'Kierchen zu eisem Land gehéieren an e groussen Deel vun eisem Patrimoine ausmaachen. An dofir ass et eben och wichteg gewiescht, dat mer, dat war op d'mannst mäin Empfänger, zesummen - zesummen! - an der Kommissioun a mat der Regierung eng Rei Ännerungen an deem Projet de loi abruucht hunn. Mir hunn déi zesummen abruucht, fir eben ze erlaben, dat d'Gemenge kënnen nees méi präsent sinn. Well et wier effektiv komesch gewiescht, dat een hätt kënnen en ale Baue-renhaff subventionéieren, fir renovéiert ze ginn, an d'Kierch am Duerf, am Kär vum Duerf net.

Dofir, mir begréissen déi punktuell Verbesserungen, déi gemaach gi sinn. Mir hunn dat zesumme gemaach an, nach eng Kéier, an enger ganz roueger a konstruktiver Aart a Weis. An ech wëll dofir all deenen, déi do matgeholl hunn, e grouse Merci soen, ganz besonnesch och natierlech dem Rapporteur, dem Minister an all de Kolleegen aus der Kommissioun, awer och de Vertrieeder vum Bistum, déi duerch hir onopgereegten a konstruktiv Ergoensaart a -weis awer matgeholl hunn, dat mer zu deem heite Resultat komm sinn. An dat et besonnesch fir si - an dat et besonnesch fir si! - net ëmmer einfach war, ech mengen, dat huet jiddwereen an deene leschte Méint materlieft!

An ech muss soen, ech fannen et jo awer schonn e staarkt Stéck, wann de Mëtt heit op der Tribün gesot gëtt, dat de Bëschof oder de Bistum matgeholl hätt, hei e Projet de loi ze maachen, deen eis Gesellschaft géif ausereendripte loosse! Dat war ganz bestëmmt keng Absicht, weder vun dem Bistum nach vun der Regierung nach vun all deenen, déi hei matgeholl hunn!

An ech kann nëmmen hoffen a wënschen, dat ganz schnell, wann dee Projet elo hei gestëmmt ass - an ech riichten dat besonnesch un déi Leit, déi wierklech echt an iwwerzeegt an och praktikant Katholice sinn -, dat der vill an déi allermeescht a wa méiglech se alleguete mathëllef en eng konstruktiv Aart a Weis, dat dese Projet de loi kann emgesat ginn. Well, an dann zitieren ech awer och, wat nach haut, net méi spéit wéi haut de Léo Wagener am „Wort“ an engem Artikel seet op déi Fro, ob déi Neuordnung e Virdeel oder en Nodeel fir d'Kierch wier, do seet e ganz kloer: „Langfristig wird die Reform für die Kirche von Vorteil sein. Kurzfristig stellt die Umsetzung allerdings eine große Herausforderung dar.“

Dofir, ech hoffen, dat der vill mat guddem Wëlle mathëllef, se konstruktiv emsetzen. An dofir stëmme mir d'Gesetz och mat. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci der Madamm Polfer fir déi ganz Explikatiounen. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roberto Traversini. Här Traversini, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Merci, Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Merci och - meng éischt Remark - un de Claude Haagen fir dee flotten a gudden Rapport an och fir déi flott a fair Diskussiounen an der Kommissioun. Ech hunn e gutt Gefill gehat, dat jiddwereen do konnt dat soen, wat e wollt.

Dat Gesetz, dat mer haut zum Vott virleien hunn, ass e weidert wichteg Puzzlestéck an de Beméiungen, d'Relatiounen tëschent dem Lëtzebuerg Stat an allen unerkannte Kierchen endlech an d'21. Jorhonnert eriwuerzuehelen, e weidert Puzzlestéck, fir eng total verstëbsten an och vun der Praxis schonn deelweis iwwerholle Legislatioun endlech op eng nei, propper, transparent a gerecht juristesche Basis ze stellen.

Och fir all Netexpert dierft kloer sinn, dat des „grouss Botz“ am däischteren a verstëbsten Keller vun de Relatiounen tëschent Stat a Kierche méi wéi iwwerfällig ass. A wann een déi al Gesetzestexte kuckt, déi mat deem heite Projet de loi wäerten änneren, da mierkt een, dat do e groussen Ënnerschied ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Do geet et zum Beispill ëm d'Gesetz vum 18. Germinal vum Joer 10, laut deem kuerzliewege Kalenner vun der Franséischer Revolutioun, oder anescht ausgedréckt den 8. Abrëll 1802. Et geet och ëm den Dekret vum 5. Mee 1806, en aner Dekret vum 18. Mee vum deemselwechte Joer, en Dekret vum 30. September 1807 an natierlech den Dekret vum 30. Dezember 1809 iwwert d'Kierchefabriken. An des Dekrete fousse den Deel op deem omni-néise Konkordat vum 15. Juli 1801 tëschent dem Napoleon an dem Pöpst Pius VII. Dat si Saachen!

Dat sinn alles Texte, déi méi al si wéi eisen haitege Stat, eis Onofhängegkeet oder eis Verfassung.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Fir meng Partei ass dese Projet deemno méi wéi iwwerfällig an et muss ee sech scho wonneren, firwat dat esou laang gedauert huet, firwat dat esou laang blockéiert ginn ass. De Bistum selwer hat schonn 1978, also viru genee 40 Joer, an engem offiziellen Dokument festgehalen, dat de Fonctionnement vun de Kiercheréit net méi zäitgeméiss wier, just dat vusäit vun den deemolege Regierungsen ni eng Reaktioun oder eng Verhandlungspropos komm ass. Dat si 40 Joer hier!

E bësse manner laang hier, virun 20 Joer, huet hei am Haus den haitegen Ausseminister, de Jean Asselborn, gemengt, an ech zitieren e ganz gär: „Ech mengen, an zéng Joer freet keen eis méi, firwat mir eis et am Enn vum Jor dausend nach esou schwéier gemaach hunn, fir anzegesinn, dass de Stat, an eleng de Stat, derfir do ass, déi demokratesch Wäerter vun der Res publica ze vertrieeden, an dass d'Kierchen, an nëmmen d'Kierchen, derfir do sinn, fir déi reliéis Wäerter ze verteidegen. All Amëschung vun der Kierch an de Stat a vum Stat an d'Kierch féiert zu Verzerrungen, déi der Demokratie net dénglech sinn.“

Dat ass e Saz, deen och fir eis Gréng deemools genesou richtig war wéi haut. Allerdéngs sollt den demolegen Deputéierten Asselborn net recht behalen: Déi zéng Joer sinn, wéi mer all wëssen, leider och nach net duergangen. Et huet nach eng Kéier bal 20 Joer an eng Regierung ouni d'CSV gebraucht, bis sech endlech eppes gedoen huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Den Zweck an de Verdéngscht vum haitege Gesetzesprojet si scho laang a breet vum Rapporteur a vun de Virriedner erkläert ginn. Trotzdem ass et mir wichteg, och nach eng Kéier drop hinzewiesen, dat et och fir déi gréng e ganz wichteg Schrëtt ass, dee mir haut mam Stëmme vun deem Gesetz maachen.

D'Haaptzil war et, fir endlech Transparenz a Kloeerheet an iwwer 200 Joer gewuessene Wirrwarr bei de Besetzverhältnissen vu bal 500 Kierchegebaier an eisen Dierfer a Stied ze kréien, genee wéi och Kloeerheet an der Relatioun tëschent Stat, Culte, Gemenge bei der Fro, wie firwat responsabel ass a wie firwat finanziell muss opkommen.

Och do si mer eise Bierger, an zwar alle Bierger am Land, egal ob gleeweg oder net gleeweg, et schëlleg gewiescht, fir des Relatioun ze entstëben an eng nei, kloer, gerecht Regelung zesummen auszuschaffen. An ech denken, dat ass och gelongen!

Ab elo ass d'kathoulesch Kierch fir den Ënnerhalt vun deene Kierchegebaier verantwortlech, déi se fir hir reliéis Servicer brauch. An d'Gemeng gëtt fir déi verantwortlech, déi d'Kierch net méi brauch oder net méi wëllt, a kann dann awer och aner Aktivitéiten do erlaben. An et gëtt och nach eng drëtt Kategorie, wou awer de Bistum muss averstane sinn, fir aner Aktivitéiten unzëbede respektiv dem Gebai eng aner Bestëmmung ze ginn.

Wéi grad gesot, den Objektiv ass erfüllt. Mir hunn do elo eng kloer an eng transparent Opdeelung vun de Gebaier an nei, propper Regeln a puncto Ënnerhalt um Dësch leien.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer dann och, kuerz als Buergermeeschter vun der Stad Déifferdeng awer e bësse vum lokalen Terrain ze erzielen.

Bei de Viraarbechten zu deemem Gesetz hunn esou munch Gemengemammen a Gemengepappen, esou munch Kiercheréit an och de Bistum selwer eréischt richtig gemierkt, wéi onkloer ganz dacks d'Besetzverhältnissen vun de Kierchegebaier, de Paschtoueschhaiser an den Terraine waren, op deene se stinn. Fir etlech Objete gouf et guer keng Kadastreinträg, fir aner Objete gouf et onkloer Enträg. An et goufen der och erëmfonnt, déi de Géigendeel vun deem beluecht hunn, wouvun ee bis elo am Lokalen ausgaange war. Mam Vott an Akraaftriede vun deemem Gesetz wäert domadder Schluss sinn.

Als Buergermeeschter war a sinn ech och direkt betraff a war am direkte Kontakt mat alle Parteien. An ech muss hei ganz kloer soen, mir hate ganz pragmatisch a fair Gespréicher an eng gutt Zesummenaarbecht, wéi mengen ech an deene meeschte Gemengen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - D'Gemeng huet dobäi kengem eppes opgezongen. Mir sinn higaangen an hunn d'Kiercheleit fir d'Éischt emol gefrot: „Wat sinn Är Besoinen? Wéi eng Kierch brauch Der respektiv wéi eng wëllt Der behalen?“, an hunn du gekuckt, ob dat der Gemeng kéint passen. An dank deserer oppener a fairer Gespréichsapproche hu mer och schnell eng Léisung fonnt: eng Eenegung, déi mam Gesetz elo juristesche kloer ass, déi transparent ass an déi och gerecht ass par rapport zu allen Awunner, déi gleewen, déi net gleewen, déi Kierchegänger sinn an déi net Kierchegänger sinn.

An da geet et eis jo och ëm de kulturelle Wäert vun de Kierchegebaier, ëm de Patrimoine culturel, ëm de Patrimoine bâti. An och do gouf an deene leschte Jore ronderëm des Diskussioun an d'Aarbechte vun deemem Gesetz wierklech e Réckstand opgeholl. Et si vill Gebaier geschützt ginn. Grad an de leschte puer Jore sinn elo vill Kierchen als wäertvoll a schützenswäert Gebaier klasséiert ginn. An dat ass och gutt esou! An onofhängeg vun der Fro vun der reliéiser oder zukünftiger och vläicht net reliéiser Nutzung gehéieren des Gebaier säit „eiweg“, wéi een esou seet, zu eise Gemengen an zum jeeweilegen Duerf- oder Stadbild. An dat soll och esou bleiwen. Wa se net ofgerappt gi sinn - dat ass jo och alt virkomm.

(Hilarité)

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll awer och nach e puer méi prinzipiell Iwwerleunge lassginn.



Mir sinn der Meenung, datt d'Relioun an d'Kierchen e wichtege Bestanddeel vun eiser Geschicht, eiser Kultur sinn, datt haut awer Relioun a Glawe Privatsaache sinn. Mir liewen haut an enger anerer Gesellschaft wéi zur Zäit, wou d'Kierchefabriken agefouert goufen. Während Lëtzebuerg deemools relativ uniform kathoulesch war an d'Kierch e selbstverständleche Bestanddeel vu jiddwerengem sengem Liwien, esou ass dat haut net méi de Fall.

Haut lieue mer an enger pluralistescher Gesellschaft. Reliounsfreiheet ass an eise Land verfassungsréchtlech garantéiert. An, an dat ass nach vill méi wichteg, et gëtt se och an der Praxis! Ech maachen dës Nuance, well dat leider net iwwerall op dëser Welt de Fall ass. De Stat muss an deem Sënn dann och de Garant vun der Fräiheet vum Einzelne sinn a muss dofir un éischter Stell reliéis neutral agéieren.

Un zweeter Stell ass et awer genesou wichteg, datt de Stat sech och net an d'Reliounsgemeinschaften améischert an d'Reliounsgemeinschaften sech och net an d'Stats- oder d'Gemeingemeinschaften améischen.

Et kann och net méi sinn, datt de Stat oder d'Gemenge weiderhin déi ganz Infrastrukturen, déi der Ausübung vun der kathoulescher Relioun déngen, ouni ze hannerfroen finanziell droe mussen. Allerdéngs muss de Stat och a senger neutraler Roll sécherstellen, datt gemeiss der Reliounsfreiheet d'Praktizéieren vun der Relioun, an eise haitege Fall der kathoulescher Relioun, weiderhi méiglech bleift.

Wann ech soen, datt de Stat sech neutral vis-à-vis vun de Reliounen a vis-à-vis vun de Bierger hirem private Glawen ze behuelen huet a sech net soll an Interna améischen, da géllt dat natierlech nëmmen esou laang, wéi d'Reliounsgemeinschaften déi gesetzlech Regeln akzeptéieren a respektéieren. An och dofir ass et wichteg, datt mir dat heite Gesetz haut stëmmen. Et ass, wéi scho gesot, e weidere Schrëtt, fir d'Regelen zur Relatioun tëschent de Kierchen engersäits an dem Stat an de Gemengen anerersäits no 200 Joer endlech zäitgeméiss, transparent a gerecht ze definéieren.

Aus deemselwechte Grond vun der Neutralitéit vum Stat a vun der géigesäiteger Neta-méschung ass et awer fir eis och kloer, datt déi aktuell Kontrovers ronderëm eng soi-disant Enteegnung vun de Kierchefabriken kee Sträit mam Innenminister Dan Kersch oder mat der Regierung ass. Un deem Sträit dobaussen ass net d'Regierung schold, och wann Einzelner dat ëmmer nees behaupten!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Dat ass en interne Sträit vun der kathoulescher Kierch, deen och do intern muss geléist ginn. Datt d'Kierchefabriken sollen opgeléist an d'Objeten all eezel an den nationale Fong sollen iwwerfouert ginn, ass keng Iddi vun dëser Regierung. Neen, et ass eng Propos - an dat ass en essenzielle Punkt -, deen zukünftigen Immobilienfong ass eng Propos vun der kathoulescher Kierch selwer!

A fir nach eng Nuance méi ze maachen: Et ass eng Propos vum Bistum, dat heescht, der Chef-étage vun der kathoulescher Kierch zu Lëtzebuerg, mat där awer manifestement net jiddwereen un der lokaler Kierchbasis d'accord ass.

Et geet also ëm intern Meenungsverschiedenheeten oder vläicht souguer ëm e Richtungssträit am Bezuch op déi zukünftige intern Organisatioun vun der kathoulescher Kierch zu Lëtzebuerg. De Bistum a säin hierarchesche Chef, den Aërbëschof, hu manifestement aner Iddien a Pläng wéi een Deel vun hirer Basis, wann et ëm d'Fro vum zukünftigen organisatiounellen Opbau vun der Kierch a speziell ëm d'Gestioun vum lokale Patrimoine vun de Pore geet.

De Stat huet sech un d'Regele gehalten a sech net an innerkierchlech Richtungsstreidereien ageméischert. De Stat huet sech fir seng Verhandlungen un déi kierchlech Hierarchie gehalten a mam Bistum, der offizieller kathoulescher Chef-étage, verhandelt. An op Basis vun enger pragmatischer a flexibeler Approche op béide Säite konnt och e propperen Accord fonnt ginn.

D'Politik huet der Kierch och net gesot: „Mir huelen elo d'Kierchen ewech!“, oder ëmgedréit. An darselwechter Logik, an dat ass och wichteg ze betounen, huet d'Regierung och d'Gemengen net forcéiert, all oder ebe guer keng Kierchegebaier ze iwwerhuelen. Dat ass eng Aufgab, déi de Stat ganz bewusst dem lokalen Niveau iwwerlooss huet, well d'Schäffen an d'Gemengeréit kenne jo am beschten déi lokal Befindlechkeeten, déi finanziell Méiglechkeeten an déi reliéis an zivill Besoinen.

Wat den Accord innerkierchlech als Konsequenzen huet, ob déi kierchlech Entscheedung vun der Reorganisatioun vun de Poren a vun der Verwaltung vun de Lännereien an Im-

moblie jiddwerengem innerhalb vun de Kierchstrukture gefält oder net, dat si Froen, an déi sech d'Regierung ganz berechtigterweis net améischert. An eisen Aen ass et un der kierchlecher Hierarchie selwer, fir mat hire Strukturen a Memberen ze schwätzen an eens ze ginn. A wann de Bistum do ebe weénege kompromësbereet war an d'Kritiker op daf Ouere gefall sinn, da kann een dofir net dem Stat - wéi soll ech dat soen? - de Schwaarze Péiter ginn.

Madamm Presidentin, Dir Damm an Dir Härren, déi gréng schaffe scho laang um Dossier vun enger propperer Entflechtung vu Kierch a Stat. Dat weist sech och ënner anerem dorun, datt an den 80er an den 90er Jore vill Question-parlementaire gestallt gi sinn. Eng entscheidend Initiativ vun eise Groupe parlementaire war d'Ufro bal genee viru siwe Joer, de 7. Januar 2011, fir en Débat d'orientation hei an der Chamber, deen dann de 7. Juni stattfonnt huet.

De Kolleeg Claude Adam huet deemools eis Position zum Thema Trennung vu Kierch a Stat kloergemaach an dräi Motioune virgeschloen, eng zu Konventiounen tëschent Stat a Reliounsgemeinschaften, eng zur offizieller Zeremonie fir Nationalfeierdag an eng zum Wäerteunterrecht an de Schoulen. Eis Motioune sinn deemools zwar all ofgeleent ginn, mä et gouf awer eng alternativ Motioune vun de demolege Regierungsparteien CSV an LSAP ugeholl, op déi sech den Innenminister Dan Kersch bei sengen Demarchen am Kader vun dësem Projet de loi konnt stäipen.

Réckbléckend muss ee soen, datt den Dossier dann ab 2011 ëmmer méi eng staark Dynamik krut. Den demolegen CSV-Kultusminister Biltgen huet en Experte-grupp agesat, fir iwwert déi Froen, iwwert déi mir haut schwätzen, Proposen ze maachen. An dee Groupe d'experts ass a sengem Rapport vom Oktober 2012 zu dräi Konklusiounen komm, déi ebenfals zur Grondlag fir d'Virgeewensweis vun dëser Regierung gehéieren. Eis Gréng freet et natierlech besonnesch, datt den Inhalt vun deene gréng Motioune vun 2011 sech duerno am gréng Wahlprogramm vun 2013 erëmfonnt huet. A well dës Iddien a wäiten Deeler och vun de Kolleegen vun der DP an LSAP gedeelt goufen, si se duerno och am Regierungsprogramm erëmfonnt ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Ënner d'neier blo-rout-grénger Majoritéit sinn dunn och direkt konkret Demarchen ugelaft. Ech schwätzen hei vun der Aféierung vun enger neier weltlecher Feier zum Nationalfeierdag, dem neie Wäerteunterrecht am Secondaire an an de Grondschoulen an der éischter Ännerung vum Dekret vun 1809, déi mir am Februar 2016 an der Chamber ugeholl hunn. Bei deem Gesetz goug et ëm zwee grouss Volen: Den Defizit vun de Kierche muss zënterhier net méi vun de Gemengen iwwerholl ginn an d'Gemenge mussen och kee Paschtoueschhaus méi gratis zur Verfügung stellen. Dës wichteg Moderniséierung goufen deemools mat 34 Stëmmen ugeholl. Just d'CSV an d'ADR hunn dergéint gestëmmt.

Haut steet also mat deem Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, eng weider Ännerung vum Dekret vun 1809 um Ordre du jour. D'Demarche vun der Regierung ass also eng konsequent Weiderentwécklung vun engem Prozess, dee mir scho laang ugestouss hunn.

Ech mengen, op deem Punkt ass all Mënsch d'accord, souwuel hei am Haus wéi och kierchenintern: Zënter enger Retsch Joren ass den Handlungsbedarf, fir déi al Regele vum 18. Jorhonnert endlech ze reforméieren an eng nei, modern a propper gesetzlech Basis ze schafen, ëmmer méi akut ginn. Dës Konsens zum aktuellen Handlungsbedarf kann een, wéi schonn ugedeit, och zur Debatt 2011 am Chamberblättchen noliesen. Ech kann dofir meng Ried net ofschléissen, ouni nach e bëssen op dësen Débat d'orientation anzegoen, wou de Claude Adam 2011 geschwat huet.

Eng vun de Problematiken war justement d'Fro vun de Besetzverhältnissen, vun de Käschtenopdeelung tëschent de Gemengen a Kierchefabriken. A wéi grad gesot, do gouf et schonn en allgemenge Konsens zum Handlungsbedarf, och op CSV-Säit. Deen demolegen CSV-Riedner, den Här Paul-Henri Meyers, huet zum Beispill gesot, an ech zitieren e ganz gär souguer:...

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - ... „Eng drëtt Fro, déi gestallt ass, betrëfft d'Zuel vun de Kierchen, déi vun de Gemengen ënnerhale mussen ginn. Dat ass eng wichteg Fro, déi en net onwesentleche Käschtepunkt duerstellt fir d'Gemengen. Gemengen, déi fusionéieren an déi 18 Kierchen oder Kapelle mussen ënnerhale am ländleche Raum, dat ass schonn eng

wichtig Fro an et kann een déi net einfach ignoréieren. Et muss ee sech där stellen an et muss ee kucken, wéi déi Problematik ka geléist ginn.“

Haut läit eng Léisung um Dësch. Bis elo hunn d'Gemengen all d'Ennerhaltskäschten an d'Defiziter vun de Kierchefabriken missen droen. An Zukunft dréit d'kathoulesch Kierch selwer e gudden Deel vun de Käschten.

An deem Kontext kann ech dann och net anescht wéi feststellen, datt dës Léisungspropos, op déi sech Politik a Bistum géenegt hunn, dach erstaunlech no un der grénger Propos vun 2011 läit. An ech zitieren de Kolleeg Claude Adam: „Duerfir géif eis eng zweet Méiglechkeet vill besser gefalen: D'Gemengen trieden d'Kierchegebaier un d'kathoulesch Kierch of, an d'Kierch muss dann och selwer fir den Ennerhalt vun hire Gebaier opkommen. D'kathoulesch Kierch kann da selwer entscheiden, wéi vill Gebaier se behale wëllt an ënnerhale kann. Déi Gebaier, déi se net brauch, ginn dann zrëck un d'Gemengen a kënnen dann eng nei Destinatioun kréien.“

(Interruptions)

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, zum Schluss nach eng Keier déi gréng Position ze resuméieren. Mir stëmmen haut iwwer e Léisungssusatz of, deen no laangem Hin an Hier an no ganz villen Diskussiounen engersäits e gesonde Kompromëss duerstellt tëschent dem Bistum engersäits an anerersäits der öffentlecher Hand. Et ass an der Logik awer och e Kompromëss am Sënn vun enger strikter Trennung vu Stat a Kierch. A mengen Aen, an den Ae vun der grénger Fraktioun ass dësen Text awer net just e Kompromëss, mä eng wierklech gutt Léisung. Et ass eng Léisung am Interêt vun der Saach a si ass och konform mat der Verfassung.

Mat den Zweifel un der Verfassungskonformitéit, déi nach ëmmer vusäit vun de lokale Kiercheréit kommen, hat sech de Statsrot laang beschäftegt an ass zum Schluss komm, datt dës Gesetz eis Verfassungsregele respektéiert, all! Engersäits läit de Ball elo bei der Kierch, déi ab elo selwer bestëmmen kann, wat hir Besoine sinn a wéi vill Responsabilitéit a Käschte si iwwerhuele wëllt. Anerersäits ass et och eng modern an zäitgeméiss Approche, vun där all Bierger profitéieren. D'Kierchegebaier, déi net méi gebraucht ginn, kënnen ëmfunktionaliséiert an doduerch weiderhi sënnavoll fir d'Allgemengheet genotzt ginn. Am Ausland ginn et scho ganz flott Beispiller, sief et fir Bibliothéiken, Centre-culturellen, sozial Wunnengen, Hoteller, Gastronomie an esou weider.

A wéi scho gesot, dës Approche erlaabt et och, datt déi historesch a kulturell wäertvoll Kierchegebaier onofhängeg vun hirer reliéier oder ziviller Nutzung als architektonesche Patrimoine erhale bleiwen. D'Kierch bleift also definitiv am Duerf!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschten, an och Merci dem Minister fir déi gutt a laang Aarbecht, déi Der geleescht hutt. An ech soe „mengem“ Dan och Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci dem Här Traversini. Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur, de Claude Haagen, fir säi Rapport an och fir d'Aarbechten an der Kommissioun, wéi hien déi geleet huet an déi ganz fair an objektiv gelaf sinn, och wa mer net alleguerten déiselwecht Meenung haten.

D'Gesetz vun haut ass de Schluss vun enger Rei vu Gesetzer, déi an dëser Legislaturperiod am Zesummenhang mat der Trennung vu Kierch a Stat vun dësem Parlament gestëmmt gi sinn. E Réckbléck, wat schonns an dëser Legislaturperiod gemaach ginn ass, brauch ech net méi am Detail ze maachen, dat hu jo och scho meng Virriedner gemaach. Mä et muss een awer drop zrëckgoen, wou den Ufank war!

An zwar war den Ufank vun deem ganze Prozess de Referendum vum 7. Juni 2015, wou véier Froe sollte gestallt ginn. An déi véiert Fro war, ob d'Gehälter an d'Pensiounen vun de Paschtéier sollte vum Stat bezuelt ginn oder net. Duerch déi Fro ass de Bistum deemools erpresst ginn, fir ebe mat der Regierung an d'Diskussioun ze trieden, oder déi Fro géif am Referendum bestoe bleiwen. Net nëmmen de Bistum ass erpresst ginn, mä och d'CSV ass deemools erpresst ginn. An et huet misse kuerzfristeg en Accord fonnt ginn tëschent der CSV an de Majoritéitsparteien, ech menge bannent zwou Nuechten, fir do eng nei Formulierung vun dem Artikel vun der Verfassung ze fannen, wat dunn och geschitt ass an hei an der Chamber an enger Motioune och deemools ugeholl ginn ass.

Et war also um Ufank vun der Prozedur, géif ech soen, e clevere Schachzuch vun dëser Regierung, fir eben de Bistum an d'CSV souze-soen ze erpressen, fir se op dee Wee hei ze kréien.

D'Ofschafung vum Reliounsunterrecht war eng weider Etapp an der Grondschoul. An am Secondaire ass en ersat ginn duerch de Wäerteunterrecht. Et ass eng Petitioun gemaach ginn, wou iwwer 25.000 Leit ënnerschriwwen hunn. Et war eng Protestmanifestatioun am Abrëll 2014 mat 2.500 Leit. Alles dat huet awer dës Regierung, déi jo ugetrueden ass, fir méi Transparenz, méi Demokratie, méi Matsproocherecht vun de Bierger ze garantéieren, net an hirem, ech soen et: „blannen Haass“ géint d'kathoulesch Kierch gestéiert!

(Interruption)

D'ADR huet géint dës Gesetz gestëmmt. Mir sinn a bleiwe fir de Choix. D'CSV huet och géint dës Gesetz gestëmmt, huet awer, dat muss ee fairerweis soen, an hirem Wahlprogramm d'Ofschafung vum Reliounsunterrecht am Secondaire stoe gehat.

Och d'ADR ass fir eng Trennung vu Kierch a Stat - mir hunn déi schonn e puermol an eise Wahlprogramm stoe gehat -, awer eng Trennung am Dialog mat de Kierchen an de Kierchefabriken an net mam Zil, d'kathoulesch Kierch wëlle füttizemaachen oder ze schwächen, mä am Respekt vun deem, wat d'Kierch an der Geschicht vun eise Land geleescht huet an och an Zukunft nach leeschte wäert a leeschte muss.

Wann dës Gesetz och muss ofgeleent ginn, esou huet et dach awer e positive Punkt, nämmlech datt d'Proprietéitsrechter vun de Kierchen ee fir alle Mol gekläert ginn. Ech mengen, dat war eng Suerg, déi jiddwereen hat, well mer doriwwer ni kloer Verhältnissen haten. Kee wusst, virun allem net an de Gemengen: Wat gehéiert der Gemeng, wat gehéiert der Kierch? Leider sinn och hei nach verschidde Punkten, déi net kloer sinn, déi onkloer sinn.

D'Madamm Polfer huet haut de Mëtten de Standpunkt vun der Stad Lëtzebuerg hei vertueden. A sécherlech wäert déi dote Fro och nach an deenen nächste Wochen a Méint fir Gespréich suergen an et wäert och nach net um Enn sinn, wat vläicht definitiv an alle Situations d'Proprietéitsverhältnissen ubelaangt.

Da komme mer awer direkt op déi negativ Säit, d'Ofschafung vun de Kierchefabriken, déi iwwer 200 Joer al sinn hei am Land, wou Dausende vu Leit benevoll am Interessi vun der Kierch, eise Wäerter an eiser Kultur geschafft hunn. Déi 285 Kierchefabriken gi mat dësem Gesetz einfach ofgeschaaft! Et ass emol net mat hinne geschwat ginn! Jo, d'Regierung huet souguer refuséiert, mat der Vertriedung vun de Kierchefabriken, dem SYFEL, ze schwätzen an huet dem SYFEL emol keng Entrevue accordéiert.

D'Madamm Polfer huet mat Recht virdrun hei gesot, datt den Dialog stattfonnt huet, awer dat war um Niveau vun de Gemengen, tëschent Gemengen a Kierchefabriken. Awer um nationalen Niveau huet keen Dialog mat der Vertriedung vun de Kierchefabriken stattfonnt. D'Chamberskommissioun huet de 24. Juli d'lescht Joer de SYFEL empfaangen, a mir waren do bass iwwerrascht, wéi op eemol den Innenminister an der Kommissioun präsent war. Ech hu bei mir geduecht: „Dee Culot muss een hunn, de SYFEL als Minister an als Regierung net ze empfanke, ze refuséieren, a wann d'Chamber se dann invitéiert, da sech awer op eemol einfach mat un den Dësch ze setzen!“

Dat huet natierlech Protester vun eiser Säit erfuerdert, an de Minister hat dat och séier erkannt an agesinn, datt et besser wier, wann e sech géif aus der Kommissiounssëtzung zrëckzéien. Wann de Minister wierklech gären de SYFEL gesinn a geschwat hätt, hätt hien e jo kënnen invitéieren, och nach duerno! An et soll een net eng Chamberskommissioun messbrauche fir eppes, wat een als Minister net de Courage hat, fir selwer ze maachen.

(Interruptions)

Dës Gesetz ass bewusst op d'Ofschafung vun de Kierchefabriken ausgerichtet. Dat war vun Ufank un d'Zil. Mëttel dozou war d'Argument, d'Gemengen aus der Obligatioun erauszehuelen, sech finanziell un den Dépensé vun enger Par ze bedeelegen. Duerfir ass de Fong geschaf ginn. D'Iddi war, méiglechst vill Kierchegebaier an de Fong ze iwwerginn. D'Resultat wier gewiescht, wa ganz vill Kierchen an de Fong komm wieren, datt de Fong hoffnungslos iwwerbelascht gi wier an hätt missen a Rekordzäit quasi Faillite erklären.

Doriwwer eraus hat de Projet de loi virgesinn, datt d'Gemengen dem Fong keng Subventiounen dierft ginn, oder de Fong dierft keng Subventiounen vum de Gemengen akzeptéieren. E schlaue Wee vum der Regierung, fir d'kathoulesch Kierch esou ze schwächen an zumindest ze versichen, se kleng ze maachen.

Dëst Attentat op d'Kierch ass awer Gott sei Dank ofgediert ginn, éischten, well nëmmen 128 Kierchen an de Fong iwwergaange sinn an 355 Kierchen am Besëtz vum de Gemenge bliwwen sinn, wat 73% ausmécht. Et kann een also soen, opgeréint ronn 25% sinn am Fong a 75% bleiwe bei de Gemengen. An zweetens, well de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet zur Regierungspropositioun, de Fong dierft keng Subside vum de Gemenge kréien an unhuelen.

Och de Gemengeverband Syvicol huet sech dergéint opposéiert, well d'Gemengenautonomie domadder géif ennergruewe ginn. D'Regierung huet doropshi missen noginn, soudatt elo d'Gemenge sech iwwer e Subsid oder eng Konventioun un de Restauratiounsarbechten u Kierche kënnen finanziell bedeelegen.

D'CSV hat an der Kommissioun en Amendement erabruucht, deen och déi Subventioun virgesinn huet mat engem Maximum vu 75%, wat am Fong méi schlecht war, wéi dat elo zum Schluss am Gesetz festgehale ginn ass, well do war kee Plaffong virgesinn, wat d'CSV och dozou gefouert huet, datt se an der leschter Sëtzung hiren Amendement zréckgezunn huet, well et wier eng Verschlechterung vis-à-vis vum Gesetz gewiescht.

D'Kierchen an hirer Gesamtheit si bái Wäitem dee gréisste Patrimoine culturel, dee mer hei am Land hunn. An et ass duerfir och nëmmen normal a wichteg, datt souwuel de Stat wéi och d'Gemengen nient dem Propriétaire fir den Erhalt vum deem Patrimoine suergen a mat responsabel sinn.

Ech mengen, et ass keen heibannen, an dat ass an den Diskussiounen erauskomm, deen dat a Fro stellt. Da muss mer och, wa mer dat éierlech mengen, responsabel derfir suergen, datt eis Kierchen a Kapelle queesch duerch d'Land, déi jo awer haut relativ alleguer an engem gud-den Zoustand sinn, och fir déi kommend Generatiounen e Bild bleiwe vun enger schéiner Kultur, soudatt mer keen Interêt hunn... Ech war a Frankräich. Wann Der do d'Kierche kucke gitt, do ass och eng Trennung vu Kierch a Stat duerchgeze ginn, a wann een do vill Kierche kucke geet, wat och e formidable Patrimoine culturel ass, wéi dee lues a lues futtigeet, dat ass einfach schued. An esou eppes dierft hei an deem Land net virkommen!

Zu de Kierchefabriken an dem Fong awer selwer: Hei ginn einfach iwwer Gesetz d'Kierchefabriken ofgeschaaft, e Fong gëtt geschaaft an d'Propriétéiten an de gesamte Patrimoine vun de Kierchefabrick ginn op de Fong iwwerschräwwen. D'Kierchefabriken hu schonns zënter 200 Joer, ier et e Lëtzeburger Stat ginn ass, eegestänneg als Personnes morales fonctionnéiert a selbststänneg Akte gemaach an ënnerschriwwen. Datt si ënnert der Tutelle vum Bistum stoungen, beweist hir organesch Eegestännegkeet, soss hätten d'Vertreider vum Bistum selwer déi Akten ënnerschriwwen.

Dës fir eis gesetzlech Expropriatioun ass duerfir verfassungswiddreg, well d'Kierchefabrick keng staatlech Etablissementer sinn, mä Organismes de droit privé. De Fong soll eng Personne morale de droit public ginn a gëtt «placé sous le contrôle de l'Archevêché».

D'Fro, déi ee sech hei muss stellen: Wien ass dann elo Propriétaire vum Fong? D'Kierchefabrick gëtt et net méi a si gehéieren och net dem Bistum. Se si just ënnert der Kontroll vum Bëschof. Si sinn also selwer vu sech Propriétaire, awer et ass keng Kierchefabrik méi do an de Bistum ass och net Propriétaire. De Stat huet och vill Etablissementer a Fongen, mä do ass de Stat Propriétaire. Hei ass de Fong just ënnert der Kontroll vum Bëschof.

Normalerweis, wa Propriétéiten de Besëtzer wiesselen, ginn Akte gemaach an ënnerschriwwen. Hei ginn einfach per Gesetz d'Besëtzerverhältnisse geännert. Et ass eng Expropriatioun, wou de Propriétaire, nämlech d'Kierchefabriken, zu kengem Moment, net mat engem Wuert oder engem Brëif kontaktéiert nach gefrot ginn ass, jo, wéi virdu scho gesot, net emol vum der Regierung oder dem Minister empfaange ginn ass!

Wat d'Propriétéite vum de Kierchefabriken ugeet, huet weder de Bistum nach de Stat ausser hirer Kontrollfongionnet eppes ze soen a

schonns guer näscht ze decidéieren an ze ënnerschriwwen, genausou wéi dëst Gesetz sech op eng Konventioun baséiert, déi eiser Meinung no keng juristesche Basis huet. Weder de Bëschof nach den Innenminister oder soss e Regierungsmember waren a si kompetent, fir esou en Dokument ze ënnerschriwwen. D'Folleg vum dëser an eisen Aen illegaler, verfassungswiddreger Expropriatioun ass dann elo sécher, datt Prozesser bis zur Cour constitutionnelle a bis op Stroosbuerg wäerte féieren. Hei gëtt dann och iwwert déi Froen decidéiert, wou de Statsrot a sengem Gefällegkeetsavis stillschweigend driwwer ewechgaangen ass.

Dëst Virgoen ass kee Respekt, och wa Virriedner hei vum onheemleche Respekt virum Benevolat vun all deene Leit geschwat hunn, mä dës Virgoensweis ass kee Respekt vis-à-vis vum deenen Dausende vu Leit, déi an eiser Geschicht benevoll an de Kierchefabriken iwwer 200 Joer geschafft hunn, am Interessi vum der Kierch, eise Wäerter an eiser Kultur.

Dëst Gesetz gëtt elo mordicus duerchgebaatscht, amplaz datt dës an aner Froen virun allem an aller Rou gekläert gi wieren.

Nach ee Wuert zum Verhältnis vu Bistum a SYFEL. Datt et grousse Differenzen tëschent dem Bistum an de Kierchefabrick gi sinn an och nach ginn, huet natierlech d'Regierung arrangéiert. Esou hunn den Innenminister an de Statsminister dat och ëmmer genësleech zum Ausdruck bruecht, andeems se soten, wann de Bistum an d'Kierchefabrick sech an engem Accord géifen eens ginn, hätt d'Regierung kee Problem, deen Accord am Gesetzestext ze iwwerhuelen.

Op RTL sot den Här Innenminister: „Et ass e Problem tëschent dem Bistum an dem SYFEL. Wa si sech eens ginn, stinn ech net am Wee.“ D'Regierung hat sécherlech net mat engem Arrangement an engem Accord tëschent dem Bistum an dem SYFEL gerechent, well wéi deen Accord do war, wollten d'Regierung an den Innenminister näscht méi vun hiren Aussoen a Versproche vu virdu wëssen.

A wann hei virdu gesot ginn ass vu Majoritätsdeputéierten, datt et de Bistum gewiescht wier, deen dat proposéiert hätt, dann huet dat d'Regierung arrangéiert! Mä hei muss ee soen, hei hunn de Bistum an de SYFEL eng Léisung, en Accord presentéiert. Firwat huet d'Regierung dann deen Accord net ugeholl, deen tëschent dem Bistum an dem SYFEL war? Do gesäit ee ganz kloer, datt et net de Bistum an de SYFEL waren, déi d'Ursach waren, mä d'Regierung wollt dee Fong do kréien a wollt och déi Expropriatiounen esou duerchzéien.

Madamm Presidentin, datt de Bistum sech beim Referendum erpresse gelooss huet, dat Spillchen och zum Deel matgemaach huet, ass fir vill Leit onverständlech. Et kann dach sécherlech net sinn, datt de Bistum nëmmen um Verméige vum de Kierchefabriken interesséiert wier an net um gudden Fonctionnement vum hiren Paren! Dat gleewe mir net.

D'Kierchefabrick waren dach averstanen, tëschent de Kierchefabriken eng gewisse Solidaritéit spillen ze loosse, a wou méi räich Kierchefabriken een Deel vum hirem Patrimoine gäre mat anere Kierchefabrick gedeelt hätten. Haut ass gesot ginn, datt wier net méiglech gewiescht opgrond vum Gesetz. E Gesetz kann een änneren! Dee Beweis kréie mer haut hei. Wann dat also de Wonsch war vum de Kierchefabriken, hätte mer dat Gesetz jo kënnen deementspreechend änneren, wann et esou net hätt solle méiglech gewiescht sinn.

An eleng och elo duerch d'Tatsach vum der interner Reorganisatioun vum de Paren, wou et méi grousse Pare ginn an doduerch Paren zesummegeleucht ginn, wier eng Solidaritéit tëschent de Kierchen entstanen, well eben do méi Kierchefabriken an enger Par zesumme sinn.

Madamm Presidentin, ech gesinn, meng Zäit ass schonns eng Minutt ofgelaf. Ech soen lech Merci, Madamm Presidentin, datt ech déi Minutt da weider kréien.

Zum Schluss wëll ech soen, datt mat de Gesetz, déi an dëser Legislaturperiod am Zesummenhang mat der Trennung vu Kierch a Stat gestëmmt gi sinn, a mat deem wat haut gestëmmt gëtt, d'Regierung, ënnert der Leedung vum enger Lénker Regierung DP/LSAP/Gréng, ënnerstëtz vum de Lénke Kollegen, et wierlech fäerdegbruecht huet, d'Basis ze leeën...

(Interruptions)

► **Une voix.** - En marche!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - En marche, jo! ...d'Basis ze leeën, fir de Versuch ze maachen, d'kathoulesch Kierch mëttelfristeg futtizemaachen, wat hinnen net wäert geléngen, mä si wäerte se heiduerch staark kënnen schwächen. A mat der Kierch gëtt dann och automatesch e Stéck vun eiser Geschicht, eise Wäerter, Traditionen an e Stéck vun eiser Identitéit futtizemaach.

D'ADR wäert sech net dorunner bedeelegen a géint dëst Gesetz stëmmen. A mir versprochen, datt, wann d'ADR an der nächster Regierung vertrauede wier,...

(Brouhaha)

...dëst Gesetz géif ofgeännert ginn.

(Brouhaha et hilarité)

Dir hutt alleguer e gelungen Demokratieversteedemech!

(Interruptions)

Mir hunn als ADR Vertrauen an d'Wieler. A mir versprochen, datt, wann d'ADR an der nächster Regierung vertrauede wier, géif dëst Gesetz ofgeännert ginn, fir datt d'Kierchefabriken erëm zu deem kommen, wat hinne gehéiert. Ob eng CSV bereet ass, mat op dee Wee ze goen...

(Interruption)

...an de Wielerwëllen ze respektéieren, dat gesi mer dann nom 14. Oktober. Ech soen lech Merci.

(Brouhaha et hilarité)

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Merci, Här Gibéryen.

► **Une autre voix.** - Dir sidd e Witzbold!

► **Mme Simone Beissel, Présidente de séance.** - Als nächste Riedner hunn ech ageschriwwen: den Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. No där kabarettistescher Alag hei vu mengem Virriedner, deen dovunner dreemt, datt et hei zu Lëtzebuerg eng Lénksregierung géif gi mat der Ennerstëtzung vum der Lénker, deem wëllt ech awer entgeinthalen, datt, wa mer iergendwann eng Kéier...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, neen, ech hat gesot, datt et géif e Gesetz gi vum enger Lénksregierung mat der Ennerstëtzung vum der Lénker!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, ech géif dës Regierung net als „Lénksregierung“ qualifizéieren. Mä mir kënnen eng Kéier de Bilan maachen, Här Gibéryen, wéi eng Fraktioun, d'ADR oder déi Lénk, méi Projete vum der aktueller Regierung mat ënnerstëtz a mat votéiert huet. An ech mengen, datt Der dann esou Aussoe wéi déi dote relativiséiert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Madamm Presidentin, bis op eben elo just mäi Virriedner war et jo eigentlech eng ganz roueg Diskussioun, déi ganz sachlech an onpolemesch ofgelaf ass an déi och deem entgéintgesprach huet, wou et heiansdo dobausse gewierkt huet, wéi wann hei e Kulturkampf amgaang wier. Dat ass net de Fall. Hei verübt och, mengen ech, keen en Attentat op iergenden aneren. Dat ass net de Fall. Ech hu virdu der Madamm Polfer intensiv nogelauschert an ech hunn ee Moment geduecht: „Wa se elo esou weiderfiert, da fänkt se geschwënn un den Te Deum unzestëmme“, esou solennel war d'Stëmmung an esou kollegial. An esou eng respektvoll Attitüd och par rapport zur kathoulescher Kierch als Ganz, mengen ech, huet déi lescht dräi Joer oder déi lescht véier Joer markéiert.

Duerfir ass et och net richtig, wann d'Madamm Adehm an enger vun hiren éischten Ausféierunge gesot huet, datt d'Regierung elo kéint soen, et wier Mission accomplie, d'Trennung vu Kierch a Stat wier domadder quasi ofgeschloss. Well ech mengen, datt hei ass keng Trennung! Et ass eng Entflechtung vum de Relationen tëschent der öffentlecher Hand an de Kierchen, an der Kierch, an deem Fall der kathoulescher Kierch. Et ass eng Reform, déi an deene leschte véier Joer a verschidde Etappe virgeholl ginn ass: d'Ofschaf vum Reliounsunterricht als Deel vun der öffentlecher Schoul, déi öffentlech Subventiounéierung, also d'Konventiounen si reforméiert ginn.

An elo kënt den zweeten Akt vum der Reform vum de Kierchefabriken, wou mer virun zwee Joer schonns d'Obligatioun, fir d'Paschtoueschhaiser ze finanzéieren, vum de Gemengen ewechgeholl hunn, gradesou wéi den Defizit vum de Kierchefabriken, dee misst duerch d'Gemenge finanziert ginn.

An deenen dräi Haaptberäicher, iwwert déi mer elo schwätzen, kann ee sécher mat der Regierung iwwert d'Envergure diskutéieren, iwwert d'Vitesse, iwwert d'Ausmooss oder verschidde Modalitéiten, déi mir och eventuell anescht gesinn hätten. Mä op jidde Fall muss een awer der Regierung zugestoen, datt mer grundsätzlech an enger Approche eens sinn, nämlech datt d'Relioun an d'Reliounen als Glawensinhalt näscht mat der institutioneller Struktur vum Stat ze dinn hunn an datt emgekéiert och de Stat sech gefällegst erauszehalen

huet aus der interner Organisatioun vum de Reliounsgemeinschaften.

An Entflechtung heescht am Géigesaz zur Trennung net, datt een näscht méi mateneen ze dinn huet, well och nom Akraaftriede vum deem heite Gesetz wäerten op kommunalem Plang déi eenzel reliéis Communautéiten nach mat der öffentlecher Hand ze dinn hunn, an och deemno wéi souguer finanziell ze dinn hunn.

Déi kathoulesch Kierch huet bis viru Kuerzem, an do sinn och schonns eng ganz Rëtsch Virriedner drop agaangen, eng ganz Rëtsch Privileegie gehat, déi aus historesche Grënn gewuess sinn an déi eng reell Bevirdelegung par rapport zu anere Glawensgemeinschaften oder och Netglawensgemeinschaften duergestallt hunn. Dës Privileegie waren u sech schonns en Anachronismus a si waren awer och virun allem net ugepasst un déi gesellschaftlech Realitéite vun haut.

D'Madamm Polfer an den Här Traversini hu virdu an e bëssen aus hire Gemengen erzielt. Ech wëll dat dann och maachen.

Wéi ech als jonke Gemengerot virun zéng Joer zu Esch an enger vu mengen éischte Sëtzunge konfrontéiert war mat engem Punkt um Ordre du jour, wou droggestanen huet, datt d'Gemeng misst hiren Accord ginn, datt eng Kierchefabrik zu Esch kéint eng Successioun unhuelen - well eng Madamm gestuerwe war a si hat an hirem Testament festgehalten, datt dat d'Kierchefabrik sollt zeguttkommen -, war ech bass erstaunt, datt mer net 1809, mä 2009 an der Situatioun waren, datt e Gemengerot doriwwer ofzestëmme hat, wat mat dem Testament vun enger Fra geschitt, déi der kathoulescher Kierch, an deem Fall an der Form vum der Kierchefabrik, wollt eppes vermaachen. Och dat loosse mer mat deem heite Gesetz sinn. Och déi Tutelle iwwert d'Kierch loosse mer sinn, d'kathoulesch Kierch an deem Fall.

Wat bedeit dësen Text elo? Bon, eng 285 Kierchefabrick ginn elo am Fong zesummegefouert. Dëst ass geschitt am Accord mam Bistum, also am Accord mat der kathoulescher Kierch! Also, et kann een net soen, datt d'Kierch als Ganzt virun e Fait accompli gestallt gi wier oder iwwert den Dësch gezu gi wier, erpresst gi wier! Et ass eng Iddi, déi scho méi al ass wéi d'Fro nom Referendum. An d'Kierch war eigentlech Demandeur fir esou eng Reform a si war Initiateur vum enger Iddi, fir esou e Fong ze schafen.

Dës Zesummeffaassung, dës Regruppéierung vum deene ville Kierchefabriken an am Fong elo enger grousser Kierchefabrik ass och parfaitement legal. Wann een eppes un de Kierchefabriken ännere wëllt - an ech mengen, do gëtt et awer vläicht bis op d'ADR e Konsens -, da muss een dat iwwer Gesetz maachen, well d'Kierchefabrick sinn och iwwer Gesetz geschafte ginn. Also kann een all Ännerung, déi mat hinnen an dorunner geschitt, och just iwwer Gesetz maachen.

An de Fong huet d'Form, d'juristesche Form vum der Personne morale de droit public, dee gëtt ugesi wéi en Etablissement public, also och déi Form, wéi de Statsrot bis elo déi eenzel Kierchefabriken ugesinn huet. Duerfir kann een, mengen ech, beim allerbeschte Wëllen net vum Expropriatioun schwätzen.

A genee duerfir ass dat heiten och keng Trennung am strikte Sënn, well dësen Etablissement public huet awer och eng ganz bestëmmte Kuriositéit: E steet nämlech net ënnert der Autoritéit vun engem Minister oder engem Ministère, mä e steet ënnert der Autoritéit vum Äerzbëschof, deen d'Membere vum Conseil d'administration nominéieren oder revoquéieren kann.

Dat ass definitiv keng Trennung vu Kierch a Stat, mä dat ass e Wee gesicht zu enger Entflechtung, e Wee, deen, wann ee sech d'Komplexitéit vum Dossier ukuckt, sech och eis awer als en net nëmme gangbaren, mä och sënnevolle Wee duergestallt. Och wann ee sécherlech hätt kënnen - net dovunner dreemen, mä awer - méi wäitsichteg sinn a soen, déi Entflechtung hätt nach misse méi wäit goen. Mä ech mengen, datt an deenen heite Circonstancen an ouni wëllen e Kulturkampf lasszetrëppelen et eng sënnevoll Initiativ ass.

Den Text huet awer och virun allem de Virdeel, datt en Transparenz schafft an och endlech d'Besëtzerverhältnisse klärt, datt d'Tutelle vun der öffentlecher Hand, déi bis elo bestanen huet, reduzéiert gëtt, datt d'öffentlech Hand net méi an deem Conseil d'administration vertrauden ass an datt en toute autonomie de Bistum kann iwwer seng eege Propriétéit, am Kader vum Gesetz natierlech, decidéieren.

An ech mengen, et soll ee sech awer och näscht vermaachen! Dee Fong, dee Patrimoine vun deenen 285 Kierchefabriken, deen elo an ee Fong regruppéiert gëtt, dat wäert en zimlech enorme Patrimoine sinn, wahrscheinlech

ee vun deene gréissten Immobiliebesëtzer hei am Land. Well déi eenzel Kierchefabriken hunn deelweis och ganz vill Immobilie gehat, an et ass dovunner auszegoen, datt d'ekonomesch Aktivitéiten, déi dee Fong mécht an déi e rationell maache kann, datt en déi méi rationell vläicht maache kann, wéi wann en ënner 285 opgedeelt ass, an datt dee sécherlech wäit dovunner ewech ass, fir ganz deemächst wäerten a Faillite goen ze mussen.

An duerfir och den zweete grouse Punkt, d'Propriétéit, déi endlech gekläert ginn ass, engeréisäts deelweis an engem laange Prozess, wou ee probéiert huet, Akten ze retabléieren oder ze kucken, wem wat gehéiert. Mä awer och d'Propriétéit am Sënn, datt souwuel d'Gemenge wéi och de Fong opgefuerdert gi sinn, eng Responsabilitéit ze iwwerhuele fir hir eege Propriétéit. Dat heescht, wann de Fong Besëtzer ass vun engem Édifice religieux, dann ass et och de Fong, dee fir d'Reparaturen, d'Fassadenarbechten et cetera opkomme muss, esou wéi e Propriétaire dat jo eigentlech och sollt maachen.

Duerfir hu mir als Lénk d'Philosophie vum Gesetz och ganz interessant fonnt, fir ze soen, ma déi Entflechtung besteet doranner, datt de Propriétaire, dee jo och misst d'Jouissance eigentlech dovunner hunn - a ganz ville Fäll d'Gemengen -, datt et sënnavoll wier an an der Logik vum Gesetz, wann d'Gemenge géifen dohingeren an dem Fong déi Propriétéit och zoukomme loossen.

Ech gesinn awer, datt leider just e Véierels, ronn e Véierels vun de Gemengegebaier an deen dote Fong transferéiert gi sinn; well dat eigentlech déi logesch Suite vun deem Gesetz wier. A wann ee sech ukuckt, wéi eng Gemengen dat sinn, déi deelweis dorobber net zrëckgegraff hunn, dann, mengen ech, kann ee sech awer zumindest eenzel Froe stellen: ob d'Majoritéit wierklech an alle Punkten d'Philosophie suivéiert huet oder eenzel Memberen aus der Majoritéit d'Philosophie suivéiert hunn, oder ob net vläicht den Zäitpunkt, wou déi Decisioun huet misse kommen, nämlech e puer Méint virun de Gemengewahlen, dozou gefouert huet, datt eng ganz Rëtsch Leit kal Féiss kritt hunn.

Madamm Presidentin, ech mengen, datt dat heiten, deen heiten Text e Schrëtt ass, e klengen awer wichtege Schrëtt net nëmmen zur Entflechtung, mä zu der Normaliséierung vun de Bezéiungen tëschent der öffentlecher Hand an der Kierch. An dat ass och e Wäert! E Wäert, deen, mengen ech, bis elo nach net esou staark hei vun den eenzelne Riedner ugeschwat ginn ass.

Et ginn aner Beräicher, wou mer et mat Konfessiounen, mat reliésen Akteuren ze dinn hunn, wou eng Trennung au sens strict scho wesentlich méi wäit ass a wou déi Leit awer nach ëmmer Akteuren an eiser Gesellschaft sinn. Ech denke just un Uerdensgemeinschaften, déi net mam Stat verflecht sinn an déi awer ekonomesch Aktivitéiten hunn, déi Spideeler bedriewen, déi Schoule bedriewen. An ech mengen, datt d'Aart a Weis, wéi d'öffentlech Hand domadder ëmgeet an awer eng Relatioun trotzdeem nach ëmmer huet mat de Glawensgemeinschaften, datt dat och e Virbild ka si fir d'zukünfteg Entwécklungen an der Relatioun tëschent de Kierchen, de Reliounsgemeinschaften an dem Stat.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Michel Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Beim Projet de loi 7037, dee mer elo zur Diskussioun hunn, geet et den Auteure vum Projet dorëms, wéi si soen, d'„Trennung“ vu Kierch a Stat definitiv ze maachen, dat an der Suite vun aneren Aktiounen, déi an deene leschte Jore gemaach si ginn. Et ass interessant ze gesinn, dass et eleng schonn op deem Wuert eng ganz Rei vun Nuancen de Mëtten hei gi sinn, well ech tëschent der Wuertmeldung vum Här Haagen an der Wuertmeldung vum Madamm Polfer méi wéi Nuancen erausgespuert hunn iwwert d'Portée vun deem, wat de Mëtten hei soll geschéien.

Ass et dann esou, dass d'Punkten alleguerge geregelt ginn, wéi dat hei vum Rapporteur behaupt ginn ass? Sinn déi richteg Optiounen geholl ginn, fir zum Zil ze kommen? Oder risquéiert de Projet net villméi, an eng laangwiereg Verlängerung ze goen? Dat sinn déi Punkten, déi ech wëll elo an deenen nächste Minute behandelen. Ech géif dat wëllen a siwe Kapitele maachen.

Éischtens, d'Basis schonn, d'Konventioun tëschent dem Innenminister an dem Aertz-

bëschof werft eng ganz Rei vu Froen op. War den Innenminister iwwerhaupt habilitéiert, d'Regierung eleng ze engagéieren? Ech mengen net. D'Kompetenz vun der Relatioun mat de reliésen Gemeinschaften a besonnesch d'Froen a Relatioun mam Artikel 22 vun eiser Verfassung stinn nämlech an der Organisation vun der Regierung net am Ministère de l'Intérieur, mä am Ministère des Cultes, am Kultusministère; Minister, dee mer an deene leschten dräi Joer an och de Mëtten hei awer net erbléckst hunn.

De Kultusminister hätt d'Regierung kënnen engagéieren, wahrscheinlech - no menger Analys - zesumme mam Innenminister, well den Innenminister eng Rei vu Kompetenzen huet.

Gëtt et, Dir Dammen an Dir Hären, keng Délégation de signature duerch de Regierungsvirum 26. Januar 2015, da läit mat Sécherheet e Formfeeler vir, deen zur Nullitéit vun der Konventioun wäert féieren. Och de Pouvoir de signature vum Aertzbëschof gëtt viru Geriicht contestéiert. Dese Sujet beweegt sech awer ausserhalb vu menger haiteger Interventioun an Analys, mä riskéiert ebenfalls zu Konsequenzen ze féieren.

En drëtter Partner, d'Gemenge souzen iwwerhaupt net mat um Dësch. De Minister huet sech fir si an an hirem Numm quasi engagéiert, wat a mengen Aen net geet. En huet keng Habilitatioun dozou gehat.

Zweetens, den Artikel 22 vun der Verfassung definéiert d'Relatiounen tëschent Kierch a Stat a seet ënner anerem: «(...) les rapports de l'Église avec l'État, font l'objet de conventions à soumettre à la Chambre des Députés pour les dispositions qui nécessitent son intervention.»

Dëst war den Auteure bewosst, wéi se d'Konventioun ënnerschriwwen hunn, well si referéiere sech expressis verbis am Artikel 2 dorop. D'Approbatoun vun der Chamber ass a mengen Aen e Prelabel - d'Approbatoun vun der Chamber vun deser Konventioun -, fir kënnen ze legiféréieren. Den Artikel 22 vun der Verfassung ass d'interprétation stricte, soss bräicht en net an der Verfassung ze stoen. Elo gëtt probéiert, desen Artikel ze ëmgoen, andeem behaupt gëtt, d'Konventioun misst net der Chamber virgeluecht ginn, mä et géif duergoen, déi Deeler vun der Konventioun, déi d'Chamber betreffen, duerch Gesetz ëmzesetzen. Ech kann esou eng Analys net deelen.

All Konventiounen, esou gesäit d'Verfassung et vir, déi d'Interventioun vun der Chamber verlaangen, an des Konventioun mécht dat, sinn der Chamber virzeleeë pour vote. «La convention est soumise», net «une partie de la convention est soumise». Eventuell Artikelen, an dat ass d'Restriktioun am Artikel 22 vun der Verfassung, eventuell Artikelen, déi keng Interventioun vun der Chamber no sech géifen zéien, well se näischt mat der Chamber ze dinn hätten, déi kéinten da beim Depot virun der Chamber ewechgelooss ginn.

Hinzegoen an eng Interpretatioun ze maachen, déi déi ass, déi d'Majoritéit hei mécht, dat ass a mengen Aen absolut net konform zu der Verfassung. All aner Artikele sinn nämlech der Chamber virzeleeën. An an deser spezifescher Konventioun geet et nëmmen ëm een zeegegen Artikel. Et ass een zeegegen Artikel, deen eng Multitude souwuel vu prozedurale wéi och legislativen Handlung vum der Chamber no sech zitt.

Vu dass déi ganz Konventioun nëmmen een Artikel huet, ass et evident, dass d'Chamber se hätt misse ratifizéieren an den Datum festleeën, wou se a Kraaft trëtt. Gëtt des Konventioun net vun der Chamber ratifizéiert, ass se a mengen Aen null an nichtig a kann och keng Gesetzer no sech zéien. Esou steet et an der Verfassung.

Dëst ass ganz wichtege, well haut net nëmmen net déi Ratifikatioun virgeholl gëtt, mä och Deeler vun der Konventioun net ëmgesat ginn. Ech ginn ee Beispill: Et steet an der Konventioun, dass am «cas de désaccord» tëschent de Gemengen an de Fabriques d'église «le législateur tranchera de l'affectation d'une église à la commune et au fonds, l'Archevêché entendu en son avis». (veuillez lire: «En cas de désaccord, le législateur tranchera, l'Archevêché étant entendu en son avis.»)

Dëst ass net geschitt. Et gëtt keen Document parlementaire dozou. Deemo ass eng essenziell Clause vun der Konventioun tëschent dem Innenminister an dem Bëschof net respektéiert, an déi en direkte Lien a Konditiounen och zu enger drëtter Partei, nämlech de Gemengen, huet.

Drëtten Deel, den Établissement public. Et gëtt e Fong geschaaft, deen zumindest zum Deel, wann net ganz de Statut vum Établissement public kritt. Erfëllt dese Fong d'Kritäre vum Établissement public, esou wéi mer se haut gesinn? Ech mengen net. Nom Pierre Majerus, an och no der Regierung selwer definéiert en Établissement public sech ënner enger Rei vu Konditiounen. E muss «un ou plusieurs services pu-

blés déterminés» geréieren an e muss dat maachen «sous le contrôle tutélaire de l'État».

Fir dem Reproche vun der Enttegnung vun de Kierchefabriken ze entgoen, well dorëms geet et jo eigentlech an där heiten Diskussioun, gëtt argumentéiert, bei de Kierchefabriken hätt et sech jo säit éiweg ëm Établissements publics sui generis gehandelt an déi géifen elo duerch en aneren Établissement public sui generis ersat ginn.

Dës Interpretatioun ass contestabel a si ass och contestéiert. De Fong, deen haut geschaaft gëtt, erfëllt mat Sécherheet d'Konditiounen vun engem Établissement public anno 2018 net. Et ass interessant ze gesinn, dass de Kolleg Baum, dee jo am Prinzip och ganz staark fir d'Trennung vu Kierch a Stat - op jidde Fall seng Partei - antrëtt, elo just hei op der Chambertribün gesot huet: „Jo, mir sinn am Prinzip fir d'Trennung vu Kierch a Stat, mä do, wou et eis arrangéiert, do si mer awer d'accord, dass de Bistum awer eng Rei vun öffentleche Kompetenze kritt.“

(Interruption par M. Marc Baum)

An dat geschitt hei! Dat geschitt hei! De Bistum kritt per Gesetz fir en Deel vu sengen Aktivitéiten, «les besoins matériels liés à l'exercice du culte catholique», en öffentleche Statut zougesprach, dee sech elo net méi kann op eng véstus Legistatioun vun 1809 baséieren a referéieren, mä deen eigentlech d'Kritäre vun enger moderner Legistatioun hätt missen erfëllen.

Haut geschitt net d'Trennung vu Kierch a Stat op deem doten Domän, haut geschitt de Contraire! De Contraire! En Deel vum Bëschof sengen Aktivitéite kréien en definitiv öffentleche Statut zougesprach. Derniewent, an dat ass eng vun de Konklusiounen a vun de Konsequenzen, kritt all Decisioun vum Bëschof am Kader vun desen Aktivitéiten de Statut vun enger Décision administrative, déi virum Verwaltungsgericht ugefecht ka ginn.

Véiertens, d'Plaz vun de Gemengen an der Relatioun mam Ministère de l'Intérieur. D'Gemenge spillen am politeschen a gesellschaftlechen, kulturellen a kultuelle Liewe vun eisem Land eng wichteg Roll. De Prinzip vun der Autonomie communale ass e Fundament, op deem sech des Aktioun beweegt, an ass och an der Verfassung verankert. D'Tutelle vum Stat ass eng Tutelle légale, keng Tutelle d'opportunité. Et ass net um Minister, de Gemenge virzschreien, wéi a wou a wéini an enner wat fir enge Konditiounen si hir Gemengen organiséieren, ausser si géife Gesetzer brieche oder si wäeren am Widersproch zum Intérêt général. Sou gesäit et den Artikel 103 vum Gemengegesetz vir.

A wann een, Dir Dammen an Dir Hären, vun de Gemenge verlaangt, dass si sech un d'Gesetzer halen, da muss een datselwecht bei sech selwer maachen, soss verléiert een all Kredibilitéit. Or, an deem Dossier ass kaum eng Aktioun vum Innenminister, déi legal d'Strooss hält. Et kann een iwwer villes diskutéieren, iwwert d'Aart a Weis, wéi een et mécht, mä d'Basis vun all politeschem Handeln ass ëmmer déi, dass et sech op e Gesetz, wat besteet, muss baséieren.

De Minister huet de Gemenge fënnemol geschriwwen, dräimol iwwer Circulaire an zweemol iwwer simple Lettre. An des Saachen, déi do geschriwwen si ginn, déi werfen eng ganz Rei vu Froen op. Ech hunn néng Froen oder néng Commentairen dozou, zu der Aktioun vum Minister.

Éischtens, de Minister referéiert sech a senger gesamter Korrespondenz mat de Gemenge quasi bis zum Schluss op d'Konventioun als Motiv vun Handeln, eng Konventioun, déi der Chamber net fir Ratifikatioun virgeluecht gëtt, esou wéi d'Konventioun et selwer an hirem Artikel 2 virgesinn huet.

Zweetens, et gëtt eng Multitude vun Uerteeler iwwert d'Legalitéit an d'Illegalitéit vu Circulaires. An déi Fro ass kloer tranchéiert, esou duerch den Tribunal administratif, deen den 31. Januar 2013 seet, dass eng Circulaire kee kann engagéiere wéi just deen, dee se geschriwwen huet, an och net zu Konsequenze ka féieren.

Or, en absence vun engem Gesetz an engem Moment, wou e Minister iwwer Circulaire sech un d'Gemenge nennt an eigentlech déi Gemengen opfuerdert, eng Illegalitéit ze maachen, kann ee vun engem Excès de pouvoir schwätzen.

D'Konventioun baséiert sech, drëtters, op en Accord tëschent Stat a Kierch. Si kann deemo nëmmen Engagementer huele fir déi zwee, déi sech kënnen engagéieren. Or, hei ginn nach zwou aner Partei mat engagéiert: d'Gemengen an d'Kierchefabriken, d'Gemengen, déi net um Dësch souzen an och net agebonne ware bei der Ausschaffung vum Projet.

D'Gemenge ginn dann iwwer Circulaire opgefuerdert an enger éischer Phas, bis den 1. Ok-

tober 2016 e legalen Text oder en notariellen Akt virzeleeën, dee beweist, dass d'Kierch X oder Y entweder der Gemeng gehéiert oder der Kierchefabrik. Et freet ee sech, wéi eng Gemeng esou eng Pièce kéint virleeën, déi eventuell Drëtter concernéiert an och Drëtter gehéiert, an déi net kënnen oder net wëllen des Pièce virleeën.

Fënneftens, d'Attributioun vun der Propriétéit vun engem Gebai kann net sur base vun enger Circulaire fixéiert ginn, déi keng Base légale huet. Dat ass einfach net denkbar, dass e Minister enger Gemeng schreift, dass „wa si bis zu engem gewëssenen Dag keng Äntwert géif ginn, da géif dat Gebai ouni aner Forme de procédure engem anere Propriétaire zougedeele ginn, an deem Fall engem Fong, esou wéi dat geschitt ass an der Circulaire notamment vum 9. August 2016, engem Fong, deen et d'ailleurs zu deem Moment iwwerhaupt net ginn ass.“

Mir sinn hei voll - an dat ass mä sechste Punkt - am Beräich vun der Verfassung, vum Artikel 16 a vum Artikel 545 vum Code civil: «Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.»

Or, de Mëtten ass d'Diskussioun déi ganzen Zäit nëmmen ëm d'Kierchefabrik gaangen, ëm d'Kierchefabriken, wou iwwer e Strata-gème probéiert gëtt ze explizéieren, dass dat, wat eigentlech virum 200 Joer decidéiert ginn ass, elo weidergefëiert gëtt. De Mëtten ass bis elo nach net iwwer en anere Partner diskutéiert ginn, nämlech iwwer eng Gemeng, déi risquéiert, duerch e Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, einfach esou ouni Forme de procédure expropriéiert ze ginn.

Siwintens, e Gesetz gëtt exekutéiert, wann et a Kraaft ass. All aner Initiativ ass an engem Rechtsstat net denkbar.

Aachtens, an enger zweeter Phas, nom Avis vum Statsrot vum 14. Juli 2017, ginn d'Gemengen dann den 11. August 2017 opgefuerdert, unilateral d'Besetzverhältnissen ze kläre fir de Fall, wou keen Accord mat de Kierchefabrik géif virleien, an dëst alt nees - Oukase! - bis den 1. Oktober 2017.

En passant wëll ech soen, dass den 1. Oktober 2017 schonn deen drëtten Termin war, deen d'Gemengen enner Undroung vu Strof matgedeele ginn, well hir Gidder dann an de Fong géife goen. Fir d'Éischt war dat den 1. Oktober 2016, duerno war et den 1. Januar 2017 an en fin de compte den 1. Oktober 2017. Dat ass also schonn den drëtten Delai, deen de Minister iwwer Circulaire oder Bréif un d'Gemenge geschéckt huet.

An deem leschte Bréif - an dat ass mäin néngte Punkt - gëtt net emol méi definéiert, wie kompetent ass den kommunalen Niveau, fir esou eng Decisioun ze huelen: de Buergermeeschter, de Schäferot, de Gemengerot? Op Nofro am Ministère ass de Gemenge gesot ginn, dat wär egal. D'Haaptsaach wär, si géifen eng Äntwert virleeën.

Fënneftens, d'Plaz vun de Gemengen an der Relatioun mat der Chamber. Bewegung an den Dossier ass komm nom Avis vum Statsrot, an och e fundamentale Revirement, deen haut de Mëtten net diskutéiert ginn ass bis elo. De Statsrot seet an der Substanz: „Wann Der wëllt e Gesetz maachen, wou d'Annexe Parties intégrant vum Gesetz sinn, dann ass d'Prozedur, wéi et zu den Annexe komm ass, aus dem Gesetz erauszehuelen.“ Ewech also den Titre de propriété, ewech d'Konventiounen, ewech d'Presumptioun, wem wat gehéiert, ewech also déi ganz Prozedur, déi den Innenminister während zwee Joer de Gemenge wollt octroyéieren.

„Eenzeg an eleng“, seet de Statsrot, „den Titre de propriété légal, deen haut duerch des Chamber festgesat gëtt, tranchéiert, ersetzt alles, wat et virdu ginn ass, an tranchéiert souverän d'Besetzfro.“ Nozeliesen am Commentaire des articles zum deemolegen Artikel 11, deen entre-temps den Artikel 10 ginn ass.

De Statsrot seet dann awer och, dass et en anere Wee géif ginn, nämlech deen, fir sech fir d'Éischt eng legal Basis ze ginn an duerno eréischt Lëschten op Basis vu präzise Kritären a Prozeduren opstellen. Dëst gouf iwwregens vum Minister iterativ och a Korrespondenze mat de Gemenge falsch duergestallt.

Et soll kee soen, et wär net aneschtters gaangen! Den Innenminister huet de Gemenge geschriwwen, de Statsrot hätt hie quasi forcéiert, fir zu enger Konklusioun ze kommen, wéi se am Bréif vum 11. August 2017 steet.

De Minister schreift nämlech an deem Bréif: «...sous peine d'opposition formelle dans son avis du 14 juillet [2017], il appartiendra au législateur de déterminer de cas en cas le propriétaire des édifices religieux concernés.»

Spéitstens nom Avis vum Statsrot, Här President, hätt d'Chamber am Respekt vun der Verfassung an de Gesetzer sech selwer missen eng Prozedur ginn, no där d'Aklasséierung vun de Kierchen op verschidde Lëschten hätt misse geschéien, well all aner Prozedur op Proposition vum Statsrot annulléiert gouf. Mécht si dat net, si mer am Arbiträr. D'Chamber hätt misse Kritären ausschaffen, d'Chamber hätt misse Delaie setzen.

„Ass dat geschitt?“, froen ech, „Huet d'Chamber Lëschten opgestallt?“ D'Antwort ass neen, well bis zum Schluss huet den Innenminister sech doréms bekëmmert. An nach ëmmer nom Avis vum Statsrot an nodeem e selwer Amendementen eraginn huet an d'Chamber, ass en eigentlech mat der Prozedur, wéi e se déi Jore virdu gemaach huet, weidergefuert, andeem nees weider Delaie gesat gi sinn, bis wéini ee sech hätt misse mellen.

Zweetens: Huet d'Chamber sech d'Fro gestallt, oder d'Kommissioun - well wann ech Chamber soen, Här President, dann ass déi zoustänneg Kommissioun gemengt -, ob d'Opfuerderung par simple lettre vun engem Minister, ouni gesetzlech Basis an ënnert der Menace vun der Enteignung, déi richteg Prozedur ass? Huet d'Chamber den Dossier vun Innenminister ugefrot, op deem d'Äntwerte vun de Gemenge consignéiert sinn? An ass d'Chamber am Besëtz vun dësen Äntwerten?

Huet d'Chamber kontrolléiert, wien am Numm vun de Gemenge geäntwert huet op dës divers Froen? Huet d'Chamber sech d'Fro gestallt an eng Äntwert dorobber formuléiert, ob dës Persounen oder Gremien iwwerhaupt habilitéiert waren, dëst ze maachen? Huet d'Chamber sech vergewëssert, dass all déi Lëschte bis hin zu de korrekte Kadasternummere korrekt opgestallt sinn an dass keng Expropriatiounen haut géife par le fait du prince geschwat ginn?

All dëst an nach e puer Saache méi hätte misse an engem Dossier, dee vun esou enger vitaler a wäitreechender verfassungsmësseger an zivillrechtlicher Relevanz ass, geschéien. Wann een Annexen als en Deel vun engem Gesetz definéiert, si mat dem Text vum Artikel also gläichstellt, dann ass et engem seng éischt Pflicht, als Deputéierten an als Chamber derfir ze suergen, dass alles stëmmt, dass d'Prozedur konform a korrekt ofgelaf ass.

Net nëmmen ass dat net geschitt, mä de Rapporteur huet op Nofro déi lescht Woch an de Medie behaapt an och de Mëtteg nach eng Kéier hei confirméiert, et wär iwwerhaupt net un der Kommissioun, fir d'Fro vun den Akten, also d'Fro vun der Inspektioun op d'Lëscht II oder op d'Lëscht III, ze klären.

Een, deen esou eppes seet, Här President, géif ech dem Här Rapporteur wëlle soen, dee verkennt total de legislativen Auftrag vun der Chamber! D'Majoritéit huet hir Aarbecht net gemaach, ureegen Aufgabe vum Parlament si wëssentlech an, wéi den Här Rapporteur et gesot huet, wëllentlech net gemaach ginn.

Här President, den Här Rapporteur Haagen huet an deemselwechten Interview den Donneschdeg enger Rei Gemengen Hoffnung gemaach, zum Beispill menger. Op d'Fro, wéi et dann elo am Fall Schëffleng stéing, wou jo bekanntlech d'Gemeng no de Wahle wëllt Propriétaire vun der Kierch ginn, also en Transfer vun deem, wat virdu decidéiert ginn ass, maachen, sot den Här Haagen, dat géif hie ganz geloosse gesinn, d'Gesetz géif nämlech och an Zukunft Changementer virgesinn, ënnert der Konditioun, et léich en Äkt vir, dat heescht en Titre de propriété.

Här President, erlaabt mer, dass ech den Här Haagen froen, a wat fir engem Artikel vum Projet de loi, dee mir haut ënnerschreiwien, dat steet, dass also en Transfert sans autre forme de procédure, sans désacralisation vun der Kierch...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Neen, neen, neen!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...ka virgeholl ginn, just ënnert der Konditioun, dass en Äkt géif virleien, dat heescht en Titre de propriété.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Neen!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Esou hutt Der et gesot um Radio an esou sidd Der och zitéiert ginn.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Neen, ech hu gesot, Här Wolter, op d'Fro hin,

ob dat ka gemaach ginn, dass et kloer ass, wann en Acte de propriété doläit, dee wëssentlech..., dee mer elo nach net hunn, da muss Der natierlech..., well jo dann eng Modifikatioun vum Projet de loi oder vum Gesetzestext muss gemaach ginn. Dat schéngt mer evident ze sinn, well et och doriwwe geregelt ginn ass.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Wann Der et esou gesot hutt, dann hunn ech net méi mat...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Neen, esou hunn ech et net gesot, esou krut ech d'Fro gestallt!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Okay!

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Et kann een elo alles aus dem Kontext zéien.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Neen, neen. Ech wollt nämlech elo just soen, wann Der et esou gesot hutt oder gesot hätt,...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Jo?

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...dann hätt Der et richteg gesot!

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Dofir hunn ech et jo elo gesot.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Well nämlech iwwert de Prinzip vum Parallelismus, déi Form, et ganz kloer ass, dass no där Solutioun,...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Richteg!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...déi hei zrëck behale ginn ass, nëmmen eng Gesetzesännerung...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Richteg!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...kann nodréiglech nach eng Kéier...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- E Contraire!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, mä Dir gitt awer zitéiert an um Mikro sot Dir och de Leit am Land, et géif duergoen, et géif een e simple Titre de propriété virleien, an da kéint et änneren.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Neen, neen, neen, Här Wolter! Esou war et net! Esou war et net!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Wat d'ailleurs, Här Haagen, an eng vieregter Versioun vum Projet de loi esou stoung,...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Richteg!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...an um Schluss net méi.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Richteg! Do ginn ech lech recht. Dat ass zrëckgezu ginn op Recommandatioun vum Statsrot, iwwert de Parallelismus, deen Der elo gesot hutt.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Gutt. Dann ass dat gekläert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Do si mer eis jo eens. Dat ass gekläert, awer doudsécher.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Jo, neen. Mä wann den Här Rapporteur dat gesot huet, wat e jo manifestement gesot huet, well en huet jo gesot, en hätt et gesot, mä d'Fro wär falsch verstane gewiescht...

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Neen, neen.

(Interruption)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Neen, en huet gesot, en huet gesot:...

(Brouhaha)

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Dir kënnt elo d'Wieder verdréinen!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...,D'Fro war falsch gestallt, dofir konnt ech dat net äntwerthen."

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Här Wolter, Dir hutt mir hei eng Fro gestallt. Ech hunn lech drop geäntwert, sou wéi et ass.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Maja, dann ass déi Saach an der Rei.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- An ech mengen, mat där Äntwert sidd Der d'accord.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech sinn d'accord mat där Äntwert.

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Voilà! Dann hu mer jo emol eng Eenegung op deem Dossier.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Voilà!

► **Une voix**.- Dat ass nach laang net esou einfach.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- An e puer Minuten, Dir Dammen an Dir Hären, wäert

d'Chamber d'Expropriatioun vu Kierchegebauer, déi manifestement enger Gemeng, zumindest enger Gemeng gehéieren, decidéieren. An aus deem Grond a fir dass dat net geschitt, deposéieren ech heimat en Amendement zu der Annex II vum Projet de loi.

Amendement 1

7037 - Projet de loi

1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,

2° modifiant

a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,

b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,

c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et

3° abrogeant

a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,

b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,

c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,

d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises

Exposé des motifs

De nos jours, personne ne conteste que l'institution des «fabriques d'église» doit être réformée pour l'adapter aux circonstances et exigences actuelles.

Nous aurions également modernisé cette institution, mais nous aurions élaboré notre réforme des «fabriques d'église» - non pas sous la menace - mais dans le dialogue avec les parties prenantes, i.e. l'Archevêché et les fabriques d'église, de même que les communes. Nous aurions opté pour le maintien du modèle des fabriques d'église qui a fait ses preuves depuis plus de 200 ans, tout en favorisant une réduction du nombre des fabriques d'église suivant le modèle: une fabrique d'église par commune. Nous aurions par ailleurs institué un fonds de soutien aux fabriques d'église ayant pour mission de subvenir aux besoins financiers de celles-ci. Ce faisant, nous aurions allégé la charge des communes voulant, sans y être tenues, soutenir financièrement les fabriques d'église et a fortiori, les édifices religieux situés sur leurs territoires. Notre réforme des fabriques d'église aurait finalement été largement en phase avec l'accord qui a été trouvé entre l'Archevêché et le syndicat des fabriques d'église (SYFEL) au mois de mars 2017.

Nous regrettons que le Gouvernement ait fait le choix de la suppression pure et simple des fabriques d'église, institution ayant existé depuis plus de 200 ans. Nous regrettons également que le Gouvernement ait refusé le dialogue avec une partie des acteurs concernés, notamment le secteur communal.

C'est donc de manière subsidiaire - nous maintenons en effet toujours notre position de principe - que nous souhaitons apporter une modification à l'annexe II.

Texte de l'amendement unique

L'annexe II du projet de loi n°7037 est modifiée comme suit:

Commune de Käerjeng, section BA de Linger

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
43	410	Rue de la Libération	édifice religieux	1	44	la commune

Commune de Käerjeng, section BB de Hautcharage

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
256	3395	Rue de l'Église	édifice religieux	2	92	la commune

Commune de Käerjeng, section BC de Bascharage

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
61	7963	Rue de la Résistance	édifice religieux	7	42	la commune

Commune de Käerjeng, section CA de Clemency

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
377		Rue de l'Église	édifice religieux	3	80	la commune

Commune de Käerjeng, section CB des Moulins

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
678		Rue de la Gare	édifice religieux	0	78	la commune

Commune de Käerjeng, section CC de Fingig

N°ppal	N°suppl.	lieu-dit, rue et n°	nature	a	ca	Propriétaire
44	1562	Rue Centrale	édifice religieux	3	90	la commune

Commentaire de l'amendement unique

Suivant le projet de loi dans sa teneur arrêtée par la Commission des Affaires intérieures en date du 11 janvier 2018¹, les édifices religieux situés sur le territoire de la Commune de Käerjeng seraient tous attribués au Fonds de gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ci-après le «Fonds».

Or, la commune de Käerjeng a d'un commun accord avec les fabriques d'église établies sur son territoire décidé d'attribuer lesdits édifices à la commune de Käerjeng.

Il est dès lors proposé de tenir compte de ces accords et de modifier l'annexe II en conséquence.

(s.) Michel Wolter, Diane Aehm, Gilles Roth, Marc Spautz, Claude Wiseler.

¹ Projet de loi 1° portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes, 2° modifiant a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et 3° abrogeant a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes, b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres, d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales, e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, Rapport de la Commission des Affaires intérieures du 11 janvier 2018 (document parlementaire 7037/10)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Et ass nämlech esou, dass nom Avis vum Statsrot an no deene substantziellen Ännerung vum Text, déi aus dem Avis vum Juli decouliéert sinn, et a mengen Ae keen Delai méi ginn ass, deen de Minister och net konnt imposéieren. D'Gemeng Käerjeng - et ass vill elo vu Buergermeeschteren och emol iwwer hir Gemeng geschwat ginn - huet dem Innenminister mat zwee Bréiwer 2016 kloer an däitlech gesot, dass mir der Meinung wären, et misst ee sech fir d'Eischt eng Base légal ginn an duerno kéint een driwwer diskutéieren, a wat fir eng Richtung dass et geet.

D'Argumenter vum verpassten Delai sinn net méi aktuell. D'Chamber huet keen Delai gesat, fir eng Meinungsausserung ze maachen. Deemno ass all Ännerung bis zum Schluss méiglech. De Schluss vun der Diskussioun, deen ass elo geschwënn.

De Projet de loi gesäit nämlech d'Aklasséiere vu véier vu fënnef Kierche vun der Gemeng Käerjeng an de Fong vir. Dëst opgrond vum Fait, dass d'Gemeng Käerjeng sech getraut huet, fir dem Minister keng Äntwert ze ginn an engem Delai, deen et eigentlech net méi gëtt. Mir stelle fest, dass dat eng flagrant Violatioun vum Eigentumsrecht vun der Gemeng ass, sou wéi se an der Verfassung verankert a virgesinn ass.

D'ailleurs, och nach eng Kéier am Widder-sproch zu deem, wat gesot ginn ass, dass eigentlech dem Wëlle vun de Gemengen, wa se sech da géifen äusseren, géif dahingeeënd Rechnung gedroe ginn, an dass, wa se sech net géifen äusseren, alles géif an de Fong goen, hu mir à la surprise générale festgestallt, dass par le fait du prince, «on m'a signalé», steet am Bréif vum Innenminister- «on m'a signalé!» - eng vun deene fënnef Kierchen, déi zu der Gemeng gehéieren, der Gemeng attribuéiert gëtt, also net dem Fong attribuéiert gëtt.

Or, de deux choses l'une! Entweder et seet een zu de Gemengen: „Wann Der lech bis e gewëss“



sene Moment net confortéiert, da ginn all Är Kierchen, da ginn déi an de Fong, an da gi se alleguerten an de Fong", oder et seet een dat net. Mä et kann een duerno net higoen a soen: „Elo huele mer eng Kierch eraus“, «parce qu'on m'a signalé», wien och ëmmer, an déi aner véier, déi ginn awer an de Fong eran.

D'Gemeng Käerjeng huet den 3. Januar 2018 no laange Verhandlung mat deene fënnf Kierchefabricken vum hirer Gemeng sech an enger Konventioun drop gëeent, dass, falls et da misst sinn, d'Kierche solle bei d'Gemeng kommen, aus exakt deenen Argumentatiounen, déi d'Madamm Polfer an hirer Ried och argumentéiert huet. Deen Accord war net einfach, well déi fënnf Kierchefabricken sinn alleguerte Member vum SYFEL a sinn alleguerten Deel vun där Plainte, déi deposéiert ginn ass. Et ass dann och nëmme sous réserve vun der Constitutionnalitéit vun der Demarche, wou et méiglech war, esou en Accord ze fannen.

Et ass kloer, dass, wann d'Chamber d'Gesetz a senger jëtzege Form stëmmt, et zu enger Expropriation pure et simple vu Gemengegebaier wäert kommen. All Deputéierte soll sech däers bewosst sinn.

D'Gemeng Käerjeng huet dofir déi fënnf Konventiounen um Datum vum 10. Januar 2018 un de Chamberspräsident geschéckt mat der Fro, si an déi legislativ Prozedur ze engagéieren. Mengen Informatiounen no huet de Chamberspräsident den 12. Januar 2018 dës Konventiounen an déi zoustänneg Chamberskommission an un d'Conférence des Présidents weiderginn.

D'Chamberskommission, sécher well se gesot huet: „Eis Aarbecht ass elo ofgeschloss“, huet sech net méi gesinn. De Kommissionspräsident, deen also Kenntnis hat spëtstens den 12. Januar 2018 vun där Demande vun der Gemeng Käerjeng, huet seng Kommissioun net zesummegeruff, fir driwwer ze befannen, ob déi Demande vun der Gemeng als recevabel, net recevabel, justifizéiert oder net justifizéiert unzegesinn ass.

D'Gemeng Käerjeng, Dir Dammen an Dir Hären, kann net responsabel gemaach gi fir eng manifest onzoulanglech legislativ Prozedur vusäite vum Minister vum Interieur an, wéi ech et elo developéiert hunn, och vun der Chamber.

Sechstens, et ass probéiert ginn, an dësem Projet de Gemengen ze verbidden, hir Kierche weider ze ënnerstëtzen, falls se am Fong solle sinn. Firwat ass dat gemaach ginn? D'Äntwert ass kloer: aus enger reng ideologescher Aart a Weis, d'Welt ze gesinn! Et gëtt näamlech keen objektive Grund am Kader vum Prinzip vun der Gemengenautonomie a vun der Subsidiarität, déi d'Fundament si vum Fonctionnement vun de Gemengen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, fir de Gemenge per Gesetz wëllen ze verbidden, en Deel vun hirem méiglechen Aktionsradius dierfen ze maachen.

Mir dierfe Kultur, mir dierfe Sport, mir dierfe Soziales, mir dierfen Drëtt Welt, mä mir dierfen de Kierchen net dat zoukomme looszen, wat mir mengen, hinnen am Kader vum eiser Autonomie zoukommen ze looszen, respektiv net zoukommen ze looszen, wann eng Majoritéit an engem Gemengerot der Meinung ass, dass se dat net wëllt maachen. Ech fannen dat, eigentlech deen doten Artikel, dee Gott sei Dank duerch d'Interventioun vu villen elo aneschters ass, symptomatesch fir d'Aart a Weis eigentlech, wéi contraire dat ass zu deem, wat gesot ginn ass vun deem wonnerbaren, tollen Dialog, dee stattfonnt hätt an deene leschte Joren!

Et huet vläicht en Dialog stattfonnt tëschent dem Innenminister an dem Bistum. Mä fir ze behaupten, et hätt en Dialog stattfonnt tëschent dem Innenminister a sengen eenzelne Gemengen, ech mengen, dass ee ganz wäit muss d'Hoer splécken, fir dozou kënnen ze kommen.

Wieren - an dat ass meng lescht Partie - aner Léisunge méiglech gewiescht? Aner Léisungen, besser Léisungen, déi et méiglech gemaach hätten, dass och d'CSV dee Projet de loi hätt kënnen matstëmmen? Jo, si wäere méiglech gewiescht, an zwar am Accord mat deem, wat schonn den Experte-grupp 2012 gesot huet! Am Accord mat deem, wat eis Partei säit Jore seet zu deem dote Sujet an och an eise Wahlprogramm 2013 festgehalen huet!

Et hätt een den Accord vum Bistum mam SYFEL kënnen als Basis huelen, den Accord vum 7. März 2017, mam Objektiv, fir d'Trennung vu Kierch a Stat oder d'Neigestaltung, wéi d'Madamm Polfer et gesot huet, vun de Relatiounen vu Kierch a Stat aneschters a besser ze regelen.

D'Gemenge wäeren näamlech aus hirer Pflicht, fir fir den Defizit vun de Kierchefabricken opzecommen, entlooss ginn, d'Proprietätsverhältnissen vun de Kierchegebaier an de Besëtztü-

mer wäere gekläert ginn, et wär zu enger Fusion vun de Kierchefabricken an zu enger Arichtung vun engem privaterechtleche Kierchefong ouni gréisser Problemer komm - Dir wäert gesinn, wat dat nach fir Problemer wäert bréngen, dass en en öffentlech-rechtleche Statut krut -, am Respekt, am totale Respekt vun der interner Organisatioun vun der kathoulescher Kierch.

Zweetens, d'Chamber hätt sech kënnen eng legal Basis schafen. Si hätt kënnen, a mengen Ae souguer missen, Kritären a Prozeduren definieren an dësem Gesetz, no deenen d'Affektatioun vun deenen eenzelne Kierchen duerno hätt kënnen geschéien, am Respekt zu gewëssenen Delaien a Prozeduren.

Dëst hätt fir Rechtssécherheet gesuergt an d'Diskussiounen an d'Decisiounen vun deenen eenzelnen Akteuren - Stat, Gemengen, Bistum, Kierchefabrik - geleet. De Statsrot huet expressis verbis dës Optioun och developéiert. Hien huet a kengem Moment gesot, contrairement zu deem, wat de Minister de Gemenge geschriwwen huet, dass déi zréckbehale Solution déi eenzeg wär.

En huet just gesot: „Wann Dir dëse Wee wëllt goen als Majoritéit, da musst Dir d'Annexen op den Niveau vum Gesetz hiewen.“ En huet souguer nach drop opmierksam gemaach - dat gouf weder vum Rapporteur gesot nach soss an der Diskussion de Mëtteg ervirgehewen -, dass domadder, op déi doten Aart a Weis, déi d'CSV proposéiert, d'Rechter vun Drëtten, an dozou gehéieren d'Gemengen, besser gewaart gi wäeren, wéi dat duerch dëse Projet de loi geschitt.

Béid Optiounen si leider net zréckbehale ginn. D'Majoritéit geet haut e schwieregen, e geféierleche Wee, dee vum Risk vu Prozesser, vun der Fro vun der Verfassungskonformitéit vum Text bis hin zum Risiko vun enger eventueller Annulatioun vun Deeler oder vum ganze Gesetz.

Et ass, Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Aen e juristesche a konstitutionell schlechten Dossier, deen net zu enger Entflechtung, zu enger Neioorganisatioun, mä in fine zu vill Sträit an deenen nächste Joren an dësem Land wäert féieren.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächsten a virleefeg leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Géigesaz zu mengem Virriedner gesinn ech an dësem Gesetzesprojet de Versuch, aus engem Imbrogljo juridique erauszekommen, deen elo méi wéi 200 Joer besteet, dee vill Leit arrangéiert huet, an duerfir ass déi Fro och ni ugepaakt ginn.

Et ass effektiv zënter Jorzéngte bekannt, dass eis aktuell Bestëmmungen iwwert d'Kierchefabricken, soufern se iwwerhaapt nach d'application hei zu Lëtzebuerg sinn, ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck, net konform sinn zu allgemenge Rechtsprinzipien. Also, wa se géifen ugewannt ginn a viru Geriicht géife kommen, misste se sanktionéiert gi vun eise Gerichter, well se gewësse Grondprinzipie vun eiser Verfassung a vun internationale Konventiounen net respektéieren, wéi de Gläichheetsprinzip, wéi den Nediskriminierungsprinzip an anerer méi. Dat hunn d'Experten - an dat war och scho virdu gewosst -, fir déi, déi et nach eng Kéier hu missen dann héieren, ganz kloer gesot an hirem Rapport vun 2012.

An et ginn e sëllegen, sëllegen Initiativen, et gi Motiounen vun der Chamber, déi méi al sinn, déi der jeeweileger Regierung, wou ëmmer eng Partei responsabel war fir deen doten Dossier, kloer Optrag ginn hunn.

Notamment stoung an esou enger Motioun dran, et stoung och am Regierungssaccord dra vun 2009, dass d'Gesetz iwwert d'Kierchefabricken sollt moderniséiert ginn.

Wou sinn déi Texter? Gëtt et een Tirang, wou nëmmen en Avant-avant-projet vun esou engem Text besteet? Dee gëtt et net! An et ass dee Schlendrian do, dee gewollten, deen organiséierte Schlendrian do, dat ëmmer-erëm-wëllen-Aussätze vu Problemer, ëmmer op Zäit spillen, ëmmer erëm Zäit gewannen an nëmmen u méi kriddlech Dossierer erunzegoen, wann et net anescht geet, wat och schlussendlech dozou gefouert huet, dass dës Regierung an enger anerer Konstellatioun elo hei handelt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Zënter Jore war en héije Beamte chargéiert mat de Proprietätsverhältnissen vun den eenzelne Kierchegebaier, wou mer alleguerte wëssen, dass do e fuerchtbaren Duergerne zënter éiweg besteet a kee genau ka soe bei ganz ville Gebaier, wien et da schlussendlech gehéiert. Wiem gehéiert eng

Kierch, wou deenen engen den Terrain gehéiert, deen aneren huet drop gebaut? Wie leet dat haut nach fest? An de Finanzement ass nach deelweis iwwer anerer gemaach ginn.

Dat ka jo praktesch nëmme konventionell festgeluecht ginn! Dat léisst sech jo net anescht regelen! Mä och do ass näischt geschitt. Et ass nogekuckt ginn! Nogekuckt ginn! Et huet déi direkt Concernéiert natierlech alleguerte bal honnertprozenteg arrangéiert, dass et esou weidergelaf ass, wéi et da weidergelaf ass. Abee neen!

(**Interruption**)

Mir waren der Meinung, dass elo d'Zäit komm wär, fir de Punkt ze setzen. Et ass eng schwierig Situatioun, eppes rechtlech wëllen a richtig Bunn ze kréien, wat eigentlech konfus um Terrain ass. Dat ass ganz schwéier, an ech verstopen net, dass ee sécherlech deen een oder anere Punkt hei vun der Virgeewis ka kritiséieren. Dat soen ech ganz kloer.

Ech mengen awer och, dass, wann een hei pingeleeg genau op alle Punkte wëllt fueren, da si mer an zéng Joer effektiv nach esou wäit, wéi mer nach am haitege Moment sinn. Mir si jo net ee Schrëtt virukomm. Dat mag och erëm eng Kéier eng ganz Partie Leit arrangéieren an ass awer net déi Aart a Weis, wéi mir wëllen an deem heiten Dossier virgoen.

D'Trennung vu Kierch a Stat, dat Schlagwuert ass hei gefall. Mir hunn zu Lëtzebuerg d'Trennung vu Kierch a Stat. Et ass keng Ausso vu mir, et ass eng Ausso vum Äerzbischof, an deem Sënn, dass de Stat sech net wëllt an d'Interna vun der Kierch améschen an d'Kierch och elo seet: „Mir wëllen eis net an d'Interna vum Stat améschen.“

Et ass eng souple Trennung, déi mer hunn, déi awer um Kooperationsprinzip weider opgebaut bleift, och mat all deenen Texter, déi an dëser Period ënnerschriwwen gi sinn, an deene Gesetzer, déi hei gestëmmt si ginn. Well wann d'Kierch a Stat getrennt solle sinn, wëllt dat net heeschen, dass d'Kierch net e Bestanddeel vun der Gesellschaft wär. Stat a Gesellschaft sinn zwou verschidde Saachen. A selbstverständlech stellen d'Kierche wéi aner gesellschaftlech Bewegunge wichteg Akteuren duer an eise Zesummeliwwen, déi strukturierend wierken, fir dat Zesummeliwwen och mat hëlfechen ze organiséieren.

Duerfir, et ass och an deem Sënn, dass jo och hei net an den Accorde festgehalen ginn ass, dass vun haut op muer keng öffentlech Gelder méi de Kierche géifen zoufléissen. Och an Zukunft wäerten d'Kierchen zu engem gudden Deel nach vun öffentleche Gelder liewen. Mä dat gëtt op e verstänneg Mooss zréckgefouert an et gëtt zäitlech esou gemaach, dass d'Kierch sech och kann drop astellen, notament och déi kathoulesch, mä dat géllt och fir déi méi kleng Kierchen, déi oft finanziell vläicht souguer nach méi ofhängeg sinn, well se wéineg Leit hunn, déi an hirer Kierch sinn, wéi déi kathoulesch Kierch, déi awer nach kann op e gudden Stack vu Gleewegen zielen, also och do nach Ënnerstëtzung ka kréien an och selbstverständlech eng Rei vu Fongen zur Verfügung huet.

Et ass och an deem Sënn, dass mer deen heiten Text uginn, wat, ech betounen dat nach eng Kéier, a kengem Wahlprogramm esou ausformuléiert war, d'Ofschaffung vun de Kierchefabricken, mä wou jiddwereen eng aner Organisatioun, méi eng transparent Organisatioun, eng rationell Organisatioun vun der Gestioung vum Patrimoine vun de Kierchen oder vun der kathoulescher Kierch wollt kréien.

Et ass eng Iddi, déi een erëmfënnt am Experte-rapport vun 2012, denken ech, och schonn deemools suggeréiert vun enger Delegatioun vun der kathoulescher Kierch, well jo och d'Kierchen empfaange gi sinn. An ech denken, dass schonn deemools déi Suggestioun gemaach ginn ass, wéi déi Konsultatioun mat den Experte stattfonnt huet. A se hunn déi jo als eng vun de méiglechen Optiounen, d'Ofschaffung vun de Kierchefabricken, zréckbehalen.

An ech muss éierlech soen: Wann ech mer virstellen, wat mer virun engem Bierg vun Aufgabe gestanen hätten, fir deen uralen, verstëbsten Text vun 1809 an e moderné Gewand ze kleeden, dat wier mat e puer Amendementen net duergangen! Deen hätt ee misse ganz frësch schreiwen! An dann hätte mer wéinst dem Gläichheetsprinzip net nëmmen eng Regelung misse fanne fir d'kathoulesch Kierch: „Mä och fir all déi aner unerkannte Kierchen“, dat hu jo och d'Experte gesot, „musst Der dann och äänleche wéi Kierchefabricken virgesinn.“ An engem äänleche Muster muss dat Ganzt fonctionnéiere fir sämtlech unerkannt Kierchen hei zu Lëtzebuerg. Ech soe mer: Och do wäere mer nach an x Joren net fäerdeg ginn.

An Hand op d'Häerz: Wa mer an där doter Fro, ouni elo d'Vergaangenheet an d'Traditiounen

ze berücksichtegen, déi hir Wichtigkeet hunn, haut virun engem wäisse Blat misste stoen a mir dat do haut missten organiséieren, géif dach kee Mënsch méi drun denken, fir Institutiounen, lokal Institutiounen wéi Kierchefabricken an en neie Gesetzestext fir d'Éischt anzuschreiwen! Dat géife mer sécherlech net maachen.

Duerfir géif ech soen, dass ouni Zwang an ouni Drock - hei hu mer et jo net mat enger Verfassungsbestëmmung ze dinn, déi hei spillt, d'Kierchefabricken sinn net an der Verfassung virgesinn -, ouni Zwang an ouni Drock hei gemeinsam decidéiert ginn ass, fir en neie System anzeféieren.

Ech zitieren an deem doten Zesammenhang aus dem Här Erny Gillen sengem Bichelchen „Neue Verhältnisse in Luxemburg - zwischen Staat und Religionsgemeinschaften“, wou en op der Sait 24 seet: „Der dritte Vertrag ist mehr als die beiden anderen eine Richtungsaussage, auf die sich die Vertragspartner verständigen konnten. Es werden, so könnte man sagen, zwei Ziele festgelegt: a) die heute 285 Kirchenfabriken sollen über ein zu erarbeitendes Gesetz in einem zu gründenden Fonds zusammengelegt werden; b) die Kirchengebäude, die der katholischen Kirche in der Zukunft für den Kultus zur Verfügung stehen, müssen von diesem Fonds eigenverantwortlich verwaltet werden.“ Da geet e weider: „Viele unterschiedliche Modelle wurden kontradiktorisch diskutiert und verworfen.“ A schlussendlech ass en Accord op engem Text fonnt ginn.

Ech mengen, d'Texter, d'Konventiounen, déi ofgeschloss gi sinn, misse respektéiert ginn. D'Regierung huet eng gewësse Flexibilität gewisen, wéi se gesot huet: Wann een aneren Accord am Kader vun deene Konventiounen méiglech ass, dann huet d'Regierung näischt dergéint, fir dat ze akzeptéieren.

De Problem war, dass awer keen Accord kann ass tëschent deenen zwou Sträitparteien innerhalb vun der kathoulescher Kierch - wann ech dat dierf esou soen -, deen am Respekt gewiescht wär mat deem, wat eigentlech mat der Regierung ofgemaach war. Duerfir ass d'Regierung schlussendlech bei hirem Text bliwwen an opgrond vum Statsrot ass dat Ganzt jo och nach fundamental emgeännert ginn an eenzelne Punkten.

An all déi Kriticken, déi och hei zitéiert gi sinn, déi bezéie sech op deen éischten Text, déi hunn eigentlech näischt méi mat deem Text ze dinn, iwwert dee mer haut ofstëmmen. Eigentlech ass dat, mengen ech, e ganz wesentleche Punkt, deen ech awer vläicht nach eng Kéier dierf ervirhiewen.

Ech kommen zu e puer anere kritesche Bemerkungen, déi gemaach gi sinn, wat d'Verfassungsméissegkeet vun deenen Texter hei ugeet. Eent muss ech soen: Et ass déi éischte Kéier, wou iwwert d'Kierchefabricken eppes iwwer eng Konventioun festgeluecht gëtt. D'Regierung huet eng Referenz gemaach op den Artikel 22. Ech perséinlech si mer net esou sécher, ob dat 100%eg an den Artikel 22 fält. Et war sécherlech net am Ursprungs-gedanke vum Artikel 22 dran, fir déi Fro vun de Kierchefabricken iwwert deen heite Wee ze léisen.

Soudass ech mengen, dass de toute façon - Konventioun oder net - d'Chamber net ageschränkt ass an hire Méiglechkeeten. D'Chamber ass Legislatuer. A wann d'Chamber decidéiert, en Dekret, wat en Acte normatif ass vun 1809, emzeänneren, da mécht se dat, ob dat virdu konventionell mat iergendengem ofgeschwat ass oder net. D'Chamber ass menger Usicht no hei net ageschränkt an hire Pouvoiren.

Och wann déi Konventiounen géifen an iergendenger Form contestéiert ginn, bleift fir mech d'Souveränitéit vun der Chamber hei voll a ganz erhalen. Ech kennen eigentlech keng Dispositioun an eiser Verfassung, déi d'Chamber géif an deem Sënn anengen an ofhängeg maache vun engem Accord, deen Drëtter geholl hätten, ier si eigentlech dierf als Legislatuer aktiv ginn. Ech menge schonn, dass mer also hei an engem Beräich sinn, wou d'Chamber hir voll Kompetenz kann ausüben, wann dat dann néideg ass.

Ech deelen d'Interpretatioun vum Här Wolter net, déi eigentlech och bis elo ni d'Interpretatioun vun dëser Chamber war, zumindest net vun der Commission des institutions, fir ze soen, dass déi Konventiounen, déi opgrond vum Artikel 22 geholl gi sinn, mussen als ganz Konventioun vun der Chamber guttgehescht ginn.



Ech mengen, et muss een hei de Saz genau liesen. Et steet dodran: «doit être soumise à la Chambre» (veuillez lire: Constitution art. 22: «à soumettre à la Chambre») - déi Konventiounen si jo bekannt, déi si jo der Chamber och zougestallt ginn, se sinn also der Chamber virgestallt ginn - «pour les dispositions qui nécessitent son intervention.» Et ass also nëmme fir déi Dispositiounen vum der Konventioun, wou d'Interventioun vum der Chamber gefrot ass, dat heescht, wou et sech ëm eppes Normatives handelt, wou d'Chamber muss hei deenen Dispositiounen zoustëmmen. An dat ass elo genau dat, wat hei iwwert d'Gesetz ëmgesat gëtt. Esou ass et jo och an der Vergaangenheet geschitt.

Och an der Vergaangenheet ass et esou gewiescht, dass ëmmer déi verbindlech Saachen dann a Gesetzer ageschriwwen gi sinn - d'Schoulgesetz oder aner Gesetzer -, an déi Modifikatiounen vum deene Gesetzer sinn dann och hei approvéeiert gi vum der Chamber. Op jidde Fall liesen ech net dat an deenen heiten Texter, wat den Här Wolter hei liest. Ech mengen, d'Konventioun ass bekannt, déi ass public.

An hei geet et drëm, dass also do, wou d'Chamber muss intervenéieren - dat heescht, wou besteeënd Gesetzer mussen ëmgeännert ginn oder ofgeschafft ginn an deem heite Fall an duerch nei Texter ersat ginn -, dass an deem Moment, wou d'Chamber selbstverständlech dat muss maachen, dat net iwwert déi Konventioun geschéie kann. Wann do Elementer drastinn, déi direkt an d'Zoustännegkeet vum der Regierung falen, ass et selbstverständlech un der Regierung, hir Responsabilitéit ze huelen, wat d'Exekutioun vum deem Deel vum de Konventiounen ugeet. Et ass also just een aneren Deel, deen hei muss ëmgesat ginn a verbindlechen Texter. Dat ass jo mat deem heite Gesetzesprojekt och geschitt.

Fir mech gëtt dat - ech hunn et virdu gesot - eng spannend Fro, déi mer tranchéiert kréien, wann et sollt weider zu Prozesser kommen. D'Fro ass, ob d'Konkordat nach hei zu Lëtzebuerg d'application ass. Dat ass eng Behauptung, déi an deem Prozess, dee momentan unhängeg ass virum Zivilgericht, opgestallt gëtt vum dem SYFEL a vun den eenzelne Kierchefabriken, déi do geklot hunn. Si soen, d'Konkordat vum 1801 wär nach ëmmer d'application zu Lëtzebuerg. Ech wëll just soen, dass déi lescht Regierung ënnert der Féierung vu chrëschtlech-soziale Premierministere a Kultusministere ëmmer hei d'Thees och an der Chamber vertrat hunn, dass d'Konkordat zu Lëtzebuerg net méi applikabel war.

Dat war iwwerengs och am 19. Jorhonnert d'Thees vum der kathoulescher Kierch, während déi liberal Regierung vum deemools, wann ech dat dierf esou nennen, déi ëmgedréit Positioun haten, wéi elo déi lescht Regierung op deem dote Punkt hat.

Wann dat näamlech de Fall wär, hätte menger Usicht no scho misse Verhandlung mam Saint-Siège stattfannen, well ech iwwerzeegt sinn, dass Dealer vum deene Konventiounen, déi mer iwwert déi lescht 20 Joer, 30 Joer hei guttgeheescht hunn, net 100%eg konkordéiere mam Konkordat. Also wäeren déi zumindest dann och schon net méi konform zum Text. Mä komescherweis huet keen dat sengerzäit opgeworf. Deemools huet dat kee gestéiert an elo stéiert et verschidde Leit, déi eigentlech aus deemselwechte Beräich kommen.

Et gëtt eng - ech wëll dat nach eng Kéier hei soen, ech hunn et scho gesot -, et ass déi eenzeg rezent Etüd, déi ech zu deem Thema kennen, et gëtt eng Etüd vum Professor Dr. Jörg Gerkrath vum der Universitéit Lëtzebuerg iwwert de Régime concordataire, deen opgrond vum enger Analys vum Droit international a vum Droit national zur Konkursioun kënnt, dass d'Konkordat hei zu Lëtzebuerg net méi applikabel ass.

A wa seng Argumentatioun richteg ass, an dat kënne schlussendlech nëmmer d'Gerichter entscheeden, ass d'Fro, ob all déi aner Texter, déi hir Source an deem Konkordat huelen, an dozou gehéiert indirekt och den Dekret iwwert d'Kierchefabriken, net och da schon net méi d'application sinn, spéitstens zënter déi éischt Konventioun mat der kathoulescher Kierch gemaach gi sinn opgrond vum dem Artikel 22.

Firwat? Well eisen Artikel 119 vum der Verfassung seet an den Dispositions transitoires, dass all déi Bestëmmungen, déi d'Culté betreffen, déi en application waren dee Moment, wéi d'Verfassung agesat ginn ass - dat ass also scho laang hier -, dass all déi Bestëmmungen, do fällt

also och den Dekret vum 1809 drënner, nëmmer esou laang nach en vigueur sinn, bis déi Konventiounen opgrond vum Artikel 22 ofgeschloss gi sinn. Déi sinn ofgeschloss ginn. Et ass deemools, muss ech soen, verpasst ginn, eigentlech Rechtssécherheet ze bréngen an eventuell duerch en Akt vum der Legislativ derfir ze suergen, dass déi Texter, déi eigentlech dorunnerhoungen, och nach weider sollten en vigueur bleiwen.

Dat ass net gemaach ginn. Duerfir stellt sech d'Fro, ob net sengerzäit, wéi déi éischt Konventioun mat der kathoulescher Kierch opgrond vum Artikel 22 gemaach gi sinn, net eng implizit Abrogatioun och vum Dekret iwwert d'Kierchefabrik geschitt ass. Et ass op jidde Fall eng juristesche Thees, déi sech verteidige léisst a wou mer da vläicht gesinn, wann déi Prozesser do weidergefouert ginn, ob a wat do eis Gerichter schlussendlech letztinstanzlech dann dozou wäerte soen.

En zweete Punkt, deen ech nach wollt soen a wou ech mengen, dass een dat net kann einfach esou hei stoe loosse, dat ass déi Thees, déi elo hei opgestallt gëtt, déi seet, d'Kierchefabriken, dat wär en Organisme de droit privé.

Ech muss soen, all déi Doktrinnen, déi ech driwwer gelies hunn - an do kann ee sech och esouguer op d'Musel an den Elsass bezéien a Frankräich, déi deeselwechte Prinzip hunn -, do ass dat bis elo ni esou interpretéiert ginn, dass dat en Organisme de droit privé wier. An och de Professor Delpérée, dee jo vum SYFEL chargéiert ginn ass, fir déi dote Fro juristesche ze kucken, kënnt eigentlech zu enger anerer Konklusioun, well e seet ganz zum Schluss bei senger Konklusioun: «Dans la mesure où les biens d'institutions publiques - les fabriques d'église», also e bezechent d'Fabriques d'église als Institution publique, net als Institution privée.

Also kann ee menger Usicht no hei net e ganzen Developpement maachen, wat besonnesch beim Här Gibéryen de Fall war, deen d'Kierchefabriken als Organisme de droit privé bezechent huet. Dat ass net déi gängeg Rechtsoffaassung an all déi Developpementer, déi Der doropshi gemaach hutt, sinn deemno och falsch.

(Interruption)

An déi dierf een also hei net zrëckbehalen. Am Géigesaz ass jo ëmmer insistéiert ginn a schlussendlech ass jo och den Text an deem Sënn ofgeännert ginn, et ass jo gesot ginn: Passt op, do ass e Problem!

Dir hutt op där enger Sait eng Personne morale de droit public op lokalem Plang an Dir féiert dee Patrimoine iwwer bei eng aner Persoun. An et ass net kloer, wat dat eigentlech ass. Ass dat de droit privé? Ass dat de droit public? An et ass jo kloergestallt ginn, dat ass dann en Établissement national, eng Personne morale de droit public. Dat heescht, et geet vum enger Personne morale de droit public um Niveau local op eng Personne morale de droit public um Niveau national. An domadder géif ech och soen, dass déi ganz Fro vum der Expropriatioun sech ënner engem anere Gesichtsponkt stellt.

Dat war eigentlech genau deen Developpement, deen de Professor Delpérée och gemaach huet. A sengem Avis vum eelef Sait geet e jo praktesch nëmmer op zwou Saiten op déi Fro vum de Kierchefabriken an. An do ass dat dote seng Haaptargumentatioun. E seet: Passt do op, do kann e besonnesche Problem entsto, well Der do eigentlech enger privater Persoun, Personne morale, déi dote Gidder wëllt zouféieren. An do stellt sech e seriöse Problem vum (veuillez lire: wéinst der) Expropriatioun.

Dee Moment, wou den Text an deem Sënn ëmgeännert ginn ass, dass dat kloer ass, dass dee Fong praktesch een Établissement public oder zumindest eng Personne morale de droit public ass, mengen ech, stellt déi dote Fro sech och juristesche ganz anescht, wéi dat vläicht am Ufank de Fall war. Och do mengen ech, dass deen Text hei, iwwert dee mer haut ofstëmmen, zu enger Klarifikatioun gefouert huet.

Op deem heiten Text gëtt a gouf et een Accord mat der kathoulescher Kierch, mam Äerzbischof, mat deene Leit, déi d'kathoulesch Kierch vertrieben. Do bestätegen ech och hei, dass d'Grondiddi vum deem heiten och aus der kathoulescher Kierch erauskënnt an net aus engem Wahlprogramm vum enger vum deene Parteien, déi hei an der Regierung vertrat sinn.

Mä et ass awer eng Iddi, déi u sech net falsch ass, dass, wann een also ofweit, wat fir ee Wee dass ee geet, dat dote scho Sënn mécht, fir do eng professionnell Gestuon, eng rationnell Gestuon vum Patrimoine vum der Kierch ze kréien. Dat ass natierlech am Interessé, mengen ech, vum der kathoulescher Kierch an et ass och am öffentlechen Interessé, dass dat esou geschitt mat där néideger Transparenz, déi mer jo vun

alle Saiten wëllen an dat Finanzgebare vum de Kierchen och weider erabrénge. Dat ass, mengen ech, dee richteg Wee, dee mer hei gaange sinn, an et ass un der kathoulescher Kierch, derfir ze suergen, dass dee villen Engagement, dee se an hire Paren huet, net leit ënnert där eigentlech vum hir gewollt Zentrallisierung vum der Finanzgestuon.

Perséinlech mengen ech, dass genuch Sutt besteet, sech intern esou ze organiséieren - an den Text selwer gëtt jo, wéi jo och richteg ervergehuewe ginn ass, och d'Méiglechkeet, e mécht eng Dier op, fir dat doten ze maachen -, dass do u sech deen Engagement net verluer geet, dass dee ka weidergoen, just vläicht an enger anerer Struktur, an enger anerer Form, awer wa méiglech mat deeneselwechte Leit, mat darselwechter Begeeschterung, fir dat doten ze maachen.

An duerfir mengen ech, dass een also do awer och sollt e gewéssent Vertrauen hunn, well et och vum Ufank un ëmmer gesot ginn ass vum Äerzbischof: Mir wëllen dat esou organiséieren, dass dat awer dezentral och nach ka weider fonctionnéieren, dass dat doten eigentlech net zu engem Broch elo am Fonctionnement op lokalem Plang an eenzelne Pare féiert.

Ech mengen, wann de Wëllen do ass, fir eppes ze maachen, brénge mer dat och fäerdeg, vu dass ech hei muss feststellen, dass et elo manner, denken ech, eng Fro ass vum politeschen Divergenzen tëschent de Regierungsparteien an der kathoulescher Kierch, mä éischer eng Fro ass e bëssen och vum Muecht innerhalb vum der kathoulescher Kierch. Wien huet d'Soen iwwert d'Finanzen? Wien entscheet am Endeffekt, wann eng spezifesch Finanzdecisioun ze huelen ass? Et geet eigentlech dorëm, an ech mengen, dass et net un eis ass, dat doten ze tranchéieren, mä dass dat dote wa méiglech eng Fro ass, déi intern vum der Kierch muss geregelt ginn am Sënn vum enger gutt verstanener Trennung vu Kierch a Stat, well nëmmer esou kann dat Ganzt fonctionnéieren.

E leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat ass deen, deen e puermol elo ugedriwwen ginn ass, well jiddwieren héiert Prozess hei, Prozess do. Wat geschitt elo? Trëtt dat Gesetz iwwerhaapt a Kraaft? Bon, wann dës Chamber dat Gesetz stëmmt an d'Gesetz kritt d'Dispens vum zweete Vott duerch de Conseil d'État, da gëtt et verëffentlecht an et trëtt den 1. Dag vum drëtte Mount no senger Verëffentlechung a Kraaft. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg kee System, wou ee Gericht eng Akraaftsetzung vum engem Gesetz ka verhënnere.

Wa Verfassungsfroen opgeworf ginn, da muss dat am Kader vum engem spezifesch Prozess, deen awer e konkreten Objet muss hunn, opgeworf (veuillez lire: ënnersicht) ginn. An ech schlëssen effektiv net aus, do ginn ech mengem Virriedner sécherlech recht, dass op deem heite Punkt et an engem konkrete Fall, wann do Contestatiounen sinn, d'Regularitéit an d'Konstitutionalitéit vum deem heiten Text opgeworf ka ginn, an dann ass et, wéi dat och bei aneren Texter de Fall ass, un eise Verfassungsgericht am Endeffekt, dat dann ze tranchéieren. A mir hunn dann déi néideg Konklusiounen dorauer ze zéien.

Dat ass, mengen ech, awer an engem Rechtsstat eppes ganz Normales, dat dierf een eigentlech och net fäerten. Mä ech sinn der fester Iwwerzeugung, dass an där schwieriger a komplexer Matière, wou et net einfach war, en einfachen Auswee ze fannen, well vill Zäit, Jorzéngten eigentlech verluer gaange sinn an deem heiten Dossier, mengen ech, dass dat heiten awer dee richteg Wee ass. E Wee, dee gemeinsam mam Äerzbischof gaange ginn ass a wou ech sécher sinn, dass mer schlussendlech awer herno eng besser Léisung hu wéi d'Weiderbestoe vum deem alen Text iwwert d'Fabriques d'église. Duerfir, eise Parteipresident huet dat scho gesot, wäert d'Sozialistesch Partei selbstverständlech deen heiten Text stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wolter freet d'Wuert. Ech ginn dovun aus, dass nach Riedezäit do ass.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Riedezäit ass do an den Här Bodry huet mech nommément och ernimmt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Bon, et war kee Fait personnel.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech hunn nach véier an eng hallef Minuten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, eben, Der braucht...

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ass dat an der Rei?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dat ass selbstverständlech an der Rei.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Da sinn ech fro.

Här Chamberspresident, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif dann trotzdeem gären a kuerze Wieder op d'Interventioun vum Här Bodry hei agoen. Déi éischt Interventioun, déi den Ufank an de Schluss vu senger Ried markéiert huet, ass déi, fir ze soen, et wier eigentlech jorzéngtelaang näscht geschitt.

Deem huet en eigentlech an der Mëtt vum sengem Exposé widdersprach, wéi en iwwert den Expertebericht vum Joer 2012 geschwat huet. A wann e seet, et wäeren eidel Tiräng do gewiescht, da muss ech soen, 2013 louch en Expertebericht do mat konkrete Propositiounen, wéi een hätt kënne virgoen. Dertëschent si Wahle komm, 2013. Eis Partei huet hir Positioun an de Wahlprogramm geschriwwen. Et ass also net richteg, et ass einfach faktesch net richteg, fir ze maachen, wéi wann eréischt 2013 d'Fro vum de Kierchefabriken an d'zukünfteg Regel op d'Dagesuerdung vum der politescher Debatt hei zu Lëtzebuerg komm wier.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...ech hu vun de Jore virdrun...

Dir hutt mer net nogelauschert!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech hunn lech esouguer ganz gutt nogelauschert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jore virdrun ass et op der Tapët gewiescht. Et gi Motiounen, déi vill méi al si wéi deen Expertebericht do!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dir sot, Här Bodry, et wéilt ee blockéieren. Ech hat net d'Impressioun an iergendenger vum de Passage vu menger Ried, dass ech op iergendengem Punkt gesot hätt, mir wéilte blockéieren. Mä mir wëllen et richteg maachen. Mir wëllen et richteg maachen am Respekt vum alle Partner an déi Partner sinn nun eben net nëmmer de Bistum an de Stat, mä och d'Kierchefabriken an de Stat. A mir wëllen et esou gestalten, dass keng Prozesser mussen driwwer befannen, ob dat Gesetz hei legal ass a bestoe bleift oder net.

Dir hutt gesot, mir hätten eis eigentlech nëmme mam éischen Text befaasst. Quod non! De Gros vum de Kriticken, déi ech geäussert hunn a menger Interventioun, bezitt sech expressis verbis op dat, wat geschitt ass nom Avis vum Statsrot...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt jo net eleng geschwat, Här Wolter! Et waren nach aner Leit hei, déi geschwat hunn.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...vum 14. Juli aus dem Joer 2017. An ech hu mech souwuel ausenanergesat mat der Aart a Weis, wéi den Innenminister verfuere ass, an zwar net mat de Kierchefabriken, mä mat de Gemengen, déi a mengen Aen en Deel vum deemem Projet sinn, wéi eben och mat der Aart a Weis, wéi d'Chamber eigentlech hir legislativ Aarbecht - an do misste mir zwee eis zumindest eens sinn - net gemaach huet. Well wann een näamlech opgrond vum Avis vum engem Statsrot eng Annex eigentlech op de Rang vum Gesetz hieft, wat net übblech ass, wat et awer scho ginn ass,...

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Dat ass et awer scho ginn.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...dann ass et déi ureegen Flicht vum der Chamber, fir an aller Sorgfalt derfir ze suergen, dass dat, wat an deenen Annexe geschitt, der Legalitéit an och dem Wëlle vum deenen, ëm déi et geet, entsprécht. An dat ass net gemaach ginn.

Fënneft Remark, Här Bodry: Dir sot, an zu Recht, d'Chamber ass net ageschränkt an hire Méiglechkeeten a Pouvoiren, an Dir bezitt lech do op den Artikel 22, wou mer eng Divergence de vue hunn, déi mer héchstwahrscheinlech haut net wäerte klären.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Ech mengen net.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Déi gi vun anere Leit gekläert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Vläch.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mä d'Chamber an hir Souveränitéit spillt awer net am rechtsfräie Raum. Eng Chamber kann net maachen, wat se wëllt. Och eng Chamber muss kucken, ob déi Gesetzer, déi se stëmmt, de Gesetzer, déi bestinn, entsprechen a virun allem, ob se der Verfassung entsprechen.

(Interruption)

An dat, wat Der elo macht, an dat ass meng grundleeënd Kritik un deem, wat Der amgaange sidd hei ze maachen - an ech gesi jo, dass Der dat absolut wëllt maachen, dofir hätt ech just gären, dass Der wësst, wat Der amgaange sidd ze maachen -, dat ass, dass ech mech a mengem Rasonnement iwwerhaapt net am Kader vum Artikel 22 vum der Verfassung, mä am Kader vum Artikel 16 vum der Verfassung bewegen, näamlech deen, deen d'Expro-



pratioun an d'Konditioun vum der Expropriation regelt, an dass mäi Punkt och guer net deen ass, wéi d'Expropriation an d'Relatioun vu Fong zu Kierchefabrik geregelt ass, mä dass meng heftig Kritik sech doréms beweegt, dass hei Gemengen hir Propriétéit ewechgeholl kréie sans autres formes de procédure.

An dofir hunn ech en Amendement gemaach. An ech si ganz gespaant, wéi Der dorobber reagiert. Well gleef mer et, deen Deel, dee wäert zu ganz schwéierwiegende Konsequenzen eventuell kenne féieren, och zu Rechtssträit an och bis zu ech weess net. Et ass e fundamentalen Ennerscheid, ob Dir diskutéiert iwwert d'Gesetzesméissegheet an d'Pouvoiren an d'Méiglechkeeten, déi d'Chamber huet. An Dir referéiert lech op den Artikel 22 a menger Interventioun, déi sech haaptsächlech mat der Interpretatioun vum Artikel 16 ausenanergesat huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, den Här Bodry kritt nach eemol d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, fir nach eng Kéier dat ze widderhuelen, wat ech gesot hunn, wat manifestement hei falsch verstane ginn ass. Meng Kritik, déi bezitt sech net op den Expertebericht, mä meng Kritik bezitt sech op déi Jore virdrun. Elo Hand op d'Häerz, Här Wolter, mir wëssen zënter laange Joren, wäit vum Expertebericht, dass d'Gesetzgebung iwwert d'Kierchefabrikce contraire ass zu den allgemenge Rechtsprinzipien an zu eiser Verfassung. Do ginn et scho laang al Motiounen. An ech soen nach eng Kéier: Schonn 2009, vum Expertebericht, war en Accord do, dass mer géifen d'Moderniséierung maache vum Gesetz iwwert d'Kierchefabriken. Wéissou ass net emol een Avant-avant-projet ausgeschafft ginn zu deem dote Punkt vum zoustännege Minister?

Wat ass gemaach ginn? Fir Zäit ze gewinnen, fir dat Ganzt erëm eng Kéier e puer Joer no hannen ze schuppen, fir nëmmen esou lues wéi méiglech virunzekommen, ass gesot ginn: Elo setze mer emol Experten an. Wat hunn déi Experten do eis da vill Neies matgedeelt? Si hunn eis dat matgedeelt, wat d'Kritikpunkten ugeet, wat mer alleguerte scho selwer woussten, op jidde Fall all déi, déi sech eng länger Zäit mat där doten Affär beschäftegt hunn.

Hei ass et esou gemaach ginn, wéi et sengerzäit bei der Aféierung vum der duebeler Nationalitéit gemaach ginn ass. Eigentlech ware mer eis alleguerte schonn eens, war eng Majoritéit zumindest an dëser Chamber derfir, fir ze soen: Mir si bereet, d'duebel Nationalitéit anzeféieren. Mä fir Zäit ze gewinnen, mä fir awer nimmee keen ze brüskéieren, ass emol eng Etüd gemaach ginn. Et ass ee chargéiert ginn - war et net den Här Delpérée selwer erëm eng Kéier? Dës Kéier huet en da fir aner Leit an der Regierung geschafft, elo ass et fir de SYFEL -, fir déi dote Fro dann ze klären. Do sinn erëm eng Kéier fënnel Joer verluer gaangen, ier da schlussendlech mat grousser Majoritéit dat Gesetz gestëmmt gi war. Do huet sech an de Fakten näischt geännert während deenen zéng Joer.

Mir hunn an där dote Fro zéng Joer verluer. Dat hei ass en anert Beispill, wou déi Wartehaltung agesat ginn ass. Obwuel mer parfaitement woussten, dass deen Text vum 1809 net haltbar wier, ass awer ëmmer erëm duerch d'Fangere gekuckt a gesot ginn: Dat gëtt kriddelech, also pake mer et léiwel net un. Loosse mer eis duerch Leit vu bausse soen, dass mer eppes mussen maachen, da kréie mer vläicht och bei eis an der Partei duerchgesat, dass mer eppes do mussen maachen.

Dat ass déi Kritik, déi ech hunn. Also ech kritiséieren u sech net, wat elo kuerzzeitg gemaach gouf, mä et ass scho länger Zäit gewosst gewiescht, wou d'Schwaachstelle sinn, dass de Gläichheetsprinzip téschent de Reliounen net respektéiert gëtt, dass do Dispositiounen dra sinn, déi net méi haltbar sinn. Zum Beispill, dass ee muss eng gewësse Konfessioun hunn, fir d'äerfen an deem dote Rot ze sinn, an engem Établissement public local, dat ass onhaltbar hautdesdaags. Vlächicht war dat haltbar am Ufank vum 19. Jorhonnert, mä haut ass dat net méi denkbar. All déi Saachen do ware bekannt, mä et wollt keen drugoen.

Bon, dës Regierung geet drun an ech mengen, et ass gutt, dass d'Regierung drugeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Mir sinn um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Innenminister Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt emol eng Kéier e grousser Merci un de Rapporteur an un déi gesamt Chamberskommissioun. Och wann een Deputéierten hei gemengt huet, déi Chamberskommissioun hätt

hir Aarbecht net gemaach, da gesinn ech dat aneschtens. A wann den Här Bodry opgehalen huet mat deem Wuert: Et huet keen et ugepaakt an dës Regierung huet et ugepaakt, dann ass dat den Ufank, fir hei kënnen op dëser Tribün ze deklaréieren, dass dese 17. Januar e geschichtsträchtegen Dag ass.

Mir schlësse fir eng länger Zäit, dovu sinn ech jiddefalls iwwerzeegt, en Dossier vum Trennung vu Kierch a Stat of, deen aus dräi Voleten besteet: d'Neuordnung vum der finanzieller Ennerstëtzung vum Stat vis-à-vis vum Culte catholique an deenen aneren unerkanntene Reliounsgemeinschaften, d'Ersetze vum Reliounsunterrecht duerch e Wäerteunterrecht, dee fir all d'Kanner, déi hei am Land an d'Schoul ginn, deen nämlechten ass an dat onofhängeg dovunner, ob d'Kanner respektiv hir Eltere gleeweg sinn oder net. An am Fall, wou se gleeweg sinn, onofhängeg dovunner, u wat respektiv u wie se gleewen. An drëtens, an doriwwe befanne mer haut, d'Klärung vum de Besetzverhältnisse vum de Kirchegebaier an d'Ofschafe vum Dekret vum 1809 iwwert d'Kierchefabriken.

Et sinn dëst dräi Elementer vum engem Ganzen, déi de 26. Januar 2015 esou mam Aerbistum ofgemaach gi sinn. An a mengen Aen läit do och déi historesch Dimensioun vum deem Ganzen, anerer schwätze souguer vum engem historesche Kompromëss, deen esou net onbedéngt viruszegesi war.

Op jidde Fall hunn déi mannste viru fënnel Joer dru gegleef, dass mer am Beräich vum der Trennung vu Kierch a Stat esou wäit géife kommen. An dat ass ouni Zweifel e groussen Erfolleg fir dës Regierung, och wann anerer eis dat net wëlle gënnen. Et gouf eis e grousser Kulturkampf propheet, wa mir dat waarmt Eise géifen upaken. An Einzelner hu sech schonn drop gefreet, wéi d'Regierung géif ausenanergedriwwen ginn. Abee, näischt vu béidem ass geschitt: Weder ass et zu engem Kulturkampf komm nach hu sech déi dräi Regierungsparteien ausenanerdreiwé gelooss. Am Géigendeel, dese Projet huet eis nach méi no beienereckele gelooss.

Firwat ass dat esou komm? Firwat hu sech déi béis Propheeteungen net erginnt? Dorops gëtt et eng relativ einfach Antwort, an zwar déi, dass d'Regierung mat Fangerspëtzegefill un dës Fro erugaangen ass, net mam Briecheisen, net vun uewen erof, mä mat Dialogbereitschaft a Versteedsdemech fir déi aner Säit am Interêt vu gemeinsam gedroene Léisungen.

Sécher, deem engen oder anere geet dat alles net wäit genuch an do wäre sech méi radikal Léisungen erwaart ginn. Mä genausou sécher geet dat Ganzt anere vill ze vill wäit a vill ze vill séier. Do ware sech aner oder souguer vlächicht quer keng Verännerunge gewënscht ginn. Dëst illustriert och, dass et sech bei deenen am Dialog ausgehandelte Léisungen ëm e wierkleche Kompromëss handelt. E Kompromëss mat deem eenzege Partner, deen duerfir a Fro komm ass, nämlech dem Bistum, representéiert duerch den Aerbischof a säi Generalvikar, déi als Eenzeg - an ech betounen: als Eenzeg! - d'kathoulesch Kierch zu Lëtzebuerg representéieren an engagéiere kënnen.

An dass et eis gelongen ass, zu Kompromësser ze kommen, dierf iwwerraschen an Einzelner souguer enttäuschen. Ech muss soen, Här President, mech iwwerrascht et net. Éischtens, well ech d'Chance hat, weinstens wat den drëtten Deel vum Dossier ugeet, dës Gespréicher am Numm vum der Regierung ze féieren. An zweetens, well ech weess, wéi déi Gespréicher verlaf sinn, wou zwar, an dat ass onëmstridden, heiansdo haart verhandelt gouf, awer ëmmer fair an am géigesäitege Respekt deen ee vis-à-vis vum deem aneren.

An ech ginn den Androck net lass, dass d'kathoulesch Kierch wesentlech méi pragmatesch a realitéitsbewosst ass wéi verschidde vum hire Kierchegänger, fir déi den „C“ éischter fir politesche Muechterhalt wéi fir d'Vermëttlung vum der biblescher Botschaft ze stoe schéngt.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - D'CSV, Här President - an hir Verrieder hunn et haut op dëser Tribün gesot -, hätt et anescht, si hätt et selbstverständlech besser gemaach. Dierf een d'CSV da froen, ob si net de Konsens mam Bistum gesicht hätt? Hätt si net an engem méintelaangen, permanenten Dialog ëmmer erëm nei Formulierung gesicht, déi deem engen an deem anere konnte Satisfaktioun ginn? Hätt d'CSV sech net un eng ennerschriwwen Konventioun gehalen an domadder hiert Wuert gebrach? Ech froen: Pacta sunt servanda, ass dat net ee Prinzip, deen och fir d'CSV misst helleg sinn?

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Si hu sech net dru gehalen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, ech mengen ze wëssen, wat d'CSV gemaach hätt. Si hätt dat gemaach, wat si och déi Jorzéngte virdu gemaach huet, nämlech glat a guer näischt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Si hätt eng Situatioun perdurierende gelooss, déi méi wéi ongesond war, wou enner anerem de Conseil de l'Europe schonns drop higewisen huet, dass se intenabel wier. D'CSV hätt d'Propriétéitsverhältnisse vum de Kierchegebaier net gekläert an domadder d'Gemenge weider eleng um Problem sëtze gelooss.

Erlaabt mer, an deem Kontext och nach de Statsrot ze zitieren, deen der Regierung an der Chamber net nëmme gréng Luucht gëtt, fir dës Propriétéitsverhältnisse ze klären, mä se duerfir ausdrécklech begléckwënscht. «Le projet de loi (...) a le mérite d'apporter des clarifications à cet égard.» Am Jargon vum Conseil d'État, Här President, a gleef mer, ech weess, vu wat ech schwätzen, kënnst dës Formulierung engem Ritterschlag gläich.

(Brouhaha)

D'CSV hätt déi ondemokratesch... D'CSV hätt déi...

(Brouhaha)

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Legendebildung selwer maachen, wann déi aner et net maachen!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - D'CSV hätt déi ondemokratesch, ontransparent Kierchefabrikce weider am Däischtere wierke gelooss, well et hir u politeschem Courage gefeelt hätt, an deem Krabbennascht fir Uerdnung ze suergen.

(Interruptions)

Jiddwereen heibanne weess et a jiddwereen heibannen erënnert sech och nach drun, wat fir ee legendäre Stéllstand mer erlieft hunn, nodeems den Här Biltgen 2012 säin Expertebericht presentéiert hat,...

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ...deem d'Dränglechkeet vum Handeln, an dat ass wouer, méi wéi kloer ervirgestallt huet. A fir dat Näischtaache vum der CSV gëtt et och Grënn, déi am beschten illustriert ginn duerch en „Lëtzebuurger Wort“-Leitartikel vum 22. Juli 2017.

A wa mer scho bei den Zitater sinn, dann erlabe ech mer, nach eng Kéier ze zitieren, wat d'„Wort“ gemengt huet: „Und die CSV? Die Christozialen wollen sich zu dem Gutachten erst gar nicht äußern.“ Gemengt war den Avis vum Statsrot. „Überhaupt hielten sie sich in dem Dossier zuletzt auffallend zurück. Angesichts ihres Dauerabonnements auf das Innenministerium sind sie sich offensichtlich sehr wohl bewusst, dass sie die obsoleten Gesetzgebung zu den Kirchenfabriken bereits vor Jahren nach eigenem Gusto hätten reformieren können, gar reformieren müssen.“ A weider: „Es geht im wahren Sinne des Wortes um Kirchturmpolitik und es geht um das von ihnen verwaltete Vermögen. Es geht um Geld.“ An dann: „Dass in den Kirchenräten viele CSV-nahe Mitglieder sitzen, macht die Sache nicht einfacher.“

(Brouhaha)

Här President, dierf ech drun erënnern, dat war en „Wort“-Leitartikel. Et stoung net am „Journal“, och net am „Tageblatt“ an och net an der kommunistescher „Zeitung“.

(Brouhaha)

An et ass esou wouer, et ass esou wouer, wéi seelen eppes wouer ass, wat an enger Zeitung steet! Et beschreift a kuerze Wierder dee ganzen Dilemma vum der CSV. An et liwwert esou ganz niewebäi eng weider Erklärung derfir, firwat et esou wichteg ass, dass déi Hären an Damme vum der CSV hei op menger rietser Säit sëtzen an net op de Regierungsbänken.

(Hilarité)

D'CSV hätt also...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also Här...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Schwätzt Dir als Minister oder als Parteimann?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Als wat schwätzt Der hei?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dat war elo awer déi lescht Remark, Här President!

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Awer wierkelech!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech hunn elo hei während gutt véier, fënnel Stonne gutt nogeluschtert...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...als Minister geschwat géint d'CSV, jo.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech hunn elo hei während gutt véier, fënnel Stonnen nogeluschtert...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir kënnst zu jidder Zäit herno reagieren.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - ...an ech hunn lech net ennerbrach. An ech géif lech bieden,...

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Bis elo huet och kee polemiséiert!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Mir haten eng Demande gemaach, fir déi aner Säit sëtzen ze kommen. Déi ass refuséiert ginn.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Aah! A wann Der esou weidermaacht, da geschitt lech dat nach eng Kéier.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ah jo, well mir ass et egal, ob ech lénks oder riets sëtze vum Riednerpult.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - A wann Der esou weidermaacht, da geschitt lech dat nach eng Kéier.

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et hänkt just dovunner of, wien um Riednerpult steet!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, dierf ech weiderfuere!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also, Kollegen, ech muss lech soen, ech sëtze ganz gär an der Mëtt. Fuert virun, Här Minister!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - D'CSV, an dovu sinn ech fest iwwerzeegt, hätt an dësem Dossier weider Gottes Waasser iwwer Gottes Land lafe gelooss, wuel wëssend, dass de kritesche Pegelstand scho méi wéi erreecht war.

Ech erlabe mer och, den Här Wiseler als CSV-Spëtzekandidat ze zitieren, deen an engem rezenten „Tageblatt“-Interview op d'Fro, ob et zu engem 180-Grad-Revirement an der Fro vum de Kierchefabrikce géif kommen, wann hien un d'Rudder géif kommen, Folgendes gesot huet: „Ich glaube, dass die Wirklichkeit das gar nicht zulässt. Sogar wenn man es wollte. Bei der Frage der Kirchenfabriken haben ja auch die Kirche und das Bistum eine Position eingenommen, die klar ist.“ Den honorabelen Här Wiseler huet natierlech recht bei deem, wat hien do seet.

► **Une voix.** - Aah!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - De ganze Rescht...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Also, wann Dir d'Saache bis futti gemaach hutt, dann ass et natierlech ganz schwéier, se erëm riichtzebeien. Dat ass absolutt richtig!

(Brouhaha)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Soll ech lech nach eng Kéier d'„Wort“-Leitartiklerin hei zitieren, déi gesot huet, Dir hätt jo scho laang Zäit gehat, eppes ze maachen, mä hutt aus deene Grënn, déi mer virdu gesot hunn, näischt gemaach?

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dir zitéiert, wat Der wëllt. Et wär emol gutt, wann Der géift op den Text reagieren an op all déi Froen, déi opgeworf gi sinn!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Ech fannen et ëmmer symptomatesch, wann een op seng eegen Zitater relativ ongedelleg reagiert.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech fannen et gutt, wann Dir Erklärunge gitt, déi absolutt net déi sinn, déi u sech geduecht waren. Dofir hunn ech dat kloer an d'äitlech gesot, wat ech domat gemengt hunn, fir datt et kloer ass an d'äitlech.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Gutt. Ech sinn awer trotzdem der Meenung, Här Wiseler, dass Der natierlech recht hat bei deem, wat Der do gesot hutt. An ech begrënnen och, firwat: Well Der mat deem, wat Der do gesot hutt, implizitt dat bestätegt hutt, wat déi vu mir zitéiert „Wort“-Leitartiklerin an deem Artikel vum 22. Juli 2017 gesot huet.

Leider hutt Der et net fäerdegruecht, Här Wiseler, déi Wierkelechkeet och da bis an d'CSV-Fraktioun eranzebréngen, soss hätte mer haut vun Äre Kollegen hei vlächicht aner Reaktiounen kritt wéi déi, déi mer de Mëtteg kritt hunn.

Et ass scho frappant, d'Diskrepanz téschent deem, wat Der engersäits am Beméie fir e statsmännesche Statement ofzeginn an engem „Tageblatt“-Artikel sot, an deem, wéi hei Är mandatéiert Spriecher optrieden.



► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et gëtt ëmmer besser.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Do soll jiddweree sech seng Gedanke selwer maachen.

► **Mme Octavie Modert (CSV).**- Et soll nach ee soen, dat hei wär keen ideologeschen Dossier!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Also, d'CSV huet lech kloer an d'itlech gesot, wat eis Position war a wat eis Propositionen wäeren. Ech géif lech emol bieden, op all déi Froen a Problemer anzegoen, déi hei opgeworf gi sinn, anstatt just Polemik ze maachen.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- En huet soss näischt gemaach.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech sinn amgaangen, Här Wiseler, hutt e bësse Gedold!

Här President...

(Interruption par M. Gast Gibéryen)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Fuert virun, Här Minister!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Hu mer en neie President an der Chamber?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, mä...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech war fein a wollt soen, datt Der nach 8 Minutten a 46 Sekonnen hutt.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Et ass nach näischt komm bis elo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech kontabilisier selbsterständlech d'Ennerbriechungen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Merci, Här President. Här President, mam Risiko, mech ze widerhuelen, wëll ech nach eng Kéier mat aller Däitlechkeet soen, dass d'ka-thoulesch Kierch mat dëser Gesetzgebung näischt ewechgeholl kritt. Dorëms ass et och net gaangen. Et gëtt och net, wéi vu verschidene Säite gesot ginn ass a monter och haut nach erëm weider behaupt ginn ass, iergendeen expropriéiert.

De Statsrot huet dat méi wéi kloergestallt. An ech zitieren en nach eng Kéier: «Il ne saurait être question d'expropriation.» Am Géigendeel, de Bistum verfüügt vun elo un iwwer en Instrument, dat et erlaabt, mat der noutwendeger Transparenz fir d'Kierch an déi ganz Gesellschaft déi kierchlech Immobilien, no deenen an Zukunft den nationale Fong wäert kucken, méi rational kënnen ze verwalten. An dat ass selbsterständlech am Interêt vun der Kierch. Mä et ass awer och am Interêt vun eis all, well de Fong seng Sue muss gebrauchen, fir déi Kierchegebaier, déi him gehéieren, ze ennerhalen an domat d'effentlech Finanzen ze entlaaschten.

Deene weínegen a punktuelle verfassungsrechtliche Bedenken, déi de Statsrot bei e puer Artikelen vum neie Gesetz geäussert huet, hu mer zu 100%, ech betounen, zu 100% Rechnung gedroen. Déi mandatéiert CSV-Spriecheerin huet gemengt, de Statsrot hätt mir zweemol d'Rout Kaart gewisen. Normalerweis ass ee jo schonn no der éischter Rouder Kaart vum Terrain. Et sollt vläicht ee vun deene grouse Fussballfans aus der CSV-Fraktioun der Maddamm Adehm dat eng Kéier erklären.

Mä et ware keng Rout Kaarten, et waren emol keng Giel Kaarten, well d'Regierung déi ugekënnegt Opposition-formellen ouni Problemer tel quel iwwerholl huet an zwar wuertwärtlech esou, wéi déi Textproposé vum Conseil d'État gemaach goufen. A si huet dat gemaach, well se d'Wiese vum Accord vun der Regierung mam Bistum a well se d'Wiese vum Gesetzesprojekt net op d'Kopp gehäit huet.

Loosst mech nach ee Wuert soen iwwert d'Matsproocherechter vun de Gemengen!

Zanter dem 24. Abrëll 2015, an ech sinn dem Här Wolter dankbar, dass en in extenso alleguete meng Bréiwer respektiv Circulären erwänt huet, also méi wéi zwee an en halleft Joer haten d'Gemengen all Méiglechkeeten, eis ze soen, wéi se gären d'Proprietéit vun hire Kierchegebaier geregelt hätten. Nach den 1. August 2017 ass den Delai, fir endgültig Bescheid ze soen, nach eng Kéier ëm zwee Méint verlängert ginn, fir dass d'Chamber wéisst, wéi se sech sollt orientéieren.

(Interruption)

An dëst op d'Demande - huet dat emol zur Kenntnis, wat ech elo soen! -, an dëst op De-

mande vum Bistum, dee wollt nach eng Kéier kënnen mat deenen eenzelne Gemenge Gespreecher féieren!

D'Gemengen haten an dësem Dossier en exemplarescht Matsproocherecht, wéi si sech et vläicht a villen aneren Dossierien heiansdo géife wënschen.

Wat mir haut hei héieren hunn, fir dat futti ze rieden, war eng Mëschung vun aus dem Kontext gerapptenen Zitater vum Conseil d'État, gepaart mat abenteuerlechen Eegeninterpretatiounen vun der Verfassung, déi vum Statsrot aver tel quel widerluecht gi sinn. Och dat sollt een eng Kéier soen.

An ech wëll dem Här Wolter soen, dass mer op Avis vum Statsrot och eng Bestëmmung, fir no-dréiglech d'Proprietéit nach eng Kéier kënnen ze änneren, aus dem Text erausgeholl hunn, well mer mengen, dass mer mat där Iddi vum Statsrot wesentlech méi séier virukommen, wéi dat de Fall ass.

A wann elo op dee leschte Stéppel eenzel Gemengen heihinnerkommen,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- No Wahlen, demokratesche Wahlen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Wann elo op dee leschte Stéppel - da soen ech et méi konkret, da soen ech et e bësse méi konkret - dräi Proporzgemengen, vun der CSV geféiert Proporzgemengen, elo hei wëllen Ännerungen hunn, da wëll ech just bemerken, dass all déi aktuell Buergermeeschtere vun deenen dräi Proporzgemengen, ëm déi et geet, scho virun an déi Decisiounen mat implizéiert waren a se och tel quel ugeholl haten, sief et als Schaffen, sief et als Buergermeeschter oder sief et als aktive Member vun enger Kierchefabrik.

Wann also elo probéiert gëtt,...

(Interruption)

...wann also elo probéiert gëtt, op de leschte Stéppel alles aneschtens ze maachen, wuel wëssend - wuel wëssend! -, an dat ass d'Absicht, déi jo hannendrusteet, dass de Projet dann erëm eng Kéier misst an d'Prozedur goen an e weidere Retard géif kréien, dann ass dat menger Meenung no weínege sënnvoll.

(Interruption)

Här President, ech wëll awer dozou e seriöt Wuert soen. Et soll keen de Geck mat den Institutionen maachen! An et soll ee bei all Dissens...

(Interruption)

Et soll ee bei all Dissens d'Seriositéit vum politeschen Debat net wëllen ennergruuen! Dat schuet net nëmmer der Politik an eis alleguerten als Politiker, mä et schuet eis all als Gesellschaft.

Et wäert mir ëmmer e Rätsel bleiwen, Här Wiseler, wéi een et fäerdegbréngt, sech selwer op de Kënn ze späizen, just fir en anere knaschteg ze maachen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dat do riicht Der awer just un lech. Ech fannen, datt Der déi perséinlech Saache roueg kënn op der Sait loosse. Dat gehéiert net an d'Diskussion hei.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dat ass eng Beleidigung.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- An et ass konstant datselwecht.

► **Une voix.**- Dat huet awer mam Projet ze dinn.

► **Mme Nancy Arendt (CSV).**- Dat seet awer elo dee Richtegen!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, Dir misst elo esou lues intervenéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dir kritt direkt nom Innenminister selbsterständlech d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Loosse mer awer alleguerten déi Leit, déi sech elo esou opreegen, nach eng Kéier berouegen! Mat dësem Gesetzestext gëtt zwar d'Proprietéit vu 500 Kierchegebaier an eisem Land endlech ganz kloer gekläert. Propriétaire ass, et gëtt net vill Méiglechkeeten, entweder d'Gemeng oder de Fong. Mä genausou kloer ass, an huet dat dach wann ech gelift zur Kenntnis: Dëst ass eng Momentopnam! Selbsterständlech kann och nom Akraafttriede vum Gesetz déi Proprietéit nom Prinzip vum Code civil an no de gesetzleche Virgaben änneren. Wat net ännert, ass de Prinzip: Deen, dee Propriétaire ass, ass och fir den Ennerhalt verantwortlech. An en huet net nëmmer d'Fräiheet, mä souguer d'Obligatioun, fir d'Gebaier ze ennerhalen.

Här President, et ass an dësem Dossier mat schwéierer Munitioun geschoss ginn an et geet jo riicht virun. Mir hu mat Engelsgedold ëmmer erëm probéiert, den Dossier ze versachlechen an eis Positionen ze erklären.

► **Une voix.**- Dat hunn déi eischt zéng Minutten...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Trotzdeem waren d'Schlei ënnert d'Gürtellinn op der Dagesuerdnung a weínege chrëschtlech,...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir beweist et.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- ...a weínege chrëschtlech, Här Wiseler, fir et emol esou...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Dir beweist et. Also, Dir braucht just Är Ried nozelauschten.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Vum atheistesche Reliounshaasser zum kommunistesche Verfassungsvergewalteter bis bei de Kriminellen, dee soll an d'Häll kommen, et war vun allem derbäi, fir deen onbeléiften Innenminister ze diskreditéieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Awer net hei.

(Brouhaha)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech weess awer net, wou Der déi Zitater do hierhuet.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Gitt mer eng Chance a lauschtert no, wat ech elo soen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir hat Är Chance.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Haut ass dann och nach déi degueulasse Bemerkung derbäikomm, mä Projet hätt Parallele mat deem vum nazistesche Gauleiter Gustav Simon.

Här President, als Jong vun engem Resistenzler treffe mech esou Bemerkungen. Mä si geheie mech net ëm. Ech hu vu mengem Papp geléiert, dass ech net beim éischten...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Entschëllegt, Här Minister, ech wëll awer präzisieren, dass dat Wieder sinn, déi net an der Chamber hei gefall sinn.

► **Une voix.**- Kee vun eis, kee vun eis huet dat gesot.

(Brouhaha)

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, ech hunn dat och net behaupt.

(Brouhaha et hilarité)

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Bon, dat huet awer esou geklungen, d'Aart a Weis, wéi dat do ugeet.

► **Une voix.**- D'Chamber awer net.

(Brouhaha)

► **Une autre voix.**- Dat ass den absolute Combel.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Esou kann et awer net goen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir sidd amgaangen, Äre richtige Charakter ze weisen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här Gibéryen, däerf ech lech dorobber äntwerten?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo. Roueg, roueg!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Et wär gutt gewiescht - et wär gutt gewiescht -, wa mer virun allem bei deem leschte Passage, deen haut de Moien an engem Lieserbréif stoung, ënnerschrifwe vum President a vum Vizepräsident vum SYFEL, déi deen dote Verglach gemaach hunn, wann Der do vläicht mat e bësse méi Dignitéit op meng Reaktioun geäntwert hätt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- An ech halen drop, ech wëll net nëmmer iwwer mech hei schwätzen, Här Wiseler. D'Attacke géint de Bistum a seng héchste Vertrieeder waren net manner onappetitlich an hunn an hirem Héichpunkt aus enger Assignatioun op d'Gericht op den Dag vu Chrëscht'dag bestanen an aus Denunziatiounen vum Äerzbischof zu Roum. D'Chamber...

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Adresséiert lech un d'Chamber!

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Ech adresséiere mech un d'Chamber.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Majo dann...

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- D'Chamber gouf oppen attackéiert, well se sech getraut hat, an enger éischter Etapp schonns den Dekret vun 1809 partiell ofzeänneren. Och de Conseil d'État krut säi Fett ewech, well en de Culot hat, eng juristesche sachlech Position ze bezéien an net dat geschriwwen huet, wat anerer wollte vun him héieren a liesen. Ech kommen nach drop zrëck.

Dëser Deeg koum dann och nach den Ombudsmann...

(Brouhaha)

Et muss lech vill stéieren, wat ech soen, hein?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech droe beim Här Minister, grad wéi bei all Deputéierten, deen ennerbrach gëtt, den Ennerbriechung Rechnung. Den Här Minister huet nach genee zwou Minutten.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Här President, ech wëll lech just soen: Ech hat eng Ried preparéiert, déi genau 19 Minutten a 36 Sekonne gedauert huet. Wann ech hei hätt kënnen fräi schwätzen, da wär dat och ouni Problem méiglech gewiescht. Mä ech wäert mech selbsterständlech Är Disziplin ennerwerfen.

Dëser Deeg koum och nach den Ombudsmann un d'Rei. Et war evident, dass hien an dëser Fro net kompetent wier, fir iwwerhaupt kënnen aktiv ze ginn. D'Gesetz erlaabt him et einfach net. An trotzdem gouf e saiséiert a prompt attackéiert, well net dat gewünschte Resultat erauskomm ass.

Elo liese mer an der Zeitung, dass och onofhängeg dovunner, wat d'Chamber haut wäert decidéieren, d'Justiz viséiert bleift. Mä och wann den Adressat ännert, de Modus Operandi bleift deen nämlechten: Et gëtt effentlech Drock opgebaut, fir dass dat Resultat erauskënn, wat ee sech erhofft. Ech maachen et dann e bësse méi kuerz. Keen Amtsdréier, sief et e weltlechen oder kierchlechen, keng Institution, kee Pouvoir am Stat, sief et deen éischten, deen zweeten oder deen drëtten, soll verschout bleive virun der gealltener Kraaft vun der Roserei vun de Contestatairen. Dat war d'Botschaft, déi sollt vermëttelt ginn. A si ass ukomm.

Här President, jiddweree sollt sech gutt iwwerleeën, ob e sech där Form vun der politescher Ausenanersetzung wëllt uschléissen oder net, an dat och hei am Haus!

Ech gi gären zou, dass ech mer déi innerkierchlech Opposition géint den Accord tëschent Regierung a Bistum net esou virulent konnt virstellen. Ech hat mer de Fonctionnement vun der Kierch vläicht méi hierarchesch strukturéiert virgestallt an net mat dëser regelrechter Front géint den Äerzbischof gerechent. Mä schlussendlech war et genau déi Radikalitéit an déi fanatesch Arroganz vun dëser innerkierchlecher Opposition, déi derzou gefouert huet, dass d'Attacken am Sand verlaf sinn.

Et war einfach ze vill evident ginn, dass déi effentlech Struktur vun de Kierchefabrike sech verselbststännegt haten a wäit iwwer hiren eenzegen effentlechen Oprotrag, nämlech d'Kierchegebaier ze ennerhalen, Afloss op d'Gesellschaft geholl haten an nach ëmmer wëllen huelen. Dat ass nieft dem Geld déi zweet Undriffsfieder, déi des Leit dreift. Et kann ee scho bal vun onfräiwëlleger Autodenonciatioun schwätzen, wat hei gebuede gëtt.

Op jidde Fall ass et fir ëmmer méi Leit ëmmer méi kloer ginn, wéi noutwendeg et ass, fir des Reform unzegoen. An och fir mech koum et net a Fro, fir zrëckzegoen, och mam Risiko - wéi ee geschriwwen hat, an ech betounen dann, keen aus der Chamber -, dass et mech de Kapp géif kaschten.

Mä, Här President, Dir gesitt, de Kapp ass nach drun. An ech menge kënnen ze behaupten, dass d'Akzeptanz fir des Reform dobausse bei de Leit, entgéint deem, wat behaupt ginn ass an deene leschte Wochen a Méint, drastesch eropgaangen ass.

Alles dat gesot, wat huet misse gesot ginn, mengen ech, dass d'Zäit komm ass, erëm openeen zouzegoen. D'Regierung huet dat schonn an engem Geste gemaach. Sou hunn ech duerch meng nodréiglech Autorisatioun de Kierchefabricken et iwwerhaupt erméiglecht, géint d'Konventionen tëschent Regierung a Bistum ze kloer, nodeems si des gesetzlech virgeschriwwen Autorisatioun tout simplement ignoréiert haten.

An och heibannen, Här President, wär et vläicht net vu Muttwëll, wann Einzeler sech géifen drun erënneren, wat si alles virun Avis vum Conseil d'État vu Positionen ageholl hunn a sech op mech ageschoss haten. Nom Avis vun deemselwechte Conseil d'État, wou si carrement widerluecht gi sinn, ass et dunn e bësse méi roueg ginn.

Erlaabt mer just nach weínt der historiescher Wourecht e kleng Réckbléck op de Werdegang vun dësem Projet.

Nodeems sech d'Kierch an d'Regierung séier eens ware fir d'Faleloosse vun der Obligatioun vun de Gemengen, fir eng Paschtouesch-wunneng mussen zur Verfügung ze stelle respektiv den Defizit vun de Kierchefabricke mussen ze decken, ass de gemeinsame Wonsch vu Regierung a Bistum kloer ginn, fir méi wäit ze goen. An ech betounen den „gemeinsame Wonsch“.



D'Regierung hat virun allem de Wonsch, fir d'Propriétéitsverhältnissen vun de Kierchegebaier an d'Ennerhaltsflicht no de Regele vum Code civil ze klären, während et dem Bistum, dee mat engem territorialen organisatore-sche Reformprozess beschäftegt war, dréms gaangen ass, d'Kräften ze bündelen, fir de pastoralen Opdrag vun der kathoulescher Kierch enner verännerte Bedéngunge weiderhin ze garantéieren.

Dat, an näischt aneres waren d'Beweeggrënn, fir den Dekret vun 1809 ofzeschaffen. An dat ass och d'Basis vum Gesetz, dat haut hei zur Ofstëmmung kënn. De Bistum, an dat ass awer och wierklech nozevollzéien, wollt net, wéi dat am Ufank geplangt war, d'Decisioun huelen, wéi eng Kierche bei deenen nei ze schafenden nationale Kierchefong kommen a wéi eng Kierchegebaier bei d'Gemenge kommen. Iwwregens hätten domadder och vill Gemengen, wéi den Här Wolter richtig gesot huet, e Problem gehat.

Dunn ass d'Iddi opkomm, dass um lokale Plang Gemeng a Kierchefabrik zesummen déi Propriétéitsfro sollte klären. Leider ass och des Iddi aus engem ganz bestëmmten Eck boykottéiert ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- De Statsrot huet du Kloertext geschwat a festgestallt, dass et méi einfach a méi kloer ass, wa just de Legislatateur d'est sollt stellen.

Ech wëll nach vläicht ee Wuert soen, wat dann...

(Brouhaha général)

Jo, dann halen ech op, Här President.

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Maacht, Här Minister, Äre Saz fäerdeg, esou wéi ech dat och ëmmer bei anere Kollege maachen, déi an engem Rasonnement sinn! Maacht Äre Saz fäerdeg an dann huet jiddwer Kolleg och nach d'Geleeeenheet, fir Parole après ministre ze froen.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.**- Eenzel Leit hu mat grousser Trommelwierbel probéiert, mat grousser medialer Opmerksamkeet och probéiert, fir dee gemeinsam ageschloene Wee tëschent Regierung a Bistum ze minéieren. Mä et ass hinnen net gelongen, fir en ze zerstéieren. D'Bréck, op deem dat gebaut war, d'Fundament vun deem Ganzen, dat war den Dialog an dat war d'Mateneendiskutéieren, huet gehalen. An doriwwer sinn ech frou.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Wolter freet Parole après ministre.

► **Plusieurs voix.**- Ooh!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat ass dat Geräisch, wat ech vun deser Majoritéit am Léifsten héieren: den Ooh!

(Hilarité)

Här President, ech sinn elo am 34. Joer an der Chamber an ech hu selten en Optrétt vun engem Minister gesi wéi deen, dee mer elo déi lescht 25 Minuten iwwer eis hu missen ergoe loosse.

(Interruption)

Jo, ech gleewen, dass Dir der Meenung sidd, dass dat exzellent ass. De Minister huet dem Reglement vun der Chamber no zwanzeg Minuten, fir zum Projet de loi ze schwätzen, an ass gebieden, an deenen zwanzeg Minuten och zu de Virschléi, zu de Kriticke vun den Deputéierten, zu de Froen, déi vun den Deputéierte gestallt gi sinn, eng Äntwert ze huelen.

An d'CSV ass déi lescht Partei, déi ee Minister géif drun hënneren, fënnf Minuten an och nach zéng Minutte méi ze hunn, wann de Minister nëmme tant soit peu den Effort gemaach hätt, fir zu deem, wat de Mëtten hei an der Chamber gesot ginn ass, Stellung ze huelen.

De Minister huet dat net gemaach! En huet et souguer selwer zouginn. En huet gesot, en hätt sech eng Ried vun 19 Minuten a 36 Sekonnen opgeschriwwen. Hien hat also, ier en an d'Chamber komm ass, schon decidéiert - schon decidéiert! -, datt en op keng eenzeg Remark vun engem Deputéierte géif äntwerren.

(Interruptions diverses)

Amplaz während zwanzeg Minuten op de Projet de loi ze äntwerren, sinn déi éischt zwielef Minuten emol CSV-Bashing hei gemaach ginn, wéi ee se vläicht op engem Kongress hätt kënnen maachen, mä et ass bis zum Schluss eigentlech net probéiert ginn, et ass sech e Ritterschlag ausgestellt gi selwer, an et ass a ken-

gem Moment probéiert ginn, op d'Riede vun den Deputéierten anzegoen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- An d'Madamm Reding?

(Hilarité)

Déi huet sech fënnfmal de Ritterschlag ginn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- Awer net hei an der Chamber!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, ech wëll soen, dass ech lech wierklech géif bieden, de Ministeren an der Regierung ze soen, dass eng vun hire wesentlechste Flichten doranner besteet, wa se sech virun der Chamber presentéieren, fir op dat anzegoen, wat an der Chamber gesot gëtt, an net während fozéng vun zwanzeg Minuten iwwer all Méiglech, wat am „Wort“, soss enzwousch an der Zeitung, am Radio, beim Patt an esou divulgéiert gëtt,...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).**- A wat huet d'Madamm Aehm gemaach? Nëmme zitéiert!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- ...ouni sech mat deem ausenannerzesetzen, wat hei gesot ginn ass. Dir hutt lech Är...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann ech gelift, den Här Wolter huet d'Wuert an zwar ganz alleng!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, de Minister huet sech a kengem Moment un d'Chamber gewannt. Mir bedauern dat wierklech ganz staark. En huet virun allem Saachen och nees behaupt, déi net richtig sinn. E behaupt nach wie vor, et géif keen expropriéiert ginn. Ech hunn a menger Interventioun kloer an daitlech gemaach, dass hei expropriéiert gëtt a par le fait du prince expropriéiert gëtt.

Hien huet op wesentlech Froe keng Äntwert ginn. Zum Beispill, Här Minister, hat Der eng Délégation de signature, wéi Der mam Äerzbistum ënnerschriwwen hutt? Hat Der eng? Da weist eis se, wann ech gelift!

Dir hutt lech a kengem Moment als Minister, wat fir mech Är ureege Flicht gewiescht wär, zu deenen dach seriöse Froen, déi hei opgeworf gi sinn zu den Artikelen 22 a 16 vun der Verfassung, hei geäussert, wat a mengen Aen onerlässlech gewiescht wär, wann een e konstruktive Bäitrag zu deser Diskussioun hätt wëlle liwweren.

Dir hutt a kengem Moment drop geäntwert, wou Der awer nëmme tant soit peu eng Base légale fann fir dat, wat Der déi lescht zwee an en halleft Joer mat de Gemenge gemaach hutt. Dir setzt déi Gemengen dohinner, déi lech net à la lettre gefollegt hunn, quasi wéi Der déi - ech weess net wat - do wéilt organiséieren. Och à la base entbehrt Är Aktioun, an Är Aktioun an deem ganzen Dossier vu vir bis hannen jeglecher Base légale!

Deen Optrétt, deen Dir elo hei produziéiert hutt, ass eigentlech eng drétt Variant, wéi een d'Trennung vu Kierch a Stat ka gesinn. Si seet mir a si seet menger Partei, dass Dir, Här Minister, a kengem Moment wëlles hat, am Dialog konstruktiv a mat iergendengem desen Dossier ze léisen. Iech ass et eleng an eenzeg nëmme drém gaangen, dat ze maachen, wat Der déi lescht zwanzeg Minuten hei op der Chamber produziéiert hutt.

Merci.

(Brouhaha général et interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass besser, et seet kee méi eppes.

(Hilarité et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Amendement 1

Ier mer iwwert de Projet de loi 7037 ofstëmmen, si mer saiséiert mam Amendement, dee vun Här Wolter fir d'CSV abruecht ginn ass.

(Interruption)

Majo, ech hu gesot, dass mer domat saiséiert sinn. Selbstverständlech hätt ech dann d'Fro gestallt, wéi dat üblech ass, ob dozou Wuertmeldunge sinn, well dat gesäit eist Reglement vir.

E bësse Gedold! Ech mengen, mir sollen erëm e bësse Rou doranner bréngen. An ech hunn eng éischt Wuertmeldung vun Auteur.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech hunn e Point zum Ordre du jour, well ech hu genau déi Fro un d'Sekretariat vun der Chamber gestallt de Mëtteg, ob, wann een en Amendement deposéiert, een dann zousätzlech Minutte kritt, fir iwwert deen Amendement kënnen ze befannen. An d'Sekretariat vun der

Chamber huet mer d'Reglement vun der Chamber virgelies, wat kloer an daitlech seet, dass d'Diskussioun iwwert d'Amendementen Deel si vun den Interventiounen. Dat zielt souwuel a mengen Ae fir den Auteur, fir d'Chamber wéi och fir d'Regierung.

An deem Sënn kann ech lech an Ärer Argumentatioun, et deet mer leed, Här President, net follegen, an ech kommen op dat, wat ech virun enger Minutt gesot hunn: Et wär déi ureegenst Flicht gewiescht och vum Minister, a senger Riedezeit vun zwanzeg Minuten op den Amendement, deen d'Deputéiert vun der CSV eraginn hunn, eng Äntwert ze ginn, eng kloer an daitlech Äntwert ze ginn. Net emol dat - net emol dat! - huet de Minister a senger Ried gemaach.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech kann lech zu deem dote Punkt nëmme recht ginn, well ech dat nogeschloen hunn elo am Reglement. Also stëmme mer iwwert d'Reglement of, mat deene Bemierkungen, déi Dir...

► **Plusieurs voix.**- Amendement!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... iwwert den Amendement of, mat deene Bemierkungen, déi Dir gemaach hutt. Den Amendement 1, et ass d'Nummer 1 vun 1, dee gesäit vir, dass an der Annex d'Propriétéitsverhältnissen...

Entschëllegt! Jo, den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Souwäit ech weess, huet eis Fraktioun nach eng Riedezeit, da kënn mer nach e Wuert dozou soen. Ech wonnere mech hei, dass eng Fraktioun sech zum Porte-parole vun enger Gemeng mécht, an ech géif gären d'Deliberatioun vun Gemengerot vun der Gemeng Käerjeng gesinn, déi Propriétéitsverhältnissen festgeluecht huet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Et ass keng Riedezeit méi do, Här Bodry.

(Hilarité générale)

► **Une voix.**- En huet elo grad gesot!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Bodry hat nach e puer Sekonnen.

► **Une voix.**- Weist mer se! Weist mer se!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Den Här Bodry hat nach e puer Sekonnen.

(Interruptions diverses)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den Debat ass ofgeschloss.

(Interruptions diverses)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Zweemol sidd Der iwwert d'Reglement ewechgaangen, andeem Der dem Här Bodry eng Riedezeit ginn hutt. Ech hätt gären net méi an net manner Rechter wéi d'Deputéierte vun der Majoritéit.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Mä Dir hutt jo och elo Äert Wuert ergraff. Voilà!

Da stëmme mer elo iwwert den Amendement of.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen, mä ech géif gären eng Äntwert ginn op dat, wat hei gesot ginn ass.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Wann den Här Bodry eng konkret Fro gestallt huet, dann äntwert Dir dorop.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo, eng konkret Fro huet e gestallt. D'Äntwert, Här President, läit an deem, wat ech virun a menger Ried gesot hunn, nämlech dass d'Gemeng Käerjeng net tributaire ass vun der Aart a Weis, wéi d'Chamber nom Avis vum Statsrot hir Aarbecht eigentlech net esou strukturéiert huet, fir zu enger Konklusioun kënnen ze kommen.

Ech hu gesot, dass déi Konventiounen, déi d'Gemeng Käerjeng - an ech schwätzen net oft am Numm vu menger Gemeng, mä aner Leit hunn dat de Mëtteg awer och allégrement gemaach - mat deene fënnf Kierchefabriken den 3. Januar 2018 ënnerschriwwen huet, des Konventiounen wäerte selbstverständlech, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, där allernächster Gemengerotssitzung vun der Gemeng Käerjeng zum Vott virgeluecht ginn.

Dese Vott, dat versprochen ech lech, wäert virun dem drëtten Dag nom drëtten Mount a virun dem Akraaftriede vum Gesetz feststoen.

Wann Der awer, Här Bodry,...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat do geet net!

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Neen!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Dat ass Är Meenung.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo!

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Wann Der awer der Meenung sidd, dass et de Gemengerot vun der Gemeng Käerjeng hätt misse sinn...

(Interruption)

Wann Der der Meenung sidd, dass et de Gemengerot vun der Gemeng Käerjeng hätt misse sinn, dee virun desem Dag hätt missen déi Deliberatioun huelen, da kommen ech op meng Interventioun zréck, wou ech lech d'Fro gestallt hunn: Läit am Dossier vun der Chamber d'Korrespondenz vun deenen 106 Gemengen?

Läit se am Dossier vun der Chamber, elo wou Dir par le fait du prince eng Decisioun huet, déi bei 106 Gemenge kontrolléiert huet, ob an all Gemeng vun desem Land de Gemengerot d'Decisioun geholl huet?

Dat ass déi Fro, Här Bodry, déi ech lech op Är Fro zréckstellen. Hutt Der dat gemaach?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Hei geet et ëm den Amendement! Neen!

(Interruptions)

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Jo! Jo!

(Interruptions)

Den Här Bodry behaupt hei...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Seng Partei mécht sech awer och zum Porte-parole vun enger Gemeng,...

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Här Wolter, ech kann lech just soen, datt dat an der Kommissioun net gemaach ginn ass an datt Äre Courier erakomm ass den 12. - dat hutt Der virdu gesot, Dir hutt se den 3. approuvéiert - den 12. Januar um 9.27 Auer.

Doropshin hutt Der mech jo drop ugeschwat, ech hätt missen d'Kommissioun nach eng Kéier zesummeruffen opgrond vun deem Dokument, dat do ass, dat awer nëmme vun engem Schäfferot eragaangen ass, dat menger Meenung no, souwäit ech awer d'Gemengegesetzgebung kennen, muss approuvéiert sinn iwwert de Gemengerot.

► **M. Marc Spautz (CSV).**- Do sidd Der mat Schëffleng awer anescht verfuert; do gëtt et eng Decisioun vun Gemengerot.

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Vu Schëffleng ass näischt erakomm. Vu Schëffleng ass näischt erakomm, vun anere Gemengen ass näischt erakomm. Hei ass eppes erakomm nom Vott, ech wëll nach eng Kéier soen, et ass net fir polemisch ze sinn, nom Vott, nom Vott an der Kommissioun, nom Vott an der Kommissioun, Här...

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Se si mat anere méi pingele, wéi se mat sech selwer pingele sinn.

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Jo, jo, nom Vott vun der Kommissioun, an ëmmer nëmme decidéiert vun engem Schäfferot. Vun engem Schäfferot!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Kollegen, ech mengen,...

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Sou, Dir hätt jo kënnen Äre Gemengerot och virdu zesummeruffen, well Dir wousst jo, wéini datt de Vott an der Chamber war.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...vu dass d'Diskussioun eriwwer ass,...

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Esou einfach ass et och net. Dat wësst Der och!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ... fäerten ech, dass mer eis heiriwwer net eens ginn. Ech wëll awer nach eng Kéier...

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Déi, déi ugräifen, mussen och kënnen astiechen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- ...eng kleng Interpretatioun an d'Enn vun der Debatt erabrëngen.

(Interruptions)

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.**- Sou einfach ass et.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- An der Debatt steet, also am Reglement steet, dass d'Amendementen an der allgemenger Diskussioun...

(Interruptions)

Wann ech gelift! Wann ech gelift!!!

► **Une voix.**- Jo.

(Hilarité)

Et ass dach wouer!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... dass d'Amendementen an der allgemenger Diskussioun inclus sinn. Wann also nach e Rescht ass vu Riedezäit, da kann déi gebraucht ginn, ier mer...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et kann ee sech net Porte-parole vun engem Schäfferot maachen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...d'Debatt ofgeschloss hu mat dem Lancement vum Vott.

Vote sur l'amendement 1

Also, d'Diskussioun ass eriwwer a mer stëmmen iwwert den Amendement of, dee vun der CSV abruucht ginn ass, an deen, mengen ech, largement vum Här Wolter och explizéiert ginn ass. D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Iwwer wat stëmme mer of?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Iwwert den Amendement!

(Interruptions)

An dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmungsergebnis ass 34-mol Neen, 26-mol Jo. Domat ass den Amendement 1 net ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7037 a sengem Ensembl iwwergoen. D'Ofstëmmung fänkt elo un.

(Concertation interne)

Jo, ech gi vum Generalsekretär drop opmierksam gemaach, ech soll drun erënneren, wat de Rapporteur gesot huet, wat déi Erreur-matérielen ugeet a wou mer och den Accord... Ech wëll duerfir nach eng Kéier dorop hiweisen, fir dass mer wëssen, iwwer wat mer ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7037 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo...

(Brouhaha général et hilarité)

► **Mme Anne Brasseur (DP).** - Et ass ee vu menge leschte Votten, mä anscheinend huet d'Maschinn mech hei schonn ofgeschriwwen. Ech sinn awer nach ëmmer do.

(Hilarité générale et interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et geet séier hei!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Also 34-mol Jo a 26-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7037 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber d'accord, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou décidéiert.

5. 6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)

Mir géifen dann direkt de Vott huelen iwwert dee Projet, dee mer gëschter duerchdiskutiert hunn, de Projet de loi 6864 iwwert de Bail commercial. Ech mengen, do ass alles gesot a mir kënnen zur Ofstëmmung iwwergoen.

(Brouhaha général)

Also, et ass dat Gesetz, iwwert dat mer gëschter diskutiert hunn, iwwert de Bail commercial.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6864 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer.

An ech gesinn, d'Madam Brasseur huet mat ofgestëmmt. Den Apparat huet sech enges Bessere beléiere gelooss. 57-mol Jo, 3 Abstentatiounen. Domat ass och de Projet 6864 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Sidd Der mat der Dispens d'accord?

(Assentiment)

Merci.

Da géife mer zum nächste Projet iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 7096, e Kooperatiounsaccord tëschent den EU-Länner a Kasachstan, dee mer ratifizéieren. An et ass de Rapporteur, den Här Yves Cruchten, deen d'Wuert huet.

6. 7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President, an ech kann lech versprechen, dass mer bei deem heite Projet kee Sträit wäerte kréien iwwert d'Riedezäiten,...

(Hilarité)

...an ech mengen, och net vill um Fong.

Der Europäescher Unioun hir Relatiounen mat der Republik vu Kasachstan baséieren de Moment op engem sougenanntem APC, engem Accord de partenariat et de coopération, deen zanter dem Juni 1999 a Kraaft ass. Där Accorde ginn et der méi. Am Ganze ginn et der zéng.

D'Iddi derhannert ass, bei eise Partner d'Demokratie ze stärken an och hir Wirtschaft ze entwëckelen. Et ass en Deel vun eiser Noperschaftspolitik. Dës Accorde stellen och den institutionelle Kader fir de politeschen Dialog. Wat déi wirtschaftlech Kooperatioun ugeet, sou kann ee soen, dass Kasachstan fir 24 Milliarden Euro Gidder an d'Europäesch Unioun exportéiert, a virun allem Pétrol, an émgedréit d'Europäesch Unioun eng 7,5 Milliounen Euro a Kasachstan exportéiert, wat haaptsächlech am Beräich Maschinnebau oder vun Equipementer ze gesinn ass.

Am Joer 2011 krut d'Kommissioun dunn den Optrag, en Accord de partenariat et de coopération renforcé mat Kasachstan auszuhandelen, dee mir haut mat deem Gesetz wëllen unhuelen. Dësen neien Accord baséiert op deenen dräi bekannte Piliere, éischters dem politeschen Dialog, zweetens dem Commerce an drëtters an der Coopération sectorielle an den Domänen vum Développement durable, der Justiz oder nach der Sécherheet.

ler ech elo den Accord vu menger Partei zu deemem Projet ginn, wëllt ech awer onbedéngt drop hiweisen, dass d'Europaparlament seng definitiv Zoustëmmung zu dem Accord mat Kasachstan u Konditioune geknäppt huet. Grad an de Froe vun de Mënscherechter, déi d'Parlament nach net erfëllt gesäit, mussen nach Verbesserung kommen. Dëst huet d'Europaparlament a senger Resolutioun den 22. November 2012 ausgedréckt. Mir sollten also och nom Vott vun haut nach en A drop halen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dat war kuerz a bündeg. Dann hunn ech eng Wuertmeldung vun Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Merci fir d'Éischt dem Rapporteur fir säin exzellente méndlechen awer och schrëftleche Rapport. De Rapporteur huet op e Punkt opmierksam gemaach, deen eis och bien entendu um Mo läit, dat ass dee vum Respekt vun de Mënscherechter. Mir wëssen, dat Kasachstan leider Gottes am Moment nach kee Modell ass, wat de Respekt vun deene Mënscherechter ubelaangt.

Ech géif vläicht och nach direkt en anere Volet do mat eranhuelen. Dat ass dee vun der Good Governance. Och wat d'Regierung vu Kasachstan ugeet, si sécherlech nach eng Rei vun Efforten ze maachen. Mir wëllen duerfir och nach eng Kéier de Minister invitéieren, weider och ze versichen, dat Land an déi richteg Richtung ze kréien.

Dat gesot, bréngen ech awer hei den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Weider Wuertmeldungen? Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

(Interruption)

Entschëllegt, Här Kartheiser! Fir d'Éischt kennt den Här Adam; ech hat den Här Adam net gesinn.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Wéi kann een deen net gesinn?

(Interruptions)

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President, ech wëll et kuerz maachen. Ech wëll dem Yves Cruchten Merci soe fir all seng Ausféierungen, déi ech deelen. An ech wollt awer och heihinnerkommen, fir nach eng Kéier do nozedrécken, wat och den Här Cruchten ugedeit huet: Kasachstan ass schonn ee kriddeleche Partner.

Transparency International huet Kasachstan 2016 op déi 131. Plaz gesat. Dat heescht, dat et an 130 State vun deenen 176, déi am Ranking sinn, manner Korruptioun gëtt, an et sinn also just 34 Staten, déi méi Korruptioun kenne wéi Kasachstan. An et ass och esou, dat Amnesty International seet, dat 2016-2017 d'Grondrechter wéi Meenungsfräiheet a Versammlungsfräiheet a Kasachstan ageschränkt sinn.

Et gëtt och positiv Zeechen: Kasachstan léisst zënter 1999 international Wahlbeobachtungen vun der OECD zou. Déi kommen zwar allerdéngs regelméisseg zu därselewechter Konklusioun: dat déi Wahlvorgang alles anescht wéi transparent sinn an och net den Ufuerrung vun deene Wahlprozesser, wéi mir se an der westlecher Welt fuerderen, entgéintkommen. A wann eng Partei 82% vun de Stëmme kritt an e President mat 95,6% gewielt gëtt, dann ass een zu Recht mësstrauesch.

Duerfir si mer der Meenung, dat do nach vill ze maachen ass.

(Interruption)

Wa mer awer esou wäit ginn, dat Land ze kritiséieren, dann ënnerstëtze mer trotzdem d'Zesummenaarbecht, déi mer hunn. A mer soen: Et ass wichteg, dat mer ebe keng Isolatiounspolitik maachen, mä ëmmer erëm déi Mënscherechtsfro matdiskutéieren, an dat mer och Kasachstan hëllefen, sech wirtschaftlech weiderzëntwëckelen. An et muss een och derbäisoen: D'Europäesch Unioun ass och net ganz altruistesch bei deenen Hëllef. Et ass natierlech och fir d'EU interessant, en Handelspartner an deem doten Deel vun der Welt ze hunn. An do ass Kasachstan net onwichtig.

Duerfir ginn ech dann och den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Gusty Graas hat och d'Wuert gefrot. Hie kritt et selbstverständlech.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Och ganz kuerz, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv, wann een deen Accord do duerchliet, da kéint ee jo bal mengen, mir géifen hei mat Kasachstan eng nei Relatioun ustriewen. Dat wëlle mer och maachen. Mä et muss een awer natierlech ganz realistesch bleiwen. Mir wëssen, wat fir ee politesche Regimm an deem Land ass. D'Virriedner hei hu schonn drop hiweisen.

Ech mengen, och fir eis ass natierlech den Aspekt virun allem vun de Mënscherechter ganz wichteg. Mir hoffen, dat et elo net nëmme hei bei gudden Absichte bleift, mä dat den Accord hei och dann eng gutt Basis wäert bidden, fir dat an Zukunft net nëmme déi Relatioun mat deem Land, mä doriwuer eraus och an dem Land selwer d'Situatioun sech dach besonnesch op wesentliche rechtsstaatleche Punkte kënnen verbessern.

Ech wëll awer ofschléissend dem Yves Cruchten e Merci fir säi Rapport soen a bréng selbsterständlech och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An elo huet d'Wuert den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools Merci, Här President. Ech wëll vläicht e puer Punkte maachen. Deen éischten, natierlech: dem Här Cruchten e grouse Merci fir dee Rapport, deen en eis presentéiert huet.

Kasachstan ass fir Lëtzebuerg e wichtige Partner, an ech schlësse mech och ganz gär all deene Kommentaren un, déi op d'Mënscherechtsproblemer an deem Land opmierksam gemaach hunn. Mir ginn och dervun aus, dat den Här Minister Asselborn an dem Dialog mat Kasachstan och déi Problemer uschwätzt an op Verbesserung hiwierkt.

Interessant ass awer fir eis elo an deser Debatt, dat mer deen Accord, wéi mer et och herno mat Kuba gesinn, als Lëtzeburger Parlament integral virgeluecht kréien zur Ratifizéierung. Mir hate virun an där Debatt, déi mer gefouert hunn, gesinn, dat beim Artikel 22 eis Verfassung seet: Déi soll der Chamber virgeluecht ginn - dat ass jo hei esou presentéiert ginn -, an deene Punkten, déi se interesséiert. Dat wor zum Deel en Objet vun der Debatt.

Den Artikel 37 vun eiser Verfassung, deen iwwert d'Ratifikatioun vun den internationalen Traitée schwätzt, gesäit eng Differenzéierung an deem Sënn net vir! Et ass also och am Verfassungsrechtlechen hei zu Lëtzebuerg eng Evidenz, dat en Traitée, deen d'Chamber soll ratifizéieren, der Chamber a senger Ganzheet, a senger Totalitéit virgeluecht gëtt.

Firwat ënnersträichen ech dat hei? Ma genau sou wéi am CETA mat Kanada gëtt et hei eng Partie, déi an der Kompetenz vun der Europäescher Unioun läit, an eng aner Kompetenz, notament de politeschen Dialog, deen haaptsächlech d'Memberstate betrëfft. Et ass also e Caractère mixte, wéi mer et och an aneren Accorden hunn. An et ass eben hei fir eis interessant als ADR, fir ze ënnersträichen, dat mer souwuel mat Kasachstan wéi mat Kuba, zwee Dossier, déi mer haut diskutéieren, als Chamber dee ganzen Traitée virgeluecht kréien.

A fir eis ass et eng logesch Konsequenz, dat mer och aner international Accorden, déi zum Deel hei méi kontrovers diskutéiert ginn, wéi den CETA oder eventuell zukünftige Accorden och mat den USA, mir wësse jo net, wéi sech dat weiderentwëckelt, och als Ganz dem Lëtzeburger Parlament virgeluecht kréien.

Et ënnerläit net Brësseler Instanzen, wéi och ëmmer déi sech nennen oder wéi se zesummesat sinn, fir engem Parlament Deeler vun Accord virzëenthalen, déi et soll ratifizéieren.

Dat gesot, Här President, gi mir ganz gär eisen Accord fir d'Ratifizéierung vun deemem Accord.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och. Keng weider Wuertmeldungen? Dann huet den Ausseminister, den Här Jean Asselborn, d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Jo, ech mengen, ech wëll och dem Här Cruchten Merci soe fir déi Aarbecht, déi en an der Kommissioun gemaach huet.

Jiddwereen, deen hei geschwat huet, huet och iwwert d'Menscherechter geschwat selbstverständlech.

A Kasachstan ass eng Decisioun an deene leschten Deeg geholl ginn, fir d'kyrillesch Schrëft bis d'Joer 2022 ze ersetzen duerch eist Alphabet, wat eng immens Erausforderung ass, wat awer och ee politesch Signal ass, wat ee méi dacks schonn elo gesäit an där Regioun, an ech hoffen, dass dat och mat an déi richteg Richtung geet.

Zu deem, wat den Här Kartheiser gesot huet: Also Dir kritt vun eis alles, wat mer hunn. A wa mer net alles hunn, da froe mer alles. Ech hu kee Problem, dass dee ganzen Accord, net nëmmen déi Partie dann, déi déi nationaler Parlamentar solle ratifizéieren, mä och d'Partie europäen, virgeluecht gëtt. Also do gesinn ech keng Schwierigkeete vu menger Säit, fir lech dat alles ze ginn.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci dem Här Minister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Kooperationsaccord mat Kasachstan iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7096 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Voilà! Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen, an d'Ofstëmmung ass schonn eriwwer. Unanimitéit, de Projet de loi 7096 ass uegoholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Roberto Traversini), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da brauch ech wuel net d'Fro vun der Dispens ze stellen, déi kann ech als acquis ugesinn.

(Assentiment)

Merci.

Nächste Projet ass de Projet de loi 7141. D'Madamm Rapporteur steet scho prett. D'Claudia Dall'Agnol wäert eis och da soen, em wat et genee geet.

7. 7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Dat hunn ech staark wëlles.

Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, de President sot et, d'Nummer vun deemem Projet de loi, den 7141 ass dat, deen huet zwar nëmmen een Artikel, mä deen een Artikel, deen huet et a sech. An zwar heesche mer mat deemem Projet de loi - wa mer en dann haut stëmmen, wouvunner ech ausginn, well mir hu jo haut scho méi kontrovers Projet-de-loien hei gestëmmt - deen neie Benelux-Accord gutt, deendéi grenziwwer-

schreidend an déi interterritorial Zesummenaarbecht méi, oder besser gesot nach méi einfach soll maachen.

Ënnerschriww gouf dësen Accord den 20. Februar 2014 zu Den Haag an Holland, an zwar vu folgende Vertragspartner: natierlech der Lëtzebuerger Regierung, soss stéing ech elo net hei, der hollännescher Regierung. Bei eise belschen Nopere waren dat e puer méi Signataire, an zwar:

- natierlech och hir federal Regierung;

- dann awer och nach d'flammanesch Regierung;

- d'wallounesch Regierung, d'Regierung vun der Communauté française, déi vun der däitschsproocheger Communautéit. Dir gesitt, mir hunn et gutt, mir hunn nëmmen eng Regierung;

- an zu gudder Lescht och nach d'Regierung vun der Région Bruxelles-Capitale.

Wat gouf elo mat dese villen Ënnerschreften also guttgeheescht? A wéisou war iwwerhaupt en neie Vertrag néideg? Alles dat probéieren ech lech elo kuerz, well mir sinn haut scho laang amgaangen, awer verständlech ze erklären, ouni awer wéi ëmmer op all Detail anzegeen, well Dir fannt natierlech alles a mengem schrëftleche Rapport erëm an natierlech och an der Konventioun selwer, déi beim Projet de loi derbäi war.

Dir wësst, dass d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht an de leschte Jorzéngten ëmmer méi staark ginn ass. Dës Evolutioun huet ugefaangen, nodeems den 21. Mee 1980 schonns zu Madrid eng Convention-cadre ënnerschriww gouf, déi dës grenziwwerschreidend an och interterritorial Zesummenaarbecht sollt regelen.

Schnell hunn awer d'Benelux-Länner gesinn, dass dës Konventioun net géif duergoen, fir deene spezifesch Besoine vun de Gemengen an och de Provënz gerecht ze ginn, fir ouni d'Interventioun vun der Autorité centrale kënnen ze kooperéieren. Dofir hu se dunn den 12. September 1986 eng éischt Konventioun ënnerschriwwen, déi dunn den 1. Abrëll - dat ass keen Abrëllsgeck - 1991 a Kraaft getrueden ass. An deemools sinn d'Benelux-Länner also schonns méi wäit gaange wéi déi europäesch Reglementatioun.

Déi nei Konventioun innovéiert elo, mä se verstärkt och déi vun 1986, virun allem mat neien Zesummenaarbechtskeetsméiglechkeeten. Dës Instrumenter suergen derfir, dass d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbechte méi flexibel a méi adaptéiert fir d'Realiteiten um Terrain sinn, mä virun allem och méi no beim Bierger.

Duerch dës nei Konventioun kënnen zum Beispill grenziwwerschreidend Projet-piloté realiséiert ginn, déi en Transfer vu Kompetenzen néideg maachen. Natierlech gouf d'Rad net nei erfonden, well all d'Points forts aus där aler Konventioun bleiwe bestoen. Et kommen ebe just neier derbäi.

Wat och nach ze bemierken ass, dass dat wär, dass dës Konventioun sech net nëmmen dorop beschränkt, dass d'Benelux-Länner kënnen zesummeschaffen, mä laut Artikel 27 vun deemem neie Vertrag kënnen och Däitschland, Frankräich a Groussbritannien matschaffen.

Zu deem Punkt hate mer an der Kommissioun och d'Fro gestallt, ob de Brexit eng Auswierkung op d'Mataarbecht vu Groussbritannien an esou enger grenziwwerschreidender Kooperatioun kéint hunn. Den Artikel selwer vun der Konventioun bleift natierlech a Kraaft, mä ob Groussbritannien schlussendlech effektivt vun esou enger Kooperatioun wäert kënnen profitéieren, hängk natierlech vun de konkrete Bestëmmungen of, déi da wäerte gellen. Dat wësse mer allerdéngs um Dag vun haut nach net.

Eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, huet dese Projet de loi, mat deem mer dësen neie Vertrag dann elo gläich wäerte guttheesche kënnen, iwwregens den 22. Mee d'lescht Joer schonns deposéiert. De Statsrot huet säin Avis dozou de 24. Oktober 2017 ginn.

A mir hunn de Projet de loi genausou wéi hiren Avis an eiser Reunioon vun der aussepolitischer Kommissioun den 13. November analyséiert an natierlech och diskutéiert. Doropshin huet meng Aarbecht eréischt esou richteg ugefaangen. A mäi schrëftleche Rapport gouf dunn den 8. Januar dëst Joer an der aussepolitischer Kommissioun zum Vott gestallt, wou en och uegoholl gouf. An haut kënnen mer dann, wann d'Chamber d'accord ass, dese Projet de loi elo stëmmen.

Ech soen lech elo emol scho Merci fir d'No-lauschteren. An ech ginn dann och direkt d'Zoustëmmung vun der Sozialistescher Partei zu deemem Projet de loi.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. An d'Wuert huet dann den Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

► **M. Marcel Oberweis (CSV).**- Merci, Här President. Merci och der Madamm Rapportrice fir de mëndlechen a schrëftleche Rapport, dee se hei virgeluecht huet. En effet, si huet alles gesot. Ech kann näischt bäiflécken. An ech ginn den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Jo, Här President, Dir dammen an Dir Hären, mir schwätze jo haut zweemol iwwert de Benelux. De Benelux, wat jo ouni Zweifel eng gewësse Success Story ass. Ech fannen, déi Konventioun, déi mer elo haut hei stëmmen, huet eng ganz grouss Wichtigkeet: déi Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen an deenen dräi Länner, awer och mat de Regiounen.

Ech wollt just nach kuerz op ee Punkt zrëckkommen. Dat ass eng Remark, déi de Statsrot gemaach huet, an zwar wou e gesot huet, wann et em e GBCT hei zu Lëtzebuerg geet, da wier u sech keng Tutelle do. Dat ass e juristeschen Aspekt. Ech weess net, ob mer dat nach mussen eng Kéier méi verdeiwen. Jiddefalls wier et awer net schlecht, wann ee sech eng Kéier géif doriwwer nach méi Gedanke maachen.

Onofhängeg dovunner ass dat hei awer eng gutt Konventioun. Et ass e gudder Projet de loi. Ech soen dem Claudia Dall'Agnol Merci fir säi Rapport a bréngen dann och d'Zoustëmmung vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech soen der Madamm Dall'Agnol Merci fir hire Rapport. An ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo. Villmools Merci, Här President. Och e grouse Merci fir de Rapport, dee mer héieren hunn.

Ech wollt just ganz kuerz dräi Punkten ernimmen.

Deen éischten ass: Mir hu mat Däitschland a Frankräich, wat jo fir eis als Lëtzebuerg besonnesch wichteg ass, elo nach net déi rechtlich Basis, fir kënnen esou eng Kooperatioun unzefänken, ebe just am Kader vun deemem Accord mat der Belsch. Et wier also wichteg gewiescht, dass mer do am Virfeld och Aarbechte gelescht hätten. Op jidde Fall ass et wichteg, dass mer mat deene Länner séier zu engem Ofschluss kommen.

Dat Zweet ass: Wann esou Gemengen oder territorial Entitéite mat Nopeschregiounen Accorden ofschrëissen, da muss och ëmmer gekuckt ginn, ob déi Accorden am gesamtstaatlechen Interessi leien. Mir maachen dat jo och mat Firmen. Mir hunn zum Beispill eng Präsenz vun Ministère - vun Ärem Ministère, Här Minister - bei Firms wéi der SEO zum Beispill, déi jo och a Frankräich oder an Däitschland ekonomesch Exploitatiounen hunn.

Dat misst och bei de Gemenge garantéiert sinn. Dat heescht, et wär gutt, wann den Ausseministère speziell och géif déi Aktivitéite vun deene Gemenge suivéieren, fir ze kucken, ob de staatlechen Interessi net ka beréiert ginn. A wann, wat ee ka maachen, fir ze ënnerstëtzen oder ze guidéieren; wat ebe grad néideg ass.

An déi drëtt Bemierkung; do géif ech och den Här Graas ënnerstëtzen. Ech mengen, dass ass eng Saach vun der Virbereedung vun engem Gesetz, wann de Statsrot eis suggeréiert, dass mer mussen en Dispositif législatif hei hunn, fir dat kënnen rechtlech ze encadréieren, wat hei an der Konventioun virgesinn ass. Do kéint ee souguer soen: Dat hätt kënnen zäitgläich gemaach ginn oder souguer am Viraus, fir dass déi Konventioun och ka rationnement verantwortungsvoll implementéiert ginn. Dat ass elo nach net de Fall.

Ech géif also gär den Accord hei vun der ADR ginn, allerdéngs géife mer lech, Här Minister, och mat op de Wee ginn, dass mer dat och an deene Punkten, wou mer nach rechtlech Begleedungsmoosname mussen hunn, fir dat hei ëmzesetzen, sollte kuerzfristeg maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci. Dann huet den Ausseminister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.**- Jo. Här President, och villmools Merci der Madamm Dall'Agnol fir hir Aarbecht. An ech si mat allem d'accord, wat hei gesot ginn ass. An da ginn ech och den Accord vun der Regierung.

Merci.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci gesot. An da stëmme mer iwwert de Projet de loi 7141 of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7141 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Da gi mer no der Verkündung vum Vott, dee mat 60 Jo-Stëmmen unanime ass,...

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

...wou mer jo dann d'Dispens och ufroen an, mengen ech, kréien... Ass dat de Fall?

(Assentiment)

Merci.

Da gi mer zum nächste Projet iwwer. Dat ass de Projet de loi 7148. An d'Madamm Rapportrice ass prett.

8. 7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, fait à Bruxelles le 20 janvier 2015

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Jo, Här President. Ech si prett. Här Minister, léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, Dir sidd och prett. Dofir probéieren ech, et och hei kuerz ze maachen. Mir bleiwen, wéi Der wësst, beim Benelux mam 7148. An och dese Projet de loi huet nëmmen een Artikel. Mir heeschen domadder d'Konventioun tëschent Lëtzebuerg, der Belsch an Holland gutt, déi d'Assemblée parlementaire (veuillez lire: interparlementaire) vun Benelux concernéiert an déi den 20. Januar 2015 zu Den Haag, erëm eng Kéier, an Holland ënnerschriww gouf.

Wann ech vun der Assemblée interparlementaire schwätzen, dann huet heibanne jiddweree verstanen, dass et sech em d'Benelux-Parlament dréit, an deem ech selwer d'Chance hunn, niewent villen anere Kollegen, als e Membre suppléant matzeschaffen.

Dat éischt Gremium, wou interparlementaire zesummeschafft gouf am Benelux-Kader, koum no der Ënnerschrëft vun enger Konventioun de 5. November 1955 zu Bréissel zustanen. An zwar hat et den Numm Conseil interparlementaire consultatif de Benelux.

Dëst Gremium hat als Optrag, ze diskutéieren an och Recommandatiounen erauszeginn un

d'Regierung vum eben deenen dräi Benelux-Länner betreffend eng ekonomesch Unioun tëschent de Benelux-Länner, de kulturelle Rapportement, d'Zesummenaarbecht och op aussepolitischen Themen an och, wat d'Gesetz ubelaangt, fir déi méi eenheetlech ze maachen an eisen dräi Länner. A wann déi dräi Regierungen d'accord waren, konnte se och aner Theme behandelen, déi vu gemeinschaftlechem Interessi waren.

E bësse méi wéi zwee Joer no der Konvention vum 1955 gouf, erëm eng Kéier zu Den Haag, nach eng Konvention ënnerschriwwen; den 3. Februar 1958. An hei goung et ëm eng ekonomesch Benelux-Unioun. Duerch dese Vertrag gouf d'Benelux-Parlament, nieft dem Comité des ministres, eent vun deene Gremie vun der ekonomescher Benelux-Unioun.

2008 gouf dee Vertrag iwwerschaaft. An do duerch gouf de Rôle vum Benelux-Parlament bäibehalen, ouni un d'Detailer, déi 1955 agefouert goufen, rüttelen ze goen. Dat heescht, wat d'Zesummstellung, d'Befugnisse oder och wat d'Aarbeitsweis ubelaangt, gouf hei näischt geännert.

Datt et awer héich Zäit gouf, datt d'Konvention iwwerschaaft gouf, weist zum Beispill d'Beispill vun der Belsch. Am Benelux-Parlament, do souze schonns jorelaang och Membere vun de Regionalparlamenten, déi awer an der ursprénglecher Konvention iwwerhaapt guer net virgesi waren. Eigentlech souzen déi Kolleginnen a Kollegen also ouni rechtlech Basis do. Dat als e klengt Beispill nëmmen, datt zënter 1955 vill Waasser d'Musel erfogelaf war an et also héich Zäit war, fir en neien, zäitgemässe Vertrag fir de Benelux auszeschaffen.

Den 20. Januar 2015 gouf dunn also deen neie Vertrag, dee mir mat deemem Projet de loi dann elo herno solle guttheeschen, ënnerschriwwen. An domat gouf dann och endlech deen Numm „Benelux-Parlament“ - dee mir heibanne schonns jorelaang gebrauchen an déi aner zwee Länner iwwerengs och - festgeschriwwen, an zwar ënnert der Bezeichnung „Assemblée parlementaire (veuillez lire: interparlementaire) Benelux“.

Dee Vertrag trëtt a Kraaft, wann déi dräi Länner souwéi d'Regionalparlamenten an der Belsch en all guttheescht hunn. A soubal en a Kraaft ass, ass deen ale Vertrag vun 1955 dann natierlech och hifälleg.

An Zukunft kann d'Benelux-Parlament dann och weider Felder besetzen, wéi zum Beispill d'grenzüwwerschreidend Zesummenaarbecht op allen Niveaue: den Développement durable, d'Kooperatioun bei innepoliteschen Ugeleeënheiten an der Justiz, d'Kooperatioun mat anere Länner; fir der hei elo nëmmen e puer ze nennen.

D'Benelux-Parlament kann zu deene Sujete Recommendationen erausginn un de Benelux-Comité des ministres oder un d'Regierung vun deenen dräi Länner. Se kënnen och schréfflech un de Comité des ministres eruntrieden, natierlech och un d'Regierungen, fir Froen, déi si interresséieren, beäntwert ze kréien.

Wann zwee Drëttel vun de Memberen d'accord sinn, da kann d'Parlament och aner Sujeten, déi net explizit an der Konvention sinn, behandelen. A wat nach nei ass, ass, datt d'Secrétaire général vun elo un de Rapport annuel erausgëtt, datt si och fir d'Koordinatioun tëschent dem Parlament an dem Comité des ministres zoustänneg sinn.

Ausserdeem si vun elo un d'Reuniounen am Prinzip och public, ausser natierlech wann de President oder néng Memberen de Konträr géife froen. Och gi vun elo un d'Decisionen mat einfacher Majoritéit geholl. An d'Mandat vum President an dem Vizepräsident ass vun elo un op zwee Joer limitéiert.

Voilà! Léif Kolleginnen a Kollegen, ech hu gesot, ech géif mech kuerzfaassen. Fir déi, déi am Benelux-Parlament setzen oder souzen, ass des Konvention souwisou näischt Neies, mä se ass awer fir eis alleguer ganz wichteg, fir datt mer weider kënnen effikass an nach besser wéi bis elo zesummeschaffen.

Den Ausseminister huet dofir och dese Projet de loi de 6. Juni d'lescht Joer deposéiert. A mir hunn an eiser Reunion vun der aussepolitescher Kommissioun den 13. November 2017 souwuel iwwert de Projet de loi diskutéiert wéi och iwwert dem Conseil d'État säin Avis vum 10. Oktober d'lescht Joer dozou. Duerno gouf dann, wéi gewinnt, e schréffleche Rapport presentéiert; den 8. Januar war dat. Dee gouf och uegoholl.

An am Numm vu menger Fraktioun ginn ech dann och elo den Accord zu deemem Projet de

loi. An ech hoffen natierlech, datt déi aner Fraktiounen sech wäerten alleguer uschlëssen. Dëst am Sënn, datt Benelux nach besser an nach méi effikass wéi bis elo wäert kënnen fonctionnéieren an datt mer alleguer zesumme wäerten eppes an deem Sënn bewegen.

An ech soen lech da Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet erëm den Här Oberweis.

Discussion générale

► **M. Marcel Oberweis (CSV).** - Merci, Här President. Madamm Rapportrice, Merci och des Kéier erëm eng Kéier fir de Mëndlechen a Schréfflechen.

Dir hutt eng Kéier ganz exemplaresch hei d'Geschicht noentwéckelt, iwwer bal 60 Joer, vun eise Benelux-Parlament. Dir hutt vläicht ee Punkt vergies gehat, deen ech gären héieren hätt: déi Liichttuermfunktoun, déi mir do dauernd ronderëmreechen. Dat ass ganz flott. Mir wierke ganz staark. An et ass souguer esou staark, dass wierklech déi an dem baltesche Raum quasiment eis Kooperatioun iwwerholl hunn an hirer Baltic Assembly a se bal no eise System hei fonctionnéiere loosse.

Trotzdem, dat gesot, den Accord vun der CSV-Fraktioun. A Merci villmools.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Gusty Graas huet d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi de Marcel Oberweis elo richteg gesot huet, vu datt ech och Member vum Benelux-Parlament sinn, kann ech ganz gutt feststellen, datt dat Parlament sech an deenen, jo, leschte Jore ganz gutt entwéckelt huet. An et si virun allem déi international Relatiounen, déi eben elo ëmmer méi eng grouss Dimensioun kréien, virun allem mat de baltesche Staten. Doriwwer eraus si sech och schonns Iddie gemaach ginn, wéi een dann nach kéint d'Benelux-Iddien nach méi no bausse siichtbar maachen.

Ech fannen et gutt, datt hei elo eng nei Konvention gemaach ginn ass, en neit Gesetz, wéi u sech da sollt d'Assemblée an Zukunft fonctionnéieren. Ech mengen, dat mannt, wat ee ka soen, ass, datt mir als Lëtzeburger do ganz aktiv sinn. Mir sinn och frou, datt d'Hollänner, déi jo d'Entwécklung elo virun zwee, dräi Joer do e bësse méi reservéiert gesinn hatten, sech awer elo erëm méi zum Benelux-Parlament bekennen.

Hei ass duerfir fir dat Parlament, fir déi „Assemblée parlementaire“ (veuillez lire: „Assemblée interparlementaire“) - fir et emol richteg ze soen -, e wichteg Gesetz. Ech soen der Madamm Dall'Agnol nach Merci fir hire Rapport a bréngt selbsterständlech och d'Zoustëmmung vun der DP.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Wa mer kee Benelux-Parlament hätten, da misste mer eent schafen. Mir hunn ee Benelux-Parlament. Da si mer frou, datt mer elo hei e Gesetz hunn, mat deem mer e bësse renovéieren, reforméieren, fir datt déi Aarbecht nach besser gëtt - et kann ee sech ëmmer verbessern - an datt mer nach méi Afloss kréie mat deem Parlament an och méi wéi scho bis elo no bausse nach kënnen weisen, wéi eng gutt Aarbecht datt do gemaach gëtt.

A selbsterständlech bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Adam. Wëllt soss kee méi d'Wuert?

(Négation)

Okay. Dann huet den Här Minister d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - D'Regierung bedankt sech bei der Madamm Dall'Agnol a bei der Chamber.

Merci.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A mir bedanken eis beim Här Minister a ginn direkt zum Vott iwwert de Projet 7148 iwwer.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7148 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 60-mol Jo.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Marc Baum et David Wagner.

D'accord mat der Dispens?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

A mer géifen zum leschte Projet fir den Owend iwwergoen. Dat ass de Projet 7159, den Accord tëschent der EU a Kuba. An eise Rapporteur, den Här Marc Angel, ass prett.

9. 7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Jo, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass also, wéi Der gesot hutt, en Accord iwwert de politeschen Dialog an d'Zesummenaarbecht mat Kuba. An ech wollt awer drun erënneren, dass während 30 Joer, vun 1986 bis 2007 (veuillez lire: 2016), d'Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Kuba duerch eng sougenannt „Position commune“ geregelt goufen, déi all wirtschaftlech a politesch Zesummenaarbecht un demokratesch Fortschreitter a Kuba gebonnen hat an de facto derzou gefouert huet, dass et quasi keng Kooperatioun gouf.

Nodeems dunn 2008 de Pouvoir a Kuba vum Fidel Castro op de Raúl Castro iwwergaangen ass, ass eng politesch Ouverture signaliséiert ginn. An d'EU huet dunn decidéiert, dee politeschen Dialog mam Land erëm opzehuelen.

Vun 2014 bis 2016 gouf un deemem Ofkomme geschafft, fir eben deem politeschen a wirtschaftlechen Dialog an där Kooperatioun e juristische Kader ze ginn. Kuba war iwwerengs dat lescht Land an där Region, mat deem d'EU nach keen esou en Accord hat. An duerch d'Signature vun deem Accord ass och déi Position commune natierlech ofgeschaaft ginn.

Dësen Accord mécht de Wee op, éischtens, fir wirtschaftlech a sozial Moderniséierungen a Kuba ze ënnerstëtzen, zweetens, fir eng nohaltig Entwécklung, drëtzens, fir d'Demokratie an d'Mënscherechter ze férdere, an véiertens, mécht dësen Accord de Wee op, fir gemeinsam Léisunge bei grouss globalen Erausforderungen ze fannen.

Den Accord erlaabt et der EU, sech aktiv fir d'Mënscherechter an demokratesch a rechtsstaatlech Prinzipien a Kuba anzusetzen, dat am Kader vun engem institutionaliséierten Dialog. Dat sinn déi Deeler 2 an 3, wou dat ganz am Detail festgehale ass, a wou een iwwerengs och vun deene Gespreecher a Publikatiounen vum Europaparlament an och vun der Europäescher Kommissioun noliese kann, wat do geschwat ginn ass.

Eng Clause vum Accord erlaabt et och, am Fall, wou et zu enger Détérioration massive, wéi et am Text steet, vun der Situatioun vun de Mënscherechter kéim, dass deen Accord och suspendéiert ka ginn.

Am véierten Deel vum Accord geet et ëm d'Handelsbeziéung mat Kuba, mat dem Zil, éischtens, den Zougang vu Kuba op de Weltmarché ze erméiglechen, zweetens, fir d'Diversifizéierung vun der kubanescher Economie ze ënnerstëtzen, drëtzens, fir den Handel y compris seng sozial- an ëmweltpolitesch Aspekter als Facteur vun der Entwécklung ze stäerken.

An hei geet et och ëm d'Coopération douanière, technesch Normen a Regelen, Investissementen. An am fënneften Deel geet et ëm déi institutionell Dispositionen, dee Conseil conjoint um Niveau vun de Ministeren an de Comité mixte um Niveau vun den héije Beamten.

De Statsrot hat kee Problem heimadder. An der Kommissioun hu mer den 13. November dee Projet duerchgeholl.

Ech wëll drun erënneren, dass de Volet Handelspolitik eleng ënner EU-Kompetenz ass. An déi aner Voleten, wéi zum Beispill den Dialogue politique, hunn e Caractère mixte. An, den Här Kartheiser huet et gesot, un deemem Projet de loi, souwuel wéi och un deem vu Kasachstan, hong natierlech dee ganzen Accord drun. An en huet am Fong domadder oppen Dieren operéiert. An och bei Handelsaccorde wéi CETA, ech kann en drun erënneren, beim Handelsaccord mat Südkorea, beim Handelsaccord mat Peru a Kolumbien, dass ëmmer och, dat ware richteg Briquen, dat waren Honnerte vu Säiten, dee ganzen Accord ëmmer am Projet mat dran ass, wann d'Regierung dat hei deposéiert.

D'Europaparlament huet de 5. Juli säin Accord ginn. Säit dem 1. November 2017 ass den Accord och en partie a Kraaft, déi Deeler, fir déi Europa zoustänneg ass. An dat gesot, sinn ech och frou, dass duerch dësen Accord d'Zivillgesellschaft a Kuba gestärkt gëtt, den Droit d'association gestärkt gëtt. Ech mengen, dat si gutt Saachen.

Ech ginn heimadder och den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, och hei Merci, Här President. E ganz, ganz grouss Merci un eise Président-rapporteur, deen dat, wéi ëmmer, mat grousssem Brio gemaach huet, souwuel säi mëndleche wéi säi schréffleche Rapport.

Mir bleift eigentlech net vill derbäizesoen. Ausser: Déi Remarken, déi fir Kasachstan richteg sinn, sinn och zu engem Deel fir Kuba richteg. De Marc Angel huet hei vun der Zivillgesellschaft geschwat, déi misst gestärkt ginn. Ech deelen déi Appreciatioun. Och wat d'Meeungsfräiheet a Kuba ubelaangt, sinn nach vill Efforten ze maachen. Mä nach ass dat heiten e ganz, ganz positiven Accord.

Ech bréngen domadder och den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Dir kënnst lech vläicht virstellen, datt ech mat grousssem Interêt de Rapport gelies hunn. An ech wëllt och dem Marc Angel Merci soe fir deen interessante Rapport, besonnesch dee schréfflechen.

Mir begrëissen och, datt do eng progressiv Ouverture ass. Sécherlech kann een nach Saache verbessern. Ech mengen, mir sollen allegueren da kucken, wou mer och do kënnen vläicht en Deel derzou bäidroen.

Vläicht eppes, wat iwwert deen Accord hei erausgeet, vläicht zwou méi präzis Froen: Et war och emol an der Diskussioun, datt, ech mengen, méi spezifesch och Lëtzebuerg a Verhandlung wier fir eventuell en Accord de non double imposition respektiv och Fluchrechter, fir datt een do eventuell am Tourismus oder op anere Pläng nach méi eng grouss Zesummenaarbecht kéint maachen. Wann een do kuerz vläicht wëisst, wou déi Diskussioun dru wier.

Mä dat gesot, gi mer natierlech den Accord.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Adam huet d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Deen Accord hei ass mer awer esou wichteg, datt ech mer wëll e puer Minutten huelen a kuerz eppes dozou soen.

Wat mer haut hei zu Lëtzebuerg ratifizéieren, ass am Fong geholl awer en historesche Moment. En historesche Moment, well, no jorzéngtelaangem wirtschaftlechem Boykott duerch d'USA an awer och duerch d'EU, duerch Europa elo eng éischte Kéier e seriösen Handelsaccord tëschent Kuba an der EU zustane komm ass. Natierlech ass deen Accord scho provisoresch zënter November 2017 a Kraaft. Dofir geet de wierklech historesche Moment zréck op den 11. Abrëll 2016, wéi deen Accord zu Havanna ofgeschloss ginn ass.

Kuba läit no bei den USA a wäit vun der EU. An nodeems d'USA a Kuba sech ënnert dem President Obama méi no komm sinn, huet zënter dem President Donald Trump des Relatioun sech net méi positiv weiterentwéckelt an ass éischter erëm zréckgaangen.

Duerfir ass et fir Kuba ëmsou méi wichteg, datt déi gutt Relatioun mat der EU sech positiv weiterentwickelt. Kuba war bis den November 2017, de Marc Angel hat et och gesot, dat eenzegt Land a Latäinamerika, dat keen Accord iwwer eng Zesummenaarbecht mat der EU hat. A mir wäerten de Besuch vun der Madamm Federica Mogherini Ufank 2018, also viru 14 Deeg, a Kuba als Zeechen, datt och d'EU Ambitiounen huet, dës Kooperatioun auszebauen.

Haut ass d'EU schonn dee gréissten Investisseur an den zweetgréissten Handelspartner vu Kuba. Ronn een Drëttel vun den Touristen, déi Kuba besichen, kommen aus engem EU-Land.

Kuba ass natierlech e Land, wat och eng Rei demokratesch Defiziter huet. Ech wäert se just kuerz sträifen. Sympathesch mécht mir dat Land, well et en eegene Wee gaangen ass an och haut nach ëmmer geet. Kuba ass net just iergendeen anert aarmt Land wéi all déi aner, och wann d'ekonomesch Situatioun ganz schwierig ass, ënner anerem och wéinst dem Boykott. Iwwer 50 Joer laang ass do eng Isolatiounspolitik bedriwwen ginn! Dann ass awer Kuba ee Land, wat sech decidéiert huet, fir all senge Kanner eng gratis Educatioun zouzegeen an all sengen Awunner eng gratis medezinesch Versuergung. Dat ass e groussen Ënnerschied zu anere vergläichbare Länner mat äänlech groussen demokrateschen Defiziter.

Transparency International huet Kuba op déi 60. Plaz vun 176 gesat. Do ass natierlech nach vill Sputt no uewen. Mä wann ech nach un de Rang vu Kasachstan dierf erënneren, da steet also Kuba do scho besser. Kuba ass dat eenzegt Land a Latäinamerika, dat Amnesty International net eraléisst. Souwuel d'Meenungsfräiheet wéi d'Versammlungs- an d'Bewegungsfräiheet sinn net garantéiert. D'politesch Géigner vum Regimm gi schnell als konterrevolutionär tituliert a riskéieren, harceléiert an zäitweis agepaart ze ginn.

Mir sinn also frou, datt et och bei deem Accord fir e politeschen Dialog an Zesummenaarbecht dräi Kapitele gëtt, déi sech Hand an Hand sollen entwéckelen: d'Kooperatioun, de politeschen Dialog an d'wirtschaftlech Bezéiungen. Dat ass ee richtige Wee, dee mer hei aschloen. An duerfir ënnerstézt och déi gréng Fraktioun dësen Accord.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Fernand Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och e grouse Merci fir d'Éischt un den Här Angel fir dee Rapport, deen en eis presentéiert huet.

Dëst ass e ganz interessanten Accord, dee mer hei haut diskutéieren, well et e Präzedenzfall ass. D'Europäesch Unioun huet hei, souwäit ech weess, déi éischte Kéier en Accord de coopération politique an där Form mat engem Stat ofgeschloss.

Dat u sech ass schonn e ganz wichtege Akt. Et weist vläicht och, mengen ech, déi gewësse Sympathie, déi mer och aus dem Här Adam sengen Ausféierungen elo héieren hunn. Mä ech mengen, mir mussen Kuba, wéi all anere Stat, ganz nüchtern analyséieren. Mir mussen eis bewusst sinn, datt déi Mënscherechtsverletzungen, déi den Här Adam och opgezielt huet, ganz grausam si fir vill Leit op där Insel. A bei aller romantischer Approche oder Sympathie, déi déi eng oder déi aner politesch kënne fir dee Regimm hunn, mir hu se net, well mir soen eis: Mënscherechter si Mënscherechter. Mir mussen eis derfir setzen, datt déi Leit op Kuba genau déiselwech Fräiheete kënnen hu wéi mir hei.

Et ass och en Accord, deen d'Handschrëft vu Kuba dréit. Ech hunn där Accorden a mengem Liewe relativ vill gelies. Ech hunn nach ni ee gelies wéi deen heiten. Zum Beispill am Kapitel vun de Mënscherechter gëtt extra drop higewisen, datt een eng equilibréiert Approche soll hunn tëschent deene politeschen an ziville Rechter an deene sozialen an den ekonomesche Rechter. Eng Approche, déi mer an där Form fir d'Lescht an den Dokumenter haten, déi mer mat Ostblockstate verhandelt hunn, viru villen, ville Joren.

Mir hunn och hei u sech Textpassagen, déi nëmmen drop hiweisen, datt d'Europäesch Unioun sech derzou verleede léisst, kubanesch Theesen an hirem Verhältnis zu den USA praktesch an engem Traité ze ënnerstëtzen.

Do froe mir eis: Ass dat wierklech den Objet vun eise Bezéiung mat Kuba, wou mer gläichzäiteg awer interesséiert sinn u gudder Relatioun mat den USA, fir eis op esou Formuléierungen anzelossen?

Ech hunn hei ee Beispill erausgeschriwwen, wat ech an där Form nach ni éierens gelies hunn. Mir géifen do kritiséieren: «mesures coercitives unilatérales assorties d'effets extraterritoriaux, contraires au droit international et aux principes du libre-échange», am Artikel 10. Esou eng Formulierung, géif ech soen, schuet eise politeschen Interessien an ass kloer eng kubanesch Siicht vun de Relatiounen, déi si ebe mat verschiddene vun hiren Nopeschstaten hunn.

Ech mengen, et ass eng Chance, datt mer deen Accord hei hunn, an d'ADR wäert en och matstëmmen, well mer soen: Et ass einfach wichteg, datt mer mat Kuba en Dialog opbauen, mä deen Dialog solle mer notzen, fir wierklech och op d'Mënscherechter ze insistéieren. Mir sollen natierlech och kucken als Lëtzebuerger, datt mir eis Handelsbezéiungen an eis politeschen Bezéiung zu deem Stat ausbauen.

Mir hunn eng Rei vun diplomatesche Vertriedungen an der Region. Mir sinn zu Managua, mir sinn am Salvador vertrauden, an et wär vläicht gutt, Här Minister, wann d'Regierung eis kéint soen, ob se net eng Koaccreditatioun eventuell zu Havanna vun enger vun eisen Ambassaden an där Region géif virgesinn, wat och e positive Geste wär.

Awer bei allem, wat mer, wéi gesot, un Interessien hunn, frëndschaflechem Interessi fir dat Land, och virun allem fir seng Leit kënnen hunn, insistéiere mir op de Respekt vun de Mënscherechter an eise Relatiounen mat deem Stat.

Mir soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. De leschten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Iwwer Kuba wéilt ech am léifste ganz laang schwätzen. Mä ech wäert mech op déi fënnf Minutte beschränken a keng fënnf Stonnen, wéi de Fidel Castro deemools geschwat huet. Dofir brauch Der keng Angscht ze hunn. Et ass gläich eriwuer. Ausser den Här President gëtt mir se. Mä ech mengen net!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech huelen dat elo ganz genee mat der Auer.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dat musst Der och.

(**Hilarité**)

Ech mengen, et sinn awer trotzdem an där kuerzer Zäit eng Partie interessant Saache gesot ginn iwwer Kuba, iwwer eis Bezéiung mat Kuba, déi een och als ganz nuanciéiert muss gesinn. An d'Situatioun a Kuba muss een och nuanciéiert gesinn. Ech maachen dat och selwer. Mir an der Lénker maachen dat och selwer.

Mä ech mengen, d'Geschicht tëschent der EU a Kuba reflektéiert e bëssen d'Geschicht iwwerhaapt tëschent der industrialiséierter Welt an den ënnerentwéckelte Länner, déi oft ehemoleg Kolonien och vun der industrialiséierter Welt waren. Dat heescht, dat charakteriséiert sech e bëssen doduerch, datt mir do waren, vun deene Länner och oft profitéiert hunn an déi Länner beanträchtegt hunn an hiren Entwécklung, duerno gaange sinn an duerno erklärt hunn, wéi se sech am beschte sollen entwéckelen. An zemoos wa se hiren eegene Wee gaange sinn, dann hu mer hinnen net ëmmer onbedéngt gehollef. Dat gëllt net nëmme fir Kuba, mä fir ganz vill Länner op der Welt.

D'Geschicht vu Kuba ass eng mouvementéiert, et war eng Kolonie, eng spuenesch Kolonie bis 1898. Duerno ass et onofhängeg ginn, mat Hëllef vun den USA. An et ass eng Aart Protektorat gi vun den USA bis 1959, wou d'Revolutioun den Diktator Batista erausgepucht huet. An du koum et zu enger Situatioun, wou u sech eng Landreform huet misse gemaach ginn.

D'Amerikaner hu souguer eng Zäit de Fidel Castro als éischter positiv ugesinn, deemno wéi, et kéint ee mat him zesummeschaffen, mä wéi si dat eescht gemengt hu mat der Revolutioun, mat der Emverdeelung vum Land an esou weider, dann hu se dat aneschtens gesinn. Kuba ass bal gezwonge gi vun der Geschicht, an d'Äerm vun der Sowjetunioun ze geroden, wat och mat Problemer, och politescher Natur, verbonne war.

Ech fille mech awer net esou richtig beruff, vum kamoute Lëtzebuerg aus ëmmer systematesch engem Entwécklungsland Lektionen ze erdeelen, zemoos wa mer wëssen, datt esou kleng Länner, deemno wéi, mat risege Problemer ze dinn hunn a mat Feindschaften ze dinn hunn. Et muss ee sech virstellen, et ass scho gesot ginn, 80 km wäit ewech vu Kuba sinn d'USA, déi gréisste Weltmuecht, an déi hunn hinne kee Kaddo gemaach, guer kee Kaddo gemaach par rapport zu anere Länner an Zentralamerika oder der Karibik. Et muss ee sech e bësse virstellen, a wat fir enger Situa-

tioun een do ass. An dann dierf et..., an et ass ëmmerhin en Entwécklungsland.

Mä, ech mengen och, d'Meenungsfräiheet a Kuba ass net absolut! Dat wësse mer! A si ass och net komplett inexistent. Dat muss een awer och wëssen. Wann een do ass, wann een dohinnegeet, kann een tatsächlech... Also, ech war oft nach an Tunesien, aus verschiddene familiäre Grënn, ënner dem Ben Ali, do kann ech lech soen, do hues de net iwwer Politik geschwat! A Kuba ass et trotzdem gaangen. Et mierkt een, datt d'Leit oppassen. D'Leit gleewen nach, ech mengen d'Majoritéit, un d'Idealer vun der Revolutioun, wat net onbedéngt heescht, datt een ëmmer mat der Regierung averstanen ass. Dat ass eng Distinctioun, déi ee muss maachen.

Mä elo lafen och vill Debatten. Dir kënnt lech och abonnéieren iwwer Facebook, Dir kënnt och Debatte souguer an der Assemblée oder op anere Plazen a Kuba an esou weider a Kuba kucken, iwwer d'ekonomesch Ausrichtung, well do ass et och nach net ganz kloer, a wat fir eng Richtung et geet, méi Liberaliséierung oder net, ob dat iwwerhaapt gutt ass. Et si Leit, déi profitéiere vun der aktueller Situatioun a Kuba. Anerer manner. Zum Beispill d'Statsbeamten, do ass et ëmgedréit vläicht.

D'Diskussioun iwwer d'Verfassung, Diskussiounen och iwwer de Stellwäert vun der Arméi, wat och net onproblematesch ass, de Stellwäert vun der Partei. Dat gëtt och diskutéiert. An d'Vehältnis zu den USA, wat och ganz kritesch gesi gëtt vun der Bevëlkerung an heiansdo méi kritesch wéi vun der Regierung selwer. Do gëtt et och ganz interessant Artikelen, déi ee kann doriwwer liesen.

Ech mengen, d'Kubaner wësse schonn, wéi ee sech entwéckelt. Si si mat grouse Problemer konfrontéiert vu baussen, och vu bannen, mä ech mengen net, datt een hinne Lektione kann erdeelen. An ëmmerhin, nach eng Saach: Wann een den Entwécklungsindex kuckt, trotz alledeem läit awer den Entwécklungsindex vu Kuba op der 68. Plaz weltwäit, mir op der 20., a wann een awer Appel mat Appel vergläicht, dat heescht Kuba mat anere Länner aus Zentralamerika oder der Karibik, vun de latäin-amerikanesche Länner ass Kuba op der 4. (veuillez lire 5. Plaz). Et sinn nëmme véier Länner viru Kuba: Argentinien, Uruguay, Costa Rica a Panama sinn nach viru Kuba. Déi aner hannendrun.

Et dierf een och net vergiessen, am Entwécklungsindex vun der UNO, dat sinn d'Zuele vun 2016, ech mengen, dat ass awer interessant: Wann ee vergläicht mat Haiti, der Dominikanescher Republik, Jamaika, Honduras, wou et och ganz problematesch ass, ech mengen, do kann een net behaupten, datt et an deene Länner de Leit besser geet. Ech géif souguer mengen, am Géigendeel!

Mir wäerte selbstverständlech dat heiten elo, deen Accord politique matdroen. Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Ausseminister huet d'Wuert.

(**Prise de position du Gouvernement**)

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Jo, Här President. Ech géif mengen, déi puer Wuert, déi mer hei echangéiert hunn, déi kann ee vergläiche mat der Debat, déi kierzlech stattfonnt huet am Europäesche Parlament. Ech mengen, eng konstruktiv Approche, selbstverständlech mam Gewicht op alles, wat den Dialog iwwer d'Droits de l'homme ugeet.

Ech hat viru e puer Méint, ech mengen, et war am Hierscht, d'Geleeënheet, a Kuba ze sinn an hunn iwwer zwou Stonne mam President Raúl Castro verbruecht a sengem Gaart do, an dat war an enger Phas no där grousser Hoffnung, déi jo ugesat huet 2015, Dezember 2015 duerch de President Obama, wou jo erëm d'Ambassad vun den Amerikaner opgemaach ginn ass, an och déi Roll, déi de Poopst gespilt huet. An ech kann lech just als Anekdot soen, e sot: „Déi zwee wichtegst Länner, wichtegst Mënschen op der Welt, déi ech begéint hunn an déi och hei bei mer waren, waren engersäits de President Obama an zweetens de Poopst Franziskus.“

Et muss ee wëssen, dass Kuba och an deene leschte Joren eng ganz grouss Roll gespilt huet a Kolumbien, am Dialog mat de FARC, dee jo menger Meenung no nach ëmmer op där richteger Pist ass, dass och Kuba mat den Dokteren a mat den Infirmiären, déi aus Kuba an d'Welt ginn, eng ganz grouss Aarbecht leescht. Rien n'empêche, dass ee muss, net nëmmen dierf, loosse mer soen, eng melancholesch Approche hunn zum Regimm. A Kuba gëtt et vill Mënschen, deene geet et net ganz gutt, net well se ënnerdréckt sinn, mä och aus wirtschaftlechen, aus soziale Grënn.

An duerfir géif ech mengen, dass dat, wat ech hei an der Chamber héieren hunn, mech eigentlech encouragéiert, dass mer praktesch alleguete wëllen op dee Wee goen, fir eng Ouverture ze maachen. An ech géif och souguer soen, dass mir och hei kënne soen, wa Kuba no bei Amerika ass, no bei Europa ass, dann ass dat gutt fir d'Mënscherechter. Alles, wat an de Contraire geet, ass net gutt fir d'Mënscherechter a Kuba.

An duerfir, déi bilateral Relatiounen, den Här Berger huet dat ugeschnitten, mir hunn zënter Joren elo versicht, op zwee Niveaue bilateral Accorden ze kréien. Dat eent ass mat der Aviatoun, wat net onméiglech ass. Do gesi mer méi Fortschritt. An dat anert ass en Accord de non double imposition. Do kréie mer net Nee gesot, mä dat ass nach am Collimateur. Mä ech mengen, dass et méiglech ass, fir kënnen do weiderzkommen.

Eng Koaccreditatioun hänt natierlech dervun of och, wéi mer dat gesamt-politesch um amerikanesche Kontinent hikeréien. Mä et ass eng Iwwerleung wäert, wou een net sollt op jidde Fall a priori dergéint sinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Ausseminister.

Mir géifen zur Ofstëmmung iwwergoen, déi direkt ufänkt.

(**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7159 et dispense du second vote constitutionnel**)

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme, dann d'Procuratiounen.

(**Brouhaha général**)

Kolleegen, wann Der just nach 30 Sekonne wéilt heibleiwen! D'Ofstëmmung ass eriwuer: 59-mol Jo, domat hu mer Unanimitéit. De Projet de loi 7159 ass domat ugeholl. Een huet net ofgestëmmt.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Claude Adam), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser) et Fernand Kartheiser;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Sidd Der d'accord mat der Dispens vum zweete Vott?

(**Assentiment**)

(**10. Changement de composition du comité de discipline (suite)**)

Ech wollt lech just nach bieden, eng kleng Berichtigung ze maachen, wat d'Zesummesetzung vum Comité de discipline ugeet. Mir haten de Mëtteg d'Madamm Beissel nominéiert. D'Madamm Beissel ass Member vum Bureau a kann déi Aufgab leider net maachen, soudass mer den Här Gusty Graas géife proposéieren.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

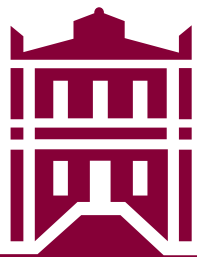
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ass d'Chamber domat d'accord?

(**Assentiment**)

Da géif ech lech Merci soen.

D'Setzung ass eriwuer. Kommt gutt heem, esou friddlech wéi méiglech!

(**Fin de la séance publique à 19.13 heures**)



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 2. Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 3. Communications
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 4. Ordre du jour
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 5. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 - Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification
 - La séance publique est suspendue de 14.41 à 14.52 heures.
 - M. Alex Bodry
 - Rapport de la Commission de vérification: M. Eugène Berger
 - Prestation de serment et discours de M. Frank Colabianchi
 6. Changements de composition de commissions parlementaires
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 8. Hommage à Mme Anne Brasseur
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 9. Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
 10. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar
 - M. Laurent Mosar
 11. Question élargie n°28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel
 - M. André Bauler - Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie
 12. 7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:
 - 1) le Code de procédure pénale
 - 2) le Code pénal
 - Rapport de la Commission juridique: Mme Josée Lorsché
 - Discussion générale: M. Gilles Roth (interventions de Mme Viviane Loschetter et M. Michel Wolter) (dépôt d'un amendement), Mme Taina Bofferding, Mme Lydie Polfer, M. Roy Reding, M. David Wagner, M. Franz Fayot
 - Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice
 - Parole après ministre: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, Mme Lydia Mutsch, Ministre de l'Égalité des chances
 - Vote sur l'amendement 1 (rejeté)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 13. 7024 - Projet de loi portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:
 1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;
 3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;
 4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;
 5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
 6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;
 7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;
 8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;
 9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et
 10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler
 - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 14. 7128 - Projet de loi portant
 1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;
 2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;
 3. modification de:
 - a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;
 - b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;
 - c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;
 - d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;
 - e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;
 - f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;
 - h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;
 - i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;
 - j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger
 - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Roy Reding, M. David Wagner
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 15. 7166 - Projet de loi
 - 1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;
 - 2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. André Bauler (intervention de M. Laurent Mosar)
 - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Félix Braz, M. Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres; M. Guy Arendt et Mme Francine Closener, Secrétaires d'État.
- (Début de la séance publique à 14.35 heures)**

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Ech maachen d'Sëtzung op a froen d'Regierung, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Dat ass net de Fall, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Här Justizminister.

2. Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeginnen a Kollegen, Enn Januar krute mer déi traureg

Nouvelle, dass ee vun eise fréiere Kollegen, den Éierendeputéierten a fréiere Vizepresident vun der Chamber, den Niki Bettendorf, Éierebuergermeeschter och vu Bartreng, am Alter vun 81 Joer gestuerwen ass.

Wéi beléift hie war, huet ee fir d'Lescht bei senger Baisetzung de leschte Freideg gesinn. Den Niki war zu Bieles gebuer a vu kleng u war hien ënnert de Leit, well seng Mamm eng bekannt Wirtschaf hat. Hien ass zu Esch an de Jongelcëe gaangen. Duerno huet hie Commerce géléiert an an enger Bank an duerno bei der Escher Brauerei geschafft. Seng Fra, d'Henriette, huet hien aus dem Minett op Bartreng bruecht, wou hie spéider als Fondé de pouvoir bei enger Uelechgesellschaft geschafft huet.

Den Niki Bettendorf war e begeeschterte Sportler, e gudden Turner an e bekannte Basketballspieler, duerno Trainer a schlisslech President vun der Bartrenger Sparta a Vizepresident vun der Basketfederatioun.

Iwwert de Sport an duerch den Emile Krieps ass hien an d'Politik komm. 1975 ass en der DP bäigetrueden a seng politesch Carrière huet en an den 80er Joren ugefaangen. 1981 ass hien déi éischte Kéier zu Bartreng mat an d'Gemeengewahle gaangen. Sāi Resultat huet hien direkt op de Buergermeeschterstull bruecht, deen hien 20 Joer laang, bis den 1. Januar 2002, sollt halen.

No sengem Succès an der Gemeengepolitik ass den Niki Bettendorf 1984 och mat an d'Nationalwahle gaangen. Den 19. Juni 1990 ass hien als Députéierten aus dem Zentrum an der Chamber vereedelegt ginn. Bis den 10. Oktober 2006, also 16 Joer laang, war hie Member vun dësem Haus a vun 1999 bis 2006 och Vizepresident vun eiser Chamber.

Den Niki Bettendorf war e ganz aktiven Députéierten. Vun 1999 bis 2004 war hie President vun der Santéskommissioun a vun der Spezialkommissioun „Drogen“. Hie war och de Spriecher vun der DP-Fraktioun an de Beräicher

Kommunal-, Gesondheets- a Sozialpolitik. A bei deem Leschte kann ech mech ganz gutt un dat eent oder anert méi animéiert Wuertgefecht tëschent eis zwee erënnere. Fir déi, déi méi laang hei derbāi sinn, déi kënnen sech un eent besonnesch gutt erënnere!

Des Weidere war den Niki Bettendorf an de Kommissiounen Aarbecht a Beschäftegung, öffentlech Bauten, öffentlechen Dëngscht, Gemengen a Wunnengsbau, an der Spezialkommissioun „PAN“ an an der Spezialkommissioun „Genetik“ aktiv, sief et als Vizepresident oder als Member. Aktiv huet hien och bei dem sougenannten „Rentendësch“ matgeschafft.

Um internationale Plang war hie Member vun der Assemblée parlementaire vun der NATO. Zënter 2015 war den Niki Bettendorf och Vizepresident vum Comité vun der Associatioun vun de fréieren Députéierten.

Den Niki war en oppenen, jovialen a fläisseg Mensch, mat deem och emol de Minettsdapp duerchgaangen ass. Hien huet als Buerger-

meeschter aus engem Duerf dat Bartreng vun haut gemaach.

Der Famill wëll ech am Numm vun der Chamber, vun eis alleguer, eist déift Matgefill, eise Respekt ausdrécken an eisem Deputéiertekolleeg soen, dass mer hien net wäerte vergiessen.

Ech géif lech, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, bidden, ee Moment opzestoen, fir dem Niki eng lescht Eier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

3. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert. D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, an d'Lëscht vun de Propositionen de loi, déi säitdeem vum Rôle des affaires zréckgezu goufen, ass un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite weidergaangen. D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 6 février 2018

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7233 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

7234 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2018

7235 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, relatif aux programmes européens de navigation par satellite, fait à Bruxelles, le 18 décembre 2013

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 23.01.2018

7236 - Projet de loi instituant un défenseur des droits de l'enfant, appelé «Ombudsman/fra fir Kanner a Jugendlecher» et portant modification 1. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État; 2. de la loi modifiée du 16 décembre 2008 relative à l'aide à l'enfance et 3. de la loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 25.01.2018

7237 - Projet de loi sur la protection des sols et la gestion des sites pollués et modifiant 1. la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, 2. la loi modifiée du 9 mai 2014 relative aux émissions industrielles, 3. la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets, 4. la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement et 5. loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

Dépôt: Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 26.01.2018

7238 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 29.01.2018

7239 - Projet de loi portant modification de la loi du 21 mars 2005 autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Dépôt: M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense, le 29.01.2018

7240 - Projet de loi portant création d'un lycée à Mondorf-les-Bains et modification 1. de la loi du 15 décembre 2017 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2018, 2. de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange, 3. de la loi modifiée du 13 juin 2013 portant création d'un lycée à Clervaux

et 4. de la loi du 22 juillet 2008 portant création d'un lycée à Junglinster

Dépôt: M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 31.01.2018

7241 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan et les Gouvernements des États du Benelux relatif à l'exemption de l'obligation de visa pour les titulaires de passeports de service, fait à Bruxelles, le 23 novembre 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 02.02.2018

7242 - Projet de loi portant approbation de la Convention de sécurité sociale entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 27 novembre 2017

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 05.02.2018

Les propositions de loi suivantes ont été retirées du rôle des affaires:

5857 - Proposition de loi sur la prostitution

Dépôt: M. Marc Angel, M. John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Lydie Err

Retrait du rôle des affaires: 02.02.2018

6863 - Proposition de loi relative aux pratiques illicites eu égard aux documents de voyage ou d'identité et modifiant le Code pénal

Dépôt: M. Marc Angel, Mme Taina Bofferding, M. Franz Fayot

Retrait du rôle des affaires: 02.02.2018

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées:

944 - Demande de pétition publique: L'obligation de marquer sur l'étiquette les pesticides utilisés

Dépôt: M. Benoît Krier, le 12.01.2018

945 - Demande de pétition publique: Introduction d'un modèle type de compromis de vente

Dépôt: M. Ricky Wong, le 16.01.2018

946 - Demande de pétition publique: Diminution du taux général d'imposition pour les individus de la classe moyenne, qui contribuent le plus à l'économie du pays. Élimination de l'imposition à 50% de rémunération variable (bonus). Instaurer les vacances fiscales pour les expatriés qualifiés pendant les premières années de relocation professionnelle

Dépôt: M. Volodymyr Andrianov, le 17.01.2018

947 - Demande de pétition publique: Éischt Hëllef

Dépôt: M. Kevin Krier, le 18.01.2018

948 - Demande de pétition publique: Permettre aux employés d'État et aux fonctionnaires de prendre une pause plus courte le midi (actuellement une heure minimum obligatoire) comme il est possible dans certains secteurs privés avec horaire mobile

Dépôt: M. Vincent Legeux, le 18.01.2018

949 - Demande de pétition publique: Hommage à feu François Dahm

Dépôt: M. Jean Fleurot, le 18.01.2018

950 - Demande de pétition publique: Interdiction des chiens de combat sans muselière en public

Dépôt: M. Volodymyr Andrianov, le 19.01.2018

951 - Demande de pétition publique: Vacances fiscales pour les professionnels immigrés (expatriés) pendant les cinq premières années de résidence

Dépôt: M. Volodymyr Andrianov, le 19.01.2018

952 - Demande de pétition publique: Construction d'une étoile de la mort - une base spatiale pour le Luxembourg

Dépôt: M. Christian Kies, le 20.01.2018

953 - Demande de pétition publique: Dépôt d'une plainte du Grand-Duché contre le projet de péage en Allemagne devant les juridictions compétentes

Dépôt: M. Christian Kies, le 21.01.2018

954 - Demande de pétition publique: Pour une prise en compte des familles monoparentales pour les «jours enfant malade» (congrés pour raisons familiales)

Dépôt: M. Miguel Dardenne, le 21.01.2018

955 - Demande de pétition publique: Permis de conduire catégorie A2

Dépôt: M. Dan Beelener, le 24.01.2018

956 - Demande de pétition publique: Délai de réponse à un recours auprès du Conseil arbitral de la sécurité sociale

Dépôt: M. André Schomer, le 26.01.2018

957 - Demande de pétition publique: Congé collectif

Dépôt: M. Ivo Filipe Nunes Carneiro, le 26.01.2018

958 - Demande de pétition publique: Einführung von Wickeltischen auf öffentlichen und kommerziellen Toiletten für alle Geschlechter

Dépôt: M. Yannick Meyer, le 30.01.2018

959 - Demande de pétition publique: Réguler le flux de camions en transit dans le Grand-Duché de Luxembourg aux heures de pointe

Dépôt: M. Andrea De Cillia, le 30.01.2018

960 - Demande de pétition publique: Redressement de la marge de tolérance pour excès de vitesse des radars fixes

Dépôt: M. Daniel Arens, le 31.01.2018

961 - Demande de pétition publique: Récompenser l'automobiliste qui se tient au code de la route

Dépôt: M. Tom Scheid, le 31.01.2018

962 - Demande de pétition publique: Non à la fermeture du Waldhaff

Dépôt: M. Pasquale Volza, le 02.02.2018

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Dann zu eisem Ordre du jour: Déi lescht Presidentekonferenz vum Donneschdeg huet fir dës Woch den Ordre du jour virgeschloen, deen a l'icht ofgeännerter Form mat Ärem Accord och un d'Fraktiounen an un d'Sensibilitéite verdeelt gouf.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Merci, dann ass dat esou decidéiert.

5. Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi

Mir géifen dann elo en neie Member an der Chamber ophuelen. An hirem Bréif vum 16. Januar 2018 huet d'Madamm Anne Brasseur matgedeelt, dass si vum 31. Januar dës Joers un op hiert Deputéiertemandat verzicht.

Am Artikel 3 Paragraf 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes ze liessen: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection. En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort. La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

(Tirage au sort des députés constituant la Commission de vérification)

Ech biede mech selwer dann elo,...

(Hilarité)

...d'Kommissioun mat Ärem Accord ze constitueren. Ech géif dann elo als Éischten den Här Kaes...

Plusieurs voix. - Ah!

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - ...proposéieren. Den Här Eugène Berger,...

Une voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - ...d'Madamm Nancy Arendt, den Här Traversini, den Här Kox, den Här Bodry...

(Interruption par M. Alex Bodry)

Jo, ech wusst, dass Dir esou frou mat der Prozedur sidd.

D'Madamm Dall'Agnol.

Une voix. - Si ass net do...

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Dann d'Madamm Mergen.

Ech géif d'Kommissioun bidden, elo am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultater vun de Wahle vum 20. Oktober 2013 ze préieren, virun allem wat den Här Frank Colabianchi betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeën.

Domat ass d'Sëtzung elo provisoersch ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.41 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.52 heures.)

Eis Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss an domat kann ech d'Sëtzung erëm opmaachen. An d'Wuert huet de President vun der Kommissioun, den Här Alex Bodry.

M. Alex Bodry (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun, déi vum Artikel 3 vun eisem Reglement virgesinn ass, ass virdrun duerch Lous zesummegeallt ginn a setzt sech aus folgenden Deputéierten zesummen: dem Här Aly Kaes, dem Här Eugène Berger, der Madamm Nancy Arendt, dem Här Roberto Traversini, dem Här Henri Kox, dem Här Alex Bodry an der Madamm Martine Mergen.

Den Här Eugène Berger ass vun eis eestëmmege zum Rapporteur bestëmmt ginn...

Plusieurs voix. - Aah!

M. Alex Bodry (LSAP). - ...an ech selwer zum President vun der Kommissioun. An der Hoffnung, dass mer dës e bësse vereezte Prozedur net nach eng Kéier mussen uwennen an dës Mandatsperiod, géif ech lech bidden, Här President, dem Här Rapporteur d'Wuert ze ginn.

Une voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Dat maachen ech dann och direkt, Här President. An d'Wuert huet de Rapporteur vun der Kommissioun, den Här Eugène Berger.

Rapport de la Commission de vérification

M. Eugène Berger (DP), rapporteur. - Merci deenen zwee Presidenten. Léif Kolleegeinnen, léif Kolleegeen, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech lech elo eise Rapport virdroen. Ech sinn och ganz frou, dass ech ka kuerz virun der Vereedegung vun eisem zukünftege Kolleege Frank Colabianchi hei an der Chamber dee Rapport virdroen.

An hirem Bréif vum 16. Abrëll 2018 huet d'Madamm Anne Brasseur de Chamberspräsident doriwwer informéiert, dass si ab dem 31. Januar dës Joers op hiert Deputéiertemandat verzicht. Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesez an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, derzou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demission, Stierffall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. De Chamberspräsident suert fir d'Successioun vun deene vakanten Deputéiertemander an informéiert de Statsminister doriwwer.

A sengem Bréif vum 16. Januar 2018 huet den Här Chamberspräsident Mars Di Bartolomeo sech un den Här Frank Colabianchi gewannt, deen als éischte Suppleant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet. Deeselwechten Dag huet de Chamberspräsident och de Premierminister doriwwer informéiert.

Am Artikel 118 vum Wahlgesez a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat also d'Aufgab, déi néideg Verifikatiounen virzehuelen, wat mer och gemaach hunn. D'legislativ Wahle vum 20. Oktober 2013 sinn den 13. November 2013 vun der Chamber iwwerpréift a validéiert ginn. Aus de Procès-verbaux vun dese Wahle geet ervir, dass den Här Frank Colabianchi, wunnhaft zu Bartreng, effektiv den éischte Suppleant op der Lëscht vun der Demokratescher Partei aus dem Wahlbezirk Zentrum ass an d'Wuert der Madamm Anne Brasseur hir Plaz unhuele kann.

A sengem Bréif vum 23. Januar 2018 huet den Här Frank Colabianchi eise Chamberspräsident informéiert, dass hien d'Mandat vun der Madamm Anne Brasseur wéilt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmege fest, dass näischt géint d'Vereedegung vun Här Frank Colabianchi schwätzt, a wënscht him vill Gléck bei der Ausübung vu sengem Mandat.

Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, gëtt um Büro deponéiert.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Berger, no deem sengem Rapport alles an der Rei ass. Ass d'Chamber mat deene Konklusiounen d'accord?

(Assentiment)

Merci. Da géif ech den Här Colabianchi elo erabidden. An en ass schonn ennerwee.

Prestation de serment et discours de M. Frank Colabianchi

Häerzlech wëllkomm. Ech géif lech dann elo bidden, Här Colabianchi, den Eed op eis Verfassung ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vun d'arselwechter virgesinn ass, an no mir

herno ze schwieren op d'Verfassung nom Text: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance aux lois et à la Constitution de l'État». An Dir hutt et selwer berichtegt, et ass d'Constitutiuon, déi fir d'Éischt kënnt, an dann d'Gesetzter.

An ech géif lech elo bieden, mat mir déi riets Hand ze hiewen an ze schwiere mat engem: «Je le jure».

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Je le jure.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech ginn lech Akt vun Ärem Eed. An ab sofort, Här Frank Colabianchi, sidd Dir Member vun der Chamber an ech ginn lech dann och direkt d'Wuert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Frank Colabianchi (DP).** - Här President vun der Chamber, Dir Dammen an Härren Deputéiert, „Freed a Leed leien no beineen“, heescht et, a méi treffend kann ech wuel dese feierlechen, virun allem awer emouvante Moment net resumieren. Freed engersäits, well et déi éischte Kéier ass, wou ech hei an der Chamber dierf schwätzen, Leed anerersäits, well den Zoufall et wollt, dass just haut den Hommage un den Niki Bettendorf um Ordre du jour ass:

Den Niki, gouf éinescht gesot, dee 16 Joer hei an der Chamber war, deen och 20 Joer, vun 1982 bis 2002, Buergermeeschter vun der Gemeng Bartreng war, ee vu menge Virgänger also, mat deem ech d'Chance hat, ganz laang Joren am Bartrenger Gemengen- a Schäfferot ze schaffen.

Den Niki, duerch deen ech an d'Politik komm sinn, vun deem ech vill geléiert hunn an deen de Grondstee vun deem geluecht huet, wat d'Gemeng Bartreng haut ass. Hie war e gudden Frënd an ech wäert, esou wéi vill aner Leit, en oft vermessen. Mir hu vill, oft a laang diskutiert, bis zum Schluss. An ech weess och net, wien um Dag, wou bekannt gouf, dass ech an d'Chamber géif réckelen, sech méi gefreet huet, hien oder ech. Seng Freed wäert ech op alle Fall net vergiessen.

Merci fir alles, Niki.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech si ganz nei an deem Gremium an u Motivatioun an Enthusiasmus feelt et mir net, fir deesen Challenge unzegoen.

Gebuer sinn ech 1962 a mäin Numm verréit, dass meng Famill keng Stacklätzbuenger ass, an do sinn ech jo net deen Eenzeggen heibanen.

(**Hilarité**)

Viru ronn 120 Joer aus Italien op Lëtzebuerg komm, hate mir bis 1990 eng Schränerei an der Stad. Op Bartreng si meng Elteren 1973 geplënnert. Ech hu meng Lycéeszäit am Stater Kolléisch verbruecht. Duerno war ech um Institut pédagogique zu Walfer an hunn 1984 als Schoulmeeschter zu Miersch ugefaangen, an zwar an de sougenannten „classes complémentaires“, de fréiere siwenten, aachten an néngte Schouljoren. Dës Klasse sinn 1994 duerch eng Reform aus dem deemolegen Enseignement primaire an de Lycée integréiert ginn.

De Mierscher Lycée technique ass dem LCD, dem Lycée classique de Diekirch, ënnerstallt ginn an ech krut dunn d'Aufgab an der Direktioun, fir d'Éischt als Chargé de direction an duerno als Directeur adjoint, d'Gestioun vun de sougenannte Klassen aus dem Régime préparatoire ze assurieren, deem Ordre d'enseignement, wou et eng ganz breet Panoplie vu Schüler mat diverse Problemer gëtt, virun allem Jonker, déi et net esou einfach am Liewen hunn.

Ech si bestuet. Meng Fra ass an der Éducation différenciée tätég. Ech hunn zwee Bouwen, déi allen zwee am Stater Kolléisch sinn. A vu Sport ass virun allem de Fussball en Thema.

„Firwat setzt Dir lech dann elo an?“, dës Fro krut all Mënsch, deen an d'Chamber réckelt, e sëlliche Mol gestallt. Nun, et läit op der Hand, dass do d'Schoul, d'Jugend an de Sport bei mir noleien. Awer ech wëll direkt betounen, dass een dat net einfach esou restriktiv ka gesinn. Säit elo iwwer 28 Joer sinn ech zu Bartreng am Gemengerot, genee säit 1990. No de Wahlen am Oktober 1999 sinn ech du Schäfte ginn a säit 2009 Buergermeeschter. Ech sinn, an dat ganz gär, Lokalpolitiker, an dëst mat Leif a Séil. An och wann dat heiansdo belächelt gëtt, wann ee seet: „Lokalpolitiker“, muss ech lech éierlech soen: „Ech maachen dat ganz gär!“

A senger Uertschaft ass een no bei de Leit, et weess een, wat d'Leit appreciieren, wat se beschäftegt a wat hinnen net gefält. Den

Echange mat de Bierger ass direkt, onkompliziert an dëst ass a bleift mir ëmmer wichteg.

Op d'Chambersaarbecht, eng aner Säit vun der Politik, sinn ech gespaant an ech freee mech op déi nächst Wochen a Méint, fir hei däre matzeschaffen. Ech bréngé mäi Bagage aus der Gemeengepolitik mat a sinn iwwerzeegt, dass dës Experiéenz bei enger Rei Themen en net negligeabelen Aspekt liwwere kann. Dat, wat hei am Haus ausgeschafft gëtt, regelt den Alltag dobaussen, setzt de Kader, an deem eis Gesellschaft fonctionnéiere soll.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren, ech sinn houfreg, an enger Equipp matzeschaffen, déi esou munches an d'Rulle bruecht, viles errecht an duerch eng flott, dynamesch an innovativ Politik Lëtzebuerg no vir bruecht huet. Et ass entstébt ginn, vill sougenannt „politesch delikat“ Dossiere sinn op de Leescht geholl ginn, de Kapp ass net an de Sand gestach ginn a keng Diskussioun ass evitéiert ginn, nëmme fir kengem op d'Krëienan ze trëppelen.

Dat ass eng Politik, déi kredibel an net vu Populismus gepräagt ass, eng Politik, déi ons wederbréngt. D'Politik ass en Instrument, fir d'Gesellschaft op muer virzubereeden, fir eist Land fir muer fit ze maachen. Doduerch kommen heiansdo munch Gewunnechten an d'Wackelen, verschidden Traditione ginn a Fro gestallt, awer dës Regierung huet den néidege Courage bewisen, fir op eng innovativ, dynamesch Aart a Weis eng modern Politik ze bedriewen.

Här President, ech hu mat engem Merci ugefaangen an ech wëll mat engem Merci meng Ried schléissen. Dese Merci soll där Damm zielen, déi queesch duerch d'politesch Landschaft bei sämtleche politesche Parteien unerkannt a respektéiert gëtt: dem Anne Brasseur. Anne, deng Nofolleg hei um Krautmaart unzertrieden, bedeit mir vill: fair a loyal sinn, tolerant, éierlech, objektiv, géint Populismus an all Zort vu Fanatismus, eng kloer Linn hunn an dach nolauscheren an zesummeschaffen, e proppere Konsens sichen an agoen. Esou hues du et an denger 42-järeger, exemplarescher politescher Carrière, wou s du alles errecht hues, virgeliefert. Du bass e Virbild. An d'Satisfaktioun, dass du mir d'Vetraue schenks, ass fir mech eng grouss Eier. Merci Ännchen!

Här President, lech all, Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

6. Changements de composition de commissions parlementaires

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och eisem neie Member an der Chamber. An duerch de Wiessel op de liberale Bänken hu mer eng Rei vu Propose matgedeelt kritt fir déi verschide Kommissiounen. Esou soll an der Landwirtschaftskommissioun den Här Frank Colabianchi den Här Claude Lamberty ersetzen. An der Kommissioun fir Héichschoul, Recherche a Medie soll den Här Frank Colabianchi den Här Lex Delles fir de Volet Enseignement supérieur a Recherche ersetzen. An der Budgetkontrollkommissioun soll den Här Colabianchi d'Madamm Anne Brasseur ersetzen. An der Kommissioun fir Aarbecht, Beschäftegung a sozial Sécherheet soll d'Madamm Joëlle Elvinger den Här Claude Lamberty ersetzen.

Ass d'Chamber mat deene Propositionen d'accord?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

7. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

A wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen ugeet, huet d'DP-Fraktioun proposéiert, dass den Här Eugène Berger d'Madamm Anne Brasseur an der Assemblée parlementaire de la francophonie als effektive Member soll ersetzen.

Ass d'Chamber och domat d'accord?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

8. Hommage à Mme Anne Brasseur

A mir hunn elo eng Rei vu flotten a verdéngte Wiederer un eis fréier Kollegein héieren an ech wëll domat weiterfueren. Haut hu mer also en neien Deputéiert bei eis begréisst. An dat heescht jo bekanntlech - an dat wësse mer all -, dass mer engem vun eise Kollegen, enger Kollegein Addi gesot hunn: der Madamm Anne Brasseur, déi op den 31. Januar 2018 aus der Chamber demissionéiert huet.

No 42 Joer huet d'Madamm Anne Brasseur e Stréch ënner hir kommunal, national an international politesch Carrière gezunn, och wann et bei deem internationalen nach esou e klengen Epilog gëtt. Wéi si selwer sot, mécht si elo e ganz déckert Buch zou an hält en anert Buch, mécht den Deckel op a weess nach net esou richtig, wat dora stoe kënnt oder dora steet.

An deem décke Buch, wou den Deckel elo zou ass, ass eng exemplaresch Carrière beschriwwen. Déi geléiert Psychologin Anne Brasseur ass 1975 Member vun der Demokratescher Partei ginn. Duerch déi deemoleg Stater Buergermeeschtesch Colette Flesch huet si sech fir d'Éischt an der Gemeengepolitik engagéiert an ass och direkt mat 25 Joer an de Stater Gemengerot gewielt ginn. 1982 ass si Schäfte an der Stad ginn.

1979 ass d'Madamm Anne Brasseur eng éischte Kéier mat an d'Chamberwahlen gaangen an direkt am Zentrum gewielt ginn. Zanterhier ass si mat enger Ennerbriechung vun 1999 bis 2004, wou si Educatiounsministesch war, Member vun deem Haus. Si hat siwe Mandater als Deputéiert.

An deenen iwwer 30 Joer an der Chamber huet si keng Erausforderung gescheit a sech ëmmer ganz gutt an hir Dossieren ageschafft. Si war Presidentin vun der Petitiounskommissioun, de Kommissioun fir Sport a Jugend, fir Kultur a vun der Budgetkontrollkommissioun. Si war e puermol Vizepräsidentin vun der Educatiounskommissioun, der Kommissioun fir öffentlech Bauten, fir Transport oder fir Logement. Si war och Rapporteur vun den Antikrisegesetzter vun 1983. Virun de leschte Chamberwahlen 2013 war d'Madamm Anne Brasseur och während dräi Woche Presidentin vun eiser Chamber.

D'Madamm Anne Brasseur war och laang Member an der parlamentarescher Assemblée vun Conseil de l'Europe a vun 2014 bis 2016 Presidentin vun där Assemblée, wou si eng bemierkenswäert a couragéiert Aarbecht geleescht huet a kee Blat virun de Mond geholl huet, wann et noutwendeg war.

D'Madamm Anne Brasseur huet hei an der Chamber, mä net nëmmen hei, Spuren hannerlooss. Si huet sech och vill fir d'Scouten engagéiert an eisen interparlamentaresche Scoutsgrupp presidéiert. Si hat an huet e gudde Drot zur Jugend an iwwerhaapt zu de Leit.

Ännchen, wann s du eis sollts nolauscheren - an dat méchs de definitiv -,...

(**Hilarité**)

...wëll ech dir an eiser aller Numm villmools Merci soe fir däin Asaz an der e ganz einfachen: „Maach et gutt!“ mat op de Wee ginn.

Vill Freed bei den neien an alen Hobbyen a Merci fir alles!

(**Applaudissement**)

9. Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur

An un Ärem Applaus mierken ech, dass et ganz evident ass, wat de Bureau a senger Reunioon vun 30. Januar proposéiert huet, fir opgrond vun den Artikelen 197 an 199 vun Chambersreglement der fréierer Deputéierter Anne Brasseur den Éierentitel vun hirer Funktioun zouzëerkennen.

Ech froen d'Chamber, ob si mat där Propos d'accord ass.

(**Assentiment**)

Domat ass d'Madamm Anne Brasseur Éieren-deputéiert. Der neier Éieren-deputéierter eis Felicitatiounen!

Voilà, dat gesot, géife mer elo zu den nächste Punkte vun eisem Ordre du jour iwwergoen. An ech hunn eng Wuertmeldung vun Här Laurent Mosar fir den Depot vun enger Motioun.

► **Une voix.** - Très bien!

10. Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun iwwer d'Situatioun an Nordsyrien deposieren. Ech mengen, ech brauch hei keng Detailler ze ginn. Dir wësst alleguerten, wat do an de leschten Deeg a Woche geschitt ass, wéi d'türkesch Arméi an Nordsyrien agefall ass, do e Krich géint d'YPG féiert, u sech eng kurdesch Unitéit, déi net nëmmen Alliéiert vun den Amerikaner, mä och vun der Europäescher Unioun ass.

Doniewent ass et esou, datt do och systematesch d'Zivillbevölkerung bombardéiert gëtt, wou et elo och schon zum Doud vu ganz ville Kanner komm ass. Déi humanitär Situatioun ass katastrophal. Et kënnt derbäi, datt d'tür-

kesch Arméi an den türkesche Stat och guer keen Accès fir Organisation-humanitaires zouloossen, soudatt déi iwwerhaapt emol guer net dohinnerkommen, fir deene Leit an Nout ze hëllefen.

Et muss ee wëssen - an ech mengen, dat brauch ech hei net ze ënnersträchen -, datt d'Türkei nach ëmmer e Kandidat ass, fir an d'Europäesch Unioun ze kommen, an och NATO-Member ass. Fir eis ass et absolut inakzeptabel, datt esou e Land hei refuséiert, datt humanitär Organisatiounen iwwerhaapt en Accès an déi Regioun vun Nordsyrien kréien.

Ech géif duerfir am Numm vun der CSV déi Motioun deposieren. Ech géif awer jiddwreene invitieren, dee sech wëllt där Motioun do uschléissen, déi matzedroen. An ech géif vläicht och mam Accord vun President vun der aussepolitichescher Kommissioun proposieren - esou wéi mer dat üblecherweis maachen -, datt mer déi Motioun vläicht an déi zoustänneg Kommissioun verweisen a se dann déi nächst Woch am Februar, wou d'Chamber erëm zesummekënn, vläicht och en séance plénière diskutiere géifen.

Merci.

(**Motion**)

La Chambre des Députés,

- *considérant que, suite à la fermeture des accès de secours, la situation humanitaire se détériore et que les pertes civiles augmentent de jour en jour dans le cadre de l'offensive terrestre et aérienne - nommée opération «Rameau d'olivier» par Ankara - que la République de Turquie mène depuis le 20 janvier 2018 contre la milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG) en République arabe syrienne;*

- *considérant que, selon de nombreux observateurs, de nouveaux massacres des minorités syriennes en général et des Yézidis en particulier sont à craindre suite à l'offensive d'Ankara;*

- *considérant que les Kurdes en général et les Kurdes de Syrie en particulier constituent toujours un allié important de l'UE et de l'OTAN dans la lutte contre les djihadistes dudit «État islamique»;*

- *considérant que le Président turc a menacé d'élargir à d'autres villes du nord de la Syrie l'offensive turque en cours contre la région d'Afrin, «afin d'éliminer toute présence d'une milice kurde considérée comme terroriste»;*

- *considérant que M. Erdoğan a également annoncé de «nettoyer» Manbij et de ne laisser aucun terroriste jusqu'à la frontière irakienne»;*

- *considérant que la guerre en Syrie est déjà à l'origine de plus de 340.000 morts et de millions de déplacés et réfugiés;*

- *considérant que la réunion de Sochi, appelée «congrès de la paix» par Moscou, a été boycottée par l'opposition syrienne en général et par les Kurdes de Syrie en particulier;*

- *considérant la résolution 2254 du Conseil de Sécurité de 2015 prévoyant l'adoption d'une nouvelle constitution et l'organisation d'élections libres en Syrie;*

invite le Gouvernement

- *à lutter résolument contre la dégradation humanitaire dans la région suite à l'offensive turque;*

- *à exiger l'ouverture sans délai des accès humanitaires aux populations civiles;*

- *à afficher clairement la solidarité du Luxembourg avec les alliés kurdes de l'Union européenne en Syrie en particulier et au Moyen-Orient en général ainsi que avec les autres minorités de la région;*

- *à soulever le caractère problématique de l'offensive turque dans la région d'Afrin dans le cadre des relations bilatérales du Luxembourg avec la Turquie;*

- *à œuvrer tout autant au niveau de l'Union européenne, de l'OTAN et de l'ONU pour maintenir la pression internationale sur Ankara.*

(s.) Laurent Mosar.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ass d'Chamber mat där Proposition d'accord, fir d'Motioun un d'aussepolitichescher Kommissioun weiderzeginn?

(**Assentiment**)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Et ass déi erweidert Fro vun Här André Bauler iwwer d'Entwécklung vun Kulturtourismus a si richt sech un d'Statssekretärin am Wirtschafts- an Tourismusdepartement. Den Här Bauler huet d'Wuert. Här Bauler, Dir wësst, dass Der fënnf Minutten hutt, an d'Regierung huet der zéng.

11. Question élargie n°28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. De Kulturtourismus gehéiert sécherlech hei am Land zu deene wirtschaftleche Beräicher, déi nach e gewéssent Entwécklungspotenzial hunn an déi et duerfir am Sënn vun enger méi diversifizierter Ekonomie ze férdere géllt. Mir verfügen heiheem op engem klengen Territoire iwwer eng ofwieslungsraich Kulturlandschaft an och iwwer en architektoneschen an immaterielle Patrimoine, dee sech weise léisst.

Natierlech kënnen mer op touristeschem Plang net mat Länner mathale wéi Italien, Frankräich oder Däitschland, fir nëmmen déi ze nennen. Trotzdem sollte mer eis net méi kleng maachen, wéi mer sinn, well d'Vestigé vum der Festung, eis Buerger a Schlässer, al industriell Sitten oder verschidde reliéis Bauwierker wéi d'Kathedral oder d'Basilika vun lechternach zéien all Joer zeg Touristen un. Et ass schonn aussergewéinlech, dass esou e klengt Land wéi Lëtzebuerg gläich dräimol op der Unesco hire Weltlëschten agedroen ass.

2018 ass dat europäescht Joer vum Patrimoine. An dat schéngt mer e passende Moment ze sinn, fir de Kulturtourismus ze relancéiere respektiv nach méi geziilt ze férdere. Den Tourismus beschäftegt jo hei am Land, wann een dem World Travel & Tourism Council aus dem Joer 2016 gleeft, ronn 18.500 Leit an dréit zu iwwer 5% vum PIB bäi.

Dës Branche gräift op déi ënnerschiddlechste Berufsprofilen zréck: vum Rezeptionist a Garçon oder der Serveuse iwwer de Guide oder den Eventmanager bis hin zum Chefkach a regionalen Tourismusanimateur.

Am Kulturtourismus kënnen mer besonnesch vun eisem Unesco-geschützte Patrimoine profitieren. D'Sprangpressessioun vun lechternach an d'Family of Man zu Clief gehéieren niift de fréiere Festungwierker hei an der Stad zur kultureller Ierfschaft.

Duerfir wollt ech elo emol fir d'Éischt froen, ob de 25. Joresdag vun der Aschreiwung vun den ale Quartieren a Festungsbaute vun der Stad Lëtzebuerg op d'Lëscht vum Weltpatrimoine vun der Unesco net eng gutt Geleeenheet wier fir eng geziilt Publicitéit an deem Kontext.

Eng zweet Fro betrëfft den immaterielle Patrimoine wéi zum Beispill d'Schueberfouer, d'Drauwefester oder d'Oktav an d'Sprangpressessioun: Sollt net op dës weltlech a reliéis Manifestatiounen an der Offer vun eise regionalen touristeschen Officen oder vum Luxembourg City Tourist Office verstärkt opmierksam gemaach ginn? Wat fir konkret touristesch Projekte lafen am Kader vum europäesche Joer vum Patrimoine hei zu Lëtzebuerg? Wat fir Appe ginn et mëttlerweil, déi et engem Tourist erlaben, fir mat sengem Handy en historeschen oder kulturelle Site ze entdecken? Kann ee schonn e Bilan vun der Initiativ Timetravel zéien? Wéi steet et em den Tourisme de mémoire? Offréiert Luxembourg fir Tourism Itinéraires, déi openeen ofgestëmmt sinn an och schonn ausgeschafft sinn?

Wéi ass et em de Kongress- a Seminärtourismus an eise Schlässer bestallt? Gëtt et do konkret Perspektiven? Entsprechen d'Capacités vun deene Sitten de Bedierfnesser vun deene professionellen Organisateuren an der Stad an iwwer Land? Gëtt et interessant Apporten an Entwécklungen am Beräich vun der zäitgenéssescher Architektur? A wat fir engem Mooss ginn des Gebailechkeeten an déi touristesch Offer integréiert?

Wat sinn d'Moosname vum Wirtschaftsministerium, fir d'Promotioun vum EureWelcome-Label an eise Muséeen a Schlässer ze férdere? Wéi steet et em d'Zesummenaarbecht mat dem Institut fir kulturell Itinéraire vum Europarot?

De Ministère huet jo eng grouss Revisioun vun eisen touristesche Pied ugekënnegt, fir dee ganze Sentiersreseau ze reorganisieren. Gouf et an deem Kontext an am Virfeld dovunner eng Analys? Wou sinn also dës Aarbechten drun?

Reng quantitativ Statistike ginn haut net méi duer, fir eng präzis Erfuerschung vum Tourismus ze erméiglechen. Ginn duerfir regelméisseg Enquête gemaach, fir de Clienten am Beräich vum Kulturtourismus e verbesserte Service unzébiden? Stëmmt de Wirtschaftsministerium dës Enquêtes och mat dem Kulturministerium of?

Voilà. Dës waren eng Rëtsch, vläicht eng Ribambelle vu Froen, déi ech am Zesummenhang vum Kulturtourismus wollt stellen. Ech soen op jidde Fall der Madamm Statssekretärin am Viraus villmools Merci fir hir Äntwerten an och hir Ureegungen.

Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo d'Madamm Statssekretärin, d'Madamm Francine Closener.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Här President, e grouss Merci fir unzefänken emol dem Här André Bauler fir säin Interessi um Kulturtourismus. Déi kulturell Offer spillt effektiv eng zentral Roll an eiser Offer an och an der Promotioun vu Lëtzebuerg als Touristendestinatioun. Natur, Kultur a Gastronomie, dat sinn eis grouss Trémp an do brauche mer eis par rapport zu anere Länner wierklech net ze verstopen an och net kleng ze maachen. Do hutt Der ganz recht, Här Bauler. Mir hu souguer den Advantage, dass een hei bei eis alles a konzentréierter Form ka bannent e puer Deeg erliewen, ouni vill Kilometere mussen ze maachen.

Här President, dem Tourismus zu Lëtzebuerg, deem geet et gutt, an d'Weihe si gestallt, fir dass e sech ka weiderentwéckelen. Ufank Januar hunn ech de strategesche Kader presentéiert, dee fir déi nächst fënnf Joer eis Prioritéite festleet. An zu deene Prioritéite gehéiert d'Valorisierung vun eisem Patrimoine. Et versteet sech natierlech vun selwen, dass eise Patrimoine besonnesch dës Joer am Mëttelpunkt vun der Promotioun steet mat deem 25. Anniversaire vun der Alstad als Unesco-Site an dem europäesche Joer vum Patrimoine.

All Joer ginn 280.000 Visiteuren duerch eis Alstad - dat ass enorm vill - an dat och nëmmen eleng am Kader vun de Visites guidées, et kommen also nach vill anerer derbäi. D'Festung ass a bleift e Renner a si gëtt dës Joer natierlech och besonnesch vun LFT bei der Vermaartung vun der Offer an de Vierdergrond gestallt an den internationale Publicitéitscampagnen, de klassische Medien, mä virun allem och digital, awer och wa mer auslännesch Journalisten hei zu Lëtzebuerg empfänken. Pressereesen zum Thema Unesco ginn zum Beispill ëmmer em Päsichten ugebueden, fir dass déi auslännesch Journalisten och d'Sprangpressessioun zu lechternach kënnen live materliewen.

À propos Unesco: D'Chancé sti ganz gutt, dass sech den Unesco-Label geschwënn och nach op anere Plazen erëmfënnt wéi op der Alstad, der Sprangpressessioun an der Family of Man, well intensiv un zwee Projekte geschafft gëtt, bei deenen d'Thema Natur am Vierdergrond steet. D'Region Mëllerdall huet jo hir Kandidatur gestallt fir den Unesco-Geopark-Label an am Süde vum Land lafen d'Preparatiounen op Héichtouren fir eng Kandidatur an der Kategorie „Man and the Biosphere“ als Biosphäreservat. Et ass eng international Modellregioun, déi sech fir eng nohalteg Entwécklung asetzt an den Equiliber sicht tëscht den Interessie vun der Ëmweltwirtschaft an dem Zesummeliewe vu Mënsch an Déier.

Mä natierlech - an och do hutt Der recht - ass och den immaterielle Patrimoine, eis Traditiounen, Fester a kulturell Manifestatiounen, Deel vun eiser Offer, déi mer den Touristen nobréngen, an dat iwwer zeg Promotiounskanal: den Internetsite visitluxembourg, Publiereportagen, Annoncen, Pressereesen oder och nach edukativ Touren.

An et weist sech quasi all Dag, wéi wichtig an och iwwerfällg et war, fir den ONT ze reforméieren an am neien LFT, am Luxembourg for Tourism, all déi regional Offices du tourisme plus den LCTO mat un den Dësch ze kréien, fir eben ze garantéieren, dass och d'Highlighten aus de Regiounen iwwer Land an déi professionell Promotioun materafléissen.

Dovunner ofgesinn huet jo och all ORT säin eegenen Agenda am Print an online, deen eemol an der Woch un d'Hotten, un d'Campingen an aner Akteuren um Terrain geschéck gëtt.

Iwwer déiselwech Promotiounskanal gëtt och d'Offer am Kader vum europäesche Joer vum kulturelle Patrimoine an d'Vitriinn gestallt. Wéi Der jo sonner Zweifel wësst, huet de Kulturministerium an där Hisiicht de Lead, an et ass och hien, deen déi thematesch Achse fir d'Joer vum kulturelle Patrimoine zréckbehalen huet, a Verbindung jeeeweils mat der Education, mat den neien Technologien a mat nohalteger Entwécklung. Mëttlerweil si 66 Projekte scho labelliséiert ginn. Hei geet et vun thematesche Visiten an Ausstellungen iwwer Filmprojektiounen, Konferenzen. Déi Projekte kann een all un Internetsite „patrimoine2018.lu“ gesinn. Zum Beispill kann ee sech mat engem 3D-Brëll eng Animatioun vum Veianer Schlass ukucken, wou een déi verschidde Bauphasen och ka gesinn. Dat ass just ee Beispill.

Et ass awer evident, dass den Trend souwisou a Richtung digital Supporten a Guidé geet, an et sinn eng ganz Rei vu Projekten an der Maach respektiv schonn um Marché.

De Projet Timetravel, deen Der ugeschwat hutt, Här Bauler, dee gëtt vun der Stad Lëtzebuerg gefouert an ass de Moment nach an

enger Pilotphas, soudass een nach kee Bilan kann zéien. Wéi ech héieren hunn, ass en awer op engem ganz gudden Wee.

Dann ass et esou, dass d'ORTen aus de Regiounen Mëllerdall, Musel a Guttland den Ament un engem grenziwwergräifende LEADER-Projet schaffen ënnert dem Numm „Antike Realität mobil erleben“. Et geet drëm, fir gallo-réimesch Sitten zu Lëtzebuerg an an eisen Nopeschregiounen mat Hëllef vun „Augmented Reality“ nei ze erliewen. Dat funktionéiert och mat enger App via Smartphone. An de Projet soll d'nächst Joer ofgeschloss ginn.

LFT proposéiert schonn zënter engem Joer eng App fir d'Luxembourg Card. Hei kritt een als Tourist den Iwwerbléck, wat een alles ka mat der Luxembourg Card erliewen, an et kritt een natierlech och detailléiert Informatiounen zum öffentlechen Transport, zu de Sitten, zu den Ouvertureszäiten an esou weider.

Doriwwer eraus schaffe mer zanter engem Joer mat den Entwéckler vun der App „Spotic“ zesammen. Dat ass eng gratis App, mat där de User selwer sougenannt „Spots“ vun enger flotter Plaz am Land ka maachen a se mat aneren dann direkt kann deelen. Domadder kann een zum Beispill och thematesch Kaarten ausschaffen, zum Beispill mat all den Aussichtspunkten.

Als touristesch Destinatioun hu mer eis der Innovatioun, der Qualitéit, der Nohaltegkeet verschréiwgen, an dat soll sech och an eiser Offer erëmispigelen, ganz am Sënn vun eiser Strategie, duerfir: Digital ass ganz sécher dat, wou mer och an deenen nächste Joren drop setzen.

Dann zum Tourisme de mémoire: Do hu mer nach Potenzial. All Joer ginn 23.000 Visiteuren an de Militärmusée op Dikrech. Dat ass wierklech vill fir e Musée iwwer Land. A fir amerikanesch Touriste sinn dee Musée an och de Kierfecht zu Hamm d'Haaptattraktioun zu Lëtzebuerg. Do besteet wierklech eng ganz grouss Demande no méi. An LFT mécht zanter zwee Joer verstärkt Campagnen zu deem Thema. Op visitluxembourg stinn allegueren d'Sitten am Zesummenhang mam Tourisme de mémoire an enger Rubrik. Et ass einfach ze fannen. Do ginn och Toure proposéiert. Mä, an dat ass richtig, mir hunn nach Sputt.

Duerfir sinn ech och frou, dass am Kader vun engem Interreg-Projet um Schumanns Eck eng nei Informatiounsinfrastruktur geschafe gëtt, fir déi Plaz an alles, wat do geschitt ass, en valeur ze setzen an deene Jonken, och deene manner Jonken, d'Geschicht, déi sech hei ofgespillt huet, besser ze vermëttelen.

De Kongressismus dann oder de MICE, wéi dat an der Branche heescht: Een Drëttel vun alle MICE-Evenementer - Kongresser, Seminären, Banqueten an esou weider - sinn zu Lëtzebuerg a sougenannt „event locations“, also a Schlässer, Muséeen, Theateren, Concertssäle; een Drëttel vun allen Evenementer, dat ass am internationale Verglach e ganz gudden Wäert. Verschiddener spille weinst hirer Capacitéit, dem Kader oder weinst dem Prestige eng ganz wichteg Roll, zum Beispill de Groussen Theater, d'Philharmonie, de Cercle City oder natierlech och d'Schlass vu Bueglënster.

Een anert Beispill ass d'Abtei Neimënster. Do waren zejoert 126 kommerziell Evenementer mat 13.000 Participanten. Eleng do an der Abtei ass dat, mengen ech, och e ganz gudden Wäert. Si gehéiert och zu engem internationale Reseau vun historesche Sitten, déi fir Konferenz genotzt ginn.

Vill Sitten a grad Schlässer sinn allerdéngs virun allem fir Receptiounen oder Galadinnere géeege, well se weinst enger ganzer Rei vu Contrainten haaptsächlech raimlecher Natur eben net fir ganz grouss Seminären oder Kongresser a Fro kommen. Dacks ass et esou, dass d'Haaptmanifestatioun enzwousch anescht ass an dann eben d'Receptioun oder d'Soirée, de Galadinner dann am Schlass.

Eng vun de Schwierigkeeten hei ass natierlech och d'Zesummespill vu Kultur a Business. Natierlech hunn déi kulturell Manifestatiounen op de kulturelle Sitten Prioritéit. Dat ass kloer. An do ginn et dann Interferenzen an de Planungszyklen, well e Kulturprogramm meeschtens maximal ee Joer am Viraus festgeluecht gëtt, grouss Kongresser awer zwee bis dräi Joer am Viraus mussen geplangt ginn. Do, wéi gesot, gëtt et dann heiansdo Interferenzen.

D'Architektur iwwer Land spillt eng ganz grouss Roll. Mir hunn iwwer 2.000 Visite-guidées, organiséiert vun den ORTen iwwer Land. An do sinn et ëmmer d'Architektur an d'Kultur, déi am Vierdergrond stinn. D'Promenade architecturale zu Esch zum Beispill ass e ganz grouss Succès. Et ginn och permanent nei Touren ausgeschafft vun engem Aarbechtsgrupp vun de Guiden. An dann huet den OAL jo och en neie Guide erausbruecht, den „Architectour“.

Dir hutt den EureWelcome-Label ugeschwat. An Tëschenzäit hunn iwwer 140 Gemengen, Manifestatiounen an Attraktiounen dee Label vun der Accessibilitéit. Een Drëttel dovunner si Muséeen a kulturell Sitten. Bei de Schlässer ass et natierlech net ëmmer evident, fir se accessibel ze maachen, Denkmalschutz oblige. Mä d'Veianer Schlass huet entre-temps e Lift an d'Useldenger Schlass ass natierlech e perfekt anert Beispill fir d'Accessibilitéit fir Tourisme pour tous.

Mir schaffe fir dee Label enk mat Info-Handicap zesummen. An ech sinn och frou, dass den Aarbechtsgrupp „Tourisme pour tous“, wou d'ORTen an déi professionell Akteuren dra sinn, d'Besoinen um Terrain ëmmer erëm analyséiert an eis och regelméisseg Verbesserungsvorschläge mécht.

Den Institut des itinéraires culturels vum Europarot, deen huet säi Sëtz zu Lëtzebuerg an der schonn ugeschwate Abtei Neimënster a seng Ausrichtung ass säit e puer Joer wierklech vill méi touristesch ginn, mécht sech also méi engem breede Public op. Konkret heescht dat, dass den Institut dës Joer och matgeet op d'ITB op Berlin, also op déi gréissten Tourismusfoire weltwäit, an op eis Invitatioun hin och op eisem Stand vum Wirtschaftsministère präsent ass. Ech mengen, do kréien den Institut an och d'Offer vum Institut eng nei Visibilitéit.

Dann nach dee Punkt vu Lëtzebuerg als Wanderdestinatioun. Do si mer scho ganz gutt opgestallt. Mir hu jo schonn eng Partie international gelabelt Wanderweeër. Mä d'Ambitioun ass wierklech, fir eng Premiumdestinatioun ze ginn. An duerfir mussen mer eise ganze Reseau vun den nationale Weeër komplett iwwerschaffen. Nodeems mer dat jo mat den CFL-Weeër, mat den Autopedestre gemaach hunn, maache mer dat och nach mat dem nationale Reseau, fir eng kohärent, zäitgeméis Offer ze kréien. Duerfir schaffe mer mam däitsche Wanderverband zesummen. Déi Aarbecht huet ugefaangen. Bis 2020 steet eng professionell Beschëlderung vun allen Haaptachsen.

Mä wat mir awer och ganz wichteg ass, dat ass, dass mer d'Weeër esou leeën, dass se och un den öffentlechen Transport ugebundene sinn an awer och laanscht d'Attraktiounen féieren, d'Campingen, d'Jugendherbergen an esou weider. De Client wëllt säi Wanderwee à la carte zesummestellen entsprechend sengen Interessen, och senger Fitness, sengem Portmonni. An dat mussen mer him offréieren.

Här President, ech hu virdu vun eiser Strategie geschwat, fir dass sech den...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Statssekretärin, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Jo, a genau do sinn ech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech hunn lech schonn eng Minutt geschenkt.

► **Mme Francine Closener, Secrétaire d'État à l'Économie.** - Dat ass léif.

Ech hunn lech vun eiser Strategie geschwat, fir dass sech den Tourismus zu Lëtzebuerg nohalteg kann entwéckelen. Am Mëttelpunkt dovunner steet de Client. Duerfir mussen mer och wëssen, wat de Client wëllt a wéi en et hei zu Lëtzebuerg féint. Duerfir maache mer och dës Joer nees eng Gästebefragung. Et ass déi éischt zanter 2013. An op Basis dovunner, mengen ech, kënnen mer him genau dee Service à la carte bidden, deen e brauch.

Mir sinn op engem gudden Wee. D'lëscht Joer hu mer déi Mark vun den dräi Milliounen Nuiteen depasséiert. Mir setzen alles drun, fir dass mer eis weiderentwéckelen.

Mä wat natierlech grad de Kulturtourismus ugeet an déi kulturell Offer ugeet, do ass den Tourismus tributär vun aneren. Dat heescht, mir sinn dorobber ugewisen, dass anerer eng gutt kulturell Offer schafen, an da kënnen mir derfir surgen, dass déi entdeckt an erlieft gëtt. Duerfir ass natierlech d'Zesummenaarbecht mam Kulturministère kruzial. An ech freeë mech iwwer all nei Initiativ, déi zu der Reputatioun vu Lëtzebuerg als Terre de rencontre bäidréit.

Villmools Merci, Här President.

(Hilaritéit et brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Madamm Statssekretärin, zéng Minutte sinn zéng Minutten an net zwielf an eng hallef. Wann ech gelift, sech dorun halen!

Den Här Bauler huet nach Recht op eng Zousatzfro.



► **M. André Bauler (DP).** - Här President, dat ass net de Fall.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci.

► **M. André Bauler (DP).** - Ech wollt der Madamm Stattssekretärin felicitéieren. Merci.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dann hutt Dir dat elo recuperéiert an ech soen Lech Merci do derfir.

Mir ginn zum nächste Punkt iwwer, dem Projet de loi 7008, enger gesetzlecher Neiregelung vun der Prostitutioun.

► **Une voix.** - Neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De Modell 1 ass virgesi fir de Projet de loi. D'Wuert huet elo d'Madamm Lorsché, d'Rapportrice.

12. 7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal

Rapport de la Commission juridique

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng), rapportrice.** - Villmoos Merci, Här President. Et ass am Fong keng gesetzlech Regelung vun der Prostitutioun, mä de Projet de loi, deen ech heimat virstellen, verstärkt de Kampf géint d'Exploitation vun der Prostitutioun an de Kampf géint d'Zuhälterei an de Mënschenhandel zu sexuellen Zwecker. E modifizéiert de Code de procédure pénale an de Code pénal.

De Projet de loi gouf de 27. Juni 2016 vum Justizminister Félix Braz deposéiert a regelt de juristesche Volet vum Plan d'action national «Prostitution», zu deem ech e puer Erklärungen wëll ginn.

Dësen Aktiounsplang besteet aus fënnf Achsen a gouf den 29. Juni 2016 vum Justizminister Félix Braz a vun der Chancëgläichkeetsministerin Lydia Mutsch virgestallt. D'Haaptzil vum sougenannten Plan «Prostitution» besteet doran, d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg méi streng ze encadréieren, d'Zuhälterei an de Mënschenhandel ze bekämpfen an de Betreffenen aus der Prostitutioun erauszehëlfen.

Wéi Dir wësst, ënnersteet d'Prostitutioun hautdesdaags engem Regimm, an deem déi Prostituéiert net bestrooft ginn, wa se sech u gewësse Regeln halen. Stroffbar ass allerding de Mënschenhandel, d'Zuhälterei an d'Bedreiwe vun enger Maison close, engem Bordell an anere Wierder. Dese Regimm geet zréck op d'Gesetz vum 1. Abrëll 1968, mat deem Lëtzebuerg d'Konventioun vun New York aus dem Joer 1949 transposéiert huet.

An deem Kontext gouf d'Reglementatioun vun der Prostitutioun ofgeschafft, während all Form vun Exploitatioun a vun Zuhälterei verbuede ginn ass. Dat huet dozou gefouert, dass d'Maisons closes mam Gesetz vum November 1970 zougemaach goufen. Zanterhier ass d'Prostitutioun stroffbar, soubal wéi se sech am ëffentlechen Raum manifestéiert an den Ordre public an iergendenger Form stéiert. Derbäi kënnt, dass d'Gemengen all Aktivitéiten op hirem Territoire verbide kënnen, déi d'Sécherheet, d'Salubritéit an d'Rou an hirer Gemeng gefäerden.

An deem Sënn huet d'Stad Lëtzebuerg d'Prostitutioun am Joer 2001 op hirem Territoire verbueden, ausser an definéierte Stroossen zu definéierten Zäiten an ënnert der Konditioun, dass d'Gesetz vum 1968 respektéiert gëtt.

Op Basis vun där Situatioun huet d'Regierung, wéi ugangs scho gesot, en Aktiounsplang mat enger Rei Partner ausgeschafft. Dese Plang begräift fënnf Piliere, déi ech kuerz wëll resuméieren:

Deen éischte besteet aus der Verschäerfung vum gesetzlechen Kader, deen am Projet de loi vun haut definéiert gëtt.

Den zweete Piliere verstärkt d'Aarbecht um Terrain mat Hëllef vu Streetworkers an duerch e konsequente sozialen a medezinneschen Encadrement vun de Prostituéierten. Dozou gehéiert d'Zesummenaarbecht mat der Gesondheetskeess a mam Centre commun de la sécurité sociale, fir de Prostituéierten eng Krankenversicherung ze erméiglechen.

Beim drëtten Piliere geet et ëm déi sougenannte EXIT-Strategie, déi zesumme mam Ministère de

l'Égalité des chances, dem Service dropln vun der Croix-Rouge an der ADEM ausgeschafft ginn ass. Dës Strategie ass geduecht, fir de Prostituéierten de Wee aus der Prostitutioun duerch eng individualiséiert Hëllefstellung ze vereinfachen an déi Betreffenen op den Aarbechtsmaart ze orientéieren.

De véierte Piliere betrëfft d'Preventioun, d'Informatioun an d'Sensibilisatioun. Hei geet et méi speziell ëm de Kampf géint de Mënschenhandel an ëm d'Assistenz fir d'Affer, dést an Zesummenaarbecht mat Femmes en détresse, mat der Police, dem Centre de rétention, dem OLAI a Vertrieeder vun der Zivillgesellschaft.

An de fënnfte Piliere bezitt sech op d'Éducation sexuelle et affective, déi doraus besteet, d'Kanner zu verantwortlechen Mënschen ze erziehen an zum Respekt virun der kierperlecher a psychescher Integritéit vun all Mënsch.

Souvill zu der Gesamtstrategie, an déi dese Projet de loi sech aschreift. De Projet de loi selwer begräift fënnf Haaptdispositiounen, déi an Ofsprouch mam Parquet général, der Police an dem Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains definéiert gi sinn.

Éischters kritt d'Plattform «Prostitution» als Comité permanent eng legal Basis ënnert dem Numm «Comité Prostitution». Momentan ass des Plattform zesummegevat aus Vertrieeder vum Ministère de l'Égalité des chances, vum Justizministère, vum Service dropln an der Aidsberodung vun der Croix-Rouge, vum Service d'intervention sociale vun der Stad Lëtzebuerg, vum Parquet général a vun der Police.

Déi definitiv Zesummesetzung vum Comité permanent, dee jo an deem Gesetz geregelt gëtt, wäert dann am Règlement grand-ducal méi genee definéiert ginn. Seng Missioun besteet doran, sech konkret um Terrain mam Problem vun der Prostitutioun, mat hirer Entwécklung, mat hirer Bekämpfung a mat hire Konsequenzen ze befaassen. Donieft ass de Comité gehalen, enk mam Comité de suivi de la lutte contre la traite des êtres humains zesummenzeschaffen, fir Delikter am Beräich vum Mënschenhandel opgedeckten an hinnen déi néideg Suite ze ginn.

Eng zweet Dispositioun regelt d'Kontrollméiglechkeete vun der Police judiciaire, nees eemol mam Zil, dem Proxenetismus an dem Mënschenhandel op d'Spur ze kommen an déi néideg juristesche Schrëtt dergéint ze ënnerhuelen.

D'Kontrolle vun der Police judiciaire bezéie sech souwuel op Privatwunnengen wéi och op Raimlechkeeten, déi fräi fir de Public accessible sinn oder geloung kënnen ginn, wéi beispillsweis Hotellen, Baren, Caféen, Pensiounen, Chambres meublées an aner. D'Kontrolle gi vun der Police judiciaire ausgefouert, allerding muss a béide Fäll eng Autorisatioun vum Procureur d'État virleien.

En Ënnerscheid gëtt et allerding bei de Konditiounen, déi et erlaben, eng Kontroll anzuleeden. A Privatwunnengen ass et esou, dass sécher, präzis an zesummenhängend Indizien, op Franséisch „des indices certains, précis et concordants“, mussen virleien, déi kloer op Proxenetismus schlësse loosse, respektiv op Mënschenhandel. Dee Moment kann d'Police judiciaire op Autorisatioun vum Procureur d'État hin d'Identitéit vun de Persounen an där Wunneng präzis an detektéiert Problemer un de Parquet weiderginn.

Dobäi muss ee wëssen, dass de Parquet général e schrëftleche Rapport vun deem ganze Virgang muss verfaassen. Dëst erlaabt, dass eng Enquête vum Untersuchungsriichter kann ageleeet ginn, mam Zil, kriminell Reseauen opdecken an déi Betreffenen aus dem Däiwelskrees vun der Prostitutioun erauszehuelen, am Fall wou se dozou forcéiert gi sinn, an eben och de Mënschenhandel op déi Manéier ze bekämpfen.

Bei ëffentlechen zougänglechen Raimlechkeete wéi deenen, déi ech virdrun opgezielt hunn, ass et esou, dass d'Police judiciaire mat der Autorisatioun vum Procureur d'État ebenfals Kontrollen an de Banneraim ka virhuelen. An deem Fall ass d'Konditioun déi, dass regelméisseg Prostitutioun an deene Raim festgestallt muss ginn, ouni dass sécher, präzis a konkordant Indizien vu Proxenetismus a vu Mënschenhandel mussen virleien.

Dës Dispositioun, déi an eisem Code de procédure pénale festgehal gëtt, entsprécht dem Wonsch vum Parquet général an inspiréiert sech um Franséische Code de procédure pénale. Ech kommen drop zréck.

Eng drëtt Dispositioun betrëfft eise Code pénal, andeem festgehal gëtt, dass d'Affer vum Mënschenhandel net stroffbar gemaach gi fir en Acte de racolage.

A bei der véierter Dispositioun geet et ëm d'Confisquéieren, d'Zerstéieren oder d'Fälsche vu Reesdokumenten oder Identitéitskaarte res-

pektiv ëm d'Manipulatioun vun Dokumenter zu Zwecker vu sexueller Ausbeutung, vu Mënschenhandel, vun Zuhälterei oder vun illegalem Trafic vu Migranten. An deem Kontext ginn Amendes tëschent 10.000 a 50.000 Euro a Prisonsstrafe vun dräi bis fënnf Joer fir esou Akten am Code pénal festgehalen.

A schlussendlech féiert eng fënnfte Dispositioun dozou, dass e Client vun enger manerjäreger Prostituéierter mat enger Prisonsstrafe tëschent engem a fënnf Joer an enger Amende tëschent 251 a 50.000 Euro penaliséiert gëtt.

Déiselwecht Strofe si virgesinn am Fall, wou e Client bewosst eng Prostituéiert ausnotzt, déi besonnesch vulnerabel ass, psychesch oder kierperlech krank ass, eng Defizienz huet oder schwanger ass.

Am Fall vun Zuhälterei a Mënschenhandel ginn d'Clienten mat aacht Deeg bis sechs Méint Prisonsstrafe an enger Amende tëschent 251 a 50.000 Euro penaliséiert, natierlech wa se wësen, dass et sech ëm Mënschenhandel handelt.

Sollt eng Persoun, déi eng vun diesen Infractionen begaangen huet, sech bereet erklären, bei den zoustännegen Instanzen als Zeie vu Proxenetismus a Mënschenhandel auszesoen a mat der Justiz ze kollaboréieren, gëtt se vun der Amende entbonnen.

Souvill zu den Haaptpunkte vun deem Projet de loi. Mir sinn eis eens, dass et weltwäit vill aner Regelungen an lwwerzeegunge gëtt, fir d'Prostitutioun ze bekämpfen oder se an e legale Kader ze setzen. Dat ass vu Land zu Land verschidden.

A mengem schrëftlechen Rapport sinn ech kuerz op déi véier grouss Modeller agaangen, déi et weltwäit ginn. Kee vun hinnen, dat wësst Dir, konnt sech bis haut duerchsetzen, wat d'Saach natierlech net méi einfach mécht.

Donieft war et mir och wichteg, op de weltwäite Problem vum Mënschenhandel a vum Sextourismus hinzewiesen, déi allen zwee an enger Relatioun mat der Prostitutioun stinn. Mir ginn dovun aus, dass zu Lëtzebuerg 80% vun de Prostituéierten an engem Reseau vu Mënschenhandel sinn an alle béid op d'Ausbeutung vu Mënschen aus Drëttlänner eraulafen, wat weltwäit e Phenomeen ass, sief et, well des Mënschen als Affer vun der Traite wéi Wueren a räich Länner exportéiert ginn an do ausgebeut ginn, sief et, well se an hiren eegene Länner Affer gi vum Sextourismus oder Prostitutiounstourismus, dee wäit verbreet ass an dozou féiert, dass Persounen aus räiche Länner an aarm Länner reesen, fir Einheemescher sexueller auszubeuten.

Besonnesch zanter der zweeter Halschent vum 20. Jorhonnert hunn des Phenomeener massiv zougéhol, wat d'Noutwendegkeet vun der internationaler Kooperatioun a vun der Harmonisatioun vun de Gesetzgebungen ënnersträicht.

Här President, ech komme bei déi parlamentaresch Aarbechten a bei d'Avisen, déi zu deem Projet de loi erakoumen. An enger éischter Etapp, den 29. Juni 2016, ass den Avant-projet de loi an enger Réunion jointe vun der Commission juridique an der Commission de l'Égalité des chances virgestallt an diskutéiert gi mat deenen zwee zoustännegen Ministeren. De 4. Mee 2017 koumen déi zwou Kommissiounen nach eemol zesummen.

D'Commission juridique huet sech an zwou weidere Sëtzunge mam Avis vum Statsrot, mam Avis vum Parquet général a mat deementsprechenden Amendementen befasst. Hei goung et an éischer Linn ëm d'Dispositioun, déi d'Kontrolle vun der Police judiciaire an de Privatwunnengen an an ëffentlechen zougänglechen Raimlechkeete sollt regelen.

E grësseren Diskussionspunkt war an deem Kontext den Term „maison meublée“, deen zu enger Rei Interpretatiounsdivergenzen gefouert huet. Fest steet jiddefalls: D'Maisons meublées sinn am Gesetzestext an der Kategorie vun den ëffentlechen zougänglechen Raim opgezielt a ginn och vum Parquet als solch interpretéiert.

Weider Avisen, déi ech aus Zäitgrënn net kann am Detail erklären, koume vu folgenden Institutiounen an Organisatiounen: dem Centre pour l'égalité de traitement, dem Conseil national des femmes, dem Centre d'information et de documentation femmes et genre, dem Cid-femmes, der Fondation Maison de la porte ouverte, dem Conseil supérieur des personnes handicapées, der Berodender Mënschenrechtskommissioun, dem Parquet vun Dikrech, dem Tribunal d'arrondissement aus der Stad, dem Procureur d'État an dem Procureur général d'État. De Resumé vun all deenen Avisen fannt Dir natierlech a mengem schrëftlechen Rapport.

Ee Wuert nach zum Schluss zu der Commission de l'Égalité des chances, déi de Projet de loi wéi gesot an enger Réunion jointe mat der Commission juridique presentéiert kritt huet an

en Austausch mat den zoustännegen Ministeren hat. Den 9. Januar vun deem Joer koum d'Chancëgläichkeetskommissioun nach eemol zesummen an huet en éischte Bilan vum Plan d'action «Prostitution» virgestallt kritt. Donieft ass d'Chancëgläichkeetskommissioun och iwwert d'Aarbechte vun der Commission juridique informéiert ginn. Fir komplett ze sinn an der Gesamtstrategie vun der Regierung Rechnung ze droen, hunn ech e Resumé vun där Sëtzung a Form vun engem Avis a mäi Rapport integréiert.

Domat hätt ech sämtlech Voleten vun deem wierklech ganz delikate Sujet ofgedeckt. An domat ginn ech och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci der Madamm Rapportrice. Éischte Riedner ass den Här Gilles Roth fir d'CSV.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären: «On dit que l'esclavage a disparu de la civilisation européenne. C'est une erreur. Il existe toujours, mais il ne pèse plus que sur la femme, et il s'appelle prostitution.» Dat schreift de Victor Hugo a sengem Jorhonnertroman „Les misérables“. De franséischen Nationaldichter beschreift hei leider net just eng Realitéit vum 19., mä och nach vum 21. Jorhonnert.

A wann ech soen „Realitéit“, da mengen ech domadder och d'Grozonen, souwuel déi vum Droit wéi och déi vun eiser Gesellschaft. Well, fir et kloer ze soen: Natierlech hätt d'CSV, natierlech hätt ech, an ech mengen, mir allegueren heibannen am léifsten eng Welt ouni Prostitutioun. Leider ass eis Welt awer net ideal. An duerfir kann een heianso an enger net idealer Welt och keng ideal Gesetzer stëmmen.

Prostitutioun ass mënschlech ee ganz sensibelt Thema mat ville Facetten. Trotzdeem mussen mir hei am Spannungsfeld tëschent villen Aspekter vu Mënschewürd, vu Sittlechkeet, vu Wäerten an Droit haut Rechtsnorme virginn, déi duerno och an der Praxis souwuel fir eis Justiz, mä och fir eis Police d'Strooss halen.

Här President, dést gesot, wëll ech virun allem a virop der Rapportrice, dem Josée Lorsché, e grouse Merci soe fir e sachleche Bericht, schrëftlechen a mëndlechen, an engem Sujet, deen net ganz einfach ass.

D'CSV begrëisst jiddefalls kloer an däitlech, dass mat deem Gesetzesprojet de Stat weider Mëttele kritt, fir géint d'Zuhälterei, well dést ass absolut intolerabel, an och d'Prostitutioun virzegoen. D'Prostitutioun ass nämlech net vereinbar mat der mënschlecher Dignitéit, wa se ënner Zwang ausgeübt gëtt. Woubäi natierlech de Begrëff „Zwang“ wäit an denbar ass. Mä dést ass awer leider ze dacks de Fall.

D'Prostitutioun schreift sech leider dacks an d'Zuhälterei, jo ganz oft souguer, wéi virdu gesot ass ginn, an de Mënschenhandel an. A wa mer richtegerweis vu „Mënschen“ schwätzen, sou muss een dach hei de Fakte kloer an d'A kucken a soen: D'Affer vun der Prostitutioun, dat ass meeschtens d'Fra!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well eppes ass evident: International Konventiounen, Rechtsvorschriften vun der Europäescher Unioun verflachten eist Land, géint de Mënschenhandel an domat och géint eng vu sengen Ausdrucksformen, nämlech d'Prostitutioun, virzegoen. Mä grad des Missioun am Equilibre mat de Prinzipien vun der Rechtsstaatlechkeet ze erfüllen, ass, wéi schonns gesot, een delikaten Exercice, dat besonnesch, well et och ëmmer ëm en Exercice vun der Fräiheet an absënns an deem Fall der sexueller Fräiheet geet, déi jo meeschtens och nach oft, allze oft tabuiséiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV begrëisst ausdrëcklech, dass duerch dese Gesetzesprojet dee sougenannte Comité Prostitution eng legal Basis kritt. D'CSV seet och Jo, kloer Jo, dass de Client, deen eng sexuell Relatioun mat enger Persoun ënner 18 Joer ageet, stroferechtlech belaangt gëtt.

Wessentlech bezuelte sexuell Akter mat Manerjärege ze hunn, där eis Gesellschaft net toleréieren. Bis elo ware just bezuelten oder onbezuelten - an dat wouste vill Leit dobaussen net - sexuell Akter mat enger Persoun ënner 16 Joer a priori eng Strofdot.

D'CSV seet och zur neier Strofdot, nämlech dem Verbuet vu bezuelte sexuellen Akten am Kontext vun engem sougenannten Abus de faiblesse, ganz kloer jo, well hei geet et ëm déi physesche a psychesche Vulnerabilitéit; d'Gebriechlechkeet vun enger Persoun, déi ausgegnotzt gëtt. An dat kann net sinn! Bezuelte sexuell Akter mat enger Persoun ze hunn, vun där de Client - wann ech dat där wäertneu-

tral esou soen - weess, dass se illegal am Land ass, vun där de Client weess, dass se krank ass, vun där de Client weess, dass se physesch oder psychesch behënnert ass, dat ass ganz einfach degoûtant. Esou ee Behuelen ass an eiser Gesellschaft net tolerabel a muss ergo och stroferechtlich Konsequenzen hunn.

D'Regierung huet also hei - a lauschtert gutt no! - richtig gehandelt. Et goufen an deene Froen eng Rei vu Lacunnen an dem Gesetz, déi dann och haut mat dësem Projet de loi behuewe ginn.

D'Fro stellt sech elo awer weider an deem Kontext: Ginn ech generell de Client, dee bezuelten Akter sicht an och vollzitt, stroferechtlich sanktionéieren? Ass net generell eng Persoun, meeschtens eng Fra, déi dat Nobelst, wat si als Mënsch huet, nëmmlech hire Kierper, an dacks oft genuch hir Dignitéit verkeeft, ëmmer an enger Situatioun vun Detresse, vu Faiblesse, vun Nout? Dacks genuch gëtt dobäi, och wann een dat dobaussen net esou gesäit, och hir Séil eigentlech net verkaaft, awer zumindest dach nòhalteg verletzt.

Eng berechtigt Fro deemno, op déi et, soen ech ganz einfach, keng einfach Äntwert gëtt. Well déi mannst Persounen, déi der Prostitutioun noginn - déi Wierklechkeet muss een och emol gesinn - an hire Kierper fir dacks manner wéi fir eng Fläsch Wäin verkafen, maachen dat wuel aus Spaass un der Freed. An d'Wierklechkeet vun der Strooss, Dir Dammen an Dir Hären, an och vun den Appartementer, dat ass net déi wéi an „Pretty Woman“. An net all Client huet esou vill Respekt wéi de Richard Gere. Ganz a guer net!

Dir Dammen an Dir Hären, et waren dat och d'Iwwerleeungen, déi d'CSV derzou gefouert haten, 2015 an der Consultatiounsdebat iwwer d'Prostitutioun, sech fir déi generell Penalisation vun dem Client von de Prostituéierten auszeschwätzen. Dës Approche ass allgemeng besser bekannt dobaussen als sougenannten „schwedische Modell“, quitte dass zanter 2016 och Frankräich eng äänlech Approche gewielt huet. Mä loosse mer da bei der Bezeichnung „schwedische Modell“ emol bliewen!

A mir soen et och haut nach: Eng méi staark Responsabilisation vun dem Client ass a bleift aus all deene Grënn, déi ech grad developpéiert hunn, och haut nach d'Zilsetzung vun der CSV op deem Punkt.

Awer, Dir Dammen an Dir Hären, déi politesch Eierlechteet an och déi intellektuell Redlechteet verlaangen ze soen, dass dat praktesch a rechtlich net esou liicht ze bewerkstellige ass, wéi mir eis dat virgestallt hunn a wéi mir eis dat, dovun ginn ech gären aus, alleguer heibannen och wënschen, souwuel d'Regierung wéi d'Chamber.

Meng Fraktiounskolleegin, d'Deputéiert Françoise Hetto, huet an hirer bewegender Ried vun 2015 als CSV-Spriecherin op dëser Plaz und drun ernënnert, dass si als fréier Chancëgläichheitsministerin an der Period 2009 bis 2013 am Koalitiounsvertrag deemools net - ech widerhuelen „net“ - den Optrag hat, de schwedische Modell hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mä no Alternativen zu der Penalisation vun dem Client ze sichen.

Et gëtt zu Lëtzebuerg nëmmlech zwou - dat muss een och esou soen - rechtlich Hürden - rechtlich Hürden, net moralescher, mä rechtlich Hürden -, déi ee géintiwwer vun dem schwedische Modell muss iwwerspringen. Dat gëtt elo vläicht liicht méi technesch a juristesche, mä och den Droit, dat ass nun eemol esou, muss een a Betruecht zéie bei der Sich nom moindre Mal fir déi betraffe Fraen a fir eis oppen a fräi Gesellschaft als Ganzt.

Éischtens, an eiser Strofprozessuerdnung muss een Zeien net viru Geriicht aussoen, wann hie sech domadder selwer belaaugt. Wann ee Client vun enger Prostituéiert also zum Beispill an engem Zouhälterprozess riskéiert, sech selwer duerch säin Temoignage stroferechtlich ze belaauchten, jo, da muss ech lech kee Bild molen, dann tendéiert seng Bereitschaft auszesoen, niewent all aner perséinlecher Pressioun, där hien an der Regel an esou Prozesser souwiesou schonns ausgesat ass, definitiv géint null. An der Konsequenz bedeit dat also soss näischt, wéi datt den Zouhälter vun dëser Omertà ongestrooft dovukënn. An ech mengen net, dass iergendeen heibannen dat wëllt.

Zweetens kann een net Abstraktioun mache vun enger dach elo konstanter Rechtssprechung vun de Riichter vum Stroossbuurger Mënscherechtsgerichtshaff. Wat soen déi? Ma dëst wegweisend europäesch Geriicht hält hie zréck, dass sexuell Relatiounen ënner all hire Formen, där gewolltener an där vläicht manner gewolltener, déi net ënner Zwang, mä am Averständnis vun alle Bedeelegten a souguer géint d'Bezuele stattfannen, net an de Beräich vun dem Strofrecht dierfe falen.

Dat gëtt vun de Riichter nëmmlech als en Ausdrock vum Recht op Privatsphär an der fréier Selbstbestëmmung am Sënn vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun gesinn. Ob een dat gutt oder schlecht fënn, dat steet eigentlech hei net zur Debat. Mä et ass déi juristesche Realitéit, déi mir och mussen an eis legislativ Aarbecht affësse loosse, wa mer wëlle wierklechkeetsno bliewen.

Well och a Saache Prostitutioun, Dir Dammen an Dir Hären, bewege mir eis net an engem Vase clos a mir sinn och dofir scho guer keng Insel, ganz am Géigendeel, an dat a villen Hiichten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou nobel de Kampf géint d'Prostitutioun och ethesch-moralesch si mag, de politeschen Zweck hellegt awer net all juristesche Mëtelen.

Här President, ech wëll dofir op e Knackpunkt vun dësem Gesetzesprojet ze schwätze kommen, dee fir d'CSV vun essenzieller Bedeitung ass, well hei dee verfassungsrechtliche Prinzip, den Artikel 15 vun eiser Konstitutioun, d'Inviolabilitéit vun dem Domicile, op eng Manéier ugegraff gëtt, mat där mir als CSV net kënnen d'accord sinn. Well fir et kloer ze soen: D'viischt Dier vun de Leit muss sécher bliewen, an domadder hiert Doheem, hir Privatsphär an och hir Intimitéit.

Ech bezéie mech mat menger Kritik op déi Befugnisse, déi d'Police sollt duerch dëst Gesetz verankert kréien, fir d'Prostitutioun ënner anere am Hotelszëmmeren a souguer a Privatwunnunge festzustellen. Laut dem Regierungstext kann d'Police, rechtlich verankert, ouni Ordonanz vun engem Untersuchungsrichter an dës Raimlechteeten eragoen. An dat geet eis als CSV ze wäit, well d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg ass zwar net erwënscht - mä wou ass se dat schonn? -, mä si ass och dofir bei eis awer net strofbar. A fir en Akt ze constatéieren, dee keng Strofdot ass - dee keng Strofdot ass! -, kritt d'Police d'Befugnisse, déi se bei kenger anerer strofbarer Handlung huet.

Bei enger Virembatlung, enger sougenannter „Enquête préliminaire“, kann d'Police ouni schréitlich Erlaabnis vun dem Bewunner net an eng Privatwunnung eragoen. Dëst zielt awer net bei der Prostitutioun ouni Zwang. Et kéint ee sech hei awer bal vir wéi viru 50 Joer, wou den Adultère, also den Ehebruch - ouni dass ech dee wëllt mat Prostitutioun gläichstellen, mä et geet hei ëm de rechtliche Prinzip -, nach hei am Land als Strofdot gefouert gouf an d'Police an der Enquête kontrolléiert huet, ob „noch Bettwärme vorhanden war“. An dës Gesetzesprojet, dee mir haut stëmmen, dréit elo d'Schreff vun engem grénge Justizminister.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei am Speziellen ëm eng Ofännerung vun Artikel 11 (4) vun eisem Code de procédure pénale. De Justizminister argumentéiert - an ech mengen, jiddweree respektéiert deem anere seng Meenung -, dass den Text, esou wéi en elo haut besteet a schonns vill Jore besteet, extrem kritikabel wier, mä awer ganz laang net kritiséiert ginn ass, wat hien dann elo géif änneren mat de Konditiounen, déi wesentlech méi streng wieren. Abee, der Rei no.

Haut seet den Text, esou wéi en elo am Code de procédure pénale steet: «Sans préjudice des prérogatives particulières qui leur sont attribuées par des lois spéciales, ils» - a gemengt sinn hei d'Officiers de police judiciaire - «peuvent entrer en tout [temps dans les] lieux livrés notamment à la débauche». Kurz und bündig.

Den initiale Regierungstext vun dësem Projet de loi, wéi e vum Justizminister am Numm vun der Regierung deposéiert gouf, huet ganz einfach d'Wierder «notoirement à la débauche» ersat duerch «pour lesquels il existe des indices faisant présumer que des actes de débauche ou de prostitution y sont commis». Den urspréngleche Wëlle vum Justizminister war also, een Text, deem hie selwer als kritikabel beschriwwen huet, nach méi grouss opzemaachen an domadder nach méi kritikabel ze maachen, andeems d'Polizisten, déi mir pour le reste an hirer schwierigerer Aufgab och ënnerstëtzen, kéinten net nëmme bei notoier Debauche, mä och bei einfachen Indizien - ech widerhuelen „bei einfachen Indizien“ - vu Prostitutioun a Privatwunnungen eragoen.

An de Commentaire des articles vun dem Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, dee confirméiert dat och, ob Dir dat elo wëllt oder net, kloer an däitlech. An e schreift: «À défaut de refonte de l'article 11, paragraphe 4,» - vum Code d'instruction criminelle; dat ass deen, deem ech elo zitéiert hunn - «il sera très difficile d'effectuer des contrôles dans les cabarets,» - «j'en veux bien - «bars striptease,» - an elo kënn et - «appartements et autres établissements». Also «appartements et autres établissements» an der Ratio legis vun dem Projet de loi, deem am Numm vun dëser Regierung deposéiert gouf.

De Wëlle vun dem Justizminister war also ganz kloer, ob en dat elo wëllt oder net, fir d'Pouvoiren, déi d'Police hat an déi hie selwer als extrem kritikabel bezeechent huet, nach méi grouss ze maachen an och an Appartementer, Privatwunnungen a Privathaiser eranzegoen, fir niewent der Debauche och nach, wéi ech elo grad virgelies hunn, d'Prostitutioun ze kontrolléieren. Dat, wéi gesot, d'Meenung an den ursprénglechen Text, deen deposéiert gouf.

Onofhängeg vun där feelender Kohärenz, muss ee sech awer hei froen: Ma wou si mer dann? A wéi ee Land soll dat sinn, wou ee souguer a sengem Doheem net méi sécher ass?

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Duerfir ass d'Autorisation vun engem onofhängegen Untersuchungsrichter, wéi iwwerengs bei all Strofdot, fir eis ee Schlëssel zur viischer Dier, dee mir net wëllen, mat allem Respekt, eleng an d'Hänn vun dem Parquet a vun der Police leeën. D'Grondprinzipie vun dem Lëtzebuurger Rechtsstat hunn do Virfahrt.

Här President, nun huet awer, an dat a juste titre, de Statsrot där Demarche vum Justizminister e Rigel virgesat mat enger Opposition formelle. Firwat? Mä de Statsrot hält fest, dass souwuel d'Debauche - dat si sougenannten „ausschweifend Sexualpraktiken“, wat een och ëmmer dorënner versteet - wéi d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg net strofbar sinn. An der Police fir net strofbar Handlungen een Droit d'entrée a Privatwunnungen ze ginn, géif dem Statsrot no, mat Recht, enger Violatioun vum Domicile, engem Hausfriddensbroch also, gläichkommen. Esou, wéi gesot, de Statsrot.

Doropshin huet de Justizminister sech beim Contrôle vun der Prostitutioun - beim Contrôle vun der Prostitutioun, net vum Proxenetismus! - inspiréiert un enger Bestëmmung vum Drogengesetz a folgenden Text zréckbehalen: «Ils» - dat heescht nach ëmmer „les officiers de police judiciaire“ - «peuvent également, sur autorisation du procureur d'État, entrer en tout temps à l'intérieur de tout hôtel, maison meublée, pension, débit de boissons, club, cercle, dancing, lieu de spectacle et leurs annexes et en tout autre lieu ouvert au public ou utilisé par le public lorsqu'il est constaté que des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement.»

Mä hei läit och d'Kromm an der juristescher Heck! Dat, wat de Justizminister awer net iwwerholl huet a wou e kee Wuert dervu gesot huet, ass een Zousaz, deen am Drogengesetz hannert deem Saz, deen ech lech elo grad zitéiert hunn, steet a kloer eng Aschränkung ass vun dësem problemateschen Droit, notament an Hotellen an a Maisons meublées. Well eng Maison meublée, dat ass net eng, déi oppen ass fir all Mënsch, mä eng Maison meublée, dat ass Är, dat ass meng, dat ass jiddwer Bierger seng. An dat kann een op 26 Aart-a-Weisen interpretéieren, mä eng Maison meublée ass per se net oppen!

An duerfir schreift, mat Recht, de Legislatuer vun 1973 ënner engem liberale Justizminister, dem Eugène Schaus, mat Recht, an deen Text ass mat grousser Majoritéit an der Chamber verabschit ginn, mécht e grad déi Präzisioun, wou e schreift: «Les officiers de police judiciaire ne pourront effectuer ces visites...» - also ënner anere am d'Hotellen, well an engem Hotel, do ass d'Lobby vläicht ënnen oppen zougänglech, mä en Hotelszëmmer, Dir Dammen an Dir Hären, mat allem Respekt, wann Dir e Contrat d'hôtellerie maacht am Sënn vun 1952, Artikel aus dem Code civil, dann ass dat privat fir lech, an et ass net fir all Mënsch zougänglech - «...ces visites, perquisitions et saisies dans les maisons d'habitation ou appartements qu'en cas de flagrant délit ou sur mandat du juge d'instruction.»

An dat kënn Der noliesen an dem Exposé des motifs vum 1973er Gesetz. Deen Zousaz ass genau komm, fir d'Distinction ze maachen zwéischen Hotellen, Maison-meublées, déi effentlech zougänglech sinn, an Haiser, déi als privat Maison d'habitation gesat ginn. Well während 50 Joer ass deen Text do net geännert ginn.

Also net d'Police, Dir Dammen an Dir Hären, oder de Parquet brieren d'viischt Dier fir d'CSV op, mä just e Juge d'instruction, a keen aneren!

Fir d'Onverhältnisméissegkeet vun dësem Gesetz nach méi ze veranschaulichen: Am Drogengesetz brauch d'Police also ausser engem flagrant Délit ëmmer ee Beschloss vun engem Untersuchungsrichter. An och de Commentaire des articles vun deemools seet kloer - dee gehéiert zu der Lektür vun deem Gesetz -: «L'alinéa 3 se rapporte aux visites à effectuer à des domiciles privés. Ces intrusions, qui sont des plus graves, ne peuvent, en principe, être effectuées que sur mandat du juge d'instruction.»

Duerfir déi weislech Differenz zwéischen eppes, wat effentlech zougänglech ass a wou ech kee Beschloss brauch vun engem Untersuchungsrichter, an eppes, wat net effentlech zougänglech ass a wou ech muss e Beschloss vun Untersuchungsrichter hunn, mat Ausnam vun engem flagrant Délit. A wéi kéint et och aneschtens an engem Rechtsstat sinn?

An anere Wieder: Souguer d'Drogengesetz gesäit ausdrécklech eng Aschränkung fir Privatwunnunge vir, déi an dësem Gesetzesprojet fir d'Prostitutioun net iwwerholl gëtt. Firwat eigentlech net?, froe mir eis. An ech mengen domat net nëmme d'CSV.

An der Justizkommissioun vum 23. Januar, wou de Minister da vun der CSV schrëfflech convoquéiert war... Dir gesitt also, mir versichen zumindest als einfach Landdeputéierten...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ...net convoquéiert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...als einfach Landdeputéiert eis Kontrollaarbecht da vläicht awer méi eescht ze huele wéi eenzel Exponenten dat vun eiser Partei dann ëmmer mengen, huet de Minister gesot, an ech zitieren hien elo...

(**Interruption**)

Här Braz, et muss heiansdo e bësse méi lëschtteg sinn. Ech zitieren...

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - ...net lëschtteg.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech zitieren lech elo. Jo, Chef, ech fuere weider. Den Här Braz seet also: „Firwat iwwerhuele mir dat net vum 1973er Gesetz mam Juge d'instruction?“ Seet den Här Braz! „Wann Der et genee gekuckt hutt, an ech gi jo dervun aus, dass Der dat gemaach hutt“, seet den Här Braz, „gesitt Der, dass am 1973er Gesetz dräi Saache viséiert sinn: den Droit d'entrée, d'Visitt, awer och d'Perquisitioun, awer och d'Saisie.“

An e bësse méi wäit kënn de Minister dann zur Konklusioun: „Den Text, dee mir elo hei an der Prostitutioun“ - net am Proxenetismus - „maachen, viséiert exklusiv den Droit d'entrée. Dofir menge mir, dass dat dofir och duergeet, wann de Procureur, contrairement zum aktuellen Text, an Zukunft eng Autorisation préalable muss ginn.“

Am Resumé: D'Police kann ënner anere an een Hotelszëmmer oder an eng Privatwunnung eragoen, fir vermeindlech Prostitutioun feststellen. Si brauch duerfir kee Mandat vun engem Untersuchungsrichter. An dës rechtliche Anachronismus hale mir an engem Text haut am Joer 2018 fest. Deen eenzeg Zousaz zu dem aktuellen Text... An dat war och menger Ansicht no de Wëllen, well den urspréngleche Wëlle vun dem Justizminister war jo, fir datselwecht bestoen ze loosse wéi bis elo, just dass een amplaz «notoirement à la débauche» «indices à la débauche ou à la prostitution» sollt virgesinn.

An aus deem Grond, Här President, deposéiert d'CSV en Amendement zu dem Gesetzesprojet, dee ganz einfach ass. A mir hätte gär dat, wat an dem Drogengesetz als zousätzlechen Alinea ass, fir sécherstellen, dass an eng Privatwunnung, eng privat genotzte Wunnung oder en Appartement, dass do nëmme den Zoutrëtt, fir Prostitutioun ze kontrolléieren, ka geschéie mat enger Autorisation vun engem Untersuchungsrichter, mat Ausnam vun dem flagrant Délit.

► **Une voix.** - Op d'mannst!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dofir deposéiere mir en Amendement, dee folgenden Text a Wuertlaut huet: «Ils ne pourront» - «ils», dat sinn d'Officiers de police judiciaire - «exercer ce droit d'entrer dans les maisons d'habitation ou appartements qu'en cas de flagrant délit ou sur mandat du juge d'instruction.»

Amendement

Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:

1) le Code de procédure pénale

2) le Code pénal

Amendement unique - modification de l'article 2 point 1 du projet de loi

Il est proposé de compléter le paragraphe 4 de l'article 11 du Code de procédure pénale en y ajoutant un nouvel alinéa 3:

«Ils ne pourront exercer ce droit d'entrer dans les maisons d'habitation ou appartements qu'en cas de flagrant délit ou sur mandat du juge d'instruction.»

Commentaire

Dans le cadre des travaux en commission, les auteurs du projet de loi ont indiqué que le nouveau paragraphe 4 de l'article 11 du Code de procédure pénale était en quelque sorte un copier-coller de dispositions analogues figurant d'ores et déjà à l'article 3 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

En rapprochant ces deux textes, des différences notables sautent cependant aux yeux:

1. à la différence de la législation sur les stupéfiants qui comporte des incriminations de faits précis en rapport avec les stupéfiants, le texte de loi en projet proposé par la majorité gouvernementale n'incrimine ni le fait de se livrer à la prostitution, ni celui de la «consommer»;

2. la législation sur les stupéfiants fait une distinction claire et nette entre, d'une part, les maisons d'habitation et appartements, et, d'autre part, les lieux ouverts au public. Pour des raisons ayant trait à la protection de la vie privée, les visites domiciliaires dans les domiciles privés sont entourées de plus de garanties procédurales, en ce sens qu'elles ne pourront avoir lieu que sur mandat du juge d'instruction.

Pour souligner cette différence de régime, nous proposons donc d'ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 11, paragraphe 4 du Code de procédure pénale visant expressis verbis la situation des maisons d'habitation et appartements à la différence des lieux ouverts au public ou utilisés par le public.

(s.) Gilles Roth, Octavie Modert, Laurent Mosar, Marc Spautz, Claude Wiseler.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Merci.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Mä och, Dir Dammen an Dir Hären - an dat geet elo e bësse méi séier, well meng Riedezäit, déi geet virun -, schaffen...

(Interruption par Mme Viviane Loschetter)

Also, Är domm Commentairen, Madamm Loschetter, déi kënt Der lech spueren!

(Interruption)

► **Mme Viviane Loschetter** (déi gréng).- Ma Är Falschassoen och!

(Interruption)

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Frot lech d'Wuert an da schwätzt Der herno!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Mä och haut, Dir Dammen an Dir Hären, schaffen d'Polizisten an eisem Code de procédure pénale och net als fräischaffend Künstler. «Tous les officiers de police judiciaire (...) sont soumis à la surveillance du procureur général d'État», seet richterweis den Artikel 15 (2) vun eisem Code de procédure pénale.

D'Autorisation préalable vum Procureur, déi de Justizminister jo fir ausräichend hält, ka gegebenfalls souger nëmme mëndlech vun dem Substitut vum Dénsgschicht gi ginn, ouni dass en do emol muss op der Plaz sinn.

Hei gëtt fir d'Prostitution eng onverständlech Ausnam zur normaler Strofprozedur fir eis gemaach. Fir eis ass dat jiddefalls ee geféierleche Präcedent. Well wéi wëllt Der dann, Här Minister, Dir Dammen an Härre vun der Majoritéit, an Zukunft bei anere Verbriechen - an dobäi ass d'Prostitution ouni Zwang kee Verbriechen zu Lëtzebuerg -, wéi wëllt Der dann net wëllen op déi heite Prozedur zrëckgräifen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Autorisation vum Parquet ass net mat där vun engem Untersuchungsrichter gläichzestellen.

Éischtens: An eiser normaler Strofprozessuerdung muss ëmmer eng Autorisation vun dem Juge d'instruction virleien, fir an eng Wunneng eranzegoen. Den Artikel 47 vun eisem Code de procédure pénale am Kader vun engem Virermëttlung, dee seet ganz kloer: «Les perquisitions, visites domiciliaires et saisies de pièces à conviction ne peuvent être effectuées sans l'assentiment exprès de la personne chez laquelle l'opération a lieu.» Dat heescht also, dass, wann ech meng vüsch Dier net opmaachen, kënt kee Polizist ouni e Beschluss vun engem Untersuchungsrichter bei d'Leit an d'Privatwunneng eran.

Zweetens: Den Untersuchungsrichter, deen huet de Statut vun engem onofhängeger Instanz, déi à charge an à décharge enquêtéiert, tëscht eben engersäits dem Parquet als Autorité poursuivante an anerersäits awer och de Rechter vun der Defense vun dem presuméierten

Täter, an den Untersuchungsrichter muss dat ofweien a muss och do en Equilibre sichen.

Wann den Untersuchungsrichter en Duerchsuchungsbefehl erléisst, dann huet e sech och am Virfeld mam Dossier vum Parquet befasst. An dat geschitt net an enger Nacht-und-Nebel-Aktion ausserhalb vun eisem Rechtsstat a vun eiser Verfassung.

► **Une voix**. - Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Drëtten: D'Argument, fir ze soen, de Wee iwwert den Untersuchungsrichter géif ze laang daueren an duerfir misst d'Autorisation vum Parquet duergoen, ass och net stéckhalteg. Soss misst et och gëllen a wesentlech méi urgenten Tatbestänn!

Doriwwer eraus relativéiert dësen ongléckleche Projet de loi d'Urgence iwwregens selwer. Den Text gesäit nämlech vir, dass de sougenannten Droit d'entrée an Hotellen, Privathäuser an esou conditionnéiert ass, „lorsqu'il est constaté que des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement“.

Mä „habituellement“, Dir Dammen an Dir Hären, dat widersprécht hei schonn der Notion vun „Urgence“! Well wann de concernéierte Polizist, ier e kann anzwousch eragoen, muss dem Gesetz no festgestallt hunn, dass Prostituéiert do gewéinlech zirkuléieren, „habituellement“, jo, ech mengen, da brauch et jo souwiesou eng gewëss Zäit an da kann een och e Beschluss bei dem Untersuchungsrichter no där normaler Prozedur froen.

Véiertens - an dat huet eis eigentlech erschreckt, muss ech soen -: D'Argument, dat och vum Parquet général an der Sitzung virbruecht gouf, fir ze soen, dass de Bierger, dee sech wëllt géint een onerlaabten Droit d'entrée vu Polizisten wieren, deen hätt jo d'Méiglechkeet, e Recours ze maachen.

► **Une voix**. - Absolutt!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, dat léisst awer ze denken iwwreg!

De Parquet, Dir Dammen an Dir Hären, dee wäert an esou engem Fall dach wuel kaum géint de Polizist, géint sech selwer, géint de Substitut, géint e Procureur wéinst Hausfriddensbroch enquêtéieren. An dat bleift dann, an dat ass och esou confirméiert ginn - do waren 13 Leit Temoins -, dat ass och esou confirméiert ginn an der Justizkommission vum 23. Januar, da bleift also deem onschëllege Bierger just den Zivilprozess géint de Stat. Firwat? D'Base vum Gesetz vum 1988 wéinst Dysfonctionnement vun der Justiz a vun der Police.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, dat ass awer e schwaachen Trouscht fir de betrafene Bierger, deen ënner Ëmstänn dann ee jorelaange Prozess muss féieren, fir um Enn da vläicht 1.000 Euro moralesche Schuedensersatz ze kréien,...

(Interruption)

...dee gegebenenfalls seng Dier nach bezuelt kritt an, virun allem, seng Affekotekäschten.

Fënneftens a leschtens: Schliisslech ass d'Argument, Dir Dammen an Dir Hären, dat de Minister zum Schluss da virbruecht huet, fir ze soen, nämlech, dass och haut aner Gesetzer wéi d'Inspection sanitaire, wéi d'Gewerbeinspektioun d'Pouvoir vun engem Droit de visite hätten, net stéckhalteg. Éischtens sollen do Strofnoten, gegebenenfalls, festgestallt ginn - d'Prostitution ass net strofbar -, an zweetens handelt et sech bei deene Visite vun engem Kichen, vun engem Chantier ëm professionell Lokaler an net ëm Hoteldzëmmer oder Maisons meublées.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vun engem e bësse méi laanger Ried. An nach eemol: Am Fong wëllt jo keen d'Prostitution! An dach soen eis d'Geschicht an och d'Wierklechkeet vun haut, dat si en objektiv feststellbar Phenomeen och haut nach ass a méi wéi sécher, ob eis dat gefält oder net, och muer nach wäert bleiwen.

Well d'Prostitution ouni Zwang zu Lëtzebuerg net strofbar ass, ass se also net erlaabt (veuillez lire: ass se also erlaabt). An also gëtt se zumindest tacitement...

(Interruption)

Leider!

...leider och toleréiert. Dat heescht natierlech nach laang net, dat se domat sollt geféiert ginn. An dat wëll jo och, mengen ech, keen heibannen. Mä wat ënner allen Ëmstänn muss verhéinert ginn, ass d'Prostitution mat Zwang, de Menschenhandel an och virun allem d'Zuhälterei. Mä och hei dierfe mir net d'Kand mam Buedwaasser vun der Rechtsstaatlechkeet ausschëdden an och dese berechtigten a gudden Kampf muss mat de Mëttel vun Rechtsstat, a mat kengen aneren, gefouert ginn.

Duerfir bleiwe mir der Opfaassung: De Leit hir vüsch Dier muss fir Handlungen, déi keng Strofnote sinn, och an Zukunft sécher bleiwen. Dat ass dem Bierger seng Privatsphär. Wat dohannert geschitt, geet de Stat näischt un!

D'CSV steet zum Rechtsstat, zur Fräiheet vum Bierger, zur Sécherheet vum Doheim. An d'CSV wäert och dofir dese Gesetzesprojet net stëmmen.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **Une voix**. - Exzellent!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, Président.- Nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madamm Taina Bofferding fir d'LSAP.

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Prostituéiert, Houer, Klont, Pute oder ganz einfach Sexarbechterin, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Fraen, awer och Männer, déi Sex géint Bezuelung offréieren, hu vill Nimm. Dach keen dovunner ass wierklech éierewäert!

D'Debatt ronderëm d'Prostitution gëtt ganz gären héich emotional an och ganz subjektiv gefouert. Et sti sech konträr Positione géigeniwwer: Afferschutz a Sécherheet op där enger Säit a Fräiheet a Selbstbestëmmung op där anerer.

Fir déi eng si Prostituéiert Affer vun engem patriarchaleschen Welt, Affer vun Menschenhandel an Affer vun engem onauswäichlecher Aarmut. Fir déi aner sinn d'Prostituéiert selbstbewusst Dénsgschlechtereinnen, déi aus hirem Kierper eng loschtvoll Geldquell maachen an déi nëmmen duerch déi gesellschaftlech Stigmatisierung un de Rand gedrängt ginn.

Entsprechend schwéier ass et also, hei eng zefriddestellend juristesche Léisung ze fannen.

An ier ech et vergiessen, wëll ech awer nach gären der Rapportrice Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen an och schrëfleche Rapport, deen natierlech ganz sachlech ass.

Datt d'Thema schwéier ass, weist och de feministeschen Discours, wou et och ganz ënnerschiedlech Positione ginn. Zum Beispill bezeechent déi däitsch Fraerechtlerin Alice Schwarzer d'Prostitution als „modern Sklaverei“ an argumentéiert, dat d'Prostitution an éischer Linn Mëssbrauch vun der Muecht vu Männer iwwer Frae wär.

Aktivistinne vun deem däitschsproochege Blog „Mädchenmannschaft“ gesinn dat anescht. Si stelle sech un d'Säit vun de Prostituéiert a fuerdere mat hinnen zesumme méi Rechter an.

Den CNFL, eisen nationale Fraerot, gesäit d'Prostitution als Gewalt vis-à-vis vun de Fraen. Et kéint ee fir seng sexuell Wënsch net aner Leit exploitéieren. Dat géif awer am institutionelle System geschéien.

Änlech Téin komme vu Cid-femmes an och vun der Mënschrechtskommission, déi nach kierzlech virun der Prostitution gewarnt huet, fir se eben net ze banaliséieren.

Organisatione wéi Amnesty International wëllen awer gären eng Legalisierung vun der fräiwëlleger Prostitution. Deem schlësse sech och Organisatione wéi Human Rights Watch oder UNAIDS un, déi soen, dass esou e Verbuet am Endeffekt méi schuet, wéi dass en eppes bréngt.

Entsprechend schwéier ass d'Thema och, well mer mat der Fro konfrontéiert sinn: Däerf e Mënsch selwer iwwer seng sexuell Orientierung, selwer iwwer säi Kierper bestëmmen? Jo oder neen? Duerf en domadder maachen, wat e wëllt? Oder däerf eventuell de Stat bestëmmen, wat jiddwereen herno mat sengem Kierper duerf maachen?

Soual eng Fra e konkrete Präis fir Sex nennt, gëtt se veruerteelt. Hir gëtt virgeworf, keeflech ze sinn an all déi aner Fraen ze verroden. D'Prostituéiert beweege sech ëmmer um Rand vun der Gesellschaft an et sinn net onbedéngt d'Clients, déi als onmoralesch gëllen, mä ganz oft d'Prostituéiert.

„Wien déi grauenhaft Wierklechkeet vun de Frae kennt, ka Prostitution net ënnerstëtzen“, heescht et oft. Dës Wierklechkeet fänt fir e puer Fraen zum Beispill a Bulgarien, a Rumänien oder an der Ukrain un an endegt ënner aneren an engem däitsche Flatrate-Bordell oder souguer bei eis hei um Stroossestréich. Dat ass déi krass Variant vun der Prostitution.

Et gëtt se, déi Berichter vu Meedercher, déi mat virgehalener Waff oder mat falsche Verspriechechen an Europa bruecht ginn, déi an engem donklen Zëmmer agespaart ginn an „ageridden“ ginn, wéi et an der Zeen heescht, déi deeglaang an esou laang vergewaltegt ginn, bis se et fäerdegbréngen, hire Freier herno virzespillen, dass se da Spaass drun hätten.

Här President, e grouse Sträitpunkt an der Diskussioun ass d'Fräiwëllechkeet an den Zwang. D'Lager vun Prostitutionen verbuet seet ganz

kloer, dass keng Fra dëst fräiwëllech mécht. Den nationale Fraerot kritiséiert, datt widerhin, och elo an eiser Legislatioun, d'Differenz tëscht der fräiwëlleger an der forcéierter Prostitution bestoe bleift.

E Mënsch senger sexueller Selbstbestëmmung ze privéieren an zu eppes zu zwéngen, wat en net wëllt, ass e ganz fuerchtbaart Verbriechen. Mä besteet zwangsleefeg all Kéiers dat Verbriechen, wa Sex géint Suen agetosch gëtt?

Hei stellt sech d'Fro, ob et richtig ass, d'Diskussion ronderëm d'Prostitution op den Zwang an an deen domadder verbundene Menschenhandel ze beschränken. Sinn d'Liewensrealitéite vun de Prostituéiert an hir Relatioun zu hirer Tätigkeit am Endeffekt net méi komplex wéi dat einfach Täter-Affer-Narrativ?

Wat ass zum Beispill mat der Sexualbegleitung an der Assistenz fir Mënsche mat enger kierperlecher Behënnung? En Thema, wou net gären driwwer geschwat gëtt, a mer alleguerte wëssen, dass awer op esou Assistenz zréckgegraff gëtt.

Et ass, wéi gesot, keen einfache Sujet. Kritik zu deemem Projet de loi gëtt et der genuch. Et muss een awer och soen, dass et op der ganzer Welt wuel kee Modell gëtt, deen all deene Kritikpunkte gerecht gëtt. Dat och, well déi Kritikpunkte selwer extrem konträidioresch sinn. Dat weist eis jo och déi gréissten Oppositionspartei mat hire widderspréchechen Aussoen.

D'Memberen aus der Egalitéitskommission wëllen d'Prostituéiert prioritär schützen, dat an all Situatioun. Dogéint halen awer d'Memberen aus der Justizkommission, déi net prett sinn, der Police méi Befugnisse ze ginn, fir méi aktiv dogéint virzegen.

Op dee juristeschen Aspekt wäert den zweete Fraktionssprecher Franz Fayot nach spéider agoen.

D'LSAP huet sech kloer fir ee Modell decidéiert: de Lëtzebuurger Modell. Pragmatisch a realistesch orientéiert un de Besoine vun de Prostituéiert, amplaz sech eng besser Utopie auszumolen. Begrëssenswäert ass dohier och, dass déi zwee Ministeren an d'Ausland gaange sinn, fir sech do déi verschidde Modeller unzekucken, fir e konkret Bild ze kréien, net einfach ee Modell ze kopéieren, mä fir eben herno eng eegestänneg Approche hei fir Lëtzebuerg ze entwéckelen.

D'LSAP ass och frou, dass d'UN-Konvention vum 1983 net a Fro gestallt gëtt, wou mer eis jo géint de Menschenhandel verflucht hunn, an och weider géint eng komplett reglementéiert Form vu Prostitution domadder ausschwätzen.

Europa ass e Mosaik, wat déi gesetzlech Regelung vun der Prostitution betrëfft, variéiert vu strofrectlecher Verfolgung bis hin zu enger vëlleger Legalisierung. Dotëscht ginn et all méiglech Ofstufungen.

Am Fokus sti meeschtens ëmmer dat däitscht an dat schwedescht Prostitutionsgesetz. Béd waren iwwregens Initiative vu Gréngen, vu Sozialdemokraten an och vu Lénken. Béd Gesetzer ware feministesch motivéiert an haten zum Zil, d'Situatioun vun de Prostituéiert ze verbesseren.

Kucke mer eis dofir mol kuerz d'Bilanz vun deenen zwee Modeller un, ugefaange mat der däitscher Legislatioun!

16 Joer no der Aféierung vum Prostitutionsgesetz fällt de Bilan éischer enttäuschend aus. Däitschland huet de Ruff kritt, zum gréissten Puff vu ganz Europa ze ginn. Der organisierter Kriminalitéit gouf d'Dier ganz grouss opgemaach an de Menschenhandel huet och leider zougeholl. Dëst Gesetz vum 2002 war vläicht a gudder Absicht, eben d'Situatioun vun de concernéierte Leit, déi sech prostituéieren, ze verbesseren, mä huet awer leider net déi erwënschte Wierkung bruecht.

Dat restriktivt schwedescht Verbuetsmodell gëtt jo oft als positiv Beispill genannt. Perséinlech muss ech agestoen, dass e System, deen de Client penaliséiert, eigentlech ganz sympathesch ass. Dat war och Grond, firwat virun, ech mengen, zéng Joer véier LSAP-Deputéiert eng Proposition de loi agerecht haten, déi sech genau un deemem Modell inspiréiert huet.

► **Une voix**. - Et ass kee Verbuet!

► **Mme Taina Bofferding** (LSAP).- Mä huet dee berühmte schwedesche Modell dann am Endeffekt dat bruecht, wat e versprach huet?

No 14 Joer gouf eng Evaluatioun vun der nationaler Administratioun vun der Santé a Soziale gemach, déi Folgendes festhält: De Gesamtandrock ass, dass de Stroossestréich während enger kuerzer Zäit direkt nom Gesetz praktesch verschwonne war. Lues a lues koum en awer zréck. An der Tëschenzäit sinn ongeféier zwee Drëttel vun de Prostituéiert nees do um Stroossestréich.

Hält d'Gesetz dann elo weinstens d'Freier ewech? Och dat dierf bezweifelt ginn. An de Recherch mat de Concernierten, also mat de Freieren, an den Interviewen hunn déi gesot, dass d'Decision, fir fir Sex ze bezuelen, oder eben net, vun anere Facteuren ofhängt wéi vun engem Verbuet. Een huet souguer de Kaf vu Sex mat Verkéierssénne verglach: „Et ass zwar verbueden, ze séier Auto ze fueren; et kann een dobäi erwécht ginn oder Gléck hunn. Derwärt wär et dat allemol!“

Wëssenschaftler hu sech mat der Diskrepanz tëschent dem proklaméierten Erfolleg vun deem schwedesche Modell an de reell dokumentéierten Auswierkunge beschäftegt. D'Analyse maachen dätlich, dass weder e prostitutionshemmenden Effekt vum Gesetz nach seng ofschreckend Wierkung bewise konnte ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, trotz Freierbestrofung konnt d'Nofro a Schweden net beseitigt ginn. An et huet souguer dozou gefouert, dass d'Prostitutioun an den illegale Beräich verlagert ginn ass...

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - ...an domadder Fraen dätlich manner geschützt sinn. Well: Wien illegal leeft, huet weider keng Rechte.

(**Interruption**)

Vill Hëlfsorganisatiounen berichten, dass et hir Oplärungsarbeit enorm erschwéiert huet, praktesch onméiglech ass, wéi och d'Kontrollen duerch d'Autoritéiten. Frankräich, wat jo och elo an eng äänlech Richtung gaangen ass, do huet souguer nach kierzlech Médecins du Monde gewarnt, dass hir Arbeit fir déi medezinnesch Hëllef enorm erschwéiert ginn ass.

Wëlle mer dat? Steet dat am Endeffekt net am komplette Widdersproch zu deem, wat mer eigentlech wëllen erreechen - an zwar de Prostituéiert hëlfechen? Mä wéi soll dat goen, wa si dach herno alleguerten am Ennergrond, eben an der Illegalitéit verschwannen? Wann och vläicht op den éischte Bléck de schwedesche Modell ganz sympathesch ass, mä och mat dëser Fro müssen d'Verteideger vun dësem Modell sech auserneeetzen.

Well wa Fraen a Männer, déi uschafe ginn, vläicht elo net méi direkt um Stroosseneck ze gesi sinn, esou gëtt et se awer nach. Si an hir Problemer wäerten net einfach esou verschwannen.

A genau aus dësem Grund ass jo och d'Plattform, an Aarbechtsgrupp aus enger ganzer Rëtsch Experten, géint de schwedesche Modell an huet an hirem Rapport sech unanime dogéint ausgeschwat.

Elo läit de Ball bei eis Politiker. Mir kënnen eis natierlech doriwuer ech setzen an et einfach ignoréieren, oder mir dinn eisen ideologesche Brëll aus a lauschten op dat, wat d'Experten, also déi Leit, déi all Dag mam Phänomeen vun der Prostitutioun konfrontéiert sinn an déi nu wierklech den Terrain kennen. Ech mengen, mir wäere besser als Politiker beroden, eis dorunner ze orientéieren an eben op d'Experten ze lauschten. Et ass näamlech ganz genau dat, wat d'LSAP mécht.

Déi sozialistesche Chancéglichtheitsministesch huet et och treffend bei der Presentatioun vum nationalen Aktionsplang formuléiert: Datt mer bei all Ideologie net de Pragmatismus duerfe vergiessen. Mir brauchen näamlech en ëmfaangend Konzept fir Prostitutioun, an dat kréie mer och elo hei duerch dëst Gesetz, zesumme mat deem nationalen Aktionsprogramm.

D'LSAP ënnerstëtzt d'Regierung weiderhin, an Hëlfsprogrammer ze investéieren, a begréisst och d'Ausschaffung vun där sougenannter EXIT-Strategie, mat eben den Haaptelementer Logement, psychosozial Versuergung an d'Sich no der Aarbecht.

Fir eis ass den neutralen Encadrement onni Jugement extrem wichteg, wéi och e multidisziplinäert Team, dat medezinnesch, materiell, psychologesche an och sozial Ennerstëtzung ubitt. An ech verweisen och hei op déi wonnbar Aarbecht, déi am dropln gelescht gëtt.

Et ass wichteg, dass mer de Prostituéiert, déi wëllen aus dem Milieu erausklammen, Alternativen opweisen. An dofir brauche si ganz besonnesch eng Mise au travail. Mir begrëssen dofir och d'Demarche vun der Regierung, hei eng verstärkten Zesummenarbeit mat der ADEM unzegoen. An dobäi ass och wichteg, dass déi Offeren attraktiv genuch sinn, fir dass sech dann och herno getraut gëtt, aus dem Milieu erauszeklammen.

Mir müssen eis awer och bewusst sinn, dass de Wiessel an esou e biergerleche Beruff net einfach ass. Et ass ni evident an erfuerdert dofir eng Approche, déi op verschiddenen Niveaue gräift. Virun allem brauch et awer och ganz vill Geduld, well esou Decisionen oft mat ganz

ville Réckschléi verbonne sinn. Trotzdem soll dat eis net dovunner ofhalen, ebe weiderhin an déi Programmer ze investéieren an dofir ze suergen, dass se eng professionell a koordinéiert Hëllef kréien.

Ee Wuert awer nach zur Sexualerzéiung, well dat ass e Sujet, deen och eis Sozialiste ganz wichteg ass. A mir si frou, datt et e Bestanddeel vum nationalen Aktionsprogramm ass.

D'Sexualeducatioun ass an eisen Aen e wichtige Bäitrag, fir eben eise Kanner eng regérecht Sexualethik mat op de Wee ze ginn, déi op géigesäitegem Respekt a Responsabilitéit an der tëschemenschlechter Relatioun berout.

Mir sinn der Meenung - och wa mer wëssen, dass net jiddwereen heibannen déi Meenung deelt -, esou si mer awer der Meenung, dass déi Educatioun och scho ganz fréi, eben am jonken Alter soll ufänken, well mer denken, dass dat och eng ganz wichteg Aufgab ass, déi och an der Schoul muss offréiert ginn.

Här President, ofschléissend wëll ech ervirhieven, dass mir Sozialisten eis engagéiere géint déi sexuell Ausbeutung, d'Zouhällerei an de Mënschenhandel, fir eng sozial, medezinnesch a psychosozial Versuergung vun de Prostituéiert a fir eng Reduktioun vun der Prostitutioun. Dës Ziler si fir eis zäitgläich ze erreechen an der Bekämpfung vun der Aarmut, der Gewalt an der Diskriminierung; awer net, andeems mer d'Prostituéiert kriminaliséieren.

Mir schwätzen eis géint all Form vu Stigmatisierung vun de Prostituéiert aus a mir engagéieren eis ganz kloer fir déi sëllech Hëlfskonzepte, fir déi ëmfaassend Versuergung, fir eben d'Situatioun vun de Prostituéierten ze verbessern an dass se eben déi Hëllef kréien, déi hinnen och soll zoustoen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächst Riednerin ass d'Madamm Lydie Polfer fir d'DP.

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguer bewosst, datt deen Thema, iwwert dee mer elo de Mëtten hei schwätzen, ee ganz sensibelen ass, well en déi donkel Säit vun der mënschlecher Natur beréiert. Jo, d'Prostitutioun stellt eng déif gräifend Problematik duer, déi op villen Niveaue d'Liewe vu Mënsche beaflosst, an dëst net am Positiven. De Fait, datt sech Fraen a Männer prostituéieren, ass a ville Fäll d'Resultat vu mënschlechen Dramen, déi sech am Kader vun Drogemissbrauch, finanzielle Suergen an an deene schlëmmste Fäll am Kader vu Mënschenhandel an Zwangsprostituatioun ofspillen.

D'Zwangsprostituatioun ass e Phänomeen, dee fir vill Leit hei ganz wäit ewech ass. Vlächent an Asien, Afrika, Südamerika vlächent och nach an Osteuropa. Mä och bei ons gëtt et Fraen a Männer, déi an enger schwieriger Phas an hirem Liewe vu kriminelle Banden ausgenutzt an zur Prostitutioun gezwonge ginn.

Här President, ech wëll mat engem kuerzen Temoignage vun enger couragéierter Fra weisen, wéi et zu esou enge Situatiounen ka kommen. An ech zitieren: „Nodeems meng Firma Failite gemaach huet, gouf ech vun enger Persoun ugeschwat, fir an enger Bar Schampes ze zerweieren. Well ech finanziell um Enn war, keen Doheem méi hat an och u psychologesche Problemer gelidden hunn, hunn ech akzeptéiert. Kaum war ech an der Bar ukomm, gouf ech drogéiert, vun dräi Männer mëssbraucht an dobäi gefilmt. Si hu mer mäi Portmoinni an Handy ewechgeholl a mech erpresst. Si hu mech agespaart a gezwongen, Onbeschreibliches ze maachen. Ech hat bis zu 16 Clienten an engem Dag. Ech hu mech knaschteg gefilmt a mech geschummt.“

Dësen Temoignage huet sech net an Asien, Afrika oder Osteuropa ofgespillt, mä bei eisem Noper an der Belsch. Dëst ass sécherlech en extreem Beispill. An awer ass et och an onse Géigenden eng traureg Realitéit, datt Fraen an och Männer aus finanziellen Noutsituatiounen eraus uschafe ginn. Oft sinn et och drogenofhängeg Persounen, déi Affer vun hirem eegener Sucht an der finanzieller Ofhängegkeet ginn, déi si dann an d'Prostitutioun dreift. An dat ass e Phänomeen, dee mer heiheem kennen, jo, hei an der Stad.

En neit an erschreckend Phänomeen ass dat och vun deene sougenannte Loverboys. Et handelt sech ëm jonk Männer, déi geziilt ganz jonk Meedercher uschwätzen. An d'Virgeeseweis ass ëmmer déi nämlech: Si gaukelen de Meedercher vir, si hätte sech a se verléift, mat Komplimenten a Geschenker dreiwe se d'Meedercher no an no an eng emotionell Ofhängegkeet an no enger Zäit hu se hiert Affer esou wäit, datt dëst alles fir si géif maachen, jo, och souguer sech prostituéieren.

Ech wëll dat hei eng Kéier an aller Dätlichkeit gesot hunn. All Fra an all Mann, déi op iergendeng Aart a Weis gezwongen oder erpresst gëtt, fir sech ze prostituéieren, ass Affer vun engem vun deene perfidste Verbrechen, déi ee sech ka virstellen. A mir schwätzen hei iwwer organiséiert Banden, déi aus finanziellem Egennotz de Misär vun enger Persoun ausnotzen an dës Persoun dozou bréngen, d'Intimitéit vun eegene Kierper op eng erniddregend Aart a Weis ze verkafen.

An ech mengen, mir sinn ons alleguerten eens, datt, wa mer iwwert d'Prostitutioun schwätzen, et virun allem dorëms geet, fir d'Affer vun dese Banden ze schützen. An dofir steet d'DP och zur aktueller Legislatioun, déi net d'Prostitutioun u sech verbitt, mä de Racolage a virun allem de Proxenetissem an natierlech och de Mënschenhandel.

Mir sinn ons alleguerten eens, datt kee Mënsch kann a soll gezwonge ginn, säi Kierper ze verkafen. Et geet also an éischer Linn drëms, ze verhenneren, datt Mënschenhandel an Zwangsprostituatioun iwwerhaupt stattfanne kënnen. Mä hei sinn europäesch an international Efforte gefuerdert, well dëst natierlech e Problem ass, deen net en eenzelt Land kann eleng léisen.

Mir müssen awer och derfir suergen, datt d'Fäll vu Mënschenhandel a Proxenetissem, déi jo elo schonns zu Lëtzebuerg stattfannen, esou séier wéi méiglech opgedeckt ginn an datt déi schëlleg Persounen adequat bestroft ginn. An et ass genee op dësen zwee Punkten, wou dese Projet de loi usetzt, iwwert dee mer haut hei diskutéieren.

Ech wëll als Éischt e puer Wieder soen zu deem Artikel, dee fir esou vill Opreegung a verschiddene Reie gesuergt huet, an och de Mëtten nees. Et geet ëm d'Fro, wéini an enner wat fir Konditiounen d'Police judiciaire an e Gebai däerf goen, wou si dervun ausgeet, datt Akte vu Proxenetissem stattfannen, oder eben och bezueltene Sex mat Mannerjäregen.

Fir ze verstoen, firwat dese Projet de loi eng Modifikatioun op dësem Punkt virgesäit, muss een als Éischt wëssen, wat ons Gesetzgebung, a méi präzis den Artikel 11 Paragraf 4 vum Code de procédure pénale, dese Moment seet, well dat ass jo den Ausgangspunkt, dat, wat mer wëlle verbesseren. Ech mengen emol, datt jiddweree wëllt heibanne Saache verbesseren.

Wat seet deen Artikel also do? Dee seet de Moment: „(...) ils“ - an den „ils“ bezitt sech op „les officiers de police judiciaire“ - „peuvent entrer en tout temps dans les lieux livrés notamment à la débauche“. En tout temps dans les lieux!

Et handelt sech hei ëm eng Formulierung, déi virun allem weinst de Begrëffer „notoirement“ an „débauche“ fir Problemer gesuergt huet. Et sinn dës Begrëffer, déi fir Problemer gesuergt hunn, well se juristesche net ganz präzis sinn. An et war och dofir eng Demande vun der Police a vum Parquet, fir hei fir méi Klorheet ze suergen.

Deen neien Text also, esou wéi dese Projet de loi et proposéiert, ersetzt den Term „notoirement“, wéi mer et jo och scho gehéiert hunn, duerch „indices certains, précis et concordants“ an den Term „débauche“ duerch „proxénétisme“. Et ass also net esou, datt d'Police judiciaire einfach esou an eng Wunneng kéint stiermen, well et ass fir ons als DP wichteg, datt d'Privatsphäre an deem eegenen Domicile muss geschützt ginn. Mä et ass awer genau esou selbstverständlech, datt mir mat alle Mëttele de Proxenetissem an déi domat verbonnen Zwangsprostituatioun bekämpfen.

An dofir ënnerstëtzt d'DP och dës Modifikatioun, mat all hire Gard-fouen, déi d'Rapportrice jo och schon an hirem Rapport ernimmt huet, an och nach eng Kéier an hirem schriftleche Rapport, fir déi ech hir ausdrécklech d'ailleurs wëll felicitéieren a Merci soen. An ech wëll och nach eng Kéier ennersträchen, datt deen neien Text duerch déi obligatoresche Autorisatioun vum Procureur d'État a senger Applikatioun méi prozedural Sécherheete fir déi bestrafte Persounen mat sech bréngt, wéi dat beim aktuellen Text de Fall ass. Eng Verbesserung also. Prozedural Sécherheeten, déi näamlech am aktuellen Text net gi sinn, well dese keng Autorisatioun vum Procureur virgesäit.

(**Interruption**)

An ech wëll an deem Kontext och de Statsrot zitieren. Well jo vu verschiddene Leit esou gemaach gëtt, wéi wa mer hei en dramatesche Verstouss géint d'Mënscherechter géifen organiséieren an de Statsrot, net nëmme also d'Vertrieder vum Parquet an der Kommissioun, mä de Statsrot seet a sengem Avis complémentaire Folgendes, an ech zitieren: «Le droit d'entrée (...) est une mesure coercitive (...)» - jo! - «qui doit être entourée de garanties procédurales suffisantes au regard des dispositions de droit international et de droit national pro-

tégeant la vie privée. La nécessité d'une autorisation préalable du procureur d'État est une mesure suffisante à cette fin, puisqu'elle ouvre la possibilité pour les personnes concernées d'exercer les recours prévus au Code de procédure pénale.»

Loosst ons also ofhalen, ze maachen, wéi wa mat dësem Gesetz mir wëilten der Police e Pas-partout ginn, fir a Privatwunnengen ze goen, wéini si wëllen - esou ass et näamlech net!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Mä wann e Crime an enger Wunneng geschitt, an ech schwätzen elo hei net nëmme vu Proxenetissem an Zwangsprostituatioun, mä egal, wann e Crime an enger Wunneng geschitt, da muss, an dann hoffen ech, datt d'Police dierf kënnen do sinn, fir do ze hëlfechen a Bäistand ze leeschten.

Déi zweet grouss Innovatioun vun dësem Projet de loi ass d'Penalisatioun vun de Clienten a verschiddene Fäll. Natierlech gëtt och an Zukunft net all Client vun enger Prostituéierter bestrooft, mä, wéi scho gesot, ass d'Prostitutioun jo hei zu Lëtzebuerg net verbueden. Dofir si vun dësem Projet de loi och just déi Clienté viséiert, déi bezuelt sexuell Relatiounen mat Persounen hunn, déi mannerjäreg sinn a wou et kloer ass, datt dës Persounen enner enger ofentsichtlecher Vulnerabilitéit leiden. Dat heescht, déi wierklech schutzbedürftig sinn.

Ob een elo de Fait gutt fënn oder net gutt fënn, datt et d'Prostitutioun zu Lëtzebuerg an op der Welt gëtt, mä d'Ausbeute vu Mannerjäregen a vulnerabele Mënsche kann een net guttheeschen. An déi kriminell Banden, déi op d'Käschte vun dese Leit finanzielle Profit maachen, sinn ze veruerteelen an ze bestrofen. An zu dësem Business, an dat muss een awer nun eemol soen, gehéieren och Clienten, déi op d'mannst a Kaf huelen, datt si fir hiren eegene Pleséier d'Liewe vu Mënschen zerstéieren, déi sech net wiere kënnen. A jo, och dës Leit gehéiere bestrooft!

Mä et geet awer virun allem drëm, dem Proxenetissem d'Handwerk ze leeën. An dofir gesäit de Projet de loi jo och vir, datt déi Clienten, déi sech laut deenen neien Dispositiounen am Fong strafbar gemaach hunn, net bestrooft ginn, wa si als Temoin hëlfechen, Mënschenhandel a Proxenetissem opzedecken.

An en drette wichtege Volet vum Projet de loi, mä d'Madamm Rapporteur huet dat jo och scho gesot, ass d'Depenalisatioun vum Racolage, wann en dann ebe just vu Leit gemaach ginn ass, déi eben Affer selwer sinn.

Här President, ech hu bis elo virun allem iwwert d'Affer vu Mënschenhandel an Zwangsprostituatioun geschwat. Et gëtt awer natierlech och Fraen a Männer, déi net direkt vun enger drëtter Persoun zur Prostitutioun gezwonge gi sinn, mä déi sech aus verschiddenen Ursachen, an déi och schonn ugeschwat gi sinn, op dës Aart a Weis Sue wëlle verdéngen. Et sinn dëst oft verzweifelt Mënschen, déi keen aneren Auswee méi gesinn. A si hunn oft hir regulär Aarbecht verluer, hu massiv Scholden oder hu keen Daach méi iwwert dem Kapp. An dat, wat een heiansdo a Filmer gesäit, wéi dat effektiv op eng versüßlecht Aart a Weis heiansdo duergestallt gëtt, dat ass net d'Realitéit. Net déi wierklech Realitéit vu Leit, déi och, souguer wa se net gezwonge sinn, dat do maachen.

Zuelen aus dem Ausland soen ons, datt et virun allem jonk Frae sinn, déi hir Schoul ofgebrach hunn a vun doheem fortgelaft sinn, déi am meeschte vum Risiko betraff sinn, iergendwann an der Prostitutioun ze landen. Etüden hu gewisen, datt d'Prostitutioun fir dës Meedercher zu engem Däiwelskrees gëtt, aus deem et ganz schwéier ass, erauszekommen. Si geroden un déi falsch Persounen, déi een zwangsleefeg an dësem Milieu begéint. Si verfallen oft an d'Drogensucht. Si leiden u massive psychologesche Problemer an um Enn ganz oft ent dësen Däiwelskrees och mat engem verfréiten Dout.

Déijéineg awer, déi et packen, sech iergendwéi aus dësem Däiwelskrees ze befreien, zeechnen en däischtert Bild vun hirem Vergaangenheet. A souguer déi, déi viru laanger Zäit eng Kéier fräiwëlleg ugefaangen hunn, loosse keen Zweifel drun, datt de Mythos vun enger glécklecher Prostituéierter, déi Spaass an hirem „Beruff“ hätt, wierklech e Mythos ass an allerhéchstens Realitéit am Kapp vu Clienten.

Här President, léif Kolleegen, dëst Gesetz ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. Onst Zil ass et, datt kee Mënsch ka gezwonge ginn, sech ze prostituéieren. An dëst Zil kënnen mer nëmme mat konsequenten, strofrechtlechen Instru-

menter maachen, déi mer ons mat dësem Gesetz ginn.

An op d'mannst genauou wichteg ewéi d'Modifikatioun vum Code pénal a vum Code de procédure pénale sinn awer och d'Volete vun der Präventioun a vun der Betreiwung vun den Affer. Den Ausbau vum Réseau vun de Streetworker, déi ganz gezielt mat Prostituierte schaffen, d'Ausschaffe vun enger Strategie EXIT an d'Sensibiliséierung, déi an de Schoulen ufänkt, fannen déi voll Ennerstetzung vun der Demokratescher Partei. An ech sinn dofir och frou, datt d'Plattform Prostitutioun mat dësem Projet de loi institutionaliséiert gëtt an déi néideg Aarbechte koordinéiere kann, an an där - an da schwätzen ech am Numm vun der Stad Lëtzebuerg och eng Realitéit un, déi d'Madamm Loschetter och gutt kennt -, an där mer ganz aktiv jo och matschaffen.

Oft gëtt gesot, d'Prostitutioun wier den eelste Beruff op der Welt. Ech fäerten, mer mussen esou realistesch sinn, datt trotz alle Mesuren d'Prostitutioun och an Zukunft e Sujet wäert sinn, deen ons nach oft wäert beschäftegen.

An der Stad Lëtzebuerg si mer besonnesch mat dësem Problem beschäftegt. Ech hunn et schonns am Debat virun dräi Joer op dëser Plaz gesot: D'Stroosseprostitutioun ass e Phänomen, dee sech hei am Land bal ausschlieslech op ee Quartier vun onser Hauptstadt limitéiert. An dëst huet sech an engem Moment esou staark entwéckelt, datt sech d'Prostitutioun souguer bis an d'Wunnquartieren ausgebreit hat.

Mir hunn doropshi ganz konkret Mesurë geholl, oft souguer einfach Mesuren, fir d'Zirkulatioun op eng Aart a Weis anzuschranken, datt eben de Verkéier vun de Freier net méiglech war. An dat huet ons - Dank och der Hëllef vun der Police an nach vu villen Akteuren aus dem soziale Feld - geholfen, déi Problematik, ech géif soen, besser am Griff ze halen. Mä et bleift awer nach ëmmer e Problem, dee mer fest am A mussen hunn. Datt et awer, wéi gesot, nach ëmmer Fraen a Männer gëtt, déi sech op onse Stroossen oder och soss enzwousch prostituieren, kann ons net zefriddestellen.

An dofir wëll ech ofschléissend, Här President, nach eng Kéier d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn, deen also de Lëtzeburger Modell ennersträicht, an eisen Accord ginn, an och nach eng Kéier der Rapportrice an de Kollegen aus der Kommission e grouse Merci soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här Roy Reding fir d'ADR.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll fir d'Alleréischte Merci soen dem Taina Bofferding. Ech hunn nach ni esou engutt a kloer a richtig a couragéiert Analys héiere vun engem Mehrheitsdeputéierten zu engem Gesetz, wat mir net wäerte matstëmmen. Mä d'Analys, besonnesch och vum Echec vum schwedesche Modell - an ech kommen nach drop - ass richtig, an ech hätt mer gewünscht, et hätte méi Leit sech dat dote virun deem Text hei zu Häerz geholl.

Dësen Text ass „mutton dressed as lamb“, et ass a gudder grénger Traditioun Etiketteschwindel. Et ass net, wéi d'Zeitungen titréiert hunn, en Text „entre deux genres“. Et ass keen „mélange de différents modèles“. Et ass keen Equilibre tëscht op där enger Säit enger legaler fräiwëlleger Prostitutioun, an op där anerer Säit engem verbuedene Proxenetismus am Kampf géint d'Traite des êtres humains, géint de Mënschenhandel. Et ass net, wéi de „Journal“ haut esou schéin titréiert: „Das Zwischending“. Et ass net: „Prostitution wird in Zukunft nicht richtig erlaubt, aber auch nicht richtig verboten sein.“ D'Wourecht ass dat net. Wier et och nëmmen usazweis esou, kéinte mir als ADR dermat d'accord sinn.

D'Rapportrice sot: „Hei gëtt d'Prostitutioun encadréiert.“ Neen, hei gëtt d'Prostitutioun guer net encadréiert. Hei gëtt eng eenzeg Saach gemaach, an dat ass eng nei Disposition pénale géint all Client, deen an Zukunft fënnf Joer Prisong riskéiert - dat ass net näischt! - a 50.000 Euro Geldstrof.

Wann ee Recours huet zu enger sexueller Dénegschlechung, duerch e Mann oder eng Fra, och wann déi nëmmen „de façon occasionnelle“ schafft, an hie woussst oder hätt wësse missen, do ass d'Gesetz relativ flou, datt déi „particulièrement vulnérable“ wier, datt se „en raison de sa situation administrative“ - „Weis mer emol d'Pass! Hues de eng Openthaltsgeneemung?“ -, „sa situation adminis-

trative illégale ou précaire, sa situation sociale précaire, un état de grossesse“ - „Sidd Der schwanger?“ Bon, bei männleche Prostituierten ass dat einfach, déi kënnen net schwanger sinn, mä bei aneren! -, „de sa maladie“ - Wat fir een Certificat médical muss ee sech virweise loosse? -, „de son infirmité, de sa déficience physique ou mentale“, also wann hien dat weess, oder hätt wësse missen, oder hätt wësse kënnen, kann hie vum Parquet poursuivéiert ginn a riskéiert fënnf Joer Prisong a 50.000 Euro Amende. Dat ass ganz einfach - a wann Der de Mutt gehat hätt, hätt Der dat gesot! - de schwedesche Modell, soss guer näischt. Et ass d'Interdiction pure et simple vun der Prostitutioun.

Well kee Client geet deen dote Risiko an oder en huet déi heite Ried net gelauschert. Et ass also net eng Responsabiliséierung vum Client, wéi den Här Roth et ee Moment gemengt huet, neen, et ass de schwedesche Modell. Et ass eng Interdiction, hien ass dem Parquet ausgelievert.

Wann Der dat also stëmmt, léif Kollegee vun der LSAP a vun der DP, nodeems Der d'Riede vum Taina Bofferding an och vum Lydie Polfer héieren hutt, da wësst Der, datt Der lech hei op e schlecht gréngt Gesetz alosst.

E schlecht Gesetz och, wat de Schutz, an do huet de Gilles Roth nodrécklech drop higewisen, vum Domicile a vun der Intimsphär ugeet. De Braz bretzt sech, dat Gesetz wier besser, et wier e Fortschritt par rapport zur Vergaangenheet.

(**Interruption**)

Den Här Braz! Mä et ass esou schéin, et ass esou poetesch: de Braz bretzt.

Den Här Braz bretzt sech, et wier besser, well dat Wuert „Débauche“ géif elo ewechfalen an esou weider. Neen, dat ass et net. De Gilles Roth huet ganz richtig gesot, datt en Hoteltzimmer eng Verlängerung ass vum Domicile. En huet mat Recht drop higewisen, datt eng „maison meublée“ net définéiert ass. Dat heescht, mir ginn hei dem Parquet d'Recht, ouni Kontroll an ouni Autorisatioun vum Untersuchungsrichter an en Domicile anzubriechen, vun deem hie mengt, do wier Prostitutioun, eppes, wat laut Aren Aussoen a priori duerch dat Gesetz hei net verbuede gëtt.

Dat ass dee falsche Wee. An op deem falsche Wee hutt Der den Avis gefrot vun enger Hällewull vun Organisatiounen, zum Beispill vum Komitee fir d'Droits de l'homme, dee seet: «La prostitution est une violation des droits humains.» E seet: «C'est une violence.» E seet: «C'est une atteinte à la dignité de la personne.» An: «C'est une exploitation des inégalités.»

Et hätt ee genauou gutt kënnen vun uewen erof soen: „Et ass d'Fräiheet vum Mënsch, iwwer sech selwer an iwwer säi Kierper ze bestëmmen.“ Wéi oft héiert een: „Mäi Bauch gehéiert mir!“ Mä och d'Entrée zu mengem Bauch gehéiert mir, an ech maachen dermat, wat ech wëll. Wien ass net gefrot ginn? Déi, déi net gefrot gi sinn, dat waren déi Betreffen.

Wéi et eng Kéier e Rapport gouf vun enger gewëssener Madamm Honeyball 2014 am Europäesche Parlament, hunn 1.013 professionell Organisatiounen e Brëif gemaach, wou se sot: «Le modèle suédois entraîne dans les faits la répression directe et indirecte de celles ou de ceux qu'il entend protéger. La volonté de pénaliser les clients des travailleurs sexuels, weiblich a männlech, «et le rapport de Madame Honeyball sont fondés non sur des faits, mais sur une idéologie.»

Wat een och feststellt an alle Rapporten, wann ee sech mat där Matière seriö beschäftegt, ass, datt ganz vill Organisatiounen drop hiweisen, datt de schwedesche Modell - déi héich Kriminalisatioun vum Client - derzou féiert, datt et bei manner Strofnoten zur Plainte kennt, geschweige dann zur Oplklärung. Firwat? Ma well ganz oft d'Clienté vu Sexarbeiter déi waren, déi op d'Mësstänn higewisen hunn op Hotliné vun der Police an esou weider.

Schliisslech seet d'„Manifest der Sexarbeiter und Sexarbeiterinnen in Europa“: „Wir fordern die vollständige Entkriminalisierung von Sexarbeit. Es gibt deutliche Belege dafür, dass das schwedische Modell und alle anderen Formen der Kriminalisierung von Sexarbeit Sexarbeiter*innen schaden. Das schwedische Modell drängt sie in die Armut, schwächt ihre Verhandlungsposition mit Kund*innen, bestraft sie, wenn sie zur eigenen Sicherheit zusammenarbeiten, vertreibt sie aus ihren Wohnungen und führt zu ihrer Abschiebung. Indem sie ihnen eine Organisation als Arbeiter*innen ermöglicht, reduziert eine Entkriminalisierung die Verletzlichkeit von Sexarbeiter*innen für ausbeuterische Arbeitspraktiken und Gewalt.“

Dat ass dee Wee, dee mir als ADR gewielt hätten, e wirkleche Schutz vun deene Schwa-

chen, e wirkleche Schutz géint Ausbeutung, an e wirkleche Kampf géint kriminelle Mënschenhandel.

Dëst ass en onéierlecht Gesetz. Well, amplaz ze wielen - an et kann ee béides argumentéieren - tëscht engem Verbuet an enger erlaabter Prostitutioun mat Reglementatioun, gëtt hei ee Mi-mi-Wee geholl, dee kee Mi-mi-Wee ass, duerch déi Conditions pénales, déi ech virdu virgelies hunn. Et ass och e schlecht Gesetz, well hei rechtsstaatlech Prinzipie mat Féiss getréppelt ginn. An dat heiten ass ganz bestëmmt eent vun deene Gesetzter, wat op d'Lëscht gehéiert vun deene Gambia-Legislatiounen, déi sollten a spéitstens engem Joer schnellstméiglech ofgeschafft ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Nächste Riedner ass den Här David Wagner fir déi Lénk. Här Wagner, wann ech gelift.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dëse Projet de loi, dee gehéiert zu där Kategorie vu Projet-de-loien, wou mir als Lénk eis et net ganz einfach gemaach hunn, fir eis Entscheidung ze treffen. Mir hunn intern driwwer diskutéiert, innerhalb vun eiser Aarbechtsgrupp Feminismus ass en haaptsächlech diskutéiert ginn. Dir wësst jo bestëmmt, datt net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä europawäit, fir net ze soe weltwäit, d'Froe vun der Prostitutioun bei méi lénke Bewegungen, bei Fraebewegungen, feministesche Bewegunge ganz kontrovers diskutéiert ginn, vun enger reglementarescher Approche bis zur abolitionistescher Approche. Mehrheetlech si mer als Lénk net der Meinung, datt déi abolitionistesche Approche déi richtig ass.

Mir hunn do mat engem sensibelen Thema ze dinn, dat ass scho gesot ginn. Ech mengen, et huet haaptsächlech och mat der Dignitéit vun de Betreffene selwer ze dinn. Virewech, et gëtt oft gesot, et wier deen eelste Beruff vun der Welt, ech mengen, dat ass eng anthropologesch Legend an domadder muss een opräumen. Wahrscheinlech ass dat net wouer, well fir iwwerhaapt e sexuelle Service ze verkafen, muss et e Client ginn, dee scho virun iwwer e gewëssene Kapital verfüegt.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Ech mengen och net, datt et zur humaner Natur gehéiert, fir dat ze maachen. De Problem ass awer och deen, datt grad déi, déi am meeschten dervunner beträff sinn, och déi sinn, déi een am mannsten héiert an der Debat, an dat sinn d'Prostituieret oder d'Sexarbeiterinnen. Et héiert een oft Männer, déi u sech d'Recht vun de Frae verdeedege wëllen, fir iwwer hire Kierper ze verfügen, wéi wann d'Prostitutioun e grouse Liewenschoix wier. Oft sinn et déiselwech, déi sech ofusquieren, wann eng Fra sech komplett verschleierte wëllt, well op eemol ass dat net méi d'fräi Verfügung iwwer den eegene Kierper. Dat ass schonn eng speziell Logik.

Et héiert een och Leit, oft aus guttbiergerlech Haus, an déi et och sincérem gitt mengen an de Prostituierten hëllef wëllen, a mengen, datt e Verbuet eppes géif bréngen. Ech wëilt just déi franséisch Feministin a Soziologin beim CNRS zitieren, d'Christine Delphy, déi geschriwwen huet: «La préention à sauver des femmes malgré elles et contre leur gré, sans reconnaître que la violence contre les enfants, les femmes, les colonisés, prend toujours pour excuse la débilite», am Sënn vun der Schwächt, «des victimes que le paternalisme a précédemment construite.»

Et gëtt natierlech och eng Spannung tëscht der Romantiséierung vun der Prostitutioun an enger Form vu Victimiséierung, déi keng Rücksicht hält op strukturell, gesellschaftlech an ekonomesch Ongerechtegkeeten, déi esou al si wéi de Wuerefetischismus, wéi d'Geldwirtschaft, an där mer liewen, an déi a villen Deeler och keng selbstbestimmte Sexualitéit erlaben. An dat ass dat, wat d'Zil misst sinn. Ech weess och net, ob d'Prostituieret vill vun der Compassioun vun der Bourgeoisie halen, well dorëms geet et net. Et geet em Gerechtegkeet.

Zur konkreter Situatioun hei zu Lëtzebuerg ass et schwéier Stellung ze huelen opgrond vun Daten oder vun Zuelen. Mä dat ass net nëmmen de Fall hei zu Lëtzebuerg. Dat huet schonn nëmmen domadder ze dinn, datt d'Prostitutioun an enger Zone d'ombre ofleeft. Dofir ass et net einfach, vu bausen doriwier ze schwätzen. Mir versichen awer, wäit ewech vun abstrakte moralesche Viruerteeler, d'Situatioun opgrond vun ekonomeschen a soziale Gegebenheeten anzuschätzen.

Éischtens: D'Sexarbeiter, meeschtens Fraen natierlech, heiansdo Männer, awer och Transgender-Leit, stamen am Prinzip aus dem ënneschten ekonomeschen Deel vun der Gesellschaft, et betrëfft also meeschtens Aarmer. Dat muss ee feststellen.

Zweetens: Hautzudaags besteet d'Majoritéit vun de Sexarbeiterinnen an Europa aus Fraen, déi aus Drëttstate kommen a keng regulär Situatioun hunn.

Drëttens: D'Subordinatioun vun de Fraen ass historesch, an d'Prostitutioun ass a groussen Deeler d'Konsequenz vun der Aarmut an der ekonomescher Prekaritéit, déi am Zesummenhang steet mat engem liberaliséierten Aarbechtsmaart. An dat gesäit een hautzudaags nach méi an enger Welt, wou de Kapitalismus globaliséiert ass a wou d'Prostitutioun haaptsächlech déi ärmste Populatiounen trëfft, déi duerch Misär a Krich an den Exil goe mussen.

An et gëtt och verschidde Profiller vu Sexarbeiterinnen. Et gëtt déi sougenannte Beschaffungsprostitutioun, déi a Verbindung ass mat der Toxikomanie, wat eng Konsequenz ass vun enger repressiver Drogenpolitik, déi iwwerall ëmmer scheitert, obwuel vill politesch Decideuren dat net wëllen agesinn.

Et gëtt Sexarbeiterinnen, déi tatsächlech vun der Prostitutioun liewen, well de Revenu méi interessant ass wéi eng regulär Aarbecht, wou de Revenu net duergeet, fir korrekt iwwert d'Ronnen ze kommen, zemoos wann ee wéineg Ausbildung huet, aus aarme Verhältnissen staamt a vläicht och nach alleng fir e Kand muss opkommen. An Dir wësst jo: Mamma kënnen ganz wäit goen an der Selbstopferung fir hir eege Kanner.

Zu Lëtzebuerg sinn eng grouss Partie vun de Sexarbeiterinnen Migrantinnen ouni regulär Situatioun. Si hu sech bei hire Passeure verschéllt an der Hoffnung, hei e bessert Liewe féieren ze kënnen, a si prostituieren sech, fir hir Scholde méi séier zréckzebezuolen. Vu datt se keen Titre de séjour hunn, kënnen se natierlech kenger regulärer Aarbecht nogoen. Si benefisieren natierlech net vun der Blue Card, déi nëmmen déi Privilegiéiert hunn, déi wëinstens 70.000 Euro am Joer verdénge kënnen an déi sech hei kënnen etabléieren.

Fir Aarmer ass et ëmmer méi schwéier, sech hei ze etabléieren. An oft bedeit dat, datt se weiderhin an der Aarmut bleiwen, an, deemo wéi, heescht dat bei Fraen Prostitutioun. Ech mengen, dat d'äerf een och net vergiessen.

Dofir ass et och kee Wonner, datt dës Frae ganz schnell an den Hänn vu Proxenetë landen, déi hinnen eng Wunnung an och eng Form vu Sécherheet vis-à-vis vun polizeileche Contrôle ubidden. Et ass also e Fantasem ze mengen, datt d'Prostitutioun eng Entscheidung aus fräie Stécker wier - am Kapitalismus ass d'Fräiheet de Privileeg vun de Räichen - oder, nach manner, en Divertissement, mä si entsteet aus enger Dynamik vu sozialer Detresse, déi engem et ëmmer méi schwéier mécht, fir erauszeklimmen.

Mir hunn awer den Androck als Lénk, datt dëse Projet de loi iwwert déi Situatioun ewechgeet - och wann e sech an engem Plan d'action national abett, dee mer awer nach musse méi konkret kennen -, datt fir déi allermeescht Sexarbeiterinnen d'Prostitutioun hir Haaptrevenuequell ass, déi et hinnen erméiglecht, ze liewen oder ze iwwerliewen.

Andeems een ëmmer méi d'Clienten an d'Sexarbeiterinnen penaliséiert - well iergendwéi hânt dat mateneen zesummen -, huet ee strictement näischt un hirer ekonomescher a sozialer Situatioun geännert, geschweige se verbessert. An ech mengen, et besteet souguer d'Gefor - ech hoffen, datt et net de Fall wäert sinn, mä et besteet d'Gefor, wann dës Gesetzgebung géif ugeholl ginn -, datt d'Situatioun vun de Prostituiéiert sech vläicht souguer nach verschlechtert kéint.

Well de Problem ass deen, datt déi verschidde Mesuren an dësem Projet de loi a Wirklecheet e Modell duerstellen, dee weiderhin eng Form vu Repressioun vu Prostituiéiert an hire Clienté verschäerft. De Racolage an de Recours à la prostitution bleiwen weiderhin en Delikt, mä et gëtt esou schwéier, fir et ze beweisen, an déi nei erweidert polizeilech Méiglechkeete riskéieren, entweder guer net stattzufannen, well net genuch Indices notoires do sinn, oder awer derzou ze féieren, datt d'Prostituieret sech nach méi isoléieren.

Et ass net de schwedesche Modell, dat heiten, mä et kéint e bëssen drun erënneren an indirekt dozou féieren. An de Problem ass jo deen, datt grad d'Leit, déi an enger Situation de vulnérabilité sinn, jo net selwer och hir Vulnerabilitéit wäerte beim Client präisginn, well dat déi ganz Logik jo géif a Fro stellen. Déi Fraen a Männer musse jo leider dovunnen liewen.

Fir derfir ze suergen, datt kee Mënsch sech méi gezwonge gesäit, sech ze prostituieren, fir ze liewen oder ze iwwerliewen, well dorëms geet et jo, misst een a Wirklecheet fir d'Éischt emol och eng ganz Rei Mesuren huelen, déi allgemeng d'Aarmut bekämpfen. Ech mengen, et ass eng gesellschaftlech Problematik, déi sech stellt.

A fir d'Aarmut ze bekämpfen, geet et zum Beispill doréms, dass d'Léin esou héich sinn - een-deiteg méi héich -, datt eng Partie Fraen, déi an enger prekärer Situatioun sinn, net méi en Avantage gesinn, sech ze prostituéieren par rapport zu enger regulärer Aarbecht, fir iwwert d'Ronnen ze kommen. Do ass d'Fro vum Mindestloun, déi sech stellt. Do ass d'Fro, ee ganze Froekomplex, vum Logement, déi sech stellt. Do ass d'Fro vum Chômage, déi sech stellt.

Awer et dierf een net vergiessen, ech hu virdu geschwat vum de Fraen, déi an enger irregulärer Situatioun sinn: Et muss een och vun enger Regulariséierung vun de Leit diskutéieren, déi an enger irregulärer Situatioun sinn, well grad déi Situatioun verschärft jo d'Situatioun vun de Fraen, déi keng Pabeieren hunn an ausgeliewert sinn an och keng Aarbecht kenne fannen, wéi sech weiderhin ze prostituéieren.

Mir mengen, et muss een derfir suergen, d'Prostitutioun ganz einfach aus dem kriminelle Beräich erauszuhuelen an och d'Fro vum Racolage erëm ofzeschaffen, an dat esou reglementéieren, datt een d'Sécherheet an d'Ausübungsfräiheet vun de Prostituéeierte ka garantéieren, nieft all deenen ekonomesche Mesuren an anere Mesurë géint de Proxenetismus, déi een och nach muss huelen.

Ech mengen, entweder ass een abolitionistesesch, wourunner mir net gleewen, well et d'Situatioun vun de Prostituéeiert net verbessert, a wat och vu ville Prostituéeiert, déi sech am Ausland a Gewerkschaften organiséiert kréien, ofgeleent gëtt, oder et geet een a Richtung vun engem legale Statut, deen och en Accès un d'Sécurité sociale, wann een dat ausüübt, bitt a souguer d'Dier opmécht, fir sech och legal an deemno wéi gewerkschaftlech ze organiséieren.

Et gëtt nach vill aner Mesuren, déi ee muss huelle géint de Menschenhandel. Ech denken do un Tracfin wéi a Frankräich, also e Service de traitement du renseignement et action contre les circuits financiers clandestins. An et kéint ee sech jo och nach iwwerleeën, awéifern een d'Finanzfluxe kéint kontrolléieren, déi iwwert d'Grenze ginn. Dat betrëfft och d'Douanen, wou jo keng Kontroll besteet ënner 10.000 Euro. An oft ass et jo esou, datt déi Fluxe jo en espèce gemaach ginn an net elektronesch, well dat méi sécher ass fir d'Proxeneten, an datt do Wallissen, oder emol keng Wallissen, mä u sech datt 500-Euro-Schäiner esou transitéieren.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Wagner, Dir sidd scho Minutten iwwer...

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Oh jo, ech sinn e bëssen driwwer. Entschëllegt, Madamm Presidentin! Aus deenen Ursachen hu mer beschloss als Lénk, datt mer dësem Projet de loi net eis Zoustëmmung wäerte ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Wagner. Als leschten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*).- Merci, Madamm Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho vill gesot ginn zu dësem Projet de loi, mä op e komplexe Phenomeen wéi deem vun der Prostitutioun gëtt et keng einfach Solutioun. Dat weist d'Rapport vum Josée Lorsché, e gudde Rapport vum Josée Lorsché. Dat weist d'Debatt haut an der Chamber. Dat weist och schonn eis Debatt vun 2015 an d'Konklusiounen vun der Plattform Prostitutioun.

Et weist sech och, dass mer schonn eleng nëmmen an eisen Nopeschlänner drai verschidde Modeller hunn, op déi d'Madamm Lorsché och schonn agaangen ass. An dat weist, an et ass jiddwerengem, mengen ech, evident, dass mer an engem klengem Land wéi Lëtzebuerg net kënnen Abstraktioun maache vun där Realitéit.

Ech mengen, dass dëse Projet de loi e gudden, differenziéiert Projet ass, deen eis Gesellschaft lues a lues preparéiert op en Objectif, wat mir och als LSAP wëllen, nämlech eng Gesellschaft ouni Prostitutioun, wou d'Leit, wou d'Fraen an d'Männer sech net méi mussen prostituéieren. Mä dat ass e laange Prozess. A mir mengen, dass dëse Projet de loi dozou bäidréit.

Ee vun de Piliere vun dësem Gesetz, an dat ass deen, op deen ech gären hei wëll agoen, dat ass de Volet pénal, de Volet de procédure pénale, zu deem ech gäre géif eng Partie Saache soen an och vläicht op eng Partie Punkten agoen, déi haut an dëser Debatt abordéiert gi sinn.

Fir d'Éischt wëll ech soen, dass mer als LSAP d'Responsabiliséierung vum Client ausdrécklech begrëssen. Deen Aspekt vum schwedesche Modell ass definitiv e Schrëtt an déi richteg Richtung. De Fait, dass d'Clienten haut

net méi dierfe mat Prostituéeiert sexuell Relatiounen hunn, déi entweder mineur sinn oder an engem Rapport vu Vulnerabilitéit sinn oder Victime si vun der Traite, ass eng gutt Saach.

An all deene Leit, déi soen: „Mä wéi fannen ech dat dann eraus? Dat ass jo onméiglech!“, deene sief gesot, an ech soen dat och als e Gärer Jong, deen all Dag laanscht esou Leit geet, dass dat, mengen ech, net ëmmer esou schwéier ass erauszefannen. Wann ee laanscht déi Meedercher geet op der Hollerecher Strooss oder am Gärer Quartier, dat si Leit, déi ganz offensichtlech Victime si vun Traite, vu Menschenhandel. An do brauch ee sech net ganz vill Froen ze stellen, fir esou eppes erauszefannen.

Fir all déi aner Fäll, Meedercher a Schampesbaren, och an Appartementer, mat deene Leit kann een och schwätzen an, jo, ech mengen, dat wär keng Zoomuddung, fir vläicht och emol heiansdo engem e Pass ze froen oder eng Carte d'identité, fir ze gesinn, ob et iwwerhaupt nach eng Pièce d'identité huet oder ob et déi och ofgeholl krut vu sengem Zuhälter.

Mir begrëssen och d'Ausnam fir Clienten, fir dass se kënnen aussoe géint d'Zuhälter an dass se dofir net strofbar sinn. Den Här Roth huet vun enger Omertà geschwat, déi géif mat sech bréngen, dass kee géif aussoen an esou Prozeduren. Mä ech mengen, dat hei ass justement eng Dispositioun, mat där ee ka bewierken, dass justement Clienten, fir sech ze disculpéieren, emol kënnen aussoen an esou Prozedure géint Menschenhändler, géint Proxeneten an eben dann doduerch net schëlleg gesprach ginn. Dat ass eng Aart Whistleblowing am Beräich vun der Prostitutioun, déi een op alle Fall muss begrëssen.

Mir begrëssen och déi Mesure, déi mat sech bréngt, dass d'Prostituéeiert, déi Victime si vu Menschenhandel, net méi mat Racolage kenne beschëllegt ginn. Dat heescht, dass déi Ordonnance-pénalen, déi déi Meedercher, déi op der Strooss sinn, haaptsächlech betreffen - dat heescht, déi Schwächsten an deem ganze Prostitutionsbusiness -, dass déi dann net och nach mussen riskéieren, wéinst Racolage eng Ordonnance pénale vu 500 Euro ze kréien. Dat ass och eng ganz gutt Saach.

Eis Proposition de loi, déi ech sengerzäit gemaach hat, zesumme mam Taina Bofferding, mam Marc Angel, wéi mer d'Debatt haten 2015, ass an dësem Projet de loi iwwerholl ginn. Dat ass déi nei Infraktioun am Code pénal, wa Fraen, Leit, de Pass ofgeholl kréien oder eng Pièce d'identité ofgeholl kréien. Dat ass, wéi mer all wëssen, e Bestandteil vum Menschenhandel. Dat ass iwwerholl ginn. Dat begrësse mer natierlech ausdrécklech. An ech mengen, dat wär och en interessant Instrument am Kampf géint de Menschenhandel.

Bon, an da wollt ech nach e puer Saache soen, déi scho vun der Madamm Polfer och gesot gi sinn, en réponse zu deem, wat den CSV-Spriecher, de Gilles Roth, hei sot iwwert dee faméisen Droit d'entrée. Et ass esou, dass effektiv an deem aktuellen Text et jo esou ass, dass d'Police judiciaire u sech iwwerall ka goen. Dat heescht, si huet e generellen Droit d'entrée, wann et Indicé gëtt vun notoire Debauche, wat e schwammege Begrëff ass, wou mer recommandéiert krute vum Statsrot, mä och vun den Autorités judiciaires, dass mer e sollen eraushuelen aus dem Gesetz. Dat ass och geschitt.

An den Här Roth ass des Längeren agaangen op den initiale Projet de loi, den initialen Exposé des motifs an den initialen Text. Mä ech mengen, et hätt em gutt zu Gesiicht gestanen an et hätt och enger gewëssener intellektueller Eierlechkeet entsprach, wann en och op d'Travaux parlementaires agaange wär an op dat, wat duerno mat deem Text geschitt ass.

Mä mir maache jo haut...

(Interruptions)

...awer en Ennerscheid tëscht deene Fäll, wou d'Police judiciaire an en Domicile privé kann eragoen, wou mussen Indices certains, précis et concordants virleie vu Proxenetismus, fir dass deen Droit d'entrée kann exercéiert ginn. Natierlech ëmmer mam Accord vum Procureur. An dat ass an eisen Ae genuch Garde-fou, fir esou e Pouvoir kënnen ze exercéieren.

Deen zweete Cas de figure ass dee vun de Lieux publics, dat ass den zweeten Alinea vum Artikel 11, den zweeten Deel vum Artikel 11 Alinea 4, Code de procédure pénale, dat sinn déi Lieux publics, wou dann och déi faméis Maison-meubléeën derbäi sinn. An do dierf d'Police judiciaire eragoen, nach eng Kéier mam Accord vum Procureur général, wa se constatéiert, dass do „des personnes se livrant à la prostitution y sont reçues habituellement“. Dat sinn zwee Cas-de-figures. Déi Maisons meublées, krute mer gesot vum Parquet, si Lieux publics, dat si keng privat Zëmmeren. Dat sinn des Lieux ouverts au public. An ech

mengen, och domadder wär do genuch Garde-fou agebaut.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Fayot, wann ech gelift, Dir musst e bësse schnell maachen!

► **M. Franz Fayot** (*LSAP*).- Jo. Ech kommen zu engem Schluss. Ech géif just gäre soen, dass mer hei awer constatéieren, an ech wëll elo net polemiséieren, dass an där Ried vum CSV-Spriecher engersäits eng Lanz gebrach gëtt fir de schwedesche Modell, fir d'Fraerechter, wou gesot gëtt: „Kommt, mir halen op mat der Prostitutioun, dat ass net gutt!“, an dann an engem zweeten Deel vu senger Ried eng vill méi vibrant Lanz gebrach gëtt géint déi Mesure vum Droit d'entrée, déi jo eigentlech awer eng staark Mesure ass géint de Proxenetismus, déi et der Police erlaabt, fir géint de Proxenetismus virzegoen an déi, mengen ech, en Häerzstéck ass vun dësem Projet de loi.

An ech mengen, déi zwou Saache kritt een net richteg ënner en Hutt. Do kann een eng grouss Vollekspartei sinn, mat ville verschidde Meinungen: Dee Spagat reusséiert och lech net. An dat versti mir op alle Fall net.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci dem Här Fayot. Ech hunn elo kee Riedner méi ageschriwwen. Da géif ech elo dem Här Justizminister Félix Braz direkt d'Wuert ginn. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Merci, Madamm Presidentin. Merci als Éischt och un d'Rapportrice fir hire ganz komplette schrëftlechen an och mündleche Rapport. Merci och all deenen, déi sech de Mëtten an d'Diskusioun abruecht hunn, déi mat Ennerstëtzung an déi mat manner Ennerstëtzung.

D'Debatt hei am Land iwwert d'Prostitutioun ass net nei! An déi, déi scho méi laang d'Politik suivéieren oder Member si vun der Chamber, déi hu scho vill Debatten dobaussen iwwert d'Prostitutioun matgemaach, wéi een domadder soll ëmgoen. Et si Proposition-de-loie gemaach ginn, et si Rapporte gemaach ginn. Mä et ass ganz laang hier, dass iergendeen eppes geännert huet, ganz laang hier, dass mer driwwer schwätzen an näischt maachen!

Haut ass et fir d'Éischt, zënter ganz Laangem, dass eng Majoritéit an eng Regierung an dëser Matière eng Annerung virbréngt. An all déi, déi sech beschwéiert hunn iwwert déi Annerung, déi mer elo maachen, sinn der lauter, déi bei all deenen Debate vu virdrun, déi schonn an der Chamber gefouert gi sinn, an déi zu där Zäit och nach vläicht an enger Partei waren, déi de Justizminister gestallt huet, all déi Rendez-vous verpasst hunn, fir zum Beispill am Code de procédure pénale, deemools nach CIC, eppes ze änneren.

Dat, mengen ech, muss een dierfe rappéléieren, fir dass et awer och e bëssen eng fair Debatt gëtt.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Dat, wat mer haut diskutéieren an decidéieren, geet net zréck op eng Iddi nëmme vun enger Regierung, déi aus iergendwéi geartete politesche Grënn probéiert, sech eppes do ze bastelen. Dat hei geet zréck op eng Initiativ, déi am Oktober 2012 geholl ginn ass, wou déi sougenannten national Plattform Prostitutioun agesat ginn ass, wou Ministären dra vertruete sinn, de Parquet général, d'Polize, awer och den dropl an d'Aidsberodung vum Roude Kräiz an déi sozial Servicer vun der Stad Lëtzebuerg.

Déi hunn zesummen eng Analys gemaach vun der Lëtzebuerger Situatioun an eng Analys gemaach vun deene Modeller, déi et esou hei an Europa an och méi wäit ewech gëtt, awer Haaptsaach an Europa. An den Här Fayot huet ganz zu Recht drop higewisen, dass een net wäit brauch ze goen, fir direkt drai verschidde Approchen zu dëser Fro ze fannen an eisen direkten Nopeschlänner, och wann am meeschten iwwer Schweden geschwat gëtt. Ronderëm sinn drai Länner an drai verschidde Approchen!

Opgrond vun deene Konklusiounen a vun deenen Analysen, déi do gemaach gi sinn, net vun enger Regierung, mä vun deene Leit, déi um Terrain domadder schaffen, an der Begleedung, an der Poursuite vun den Infraktiounen, ass d'Konklusioun gewiescht - an déi ass hei an der Chamber 2015 diskutéiert ginn -, dass et kee Modell gëtt, dee mer nëmme brauchen ofzeschreiwen. Et gëtt awer vill Plädoyere fir deen een oder aneren där Modeller.

Fir d'Regierung wär et einfach gewiescht an et hätt net vill Courage gebraucht, ee vun deenen ze iwwerhuelen, wa méiglech deen, deen an der öffentlecher Debatt déi meeschten Zoustëmmung huet, dann hätt ee vläicht Applaus

kritt. Mä opgrond vun den Analysen, déi gemaach gi sinn, si mer der éierlecher Iwwerzeugung, dass dat keng passend Antwert op dat gëtt, wat Lëtzebuerg an dëser Fro, mat eise Spezifisitéiten, ausmécht.

Et geet em Resultater, net em Maache-wéiwann. Dofir wëll ech och net, dass mer ze vill eng Debatt iwwer Moral heibannen op dëser Fro féieren, well mir si ganz séier bei der Debatt vun der Duebelmoral op dëser Fro. Eis als Regierung interesséiere Resultater, déi deenen hëllefen, déi d'Hëllef tatsächlech och brauchen.

Mir hunn dofir eis e puer Ziler ginn, déi mer mat dëser Demarche poursuivéieren:

- d'Reduktioun vu Gewalt géint männlech oder weiblech Prostituéeiert,

- d'Protektioun vun de Mannerjäregen,

- eng besser Kollaboratioun tëscht den öffentlechen Akteuren, y compris wat d'Zusammenaarbecht mam sougenannte Comité Traite betrëfft,

- d'Verbesserung vum Encadrement vun deene Leit, déi an der Prostitutioun sinn, Encadrement au profit vun der Santé, awer och vun hirer Sécherheet,

- d'Ausschaffe vun engem sougenannten EXIT-Konzept oder enger Exit Strategy,

- d'Verbesserung vum Streetworking, wou d'Stad Lëtzebuerg eng ganz wichteg Roll spillt. Ech wëll der Buergermeeschtesch och dofir elo schonn ausdrécklech fir hir ganz aktiv Roll an dësem Dossier, an déi ass net nei, Merci soen.

Dofir hu mer eis e Plang a fënnf Punkte ginn. Deen éischte Punkt ass deen iwwert de verbesserten Encadrement psychosocial vun de Prostituéierten, dat Zweet ass d'Exit Strategy, dat Drëtt ass d'Mise en œuvre vum Programm iwwert d'Education sexuelle et affective an dat Véiert de Renforcement vun der Kooperatioun vun den öffentlechen Akteuren; an d'Madamm Mutsch wäert duerno am Detail, an där kuerzer Zäit, déi mer hunn, probéieren drop anzegoen.

Dee fënnefte Punkt, dat ass deen, dee mer haut diskutéieren - nëmme deen fënneften, ee vu fënnef! -, wou mer och net, och wann dat natierlech dat permanent Stéchwuert ass, eigentlech direkt iwwert d'Prostitutioun schwätzen, haut, well d'Prostitutioun war a bleift zu Lëtzebuerg legal. Den Text, dee mer haut diskutéieren, mäi Rôle als Justizminister ass, iwwert dat ze diskutéieren, wat illegal ass, wat mer net wëllen akzeptéieren, wat mer net wëllen hunn a wéi mer eis procedural dobäi uleeën.

Et ass also eng Debatt iwwer e Projet de loi, wou mer iwwert d'Zuhältere a Menschenhandel schwätzen, well mer dat net wëllen a well mer d'Lutte dergéint wëlle verbessern, fir mer der Meinung sinn, dass et do Spillraum fir Verbesserung geëtt. Et geet net duer, driwwer ze schwätzen, et geet net duer, ze fannen, dass Menschenhandel eng ganz besonnesch ruckelzeg Form vu Kriminalitéit ass, et geet net duer, ze soen, dass d'Zuhältere eppes ass, wat mer net wëllen. Da muss een och reell an net nëmme theoretesch, an da sinn ech schonn no beim Här Roth senger Interventioun, muss ee reell an net nëmme theoretesch sech mat deenen dote Froen ofginn.

A mir wëssen, dass dat net einfach ass, wa mer och kucken, ONGen an international Associationen, déi sech mat där Fro hei och intensiv beschäftegt hunn, kommen aus deeneselwechte gutt gemengte Grënn zu ganz ennerschiddleche Konklusiounen!

Kommt, mir huelen hei am Land d'CCDH, déi plädéiert fir de sougenannte schwedesche Modell! Op där anerer Säit hu mer Amnesty International, déi aus deeneselwechte gudden Intentionen, déi een absolutt kann novollzéien, zu där diametral opposéierter Konklusioun kënnt a seet: „Neen, d'Léisung besteet doranner, alles ze erlaben. Domat entsteet total Transparenz. An da kann een och vill besser op alles awierken.“ Et ass also net esou einfach.

A wa mer alleguerten heibanne soen, wéi et an deenen eegene Reien op dëse Froen och zougeet, da gëtt et och do ennerschiddlech Vuen, obwuel een eigentlech an der Finalitéit oft datselwecht wëllt! Dat ass och de Fall bei der CSV. Et ass virdu scho gesot ginn. An ennerschiddleche Kommissiounen gi ganz ennerschiddlech Plädoyere gehalen. An den Här Roth huet hei mat engem Seeldanz probéiert, jiddwieren ze menagéieren, fir dass keen aus den eegene Reien opsteet a seet, dass et do an der CSV mindestens zwou verschidde Meinunge gëtt.

Ech géif lech dat net reprochéieren. An ech maachen et och net, well et ass eng schwiereg Fro! An dass et do divergent a gutt gemengte

Meenunge gëtt, ass op dëser Fro net verwon-
nerlech.

Mech stéiert awer, Här President, wa probéiert
gëtt..., obwuel een um Fong mat eigentlech
allem d'accord ass, d'CSV huet dat och gesot,
d'Modifikatioun vum Code pénal ginn all vum
Här Roth a vun der CSV-Fraktioun ënnerstëtzt -
déi éischt, déi mer zënter ganz laange Joren
iwwerhaapt emol eng Kéier maachen, dass eng
Regierung sech traue, eppes ze maachen -, déi
ginn all ënnerstëtzt, net vun der ADR, awer
wuel vun der CSV. Dat ass d'Substanz. An da
gëtt hei eng riseg Debatt lassgekappt iwwert
de Code de procédure pénale.

An do muss ech awer soen, dass de Kollege
Roth awer eng zumindest lacunaire, fragmen-
téiert Duerstellung mécht, à la carte, esou wéi
et en arrangéiert, an e kënnt haut och zu - fir
hien! - Konklusiounen, ech kann lech awer
soen, dass an der ganzer Debatt an der Com-
mission juridique dat awer, fir et fäin ausze-
drécken, eng Slalomfaart war vun der CSV-
Fraktioun bei dësem Projet, bis se dann eng
ofschléissend Positioun konnt anhuelen.

An ech wëll op e puer Punkten awer och
agoen. D'Madamm Polfer an och den Här
Fayot hu ganz zu Recht drop higewisen, wat
d'Situatioun haut ass. Et ass also net wéi em-
mer nees probéiert gëtt duerstellen, dass mer
haut amgaange sinn, en Droit d'accès fir d'Po-
lice ze schafen, dass d'Polizei bei d'Leit einfach
esou kann doheem eragoen.

Dat, léif Kollegeginnen a Kollegen, ass dat, wat
mer zënter Jorzéngte schonn hunn am Code
de procédure pénale a wou ni een drugang
ass, fir dat ze änneren! Dat hu mer haut. Haut
kann an all Plaz, op de simple Verdacht vun
Debauche hin, do intervenéiert ginn, nëmme
vun der Polizei.

An Zukunft, nom Vott haut de Mëtteg vun dë-
sem Text, ass dat eriwuer. An Zukunft hu mer e
rechtsstaatlech korrekten Encadrement, deen
den Här Roth probéiert, ganz negativ ze
bewäerten, deen awer vum Statsrot och vali-
diert ginn ass. Nodeems genee deen dote
Punkt laang an intensiv diskutéiert gi war, sot
de Statsrot: „Dat do ass okay. Do ass keng Op-
position formelle méi. Esou kann dat haut ge-
stëmmt ginn.“

An Zukunft maache mer en Ënnerscheid
tëschen de Lieux ouverts au public an anere
Plazen, wou och en Domicile kann drafalen. An
de Parquet général ass an d'Juridique (veuillez
lire: an d'Commission juridique) komm, Enn Ja-
nuar, well och do Doute soulevéiert gi sinn, fir
déi all ze widderleeën, fir kloer ze soen: Et ass
eendeitig, dass deen Alinea mat de Lieux ou-
verts au public an alles, wat dosteet, fran-
séischen Text, dass dat kloer à l'exclusion vun
dem Domicile oder Aänlechtem ass. Ganz een-
deitig! Do brauch een also net nach ze ma-
chen, wéi wann do Doute wieren. Déi sinn al-
leguere levéiert ginn a bestätegt, net vum Mi-
nistère, mä vum Parquet général, dee kloer
seng Interpretatioun dovunner ginn huet.

(Interruption)

Et ass de Parquet général. Deen huet seng In-
terpretatioun ginn.

Zweete Punkt, deen aneren Alinea, wou mer
elo soen, do fällt den Domicile mat drënner. Do
däerf haut d'Polizei op de simple Verdacht vun
Debauche hin eran. An Zukunft ass et net ge-
doe mat Debauche, an Zukunft geet et em
Proxenetissem, also d'Infraktioun, well dat ass
déi eenzeg Infraktioun, déi mer kennen, nieft
der Zuhälterei. An Zukunft muss also Proxene-
tisssem virleien an do muss et net nëmme ier-
gende vage Verdacht ginn, do mussen et „d'in-
dices certains, précis et concordants“ sinn. Och
dat ass eng Verschäerfung par rapport zu haut.

Drëttens kënnt derbäi, dass och an Zukunft de
Procureur eng Autorisatioun...

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.
Wann Der erlaabt...?

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Ech
wäre frou, ech hu kee Problem, um Enn dem
Här Roth ze äntwerten, ech maachen, genau
wéi hien, mäin Développement gäre fäerdeg.

An Zukunft muss och de Procureur au préalable
eng Autorisatioun ginn. Dat ass also grad op
deem dote Punkt eng drastesch Verbesserung,
déi geschitt a wou deen Text, deen haut ge-
stëmmt gëtt, deenen Uspréich do gerecht gëtt.

Op deem zweeten Alinea, wou also Lieux ou-
verts au public nëmme gemengt sinn, do gëtt
eng Opzielung gemaach. Dir argumentéiert
mat der Drogegesetzgebung. Ech wëll och do-
fir nach eng Kéier drop äntwerten an lech rap-

peléieren, dass an der Drogegesetzgebung déi
Dispositiounen net nëmme do si fir en Droit
d'entrée, mä och fir Perquisitioun a fir Saisie.
Do ass dann den Untersuchungsriichter. An ei-
sem Dispositif geet et nëmme em en Droit
d'entrée, wat mer a ganz ville Legislatiounen
kennen, wou an aller Regel emol net e Procureur
d'Autorisatioun muss ginn.

Dat sinn och professionell Lokaler an der Re-
stauratioun oder Kompetenz vun der Douane,
do geet een och a Lieux ouverts au public, do
ass emol net eng Autorisation préalable vum
Procureur verlang. An dëser Gesetzgebung
ass dat awer an Zukunft de Fall.

Dat si qualitativ Ënnerscheeder. An, Här Roth,
deen Text, deen haut zur Ofstëmmung kënnt,
dee gëtt et och a Frankräich! A Frankräich ass
net nëmme en Droit d'entrée do viséiert, mä
och d'Saisie an och d'Perquisitioun. An a Frank-
räich ass emol net eng Autorisation préalable
vum Procureur gefrot!

Dofir, déi Duerstellung, dass mer hei amgaange
wieren, elo eppes besonnesch Grujeleges anze-
féieren, ass faktesch einfach nëmme falsch. Mir
maachen eng drastesch Verbesserung, grad aus
rechtsstaatleche Bléckwénkel, op dese Froen an
hunnt dat och dofir vum Statsrot validéiert kritt.

Ech wëll dofir soen, Här President, a menger
Konklusioun, dass ech mengen, dass sech hei
wierklech fir d'éischte Kéier zënter Laangem
getraut gëtt, eppes ze maachen. Et ass och kee
minimale Konsens, deen hei gemaach gëtt. Et
ass en eegestännege Modell, wou et Courage
brauch, deen dann och ze assuméieren, well et
ass d'Resultat vun eiser eegener Demarche an
eisen eegene Gedanken.

An deenen, déi den Text net stëmmen, wëll
ech soen: Ech hu munches héieren, wat lech
net gefält, mä et huet keen, och nëmme mat
engem Wuert, gesot, wéi een et anescht soll
maachen!

► **Plusieurs voix**.- Ooh!

► **D'autres voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Den
Här Roth huet d'Wuert.

(Interruptions)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, Här President,
wann Der erlaabt...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo, de
Minister ka vu senger Plaz aus äntwerten.

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Jo, jo, Parole après
ministre. Mir sinn duerchaus d'accord, an dat
hu mer och begréisst, dass do weider Strofbes-
tëmmunge komm sinn - ech mengen, dat
stellt och hei, mat Ausnam vläicht vun der
ADR, keen a Fro -, wat den Abus de faiblesse
ubelaangt a wat sexuell Handlung mat Man-
nerjäregen ubelaangt.

Mä grad déi Explikatiounen, déi de Minister elo
zum Schluss ginn huet, déi soen eigentlech,
dass guer keng Klorheet besteet. An ech ginn
lech och ganz einfach d'Beispill, dass dat esou
ass.

De Minister mécht, mat Recht, eng Distinc-
tioun tëschen deem, wat Proxenetissem ube-
laangt. Dat ass en Alinea fir sech, wou de
Statsrot selwer proposéiert huet a gesot huet:
„Mir maache keng Opposition formelle“ - mä
Proxenetissem, heint! - „Mir maache keng Op-
position formelle méi, wann do «indices cer-
tains, précis et concordants» sinn.“ Domat
kënne mir liewen, well et em Proxenetissem
geet, also eng grav Strofdot.

Do, wou Der eng schwammeg Ausso gemaach
hutt a wou mir gäre Präzisiounen hätten, dat
ass grad bei deem, wat Dir nennt „lieux ou-
verts au public“. An Dir hutt an Ärer Argumen-
tatioun elo just do vu Maisons meublées ge-
schwat, wou Der gesot hutt, de Parquet, deen
interpretéiert dat och esou.

Här Minister, mir sinn hei am Parlament! Mir
sinn hei als Gesetzgeber zoustänneg, fir Texter
ze maachen, déi de Parquet net ze interpretéie-
ren huet, mä de Parquet ze applizéieren huet!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- An dat ass eng
wesentlech Ëmännerung, wou d'Responsabili-
téit vun dem Parlament ass!

A wann Dir sot, eng Maison meublée - hätt de
Parquet interpretéiert -, déi wier ouvert au pu-
blic: Mä eng Maison meublée, an Dir wësst dat
ganz genee, dass den Droit pénal d'interpréta-
tion stricte ass, an eng Maison meublée, do
steet net eng „maison meublée ouverte au pu-
blic“!

An der Justizkommissioun ass d'Motivatioun
komm a gesot ginn: „Majo, bei enger Maison
meublée, do fällt zum Beispill eppes drënner
wéi eng Chambre d'hôtes.“ Mä dat steet net
do!

An dat, wat Der wuel wëssend net gesot hutt,
dat ass dat Exempel vun engem Hotel. Mä Dir

maacht awer der Chamber an de Leit dobaus-
sen, och als Justizminister an och mat enger In-
terpretatioun, déi de Parquet gesot huet, net
vir, dass en Hotelszëmmer ouvert au public
wier!

Firwat bezuelt Der dann, dass Der en Ho-
telszëmmer huet? Da kéint Der och en Dortoir
huelen, wou d'Leit hignin!

(Hilarité)

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- An da kommen ech
op Äre Punkt. Dir hutt gesot, an Dir hutt iwwer-
holl, an dat ass aus..., Dir hutt gesot oder
den Här Fayot, d'intellektuell Eierlechkeet géif
verlaangen, dass een all Travaux parlementaires
gekuckt hätt. Ech hunn déi all gekuckt, Här
Fayot!

En notamment den Avis complémentaire vun
dem Parquet général, wou ech muss soen, dass
et awer schonn e bësse bizarre ass, dass en Do-
cument parlementaire kënnt, wou en Avocat
oder e Premier avocat général enger Madame
le Conseiller aus dem Justizministère schreift.
An do ass... An ech maachen lech perséinlech
emol kee Feeler doraus, ech mengen, dass do
éierlech gesot de Feeler ënnerlaf ass!

Wat mécht de Parquet général? Mä de Parquet
général proposéiert deen Text „lieux ouverts au
public“. An e schreift och nach, dat wier, wéi
Der mat Recht gesot hutt, iwwerholl ginn aus
dem Code de procédure pénale français, en zi-
téiert den Artikel 706-35. An da schreift en
nach a Klammern: «Dans la rédaction et simi-
laire à l'article 3 alinéa...», e vergësst, den Ali-
nea unzeginn, «de la loi modifiée du 19 février
1973 concernant la (...) lutte contre la toxicoma-
nie». An do läit d'Kromm an der Heck!

An ech liesen lech, wat an den Travaux prépa-
ratoires steet. Och déi, Här Fayot, muss ee ku-
cken, wann een eng Referenz mécht, fir en
Text ze iwwerhuelen, op e Gesetz, wat
besteeënd ass, wat dës Chamber gestëmmt
huet, zwar eng fréier, mä déi Leit, déi waren
och net, soen ech, onintelligent. An do steet
ganz kloer dran: «Les deux alinéas suivants
traitent des visites domiciliaires. Il y a en effet
une distinction entre les visites à effectuer dans
les établissements ouverts au public», dat ass
richteg, dat ass den Alinea 2, «et les habitations
privées.»

An da kënnt et! Da schreift de Legislateur vun
1973: «La loi française prévoit pour ce cas
l'autorisation écrite du Procureur de la Répu-
blique», also fir a Privathaiser eranzegoen, fir
d'Prostitutioun ze kontrolléieren. An da mécht
en e Punkt an da schreibe se: «Il a semblé plus
conforme à nos principes de laisser ce droit à
son détenteur légal, c'est-à-dire au juge d'in-
struction. L'exigence du mandat préalable n'est
toutefois pas requise en cas de flagrant délit.»

An aus deem Grond steet am Drogegesetz
ganz kloer dran, dass, wann een eng Visitt an
enger Maison d'habitation privée mécht oder
an engem Appartement, dofir muss d'Autorisa-
tion préalable vum Juge d'instruction virleien,
ausser an engem flagrant Délit.

An et ass genau dat, wat mir an eise Amende-
ment wëlle proposéieren. An do steet: «Ils ne
pourront exercer ce droit d'entrer dans les mai-
sons d'habitation ou appartements qu'en cas
de flagrant délit ou sur mandat du juge d'in-
struction.» Dann ass deen Text net méi ze in-
terpréiere vun engem Parquet, mä dann ass
en ze applizéieren.

A wann et dann ass, dass et en Établissement
ouvert au public ass - ech sinn direkt fäerdeg! -,
da geet et duer, dass de Procureur d'Autorisa-
tion préalable mécht. Mä wann et eng Maison
d'habitation privée oder en Appartement ass,
da muss eng Autorisatioun vun dem Untersu-
chungsriichter do sinn. Wann Der dat bäge-
schriwwen hätt, da wier den Text kloer. Dat ass
vläicht malencontreusement vergiess ginn. Mä
esou ass den Text net kloer. An duerfir wäert
d'CSV Äre Projet de loi net stëmmen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ier
ech dem Här Minister d'Wuert ginn, huet den
Här Fayot d'Wuert gefrot

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Jo, Här Pre-
sident,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Sécher
och Parole après ministre?

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Ech wollt just dem
Här Roth soen, ech war och an där Diskussioun
an der Commission juridique derbäi, wou de
Parquet den Esprit vum Text, vum franséischen
Text explizéiert huet. Ech wëll lech soen, dat
war keng Interpretatioun, déi de Lëtzebuerger
Parquet gemaach huet vun deem Text. De Lët-
zebuerger Parquet huet just do d'Travaux par-
lementaires zitéiert vun deem franséischen
Text. Dat heescht, dat ass en Travail parlemen-
taire. Dat explizéiert d'Ratio legis vun deem

Text. Dat huet näischt mat Interpretation
stricte ze dinn, dat ass den Esprit de la loi.

A wann an deem franséischen Text, dee sur ce
point identique ass zu eise, dat als en „lieu
ouvert au public“ gëllt, dann, mengen ech,
misst dat gutt genuch si fir eis. Eng Maison
meublée am Kontext vun engem Apparthotel,
vun engem Hotel oder wat een och ëmmer
wëllt, ass en „lieu ouvert au public“! Dat kann
ee lounen, dat ka jiddwereen am Public loun-
nen.

(Interruptions)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Här Fayot, en Ho-
telszëmmer, mat allem Respekt - mat allem
Respekt, Här Fayot -, mä en Hotelszëmmer, wat
Der lount, ce n'est pas ouvert au public!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Do kënnt keen eran,
ouni Äre Autorisatioun. Souguer de Propriétaire,
souguer d'Femme de ménage oder de Person-
nel de ménage kënnt net eran, ouni Äre Autori-
satioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.-
Merci. An elo huet de Minister d'Wuert nach
eng Kéier, fir ze äntwerten.

► **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*.- Merci,
Här President. Den Här Roth huet elo näischt
extra Neies gesot. Et war nach eng Kéier eng
Widderhuelung vu senger Argumentatioun vu
virrun, déi mer an der Kommissioun intensiv
diskutéiert hunn a wou mer zur Konklusioun
komm sinn, mam Statsrot, dass deen Text, dee
mer maachen, dee richtegen ass a besonnesch
par rapport zu deem, wat mer haut an zënter
Jorzéngten hunn, endlech eng rechtsstaatlech
Verbesserung duerstellt.

Wann den Här Roth mat Frankräich argumen-
téiert, da wëll ech en nach eng Kéier drop
hiweisen, dass deen Text a Frankräich och
existéiert an dass a Frankräich net nëmme
den Droit d'entrée duerch deen Text geregelt
gëtt, mä och d'Saisie an d'Perquisitioun! An
dass a Frankräich haut, contrairement zu Lëtze-
buerg, wa mer deen Text gestëmmt hunn,
keng, emol net eng Autorisation préalable vum
Procureur gefrot ass.

Wann Der also mat Frankräich argumentéiert,
da misst Der aus Grënn vun der intellektueller
Eierlechkeet soen: Do si mir zu Lëtzebuerg méi
virsiichteg, well mir si méi streng, well mer
soen, och wann et nëmme - entre guillemets -
„des lieux ouverts au public“ sinn, si mir méi
restriktiv, aus genau där doter Argumentatioun.

Also och do keng falsch Duerstellungen! A mir
hunnt dat do intensiv diskutéiert.

Dat Eenzegt, wat ech awer muss dann hei elo
Neies nach hannendrunhänken, doriwuer hu
mer och mat de Parqueten am Ufank vum Text
geschwat. Wa mer bei de Lieux ouverts au pu-
blic... well d'Positioun vun der CSV, ech wëll se
nach eng Kéier rappeléieren, war zum Schluss -
net am Ufank, dat huet variéiert -, zum Schluss
war d'Positioun vun der CSV, fir ze soen: Mir
hätte gäre souwuel bei deem Alinea vum Para-
graf 4, deen den Domicile matenglobéiert, wéi
bei de Lieux ouverts au public a béide Fäll - a
béide Fäll! - den Untersuchungsriichter an a
kengem vu béide Fäll de Procureur.

Do sinn d'Leit vun de Parqueten ouni en Zwei-
fel glaskloer: Wa mer dat maachen, dann ass
de Gewënner vun dësem Text all Zuhälter am
Land! Da gi mer bei der Lutte géint d'Zuhälte-
rei an a fortiori géint de Mënschenhandel e
Schratt zréck.

Mir si méi streng wéi a Frankräich mat deem
Text, dee mer haut maachen, an eise Grond-
prinzipien. Mä wa mer hei den Untersuchungs-
riichter... Wann ee wëllt Bewäiser fir d'Zuhälte-
rei, Bewäiser fir Mënschenhandel fannen, da
muss een dohinner kënne kucke goen, wou
d'Prostitutioun stattfënnt! Et gëtt kee Proxene-
tisssem ouni Mënschenhandel! A wa mer net
kennen eragoen a Plazen, déi ouverts au public
sinn, wou d'Prostitutioun, wat keng Infraktioun
ass an net wäert ginn, stattfënnt, da kënne mer
d'Bewäiser géint d'Zuhälter net fannen! Wa
mer dat der preabeler Autorisatioun vun
engem Untersuchungsriichter ënnerwerfen, da
kënnt keen Zuhälter zu Lëtzebuerg méi virun
d'Gericht! An dat ass eng Realitéit!

An do kënnt Der lech net hannert techneschen
a formellen Argumenter, déi dementéiert gi
sinn a vum Statsrot widderluecht gi sinn, ver-
stoppen! Och Dir musst decidéieren, wat Der
wëllt. Wëllt Der géint d'Zuhälter virgoen a
géint d'Mënschenhändler? Jo oder neen?

(Brouhaha général, exclamations et protes- tations)

► **M. Gilles Roth** (CSV).- Dat ass peinlech,
dat do!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech
hunnt nach d'Wuertmeldung vun der
Chancéglichtheitsministesch, wëll allerdéngs
drop hiweisen, dass d'Zäit wäitgeendst opge-
braucht ass.

(Interruptions)

► **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Wat kréien ech dann nach vun Zäit, wann ech gelift?

► **Une voix**.- Zwou Minutten.

► **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Sinn zwou Minutten nach fräi?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Also, ech géif d'Chamber froen, ob d'Madamm Minister...

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (*ADR*).- Här President, wat frot Der?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo. Ech géif soen, dass d'Madamm Minister fénnef Minutten zur Verfügung huet. Sidd Der domat d'accord?

(Assentiment)

Merci.

► **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Ech soen lech, Här President, an och lech, Kollegeinnen a Kollegen, wierklech Merci, dass ech nach e puer Wierder hei ka fannen, ouni elo déi Elementer ze widderhuelen, déi mäi Kolleg hee am Virfeld gesot huet.

Ech mengen, Dir hutt gesinn un den Ausféierung vum der Rapportrice an och vum Justizminister, dass sech d'Regierung et wierklech net einfach gemaach huet, fir an deem sensibelen Dossier e Wee ze fannen, dee bei eist Land passt an deen deene Spezifisitéit vum eis ka Rechnung droen.

Ech wëll och ennersträchen, dass et wichteg war, dass sech déi zwee Ministeren, déi zwee Ministèren, Justice a Chancëgläichheet, an och déi zwou Chamberskommissionne mat deem Sujet beschäftegt hunn, well d'Prostitutioun kann an dierf een net isoléiert aus enger reng juristescher oder aus enger reng sozialpolitescher Perspektiv betruechten. Dat geet einfach net! Mir hunn et fäerdegbruecht, béid Dimensionen an Aklang ze bréngen, an ech si ganz stolz dorop, dat muss ech hei soen.

Déi Aspekter, déi mir am Fong haut e bësse kuerzkomm sinn, déi ginn iwwert de juristeschen Aspekt eraus an déi si Partie intégrante vum eiser Strategie, wéi et och d'éineschters hei gesot ginn ass. An déi Strategie, déi hu mer am Fong schon deemoos an eiseem Consultationsdebat 2015 hei thematiséiert. Ech weess net, ob Der lech dorunner kënt enneren, mä do war genee déi Strategie schon en Thema, ronderëm d'Exit-Propositionen, ronderëm de psychosozialen Encadrement, ronderëm d'Sexualerziéung, ronderëm de Rôle vum der Plattform, ronderëm d'Formatioun, d'Informatioun, scho bei deene Jonken a virun allem bei de Kanner.

An do ware mer eis am Fong méi oder weineger alleguerten eens. A mir waren eis eigentlech och eens, dass et dee perfekte Modell, deen een elo de Mount drop kéint eent zu eent fir Lëtzebuerg iwwerhuelen a bei eis aféieren, net gétt. Mir brauche weder en däitschen nach en hollänneschen oder e schwedesche Modell. Mir brauchen e Modell, dee fir Lëtzebuerg déi richteg Jalone setzt, deen, jo, eng pragmatesch Approche huet, mä virun allem e Modell, deen op Präventioun an op Opklärung opbaut an deen Alternativen zur Prostitutioun opweist.

Déi Viraarbechten, déi ware gekoppelt och mat deenen Aarbechtsvisiten, déi mir konnte maachen, wou mer och mat ganz villen Akteuren a Betraffenen um Terrain geschwat hunn. An do ass den Aktiounspang draus entstanen. An dee wëll ech hei ganz schnell resuméieren, Här President.

Éischtens: Mir hunn de Streetwork verstärkt an domat dem dropln, deen effektiv - ech weess net méi, wien et gesot huet, ech mengen d'Madamm Bofferding - eng formidable Aarbecht um Terrain leescht, d'Méiglechkeet ginn, fir verstärkt op déi Plazen ze goen, déi fir d'Sozialdéngschter méi schweier ze erreeche sinn a wou ee muss higoen.

Zweetens: Zënter Oktober 2015 hu mer déi Exit Strategy, déi en place ass. Déi ass en place an den dropln këmmert sech verstärkt em déi Prostituéiert, déi de Courage hunn, dat kann een hei soen, eraus wëllen ze klammen aus der Prostitutioun. Si schaffe ganz enk mat der Croix-Rouge zesumme fir de Volet Logement, schaffe ganz enk mat der ADEM zesumme fir de Volet Aarbecht. An zënter Oktober 2015 hu sechs Prostituéiert den Ausstig aus der Prostitutioun fonnt.

A mech beandroekt déi doten Zuel, well am Verglach mam Ausland sti mir zu Lëtzebuerg ganz gutt do. Et muss ee sech näamlech driwwer am Klore sinn, dass d'ëscht e ganz beschweierleche Wee ass, dee Courage a Standhaftegkeet verlaangt, an e Wee, bei deem et ganz vill Réckschléi gétt.

Dréttens: Um Niveau vum der Formatioun, der Informatioun an der Sensibiliséierung huet de Chancëgläichheitsministère intensiv geschafft a bitt Formatiounen um INAP u fir d'Police, fir d'Mataarbechter vun de Servicer fir d'Affer vun der Traite, dorivver eraus och Formatiounen fir d'Personal vun der Police judiciaire, der ITM, dem Centre de rétention, der Douane, dem dropln. An déi Formatiounen ginn och an Zukunft weider ugebueden.

Ech erënnere och un déi grouss ugeluechte Campagne - de Justizminister hat ganz kuerz drop higewisen - Stop Traite, déi sech un de grand Public richt, awer och un déi Professionell vum Terrain.

A véiertens, Här President, also da sinn ech scho bal um Schluss ukomm, am Beräich vum der Sozialerziéung, vun der Sexualerziéung wëlle mer deen interdisziplinäre Wee weidergoen. Dat ass dee richteg Wee, dee muss mer goen. De Centre national de référence pour la promotion de la santé affective et sexuelle ass amgaangen, mat enger onheemlecher Dynamik mat alle relevanten Akteuren um Terrain Strategien a Programmer auszeschaffen, déi mer lech an deenen nächste Méint presentéieren. Den interministerielle Grupp schafft elo scho ganz aktiv um zweeten nationalen Aktiounspang. Work in progress, deemno.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sollten deem heite Gesetz eng Chance ginn, fir zesummen, mat deene juristesche Verbesserungen, déi hei zousätzlech nach derbäikomm sinn, an den Detailler an der Vernetzung vun deenen einzelnen Elementer - dofir hu mir wierklech eng Chance - mam nei geschafene Comité, deen eng propper Grondlag elo kritt, all déi Mesuren um Terrain emsetzen an d'Entwécklung vun der Prostitutioun bei eis am Land, an iwwert d'Grenzen ewech am A ze behalen an ze steieren. An och wa mer haut net alleguerten enger Meenung sinn, sinn ech awer ganz fest dovunner iwwerzeegt, dass d'ëscht Gesetz am Kader vum nationalen Aktiounspang eng substanzuell Verbesserung fir déi Betraffen a fir d'Akteure bréngt, déi um Terrain schaffen.

Dat ass och dat, wat ouni Hypokrisie mam Lëtzebuerg Modell bezweckt gétt. An ech soe Merci fir déi zousätzlech Minutten.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm.

Amendement 1

Vu dass mer mat engem Amendement saiséiert sinn, dee vun de Kollege vun der CSV abruucht ginn ass an deen de Punkt 1 vum Artikel 2 betrëfft, wollt ech froen: Gi mer dovun aus, dass déi Diskussioun ofgeschloss ass?

Sou géif ech mengen. Da kéinte mer direkt zur Ofstëmmung iwwert den Amendement iwwergoen.

Vote sur l'amendement 1

Wie mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Jo, a wien net mam Amendement d'accord ass, stëmmt mat Neen.

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen sinn och schon ennerwee.

An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer: 24-mol Jo, 32-mol Neen an 3 Abstentiounen. Domat ass den Amendement 1 ofgeleent.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Gérard Anzia), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Se sont abstenus: Mme Françoise Hetto-Gaasch;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert den Ensembl vum Projet de loi 7008 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7008 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer: 32-mol Jo, 28-mol Neen. Domat ass de Projet de loi 7008 ugeholl.

Ont voté oui: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Laurent Mosar), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, de Projet de loi 7024 iwwert déi Kommissionen, déi gefrot gi beim Bezuele mat enger Kreditkaart. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Bauler.

13. 7024 - Projet de loi

portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:

1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;

4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;

5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;

7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;

8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et

10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler** (*DP*), *rapporteur*.- Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, de Gesetzesprojekt, em deen et hei geet, besteet aus zwee verschidde Voleten: engem méi klenge an engem e bësse méi groussen.

Zum enge gétt duerch deesen Text en europäesch Reglement iwwert d'Käschten, déi ufa-

len, wann ee mat enger Kaart bezilt, an eist nationaalt Recht emgesat. Zum aneren amendéiert de Projet de loi eng Rei aner Gesetzer am Beräich vum Finanzsektor. Ech ginn am Folgende méi genee heiropan.

D'Reglement 2015/751 schreift sech an an d'Efforte vun der Europäescher Kommission, fir de Bannemaart weider ze verdéieren an enger Fragmentéierung am Beräich vum de Commissions d'interchange duerch d'Schafe vun engem gesetzleche Kader entgéintzewierken.

Fir dat ze erreechen, féiert d'Reglement enner anerem e maximalen Taux an, deen en Operateur froe kann, wann ee mat enger Kaart an der Europäescher Unioun bezilt. D'Reglement leet fir Kreditkaarten e Plaffong vun 0,3% vum Transaktiounswäert fest a fir Debitkaarten e Plaffong vun 0,2%. Fir Debitkaarten huet derneft all Memberstat d'Méiglechkeet, e Wäert enner 0,2% kënnen ze fixéieren, dee sech op Transaktiounen bezitt, déi am jeeeweilege Land selwer an net iwwert d'Grenzen eraus ofgewéckelt ginn.

Vun där nationaler Diskretioun mécht Lëtzebuerg effektiv et Gebrauch. An esou ass am Text vum Gesetzesprojekt en Taux vun 0,12% festgehale ginn. Doduerch soll ongeféier deeswechten Taux erreecht ginn, wéi e virum Aféiere vun deem Reglement hei um Lëtzebuerg Marché Usus war.

Des Weidere gétt nach d'CSSF als Kontrollorgan designéiert a seng Kompetenze gi festgeluecht.

Här President, ech kommen zum zweete Volet vum Gesetzestext. Dësen huet als Objet, wéi scho gesot, eng ganz Partie Gesetzer am Finanzberäich ze modifizéieren, fir verschidden Elementer ze präziséieren an eenzel Feeler ze verbessern. Den zentralen Aspekt awer heivunner, deen dann och déi lescht Méint fir e bësse méi Opreegung gesuergt huet, ass dee vun der Externalisatioun, oder op Englesch vum Outsourcing vu Finanzdéngschtleeschungen.

Well dës Dispositionen am Gesetz effektiv dozou gefouert hunn, dass Stëmmen haart gi sinn, déi virum Verloscht vun Aarbechtsplazen op der Finanzplaz gewarnt hunn, wëll ech nach eng Kéier kuerz op d'Grënn an d'Motivatioun fir dës Ännerungen agoen.

Wéi de Finanzministère a sengem Exposé des motifs matdeelt, staamt d'Reglementatioun, déi d'Outsource vu Servicer encadréiert, aus enger Zäit, an där d'Digitalisatioun nach ganz um Ufank stoung. Och d'Astellung zum Bankgeheimnis war dee Moment nach eng aner a vun Transparenz ass och manner geschwat ginn.

Wann een awer haut mat Akteure vum Terrain schwätzt, da kritt een dacks ze héieren, dass déi Lëtzebuergesch Gesetzgebung ze vill rigid an net méi un d'Zäitalter vun der Digitalisatioun ugepasst ass. Dat huet natierlech en Impakt op d'Unzéiungskraaft, op d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg a kann e Grond sinn, firwat verschidde Firme sech hei net néierloossen oder anerer carrement fortginn.

Et ass also evident, dass, wa mer attraktiv, wa mer kompetitiv wëlle bleiwen, et wichteg ass, an deem Beräich méi flexibel ze ginn.

En zweet Argument betrëfft d'Reduzéiere vun der Charge administrative. Souwuel an deene groussen internationale Gruppe wéi och an der Surveillance prudentielle ass scho méi laang de Schrott gemaach ginn, d'Aktivitéiten op eng zentraliséiert Aart a Weis ze geréiere respektiv ze kontrolléieren. Am Kader vun deser konsolidéierter Approche ginn déi eenzel Aktivitéiten net no nationalen Entitéiten, mä no Beruffsgroupe gekuckt. E méi flexibelen Informationsfluss erliichtert deemno net nëmme d'Gestioun vun deene Gruppen, mä och hir Iwwerwachung, d'Identifikatioun an d'Kontroll vu Risiken, reduzéiert d'Käschten, erhéicht d'Qualitéit vun de Servicer um Client an erlaabt et, Exzellenzzentren ze schafen, an deene Kompetenz a Wësse konzentréiert ginn.

Besonnench och am Kontext vum der Digitalisatioun vun der Wirtschaft an de Businessmodeller, déi an deem Kader entstinn - Beispiller, déi dacks genannt ginn, si Big Data a FinTech, Beräicher, an deene sech Lëtzebuerg jo als Virreider wëllt positionéieren -, ass et indispensable, Barrière fir e flexibelen Informationsfluss ofzebauen an esou Perspektiven, Opportunitéiten ze schafen, fir nei Betriber unnezéien.

D'Bedenken, dass Aarbechtsplazen op dës Manéier verluer kënnen oder kéinte goen, déi sinn natierlech berechegt. Allerdéngs schéngt et no de Consideratiounen, déi ech elo grad ernimmt

hunn, evident, dass, wa Lëtzebuerg sech an deem Beräich den internationalen Entwécklungen, déi déi allgemeng Digitalisatioun vun der Wirtschaft mat sech bréngt, net uschléisst, an deem Fall nach vill méi Aarbechtsplazen a Gefor sinn. Gläichzäiteg dierf een effektiv och net vergiessen, dass dës Ännerungen nei Plaze kënnen schafen.

E weideren Aspekt, deen natierlech och immens wichteg ass an dëser Diskussioun, ass dee vum Dateschutz. D'Gesetz a senger endgültiger Form schaaft e präzise legale Kader, wat d'Externalisatioun, also d'Auslagerung vun Dängschtleeschungen an Informatiounen be-
trëfft.

Et ginn zwee Fäll envisagéiert. Zum enge eng Externalisatioun an eng aner Firma, déi och der Kontroll vun der CSSF, der EZB an och dem Commissariat aux assurances ënnerläit, an zum aneren eng Externalisatioun un all aner Firma. Domat gëtt déi ursprénglech dräifach Ënnerscheidung, déi nach tëschent de Begrëffer „intra-“ an „extra-group“ ënnerscheet huet, opgehewen.

All Auslagerung, all Externalisatioun muss de strenge Kritären, wéi se ënner anerem am Gesetz vum 2. August 2002 zum Dateschutz definiert sinn, gerecht ginn an derfir suergen, dass d'Qualitéit vun de Servicer garantéiert ass. Zu deem Zweck gesäit de Gesetzesprojet och verschidden Dispositiounen zur interner Organisatioun vun deene Firme vir. De Client muss doriwwer eraus säin Accord zu der Sous-traitance ginn, dat ass ganz wichteg.

De Statsrot hat a sengem éischten Avis zwou Oppositionen formelles artikuliert. Dobäi goung et zum enge em de Champs d'application vum Règlement 2015/751 an d'Missioune vun der CSSF an dësem Kader. De Statsrot hat do suggeréiert, d'Opzielung vun de viséierten Entitéiten falen ze loosser. Zum anere wollt de Statsrot weider Präzisiounen zu enger Formulatioun am Artikel 14, déi eventuell am Widder-
sproch zu dem Europäesche Règlement gestanen hätt. Do dernieft hat de Statsrot och nach verschidden aner Bemerkungen, Observatiounen ze maachen, virun allem zum Dateschutz. En huet festgestallt, dass verschidden Artikelen e bësse méi präzis kéinte sinn, fir ze verhënnere, dass et zu enger juristescher Onsécherheet kéim, an en huet insistéiert, dass sech all d'Akteuren un d'Gesetz vum 2. August 2002 misshalen.

D'Regierung ass deenen Opfuederungen an hiren Amendementer nokomm. An esou konnt de Statsrot a sengem éischten Avis complémentaire och seng Oppositionen formelles op-
hiewen. D'Finanzkommissioun huet op Ureegung vum Statsrot mat hire parlamentareschen Amendementer och nach eng Kéier nogebesert a verschidden Elementer ugepasst. Fir d'Detailer verweisen ech do op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Merci fir Är Geduld an dësem techneschen Dossier. Erlaabt mer, alle Kommissiounsmembere an Dank auszuschwätze fir hiert Matschaffen un dësem Text. E besonneschen Dank de Spezialisten aus dem Finanzministère souwéi dem Caroline Guezennec an dem Yan Sales.

Zum Schluss ginn ech dann och am Numm vun menger Fraktioun, der DP-Fraktioun, den Accord fir dëse Projet de loi.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Mosar huet d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, Merci fir d'Alleréisch dem Rapporteur, deen dat mat der gewinnter Akribie gemaach huet, fir eis am Detail an awer an enger klorer Sprooch déi oft schwéier verständlech technesch Detailer vun deem Projet elo nach eng Kéier duerzeleeën.

Ech soen direkt, dass mir dee Projet hei wäerte stëmmen, mä dass mer eis et awer net einfach gemaach hunn, Här Minister, well, an ech mengen, de Rapporteur huet dat och in extenso hei ausgeféiert, an dësem Projet de loi ass ee Volet, deen alleguerten de Kolleegen, och vun der Majoritéit, awer Suerge mécht. Dat ass dee vum Outsourcing vun enger Rei vu Bankservicer op där enger Säit, et ass awer op där anerer Säit och den Transfer vu Bankdaten.

An ech muss lech och ganz kloer hei soen, wann de Projet esou, wéi en am Ofank vun der Regierung deposéiert gi war, haut zum Vott komm wär, hätte mir en net gestëmmt. Et ass awer esou, dass duerch déi exzellente Aarbecht

vum Statsrot den Text wesentlech verbessert ginn ass an och e kloer legale Kader geschaaft ginn ass, wat déi Externalisatioun vu Servicer an Daten ugeet.

Allerdéngs soen ech dann awer och nach eng Kéier hei, dass mir eigentlech e bësse regretéieren, dass mir an engem Moment, wou - an dat begrësse mir - d'Regierung ganz vill Effort mécht, fir hei den ICT-Standuert ze renforcéieren, fir och elo e groussen Datenzenter hei opzemaachen, et awer net fäerdegbréngen, d'Daten hei kënnen selwer ze späicheren, dass do d'Banken elo obligéiert sinn, fir déi Daten an d'Ausland virunzeginn. Mir stellen eis och d'Fro: Wat sinn eigentlech d'Grënn? Ass et e Grond, dass mer net den Know-how hei zu Lëtzebuerg hunn? Si mer ze deier, fir deen Depot vun Daten ze maachen? Ech mengen, alles dat si Froen, déi ee sech awer trotzdem berechteterweis muss stellen.

Wat awer fir eis entscheidend ass fir eis Decisioun, ass, dass elo ganz kloer ass, dass, wann eng Bank Date vun engem Client wëllt un en Drëtstat ginn, dann en Accord vun deem Client muss virleien. A wann de Client domadder net d'accord ass, kann e säi Kont zoumaachen a mat senger Bankdaten enzwousch aneschtens goen.

A wat fir eis gradesou wichteg ass: Wann en trotzdem säin Accord gëtt, ass sécher gestallt am Projet de loi - am Gesetz, wat mer haut stëmmen -, dass déi Garantien, déi jiddwereen hei zu Lëtzebuerg par rapport zum Dateschutz huet, och mussen respektéiert ginn, wann déi Daten an d'Ausland an ausserhalb vun der EU ginn. Dat heescht, de Client huet deeselwechte Level vun Dateschutz wéi hei zu Lëtzebuerg. Et ass also eng Zort vun Obligation de résultat, déi do besteet.

Mir soen also, dass dee Projet hei wesentlech verbessert ginn ass, an duerfir wäerte mir och eisen Accord dozou ginn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Haagen.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Mat engem Merci un de Rapporteur fir säi gudden, ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport a mat all deenen Iwwerleeungen, déi scho gemaach gi sinn an de Kommissiounen zu deem heite Projet de loi, wou jo dorunner geschafft ginn ass, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Kox, wann ech gelift.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Och ech wëll mech de Mercien un de Rapporteur fir säin ausféierleche Bericht uschlëssen a gi gläichzäiteg den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Wagner, wann ech gelift.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Jo, Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, dëse Projet de loi, deen huet vill Suerge bereet, an zu Recht, notament deene vun der Saliaratskummer, well et em Outsourcing geet vun der Gestion administrative et informatique vun enger ganzer Rei vu Servicer. An ech mengen, dat geet zréck op eng Demande vu gréisseren Akteuren vun der Place financière, well se esou eng ganz Rei vu Käschte kënnen drécken.

Elo besteet d'Gefor, dass immens vill Aarbechtsplaze verschwannen. Bis zu 13.000 Aarbechtsplaze kéinte verschwannen, dass ass och, wat d'Chambre des Salariés seet, reell Aarbechtsplazen op jidde Fall, déi elo existéieren, en attendant dass vläicht potenziell Aarbechtsplazen an Kader vun engem definitiven oder potenziellen oder wat fir engem Brexit och ëmmer sech kéinten hei niderloossen.

Ech mengen, dëse Projet de loi illustréiert awer relativ gutt, a wat fir eng Zort vun Ofhängegkeet mer ëmmer méi geroode par rapport zur Finanzplaz. Dat heescht, dass mer an engem Drock sinn, fir op potenziell Aarbechtsplazen ze waarden, dass mer reell Aarbechtsplazen zerstéieren an dass u sech eng Plus-value, déi hei geschafe gëtt, externaliséiert gëtt.

Mir mengen, dass dëse Projet de loi net gutt ass. Mir wäerten deem net zoustëmmen, well mir sinn net der Meinung, dass et am Interessi vun de Salariéen hei zu Lëtzebuerg ass, dëse Projet de loi ze ënnerstëtzen, well eben all déi Servicer, déi si hei leeschten a weiderhi kënnen leeschten, well déi Servicer aus anere Grënn, finanzielle Grënn, op anere Plaze wäerte gelescht ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Wagner. An den Här Finanzminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Ech géif gär fir d'Éischt dem Rapporteur fir säi schrëftlechen a mëndleche Bericht Merci soen, dee ganz komplett war. Ech mengen, dass alles beliicht ginn ass. Bei de Kommentaren, déi gemaach gi sinn, freeën ech mech, dass mer awer eng breet Zoustëmmung hei an der Chamber fanne fir dëse Projet de loi, dee ganz wichteg ass. En ass en fait net nëmmen technesch, en huet och ganz vill konkret Implikatiounen.

Ech géif och gären ënnersträichen, dass dat heiten a mengen Aen eng gutt Zesummenaarbecht war mat der Cofibu, mat der Kommissioun, déi dofir zoustänneg ass. An ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, dass mer den Text doduerch verbessert hunn. Dat ass jo eng gutt Noriicht an eng gutt Zesummenaarbecht, déi mer all hei kënnen begrëssen.

Ech géif gären fir d'Éischt emol soen, dass deen een Aspekt, deen net kontroverséiert war - fir d'Kommissioun méi niddreg ze hale wéi dat, wat am Règlement communautaire virgesi war -, eng Mesure ass, déi dem Commerce zutrittkennt. An ech mengen, grad an enger Zäit, wou de Commerce vill leit weinst der Konkurrenz vum Commerce électronique, war dat eng wichteg Decisioun, dofir wëll ech dat hei ënnersträichen.

Den zweeten Aspekt, dee vum Changement vum Artikel 41, war natierlech e méi komplizéierten. An ech mengen, dass mer hei elo eng equilibréiert Léisung fonnt hunn, equilibréiert tëschent zwou Saachen, de Rechter vum Client an dem Dateschutz vum Client op där enger Säit, an zweetens, der indispensabler Transformatioun, déi mer amgaange sinn ze maachen, wat de Secret professionnel zu Lëtzebuerg duerstellt.

An ech géif gären ënnersträichen, dass a mengen Aen déi Changementer, déi mer hei maachen, zur Attraktivitéit vun der Finanzplaz wäerte bäidroen a mat sech bréngen, dass mer eng ganz Rétsch positiv Elementer wäerten hunn, déi eis an Zukunft wäerten hëllef. Hätte mer näamlech de Secret professionnel hei net moderniséiert, géife mer zu Lëtzebuerg vill aner Aarbechtsplaze schafen (veuillez lire: net schafen) wéi déi, déi hei eventuell a Gefor sinn.

Ech erkläre mech: Mir sinn effektiv an enger Situatioun, wou d'Gruppe versichen, hir Coûten an de Grëff ze kréien. A si soen eis: „Fir dat ze maachen, misste mer eng Zentralisatioun vun den Date maachen.“ Dat geschitt net nëmmen zu Lëtzebuerg, dat kann zu Lëtzebuerg geschéien, et kann awer och am Ausland geschéien, an dat gëtt elo duerch dat heite Gesetz méiglech. Et gëtt méiglech, awer et si Garantien do fir d'Clienten, fir dass, en cascade, do den Dateschutz geséichert ass.

Mä doduerch, dass mer déi Méiglechkeet haut hunn, wäert et an Zukunft méiglech sinn, nei Gruppen hei op Lëtzebuerg ze kréien oder an existéierende Banke méi Substanz op Lëtzebuerg ze kréien. An anere Wieder: Doduerch, dass mer dat heite maachen, schafe mer méi héichwäerteg Valeur ajoutée op eiser Finanzplaz. Mir verléiere verschidde Plazen, déi net ganz qualifizéiert sinn oder net esou vill qualifizéiert sinn, a mir wäerte méi héichkarätereg op Lëtzebuerg kréien. Ech géif dat „qualitative Wuesstum“ nennen. Dat ass dat, wat mer heimadder maachen.

An zum Schluss wëll ech soen: Dat, wat an de Raum gestallt gëtt - dass dat hypotheetesch wier, dass mer doduerch méi Investissementer op Lëtzebuerg kréien -, ass net richtig. Am Kontext Brexit, am Kontext vun de FinTech-Enterprisen, déi mer zu Lëtzebuerg schonn ugezunn hunn, kréie mer d'Confirmatioun, dass doduerch, dass mer dat heiten elo maachen, déi Moderniséierung vum Secret professionnel, dass se grad dofir op Lëtzebuerg kommen. An ech mengen, dat war wichteg, dass een dat nach eng Kéier hei gesot huet.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister. Domat si mer um Enn vun eisen Diskussiounen ukomm a mir kënnen iwwert de Projet de loi 7024 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7024 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwver.

58-mol Jo, zweemol Nee. Domat ass de Projet 7024 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher,

Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, MM. Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Gusty Graas), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam (par M. Roberto Traversini), Gérard Anzia (par Mme Josée Lorsché), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir kommen zum Projet 7128, e Projet, deen zur Bekämpfung vum Blanchiment an dem Finanzement vum Terrorismus soll bäidroen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, den Här Eugène Berger.

14. 7128 - Projet de loi portant

1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n°648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;

2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n°1781/2006;

3. modification de:

a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;

b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;

c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;

e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;

i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;

j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries:

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Eugène Berger (DP)**, rapporteur.- Merci, Här President, effektiv, de Projet de loi 7128 huet als Objektiv eng Transposition vum der véierter Direktiv „antiblanchiment“ an och d'Ëmsetzung vum dem Reglement 2015/847 betreffend d'Informatiounen am Kader vum Transfer vu Fongen. En héiert sech a priori technesch un, mä de Kontext vum deem Projet de loi ass awer e ganz wichtege.

Wat ass dee Kontext? Mä dee Kontext, dat ass de Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen, méi speziell am Kader vum der Lutte géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit. Wann een Terrororganisationen de Krunn zoudréint, ass dat sécherlech e gudder Wee, fir se onschiedlech ze maachen. Wa sech Kriminalitéit net méi rentéiert, well een net méi mat onéierlech Geld ka Business maachen, well een dat Geld net méi ka propper maachen, da kann een effektiv effikass géint d'Verbredung vu kriminellen Banden, vu kriminellen Aktivitéite virgoen.

Wann ee wëllt terroristesch Attentater, Mënschen-, Drogen-, Waffenhandel effikass bekämpfen, dergéint virgoen, da muss een och ëmmer erëm resolutt géint all déi onéierlech Geldstréim virgoen, well och do ass et wéi esou oft: Mat de Sue steet a fällt alles! Wann een also do kann den Hiewel usetzen, dann ass et do, wou een am beschte kann dergéint kämpfen.

Wat och wichtege ass an der Lutte géint den Terrorismus an déi organiséiert Kriminalitéit, dat ass, dass een eng gemeinschaftlech Approche huet, dass een do zesummeschafft. An an Europa versiche mer - net nëmme „versiche mer“, mä hu mer dat scho säit laange Jore gemaach -, do zesummeschaffen, zesumme rechtlech Kaderen op d'Been ze setzen, fir géint des Ploe virzegoen.

Mir fänken hei och net bei null un. Et ginn europäesch Reglementatiounen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg och scho Gesetzer an der Matière, an der Lutte antiblanchiment. An et ass eigentlech esou, dass ëmmer erëm eng Emergenz ass vun neien, ech soen emol „technesch“ Méiglechkeeten, well nei Konstrukter entstinn, fir Geld ze wäschen a fir Geld weiderzeginn. Duerfir ass et wichtege, fir sech ëmmer erëm dorobber ze adaptéieren. Et ass heiansdo e bësse wéi eng Course, wou een dann hoffentlech net hannendruleeft, mä wou ee ka grad-esou schnell lafen, fir kënnen déi legal Kaderen ze adaptéieren, fir kënnen effizient géint d'Geldwäscherei virzegoen.

Dëst ass déi véiert Direktiv an deem Domän, mä, wéi gesot, Adaptatiounen sinn ëmmer noutwendeg, respektiv Verschäerfung vu verschiddene Mesuren, déi mer schonn an der Vergaangenheet haten, ginn hei virgeholl.

Et ass och esou, dass eng fënnef europäesch Direktiv an der Maach ass. An et wäert dann och esou sinn, dass mer an net allze wäiter Zukunft vläicht dann erëm mat neien Texter wäerte kommen, fir dat dann erëm ze adaptéieren. Et kéint ee sech eigentlech froen: Firwat net direkt op déi nei Direktiv waarden? Et schéngt, wéi wann aner Länner déi Optioun an d'A gefaasst hätten oder hunn. Bon, et kann ee soen: „Bréssel drängt wéi ëmmer op d'Ëmsetzung vum där Direktiv.“ Dat hei ass eng wichtege Matière. Mir sinn net grad am Verzych, mä et ass awer wichtege, dass mer dat elo wierklech ëmsetzen.

Mä ech mengen, virun allem Lëtzebuerg huet egal wéi all Interêt, des Direktiv ëmzesetzen, well mer als grouss a wichtege international Finanzplaz eng besonnesch Responsabilitéit hunn. Hei soll mer keen Doute opkomme loossen un eiser Determinatioun, fir eisen Deel

derzou bäizedroe géint d'Wäisswäsche vu Suen, am Kampf géint den Terrorismus an am Kampf géint d'organiséiert Kriminalitéit! Well mir hunn et jo fäerdegbruecht - ech géif soen trotz LuxLeaks -, mat engem Paradigmewissel an eiser Politik fir Transparenz op der Finanzplaz vun alle groen a schwaarze Lëschten erofzekommen an erëm e gudden Image dobaussen an der Welt ze hunn. Duerfir ass et och wichtege, dass mer hei mat der Ëmsetzung vum där Direktiv am Moment eis Determinatioun ënnersträchen a resolutt op deem Wee weiderginn.

Dat vläicht als allgemeng Remark, fir awer de Kader ze setze vum deem, wéi gesot, méi technesch Projet, fir einfach ze ënnersträchen, dass mer hei wierklech e wichtege Domän ofdecken an dass mer wierklech och mussen all Soen droen, fir dass mer hei weisen, dass eis dat ganz escht ass an dass mer wierklech och wëllen eis Aufgaben optimal iwwerhuelen.

Ech wëll vläicht just e puer - mir si schonn zu fortgeschrittener Stonn - wichtege Elementer vum Gesetz skizzéieren. Ech ginn elo net an den Detail, ech wäert ganz schnell driwwerfléien.

Wéi gesot, de Projet de loi behandelt d'Ëmsetzung vum der véierter Direktiv „antiblanchiment“ an och dat Reglement, dat do an deem Kontext ze gesinn ass. Wat geschitt hei? Bon, ënner anerem gëtt de Champ d'application erweidert, präziséiert, d'Lëscht vun de viséierte professionellen Institutere gëtt adaptéiert. Zum Beispill niert de Réviseurs d'entreprises, Experts-comptables, Notairen an esou weider falen och auslännesch Professioneller, déi en libre prestation de services schaffen, an de Champ d'application. Zum Beispill net nëmme lëtzebuergesch Kreditinstitutere, mä och auslännescher, déi eng Agence zu Lëtzebuerg hunn, falen ënner d'Direktiv respektiv dese Projet de loi.

Da gëtt och déi Notion vum „bénéficiaire effectif“ präziséiert. Ech mengen, dass ass jo och e Kärelement an deene ganzen Dispositionen. Et geet drëms, fir genau ze wëssen, wien herno um Enn vun de ganzen Transaktiounen de Beneficiaire ass, ob dat een ass, deen eventuell suspekt ass, ob dat e Problem kéint sinn, ob dat en Element ass, wou een direkt gesäit, dass do och Wäisswäsche vu Sue kéint am Spill sinn.

De Beneficiaire effectif, dat kéint eng eenzel, eng individuell Persoun sinn, et kënnen awer och Gesellschaften, Fiduciairen oder verschidde Prestataires de services fir Gesellschaften sinn. An hei mam Projet de loi gëtt präziséiert, wien an enger Gesellschaft oder an enger Fiduciaire an esou weider stellvertriedend als Beneficiaire ze consideréieren ass an eventuell och muss grad-stoen.

Da ginn och am Projet de loi - wéi gesot, ech fuere ganz schnell iwwer e puer Elementer - d'Obligatiounen professionelles vun den Institutere, vun deene verschiddene Professionellen, déi Transferts de fonds maachen, verschäerft: Wat fir eng Informatiounen mussen gesammelt ginn? Wat muss eventuell gemellt ginn? Wéi gëtt dat dann an deene verschiddenen Organismen oder wéi gëtt dat bei deene Professionelle gehandhabt? Also déi Obligatiounen ginn och hei méi präziséiert.

Wat och hei ass: Ech géif elo emol soen, et kann een net méi nom Schema 08/15 verfuehren, mä d'Risiko mussen och opgrond vum där Direktiv a mat deem heite Projet de loi méi en profouder evaluéiert ginn. Et ass eigentlech keng Situatioun méi, wou een d'office eng Vigilance simplifiée kann aleeden. Et muss een also kucken, an dat soll jo och sinn, fir méi präventiv ze sinn, dass ee cas par cas kuckt, méi detailléiert also kuckt, zum Beispill mat de Montanten, wat fir eng Montanten et sinn, firwat se gebraucht ginn an esou weider.

An d'Leit, déi am Finanzsektor schaffen, déi sougenannte PSFen, mussen all Situatioun unhand vu verschiddene Variablen individuell - also individuell - aschätzen an d'Risiko bestëmmen. Bon, et gëtt hinnen awer gehollef. Do ass eng Lëscht vu relevanten Informatiounen, Facteuren, Variablen; Informatiounen also, déi de Risiko vum Client besser hëllefen anzuschätzen. Déi ginn dann och duerch verschidde Annexen mat Indicateuren do beschriwwen. Virun allem ass also d'Zil, fir kënnen méi eng cibléiert Analys ze maache vun op där enger Säit dem Bénéficiaire effectif, awer och eventuell vun deenen eenzelnen Transaktiounen, déi gemaach ginn.

An dann och a verschiddene Situatiounen, do muss wierklech, géif ee bal soen, eng rout Luucht ugoen, wou ee wierklech dann eng Vigilance renforcée eigentlech soll un den Dag leeën. Dat sinn zum Beispill Geschäfte oder Transfere vu Sue mat Clienten aus Länner, déi e Risiko duerstellen. Wann een Transfere zum Beispill mécht, bon, ech wëll elo kee Land nennen, mä awer wou een, ech soen emol, an enger Krichsregioun wier, mussen do natierlech rout Luuchten ugoen.

A wat awer och ass, dass soll eis eigentlech och hei alleguerten interesséieren, dass sinn Transfere vu Suen un „personnes politiquement exposées“. Dat ass also och eppes, wat hei an der Direktiv méi speziell erwäant gëtt, well eben do och gesot gëtt, dass do jo awer och e Risiko kéint sinn, dass do vu Korruptioun bis aner Saache kéinten hannendrustoen.

E puer Präzisatiounen: Am Gesetz gëtt och déi intern Organisatioun ugeschwat. Hei sinn eng Rei Indikatiounen, dat heescht, wou d'Gesetz Ufuerderung stellt, wéi déi eenzel Firma sech dann och d'Moyenen, d'Kompetenze solle ginn, fir des Kontrollen duerchzuführen. Dat geet vu Personal informéiere bis forméieren. Och ginn am Text d'Organismen definéiert, déi d'Erfülle vun deenen Obligatiounen professionelles iwwerwaache sollen. Hei ënnerscheet een tëschent den „autorités de contrôle“ an den „organismes d'autorégulation“.

Ech mengen, dass ass eng Ënnerscheidung, déi wäicht liicht of vun der Direktiv, wou vun „autorités compétentes“ geschwat gëtt. Mir haten do e klengen Echange mat dem Statsrot, deen do à l'origine eng Opposition formelle hat. Dat hu mer awer du geregelt a präziséiert. Bon, d'Finanzkommissioun, déi huet an hiren Amendementen de Choix geholl, fir des zwee Begrëffer also ze benotzen, an eben och méi kloer d'Befugnisse definéiert. An de Statsrot konnt awer domadder d'accord sinn.

Mir hunn op där enger Säit d'Autorités de contrôle - d'CSSF, de Commissariat aux assurances, den Enregistrement -, op där anerer Säit d'Organismes d'autorégulation, dat sinn den Institut des réviseurs d'entreprises, den Ordre des experts-comptables, d'Chambre des notaires, den Ordre des avocats, d'Chambre des huissiers an esou weider. An dat heescht, souwuel d'Autorités de contrôle wéi awer och déi Organismes d'autorégulation sollen also ëmmer kucken, déi zwou Kategorië vu Kontrollorganismen solle kucken, an hirem Kompetenzberäich de Suivi effectif vun de Professionellen ze maachen. An am Projet de loi gëtt dann eben och de Pouvoir de surveillance vun der Autorité de contrôle an den Organismes d'autorégulation nach eng Kéier definéiert, souwäit dat net an anere Gesetzer scho gemaach gëtt.

Bon, am Gesetz gëtt och en Dispositif en place gesat, fir d'Transparenz an d'Traçabilitéit vun den Transferts de paiement iwwer hir ganz Kette kënnen ze garantéieren. Et ass jo net nëmme, dass een eventuell e Virement huet vun der Persoun oder vun der Gesellschaft A op eng Persoun B, mä heiansdo hëlt dat ganz komplizéiert Weeër, soudatt een also och muss kucken, dass een déi verschidde Etappe bei Geldiwwerweisung kann novollzéien an dat och iwwerall ka kontrolléieren.

Vläicht nach kuerz, fir net ze laang ze ginn: Et gëtt och nach vläicht ee Punkt, deen ee ka soen, dass et och Petitiounen ginn huet, och zu den Amendes administratives, déi d'Autorités de contrôle - CSSF, Commissariat aux assurances an Enregistrement - kënnen ausschwatzen. Ech mengen, déi Kompetenzen an deem Beräich vun den Organismes d'autorégulation, déi si jo an anere Gesetzer, och schonn zum Deel an hire respektive Gesetzer, an hire Loi-organique festgeluecht. An dann, well mer hei jo och d'Reglement mat ëmsetzen am Projet de loi, do gëtt dann och nach präziséiert, dass d'CSSF do de Pouvoir de contrôle an der Enquête huet, wat d'Applikatioun vum Reglement ass.

Bon, ech sinn elo sécherlech net op all Elementer agaangen. Dir wäert mer dat verzeien. Ech hunn och elo net all d'Avisen en détail hei duergeluecht. Dir kënnt dat a mengem schrëftleche Rapport noliesen.

Vläicht nach eng Remark zu enger Opposition formelle vum Statsrot, wou e puer Navetté ge-

maach gi waren. Dat war ënner anerem, wou et och ëm d'Amendé gaangen ass, wou de Statsrot ënner anerem an enger Variant proposéiert hat, fir déi ewechzeloossen. Mir hunn awer fonnt an der Cofibu, dat wier e schlecht Signal no bause gewiescht, e schlecht Signal un de GAFI oder soss, soudatt mer gesot hunn: „Mir wëllen awer déi Variant hunn, wou wederhin Amendé bestoe bleiwen“, a wou mer dann dat esou formuléiert hunn, dass de Statsrot domadder ka lieven.

Bon, eng Fro hei - ech hunn dat elo net am Rapport -, an der Kommissioun, mengen ech, hate mer eng Kéier ganz kuerz gesot, et kéint ee sech natierlech déi Fro stellen: Mir lieven an enger Welt, wou déi elektronesch Wäring Bitcoin an aner Kryptowäringen - oder wéi ee se soll nennen - och ëmmer méi Zoufluss hunn oder ëmmer méi opkommen, dass ass schwéier erfaassbar. Mir wëssen och, dass iwwer Darknet Saachen, Fluxe geschéien, déi schwéier an de Grëff ze kréie sinn. Op alle Fall, hei kann een zu deem Moment, wou et aus - ech soen emol - dem Bitcoin a reell Wäring geet, spéitstens do oder fréiestens do op alle Fall och mat deem Gesetz awer usetzen.

Voilà, dass waren a kuerze Wieder déi wichtege Elementer. Mä fir et awer nach eng Kéier ze soen: Et ass eigentlech e ganz wichtege Projet, wou mer weisen, dass mer och ganz determinéiert sinn an der Lutte géint de Blanchiment vu Suen am Kader vum Terrorismus, am Kader vun der organiséierter Kriminalitéit. An ech mengen - wéi ech dat gesinn hunn an der Kommissioun -, dass mer hei e groussen Accord dozou kréien. Ech sinn och frou, dass mer dat haut da kënnen ofschléissen, well mer effektiv, bon, net a Verzych sinn, mä well et awer héich Zäit ass, fir dass mer dann och dat kënnen op Bréssel schécken.

Dat gesot, wéilt ech och nach den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn a soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. An d'Wuert huet elo den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass scho virdrun ugeschnidde ginn: Dee Projet, dee mer haut de Mëtten hei diskutéieren, ass en extrem wichtege fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz, awer och fir d'Reputatioun vun eise Land. An duerfir, muss ech lech och soen, ass et ëmsou méi bedauerlech, dass mer - an ech fannen et flott, wéi de Rapporteur dat op eng ganz duuss Manéier ausgedréckt huet -: „liicht am Verzych“ sinn, wat d'Ëmsetzung betrëfft. Mir sinn hei awer ganz substanzuell en retard!

An et ass net deen eenzeg an deen éischte Projet, wou mer dat sinn. Ech erënneren drun, dass een aneren, vläicht gradesou wichtege Projet och fir d'Banken an d'Finanzplaz - MiFID II - nach ëmmer net transposéiert ass. Och de PDS, de sougenannte PDS-Projet ass net transposéiert. Ech muss lech einfach soen, Här Minister, dass ass net glécklech! Dir maacht vill Efforten, déi mer begreissen, fir vu schwaarzen, groe Lëschten erofzekommen. A mir wëssen alleguerten, dass mir hei ganz speziell ëmmer am Viséier stinn. An duerfir ass et fir eis schwéier akzeptabel, dass mer bei esou wichtege Gesetzer et net fäerdegbréngen, déi am Delai ze transposéieren. Dass schuet der Reputatioun.

An ech wëll och hei eng Kéier ganz kloer betounen: Dass ass wierklech net d'Schold vun deenen exzellente Beamten, déi bei lech am Finanzministerium schaffen. Ech mengen, dass si Leit, déi wierklech extrem vill ze dinn hunn. Et ass och net, dass wéi ech eng Kéier soen, hei d'Schold vum Statsrot, wéi et oft duergestallt gëtt: de Statsrot hätt hei schrecklech laang gebraucht, fir seng Avisen dozou ze bréngen. Ech mengen, dass et einfach hei drëm geet, dass Are Ministère net staark genuch um Niveau vun den Effektiven opgestallt ass. Dat hu mer schonn e puermol hei d'ailleurs gesot a mir gesinn et ëmmer erëm. Duerfir regrettéiere mer, dass mer et hei wéi bei anere Projeten einfach net fäerdegbréngen, déi Direktiven am Delai ëmzesetzen.

Dat gesot, wëll ech awer fir d'Alleréischte e ganz, ganz grouse Merci un de Rapporteur, den Eugène Berger, richten, deen net nëmme d'Debaten exzellent dirigéiert huet, mä och eis e ganz, ganz gudder schrëftlechen a mündlechen Rapport hei ofgelievert huet.

Ech wollt ganz kuerz fënnef Remarken zu fënnef ganz präzise Punkte maachen an duerno zum Schluss awer nach op eng Thematik

agoen, déi menger Fraktioun a mir ganz staark um Häerz läit.

Fir d'Alleréisch eng éischt Remark, an ech mengen, dat ass och diskutéiert ginn, et ass och an deene verschiddenen Avisen, ganz besonnesch an deem vum Statsrot, ëmmer erëm inkriminéiert ginn: Dat ass d'Fro vun de Sanktiounen. Mir hunn hei zwou Zorte vu Sanktiounen: Mir hunn administrativ Sanktiounen a mir hu penal Sanktiounen. Dat sinn Amendes, déi ee kennt, oder d'Juriste kennen alleguerten de Prinzip vum „non bis in idem“. Hei gëtt also eng Infraction zweemol mat enger equivalenter Strof bestrooft. Dat ass eiser Meenung no net normal. Et ass opgeworf ginn, an ech géif och do wierklech en Appell an de Finanzminister maachen, datt mer am Kader vu méi enger grousser Reform wierklech eng Kéier deen dote Problem léisen.

Dat féiert mech dann och dozou, op en anere Punkt anzugeen, deen net nëmme mir um Häerz läit. Dat ass dee fundamentale Problem vun der CSSF, déi op där enger Säit Juge ass, op där anerer Säit awer och Partie ass oder Partie a Juge ass. Virun e puer Deeg hat zu Recht, fannen ech, de Kolleg Franz Fayot déi Fro do opgeworf, well et eng Fro ass, déi ganz vill Leit sech an deem Land stellen. An ech hunn och wéi de Franz Fayot deen Interview gelies gehat vum Här Marx dozou, deen ugeknegt huet, datt et do zu enger Reform géif kommen.

An ech wollt do wierklech nach eng Kéier op déi absolut Necessitéit hiweisen an datt mer hei an enger Situatioun sinn, déi juristisch net gesund ass. Déi ass gläichzestelle mat der Situatioun vum deemolege Statsrot. Hei hu mer eng Institutioun, déi ass Partie, déi mécht awer och oder déi sprécht herno och Sanktiounen, dat ass net gutt. An ech soen lech och, fréier oder spéider wäert dat do eis iergendwéi eng Kéier bei den Europäesche Geriichtshaff respektiv bei de Mënscherechtsgeriichtshaff op Stroossbuerg féieren.

Duerfir nach eng Kéier, Här Minister, ech wär frou, wa mer endlech déi Anormalitéit do eng Kéier géife geregelt kréien. A mir brauchen onbedéngt do zwou verschidden Institutiounen.

En zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, deen och schonn haut e puermol am Kontext vun anere Projet-de-loien zitéiert ginn ass, dat ass dee vum Dateschutz. Och am ganze Finanzsektor gëtt den Dateschutz eng ëmmer méi wichteg Fro. A wa mer vun Dateschutz schwätzen, schwätze mer jo fir d'Alleréisch och vun deene sougenannten „fishing expeditions“, déi mer net wëllen! Hei ginn an Zukunft an och elo schonn Daten echagéiert, mä déi Date solle fir eng präzis Demande, fir ee präzis Dossier echagéiert ginn. An et kann net sinn, datt déi herno gebraucht gi fir aner Dossier! Dat muss séchergestallt ginn.

An do stelle mir eis eng Rei vu Froen, a mir net eleng. An ech géif wierklech och do nach eng Kéier den Appell hei maachen och un den zoustännege Minister, datt mer wierklech, wat de Respekt vum Dateschutz betrëfft, ganz genau oppassen, u wien déi Daten och an Zukunft transmettéiert ginn.

En nächste Punkt ass och scho viru vum Rapporteur ugeschwat ginn, dat ass deen, datt mer déi Notion vun „bénéficiaire économique“ jo u sech elo ëmänneren an eng Notion vun „bénéficiaire effectif“. Dat heescht, mir schwätzen elo net méi, wéi dat bis elo ëmmer üblicherweis de Fall war, vun „bénéficiaire économique“, mä et ass elo „bénéficiaire effectif“. Dat fanne mir u sech och eng gutt Saach, et ass méi kloer, vun engem „bénéficiaire effectif“ ze schwätzen. Allerdéngs hu mir nach eng ganz Rei vun Texter, Här Minister, wou am Moment nach „bénéficiaire économique“ drasteet!

An ech hunn et d'lescht Kéier schonn eng Kéier an der Finanzkommissioun gesot, datt et absolut wichteg wär, datt mer och elo an deenen Texter an Zukunft, oder elo schonn, vun „bénéficiaire effectif“ géife schwätzen, well et wär net gutt, wa mer an Zukunft zwou Notionen hätten, déi vum „bénéficiaire économique“ an déi vum „bénéficiaire effectif“. Dat féiert zu enger juristescher Onsécherheet. An Dir wësst, datt dat Gëft ass generell am Recht, awer och ganz besonnesch hei am Finanzrecht.

Eng lescht Remark zu engem Punkt, deen och zu villen Diskussiounen gefouert huet an och nach ëmmer féiert, dat ass d'Protektioun vum Secret professionnel. Ech mengen, och dat ass eppes, wat deene meeschte Kollegen hei um Häerz läit. Ech fannen, datt mer an deemem Projet eng gutt Léisung fonnt hunn. Et ass hei kloer festgeluecht ginn, datt d'CSSF just kompetent ass fir déi Organismen, déi Associatiounen,

den, déi ënner hirem Contrôle sinn. Wat awer all déi aner Professionne betrëfft, sinn et bien entendu déi verschidden Organismen, déi do zoustännege sinn, ob dat fir d'Affekoten oder fir d'Revisure gëllt. Ech mengen, datt dat wichteg ass, datt een hei awer nach kloer déi Distinction do respektéiert.

Mir wäerten also, Här Minister, Kolleginnen a Kollegen, dese Projet stëmmen, well et fir eis effektiv en extrem wichtige Projet ass an deem Kampf géint d'Wäisswäsche vu Suen, e Kampf, mengen ech, deen eis alleguerten um Häerz läit.

Ech wëll awer zum Schluss op ee Punkt agoen, deen menger Fraktioun a mir ganz vill Kappzërbrieches mécht. An do geet et ëm d'Bekämpfe vun der Wirtschafts- an der Finanzkriminalitéit. Ech mengen, dat ass e Sujet, deen jiddwerengem wäert ganz staark um Häerz leien. A mir wëssen, Här Minister, datt do 2020 wäert e Rapport vum GAFI kommen. Dat heescht, mir hunn elo schonn ee Joer, dat heescht d'Joer 2017, wou mer Zäit hatten, eis do ze conforméieren. Mir sinn elo 2018. Mir hunn dann nach d'Joer 2019. An da kënnt de Rapport.

An ech wëll awer hei fir déi Kollegen, déi sech vläicht elo manner mat där Thematik beschäftegen - well ech weess, datt Dir dat natierlech wësst, Här Minister -, soen, datt et nei Regele gi beim GAFI an datt et haut net méi nëmme duergeet, kënnen ze beweisen, datt een all Projete an international Reglementatiounen transposéiert huet. Ech mengen, datt do keen eis kann e Virwurf maachen. Och wa mer heiansdo e bëssen a Verspéidung sinn, hu mer do generell eis Hausaufgabe gemaach. De GAFI wäert awer an Zukunft och wat si nennen déi sougenannt „effectiveness“ appreciieren.

Wat ass dat? Mä dat ass d'Ëmsetzung vun de Gesetze, déi mer stëmmen. An d'Ëmsetzung, dat ass natierlech och d'Poursuite vu Wirtschaftsa- Finanzkriminalitéit. An do muss ech lech soen, Här Minister, do sti fir 2017 am Moment null - null! - Affären, déi poursuiviéiert gi sinn! Ech weess net, wéi et elo fir 2018 geet, ob der do e puer wäerten derbäikommen. Ech kann lech just soen, wa mir um Enn vun 2019 och nach ëmmer null op eiser Zensur stoen hunn, da kréie mer e Rapport, deen wäert gewärsch hunn. An dee Rapport, deen wäert duerch d'ganz Weltëffentlechkeet goen.

An da loosst mech vläicht Folgendes soen: Ech hu mer emol ganz genau de Rapport ugekuckt vun der CSSF, déi iwwregens, wëll ech hei eng Kéier betounen, eng exzellent Aarbecht mécht. Déi CSSF huet am Joer 2017 ganz genau fënnef Sanktiounen ausgeschwat. Bei deene fënnef Sanktiounen ass eng derbäi - an Dir wësst dat, dat kënnt selte vir -, wou se souguer den Numm vun der Bank genannt hunn, déi do eng ganz Rei vun Irregularitéite begaangen huet. A si huet do, Här Minister, an Dir wësst dat, eng Amende vun néng Milliounen Euro prononcéiert, néng Milliounen Euro! Dat ass also net, well déi Bank net zur Zäit hire Bilan publizéiert huet. Déiselwech Bank ass fir deelweis déiselwech Faiten an enger ganzer Rei vu Länneren poursuiviéiert ginn, wou Dirgeanté vun der Bank entre-temps am Prisong setzen! Hei zu Lëtzebuerg ass nach näischt - nach näischt! - an deem Dossier do geschitt!

Ech nennen en aneren Dossier, wou et genau d'selwech ass: Affär Haviland. Dir kennt dat, och eng Affär, déi duerch d'ganz international Media gaangen ass, déi och eng Rei vu Repercussiounen hei zu Lëtzebuerg huet. Och do ass strictement näischt geschitt!

Aber, ech mengen, et läit eis alleguerten um Häerz, datt mer eng propper Finanzplaz hunn. Mä mir kënnen déi bescht Regele vun der Welt hunn, mir kënnen déi bescht Gesetze hunn, nach mussen awer och déi Leit, déi sech do strofbar maachen... Kommt, maache mer eis do näischt vir, bei där enger Bank leie ganz, ganz schwéierwiegend Infractione vir! Et kann awer net sinn, datt do näischt nokënnt!

An duerfir wär eise Wonsch, Här Minister, datt Dir dat awer kuckt, zesumme mat Äre Kollegen, well Dir sidd duerfir net eleng zoustännege, dat ass sécherlech de Justizminister, dat ass och zum Deel de Polizeiminister. Mä ech mengen, Dir sidd mat eis eens, datt dat do e reelle Problem ass an datt mer do ganz intensiv mussen dru schaffen, wa mer net wëllen en déckt Lach am Kapp hunn, spéitstens 2020.

Ech soen lech Merci. Mir wäerten dese Projet natierlech stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här Président. Och vun eiser Säit e Merci un de Rapporteur Eugène Berger fir säi gudden Rapport. Et ass richtig, dass dat heiten en extrem wichtige Text ass fir Lëtzebuerg, well mir kennen alleguerten eis Virgeschicht mat Antiblanchimentstexten. Mir wëssen och, dass dat am Fong de Grond war fir d'Problemer vun eiser Finanzplaz, firwat mer am Global Forum virun enger Partie Joren op eng schwaarz Lëscht geflu sinn ënnert deem viregte Finanzminister. Och deemools war schonn en „effectiveness“-Test an där Peer Review, och deemools ass schonn net nëmme gekuckt ginn, ob mer d'Texter ëmgesat hätten, mä ob mer effektiv géifen eis Hausaufgabe maachen an der Jurisprudenz, an der Aart a Weis, wéi déi Transparenz do géif exercéiert ginn.

An, bon, ech héiere mat enger gewëssener Satisfaktioun vum CSV-Spriecher, wivill him dat um Häerz läit. Dat ass dann e partagéierte Souci, dee mer alleguerten hunn. An ech mengen, et ass dese Ministeren, och deser Regierung héich unzerechnen, dass mer haut esou eng transparent Finanzplaz hunn an dass mer och déi Texter, wéi deen Antiblanchimentstext hei haut, dann esou ëmsetzen.

Déi véiert Direktiv „antiblanchiment“ huet am Fong déi grouss Neiegkeet, dass mer wierklech an déi „risk-based approach“ do eraginn. Dat wäert eng gewëssen Ëmstellung mat sech bréngen. Et ass och gesot gi vum Eugène Berger, dass elo schonn AMLD V ënnerwee ass. Mir wëssen och, dass mer déi zwee Texter hu mat de Registres des bénéficiaires effectifs, déi mer deemnächst mussen ëmsetzen hei bei eis zu Lëtzebuerg.

Dat heescht, am Antiblanchiment deet sech munches. Dat ass sécher mat enger Partie Oploe verbonnen, mä ass awer am groussen Ganzen eng gutt Saach fir d'Ethik vun der Finanzplaz. An aus deem Grond stëmme mir als LSAP-Fraktioun diesen Text och selbstverständlech mat.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, Merci, Här Président. Ech wëll mech hei den Ausféierunge vu mengem Virriedner uschléissen. En ass ganz

kloer op de Punkt agaangen. An net ouni awer hei och dem Rapporteur e Merci ze soe fir säi schrëftleche Rapport an natierlech och seng mëndlech Ausféierungen, ginn ech dann den Accord vun der grénger Fraktioun fir dëst Gesetz. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, Merci, Här Président. De Kampf géint de Blanchiment vu kriminelle Gelder an och géint d'Finanzéierung vum Terrorismus ass extrem wichtige. Hei ass en Text an déi Richtung a mir droen e mat.

Nawell muss ech drop opmierksam maachen, datt an der Praxis Saache schifflafen. Et ass schonn drop opmierksam gemaach ginn: Ganz oft gëtt et Sanktiounen op administrativem Wee fir reng formell Feeler, déi geschitt sinn, mä et gëtt net déi entspreichend Poursuite vum Parquet bei Infractionen.

Ech hat perséinlech eng Affär, wou e Certificat de bénéficiaire économique gefälscht ginn ass. Déi Persoun, déi e falsche Bénéficiaire économique uginn huet, ass net zu enger Prisongstrof veruerteelt ginn. Et ass e bësse wéi bei der Traite des êtres humains: Dat eent ass Text, wat een huet, an dat anert ass eng konkret Politique de poursuite, déi muss do sinn.

D'Traçabilité hu mer haut schonn, d'Traçabilité vu Flux financiers, mä dat där net derzou féieren, datt normal Mënschen an hirem normale Liewen - ech soen dat Wuert elo - emmerdéiert ginn! Wann eng Persoun A en Haus keeft an hir Bank iwwerweist déi Suen op de Kont vum Notaire, dee jo d'Missioun huet de par la loi, dat dann ze verdeelen un de Vendeur, eventuell d'Steieramt, da geet et d'Bank vum Notaire näischt un, fir deen Akt ze kréien. Dat ass dat, wat haut geschitt. A fir se ze nennen: Et ass d'Spuerkeess, déi systematesch nofreet, Akten ze gesinn, wou si weder de Banquier ass vun deem, dee keeft, nach vun deem, dee verkeeft. Dat huet näischt méi ze di mat Lutte géint kriminell Gelder. Dat ass eng Ingerence an eng Confidentialitéit vun de Leit. An dat ass net akzeptabel!

Et ass falsch, datt do an déi dote Richtung agéiert gëtt. Dat eent sinn Texter, mä dat anert ass, wéi se applizéiert ginn. An do kann ech nëmme dozou opruffen, datt mer op där enger Säit richtig kriminell Akte richtig poursuiviéieren, an op där anerer Säit, datt mer net déi normal Mënschen, ech soen et nach eng Kéier, emmerdéieren!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

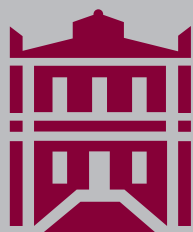
► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Den Här Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här Président. Jo, ech wäert mech kuerzfaassen. Mir wäerten des Transposition, also dese Projet de loi selbstverständlech mat ënnerstetzen, well en och eben dee Kader am Kampf géint de Blanchiment setzt. A mir wësse jo och, datt duerno nach weider Schrëtt wäerte missen ëmgesat ginn an datt do och d'Diskussiounen wäerten nach méi spannend ginn. Mä op jidde Fall, eis Stëmmen huet dese Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun der allgemenger Diskussioun ukomm. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.



Suivez la Chambre des Députés
sur Facebook, Twitter et
Instagram



Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir déi gutt Diskussioun, déi mer elo hei haten. Ech freeë mech, dass all Parteien, vun der Majoritéit an och vun der Oppositoun, deen heite Projet wäerte kënnen droen.

Fir d'Éischt e grouse Merci un den Eugène Berger fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport op enger Matière, déi heiansdo komplizéiert och ass, mä, wéi all Mënsch richteg ënnerstrach huet, awer och eng Matière ass, déi extrem wichteg ass.

Transparenz an den Donnéeën, Transparenz, wat d'Taxatioun ubelaangt, Transparenz, wien d'Operatioun mécht, „know your customer“-Transparenz géint de Blanchiment an de Finanzement vum Terrorismus ginn haut ganz grouscheschriwwen a sinn haut vill méi wichteg wéi jee virduen. Et ass och eng grouse Evolutioun an deem Domän, déi ganz séier geet, wat och erkläert, dass d'Texte ganz séier evolüieren.

Dës Regierung huet sech d'Transparenz, géif ech soen, als eng vun de Prioritéite ginn. An dat maache mer mat deem heite Projet natierlech och.

Wéi vum Deputéierte Mosar richteg ënnerstrach ginn ass: Fir all déi Gesetzgebungen ëmzesetzen, muss net nëmme d'Gesetz gestëmmt ginn. Herno muss dat gemonitort ginn, operationell ëmgesat ginn an natierlech kontrolléiert a poursuivéiert ginn.

Dofir, op eng generell Aart a Weis hunn ech mech agesat an deene leschte Joren, fir dass de Finanzministère gestärkt gëtt. En huet haut méi Leit, mä nach ëmmer net genuch Leit, well während 15 bis 20 Joer am Finanzministère keng Leit agehallt gi sinn.

An der Steierverwaltung hu mer déi dräi leschte Joren all Kéiers 25 Leit agehallt an dës Joer stelle mer der 100 an!

An der CSSF - ech hunn elo net déi allerlescht Zifferen - hate mer, wéi ech ugefaangen hunn Enn 2013, wahrscheinlech ronn 400 Leit, vläicht licht driwwer. Mir hunn der haut bal 800. Dat heescht, d'Personal vun der CSSF ass verduebelt ginn.

Dir gesitt also, dass dat, wat Der richtegerweis sot, dass ee sech muss déi richteg Moyene ginn, dass dat hei gemaach gëtt. A mir wäerten och nach esou weiderfuere. Ech mengen, dass mer do also op enger Linn sinn.

Ech hat nach haut eng Reunioun mam Minister Braz, fir eis eng Feuille de route ze ginn, wéi mer op 2020 histieren, wat de GAFI ubelaangt, well mer do analyséiert ginn an deem Joer. An ech kann lech soen: Mir setzen och do déi néideg Ressourcë vu Leit drop, fir dass mer do prett sinn.

Dir hutt och richtegerweis ënnerstrach, dass dat net nëmme d'Kompetenz ass vum Finanzminister. Do sinn och de Justizminister an och de Policeminister an d'Autorité-judiciaire implizéiert.

Wat elo dese Projet ubelaangt: En ass de 24. Abrëll an dëser Chamber deposéiert ginn. Mir sinn elo Februar 2018. Dat ass net dat Allerrapport. Mir haten op d'Urgenz higewisen. Ech si frou, dass mer dat awer haut kënnen maachen.

Ech wëll awer och ënnersträichen, dass mer scho verschidden Deeler vun der Direktiv AMLD IV ëmgesat hunn. Fir d'Éischt emol hu mer an deem Gesetz, wou mer d'Reforme fiscale gestëmmt hunn am Dezember 2016, scho verschidden Aspekter vun dëser Gesetzgebung ëmgesat. Mir hunn och an engem Gesetz vun 2014 d'Initiativ geholl, wat d'Actions au porteur ubelaangt. An et ass esou, dass an deem heiten Domän en fait d'Aarbecht ni richteg fäerdeg ass. Et ass „work in process“.

Mir wëssen elo, dass mer eng Direktiv AMLD V hunn, déi um Wee ass, déi am Europaparlament am Dezember 2017 ugeholl ginn ass, déi nach net definitiv duerch d'Prozedur vun de Juriste-linguiste gaangen ass, mä déi awer och gläich Realitéit gëtt an déi verschidde Saachen, déi mer elo haut stëmmen, wahrscheinlech erëm a Fro stellt oder op d'mannst exigéiere wäert, dass mer do nobesseren. A mir wäerten dat dann och maachen.

Zum Contenu vun dëser Transpositioun wëllt ech haaptsächlech ënnersträichen, dass mer d'Pouvoir vun den Organes de contrôle a vun den Organismes d'autorégulation net changéieren - déi bliwen d'selwecht -, mä dass verschiddener vun hire Kompetenze méi staark ginn, dass ënner anerem d'Amende-administrativen an d'Luucht ginn, a fir déi, déi kënnen Amende-pénallen ausschwatzen, dass déi och an d'Luucht ginn, dass d'Couverture méi breet gëtt, dass ënner anerem d'Huissieren elo ënner dës Reglementatioun falen an och déi, déi

en libre prestation de services aktiv sinn an eisem Land, dorënner falen.

Mir hu profitéiert vun dëser Gesetzgebung, Transpositioun, fir dann och eng Harmonisatioun vu verschiddene Mesuren ze maachen an haaptsächlech all d'Organer méi effikass ze maachen. Ech mengen, dass mer hei eng gutt Transpositioun maachen, fir eis kredibel dobasssen ze presentéieren a fir och sécherzestellen, dass eis Reputatioun ëmmer besser gëtt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Finanzminister.

A mir géifen dann zu der Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7128 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7128 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt direkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

59-mol Jo, dat ass Unanimitéit vun deenen, déi um Vott deelgeholl hunn. Keng Géigestëmmen, keng Abstentiuonen.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. Max Hahn), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par M. Henri Kox);

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott unzehuelen?

(Assentiment)

Merci villmools. Dann ass dat esou decidéiert.

A mir géifen zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 7166 iwwert d'Ëmsetzung vun enger Direktiv iwwert d'steierlech TVA-Behandlung vu Bongen - Akafsbongen, géif ech mengen. Mä den Här Bauler, de Rapporteur, seet eis elo genee, wat fir eng Bongen dass dat sinn.

15. 7166 - Projet de loi

1° portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;

2° modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler** (DP), *rapporteur*.- Merci, Här President. Dir läit ganz richteg. Hei geet et ëm Akafsbongen. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass d'Zil vum Gesetzesprojet 7166, fir déi europäesch Direktiv zur TVA-Besteuerung vun den Akafsbongen an der nationaler Legislatioun ze verankeren. Mat dëser Direktiv sollen déi eenzel Besteuerungsregimenter an den EU-Memberstaaten harmoniséiert ginn. Dës schreibe sech an eng Rei vu verschiddenen Entwécklungen an deem Beräich an.

Am Kader vun enger allgemenger Entwécklung vun de kommerzielle Praktike ginn dës Bongen ëmmer méi doruechter benotzt, an zwar net nëmme an hiren klassischer, physischer Form an de Butteker, mä och ëmmer méi ënner elektronescher Form a Geschäfte, a Restaurants, beim Onlineshopping, fir Telefonskreditier an esou virun an esou weider.

Donieft huet mat der Zäit awer och de Gebrauch vu Bongen iwwert déi national Grenzen

eraus ëmmer méi staark zougeholl. Déi eenzel Staaten hunn als Reaktioun op dës Entwécklung ënnerschiedlech Besteuerungsregimenter entwéckelt, allerdéngs mat dem Resultat, dass et op europäeschem Niveau nëmme weineg Kohärenz gëtt. Esou kann et effektiv zum Beispill zu Situatiounen kommen, wou een duebel besteiert gëtt, während een an anere Fäll iwwerhaapt net besteiert gëtt.

Här President, de Problem vun der Besteuerung vun de Bongen ass nämlech deen, dass een, fir dee richtegen Taux auszerechnen, wësse muss, wat engersäits d'Base d'imposition ass an anersäits de Moment de perception. Vu dass d'Bonge jo net en Zweck u sech duerstellen, mä ëmmer als Tauschmittel fir gewëssen Déngschtleeschungen oder Wuere gëllen, hänkt d'Besteuerung souwuel vum Produkt respektiv dem Service, fir deen de Bong steet, of, wéi och vun der Zort vu Bong selwer.

Nieft enger Definitioun vun deem, wat iwwerhaapt e Bong ass, leet de Gesetzesprojet dowéinst fest, wéi dës zwou genannte Komponente berechent ginn. Dofir gëtt am Text den Ënnerschied gemaach tëschent zwou Zorte vu Bongen: eemol de Bon à usage unique an eemol de Bon à usages multiples.

Beim éischten, dem Bon à usage unique, ass zum Zäitpunkt vun der Emissioun ganz genee gewosst, firwat e steet: e Bien oder Service X, deen op enger Plaz Y fir eng Valeur Z ageléist ka ginn. Dofir ass also vun Ufank u kloer, wat fir een TVA-Taux applizéiert gëtt. De Bong gëtt ugesinn als dat, fir dat e steet. D'TVA gëtt dee Moment, wou de Bong gedrückt oder emetteiert gëtt, applizéiert. Dat heescht, souguer wann en net ageléist géif ginn: De Stat kritt awer seng Suen, seng Steieren.

Beim Bon à usages multiples par contre weess een net, firwat genee de Bong steet. Als Beispill kann ee sech virstellen, eng Chaîne géif e Bong fir 100 Euro ausstellen. Mat deem Bong kann een da kafen, wat ee wëllt an och wou ee wëllt, wann déi Chaîne verschidde Geschäfte, verschidde Butteker huet, deemno wéi souguer och a verschiddene Länner. D'TVA gëtt dowéinst eréischt dee Moment, wou de Bong ageléist gëtt, bezuelt. An anere Wieder: De Bong gëtt net als déi Déngschtleeschung oder déi Wuere, fir déi e steet, consideréiert, wéi dat de Fall ass beim Bon à usage unique, mä e gëtt am Fong als eng Zort Sue gekuckt.

Här President, ech si frou, dass den Här Laurent Mosar mer e Lächeln hei schenkt. Hie gesäit, dass ech pädagogesch Efforte maachen.

(Hilarité)

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Et ass net einfach, Här Bauler!

► **M. André Bauler** (DP), *rapporteur*.- Heiansdo sinn déi einfachst Saache komplizéiert. Et kann een nach präziséieren, dass hei zu Lëtzebuerg mat Ofstand de Bon à usages multiples am meeschte benotzt gëtt, an domat deen Aspekt vum Gesetz am relevanteste fir eist Land ass.

D'Direktiv 2016/1065 brauch eréischt fir den 1. Januar 2019 ëmgesat ze sinn. Well awer d'Assujettien, déi beträff sinn, hir informatesch Systemer mussen upassen, gëtt awer recommandéiert, dës Transpositioun, dës Ëmsetzung an eist nationaal Recht esou séier wéi méiglech duerchezéien.

Doriwwer eraus ass och proposéiert ginn, fir d'Dispositiounen vum modifizéierte Gesetz vum 12. Februar 1979 iwwert d'Taxe sur la valeur ajoutée den Dispositiounen vun dëser Direktiv à la lettre, also strictement, unzepassen. Dës, fir eben eng juristesche Sécherheet souwuel fir déi national Steuerflücht wéi och fir déi aus aneren EU-Staten ze garantéieren.

Fir aner Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Bericht, ech wëll awer nach drop hiweisen, dass de Statsrot a sengem Avis vum 15. Dezember 2017 keng Observatioun inhaltlecher Natur formuléiert hat.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit a ginn an engems den Accord vun der DP-Fraktioun.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Dann huet d'Wuert, wéi gewinnt, den Här Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Merci dem Här Rapporteur, wéi ëmmer, fir säi ganz pädagogesch schrëftlechen a ganz besonnesch mëndleche Rapport. An en huet eppes fäerdegbruecht: Ech mengen, hien ass ewell dee gréisste Spezialist, fir déi verschiddenen Zorte vu Bongen auserneenzehalen. Also ech muss soen, ech hu vill bäigeléiert an der Kommissioun,

well ech weess elo entre-temps, wat fir eng Zorte vu Bongen dat et gëtt. Eleng dowéinst gebüürt him grouse Respekt.

Mir sinn natierlech mat sengen Explikatiounen ganz d'accord. An duerfir wäerte mir och mat Begeeschterung dee Projet stëmmen.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Fayot huet d'Wuert.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Jo, Här President, och ech géif dem Rapporteur gär Merci soe fir säi gudde Rapport a ginn d'Zoustëmmung vun der LSAP zu dësem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Den Här Kox huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox** (déi gréng).- Jo, Merci. Ech schlësse mech meng Virriedner un, Merci dem Rapporteur, a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Ech ginn dervun aus, dass déi aner Kolleegen och dermat d'accord sinn, a ginn och dervun aus, dass de Finanzminister eis elo och net vill Revolutionäres iwwert d'Bonge wäert soen.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*.- Neen, deen heite Projet, Här President...

(Brouhaha)

Här President, deen heite Projet wäert d'Welt net changéieren, mä haaptsächlech, an dat ass vläicht wichteg ze ënnersträichen, e changéiert fir d'Lëtzebuurger Commerçanté relativ weineg, well mer zu Lëtzebuerg haaptsächlech Bons multiples hunn. An do bleift de System deeselwechten, wéi e war. Et ass nëmme fir d'Bons à usage unique, wou elo mat där heiter Direktiv eng Ännerung ass. Ech freeë mech iwwert déi grouse Ënnerstützung fir d'Bongen. C'est de bon augure.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- A mir freeën eis mat lech.

Mir géifen dann zum Vott iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7166 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen, dann d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

55-mol Jo. Keng Abstentiuonen a keng Géigestëmmen. Domat ass de Projet 7166 mat der Unanimitéit vun deene Kolleegen, déi um Vott deelgeholl hunn, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Laurent Mosar), Léon Gloden, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler et Laurent Zeimet (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Lex Delles (par M. André Bauler), Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Claude Lamberty, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Gusty Graas);

MM. Claude Adam (par Mme Josée Lorsché), Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini (par Mme Viviane Loschetter);

MM. Fernand Kartheiser (par M. Roy Reding) et Roy Reding;

MM. Marc Baum (par M. David Wagner) et David Wagner.

Et bleift mer just nach ze froe fir d'Dispens.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Kommt gutt heem! Bis muer de Mëtten um zwou Auer.

(Fin de la séance publique à 19.11 heures)



Sommaire des séances publiques n^{os}15, 16 et 17

15^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 176
Communications	p. 176-177
Ordre du jour	p. 177
Annonce de la démission de Mme Anne Brasseur	p. 177-178
Ordre du jour (suite)	p. 178
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n ^o 287 du 11 janvier 2018 de M. Gusty Graas relative à la peste porcine africaine, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	
et	
- Question n ^o 288 du 16 janvier 2018 de M. Gérard Anzia relative aux mesures prévues dans le cas éventuel d'une détection de la peste porcine africaine au Luxembourg, adressée à M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs	p. 178-179
- Question n ^o 289 du 16 janvier 2018 de M. Léon Gloden relative à la gestion des inondations récentes, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures (également envoyée à Mme la Ministre de l'Environnement)	p. 179
- Question n ^o 290 du 15 janvier 2018 de Mme Taina Bofferding relative à l'encadrement légal des stages en entreprise effectués par les étudiants, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	p. 179-180
- Question n ^o 291 du 16 janvier 2018 de M. Fernand Katheiser relative au musée de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 180
- Question n ^o 292 du 15 janvier 2018 de M. André Bauler relative à l'évolution de l'hôtellerie luxembourgeoise depuis 2013, adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 180-181
- Question n ^o 293 du 16 janvier 2018 de M. Félix Eischen relative au plan sectoriel «zones d'activités économiques», adressée à Mme la Secrétaire d'État à l'Économie	p. 181
- Question n ^o 294 du 16 janvier 2018 de Mme Josée Lorsché relative à la loi du 15 décembre 2016 portant modification du Code du travail, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	
et	
- Question écrite n ^o 3549 du 9 janvier 2018 de M. Yves Cruchten relative à l'égalité salariale, adressée à M. le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire	p. 181-182
- Question n ^o 295 du 16 janvier 2018 de M. Aly Kaes relative aux conditions d'admission dans les maisons de retraite, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration	p. 182
- Question n ^o 296 du 15 janvier 2018 de Mme Joëlle Elvinger relative à la signature du Luxembourg «Luxembourg - Let's make it happen», adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 182
- Question n ^o 297 du 16 janvier 2018 de M. Max Hahn relative à la mise en service de deux voitures électriques Tesla pour les besoins de la Police grand-ducale, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 182-183
- Question n ^o 298 du 16 janvier 2018 de M. Alexander Krieps relative à la multiplication des accidents impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	
et	
- Question écrite n ^o 3536 du 21 décembre 2017 de Mme Cécile Hemmen relative aux accidents de la route impliquant des piétons, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 183
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du nouvel horaire des CFL	p. 183-186
6976 - Projet de loi relative à l'échange de données à caractère personnel et d'informations en matière policière et portant:	
1) transposition de la décision-cadre 2006/960/JAI du Conseil du 18 décembre 2006 relative à la simplification de l'échange d'informations et de renseignements entre les services répressifs des États membres de l'Union européenne;	
2) mise en œuvre de certaines dispositions de la décision 2008/615/JAI du Conseil du 23 juin 2008 relative à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière	p. 187-189
7100 - Projet de loi portant modification:	
a) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat	
b) de la loi modifiée du 10 août 1991 déterminant, pour la profession d'avocat, le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles	p. 189-191
Ordre du jour (suite)	p. 191
6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil	p. 191-195

16^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 195
Changement de composition du comité de discipline	p. 195
Ordre du jour	p. 195
7037 - Projet de loi	
1 ^o portant sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes,	
2 ^o modifiant	
a) l'article 112 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu,	
b) l'article 30ter de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement,	
c) l'article 57 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, et	
3 ^o abrogeant	
a) l'article 76 de la loi modifiée du 18 germinal an X (8 avril 1802) relative à l'organisation des cultes,	
b) le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples,	
c) le décret du 18 mai 1806 concernant le service dans les églises et les convois funèbres,	
d) le décret du 30 septembre 1807 qui augmente le nombre des succursales,	

e) le décret modifié du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises	p. 195-210
6864 - Projet de loi portant sur le bail commercial et modifiant certaines dispositions du Code civil (suite)	p. 210
7096 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part, signé à Astana, le 21 décembre 2015	p. 210-211
7141 - Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux de coopération transfrontalière et interterritoriale, faite à La Haye, le 20 février 2014	p. 211
7148 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas concernant l'Assemblée interparlementaire Benelux, faite à Bruxelles le 20 janvier 2015	p. 211-212
7159 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part, fait à Bruxelles, le 12 décembre 2016	p. 212-213
Changement de composition du comité de discipline (suite)	p. 212
17^e séance	
Ouverture de la séance publique	p. 214
Hommage à la mémoire de M. Niki Bettendorf, député honoraire	p. 214-215
Communications	p. 215
Ordre du jour	p. 215
Vérification des pouvoirs et assermentation de M. Frank Colabianchi	p. 215-216
Changements de composition de commissions parlementaires	p. 216
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 216
Hommage à Mme Anne Brasseur	p. 216
Octroi d'un titre honorifique à Mme Anne Brasseur	p. 216
Dépôt d'une motion par M. Laurent Mosar	p. 216
Question élargie n ^o 28 de M. André Bauler relative aux perspectives de développement du tourisme culturel	p. 217-218
7008 - Projet de loi renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles et modifiant:	
1) le Code de procédure pénale	
2) le Code pénal	p. 218-225
7024 - Projet de loi	
portant mise en œuvre du règlement (UE) 2015/751 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2015 relatif aux commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte, et portant modification:	
1. de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;	
2. de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;	
3. de la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière;	
4. de la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs;	
5. de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;	
6. de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif;	
7. de la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs;	
8. de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;	
9. de la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement; et	
10. de la loi du 23 décembre 2016 relative aux abus de marché	p. 225-226
7128 - Projet de loi portant	
1. transposition des dispositions ayant trait aux obligations professionnelles et aux pouvoirs des autorités de contrôle en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme de la directive (UE) 2015/849 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme, modifiant le règlement (UE) n ^o 648/2012 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 2006/70/CE de la Commission;	
2. mise en œuvre du règlement (UE) 2015/847 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2015 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et abrogeant le règlement (CE) n ^o 1781/2006;	
3. modification de:	
a) la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme;	
b) la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement;	
c) la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;	
d) la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice;	
e) la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;	
f) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;	
g) la loi modifiée du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;	
h) la loi du 21 décembre 2012 relative à l'activité de Family Office;	
i) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances;	
j) la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit	p. 226-229
7166 - Projet de loi	
1 ^o portant transposition de la directive (UE) 2016/1065 du Conseil du 27 juin 2016 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne le traitement des bons;	
2 ^o modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée	p. 229



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
3512	Yves Cruchten	Nouvelle forme d'arnaque par téléphone (portable), appelée «ping-calls»

3561	Octavie Modert	Problèmes en relation avec la mobilité suite aux inondations le long de la Moselle
3588 cf. 3597	Gusty Graas	Ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange
3597 cf. 3588	Marc Spautz	Ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange

Question 3512 (08.12.2017) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la **nouvelle forme d'arnaque par téléphone (portable), appelée «ping-calls»:**

Depuis un certain temps déjà, une nouvelle forme d'arnaque par téléphone (portable) a fait son apparition au Luxembourg. Dans cette forme d'escroquerie, appelée «ping» ou «ping-calls», la victime est appelée sur son téléphone (portable), mais l'appelant raccroche aussitôt afin d'animer la personne appelée à rappeler. Le numéro affiché est souvent un numéro «banalisé», affichant un indicatif ressemblant à celui du pays de l'appelé et cachant la véritable provenance de l'appel, souvent très lointaine. En cas de rappel, la victime compose, sans le savoir, un numéro surtaxé.

Suite au nombre apparemment croissant de cas, la Police grand-ducale a récemment multiplié les appels publics à la prudence. Les autorités recommandent notamment d'ignorer ces appels, de ne rappeler en aucun cas, de bloquer le numéro en question au niveau du téléphone, d'en avertir le fournisseur d'accès en cas d'appels à répétition ou encore de déposer plainte en cas de dommages, dommages que les victimes doivent cependant assumer personnellement.

Confrontée également au problème des «ping calls», la «Bundesnetzagentur» allemande, agence responsable notamment de la protection des droits des consommateurs dans le domaine des télécommunications, a récemment pris la décision d'obliger tous les opérateurs de réseaux et fournisseurs d'accès à faire précéder les appels vers certains pays, d'une bande-annonce indiquant les coûts élevés de la communication à établir. Aussi, la «Bundesnetzagentur» a établi une liste de numéros «ping» connus et publié celle-ci sur son site Internet. Pour ces numéros, la «Bundesnetzagentur» a émis un «Rechnungslegungs- und Inkassierungsverbot», c'est-à-dire une interdiction de facturation et d'encaissement des frais liés à ces numéros. Par conséquent, soit la victime ne devra pas payer pour l'appel en question, soit elle sera dédommagée par l'opérateur ayant omis de bloquer le numéro publié comme étant frauduleux.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance du phénomène des «ping calls» et disposent-ils de données chiffrées en la matière? Combien de cas sont connus à ce jour, combien de plaintes en la matière ont été reçues jusqu'à présent, à combien s'élèvent les dommages totaux encourus par les victimes à ce jour?

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance de la manière de procéder en la matière en Allemagne? Dans l'affirmative, quelle est leur position par rapport à cette procédure? Messieurs les Ministres envisagent-ils, dans le but d'une meilleure protection des consommateurs, de suivre l'exemple de la «Bundesnetzagentur»? Dans l'affirmative, dans quels délais et par quels moyens? Dans la négative, quelles en sont les raisons précises?

Réponse commune (08.02.2018) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

La Police grand-ducale a en effet connaissance du phénomène des «ping calls». Une série de tels appels a été enregistrée. Ainsi, au cours de l'année 2017, plusieurs centaines d'incidents pour conversations téléphoniques douteuses ont été ouverts. Cependant, aucune plainte officielle n'a été enregistrée respectivement aucune enquête judiciaire n'a été ouverte par la Police grand-ducale dans ce contexte spécifique.

De façon générale, l'on peut néanmoins constater une augmentation de ces arnaques portées à la connaissance de la Police grand-ducale.

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) a également connaissance du phénomène des «ping calls», sans pour autant avoir été saisi d'une demande de médiation concernant cette matière. De même, il n'a reçu aucun appel téléphonique, ni aucune réclamation écrite à ce sujet.

En Allemagne, la «Bundesnetzagentur» est expressément habilitée de par la loi à interdire aux opérateurs la facturation d'appels pour lesquels il existe la certitude d'une utilisation frauduleuse, tels que les «ping calls». Au Luxembourg une telle base légale n'existe pas, et par conséquent l'ILR ne peut pas intervenir de la même façon auprès des opérateurs de services de communication électroniques luxembourgeois.

La transposition du futur «Code européen des communications électroniques» ou de la nouvelle directive «ePrivacy» fournira l'occasion de renforcer les pouvoirs de l'ILR dans ce domaine. La proposition de directive européenne «ePrivacy» prévoit d'ailleurs une disposition allant dans ce sens.

Les personnes victimes d'une telle arnaque peuvent s'adresser à leur opérateur et, en cas de désaccord, faire appel au service de médiation de l'ILR.

Certains appareils affichent d'ailleurs, en fonction des options activées, le pays de l'appelant. Il est aussi possible de bloquer les numéros d'appelants suspects. Les opérateurs peuvent également bloquer les numéros suspects quand ils sont informés.

Les utilisateurs de téléphones mobiles devraient de leur côté redoubler de prudence et ne pas rappeler sans vérification préalable les appelants de l'étranger qui leur sont inconnus.

Question 3561 (16.01.2018) de **Mme Octavie Modert** (CSV) concernant les **problèmes en relation avec la mobilité suite aux inondations le long de la Moselle:**

Suite aux inondations récentes survenues le long de la Moselle, les horaires de certaines lignes de bus et du transport scolaire ont dû être adaptés, voire certaines courses supprimées temporairement. Or, la communication et les informations ne furent pas adéquates et les personnes concernées n'ont su s'informer sur les modifications intervenues. Par conséquent, beaucoup d'usagers n'ont pas eu accès à des informations à jour concernant le transport par autobus. Aussi une politique d'information et de communication plus directe et plus proche aux citoyens est-elle de mise.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Par quels moyens les modifications au niveau des horaires des transports publics ont-elles été portées à la connaissance du public?

- Le site mobilite.lu n'est-il pas un site qui se prête à retrouver ces informations urgentes?

- Est-ce que les communes concernées ont été informées des changements d'horaires et de trajets? Dans la négative, ne serait-il pas de mise afin que les autorités communales puissent informer les citoyens via les voies adaptées, tel que sms2citizen, Internet, etc.?

- Des communiqués à la presse ont-ils été diffusés, soit avec les informations détaillées, soit en renvoyant à un site Internet où les retrouver?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il informer le public sur des modifications à court terme au niveau des réseaux et horaires de transports publics suite à des urgences ou des cas de force majeure?

- Existe-t-il une stratégie de communication qui permettrait de mieux informer la population

sur ces incidents et leurs conséquences? Les nouveaux médias font-ils partie intégrante d'une telle stratégie?

Réponse (01.02.2018) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Actuellement toutes les informations et modifications concernant les transports publics sont évidemment disponibles sur le site mobiliteit.lu. Les cas de force majeure cependant dépendent de la vitesse des interventions et des communications entre tous les acteurs. Pour ce cas justement et à titre d'exemple, je tiens à vous faire savoir que l'information notamment qu'«à partir de 16.00 heures aujourd'hui, la N10 est barrée du croisement avec le CR152F à Schwesbange au croisement avec le CR149 à Stadtbredimus» avait été faite à 16.07 heures par l'Administration des ponts et chaussées par courriel aux concernés, dont ma cellule Bus RGTR.

Le Département des transports, ensemble avec la Communauté des transports appelée communément le Verkéiersverbond (responsable du site mobiliteit.lu et de l'information en général sur les transports publics) et le CTIE, est actuellement en train de mettre en place un projet «Alarm Tilt» en relation avec les transports publics. Cet outil permettra de mieux prendre connaissance de la situation sur le terrain en cas de force majeure, d'évaluer les répercussions sur l'exploitation des transports publics, de prendre les décisions adéquates et de transmettre les informations aux acteurs concernés ainsi qu'au public.

Les informations sur les perturbations sont actuellement disponibles via le site mobiliteit.lu, diffusées deux fois par jour par radio (RTL et 100,7), et les personnes intéressées peuvent s'abonner au système push de la Centrale de mobilité pour être informées électroniquement sur leur smartphone ou autre des modifications concernant leur ligne de bus.

Un vecteur de réaction aux changements urgents seront d'ailleurs dorénavant les postes de commande régionaux («Regionale Leitstellen») qui ont été mis en place et qui fonctionnent actuellement en phase de test pour tout le réseau du RGTR. Ces postes de commande sont également gérés par le Verkéiersverbond et ont comme mission la gestion du transport public en tant que superviseur en «temps réel», avec la possibilité d'intervenir sans délai en cas de nécessité.

Par conséquent, les nouveaux médias font déjà aujourd'hui partie intégrante d'une bonne communication avec les clients.

Question 3588 (29.01.2018) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant l'**ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange:**

En réponse à la question parlementaire n°1642 du 16 décembre 2015 concernant les travaux d'assainissement sur le site contaminé de l'ancienne affinerie d'aluminium, Madame la Ministre avait informé que le site, appartenant depuis 2009 à l'État, est utilisé conjointement par l'Administration de la nature et des forêts et la commune de Dudelange pour des activités d'entrestockage de bois et de machines sylvicoles. En outre, Madame la Ministre avait précisé que l'affectation sera maintenue et pourra être développée à la suite de l'assainissement. Or, il résulte d'un article de presse (voir LW du 27/28 janvier dernier, page 36) que les anciens immeubles ont été détruits sans information préalable et sans l'autorisation nécessaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement:

- Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer les faits relatés dans l'article en question, notamment concernant le défaut d'une autorisation de démolition?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant justifié cette décision?

- Est-ce qu'une alternative de site est prévue dans la commune de Dudelange afin de pouvoir héberger un centre d'information relatif à la zone de protection de la nature «Haardt», annoncé en octobre 2007 par un ancien Ministre de l'Environnement?

Question 3597 (31.01.2018) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant l'**ancienne affinerie d'aluminium de Dudelange:**

Der geschriebenen Presse vom vergangenen Samstag war zu entnehmen, dass die ehemaligen Affilux-Gebäude in der Nähe des Naturparks „Haardt“ in Düdelingen kürzlich ohne Vorwarnung abgerissen wurden, obwohl sie eigentlich künftig als Informationszentrum und für Naturklassen genutzt werden sollten. Im Januar 2016 hatte die Umweltministerin noch im Parlament erklärt die Gebäude seien in den staatlichen Sanierungsfonds aufgenommen worden und man habe 336.000 Euro für die Sanierung vorgesehen.

Vor diesem Hintergrund möchte ich folgende Fragen an den Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen und an die Frau Ministerin für Umwelt stellen:

- Aus welchem Grund wurden besagte Gebäude abgerissen, wohlwissend dass es sich um eine historische Bausubstanz handelte welche die industrielle Vergangenheit der Ortschaft widerspiegelte?

- Kann die Regierung bestätigen, dass die Abrissarbeiten ohne die notwendige vorherige Genehmigung seitens der Gemeinde Düdelingen stattgefunden haben?

- Wenn ja, aus welchen Gründen wurde besagte Genehmigung nicht im Vorfeld angefragt?

- Hat die Regierung Pläne bezüglich der zukünftigen Nutzung des Areals?

Réponse commune (07.02.2018) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans le cadre de l'assainissement du site «Affilux» à Dudelange, les anciens immeubles présents sur le site ont dû être démolis. En effet, vu leur état de délabrement avancé et leur degré de contamination inquiétant, ces demeures constituaient un vrai risque pour la salubrité publique. Je tiens à préciser qu'aucun immeuble détruit ne constituait un patrimoine architectural industriel, contrairement aux affirmations dans le quotidien.

Je dois confirmer que le maître d'ouvrage, en l'occurrence l'Administration de la nature et des forêts, avait omis de demander au préalable un permis de démolition auprès de l'administration communale de Dudelange. Dès que cette omission a été remarquée, les travaux ont directement été suspendus suite à l'intervention de la Ministre de l'Environnement. Une demande en régularisation ex post a été introduite auprès de l'administration communale en date du 1^{er} février 2018.

Concernant l'occupation future du site, je tiens à préciser que le concept de réaffectation initial, à savoir la réalisation d'un centre pédagogique «forêt et nature» dans l'intérêt de la zone protégée et du site Natura 2000 «Haardt», sera intégralement maintenu. Il importe de signaler que le concept d'assainissement est directement lié à la réaffectation sus-citée.